



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

25e Législature — 4e session

Vol. 2 - Séances du 5 février au 18 mars 1960

1959-1960

Texte établi par Guillaume Couture

Orateur : l'honorable Maurice Tellier

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

25e Législature – 4e session

Vol. 2 - Séances du 5 février au 18 mars 1960

1959-1960

Séance du vendredi 5 février 1960

Présidence de G. Caron

La séance est ouverte à 10 h 30.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre de l'absence de M. l'Orateur et, sur ce, M. l'Orateur suppléant (M. Caron) prend le fauteuil.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapport du
ministère des Mines**

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dépose un rapport fourni par des experts du ministère des Mines concernant les ressources minières de la région du lac Matagami. Il révèle qu'une route permanente va maintenant être construite entre la ville d'Amos et le lac Matagami¹.

**Personnel de la Commission
du salaire minimum**

M. Hamel (Saint-Maurice): Le 18 décembre 1959, la Chambre a, à l'unanimité, ordonné au ministre du Travail (M. Barrette), devenu depuis premier ministre, de déposer la liste du personnel de la Commission du salaire minimum avec, en regard de chaque nom, l'adresse, le salaire et, le cas échéant, de la ou des allocations, et ce, en date du 1^{er} novembre 1959.

Le ministre a produit une liste en date du 15 décembre 1959, sans adresse, sans référence aux allocations. Le 27 janvier 1960 le ministre produisait une autre liste. Ce deuxième document n'est pas encore conforme à l'ordre de la Chambre, car il ne donne pas la liste des allocations et donne la liste des fonctionnaires de la Commission alors que les motions référaient au "personnel" de cette commission².

Il (M. Hamel) explique, dictionnaire en main, qu'il y a une différence énorme entre "fonctionnaire" et "personnel", que ce deuxième terme inclut plus de monde que le premier d'après Larousse et Quillet.

Je regrette que nous soyons forcés de revenir encore sur cette question. Ce serait pourtant si simple

de répondre à l'ordre de la Chambre. On a l'impression que le gouvernement a quelque chose à cacher...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je soulève un point d'ordre. L'article 114 du Règlement dit qu'une question posée avant l'ordre du jour doit être brève et ne pas être de nature à soulever un débat. Or la question que pose le député n'est pas brève, puisqu'il parle depuis huit minutes, et elle provoquera certainement un débat. Il est donc complètement hors d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Parlant sur le point d'ordre, je dirai que ma question est d'intérêt public, qu'elle est brève et précise. La voici: le premier ministre peut-il nous assurer qu'en date du 11 novembre 1959 aucun autre personnage ne recevait un salaire ou une allocation de la Commission du salaire minimum que ceux mentionnés sur la liste des fonctionnaires qu'il a produite?

M. l'Orateur suppléant: Le député profite d'un point d'ordre pour poser une autre question. Le point d'ordre est bien fondé. Si le député veut poser une question, qu'il le fasse brièvement.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il n'a pas besoin de la poser à nouveau. Je l'ai entendue. Je répéterai ce que j'ai déjà dit ici. Cela ne relève pas de cette Chambre...

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous n'admettons jamais cela.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les gens dont il est question ici ne sont pas payés à même les deniers publics...

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous n'admettons jamais cela.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ils sont payés avec l'argent des employeurs. La même question a déjà été posée dans le passé et l'Orateur avait ordonné qu'elle soit rayée du *Feuilleton*. Je n'étais pas tenu de répondre...

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous n'admettons pas cela non plus.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous avons, malgré que nous n'y étions pas tenu, produit une première liste que la Commission avait datée du 15 décembre. Nous en avons demandée une autre au 1^{er} novembre et j'ai produit une liste certifiée par le président de la Commission du salaire minimum. Je n'ai rien à y ajouter.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je répondrai...

M. l'Orateur suppléant: Les documents parlent d'eux-mêmes. Je déclare la question close.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Si le député prétend que la liste est incomplète, qu'il le prouve.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est ce que je tente de faire. Dans ces conditions, je note que le premier ministre refuse de répondre et je marque cela dans mon petit calepin!

Projets de loi:

Fertilisation des terres

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 77 pour aider à la fertilisation des terres.

Cette mesure, si elle est adoptée, autorisera le gouvernement à aider les cultivateurs pour leurs achats d'engrais chimiques. Le projet comporte deux objets principaux: aider directement les cultivateurs à payer les engrais chimiques dont ils ont besoin pour que leurs terres donnent un rendement maximum; les aider indirectement, en faisant en sorte que les prix n'augmentent pas au cours des deux prochaines années.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Très bien!

(Applaudissements des deux côtés de la Chambre)

M. Hamel (Saint-Maurice) tente d'obtenir des détails supplémentaires en marge de cette mesure.

L'honorable M. Barré (Rouville): Toutes les informations pertinentes pourront être obtenues lors de l'étude du bill en deuxième lecture.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 77 pour aider à la fertilisation des terres.

Adopté.

Loi de l'instruction publique

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 39 modifiant la loi de l'instruction publique.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Les articles 14 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17 qui se lit comme suit:

"17. Les articles 133 et 134 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"133. Si l'assemblée pour l'élection des commissaires ou des syndics d'écoles est la première tenue dans la municipalité, elle doit être convoquée par la personne nommée par le surintendant, en observant la procédure prescrite par l'article 128.

"134. La première assemblée pour l'élection des commissaires ou des syndics d'écoles est présidée par la personne qui l'a convoquée d'après les dispositions de l'article 133."

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Le texte précise la procédure suivie en temps d'élections. Le mécanisme s'inspire de celui dont il est question dans le Code municipal.

M. Hamel (Saint-Maurice):

Il semble bien que c'est pour éviter la répétition de l'imbroglie de Louiseville.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

En effet, la loi de l'instruction précise que les élections sont déclenchées par un juge de paix, alors qu'elle ne prévoit pas qu'il puisse y avoir plus d'un juge de paix sur une même commission³.

L'article 17 est adopté.

Les articles 18 à 20 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 21, qui se lit comme suit:

"21. L'article 153 de ladite loi est modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"La commission scolaire peut cependant fixer, par résolution, une heure postérieure à six heures, mais pas plus tard que huit heures du soir, pour la clôture de la votation."

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il s'agit de protéger les gens travaillant à la grande ville, mais demeurant dans la banlieue. Il leur sera ainsi plus facile de déposer leur bulletin dans l'urne à leur retour chez eux, le soir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) reconnaît que ce sera une amélioration, mais il émet la crainte que, vu la rédaction de la loi, les gens ne soient pas avertis à temps ou n'aient pas connaissance de la décision de leur commission de prolonger après six heures du soir le vote. Il faudrait donner publiquement un avis au moins 30 jours avant le jour du scrutin.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) consent à amender la loi de l'instruction publique pour que dans l'avis indiquant l'heure de l'ouverture des bureaux de vote, il soit fait aussi mention de l'heure de la fermeture.

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"21. L'article 153 de ladite loi est modifié:

"a) en ajoutant après le mot "commencera" à la fin du paragraphe 1 les mots "et à laquelle elle se terminera".

"b) en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"La commission scolaire peut cependant fixer, par résolution, une heure postérieure à six heures, mais pas plus tard que huit heures du soir, pour la clôture de la votation."

L'amendement est adopté.

L'article 21, ainsi amendé, est adopté.

L'article 22 est adopté.

Le comité étudie l'article 23, qui se lit comme suit:

"23. L'article 222 de ladite loi, remplacé par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 14, et par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 27, est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Les livres ainsi mis à la disposition des enfants sont payés à même les fonds de la corporation scolaire et le gouvernement lui rembourse, à même les fonds votés par la Législature pour fins de subventions aux corporations scolaires, les trois quarts du prix qu'elle a effectivement payé pour ces livres."

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Avec la modification que nous apportons à l'article 222 de la loi de l'instruction publique, si une corporation scolaire décide la gratuité des manuels, le gouvernement provincial remboursera non plus 50 % comme jusqu'ici, mais 75 % du prix qu'elle a effectivement payé pour les livres mis à la disposition des élèves.

La loi qui existe depuis environ cinq ans prévoit que les commissions scolaires ainsi que les écoles catholiques paient pour les manuels. À l'heure actuelle, la gratuité des manuels scolaires existe déjà dans 864 commissions scolaires et 160 corporations de syndicats. Chez les catholiques, 60 % des élèves en bénéficient. Chez les protestants, à l'exclusion de Montréal, la gratuité profite à 100 % des élèves.

À Montréal même, les écoles protestantes ont adopté le système de location des livres, comme il existe dans quelques provinces. En vertu de ce système, les livres sont loués aux élèves suivant des prix qui varient selon les années du cours, comme suit: \$3 par an de la première à la troisième année inclusivement; \$4.50 par an de la 4^e à la 7^e année; \$6 par an pour les 8^e et 9^e années; et \$9 par an pour les 10^e et 11^e années.

La gratuité des manuels sera assurée par le fait que les commissions scolaires devront payer le 25 % qui reste sans avoir la permission de faire payer quoi que ce soit aux pères de famille. En proposant de porter à 75 % sa contribution à l'achat des livres, le gouvernement va à la limite du raisonnable, car il faut maintenir un intérêt suffisant pour que les commissions scolaires évitent le gaspillage à l'achat du manuel scolaire, gaspillage qui peut être désastreux pour les contribuables. Tous les manuels, dans les écoles élémentaires comme dans les écoles secondaires, demeurent la propriété des commissions.

D'autre part, il importe de soulager le fardeau financier du père de famille. La gratuité est la solution au problème assez épineux du père de famille dont les revenus sont très modestes. Dès le lendemain de l'ouverture des classes, le père de famille doit acheter des livres de classes. Le coût est proportionnellement plus onéreux pour lui si ses revenus sont modestes et s'il a plusieurs enfants à

faire instruire. Remarquons aussi qu'il est impossible de répartir sur 52 semaines cette dépense, il faut payer comptant.

Le gouvernement, en portant sa contribution à 75 %, a fait écho à de nombreuses demandes. Il s'est montré même plus généreux que le souhaitait l'U.C.C.⁴ dans son mémoire de novembre 1959. Il donne pleinement satisfaction à la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.

Dans les diverses provinces du Canada, les systèmes sont très variés. Aucune province canadienne n'offre la gratuité des manuels à l'heure actuelle au niveau secondaire. L'Ontario loue ses manuels à 25 sous par mois, mais peu de commissions scolaires ont adopté cette formule. La Colombie-Britannique applique le système de location, l'Alberta les fournit seulement pour les instituteurs, alors que Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard accordent des octrois aux éditeurs de manuels scolaires afin que les prix restent bas.

Je suis convaincu que la décision du gouvernement de porter sa contribution à 75 % incitera les 500 commissions scolaires qui n'ont pas encore décrété la gratuité d'y recourir bientôt. J'espère qu'elles trouveront la proposition du gouvernement assez intéressante pour adopter chez elles aussi la gratuité des manuels et généraliser à travers tout le Québec cette gratuité. Quant à celles qui ont déjà mis à l'honneur la gratuité, l'initiative gouvernementale dégrèvera leur budget et constituera une précieuse aide supplémentaire.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) ajoute quelques précisions sur la situation actuelle, concernant la gratuité des manuels. Il croit que le gouvernement devrait prévoir une petite contribution de la part des parents et également que les manuels scolaires demeurent la propriété des élèves.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Aucune demande importante en ce sens ne nous n'a été formulée. Je crois qu'en nous rendant aux vœux de la Fédération des commissions scolaires et de l'U.C.C., nous allons faire un grand pas en avant.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) se déclare fort heureux de voir qu'enfin le gouvernement ait décidé d'accorder la gratuité complète des manuels scolaires.

Je m'attendais qu'en abordant la question de la gratuité des manuels, on ne manquerait pas de parler de socialisme. Dès 1944, la loi de l'instruction publique a été amendée pour permettre une intervention

dans le domaine de la gratuité scolaire. Le Parti libéral accordait alors la gratuité scolaire au peuple de la province de Québec. Mais, cette loi devait être amendée de nouveau en 1949, par l'Union nationale, pour faire disparaître la gratuité. Et parmi ceux qui ont voté pour l'abolition, il y avait plusieurs des ministériels d'aujourd'hui qui votent, en 1960, une gratuité scolaire contre laquelle ils ont voté en 1949.

De nombreux débats ont été engagés sur la gratuité des manuels, particulièrement aux élections de 1956. Chaque fois que nous avons soulevé la question, nous avons été accusés de faire du socialisme. Aujourd'hui, quand le secrétaire provincial (l'honorable M. Prévost) propose la gratuité, je m'étonne que, dans son entourage, on ne lui serve pas les mêmes arguments qu'on nous servait dans des circonstances analogues. Chaque fois que nous avons élevé la voix pour réclamer la gratuité, nous nous sommes fait accuser de verser dans la démagogie.

Je crois que l'opposition a démontré qu'elle ne joue pas un rôle destructeur, puisque la gratuité que nous avons préconisée passe aujourd'hui dans la législation. Quant à ceux qui se sont prononcés contre la gratuité, pensent-ils encore de cette façon ou seraient-ils prêts maintenant à faire amende honorable? Il est certain que nous pouvons commettre des erreurs, mais la législation que l'on présente aujourd'hui devrait convaincre nos adversaires qu'ils ne doivent pas traiter à la légère les points de vue de ceux qui ne partagent pas le pouvoir.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

On ne peut se prononcer sur le bilan financier d'un homme d'affaires ou d'une industrie en se basant uniquement sur un chiffre. De même, il ne faut pas juger l'ensemble de l'œuvre du gouvernement, dans le domaine de l'éducation, par une seule initiative. Il faut juger l'œuvre dans son ensemble et à son mérite. Et, de cette façon, on peut se rendre compte qu'hier et aujourd'hui, les progrès de l'enseignement ont été rapides et étonnants. Dans le domaine de l'éducation, les commissions scolaires ont bénéficié d'un grand nombre de mesures plus profitables que celle que nous étudions présentement. Le présent item est une partie de l'ensemble des mesures prises en faveur de l'éducation.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'avais une assez belle opinion du secrétaire provincial. Il vient de me décevoir. J'étais loin de penser qu'il se contenterait de dire que la gratuité des manuels a été proposée à la suggestion de la Fédération des commissions scolaires et de l'U.C.C. Il aurait pu noter le rôle joué

par l'opposition dans ce domaine. Il doit se rappeler que nous réclamons cette amélioration depuis plusieurs années. Le gouvernement crochirait-il vers la gauche, vers le gauchisme?

(Rires railleurs et protestations à droite)

Quand nous soulevions la question de la gratuité des manuels, le ministre de la Voirie (M. Talbot) nous traitait de démagogues. Il doit être scandalisé de la mesure que présente le gouvernement.

Quant au secrétaire provincial, il aurait dû souligner les suggestions faites à maintes reprises par l'opposition. Un homme juste doit rendre justice à tout le monde, non seulement à la Fédération des commissions scolaires et à l'U.C.C. L'essence de la justice, c'est de savoir rendre justice, même aux adversaires, le cas échéant. Comment se fait-il que la gratuité des manuels est donnée aujourd'hui, alors que nous la réclamons depuis 1952? Nous l'avions décrétée en 1944, mais on a amendé la loi par la suite pour la faire disparaître. Le gouvernement semble avoir fait des Pâques de renard⁵. La présente loi a été motivée par la crainte, la crainte du jugement dernier. C'est une contribution bien imparfaite, basée sur des motifs qui ne sont pas toujours les plus nobles, mais c'est mieux que rien. Je me réjouis de ce qui arrive aujourd'hui, mais c'est bien tard.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je n'avais pas l'intention de participer au débat, mais, depuis quelques semaines, le député de Saint-Maurice ne cesse d'accuser le gouvernement de l'Union nationale de voler le programme des libéraux. Les propos du député de Saint-Maurice ont le don d'amuser la Chambre. Il est toujours une cause de gaieté en Chambre. On ne prend pas trop au sérieux ce qu'il dit et voilà pourquoi on s'amuse de l'entendre. Le député de Saint-Maurice a dit que son opinion du secrétaire provincial avait diminué. Quant à nous, nous avions déjà une très haute idée du secrétaire de la province. Mais après le travail énorme qu'il s'impose, au cours de la présente session, en faveur de l'éducation, c'est maintenant une admiration sans borne que nous avons pour lui.

(Applaudissements)

Depuis le début de la session, en compagnie de quelques collègues, j'ai rencontré deux groupements de professeurs. Chaque fois, je leur ai dit qu'ils n'avaient pas de meilleur ami dans la province que mon collègue. Et chaque fois ils ont applaudi avec enthousiasme.

Chaque fois que nous amenons une nouvelle mesure dans cette Chambre, il se trouve toujours un député libéral pour dire: "Nous y avons pensé", ou

"C'était dans notre programme". À ce compte-là, que va-t-il rester de ce programme? Il y a cinq ou six fois qu'on nous dit la même chose depuis le début de la session. Alors, si c'est vrai, il ne leur restera qu'à dire aux électeurs, aux prochaines élections: "Notre programme, vous le trouverez dans les lois de l'Union nationale".

Quant à nous, nous avons toujours gardé la même politique. Le gouvernement de l'Union nationale n'a aucunement besoin de s'abaisser à voler quelque politique que ce soit à l'opposition libérale. Les 16 ans de notre administration constituent une lutte toujours dans le même sens, toujours dans la voie droite. Le gouvernement n'est à gauche ni à droite. Nous gardons le centre et suivons la voie qui a donné à la province prospérité et progrès tout au long du règne de l'Union nationale. Notre programme a toujours été inspiré par ce qui est bon pour la province. Mais, de l'autre côté, on se conduit comme des gens qui crient en traversant le bois, le soir.

(Des cris éclatent à gauche)

C'est pour cela qu'ils font du bruit. Nous avons sans cesse recherché l'intérêt de tout le monde. Le gouvernement actuel n'a jamais essayé de faire de la petite politique en favorisant une partie de la population du Québec au détriment d'une autre. Nous avons toujours tenté de légiférer dans le meilleur intérêt de la province tout entière, et je crois que dans l'ensemble nous avons réussi. Notre politique continuera de se manifester dans tous les domaines et de s'adresser à tous les groupements de la société. Nous le prouverons encore d'ici la fin de la session dans les lois que nous gardons en réserve. Plus la session durera, plus nous préparerons de lois. Nous en soumettrons de nouvelles chaque semaine, qui prouveront que la province s'est lancée dans les avenues du progrès.

(Applaudissements à droite)

On a dit que nous fléchissions vers la gauche. Il n'y a pas de fléchissement. Nous sommes persistants. Nous ne retraits pas devant qui que ce soit, que ce soit d'un côté ou de l'autre. Nous n'avons jamais fait, nous, de culbute politique. Je ne sais si tous peuvent en dire autant. Le député de Saint-Maurice nous reproche un changement d'attitude. Il s'y connaît en fait de culbutes politiques. J'ai ici un extrait du *Nouveliste* du 17 juin 1949 rapportant ce qu'avait dit le député libéral de Saint-Maurice. Il disait alors: "J'ai combattu le communisme en me tenant près de mon peuple, en ne trahissant pas sa confiance, bien mieux qu'en appuyant un Parti libéral dont les trahisons et les mensonges sèment la méfiance et l'anarchie..."⁶

Que le député aille donc dire au *Novelliste* qu'il a menti, s'il en est capable. Il a cette déclaration collée dans le dos. C'est un boulet rivé à ses chevilles dont il ne pourra jamais se libérer.

Il (l'honorable M. Barrette) termine en disant qu'il a voulu tout simplement défendre son collègue, le secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost), et remettre les choses au point.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai fait tout à l'heure l'histoire de l'article 222 que l'on veut modifier. Cette histoire dément clairement ce que vient de dire le premier ministre. Son parti n'a pas toujours gardé la même politique. En 1949, on a fait disparaître la gratuité des manuels et le premier ministre actuel a voté en faveur de cette loi. Si c'est avoir gardé la même politique que d'avoir été contre la gratuité pendant 16 ans et se déclarer pour aujourd'hui, je n'y comprends rien. Si l'on peut parler de culbute politique, c'est bien dans ce cas-ci. Il (M. Lapalme) cite des déclarations de ministres de l'Union nationale qui, au cours des dernières années, s'étaient prononcés catégoriquement contre cette gratuité pour laquelle ils s'approprient aujourd'hui à voter.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre dit que, lorsque le député de Saint-Maurice prend la parole, il a l'art de déridier la Chambre. Cela s'explique assez facilement. Je mets la Chambre devant les contradictions et les volte-face du gouvernement, et c'est ça qui provoque les rires.

Il prétend qu'il n'a jamais prononcé les paroles qu'on lui reproche.

Une voix ministérielle: Elles sont dans le *Hansard* à Ottawa.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit qu'il combattait le Parti libéral parce qu'il était infesté de parasites.

Une voix ministérielle: Il en est encore infesté.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand j'ai dit qu'il y avait des parasites dans le Parti libéral, à ce moment-là plusieurs ministres de l'Union nationale étaient des libéraux, notamment les ministres de la Colonisation (l'honorable M. Bégin), de la Chasse et de la Pêche (l'honorable M. Pouliot), des Finances (l'honorable M. Bourque)... c'est ceux-là que je dénonçais alors.

Je tiens par ailleurs à rappeler que si j'ai changé de parti, moi, je n'ai pas été invité par la crèche⁷.

L'article 23 est adopté.

Le comité étudie l'article 24, et plus particulièrement le "paragraphe b" qui se lit comme suit:

"24. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 223, les paragraphes et les articles suivants:

"§ 10b. - Des pouvoirs des commissions scolaires relativement au transport des enfants aux écoles.

"223b. Toute commission scolaire peut pourvoir au transport des enfants à une école sous sa juridiction ou, lorsqu'il s'agit d'enfants du cours secondaire ou de high school, à une école sous la juridiction d'une commission scolaire voisine et assumer toute dépense nécessaire à cette fin.

"223c. Le contrat pour le transport des enfants est accordé à la suite d'une demande de soumissions faite au moyen d'un avis public spécifiant toutes les conditions du service à effectuer pour une période d'au moins un an mais n'excédant pas cinq ans.

"223d. Le surintendant est autorisé à octroyer et à payer, aux conditions qu'il détermine, à même les fonds votés annuellement par la Législature pour fins de subventions aux corporations scolaires, une subvention pour le transport d'enfants, le matin et le soir, jusqu'à concurrence de soixante-quinze pour cent du montant payé par toute commission scolaire desservant, en tout ou en partie, une municipalité de campagne ou de village ou par toute corporation d'écoles secondaires ou de high schools. Toutefois, si, par rapport aux conditions locales de transport, le montant payé pour fins de transport est jugé excessif par le surintendant, celui-ci peut baser le montant de la subvention sur une somme qu'il juge raisonnable."

M. Brown (Brome) demande quelles mesures le gouvernement entend prendre pour assurer la sécurité des écoliers durant leurs voyages en autobus, de la maison familiale à l'école.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le nouveau code de la route, qui sera étudié d'ici la fin de la session, verra à établir cette sécurité sur des bases solides par un examen des chauffeurs, une inspection des autobus, au point de vue sécurité et hygiène, etc.

M. Brown (Brome) rappelle que le gouvernement fédéral exige un cautionnement pour le transport des matières postales. À plus forte raison devrait-on en exiger de la part du conducteur d'un autobus transportant des écoliers.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Les députés pourront discuter cette même question au long quand la Chambre basse sera appelée à étudier la loi qui dotera la province d'un nouveau code de la route.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Actuellement, 901 corporations scolaires maintiennent un service de transport d'écopiers pendant 180 jours de l'année scolaire, ou plus, pour le bénéfice quotidien de 76,000 écopiers, sur 3,062 circuits représentant 11,000,000 de milles, à un coût de \$3,691,000.

Jusqu'ici, le gouvernement payait 50 % du coût du transport et il augmente maintenant cette proportion à 75 %, le surintendant de l'Instruction publique étant chargé de décider si le coût du transport est excessif; dans ce cas, il le réduit.

L'article 24 est adopté.

L'étude du bill 39 est suspendue.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi trente minutes.

NOTES

1. Plusieurs journaux, dont *Le Soleil* du 6 février 1960, à la page 13, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 8, rapportent avec beaucoup de détails

l'évolution des travaux d'exploitation de la région du lac Matagami. Pourtant, le *Journal de l'Assemblée législative* ne rapporte aucun dépôt de document sur le sujet et seule la phrase "M. Cottingham a révélé à la Législature qu'une route permanente allait maintenant être construite" nous laisse croire que le sujet a pu être abordé en Chambre. Il n'est pas impossible que l'honorable M. Cottingham ait distribué un rapport de façon informelle au début ou à la fin de la séance et en ait profité pour donner quelques explications. Mais il est également possible que la question ait été abordée seulement devant les journalistes et non en Chambre.

2. Rappelons qu'à la séance du 12 janvier dernier, M. Hamel avait présenté une motion de non-confiance à l'endroit du premier ministre parce que la liste des employés de la Commission du salaire minimum, telle que présentée le 18 décembre (document no 66), n'était pas conforme à ce qui avait été demandé. Le premier ministre avait alors promis de produire le document tel que demandé et M. Hamel lui avait rappelé sa promesse à plusieurs reprises, jusqu'à ce qu'un nouveau document soit présenté le 27 janvier.

3. En résumé, disons que durant l'été 1959, le gouvernement avait dû intervenir dans les élections des commissaires d'écoles de Louiseville parce qu'à l'occasion de la fusion de deux commissions scolaires, il y a avait eu double élection et deux commissions élues. Les événements seront étudiés plus en détail lors de la séance du 11 février prochain, alors qu'on étudiera l'article 59 de la présente loi.

4. Créée en 1924, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) est à la fois un groupe de pression et un syndicat agricole.

5. L'expression "faire des Pâques de renard" signifie faire sa confession annuelle en retard, après le dimanche de Pâques.

6. M. Hamel a dû faire cette déclaration alors qu'il était député du Bloc populaire pour la circonscription de Saint-Maurice-Lafleche à la Chambre des communes, poste qu'il a occupé de 1945 à 1949.

7. Par la "crèche", on fait référence à l'Union nationale et à toutes ses ramifications.

Séance du mardi 9 février 1960

Présidence de G. Caron

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre de l'absence de M. l'Orateur et, sur ce, M. l'Orateur suppléant (M. Caron) prend le fauteuil.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 162 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;
- bill 216 érigeant en corporation de ville la municipalité de Sainte-Monique des Saules;
- bill 226 attribuant certains pouvoirs aux commissaires de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Foy;
- bill 161 modifiant la charte de la ville de Bromptonville.

Projets de loi:

Charte de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 162 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 162 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Monique des Saules

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 216 érigeant en corporation de ville la municipalité de Sainte-Monique des Saules.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 216 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Sainte-Foy

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 226 attribuant certains pouvoirs aux commissaires de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Foy.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 226 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Bromptonville

M. Gosselin (Compton) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 161 modifiant la charte de la ville de Bromptonville.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 161 sans l'amender.

M. Gosselin (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Remboursement de droits:

Propriété d'Amélia R. Lesnowski

M. Pouliot (Laval) propose que le bill 231 interprétant le titre de dame Amélia Renée Lesnowski à un immeuble en la ville de Mont-Royal ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Projets de loi:

Loi de l'instruction publique

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 39 modifiant la loi de l'instruction publique.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'article 25 est adopté.

Le comité étudie l'article 26, qui se lit comme suit:

"26. L'article 257 de ladite loi, remplacé par l'article 4 de la loi 7 George VI, chapitre 13, par l'article 4 de la loi 8 George VI, chapitre 14, et par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 27, est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"La rétribution mensuelle ne peut excéder cinquante cents par mois pour un enfant qui suit le cours élémentaire s'étendant de la première à la septième année d'études et un dollar par mois pour un élève du cours secondaire ou de high school durant la huitième ou la neuvième année d'études."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cet article nie la gratuité scolaire. Vu les montants apparaissant dans cet article, est-ce qu'on ne veut pas faire purement et simplement un choix symbolique, soit exclure le principe de la gratuité scolaire?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il ne s'agit pas là d'une déclaration de principe. L'opposition parle toujours de l'autonomie des commissions scolaires. Au cours de l'étude des diverses modifications apportées précédemment à la loi de l'instruction publique, à différentes époques, on a pu constater que ce sont des pouvoirs qu'on a accordés aux commissaires ou aux syndicats d'écoles et qu'il leur appartenait de les exercer ou non. Ici également, c'est un pouvoir qu'on leur reconnaît. Il appartient aux commissions d'accepter ou de refuser. Elles ne sont aucunement obligées d'imposer la rétribution mensuelle.

Il y a déjà quelques centaines d'entre elles qui ont institué la fréquentation gratuite de l'école. Par contre, il y en a d'autres qui continuent d'exiger une rétribution mensuelle. Sur les 1,701 commissions scolaires de la province, 210 commissions urbaines perçoivent une telle rétribution ainsi que 793 commissions rurales, ce qui fait un total de 1,003 sur 1,701. Et il est bon de faire observer que, sur les 1,003, il en est de 100 à 200 qui figurent comme réclamant une rétribution mensuelle, mais qui ne l'exigent que des non-résidents. Il n'y a donc même pas 1,003 commissions scolaires qui imposent une rétribution mensuelle pour les élèves résidant dans leur territoire. Et il en existe près de 700 qui n'imposent pas de rétribution ni aux résidents ni aux non-résidents et qui, donc, n'auront pas à se prévaloir du pouvoir mentionné à l'article 26. Pour les autres, c'est un plafond qu'on établit. Nous les laissons libres, sauf qu'elles ne doivent pas dépasser le plafond fixé par la loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est une taxe de nuisance, une taxe dont le seul but semble de nier le principe de la gratuité scolaire. Pour les cas des enfants d'une commission scolaire, il semble que l'opinion publique admet le principe de la fréquentation scolaire gratuite, et les obstacles à faire disparaître ne paraissent pas si élevés. Il ne reste qu'à faire disparaître la rétribution mensuelle.

D'après les chiffres donnés par le secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost), puisque approximativement la moitié des commissions scolaires renoncent déjà aux rétributions mensuelles, je crois que le département de l'Instruction publique, après avoir apporté des changements aussi considérables, aurait dû aller jusqu'au bout et l'enlever complètement. Le ministre peut-il me dire combien rapportent les rétributions mensuelles?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Elles ont rapporté \$3,626,724 en un an aux 1,003 commissions concernées.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En moyenne, cela fait moins de \$4,000 par commission scolaire. Qu'est-ce qui s'oppose à ce qu'on fasse disparaître complètement les rétributions mensuelles?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Ce sont les commissions qui exercent leurs fonctions localement. La loi est uniforme dans toute la province, et ils ont toujours le pouvoir de supprimer la rétribution mensuelle, c'est à eux de décider. Mais les opinions sont bien partagées à ce sujet. Beaucoup trouvent que 50 cents par mois, c'est en somme une contribution bien minime. C'est à peine le prix d'un paquet de cigarettes. Un dollar, c'est le prix de deux paquets. Ce n'est pas, à tout prendre, une contribution bien onéreuse.

Des commissaires préfèrent garder la rétribution parce que c'est une modeste contribution des locataires, peut-être leur unique contribution directe à l'instruction de leurs enfants. Ça n'augmente peut-être pas énormément les revenus des commissions, mais elle aide à soulager un peu le fardeau des propriétaires.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quel est le budget global des commissions scolaires.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): C'était \$128,000,000 en 1957-1958, et c'est environ \$135,000,000 en 1958-1959.

M. Hamel (Saint-Maurice): La rétribution mensuelle ne représente qu'une infime partie du budget des commissions scolaires. L'article 26 a-t-il une justification? Le code scolaire a été établi vers le milieu du XIX^e siècle. À ce moment-là, presque tout le monde était propriétaire. Des gens payant un loyer, il y en avait peu. Aujourd'hui, c'est différent, il y a plus de locataires que de propriétaires. Le commerce de location d'immeubles est devenu

extrêmement important. Les gens qui se livrent à ce commerce font payer toutes les taxes par les locataires. C'est apparent. C'est prévu par la loi pour le contrôle des loyers. Le propriétaire dont les taxes augmentent a le droit de les faire payer par le locataire.

Ça veut dire que, aujourd'hui, le locataire ne contribue pas qu'une fois, mais deux et même trois fois à l'entretien des écoles. En effet, le locataire paie la taxe sur les ventes, la rétribution mensuelle exigée par les commissions scolaires et, indirectement, les taxes imposées au propriétaire. Je soumets que la disposition de la loi instituant la rétribution mensuelle n'a plus sa raison d'être. "Ce n'est pas un gros montant", prétend le ministre, mais lorsqu'on a cinq, six ou sept enfants qui vont à l'école, on peut avoir une opinion différente¹. L'article 26 est d'ailleurs une invitation aux commissaires à établir une rétribution mensuelle, car ils peuvent faire ce raisonnement: "Le gouvernement va hésiter pour nous donner des octrois s'il n'y a pas de rétribution mensuelle..."

Des voix ministérielles: Oh!

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Qu'est-ce qui se passe actuellement dans le cas des 700 commissions qui ont admis la fréquentation gratuite?

M. Hamel (Saint-Maurice): Et on ne fixe aucun maximum après la neuvième année. Qu'est-ce qui arrive alors pour les élèves fréquentant une classe supérieure à la neuvième année?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Les commissaires sont libres de faire pour le mieux.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est-à-dire d'imposer n'importe quel montant. Je connais des élèves qui ont à payer \$5 ou \$6 par mois... C'est là une image du régime rétrograde actuel. Et, quand on parle de ce régime tel qu'il est, on entend les protestations de partout. Ce régime est trop vieux.

(Protestations à droite)

M. Hamel (Saint-Maurice) interrompt les protestataires.

L'honorable M. Barrette (Joliette) demande au président de rappeler le député de Saint-Maurice à l'ordre. Il est une fois de plus une cause de désordre en Chambre, dit-il, il provoque les députés ministériels et leur refuse ensuite le droit de lui répondre.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'article 26 ne correspond plus aux exigences de la vie moderne. Il crée une injustice et on devrait l'abolir. C'est une injustice pour le locataire qui est taxé trois fois, indirectement en payant son loyer, et directement avec la taxe de vente et la rétribution mensuelle des écoles. C'est une injustice même si, il y a un siècle, cela pouvait se soutenir.

M. le président demande que ceux qui sont en faveur de l'article 26 se lèvent.

(Les membres de l'opposition restent assis)

L'article 26 est adopté.

Les articles 27 à 29 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 30 dont les premiers paragraphes se lisent comme suit:

"30. L'article 373 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"373. Les commissaires ou les syndics d'une municipalité scolaire, dont le territoire couvre, en tout ou en partie, celui de plusieurs municipalités, doivent, avant de fixer le taux de leur cotisation annuelle ou de toute cotisation spéciale, à une session convoquée à cet effet, après avis public, examiner le rôle d'évaluation en vigueur dans chacune de ces municipalités. S'ils constatent que la propriété en vertu desdits rôles est évaluée sur une base égale, ils doivent homologuer ces rôles d'évaluation ou les parties les concernant. Cependant, s'ils constatent que l'évaluation faite dans une de ces municipalités n'est pas proportionnée à celle faite dans une autre d'entre elles, ils doivent, après consultation de trois personnes compétentes, augmenter ou diminuer, s'il en est besoin, le montant de l'évaluation portée au rôle de chacune de ces municipalités du pourcentage qui leur paraît nécessaire pour établir une juste proportion entre tous les rôles d'évaluation faits dans lesdites municipalités. Les rôles d'évaluation ou les parties les concernant ainsi modifiés doivent être homologués.

"Néanmoins, les commissaires ou syndics d'écoles ne peuvent en aucune manière réduire le chiffre total des rôles d'évaluation faits dans ces municipalités.

"Les rôles de perception desdits commissaires ou syndics d'écoles doivent être faits suivant les rôles d'évaluation ainsi homologués."

Cet article est amendé et les premiers paragraphes se lisent alors comme suit:

"30. L'article 373 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"373. Les commissaires ou les syndics d'une municipalité scolaire, dont le territoire couvre, en tout ou en partie, celui de plusieurs municipalités, doivent, avant de fixer le taux de leur cotisation annuelle ou de toute cotisation spéciale, à une session convoquée à cet effet, après avis public, examiner le rôle d'évaluation en vigueur dans chacune de ces municipalités. S'ils constatent que la propriété en vertu desdits rôles est évaluée sur une base égale, ils doivent homologuer ces rôles d'évaluation ou les parties les concernant. Cependant, s'ils constatent que l'évaluation faite dans ces municipalités n'est pas uniforme, ils doivent augmenter le ou les rôles où l'évaluation est inférieure au niveau de celui de la municipalité où l'évaluation est la plus élevée, de façon à rétablir sur une base égale l'évaluation des propriétés imposables de toutes les parties de la municipalité scolaire. Les rôles d'évaluation ou les parties les concernant ainsi modifiés doivent être homologués.

"Les rôles de perception desdits commissaires ou syndics d'écoles doivent être faits suivant les rôles d'évaluation ainsi homologués."

L'amendement est adopté.

L'article 30, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 31 dont le préambule se lit comme suit:

"31. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 387, le suivant:"

Cet article est amendé et les mots "article 387" sont remplacés par "article 386".

L'amendement est adopté.

L'article 31, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 32 et 33 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 34, qui se lit comme suit:

"34. L'article 484 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"484. Le surintendant peut accorder un brevet de capacité à tout élève d'une école normale qui a obtenu, du principal qui la dirige, un certificat constatant qu'il y a suivi avec succès un cours régulier d'études conformément aux règlements du comité catholique ou du comité protestant, selon le cas, et a subi avec succès les examens requis."

Cet article est amendé et les mots "le surintendant peut accorder" sont remplacés par "le surintendant doit accorder".

L'amendement est adopté.

L'article 34, ainsi amendé, est adopté.

L'article 35 est adopté.

Le comité étudie l'article 36 dont les premiers paragraphes se lisent comme suit:

"36. L'article 485*a* de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 23, est remplacé par le suivant:

"485*a*. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du comité catholique ou du comité protestant du conseil de l'instruction publique, adopter les mesures nécessaires pour l'établissement et le maintien d'instituts familiaux ou de pédagogie familiale. Ces instituts sont sous le contrôle du surintendant et sont régis par les règlements qui les concernent.

"Le surintendant peut accorder, conformément aux règlements du comité catholique ou du comité protestant, selon le cas, un certificat ou un diplôme donnant droit d'enseigner les sciences ménagères ou familiales dans la province, à toute élève qui a suivi un cours d'études dans un de ces instituts et a subi avec succès les examens requis."

Cet article est amendé et les mots "l'établissement et le maintien d'instituts" sont remplacés par "l'établissement et l'entretien d'instituts" et les mots "le surintendant peut accorder" sont remplacés par "le surintendant doit accorder".

L'amendement est adopté.

L'article 36, ainsi amendé, est adopté.

L'article 37 est adopté.

Le comité étudie les paragraphes 489 et 496 de l'article 38 qui se lisent comme suit:

"489. Dans la présente section et nonobstant les dispositions du paragraphe 3° de l'article 2 de la présente loi, le mot "corporation" désigne la corporation ayant pour objet l'établissement, la construction, le maintien et la régie d'une ou de plusieurs écoles secondaires ou high schools et dont la constitution est prévue par les dispositions de la présente section.

"496. Afin de pourvoir aux dépenses relatives à l'établissement, à la construction, au maintien et à la régie d'une école secondaire ou high school, la corporation fixe la somme que chaque commission scolaire qui en fait partie doit lui payer annuellement.

Cet article est amendé et dans les paragraphes 489 et 496, les mots "la construction, le maintien et la régie" sont remplacés par "la construction, l'entretien et la régie".

L'amendement est adopté.

L'article 38, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 39 à 41 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 42, qui se lit comme suit:

"42. L'article 521 de ladite loi, remplacé par l'article 7 de la loi 7 George VI, chapitre 14, est modifié en remplaçant le second alinéa par le suivant:

"La pension de tout fonctionnaire de l'enseignement à la retraite ne doit pas être inférieure à la somme de cinq cents dollars, augmentée de vingt-cinq dollars par année d'enseignement au delà de vingt ans, jusqu'à concurrence de neuf cents dollars."

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

La plupart de ces modifications répondent au vœu exprimé dans un mémoire de la Corporation générale des institutrices et instituteurs de la province, en novembre dernier.

La présente loi améliore considérablement le sort du personnel enseignant. C'est ainsi que le minimum de la pension de tout fonctionnaire de l'enseignement à sa retraite est porté de \$240 à \$500. Mais ce minimum sera augmenté de \$25 par année d'enseignement au-delà de 20 ans et l'ancien plafond de \$500 est porté à \$900.

Comme l'avait demandé la Corporation, la pension sera payable mensuellement et non plus trimestriellement.

Les fonctionnaires de l'enseignement nommés à une fonction du service civil pourront faire compter leurs années de service comme professeurs. En outre, les membres du service civil qui deviennent fonctionnaires de l'enseignement, pourront faire compter leurs années de service dans le service civil.

Tout fonctionnaire de l'enseignement qui a enseigné au Canada et qui a participé au fonds de

pension de la province où il a enseigné pourra faire compter jusqu'à 10 années d'enseignement hors de la province de Québec, à condition qu'il soit muni d'un diplôme reconnu par le comité catholique ou le comité protestant de l'Instruction publique.

À l'avenir, les instituteurs et institutrices devront verser une retenue annuelle de 5 % de leur traitement au fonds de pension de retraite. La retenue sera exigible après cinq ans d'enseignement au lieu de 10 ans², comme c'était le cas jusqu'ici.

Il (M. Prévost) note qu'avant la rédaction du projet de loi, il a fait convoquer le président de la Fédération des instituteurs et institutrices catholiques, le président de la Fédération des instituteurs et institutrices protestants et le président de la Fédération des instituteurs et institutrices des cités et villes. Il dit que la question a été longuement étudiée et que M. Joseph-L. Pagé³ lui a fait un rapport des délibérations. D'après M. Wright, de la Fédération protestante, dit-il, la loi projetée comporte un très généreux traitement.

D'après M. Garant, président de la Fédération des instituteurs et institutrices catholiques, ce groupement accepte d'emblée les modifications qui constituent une amélioration considérable. D'après M. Guindon, président de la Fédération des instituteurs et institutrices de cités et villes, c'est un bien beau projet, qui plaira à tous les membres de la Fédération.

Il (M. Prévost) explique comment fonctionne la pension dans les diverses provinces du Canada. Il y a uniformité de la retenue, pour les hommes et pour les femmes, dit-il, sauf en Nouvelle-Écosse. Cette retenue est de 6 % en Colombie, de 5 % en Saskatchewan, Alberta et Manitoba, de 6 % en Ontario, de 4 % au Nouveau-Brunswick pour les premiers 20 ans et de 5 % ensuite, de 6 % pour les hommes et de 5 % pour les femmes en Nouvelle-Écosse, de 5 % dans l'Île-du-Prince-Édouard et de 3 % à Terre-Neuve.

Ce sont surtout les femmes qui vont bénéficier des présentes améliorations. On a constaté que le montant payé pour une année, en ce qui concerne le personnel féminin, dépasse souvent le montant des retenues versées au fonds de pension.

M. Hamel (Saint-Maurice): En quelle année avait été fixé le minimum de \$240 pour la pension?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): En 1943.

M. Hamel (Saint-Maurice): À ce moment-là, les pensions de vieillesse n'étaient que de \$20 par

mois. Je veux démontrer comment le présent gouvernement a négligé nos instituteurs et institutrices depuis qu'il est au pouvoir.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'avertis le député de Saint-Maurice que s'il entre sur ce terrain, je parlerai, moi, du traitement fait aux instituteurs et institutrices par les libéraux en 1939 et en 1940.

(Les députés des deux côtés font du bruit)

M. le président demande le vote sur l'article 42.

M. Hamel (Saint-Maurice) se plaint de ce qu'on veuille lui imposer le bâillon de cette façon.

M. le président dit qu'il n'entend pas qu'on parle de bâillon quand il préside une séance du comité.

M. Hamel (Saint-Maurice) accuse le gouvernement d'être au moins 15 ans en retard. Depuis 1943, dit-il, la valeur de l'argent a diminué d'au moins la moitié. Les salaires ont été doublés depuis 1943.

Les pensions fédérales aussi. Le gouvernement de Québec aurait dû mieux protéger notre personnel enseignant contre les augmentations du coût de la vie. Ce fut une négligence impardonnable de maintenir les pensions à ce niveau depuis 1944.

Une voix ministérielle: C'est de la redondance.

M. Hamel (Saint-Maurice): Oui, c'est de la redondance mais basée sur des annonces payées avec l'argent des contribuables. Ce n'est qu'en 1960, avant d'aller devant le peuple, qu'on pense aux instituteurs et aux institutrices.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il faut plusieurs années à un bon gouvernement pour réparer le mal fait en une seule année par l'ancien gouvernement. Ce sont les régimes libéraux qui payaient \$100 de salaire aux instituteurs et institutrices et des pensions de \$240 par année. En plus d'agir sur les salaires, le gouvernement actuel augmente les pensions du personnel enseignant.

Je suis heureux que notre loi corrige cette injustice des libéraux et porte de \$240 par année à \$900 la pension des instituteurs et institutrices. C'est

trois fois et demie ce que payait le gouvernement libéral. Par surcroît, les libéraux ne payaient que \$5 par année de surplus après 20 ans d'enseignement. Nous portons ce montant, nous, à \$25 par année, après le premier total de \$500, ce qui porte la pension à \$900.

Je comprends que notre loi cause du désarroi dans les rangs de l'opposition. Mais elle n'est que la suite de ce que nous avons déjà commencé par d'autres mesures. Pas une journée ne se passe ici depuis le début de la session sans qu'on dise, de l'autre côté, que c'est une loi qui arrive à la veille des élections. Pourtant, jamais nous ne faisons plus durant une année d'élections que dans un autre temps.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre pour avertir le président que si le premier ministre s'engage sur ce terrain, l'opposition le suivra, ce qui va prolonger le débat.

M. le président dit qu'il s'agit évidemment d'un incident et demande de revenir à la discussion de l'article 42 qui concerne les pensions.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare que son gouvernement est heureux de corriger une mauvaise loi de l'ancien gouvernement. Je désire, dit-il, attirer l'attention de la province sur ce sujet...

M. Hamel (Saint-Maurice) se dit étonné d'entendre le premier ministre accuser le gouvernement libéral d'avoir, en 1943, passé une loi injuste pour les instituteurs et institutrices.

Le premier ministre faisait partie du gouvernement en 1944; cependant, chaque année, il a voté des fonds pour perpétuer une loi injuste. Si l'Union nationale a été véritablement élue, comme le dit le premier ministre, pour réparer les erreurs de l'ancien régime, comment se fait-il que l'Union nationale ait attendu à 1960, soit 17 ans, pour réparer ce qu'on qualifie d'erreurs?

L'Union nationale a enduré l'injustice créée par les libéraux de 1944 à 1960, malgré les plaintes qui paraissent dans les journaux. Après avoir maintenu cette injustice pendant 17 ans, on pense maintenant aux réparateurs de l'injustice, aux partisans de la justice.

Comment peut-on aujourd'hui, en 1960, poser en réparateur d'une injustice qu'on a tolérée si longtemps? Les ministériels n'ont agi cette année que parce que c'est une année d'élections générales. Je me demande si ce geste n'est pas le dernier d'un gouvernement moribond.

L'article 42 est adopté à l'unanimité suite à un vote "par assis et debout"⁴.

Le comité étudie l'article 43, qui se lit comme suit:

"43. L'article 523 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"523. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, tout fonctionnaire de l'enseignement, du sexe féminin, marié, qui se retire de l'enseignement après vingt années de service et avant d'avoir atteint l'âge de cinquante ans, n'a droit qu'au remboursement des retenues qu'il a versées au fonds de pension, sans intérêt.

Toutefois, en cas de viduité et lorsque ce fonctionnaire reprend l'enseignement, il rentre dans ses droits à la retraite, pourvu qu'il remette au fonds de pension les retenues qu'il a reçues, avec intérêt au taux de cinq pour cent, calculé annuellement, à compter du jour où il les a touchées."

M. Hamel (Saint-Maurice): On rembourse sans intérêt, puis on oblige à remettre l'argent avec intérêt. C'est une injustice.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): C'est plutôt l'ancienne loi libérale qui constituait une injustice.

On donnait aux institutrices mariées, puis devenues veuves, cinq ans pour rembourser les sommes qu'elles avaient retirées. Certaines ont perdu leur droit à la pension, car elles n'ont pu rembourser dans la limite de cinq ans. Nous remédions à cette anomalie.

M. Hamel (Saint-Maurice): On ne leur imposait aucun intérêt sur cet argent.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Nous avons fait disparaître cette limite fatale de cinq ans.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi fait-on une différence entre les instituteurs et les institutrices?

Une voix: Tous les actuels font cette différence.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): C'est une injustice pour les institutrices, car un grand nombre d'entre elles quittent le service avant cinq ans et n'ont ainsi droit à aucun remboursement.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Sans cela, aucun fonds de pension ne serait viable.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai rarement vu faire une pareille tempête dans un verre d'eau.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je proteste. Voilà comment on répond quand on veut défendre nos institutrices.

Des voix ministérielles: Quelle farce!

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande que l'on impose un peu de décorum⁵.

L'étude de l'article 43 est suspendue.

3. M. Pagé est secrétaire du département de l'Instruction publique.

4. L'article 42 sera néanmoins amendé lors de la séance du 11 février, afin d'aider davantage les instituteurs.

5. *L'Action catholique* du 10 février 1960, à la page 11, souligne que M. Hyde a fait cette demande "à plusieurs reprises". *Le Montréal-Matin* mentionne que le président du comité plénier, M. Ross, a dû, lui aussi, intervenir à plusieurs reprises lors de la discussion sur cette disposition. Le journal ne mentionne toutefois pas à quels moments en particulier il est intervenu.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Contrairement à toutes nos autres sources, *The Gazette* du 10 février 1960, à la page 1, attribue plutôt cette dernière phrase à M. Lapalme.

2. Le *Montréal-Matin* du 10 février 1960, à la page 5, écrit "six ans" mais l'amendement en question (article 44 du bill 39) remplace les mots "Après dix ans" (Voir les Statuts refondus 1941, chapitre 59, article 524) par "Après cinq ans".

Séance du mercredi 10 février 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier¹

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 239 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité recommande de prolonger au 3 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

M. Lizotte (L'Islet) se lève et tente de retenir l'attention de l'Orateur².

Questions et réponses:

Réponses aux questions de l'opposition

M. Hamel (Saint-Maurice) reproche au gouvernement de n'avoir pas encore répondu à diverses questions posées par l'opposition. Il en reste encore quelques-unes, dit-il, qui remontent au mois de décembre.

L'honorable M. Barette (Joliette): Nous avons déjà répondu à une centaine de questions et nous avons sûrement fait diligence dans ce domaine. Et j'aurais déposé quelques-unes des réponses demandées par le député de Saint-Maurice, au sujet des ressources hydrauliques, cet après-midi même, mais comme le titulaire de ce ministère (l'honorable M. Johnson) n'est pas présent en Chambre, je vais

attendre son retour. Les documents demandés seront fournis. Je suis anxieux de donner une réponse aux questions posées au *Feuilleton*. Quand je les déposerai, le député de Saint-Maurice se rendra compte que nous ne sommes pas embarrassés pour répondre.

Projets de loi:

Charte de Thetford Mines

M. Fortin (Mégantic) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 239 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 239 sans l'amender.

M. Fortin (Mégantic) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 3 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Rectifications aux Procès-verbaux:

Procès-verbal du 4 février 1960

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que:

Attendu que les *Procès-verbaux* de la séance du jeudi le 4 février 1960, à la page 435 (*JAL*, p. 405), ne reproduisent pas complètement la motion de M. Hyde;

Les *Procès-verbaux* de la séance du jeudi le 4 février 1960 soient rectifiés en ajoutant après le mot "règlement", dans la trente-deuxième ligne de la page 435, les mots "Après avoir entendu les arguments de part et d'autre,".

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 44 pour augmenter et généraliser les subventions aux corporations scolaires, afin d'aider au paiement des traitements du personnel enseignant.

Questions et réponses:

Assistants gardes-chasse dans Brome

M. Brown (Brome): Relativement au montant de \$146,617.76 qui apparaît à la page 156 dans les *Comptes publics pour l'année financière se terminant le 31 mars 1956*, sous la rubrique "Service civil - autres salaires":

a) Combien de personnes dans le comté de Brome sont comprises dans cette classification?

b) Quels sont les noms et prénoms, au long, de cesdites personnes?

c) Combien fut perçu par chaque personne, comme salaire?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): a) Trois.

b) James A. Jolley, Oscar Sargent et Gordon A. Wright, assistants gardes-chasse à titre temporaire.

c) James A. Jolley, \$50 par mois, Oscar Sargent, \$88.33 par mois, Gordon A. Wright, \$50.

James Jolley

M. Brown (Brome): Le gouvernement paie-t-il à M. James Jolley, demeurant à Knowlton,

Québec, un ou plus qu'un salaire, rémunération, honoraire ou autre considération pécuniaire quelconque?

Dans l'affirmative, par l'entremise de quel département, ministère ou bureau et quels montants furent ainsi payés à M. James Jolley, et quelles furent ses occupations:

a) En 1956?

b) En 1957?

c) En 1958?

d) En 1959?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Non; voir la réponse à la question précédente.

Demandes de documents:

Pont de Donnacona

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Une copie de tous les plans et devis et de toutes les spécifications concernant le pont qui a été érigé au cours des années 1957 et 1958 au-dessus de la rivière Jacques-Cartier, à Donnacona, dans le comté de Portneuf;

2. Une copie de toutes les soumissions présentées ou remises par tous entrepreneurs au ministère des Travaux publics au sujet de la construction:

a) du pont proprement dit;

b) du pont de service et de la fausse charpente;

c) de travaux d'approches dudit pont.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) déclare que les documents demandés ont déjà été produits le 25 février 1959. (Document no 54 de la session 1958-1959)

Comité sur la Déclaration canadienne des droits

L'honorable M. Barrette (Joliette) appelle la discussion à propos du bill fédéral sur la Déclaration canadienne des droits.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que l'Assemblée ajourne ses travaux. Le comité des bills privés, dit-il, doit poursuivre l'étude des bills présentés par les cités de Québec, Saint-Bruno, Shawinigan-Sud et Saint-Charles-de-Lachenaie³.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose
que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 3 h 10.

NOTES

1. *La Presse* du 11 février 1960, à la page 61, souligne que M. Tellier est de retour à son fauteuil après une absence d'une dizaine de jours pour cause de maladie.

2. *Le Soleil* du 11 février 1960, à la page 17, explique que M. Lizotte s'est levé pour présenter une motion mais que M. Hamel s'est levé en même temps et a pris la parole. Un débat a été soulevé entre M. Hamel et M. Barrette puis l'ajournement a été proposé et accepté rapidement, sans que M. Lizotte ne puisse prendre la parole. Après l'ajournement, M. Lizotte a expliqué aux journalistes qu'il avait voulu présenter une motion de condoléances à l'occasion de la mort du cardinal Aloysius Stepinac (1898-1960), archevêque de Zagreb, héros et martyr croate décédé le 10 février 1960.

3. Comme tous les mercredis, c'était la "journée des députés" à l'Assemblée législative, mais c'est M. Lapalme lui-même qui a suggéré que la Chambre suspende ses travaux pour hâter les procédures devant le comité des bills privés. Selon *The Montreal Daily Star* du 11 février 1960, à la page 24, cette décision a été prise à midi, au cours de la séance du comité, mais M. Barrette n'y étant pas, il n'était pas au courant du consensus à propos de l'ajournement hâtif. C'est ce qui explique l'appel de la discussion sur la Déclaration canadienne des droits, ajournée le mercredi précédent. Par ailleurs, *The Gazette* du 11 février 1960, à la page 2, rapporte qu'on voulait permettre au comité des bills publics de siéger, mais il s'agit d'une erreur, la "loi modifiant la charte de la cité de Québec" étant bel et bien étudiée au comité des bills privés.

Séance du jeudi 11 février 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 235 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 207 concernant la ville de Saint-Bruno-de-Montarville;
- bill 152 octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud;
- bill 244 concernant la paroisse Saint-Charles-de-Lachenaie.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 185 concernant les écoles secondaires du comté de Chambly, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer, et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande¹.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 202 pour valider le titre de Westminster Paper Company Limited sur certaines propriétés;
- bill 209 concernant le décès et la succession du docteur Alyre Aubin.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 206 intitulé: "loi concernant les maîtres nettoyeurs de la province de Québec" ont déclaré

qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Questions et réponses:

Enquête sur le logement à Hull

M. Parent (Hull) parle de l'enquête sur le logement que se propose d'instituer la cité de Hull en se prévalant des avantages offerts par la législation fédérale. L'assentiment de la province est nécessaire, dit-il. Le 2 décembre dernier, le premier ministre Sauvé a dit que si la ville renouvelait sa demande, il était prêt à l'accepter. En fait, j'ai moi-même transmis à M. Sauvé, le 10 décembre, une demande renouvelée de la cité de Hull. Le premier ministre actuel peut-il me dire s'il entend accorder cette demande?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Au ministère des Affaires municipales, on n'a présentement aucune demande de cette nature. J'imagine que le document a pu rester dans les dossiers de l'ancien premier ministre, M. Sauvé. Je vais m'en informer et je verrai, avec mon collègue des affaires municipales, ce qu'il y a lieu de faire.

Projets de loi:

Charte de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 235 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 235 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Bruno-de-Montarville

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 207 concernant la ville de Saint-Bruno-de-Montarville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 207 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Shawinigan-Sud

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 152 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Charles-de-Lachenaie

M. Chartrand (L'Assomption) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 244 concernant la paroisse Saint-Charles-de-Lachenaie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 244 sans l'amender.

M. Chartrand (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Westminster Paper Company

M. Tremblay (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 202 pour valider le titre de Westminster Paper Company Limited sur certaines propriétés.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 202 sans l'amender.

M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
Alyre Aubin**

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 209 concernant le décès et la succession du docteur Alyre Aubin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 209 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi de
l'instruction publique**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour poursuivre l'étude du bill 39 modifiant la loi de l'instruction publique.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité reprend l'étude du paragraphe 496*h* de l'article 38 qui se lit comme suit:²

"496*h*. Chaque commission scolaire qui fait partie d'une corporation doit imposer, sur les biens-fonds imposables de sa municipalité, une taxe scolaire suffisante pour produire la somme déterminée par ladite corporation selon le mode prévu à l'article 496, compte tenu des revenus provenant d'autres sources."

Ce paragraphe est amendé et se lit alors comme suit:

"496*h*. Chaque commission scolaire qui fait partie d'une corporation doit imposer, sur les biens-fonds imposables de sa municipalité, une taxe scolaire spéciale suffisante pour produire la somme déterminée par ladite corporation selon le mode prévu à l'article 496, en tenant compte des revenus provenant d'autres sources."

"Les enfants résidant dans le territoire de telle commission scolaire et fréquentant une école de la corporation sont considérés comme fréquentant une école de ladite commission scolaire pour les fins de l'article 422 de la présente loi."

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dit que l'article 496 est remplacé par un nouveau texte à la suite de difficultés dont il avait été question à une séance du comité des bills privés au sujet du projet de loi relatif aux écoles régionales de Chambly.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je comprends que cela fait suite aux remarques du directeur du *Devoir*³.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il avait raison.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre montre un esprit de justice développé.

L'amendement est adopté.

L'article 38, ainsi amendé, est adopté.

L'article 43 est adopté.

Le comité étudie l'article 44, qui se lit comme suit:

"44. L'article 524 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 7 George VI, chapitre 14, est remplacé par le suivant:

"524. Après cinq ans et moins de vingt ans de service, le fonctionnaire de l'enseignement ou toute personne qui enseigne et qui se retire de l'enseignement peut se faire rembourser les sommes qu'il a versées au fonds de pension, sans intérêt. Mais cette personne, qui reprend l'enseignement après avoir ainsi obtenu le remboursement des sommes qu'elle avait versées au fonds de pension, rentre dans ses droits à la pension en remettant au fonds de pension les retenues qu'elle a reçues, avec intérêt au taux de cinq pour cent, calculé annuellement, à compter du jour où elle les a touchées."

"Les héritiers légaux du fonctionnaire qui meurt après cinq ans de service ont droit à ce remboursement."

M. Hamel (Saint-Maurice) demande ce qui arrive à l'instituteur qui, après 20 ans d'enseignement, abandonne ses fonctions.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il aura l'alternative suivante: prendre sa pension ou retirer ses contributions et renoncer à sa pension.

L'article 44 est adopté.

Les articles 45 à 47 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 48, qui se lit comme suit:

"48. L'article 535 de ladite loi remplacé par l'article 10 de la loi 7 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 8 de la loi 8 George VI, chapitre 13, est de nouveau modifié en y retranchant après les mots "s'est marié", dans la deuxième ligne, les mots et chiffres "après le premier juillet 1943 et"."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"48. L'article 535 de ladite loi est abrogé."

L'amendement est adopté.

L'article 48, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 49 et 50 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 51, qui se lit comme suit:

"51. L'article 541 de ladite loi, remplacé par l'article 11 de la loi 7 George VI, chapitre 14, est

modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"541. Le fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement provient d'une retenue annuelle de cinq pour cent sur le traitement de chaque fonctionnaire de l'enseignement ainsi que sur celui de toute personne laïque qui enseigne sans diplôme dans les écoles de commissaires ou de syndics."

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): À combien s'élève le fonds des pensions?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il n'y a pas de capital. Le gouvernement est obligé de combler les déficits tous les ans, car les contributions retenues sur les salaires ne suffisent pas à couvrir le paiement des pensions. Depuis la création du fonds, en 1935, il y a toujours eu des déficits; celui de 1958-1959 s'est élevé à \$273,125.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ils sont de combien environ?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): De \$250,000 à \$300,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): Avec le bill, la contribution des institutrices comme des instituteurs sera maintenant de 5 % du traitement. Autrefois la contribution était de 5 % pour les hommes et de 3 % pour les femmes. Pour que ce soit juste, il faudrait que les avantages accordés aux institutrices soient les mêmes que les avantages réservés aux instituteurs. Or, si mes renseignements sont exacts, les avantages ne sont pas les mêmes. Avec leur 5 %, les hommes peuvent assurer une demi-pension à leur famille, mais les institutrices qui paieront aussi 5 %, elles, ne pourront pas assurer une demi-pension à leur mari ou à leurs enfants. Dans ces conditions, les institutrices ne devraient pas verser le même pourcentage au fonds de pension. C'est de la discrimination évidente. Le nombre des institutrices qui contribuent au fonds des pensions est de 21,638, et celui des instituteurs de 4,308 dans la province; cela veut dire que les institutrices paient bien plus.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Moins longtemps!

M. Hamel (Saint-Maurice): Chez les instituteurs et les institutrices, on a fait une espèce de référendum pour savoir leur opinion sur différentes

clauses du bill no 39, mais les renseignements fournis lors de ce référendum n'étaient pas exacts. Ainsi, on disait que la loi allait être amendée pour que le calcul de la pension soit fait en se basant sur le traitement des cinq dernières années, les meilleures, alors qu'on en reste au calcul sur le traitement des 10 dernières années. Je ne sais pas quel a été le résultat du référendum, mais, dans de telles circonstances, il ne voulait rien dire.

Il (M. Hamel) dit qu'il a reçu des lettres de protestations. Il s'agit là d'injustices flagrantes, dit-il, dont l'opposition ne veut pas se faire le complice...

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il y a une grande différence entre le fonds de pension des employés civils et celui du personnel de l'enseignement. Le gouvernement engage ses employés, mais les fonctionnaires de l'enseignement sont engagés et payés non par le gouvernement mais par les corporations scolaires. Le fonds de pension a été préparé avec le concours d'actuaire d'expérience. Lorsque j'ai reçu copie des amendements aux modalités du fonds de pension, j'ai fait convoquer à Québec les présidents des associations d'instituteurs et institutrices catholiques et protestantes.

MM. Wright, Léopold Garant et Léo Guindon ont examiné ces amendements. M. Wright a dit que c'était "a very generous treatment", un traitement très généreux. M. Garant a déclaré qu'il acceptait d'emblée les changements et qu'il s'agissait d'un progrès très considérable, et M. Guindon a affirmé que c'était un bien beau projet d'amendement qui plaira à tous les membres de la Fédération.

Il (l'honorable M. Prévost) rappelle qu'il a déjà cité le pourcentage des retenues dans chaque province. La contribution est uniforme pour hommes et femmes dans huit autres provinces, au moins et dans la majorité des cas, c'est 5 %. Dans Québec, dit-il, la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques a accepté de monter le pourcentage de 3 % à 5 % pour les femmes comme pour les hommes, en compensation pour les nombreux avantages qu'apportent les autres modifications.

Ainsi, on se réjouit de constater que le minimum de la pension est porté de \$240 à \$500 par année, et le maximum porté de \$300 à \$900. La Corporation accepte la hausse de la retenue, aussi, parce que les avantages de la nouvelle loi profiteront au personnel enseignant de sexe féminin déjà à la retraite. Avec le résultat que 1,000 titulaires sur un total de 2,300 vont bénéficier d'une augmentation de pension de \$600, de \$300 à \$900.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a 21,000 institutrices et 4,000 instituteurs dans la province de Québec. Il n'est pas besoin d'un long calcul mathématique pour constater que si 21,000 institutrices paient le même pourcentage de retenue que 4,000 hommes, leur part dans le fonds de pension est bien plus élevée.

C'est à cause de cette différence que nous, de l'opposition, avons reçu tant de lettres d'institutrices protestant contre cette égalité de taux en face d'une inégalité de traitement.

Il y a amélioration. Les trois chefs d'associations ont dit leur contentement, mais je me demande si chaque institutrice de la province de Québec était consultée personnellement, si le tableau ne changerait pas et si la protestation ne serait pas générale.

En face de tout cela, je dois poser des questions au secrétaire provincial (l'honorable M. Prévost):

1° Si les institutrices paient 5 % comme les hommes, leur traitement sera-t-il égal à celui des instituteurs?

2° La situation des institutrices sera inférieure à celle des instituteurs, puisque ces derniers ont droit à la demi-pension; ne faut-il pas rétablir l'égalité?

3° Les institutrices vont payer en grande partie ce qui va servir aux instituteurs et une partie de la retenue payée par les femmes ne leur servira pas. Cela ne constitue-t-il pas une grave injustice?

Il me semble qu'on ne peut pas écarter du revers de la main de telles objections. Ce n'est pas le taux de la retenue, en soi, qui m'intéresse. Ce que je veux savoir, c'est si, dans les autres provinces, les institutrices sont sur le même pied que les instituteurs. Il est évident que, pour une même situation, les institutrices ont droit au même traitement que les hommes. Il n'y a pas d'objection à avoir le même taux de retenue si le traitement est égal.

Où ou non les institutrices ont-elles le même salaire? Ont-elles le même traitement en ce qui regarde la demi-pension? Si elles n'ont pas le même traitement, pourquoi alors la même retenue sur le salaire?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Ce sont les commissions scolaires, et non pas le gouvernement, qui fixent et payent les salaires.

De plus, il faut tenir compte de l'ensemble des avantages procurés par le fonds de pension. Or, les officiers du département, en qui j'ai pleinement confiance, disent que les pensions payées annuellement

au personnel féminin dépassent les retenues faites; et que le gros des avantages nouveaux résultant de la loi actuelle va bénéficier au personnel féminin.

Enfin, si la Corporation générale des instituteurs et institutrices se prononce objectivement, froidement, sans passion, en faveur d'un taux uniforme de retenue, c'est un jugement dont il faut tenir compte. Après tout, l'organisme professionnel est encore le mieux placé pour juger le problème.

Pour ma part, je ne me crois pas mieux informé que les dirigeants de cet organisme et je ne prendrais pas la responsabilité de modifier leurs recommandations.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il est déjà arrivé à cette Chambre de modifier des recommandations, même unanimes, d'un organisme professionnel comme le Barreau. Mais il y a plus. Je dis qu'au fond, en maintenant l'ancien taux de la retenue, on ne se trouverait pas à modifier la recommandation des instituteurs et institutrices, car cette recommandation était soumise à certaines conditions qui ne se retrouvent pas dans la loi actuelle. Le mémoire de la Corporation suggérait que le montant de la pension soit basé sur le salaire moyen des cinq meilleures années, comme dans le cas des fonctionnaires provinciaux.

Or, dans le présent bill, on accepte de porter la contribution au maximum suggéré, mais on laisse de côté la disposition qui serait la plus favorable aux cotisants actuels. Car, avec l'augmentation rapide du coût de la vie et des salaires, il devient très important de baser la pension sur le salaire moyen des cinq meilleures années, au lieu des 10 meilleures années.

De plus, je soumets que le ministre n'a pas répondu à la question que lui posait tantôt le chef de l'opposition. Les contributions étant les mêmes, les avantages sont-ils les mêmes pour les femmes que pour les hommes? Je suis prêt pour ma part à favoriser un taux uniforme de 5 %, pourvu que les pensionnés soient tous sur le même pied...

L'honorable M. Prévost (Montmorency): (Interrompant le député de Saint-Maurice) À la suggestion du premier ministre, je propose que nous revenions à l'article 521, pour donner un bénéfice additionnel aux instituteurs et institutrices à leur retraite. Il s'agirait de modifier le premier paragraphe de l'article 521, qui se lit comme suit:

"La pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire est fixée à la somme obtenue en multipliant les deux centièmes du traitement moyen des dix années pendant lesquelles

ils ont eu le plus fort traitement, par le nombre de leurs années d'enseignement jusqu'à concurrence de trente-cinq."

L'amendement que je propose, avec le consentement de la Chambre, consiste à changer le mot "dix" par le mot "cinq".

Ainsi donc, la pension sera basée sur le traitement moyen des cinq meilleures années, comme dans le cas des fonctionnaires provinciaux.

Le comité reprend l'étude de l'article 42 adopté précédemment.

L'article 42 du présent bill est amendé et se lit alors comme suit:

"42. L'article 521 de ladite loi, remplacé par l'article 7 de la loi 7 George VI, chapitre 14, est modifié:

"a) en remplaçant le mot "dix" par le mot "cinq" dans la quatrième ligne du premier alinéa;

"b) en remplaçant le second alinéa par le suivant:

"La pension de tout fonctionnaire de l'enseignement à la retraite ne doit pas être inférieure à la somme de cinq cents dollars, augmentée de vingt-cinq dollars par année d'enseignement au delà de vingt ans, jusqu'à concurrence de neuf cents dollars."

L'amendement est adopté.

L'article 42, ainsi amendé, est adopté.

L'honorable M. Barrette (Joliette): En toute justice, je dois dire que la suggestion est venue d'abord du secrétaire provincial (l'honorable M. Prévost).

M. Hamel (Saint-Maurice): Je croyais que la suggestion venait de l'opposition. Le gouvernement actuel a besoin, pour agir, des lumières de l'opposition. L'amendement proposé va mettre fin à une injustice...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Causée par le Parti libéral.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si le premier ministre le prend sur ce ton, je devrai lui répondre que le gouvernement actuel a maintenu la même injustice pendant nombre d'années.

M. le président: Qu'on en vienne à l'article en discussion!

M. Hamel (Saint-Maurice): Vous savez, M. le président, le souci que j'ai de respecter les règlements. Je voudrais cependant que le premier ministre fasse de même.

M. le président: Quand je fais une remarque, c'est pour tous les membres du comité, sans distinction.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je disais donc que l'amendement fait disparaître une injustice, en rétablissant l'équilibre entre les fonctionnaires provinciaux et le personnel de l'enseignement, mais qu'il laisse subsister une autre injustice, en ne donnant pas les mêmes avantages au personnel féminin qu'au personnel masculin de l'enseignement.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ça fait 25 fois que vous dites la même chose.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est que le gouvernement a la tête dure. Nos efforts n'ont tout de même pas été vains, puisqu'on a fini par amender la loi sur un point important. Si le gouvernement persiste dans l'impénitence finale sur les autres points, il sera jugé en conséquence.

Le comité poursuit l'étude de l'article 51 suspendue précédemment.

L'article 51 est adopté sur division.

Des voix ministérielles: Vous votez contre la pension.

Les articles 52 à 56 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 57, qui se lit comme suit:

"57. Les articles 571 et 572 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"571. Toute commission scolaire est autorisée à assumer le coût de l'établissement, du maintien et du développement de bibliothèques scolaires.

"572. À même les fonds votés annuellement par la Législature pour fins de subventions aux corporations scolaires, le surintendant est autorisé, aux conditions qu'il détermine, à rembourser à toute commission scolaire les trois quarts du montant qu'elle a effectivement payé pour l'achat des livres.

"572a. Nonobstant les dispositions qui précèdent, il est loisible au surintendant, à même les fonds ainsi votés, d'effectuer lui-même l'achat de

livres de lecture pour le compte de toute corporation scolaire qui lui en fait la demande par résolution et d'en acquitter entièrement le prix d'achat; dans ce cas, il retient vingt-cinq pour cent de la dépense encourue à même les subventions régulières payables à ladite corporation scolaire.

"572b. Le comité catholique ou protestant du conseil de l'instruction publique, selon le cas, peut adopter des règlements concernant la régie et l'inspection de ces bibliothèques, ainsi que la censure des livres de lecture qui s'y trouvent."

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Le désir du gouvernement est de favoriser davantage la lecture chez l'enfant d'âge scolaire. Les amendements à ce sujet à la loi de l'instruction publique sont en quelque sorte connexes au budget du prochain exercice fiscal.

Les nouveaux articles représentent une addition considérable. Pour mesurer l'essor que nous voulons donner ainsi aux bibliothèques scolaires, il suffit de comparer le budget de cette année avec celui de l'an dernier. Les crédits affectés à cette fin sont portés de \$75,000 à \$500,000. Il s'agit d'une augmentation de \$425,000 qui seront distribués l'an prochain aux commissions scolaires pour organiser des bibliothèques là où il n'y en a pas, et pour agrandir celles déjà existantes, pour s'assurer que chaque école ait les installations adéquates pour fournir aux élèves un accès gratuit à de bons livres.

On conviendra que tout individu peut aspirer à un niveau de culture fort enviable si, par son initiative personnelle, il ajoute le fruit de ses lectures à la formation qu'il a reçue à l'école. Il suffit pour cela qu'il ait le courage, par la lecture de bons livres, d'augmenter son bagage de connaissances durant sa vie. Et à ce propos, le premier ministre de la province peut être cité comme un modèle vivant pour les jeunes⁴.

(Applaudissements à droite)

Il (l'honorable M. Prévost) se dit fort heureux de recommander l'addition de ces nouveaux articles à la loi de l'instruction publique. Cette législation est, à mon avis, l'une des plus précieuses que nous apportions cette année. Le goût de la lecture, s'il s'acquiert dès le début des études, restera un précieux secours non seulement à l'étudiant à l'étude, mais durant toute sa vie. L'habitude essentielle de lire et d'apprécier les bons livres en est une qui doit être enracinée chez les enfants tandis qu'ils sont encore jeunes, si nous voulons qu'ils continuent à aimer les bons livres et qu'ils puissent en profiter plus tard.

Le goût de la lecture doit se prendre à l'école. Il vient assez rapidement si la circulation forcée des livres est favorisée à l'école. Il ne suffit pas d'avoir de belles bibliothèques, des rayons bien garnis, mais il importe surtout que les livres soient lus. Et à ce sujet, il faut que le personnel enseignant prenne les moyens voulus pour faire circuler les livres parmi les élèves. Il est impossible qu'un enfant, après avoir reçu le 4^e, le 5^e, le 10^e ou même le 20^e livre, ne se résigne pas enfin à l'ouvrir, à en regarder les images et à en feuilleter les premières pages.

Le goût de la lecture ne tardera pas à arriver, dans ces conditions. Ils commenceront à feuilleter le livre au début non par goût, mais par curiosité. Ils finiront peu à peu par acquérir une plus grande curiosité intellectuelle et, au bout de quelques semaines seulement, surtout s'il s'agit d'enfants de six à 10 ans, le goût de la lecture sera définitivement établi chez eux.

Les parents ont aussi leur rôle à jouer en vue d'inculquer le goût de la lecture chez les jeunes. Ce travail complémentaire des parents est essentiel en vue d'arriver au but à atteindre. Il est impossible que l'enfant, après quelques semaines, ne puisse s'intéresser au volume qu'on lui a remis, surtout si les parents attachent à la chose toute l'importance qu'elle mérite.

Des connaissances très étendues sont devenues nécessaires même pour gagner sa vie. Et j'espère que grâce à cette loi, grâce à nos bibliothèques scolaires, un jour viendra où il y aura moins de journaliers et moins de chômeurs dans la province de Québec⁵. Si l'on réussit à inculquer à l'enfant le goût de la lecture et le désir de la culture personnelle, grâce aux bibliothèques scolaires, nous pourrions espérer voir moins de chômeurs dans les générations futures.

M. Brown (Brome): J'ai l'impression que le ministre nous propose une sorte de voiture sans roues et sans gazoline. C'est magnifique de songer à prévoir des bibliothèques pour nos écoles, et de contribuer à l'achat des livres, mais encore faut-il savoir s'il y a des locaux pour recevoir les livres. Dans un très grand nombre d'écoles, il n'y a pas de tels locaux.

Il y a un autre problème. Dans les localités où les classes sont centralisées, les enfants arrivent à l'école, le matin et en repartent le soir. Ils ont bien peu de temps pour lire à la maison. Raison de plus pour prévoir des locaux pour leur permettre de lire à l'école. Dans toutes les nouvelles écoles, on devrait prévoir des salles de lecture.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il n'y a pas de locaux? Je répondrai au député qu'il y a actuellement 2,116,689 volumes dans nos écoles.

M. Brown (Brome): Dans combien d'écoles y a-t-il des bibliothèques?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je n'ai pas ici le nombre⁶. L'amendement sous étude constitue un premier pas dans la bonne direction, et il est présentement impossible de dire avec précision quels sont les locaux qui peuvent être fournis aux bibliothèques des écoles du Québec.

M. Brown (Brome): Apparemment, le premier ministre ne le sait pas, je m'en doute et il ne s'en soucie guère.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je soulève un point d'ordre.

Le député de Brome (M. Brown) dit que je ne m'en soucie pas? Je lui répondrai que je connais les bibliothèques scolaires pour les avoir fréquentées, et cela bien mieux que lui, que je suis très renseigné sur cette question, et que le secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost) la connaît à la perfection.

Si le député avait lu la loi, il aurait compris que le surintendant pourra rembourser les trois quarts de l'argent dépensé par des commissions scolaires pour des bibliothèques.

Le projet de loi du secrétaire de la province nous autorise à prévoir l'organisation de bibliothèques partout où ce sera possible...

(Protestations à gauche)

L'opposition retarde la discussion d'un bill extrêmement important. C'est la première fois que je prends part au débat sur ce bill, tandis que, de l'autre côté de la Chambre, on s'est évertué à répéter les mêmes choses, les mêmes questions pendant des heures, peut-être même pendant des jours depuis que le bill 39 est à l'étude. Et cela, dans quel but? La réponse vient tout de suite. Le secrétaire de la province a donné un véritable cours aux membres de l'opposition. Ils l'ont remercié en le forçant à se lever pendant des heures. Ils ont été profondément injustes...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je soulève un point d'ordre à mon tour. Le premier ministre prétend que nous sommes injustes parce que nous voulons user de notre droit de parole en discutant ce bill? Si l'on compte le nombre d'heures que nous avons consacrées à ce bill, on constatera qu'elles ne

sont pas tellement nombreuses. La déclaration du premier ministre équivaut à la négation même du parlementarisme.

Les députés ont le droit d'user à leur guise de leur droit de parole. Il n'a pas le droit de dire que nous sommes injustes envers le secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost).

M. Hamel (Saint-Maurice) tente d'intervenir à son tour.

L'honorable M. Barrette (Joliette) intervient pour continuer à exposer son point d'ordre.

(Des cris se font entendre du côté de l'opposition, auxquels les ministériels répondent.)⁷

M. le président cite quatre articles du Règlement pour rappeler à la Chambre qu'en cas de désordre il a le droit de faire rapport à l'Orateur, lequel peut, après les avis ordinaires, "nommer" les députés qui continueront à causer ce désordre.

Je ne vois rien dans les règlements qui stipulent que l'expression "injuste" qu'a utilisée le premier ministre est offensante et antiparlementaire. Je déclare le point d'ordre du chef de l'opposition non fondé.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je disais donc que le secrétaire de la province a passé des heures à répondre à des questions 10 fois répétées et qu'il y a une raison à cela...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Parlez-vous sur le point d'ordre?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je demande au président de faire taire le chef de l'opposition.

M. le président: Je comprends que le premier ministre est à exposer son point d'ordre à l'encontre de l'expression employée à son égard par le député de Brome. Il a le droit d'en parler pendant une heure s'il le veut. Je lui donne donc la parole.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a le Règlement pour le premier ministre comme pour moi. Nous revenons à l'ancien régime dans cette Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je disais donc que le secrétaire provincial a passé des

heures et même des jours à répondre aux questions répétées de l'opposition, qu'il a fait preuve d'une grande courtoisie et que l'opposition a été injuste à son endroit.

Maintenant, je crois avoir le droit de faire part à la Chambre de mon expérience personnelle en réponse au député de Brome qui a dit...

M. Hamel (Saint-Maurice) proteste contre l'attitude du premier ministre.

M. le président rappelle le député de Saint-Maurice à l'ordre. Le premier ministre, dit-il, a le droit de protester contre l'expression du député de Brome.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Brome a prétendu tout à l'heure que je ne connaissais rien et que je ne me souciais pas de la question des bibliothèques scolaires, ce qu'il n'a pas le droit de déclarer.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Brome n'a rien dit d'offensant pour le premier ministre et le premier ministre n'a pas le droit de prendre prétexte d'un point d'ordre pour lui couper la parole.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le député de Brome a demandé au secrétaire provincial combien d'écoles étaient organisées pour recevoir des bibliothèques. Le point d'ordre du premier ministre n'est pas fondé. Quant aux paroles exactes prononcées par le député de Brome, et contre lesquelles a protesté le premier ministre, on ne s'entend pas des deux côtés de la Chambre.

M. le président: Le premier ministre s'objecte à l'expression du député de Brome parce qu'il l'a jugée offensante.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je vais me résumer en deux mots: le point d'ordre du premier ministre n'est pas un point d'ordre, mais un point de désordre.

M. le président: Les mots que j'ai entendus constituent une expression offensante. Le premier ministre était bien justifié de soulever un point d'ordre. Le député de Brome a prétendu qu'il ne s'occupait pas de la question des bibliothèques. Il est clair qu'un premier ministre ne peut tolérer de se faire dire qu'il ne se soucie pas d'une question qui

intéresse son administration. Je considère donc le point d'ordre bien fondé. Mais comme le premier ministre a eu l'occasion de s'expliquer, je juge maintenant l'incident clos.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je note que j'ai parlé pendant cinq minutes et que l'opposition m'a interrompu huit fois en lançant contre moi trois avocats.

(La séance devient de plus en plus bruyante et tumultueuse)

M. le président saisit son marteau et frappe fort sur la lourde table de chêne une douzaine de fois en rappelant les députés à l'ordre⁸.

Comme président du comité, je me suis toujours efforcé de maintenir le décorum et l'ordre des deux côtés de la Chambre. Je prendrai les mesures nécessaires à cet effet. Je rappelle à tous les membres de cette Chambre qu'en vertu de l'article 286 des règlements, un député n'a pas le droit d'interrompre celui qui a la parole, si ce n'est pour lui demander la permission de poser une question ou de donner des explications, pour soulever une question d'ordre ou une question de règlement. Je verrai, à l'avenir, à ce que l'article des règlements soit observé.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Quatre mille huit cent soixante-dix-sept des 7,456 écoles sous le contrôle du département de l'Instruction publique possèdent des bibliothèques⁹. Et le gouvernement ne veut rien négliger pour favoriser une généralisation de cette politique d'établissement de bibliothèques dans les écoles de la province.

L'article 57 est adopté.

L'article 58 est adopté.

Le comité étudie l'article 59, qui se lit comme suit:

"59. L'arrêté en conseil numéro 705, en date du 29 juillet 1959, concernant la nomination de cinq commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Louiseville, dans le comté de Maskinongé, est déclaré valide et légal.

"Nonobstant toute disposition législative inconciliable, il est loisible aux commissaires d'écoles restant en charge pour ladite municipalité, en suivant la procédure ordinaire prévue par la loi de l'Instruction publique, de remplir la vacance actuelle,

dans les trente jours de la sanction de la présente loi."

L'honorable M. Prévost (Montmorency) explique ce qui s'est passé à Louiseville. Un arrêté ministériel d'avril 1959, dit-il, décrétait la création d'une nouvelle commission scolaire qui succéderait aux deux commissions scolaires existantes. En vertu du code scolaire, la nouvelle commission naissait le 1^{er} juillet et des élections devaient avoir lieu dans le mois pour en choisir les membres. Or, avant les changements apportés à la loi à cette session, changements non encore sanctionnés, celle-ci prévoyait que la première assemblée pour élire les membres de la nouvelle commission était convoquée par un juge de paix.

Ce qui est arrivé à Louiseville, c'est que deux juges de paix se sont prévalus de ce droit. Il y a eu deux assemblées d'élection convoquées pour le même jour, soit le lundi 13 juillet, avec comme résultat 10 commissaires d'élus, alors que la loi n'en prévoyait que cinq. Il en est résulté un imbroglio dont les journaux ont parlé. On pouvait craindre de longues procédures judiciaires pour déterminer quels étaient les véritables élus.

Et le temps pressait. On en était alors à la mi-juillet et les classes devaient ouvrir incessamment. Il fallait procéder avec célérité, afin de s'assurer d'un personnel enseignant à temps et préparer l'ouverture des classes.

C'est ce qui a amené le gouvernement provincial à adopter, le 29 juillet, l'arrêté ministériel 705 qui, après avoir constaté qu'il n'y avait pas eu d'élection véritable au sens de la loi, désignait d'office, à la suite de la recommandation du surintendant de l'Instruction publique, les cinq membres qui siègeraient sur la commission nouvelle.

Il existe un doute sur la légalité de cet arrêté ministériel. Feu Maurice Duplessis avait lui-même, à l'époque, suggéré que l'on pourrait légiférer au besoin pour enlever toute équivoque possible à ce sujet. C'est ce que l'on fait avec le présent projet de loi. On stipule de plus que les quatre commissaires actuellement en office pourront nommer un successeur à celui qui a démissionné.

M. Hamel (Saint-Maurice): La situation n'est pas aussi simple et limpide que le secrétaire provincial (l'honorable M. Prévost) a bien voulu le laisser croire. Il a tracé peut-être un tableau très serein de toute l'affaire, mais fort incomplet.

Il n'y a pas eu deux, mais trois assemblées d'élection convoquées: la première, à l'hôtel de ville,

la deuxième, à l'école Tessier et la troisième, à l'école Laflèche. Deux des assemblées ont été convoquées par des juges de paix, la troisième par un groupe de contribuables sérieux, lesquels se sont présentés aux trois endroits, afin de ne prendre aucune chance. Deux ont été effectivement tenues soit à l'hôtel de ville et à l'école Tessier, le même jour. L'une des assemblées avait été convoquée par M. Marc Paul, un des juges de paix, et frère du député conservateur fédéral¹⁰.

Il (M. Hamel) décrit ce qui s'est passé et qui a été rapporté dans les journaux. Le tout, dit-il, s'est terminé par la proclamation faite par M. Marc Paul, de l'élection par acclamation de son propre frère Rémi Paul, député conservateur de Maskinongé au fédéral¹¹, de Me Germain Caron, député provincial du comté, et de trois autres partisans de l'Union nationale.

Ce qui s'est passé sous la direction de M. Marc Paul a été une farce sinistre et macabre qui a des implications plus profondes qu'on peut le voir à première vue. Cette farce macabre a été entourée de plusieurs crises, notamment d'un acte criminel: l'envoi d'un télégramme, un faux, à certaines personnes de Louiseville, annonçant que le gouvernement avait nommé les cinq commissaires, et par le refus de M. Langevin d'accepter une nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil pour ne pas être le complice de ceux qui avaient empêché la tenue d'une élection démocratique.

L'étude de l'article 59 est suspendue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité poursuit l'étude de l'article 59.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le vendredi précédant le lundi où devait avoir lieu la votation, des cerveaux malades ont imaginé une mise en scène comportant l'utilisation d'un faux télégramme. Ce télégramme était signé du nom de "Fradette" et adressé à cinq personnes, soit MM. Bruneau, Masse, Boisvert, Langevin et Mayrand, apprenant à celles-ci

qu'elles avaient été nommées commissaires par arrêté ministériel.

Tout avait été bien machiné. C'était le 10 juillet et ce télégramme a eu son écho dans les journaux, notamment dans *Le Nouvelliste* qui étalait la nouvelle sur huit colonnes.

M. Caron (Maskinongé): C'est un tissu de mensonges¹².

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce journal s'apercevant que sa bonne foi avait été trompée a fait sa propre enquête, et il publiait par la suite le résultat de ses recherches, notamment qu'un officier de la ville de Louiseville avait averti un reporter du *Nouvelliste*, dans l'après-midi, qu'un télégramme arriverait vers cinq heures. Il arrivait effectivement un peu plus tard et la nouvelle était dans les journaux du lendemain. Ce n'est qu'après avoir vérifié avec le département de l'Instruction publique et celui du procureur général qu'on apprenait que c'était un faux. *Le Nouvelliste* du lundi, 13 juillet, devait alors faire savoir que sa bonne foi avait été trompée.

Après cet incident, on n'a pas entendu parler du gouvernement. Quelqu'un a mis en circulation un faux document commettant par là un acte criminel. Comment se fait-il que le gouvernement a laissé un criminel...

L'honorable M. Barrette (Joliette) soulève un point d'ordre pour déclarer que le député de Saint-Maurice n'a pas le droit de faire un rapprochement entre le gouvernement et un criminel qu'il ne connaît même pas.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement n'a rien fait contre un criminel qui, au moyen d'un faux, a accaparé l'autorité du gouvernement pour arriver à ses fins. Si le gouvernement a fait quelque chose, il le dira plus tard quand on me répondra.

M. le président: Le député de Saint-Maurice n'a pas le droit d'imputer des motifs indignes aux ministres qui sont des députés. Il n'a pas le droit de dire que le gouvernement a laissé un criminel agir à sa place.

M. Hamel (Saint-Maurice) rétorque qu'il n'impute aucun motif au gouvernement, pour le moment. Il dit qu'il constate un fait: un criminel s'est servi de l'autorité du gouvernement pour commettre un faux.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Vous constatez, M. le président, que le député va encore

plus loin que tantôt et je vous demande de le rappeler à l'ordre...

M. le président demande au député de revenir au bill.

M. Hamel (Saint-Maurice) répète qu'un criminel a commis un faux en accaparant l'autorité du gouvernement. Nous verrons plus tard, dit-il, si le gouvernement le savait, s'il savait que, le 10 juillet 1959, un criminel a utilisé un faux pour frustrer les électeurs de Louiseville de leur droit d'élire leurs représentants.

Le gouvernement savait-il que cette personne avait utilisé le nom de Fradette? S'il le savait, c'est le régime le plus incompétent et le plus triste qu'on n'ait jamais eu à la tête de la province.

M. le président: Le député de Saint-Maurice n'a pas le droit d'imputer directement des motifs ou des intentions mauvaises au gouvernement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement savait qu'il y avait eu faux. Un acte criminel avait été commis. Il n'a rien fait pour pincer le criminel. Le nom de ce criminel court la rue à Louiseville, il a été abondamment décrit et dénoncé par le journal *Le Nouvelliste*, mais le gouvernement n'a rien fait pour trouver le coupable, qui court encore les rues. Qui est cette personne? Le gouvernement a mauvaise grâce de l'ignorer, car les enfants de la rue à Louiseville le savent. Si le gouvernement connaît cette personne et qu'il n'a pas agi, il n'y a pas de mots pour qualifier sa conduite.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Tout le monde sait que le député de Saint-Maurice va parler pendant une heure là-dessus...

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre...

M. le président (Se levant avant que le député de Saint-Maurice ne finisse sa phrase, brandissant le livre des règlements de la Chambre. Il fait signe au premier ministre et au député de Saint-Maurice de s'asseoir.)

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je suis le premier ministre de cette province et j'ai le droit de parler en cette Chambre.

M. le président déclare qu'il veut indiquer au député de Saint-Maurice qu'il n'a pas le droit

d'échafauder un point d'ordre sur un autre. Je demande au premier ministre de continuer ses remarques.

L'honorable M. Barrette (Joliette) demeure assis¹³.

M. Hamel (Saint-Maurice) qualifie de "cerveau malade" l'individu qui a imaginé la machination de Louiseville.

M. le président rappelle le député de Saint-Maurice à l'ordre en déclarant qu'il est défendu par les règlements d'user de langage violent.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Saint-Maurice fait cela avec intention. Il veut que l'on soit forcé de multiplier les points d'ordre, de façon à ce que l'opposition puisse crier au bâillon. Nous ne lui en donnerons pas l'occasion. Elle pourra discuter aussi longtemps qu'elle voudra. Ces gens vont multiplier l'usage des termes antiparlementaires. C'est une tactique chez eux, mais nous les voyons venir.

M. Hamel (Saint-Maurice): Après cette farce macabre, c'est clair qu'il a existé un imbroglio. C'est d'autant moins acceptable que personne d'intelligent et de raisonnable pouvait douter que les électeurs voulaient choisir eux-mêmes leurs représentants. Au lieu de donner suite à ce désir par le seul moyen raisonnable, ordonner des élections, on a préféré commettre un abus de droit et recourir à une méthode que nos jeunes gens sont allés combattre à l'étranger, plutôt qu'à une méthode démocratique.

Le gouvernement non seulement n'a rien fait pour pincer le coupable, mais pour assurer que des élections puissent avoir lieu. On n'en était, lors du fameux imbroglio, qu'au 13 juillet. Il y avait encore moyen d'ordonner de véritables élections à Louiseville, avant la fin du mois. Pourquoi n'y a-t-on pas procédé? Afin que la Commission scolaire soit formée de gens qui soient de tout repos pour le gouvernement.

Passe encore pour cette illégalité inacceptable, mais on aurait dû au moins empêcher que, dans cette province, on puisse impunément se servir du caractère de l'autorité pour commettre un crime. Comment se fait-il qu'on n'ait pas recherché le coupable de ce faux? Je dis que le gouvernement, je n'affirme pas qu'il est complice de ce criminel, est dans une position étrange et inquiétante. Un gouvernement qui se conduit ainsi...

L'honorable M. Barrette (Joliette): On n'a pas le droit d'impliquer le gouvernement dans cette affaire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ou bien le gouvernement était au courant du crime qui s'est commis, et alors il est coupable de ne pas l'avoir fait rechercher, ou bien il n'était pas au courant et alors il est d'une incroyable incompétence. Le gouvernement a-t-il besoin de plus d'information que nous lui en avons fournie?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Oui.

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors, il est encore plus incompétent que je ne pensais!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Quelle accusation portez-vous?

M. Hamel (Saint-Maurice): J'accuse le gouvernement d'incompétence. Je conclus en disant que le gouvernement, pour réparer son erreur inconcevable, devrait ordonner des élections libres à Louiseville, après avoir retiré l'article actuellement en discussion.

M. Caron (Maskinongé): Je constate que le député a pris part à la discussion de tous les articles du bill 39. On dirait qu'il y a un ressort sur son siège qui le force à se lever à tout bout de champ.

Il a fait entendre un son de cloche. Celui dans cette Chambre qui connaît le mieux la situation, c'est celui qui vous parle, car les événements se sont passés dans la ville dont je suis le maire. Je puis donc apprécier les propos décousus et échevelés du député. Je crois être plus au courant que quiconque de ce qui s'est vraiment passé.

Le son de cloche qu'il a fait entendre est un son de cloche fêlé. Il a parlé de la farce des élections scolaires, et je vais lui prouver que les singes de cette farce ne sont pas ceux que pense le député. Il y avait deux commissions scolaires à Louiseville: une de ville et une de campagne. On a décidé de les réunir en une seule. Il y avait aussi un collège qui a brûlé partiellement en 1954. Tout fonctionnait chez nous à merveille avant la reconstruction de ce collège. Il n'y avait pas de politique. Les libéraux dominaient la commission scolaire du village. Personnellement, j'ai toujours refusé d'envisager l'éducation sous un angle politique.

En décembre 1954, le feu détruisait une partie du collège. On a décidé du principe de la

reconstruction. Les libéraux ont eu peur que je retire de cette construction du crédit pour les élections provinciales de 1956. On disait qu'on ne ferait ce travail qu'après les élections pour ne pas que ce soit Duplessis qui le fasse. Et, contrôlant la Commission scolaire, ils ont eu recours à toutes sortes de mesures dilatoires pour retarder l'exécution du projet, pour que ce ne soit pas Duplessis et l'Union nationale qui en soient les réalisateurs. Les élections de 1956 ont passé et on a continué à tout retarder.

Il semble que le chef du Parti libéral, M. Jean Lesage, ait pris comme slogan: "Emparons-nous des commissions scolaires!" Pourquoi? Pour empêcher la montée vertigineuse de l'éducation dans la province pour empêcher que l'Union nationale ne continue son travail. Il y a une différence énorme entre l'Union nationale et les libéraux. Nous voulons un peuple renseigné, instruit, tandis que les libéraux préfèrent l'obscurantisme, car si le peuple est moins renseigné, ils auront peut-être la chance d'être élus...

M. Hamel (Saint-Maurice): On n'a pas le droit de dire que les libéraux veulent l'obscurantisme.

M. le président déclare l'expression parlementaire, car elle s'adresse à un parti politique dans son ensemble et non pas à un individu.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de la décision du président du comité.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur l'article 59 du bill 39, l'honorable député de Maskinongé (M. Caron) déclare que l'Union nationale veut le progrès de l'éducation, tandis que les libéraux veulent tenir le peuple dans l'obscurantisme.

L'honorable député de Saint-Maurice (M. Hamel) soulève un point d'ordre à l'encontre de ces paroles.

J'ai décidé qu'il est de jurisprudence constante que lorsque des paroles s'adressent collectivement à un mouvement politique, elles n'ont pas pour effet de viser un ou plusieurs députés de cette Chambre, même s'ils appartiennent à un tel groupement.

J'ai décidé également que les dispositions de l'article 285 du Règlement ne s'appliquent pas dans un tel cas.

L'honorable député de Saint-Maurice en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Larouche, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Turcotte, 55.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 12.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

Le débat sur le bill 39 se poursuit en comité plénier.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité poursuit l'étude de l'article 59.

M. Caron (Maskinongé) dit qu'il ne croyait pas être allé assez loin pour blesser ses amis les libéraux. Mais j'ai appris que la vérité a ses droits et qu'il faut la dire. Il y en a qui sont allés beaucoup plus loin que je suis allé. Un ancien député libéral a dit:

"Plus on se donne aux libéraux, plus on s'appauvrit"¹⁴. J'ajouterais que plus une commission scolaire se donne aux libéraux, plus elle s'appauvrit intellectuellement.

Le député de Saint-Maurice a un petit air oriental. Il me fait penser au premier ministre Kishi, du Japon¹⁵. Il semble toujours prêt à dire: jappons, jappons.

Le député de Saint-Maurice a laissé entendre que ceux qui se sont présentés comme commissaires étaient conservateurs. C'était une bataille de rouges et de bleus. Cela n'est pas plus compliqué que cela. Il (M. Caron) accuse les "citoyens sérieux", dont avait parlé le député de Saint-Maurice, d'avoir délibérément

brouillé les cartes en se présentant en même temps à trois endroits différents comme commissaires.

Relativement au faux télégramme, il dit que personnellement, il ignorait et ignore encore tout de sa provenance. Il dit qu'à son avis ce sont des libéraux qui l'ont envoyé. Le samedi, dit-il, après sa réception, les gens de l'Union nationale, convaincus que les commissaires étaient nommés, ont cessé toute campagne électorale, alors que les libéraux ont continué leur travail. Moi-même, je ne me suis plus intéressé à l'affaire et je suis allé passer la fin de semaine à ma maison de campagne. Mais les libéraux savaient que le télégramme était forgé. M. Duplessis m'a dit, peu après, que l'on recherchait le coupable, que la police était sur une piste et que les libéraux s'en mordraient bientôt les pouces. J'ai la conviction que le télégramme a été envoyé par nos adversaires.

Il (M. Caron) affirme que les révélations faites par *Le Nouvelliste* étaient fausses et que le reporter de ce journal l'avait lui-même admis après avoir été confronté avec les intéressés.

De toute façon, comme maire de Louiseville, je puis déclarer que la population est satisfaite de la présente Commission scolaire et que nous aurons bientôt un nouveau collège.

M. Hamel (Saint-Maurice) veut donner la réplique.

M. le président lui fait remarquer qu'il a déjà parlé pendant 60 minutes et que son temps est expiré.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il reste au moins deux points obscurs en ce qui concerne le débat relatif à l'article 59. Cet article demande à la Chambre de déclarer valide et légal l'arrêté ministériel en date du 29 juillet 1959, concernant la nomination de cinq commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Louiseville, dans le comté de Maskinongé.

Si le gouvernement demande à la Chambre cela, c'est que l'arrêté ministériel était illégal et non valide. Le fait que cette clause soit dans le projet de loi à l'étude indique par lui-même que le gouvernement reconnaît candidement avoir commis un acte illégal.

Le geste posé par le gouvernement dépasse l'abus de pouvoir, car le gouvernement n'avait même pas le pouvoir d'agir comme il l'a fait.

Il (M. Lapalme) reproche au député de Maskinongé d'avoir raconté des histoires personnelles plutôt que de traiter de la question à l'étude. Ce qu'il convient de ne pas oublier, dit-il, c'est qu'il y a eu un

faux télégramme. Il n'appartient pas à l'opposition de se charger du rôle de la police judiciaire. Le gouvernement devait agir et trouver celui qui a envoyé le télégramme. Le député de Maskinongé a tenté de laisser entendre que le télégramme aurait pu venir de libéraux? Vous imaginez bien que si les coupables avaient été des libéraux, il y a longtemps qu'on les aurait arrêtés.

Le député de Maskinongé a dit qu'il s'agissait d'une affaire de bleus et de rouges? Cela ne change en rien la légalité ou l'illégalité de la question à l'étude. Est-ce que le gouvernement a fait des efforts pour trouver le coupable? Cela n'a pas été prouvé.

C'est l'Exécutif, le gouvernement, qui a commis une illégalité sous un prétexte, celui de la rentrée des classes. Mais aujourd'hui, en février, on vient nous demander de rendre légale une illégalité. Ça, c'est de l'abus de pouvoir.

Rien dans le moment ne peut empêcher le gouvernement de décréter des élections pour permettre à la population de Louiseville de se choisir librement des commissaires d'écoles. Si les choses restent ce qu'elles sont, ce sera la validation par la majorité, par celui qui est chargé du respect des lois, le gouvernement, d'un geste illégal.

(Silence dans la Chambre)

M. le président demande si la Chambre approuve l'article 59.

Un député de l'opposition demande le vote.

L'article 59 est adopté sur division.

Après l'article 59, le comité ajoute un nouvel article 60 qui se lit comme suit:

"60. Les commissions scolaires dont les commissaires ou les syndics se sont unis, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, pour établir, en vertu des articles 489 et suivants de la loi de l'instruction publique, des écoles primaires complémentaires ou high schools, sont, à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, considérées comme étant constituées en corporation d'écoles secondaires ou de high schools en vertu de la section III de la sixième partie de la loi de l'instruction publique, telle qu'amendée par la présente loi, et, à compter de la même date, telle corporation et les commissions scolaires qui en font partie sont régies par les dispositions de ladite section III."

Le nouvel article 60 est adopté.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Les articles 61 et 62 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 39 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le bill que l'on vient d'étudier contient, en somme, plusieurs principes. Ce sont des amendements éparés à divers articles d'une loi. Nous avons approuvé certains de ces amendements et en avons rejeté d'autres.

Devant cet état de choses, je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 39 modifiant la loi de l'instruction publique soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à accorder la gratuité du cours élémentaire, interdire tous contrats entre commissaires et syndicats d'écoles et la commission scolaire, et à ne pas imposer, pour le fonds de pension de retraite, une retenue annuelle de cinq pour cent sur le traitement de chaque institutrice."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 12.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Larouche,

Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Turcotte, 56¹⁶.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le bill contient plusieurs bonnes clauses, mais d'autres sont inadmissibles. C'est le cas, par exemple, de celle qui veut réaliser des actes illégaux. Nous ne pouvons concourir à cet article qui nie à la population de Louiseville le droit de choisir ses commissaires d'écoles. Dans le cas de Louiseville, l'élection qui devait avoir lieu en juillet n'a pu être tenue parce que des partisans de l'Union nationale ont procédé de façon à l'empêcher...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je soulève un point d'ordre. On n'a pas droit d'imputer des motifs...

M. l'Orateur: Je voudrais d'abord souligner au député de Saint-Maurice qu'il est en train de recommencer le débat...

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai imputé volontairement des motifs aux partisans de l'Union nationale parce qu'on vient de décider qu'on peut imputer des motifs à un groupe politique.

Il (M. Hamel) commence à relater à nouveau ce qui s'était passé à Louiseville, en juillet 1959.

M. l'Orateur: Le député recommence tout le débat.

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors, je me contente de proposer, à mon tour, un amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl), à l'effet que le bill 39 modifiant la loi de l'instruction publique soit renvoyé de nouveau au comité plénier de la Chambre, avec instruction de le modifier de façon qu'il soit décrété que des élections pour les commissaires d'écoles soient tenues dans la municipalité scolaire de Louiseville dans un délai de deux mois à compter de la sanction de la présente loi.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 12.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Turcotte, 56.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion principale: Que le bill soit maintenant lu une troisième fois, est mise aux voix:

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lalonde, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Parent, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Turcotte, Turpin, 67.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 3 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 193 concernant la succession de feu Maurice Michaud;
- bill 227 modifiant la charte de la ville de Lac-Mégantic;
- bill 236 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 42 modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en remplaçant dans la dernière ligne les mots "le jour de sa sanction" par les mots "le premier juillet 1960."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 165 prolongeant de deux années la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 146, concernant une taxe de vente dans le comté de Lac-Saint-Jean-Est, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant au bas de la page 2, le sous-paragraphe commençant par les mots "Si le revenu annuel de ladite taxe de vent par ce qui suit:

"Si le revenu annuel de ladite taxe de vente est supérieur au tableau ci-dessus décrit, le pourcentage de distribution *per capita* sera applicable en augmentant de \$0.10 par \$10,000 d'augmentation du revenu annuel à partir de la somme de \$350,000 inclusivement."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 184 modifiant la charte de la cité de Lachine, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est biffé et les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 deviennent respectivement articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 242 modifiant la charte de la ville de Repentigny, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit doit être inséré à la suite du paragraphe 30b comme paragraphe 30c.

"30c. Nonobstant toute disposition législative à ce contraire, la ville peut, avec l'autorisation du ministre des Affaires municipales, accorder à toute compagnie, personne ou société de personnes qui se charge de la construction d'un service téléphonique une franchise n'excédant pas vingt-cinq années pour

poser des fils, appareillage téléphonique ou opérer un service téléphonique dans les limites de la municipalité."

Projets de loi:

Loi du progrès de l'éducation

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 42 modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Taxe de vente au Lac-Saint-Jean-Est

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 165 prolongeant de deux années la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 146, concernant une taxe de vente dans le comté de Lac-Saint-Jean-Est.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Lachine

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 184 modifiant la charte de la cité de Lachine.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Repentigny

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 242 modifiant la charte de la ville de Repentigny.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 176 modifiant la charte de la ville d'Anjou, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 6 est modifié en remplaçant, au paragraphe 602c, dans les lignes 4 et 5, les mots "qui ont trait à des travaux de pavage de rues et à des constructions de trottoirs," par ce qui suit:

"qui ont trait à des travaux de pavage de rues et à des constructions de trottoirs, ainsi que le règlement 70 qui a trait à un égout collecteur."

2. Ce qui suit est ajouté, à la suite de l'article 8, comme articles 9, 10 et 11.

"9. Nonobstant toute loi inconciliable, le conseil peut, par règlement, décréter l'établissement et l'opération d'un service d'autobus dans la municipalité, ou aider au moyen de subventions ou d'exemptions de taxes municipales toute personne, société, corporation ou syndicat fournissant tel service.

"Telles subventions seront payées à même les fonds généraux disponibles, et non autrement appropriés.

"Tout règlement ainsi adopté devra, pour avoir vigueur et effet, être approuvé par la Commission municipale de Québec et par la Régie des transports."

"10. Le conseil ne pourra diminuer le salaire ou traitement du secrétaire-trésorier, ni le destituer ou le remplacer que sur résolution adoptée par le vote des trois quarts de tous ses membres.

"11. L'article 522 de la loi des cités et villes, modifié pour la ville par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 99, est de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"L'alinéa qui précède est en vigueur depuis le premier janvier 1955."

3. L'article 9 devient l'article 12.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 188 modifiant la charte de la cité de Hull et concernant la Commission des écoles catholiques de Hull et les syndicats des écoles dissidentes de la cité de Hull, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en biffant dans la dixième ligne du sous-paragraphe 192a le mot "résidant".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 14 comme article 15:

"15. La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant, après l'article 396a, le suivant:

"396b. Le conseil de la cité est autorisé à conclure les ententes nécessaires avec les autorités

fédérales, provinciales et la Commission de la capitale nationale relativement à la construction du pont projeté sur la rivière Outaouais entre les cités de Hull et d'Ottawa, à assumer toutes les obligations s'y rapportant, et, à procéder à l'expropriation des terrains requis pour les approches dudit pont, situées dans la cité de Hull."

3. Les articles 15, 16, 17 et 18 deviennent respectivement articles 16, 17, 18 et 19.

4. L'article 19 devenu article 20 est modifié en remplaçant le sous-paragraphe 420a par ce qui suit:

"420a. Le conseil de la cité peut, avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, imposer et percevoir une taxe spéciale n'excédant pas deux pour cent (2 %) sur le prix de vente des liqueurs alcooliques et des vins vendus et livrés par le ou les magasins de la Commission des liqueurs de Québec, dans les limites de la municipalité.

"Cette taxe est de la même nature, elle est calculée sur la même base, a les mêmes effets et est sujette aux mêmes sanctions que celle établie par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements, dont les dispositions seront, *mutatis mutandis*, applicables à ladite taxe spéciale.

"La cité est autorisée à faire des conventions avec le ministre des Finances de la province et les officiers de la Commission des liqueurs de Québec, pour la perception de cette taxe, advenant son imposition conformément au présent article.

"Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province ou les officiers de la Commission des liqueurs de Québec, à exercer tous les droits de la cité de Hull concernant la perception de ladite taxe."

5. Les articles 20, 21, 22, 23 et 24 deviennent respectivement articles 21, 22, 23, 24 et 25.

6. L'article 25, devenu article 26, est modifié en remplaçant le sous-paragraphe 555 par les sous-paragrapes suivants:

"555. Nonobstant toute loi générale et spéciale, la Commission des écoles catholiques de Hull peut, avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, imposer et percevoir une taxe spéciale n'excédant pas deux pour cent (2 %) sur le prix de vente des liqueurs alcooliques et des vins vendus et livrés par le ou les magasins de la Commission des liqueurs de Québec, dans les limites de la municipalité.

"Cette taxe est de même nature, elle est calculée sur la même base, a les mêmes effets et est sujette aux mêmes sanctions que celle établie par le

chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements, dont les dispositions seront *mutatis mutandis* applicables à ladite taxe spéciale.

"La Commission des écoles catholiques de Hull est autorisée à faire des conventions avec le ministre des Finances de la province et les officiers de la Commission des liqueurs de Québec, pour la perception de cette taxe, advenant son imposition conformément au présent article.

"Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province ou les officiers de la Commission des liqueurs de Québec, à exercer tous les droits de la Commission des écoles catholiques de Hull concernant la perception de ladite taxe.

"556. La Commission des écoles catholiques de Hull peut, par résolution, établir une caisse de retraite contributive pour certaines classes de leurs employés qui ne sont pas admis par la loi de l'instruction publique à bénéficier du fonds de pension général prévu par cette loi.

"Cette résolution détermine: les contributions respectives des commissaires d'écoles et des employés; les prestations ou autres bénéfices payables aux employés ou, à leur décès, à leurs dépendants ou héritiers; la durée des services et les autres conditions requises pour avoir droit à ces prestations ou autres bénéfices; la mise à la retraite des employés et le mode d'administration de la caisse de retraite.

"Cette résolution et toute résolution qui la modifie ne deviennent en vigueur qu'après approbation par le surintendant de l'Instruction publique, la Commission municipale de Québec et le surintendant des assurances.

"Les avoirs de la caisse de retraite doivent être placés suivant les dispositions du paragraphe 20 de l'article 154 de la loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299).

"Les commissaires peuvent, pour l'établissement et l'administration de la caisse de retraite, faire toute entente avec une compagnie de fidéicommiss ou avec un gouvernement qui émet des rentes viagères."

"557. La Commission des écoles catholiques de Hull peut souscrire un contrat d'assurances de groupe, à base contributive sur la vie, contre les accidents et la maladie pour le bénéfice de ses officiers et de ses employés, ainsi que de ses instituteurs et institutrices, sujet à l'approbation du surintendant des Assurances, de la Commission municipale de Québec et du surintendant de l'Instruction publique."

7. L'article 26 devient article 27.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 224 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en remplaçant dans les 2^e et 3^e lignes du paragraphe 28a, les mots "les camions, les remorques et autre machinerie lourde pourront circuler" par ce qui suit:

"les camions, les remorques et autre machinerie lourde, à l'exception des véhicules de la Commission de transport de Montréal, pourront circuler."

2. L'article 5 est modifié en biffant, dans la 12^e ligne du paragraphe 1a les mots "en culture".

3. L'article 8 est modifié en remplaçant, dans les 7^e, 8^e et 9^e lignes, les mots "l'intérêt ne doit pas excéder six pour cent (6 %) par année" par ce qui suit:

"le taux d'intérêt devra être autorisé par la Commission municipale."

Projets de loi:

Charte d'Anjou

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 176 modifiant la charte de la ville d'Anjou.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Hull

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 188 modifiant la charte de la cité de Hull et concernant la Commission des écoles catholiques de Hull et les syndicats des écoles dissidentes de la cité de Hull.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Laurent

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 224 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Assurance-hospitalisation

L'honorable M. Barrette (Joliette) appelle l'item 63 de l'ordre du jour: Loi concernant l'assurance-hospitalisation¹⁷.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 concernant l'assurance-hospitalisation soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il n'a pas apporté sa documentation au sujet de ce projet de loi, vu qu'il avait été question d'étudier d'autres mesures, en particulier deux petits bills sur la colonisation et une loi du ministère des Affaires municipales. Nous sommes prêts à aborder ces lois, tel qu'annoncé.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous sommes en session depuis trois mois et il me semble que l'opposition devrait être prête à étudier n'importe quelle loi et n'importe quel crédit. J'appelle cet item parce que le ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc) doit s'absenter demain.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai dit que je n'avais pas apporté mon dossier avec moi, pour la raison que j'ai mentionnée. Ce n'est pas la question d'être prêt ou de n'être pas prêt. Le premier ministre avait parlé d'autres bills et quand il donne sa parole, je voudrais être certain...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je n'ai jamais donné ma parole au chef de l'opposition depuis qu'il est vivant. Jamais, au grand jamais, je ne lui donnerai. J'appelle l'item 63.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis heureux que la province voie quelle sorte de nouveau premier ministre nous avons.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je suis heureux que le chef de l'opposition constate quelle sorte de premier ministre il a. Nous avons donné à l'opposition tous les renseignements...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Là n'est pas la question. Le premier ministre a-t-il dit, oui ou non, que nous étudierions deux bills de la colonisation?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Oui, il y a 10 jours de cela. L'opposition a parlé pendant

trois jours sur une loi qu'elle a fini par voter avec nous.

M. Lapalme (Montréal-Outremont):
MM. Duplessis et Sauvé ne m'ont jamais donné l'occasion de douter de leur parole.

(La séance devient tumultueuse)

M. Courcy (Abitibi-Ouest) apporte un dossier au chef de l'opposition.

Des voix ministérielles: Les voilà, vos dossiers.

M. Lapalme (Montréal-Outremont):
M. l'Orateur, je vous demande de faire respecter l'ordre en cette Chambre.

M. l'Orateur: Je demande à tous les membres de la Chambre d'observer les règlements. La tâche sera ainsi plus facile pour tout le monde, y compris l'Orateur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Voici une loi dont le seul objet est de créer une commission pour étudier la question de l'assurance-hospitalisation. Le premier ministre dit qu'il y a urgence à voter cette loi. Pour juger de cette urgence, remontons quelques années en arrière.

En 1943, une loi a été votée, alors que le Parti libéral était au pouvoir, nommant une commission pour étudier le problème de l'assurance-maladie. L'Union nationale s'est opposée à cette loi. Elle ne trouvait pas, en 1943, qu'il y avait urgence en la matière. M. Duplessis disait que le problème n'était pas si difficile à régler et que, s'il y avait urgence, mieux valait adopter tout de suite une loi efficace. M. Duplessis a même ajouté que la question était étudiée depuis longtemps.

En mars 1945, l'Union nationale, de retour au pouvoir, fit disparaître la Commission. "Nous ne sommes plus à la période de l'étude, mais à celle de l'action", dit alors M. Duplessis. M. Sauvé ajouta pour sa part que les fonctionnaires du ministère de la Santé étaient parfaitement préparés pour faire une étude approfondie du problème. Il y a 15 ans de cela.

Ce soir, tout à coup, à 10 heures du soir, on nous dit qu'il est urgent de passer une loi créant une commission à peu près semblable. Les personnes qui parlent aujourd'hui d'urgence sont les mêmes qui se sont opposées à la mesure que nous avons adoptée pour étudier l'assurance-hospitalisation et qui l'ont révoquée ensuite. Si c'est urgent aujourd'hui,

pourquoi l'Union nationale ne s'est-elle pas décidée 15 et 17 ans plus tôt, avant même que le champ de l'assurance-hospitalisation soit occupé par Ottawa? Je ne sais pas combien de fois nous avons talonné le gouvernement sur cette question. Immobilisme absolu pendant 17 ans. Puis, subitement, urgence! Pourquoi le gouvernement a-t-il attendu si longtemps?

En 1953-1954, l'Union nationale a elle-même créé un comité d'étude qui devait faire un inventaire complet des problèmes de l'hospitalisation. Son mandat a été prolongé à plusieurs reprises. Je ne sais pas où sont les rapports, mais je sais qu'en 1956-1957, cette commission nous avait déjà coûté \$120,000.

Aujourd'hui, on nous propose d'urgence une autre commission. On s'est aperçu tout à coup que toutes les autres provinces ont l'assurance-hospitalisation et que notre argent sert à en défrayer le coût. Après avoir dit, il y a 15 ans, qu'il était temps de passer à l'action, on vient de s'apercevoir qu'il existe un problème lancinant, qu'il en coûte de plus en plus cher de profiter des progrès de la science et qu'il est temps de faire quelque chose. De faire quoi? Non pas d'instituer l'assurance-hospitalisation, mais de créer une commission pour étudier le problème. Avec cette formule, on va tâcher de faire croire, à la veille des élections, qu'on va régler la question. Connaissant les tactiques passées du gouvernement, en formant des comités, il n'est pas certain que l'assurance-hospitalisation soit plus près aujourd'hui qu'elle ne l'a été dans le passé.

Quels mots pourrais-je employer pour qualifier un tel état de choses sans me faire rappeler à l'ordre? Je ne dirai pas, comme le député de Maskinongé (M. Caron): "Ça prend du front tout le tour de la tête"... Est-ce que je pourrais parler d'incurie du gouvernement ou est-ce un terme antiparlementaire? Est-ce "immobilisme" que je devrais dire? Ou est-ce que ça serait le mot "inconscience" qui définirait ça? Comment sera-t-on capable d'expliquer cette inaction depuis 15 ans? Invoquera-t-on le manque de chiffres? Mais au cours d'un débat à la Chambre de commerce, tous les chiffres ont été donnés en blanc et en noir. Et, le 24 février 1959, j'ai énuméré les sommes que l'assurance-hospitalisation coûte dans toutes les provinces et qu'elle coûterait au Québec.

Ce que nous considérons comme urgent, ce n'est pas de créer une commission... Ça, c'est retardataire... Ce que nous réclamons, c'est ce que M. Duplessis voulait déjà le 16 juin 1943 quand il a déclaré: "Le problème étant étudié depuis longtemps, le moment d'agir est arrivé, et ce qu'il faut, c'est une loi!"

L'honorable M. Bellemare (Champlain) fait une remarque.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai beaucoup de sympathie pour le député de Champlain (l'honorable M. Bellemare). Mais dès qu'il prend son siège, il ne supporte pas la contradiction. Il ne faudrait pas que le premier ministre contracte la même habitude. Je n'ai jamais interrompu le député de Champlain pendant ses discours. Et il y a, du côté ministériel, au moins trois ou quatre douzaines de députés que je n'ai jamais interrompus.

Je n'ai pas d'objection à une interpellation, à ce qu'on pose des questions. Ce que je n'aime pas, c'est qu'on fasse comme le député de Champlain qui toujours parle, je ne dirai pas entre deux sièges, mais un peu au-dessus de son siège. Je suis convaincu que le député de Champlain va me répondre. J'écouterai religieusement.

Il nous expliquera les attitudes de ses amis depuis 1945. Je reprends mon siège pour donner au député une chance de parler. En ce qui concerne le projet de loi à l'étude, je dois dire que je vais voter contre...

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): J'ai pris charge du département de la Santé il y a 15 mois. J'ai consulté les employés. J'ai vu les représentants du comité auquel il a été fait allusion; je les ai vus peut-être 150 fois. Je ne me suis pas demandé s'il y a 10 ans, s'il y a 15 ans, telle ou telle chose aurait dû être faite. En prenant charge du ministère, j'ai été assermenté et j'ai décidé de faire mon devoir.

J'ai écouté le chef de l'opposition. Son discours garde l'empreinte de son passage au Parlement fédéral¹⁸. Il dit: "C'est facile, Ottawa a un plan. Pourquoi ne l'avez-vous pas accepté?"

La province n'a pas l'intention d'abandonner la mise sur pied de son système d'hospitalisation. Par conséquent, sa participation au plan national d'assurance-hospitalisation ne peut être possible qu'à ses propres conditions. Ottawa perçoit des centaines de millions en taxes dans notre province, mais le gouvernement fédéral déclare qu'afin de participer à son système d'assurance-hospitalisation, nous devons faire telle et telle chose.

Le chef de l'opposition aimerait nous voir adopter le plan d'Ottawa, mais nous nous mettons en marche aujourd'hui parce que le plan d'Ottawa n'est peut-être pas acceptable, à moins d'être regardé à la loupe.

J'ai été en relation avec des sous-ministres d'autres provinces. J'ai rencontré les autorités religieuses. On m'a félicité de ce que la province de Québec reste au gouvernement, de ce qu'elle reste le seul château-fort de l'entreprise privée, même dans le domaine des services hospitaliers. On m'a dit: "Qu'elle le demeure le plus longtemps possible!"

Au département, je me suis mis au travail. Le temps est passé où les hôpitaux devaient tout faire par charité. Mais on ne peut pas et on ne doit pas effacer le fruit de trois siècles d'efforts dans le champ des services hospitaliers.

Un hôpital n'est pas une usine, mais son produit c'est le lit/jour. Or, à cause des progrès de la science, des sérums à administrer, des interventions chirurgicales de plus en plus compliquées, un lit/jour coûte extraordinairement plus cher depuis quelques années. Comme tous les médecins, je sais que l'écart entre les frais d'hospitalisation et les moyens financiers d'un patient pose un grave problème. Riches et pauvres peuvent se faire traiter, mais les gens de la classe moyenne sont en face d'une situation insoluble.

Il (l'honorable M. Leclerc) déclare qu'il est allé consulter la loi de 1943 instituant la Commission d'assurance-maladie. Cet organisme, dit-il, a formulé la recommandation d'établir l'assurance-maladie. Pourtant, sa suggestion n'avait pas été suivie par les autorités libérales quand l'Union nationale a repris le pouvoir. À la suite des conclusions de la commission, M. Godbout s'était contenté d'écrire une lettre disant de s'occuper surtout des garderies d'enfants. Mais cela ne règle pas le problème.

Nous avons au ministère, depuis quelques années, un comité d'hospitalisation qui a déjà accompli un travail immense. Mais le problème de l'assurance-hospitalisation est trop complexe pour décider dès maintenant de cette question. Nous ne saurions nous engager à l'aveuglette.

Le but du projet de loi n'est certes pas de tuer le temps, mais de préparer la voie à l'établissement d'un système particulier à notre province. D'ici septembre, j'assure l'opposition que la province bénéficiera d'un système d'assurance-hospitalisation conforme à nos particularités, et administré par Québec et non par Ottawa.

(Applaudissements)

Il (l'honorable M. Leclerc) rappelle qu'il a voté en faveur de l'abolition de la Commission d'assurance-maladie établie en 1943, parce qu'un des membres lui avait révélé que l'organisme en question ne possédait pas suffisamment de pouvoirs pour arriver à des fins utiles.

Dans le cas qui nous préoccupe, l'affaire est beaucoup plus considérable. Le système d'hospitalisation du Québec est très différent de celui des autres provinces. D'abord, pour trouver une solution au problème de l'hospitalisation, il faut tenir compte du fait que, dans la province de Québec, les hôpitaux sont administrés dans la proportion de 75 % à 80 % par des communautés religieuses.

Il (l'honorable M. Leclerc) dit qu'il sera prêt à accepter des suggestions de l'opposition, lorsque l'étude du bill sera plus avancée.

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'opposition est contre le projet de loi.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Dans ce cas, j'écouterai les suggestions de mes collègues. Le comité proposé sera formé de cinq à sept membres. Il aura l'autorité de convoquer des témoins et d'ordonner la production de documents. Son siège social sera à Québec, mais il pourra siéger n'importe où dans la province.

Qu'est-ce qu'on va demander à cette commission? Certes, nous ne lui demanderons pas d'entrer immédiatement en communication avec Ottawa, du moins pas au début de leur enquête. On lui demandera en fait de soumettre son rapport d'ici quelques mois. Ottawa ne nous dictera pas notre politique en la matière. Mais ceci ne veut pas dire que le Québec a l'intention de faire la lutte au gouvernement central.

Le fédéral vient chercher de l'argent dans la province de Québec, puis nous en offre une partie en y attachant des conditions. Il donne comme exemple le cas des pensions aux invalides.

Le chef de l'opposition nous reproche de ne pas aller chercher ce qui nous revient à Ottawa. C'est possible. Mais une chose certaine, c'est qu'il faut éviter de plonger tête première dans une pareille affaire, sans connaître toutes les données du problème. Il nous faut un système particulier, c'est pour le trouver que nous établissons une commission d'enquête. L'intention du gouvernement de modifier cette année la loi de l'assistance publique n'est peut-être pas étrangère à la proximité de l'établissement d'un système d'assurance-hospitalisation.

Le public ne doit pas être sous l'impression que n'importe qui pourra entrer à l'hôpital gratuitement, en vertu d'un tel programme. Évidemment, quelqu'un devra payer. Les contribuables doivent y participer. Le mot assurance implique le versement d'une prime ou d'une taxe. Dans certaines provinces, le coût, pour le

contribuable individuel, est de \$50 par année. Dans d'autres, il est de \$35¹⁹.

Le gouvernement n'a pas encore décidé s'il acceptera les contributions fédérales en vertu du plan national d'assurance-hospitalisation. Afin de mettre sur pied un système d'assurance-hospitalisation, il faut trouver les fonds nécessaires quelque part. Est-ce que ce sera à Ottawa? Oui, si c'est dans l'intérêt de la santé des Québécois d'agir ainsi. Quand et si ces contributions sont acceptées, des conditions appropriées seront établies qui protégeront certaines caractéristiques spéciales de l'assurance-hospitalisation étagée dans cette province. Mais jusqu'à présent, nous avons été prudents et plusieurs tiennent à nous souligner la chose. Le Québec n'a pas perdu d'argent en n'acceptant pas le plan national aussitôt qu'il a été mis en vigueur et en ne recevant pas les contributions fédérales.

Tous les jours on nous dit que cela coûte des centaines de milliers de dollars de plus qu'on ne le prévoyait au début, dans les autres provinces. Il dit qu'il a appris des autorités de la Santé des autres provinces que des dépenses imprévues à mettre les plans en vigueur ont été très coûteuses dans certains cas. Les fonctionnaires ne dénigreront pas le plan, mais plusieurs ministres adjoints lui ont dit d'être prudent avec le plan québécois. Il y a des erreurs dans le plan fédéral, et nous ne voulons pas les répéter. Nous gagnerons plus que ce que nous avons peut-être perdu simplement en évitant les erreurs coûteuses commises par les autres provinces.

La proposition du gouvernement n'est pas une farce. La question est trop sérieuse pour prendre la chose à la légère. L'assurance-hospitalisation est un problème urgent dans le Québec, mais le gouvernement est bien décidé à ne s'avancer qu'avec prudence dans ce domaine. Je puis assurer l'opposition que j'ai d'autres choses à faire que de présenter des lois simplement pour tuer le temps. Nous aurons notre propre système d'assurance-hospitalisation dans quelques mois.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, du consentement unanime, que lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *La Presse* du 11 février 1960, à la page 23, explique que les commissions scolaires du comté de Chambly désiraient l'adoption d'une loi aux fins de former ensemble une commission régionale pour l'enseignement secondaire. Ils ont retiré leur projet de loi puisque certains amendements à la loi de l'instruction publique auront pour effet de permettre la création de telles commissions régionales.

2. L'article 38 a déjà été adopté lors de la séance du 9 février 1960, mais depuis, de nouvelles discussions ont amené le gouvernement à proposer un amendement.

3. *Le Devoir* du 12 février 1960, à la page 1, explique que le directeur du *Devoir*, Gérard Filion, a fait cette suggestion la veille au cours d'une séance du comité des bills privés qui étudiait le projet de loi relatif aux écoles régionales de Chambly. M. Filion assistait à la séance du comité en tant que maire de la ville de Saint-Bruno-de-Montarville, dont le bill était également étudié ce jour-là.

4. *The Gazette* du 12 février 1960, à la page 1, souligne que l'honorable M. Barrette possède "une des plus belles bibliothèques privées de la province".

5. Nous avons préféré cette formule plus nuancée de *L'Action catholique* du 12 février 1960, à la page 5, à celle du *Soleil* du même jour, à la page 3, qui se lisait ainsi: "Il arrivera un jour où il n'y aura plus de chômeurs, et beaucoup moins de journaliers dans la province de Québec."

6. Encore une fois, nous avons préféré cette formule plus nuancée, tirée du *Nouvelliste* du 12 février 1960, à la page 9, plutôt que la version du *Soleil* du même jour, à la page 8, qui rapporte plutôt cette réponse de l'honorable M. Barrette: "Nous ne le savons pas, mais...". À l'exception de cette phrase, les articles du *Nouvelliste* et du *Soleil* sont très exactement les mêmes.

7. *La Presse* du 12 février 1960, à la page 37, mentionne que "le chahut devient assourdissant".

8. *The Montreal Daily Star* du 12 février 1960, à la page 15, souligne que M. Ross "a posé un geste rare, celui d'utiliser le marteau pour maintenir l'ordre pendant le débat. Ce petit maillet fait partie de l'attirail de l'Assemblée législative depuis aussi longtemps que remontent les souvenirs. Il repose inutilisé près du trône du président. Jusqu'à maintenant, sa présence était symbolique. Il se révèle définitivement plus efficace que les rappels à l'ordre verbaux dans le feu de la discussion quand une demi-douzaine de députés essaient de parler en même temps".

9. Il s'agit des chiffres du *Montréal-Matin* du 12 janvier 1960, à la page 6. *The Quebec Chronicle* du même jour, à la page 3, écrit plutôt "4,877 sur 10,000 écoles publiques..."

10. *La Presse* du 12 février 1960, à la page 37, précise que l'assemblée d'élection présidée par Marc Paul était celle tenue à l'hôtel de ville.

11. Rémi Paul (1921-1982) fut député conservateur de Berthier-Maskinongé-Delanaudière de 1958 à 1965. Il sera par la suite député de l'Union nationale à l'Assemblée législative dans Maskinongé de 1966 à 1973 et sera successivement Orateur de la Chambre, secrétaire provincial et ministre de la Justice.

12. Cette phrase, rapportée par *Le Nouvelliste* du 12 février 1960, à la page 1, est à nuancer. En premier lieu, le journal la rapporte dans l'introduction d'un article et non dans le corps du texte, si bien qu'on ne peut pas savoir avec précision à quel moment elle a été dite. En second lieu, dans son édition du 13 février, à la page 1, *Le Nouvelliste* souligne que, la veille, M. Caron a fait une mise au point au courriériste parlementaire du journal, en disant qu'il n'avait pas employé l'expression "tissu de mensonges" à l'endroit du *Nouvelliste*, mais bien plutôt pour décrire le long discours de M. Hamel. De plus, M. Caron a ajouté qu'au lieu de l'expression en question, il aurait plutôt dit dans son discours "qu'il y a eu malentendu".

13. *La Presse* du 12 février 1960, à la page 22, précise que l'honorable M. Barrette ne bouge pas et qu'il ne lève même pas les yeux vers le président du comité. *Le Soleil* du même jour, à la page 8, ajoute que le premier ministre paraît "visiblement courroucé".

14. Cette affirmation aurait été faite par M. Hamel alors qu'il était député du Bloc populaire à la Chambre des communes (1945-1949).

15. Kishi Nobusuke (1896-1987), premier ministre du Japon de 1957 à 1960.

16. Selon le compte rendu du *Soleil* du 12 février 1960, à la page 8, le résultat du vote est plutôt de 57 à 12. Nous avons toutefois préféré conserver la version officielle contenue dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 452.

17. *Le Soleil* du 12 février 1960, à la page 1, souligne qu'il est alors 10 h 10. *La Presse* du même jour, à la page 22, écrit plutôt qu'il est 9 h 10, mais il s'agit sans doute d'une erreur puisque M. Lapalme dit dans le cours de son discours qu'il est 10 heures.

18. Georges-Émile Lapalme fut député libéral de Joliette-L'Assomption-Montcalm à la Chambre des communes de 1945 à 1950.

19. Il s'agit de la version de *La Tribune* du 12 février 1960, à la page 1. *Le Soleil* du même jour, à la page 2, écrit plutôt \$50 et \$30.

Séance du vendredi 12 février 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Assurance-hospitalisation**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 11 février courant, sur la motion du représentant de Charlevoix (l'honorable M. Leclerc) proposant que le bill 66 concernant l'assurance-hospitalisation soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il faut une année d'élections pour que le gouvernement provincial se réveille, sorte de son état de léthargie, d'inconscience. Gouverner, c'est prévoir. Mais depuis 16 ans, le gouvernement n'a pas prévu...

Au cours de la dernière guerre mondiale, partout dans le monde, les hommes publics disaient au peuple: "Nous nous battons aujourd'hui pour que vous ayez demain la sécurité sociale."

Avant 1942, déjà, le Bureau international du travail (B.I.T.) à Genève avait étudié le problème avec d'autres projets de sécurité sociale. Il s'était déclaré en faveur de l'assurance-hospitalisation et l'on sait que les suggestions de tels organismes internationaux finissent toujours par s'implanter dans les pays membres. Par la suite, en Grande-Bretagne, on chargea Beveridge¹ d'examiner la question et il devait proposer un projet détaillé de législation sociale. J'ai là une brochure datée de 1943, intitulée *Quelques aspects de l'assurance-maladie* et rédigée par M. Jean-Pierre Després, diplômé de l'Université Laval. L'auteur soulignait l'importance d'une telle protection pour le public et l'impérieux devoir des gouvernements québécois d'agir.

Donc, l'idée du B.I.T. eut vite fait de se frayer un chemin chez nous et, en 1943, une commission fut formée par le gouvernement libéral pour préparer un système d'assurance-maladie.

En 1944, le député André Laurendeau présenta une motion suggérant qu'on considère les répercussions fiscales que pourrait avoir la

réalisation du projet préconisé. Quelle fut la réponse de l'Union nationale? "Pas intéressé!" Et l'on abolit la Commission.

D'autres faits auraient dû pourtant lui ouvrir les yeux, car à la Conférence fédérale-provinciale de 1945, le gouvernement d'Ottawa a exprimé l'intention de pénétrer dans ce domaine. Dans *Conférence provinciale-fédérale 1945*, mémoire du dominion et des provinces, et délibérations de la conférence plénière, l'honorable Brooke Claxton² constatait que presque tous les pays avaient enfin l'assurance-santé sous une forme ou sous une autre. Les principales exceptions, disait-il, sont jusqu'ici le Canada, l'Australie et les États-Unis qui sont tous des fédérations, d'États ou de provinces, où les questions sanitaires relèvent plutôt de l'autorité régionale... Vers cette époque, Ottawa exprima l'intention de placer les gouvernements provinciaux dans une situation leur permettant de mettre en œuvre un vaste programme d'assurance-santé; on proposait des ententes et un système de subventions.

Il y a donc 15 ans environ, les autorités fédérales annonçaient qu'elles voulaient entrer dans le champ en question, et demandaient aux provinces si elles n'y avaient pas d'objection. Les libéraux ont demandé au gouvernement de l'Union nationale d'agir et d'occuper ce champ avant qu'Ottawa ne s'y installe. Après de tels avertissements solennels, pas verbaux mais écrits, traduits en français, d'Ottawa, l'Union nationale a dit: "Ça s'en vient!" Et son premier geste a été d'abolir la Commission formée en 1943.

En 1952, la province de Québec n'avait pas encore bougé, mais le pouvoir central a offert d'aider financièrement les provinces à établir des systèmes d'assurance-hospitalisation, pourvu que son offre fût acceptée par cinq ou six d'entre elles. Cette proposition émanait des méchants libéraux qui violent la Constitution. Mais, en 1957, le gouvernement Diefenbaker s'est dit prêt à payer même si les acceptations se faisaient moins nombreuses.

Les uns après les autres, les gouvernements provinciaux acceptèrent. Neuf provinces sur dix ont accepté le plan fédéral jusqu'ici, avec la conséquence qu'Ottawa débourse présentement \$300,000,000 par année pour l'assurance-hospitalisation. En tenant compte de l'importance de la population, on peut évaluer que, par son refus, le Québec perd \$70,000,000 ou \$72,000,000³ par année, depuis deux ans, qu'il pourrait récupérer pour aider sa population à recevoir les soins médicaux nécessaires, au lieu de

payer des taxes à Ottawa. C'est comme s'il faisait cadeau de cette somme à l'administration fédérale pour l'aider à payer l'assurance-hospitalisation dans les autres provinces, fardeau financier extrêmement lourd pour les contribuables qui n'en retirent absolument aucun avantage.

Pourquoi le gouvernement est-il resté, tel un ours en hiver, dans une sorte de léthargie?

Pourquoi? Parce que M. Duplessis a rejeté non seulement les modalités de l'assurance-hospitalisation, mais le principe même de cette législation sociale. Pourtant, les réclamations venaient alors de partout. Cette demande était raisonnable et légitime, car le sous-ministre de la Santé avait déclaré que 85 % des citoyens de la province n'avaient pas le moyen de se faire hospitaliser.

La léthargie a duré et duré. Puis est arrivé un nouveau premier ministre, M. Paul Sauvé. Il a déclaré qu'aucun principe constitutionnel ne s'opposait à ce que la province de Québec participe à un plan d'assurance-hospitalisation⁴. La léthargie du gouvernement avait duré 17 ans... un hiver anormalement long, on l'admettra!

Et voilà que le 27 janvier 1960, on nous propose une loi pour créer une commission d'étude. C'est curieux comme à la veille de chaque élection on forme des commissions. Aux élections qui ont précédé, il y avait eu d'autres commissions, et voilà que cette année on recommence encore, même si depuis des années les citoyens du Québec ont perdu, au chapitre de l'assurance-hospitalisation, près de \$150,000,000 en taxes qui sont allés dans les coffres fédéraux.

Nous avons longtemps cru que le gouvernement avait des hésitations constitutionnelles qui l'empêchaient d'agir. Mais non, puisque le premier ministre Sauvé a déclaré qu'il n'y avait là aucun problème constitutionnel. Mais qu'est-ce donc qui l'empêchait d'aller de l'avant? Le ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc) a tenté de donner une explication en disant qu'il n'est là que depuis 15 mois. Avant lui, ce n'était pas le déluge! Même qu'on nous a dit et répété que le ministre qui l'a précédé était le meilleur depuis la Confédération⁵.

Le ministre a dit qu'il voulait être prudent, car les autres provinces lui avaient dit que l'assurance-hospitalisation n'était pas une si bonne affaire que cela. Peut-être ces provinces ont-elles parlé ainsi pour garder le bénéfice des \$72,000,000⁶ que nous payons chaque année sans retour.

Nous nous sommes informés auprès des autres provinces pour savoir si elles étaient si désappointées que cela du plan d'assurance-hospitalisation. Il

(M. Hamel) cite des lettres des directeurs des services d'hospitalisation de plusieurs provinces, adressées au député de Brome (M. Brown), en réponse à une demande de renseignement de ce dernier. L'Ontario nous a répondu que 92 % de la population était inscrite au plan et qu'on hésiterait fortement à demander le moindre changement. Le Manitoba, la Nouvelle-Écosse et d'autres provinces ont également dit leur satisfaction.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Qu'est-ce que cela prouve?

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est là l'avis d'experts, de membres de commissions...

L'honorable M. Johnson (Bagot): Qui sont-ils ces commissaires?

M. Hamel (Saint-Maurice): Certainement pas comme ceux de la province de Québec, où nous avons vu des commissions formées de gens de 80 et de 85 ans...

M. l'Orateur: Vous êtes hors d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je l'admets et je reviens à la question en discussion, mais je suis opposé à ces commissions créées à la veille des élections, qui n'ont que pour but de donner des prébendes à des amis.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Vous en avez formé une commission en 1943.

M. Hamel (Saint-Maurice): Certainement, car à ce moment-là, c'était le temps d'étudier. Je crois que, dans cette affaire, le ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc) a joué un rôle du misanthrope en voyant avec une telle acuité les malheurs des autres provinces.

Il y a une contradiction flagrante entre certaines paroles prononcées par le ministre de la Santé et le texte même du projet de loi. Jeudi soir, le ministre de la Santé a déclaré que nous aurions un système d'assurance-hospitalisation dans le Québec avant le mois de septembre. Or, le texte du projet de loi dit que la commission aura jusqu'au 1^{er} décembre pour faire rapport. Comment peut-on instituer l'assurance-hospitalisation avant que le rapport ne soit déposé? Et puisqu'il faut une loi pour l'instituer, comment pourra-t-on procéder avant la tenue d'une autre session? Quelle est alors l'utilité de former une

pareille commission si le gouvernement sait qu'il pourra établir un système d'assurance-hospitalisation en septembre?

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): La loi dit que le rapport devrait être présenté au plus tard le 1^{er} décembre mais rien n'empêche la commission de faire ses recommandations avant cette date limite. Je suis convaincu que nous serons suffisamment renseignés le 1^{er} septembre pour dresser un plan définitif d'assurance-hospitalisation⁷.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cela se fera-t-il par arrêté ministériel? Il semble que l'établissement d'un plan semblable se fait par législation.

L'opposition sait ce qu'il en est des commissions nommées par l'administration de l'Union nationale, et je serais extrêmement surpris qu'un rapport soit déposé le 1^{er} septembre. Il arrivera avec cette commission ce qui s'est produit avec d'autres organismes du même genre. Le gouvernement demandera en décembre à la commission de poursuivre sa tâche pendant une année. Après quoi, on fera un rapport par téléphone... De nombreuses commissions gouvernementales ne présentent jamais de rapports écrits. Elles font ce qu'on a appelé des rapports verbaux. Ça se passe probablement comme ceci:

"Allo, c'est la commission qui parle.

- Oui, comment ça va?

- Ça va bien merci... mon chèque!"

Il (M. Hamel) cite des extraits de discours, d'éditoriaux, de brochures, exprimant des opinions sur l'opportunité d'un tel système.

Je ne veux pas mettre en doute la déclaration du ministre, mais je puis dire que j'ai des doutes sur les bons motifs de recommander l'établissement d'une autre commission d'enquête, quand tout le monde réclame l'assurance-hospitalisation.

Le gouvernement reporte inutilement une importante législation sociale qui aurait dû être présentée il y a des années de cela. L'opinion générale dans la province réclame l'assurance-hospitalisation. La population en a assez de payer uniquement pour les autres provinces en ce domaine. Nous ne sommes pas contre l'assurance, mais contre les commissions. Le temps n'est plus à l'étude, mais à l'action⁸.

L'honorable M. Barrette (Joliette) se déclare vivement surpris de l'attitude du chef de l'opposition et de ses collègues. Hier soir, dit-il, quand j'ai demandé à la Chambre d'entreprendre l'étude de ce projet de loi, le chef de l'opposition ne

paraissait pas pressé. Il a dit qu'il n'avait pas ses dossiers avec lui. J'ai insisté pour ma part en disant qu'il y avait urgence. Tout retard dans l'institution de cette commission d'enquête retardera la mise en vigueur de l'assurance-hospitalisation chez nous. Il faut que nous soyons prêts à proposer une loi d'assurance-hospitalisation dès le commencement de la prochaine session.

Le projet de loi n'avait pas aussitôt été mis à l'étude, jeudi soir, qu'on a vu un député de l'opposition entrer en Chambre avec des brassées de chemises bourrées de découpures de journaux. Suivant sa manie habituelle, l'opposition compulse de vieux journaux, qui peuvent remonter jusqu'à 15 et 20 ans en arrière, afin de dire qu'à cette époque elle avait parlé de la question. Dans 15 ou 20 ans d'ici, elle dira encore la même chose.

Le chef de l'opposition s'est dit carrément opposé à notre projet de loi, avant même d'avoir entendu l'exposé du ministre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous ne discutons pas de l'opportunité d'établir l'assurance-hospitalisation, mais de l'opportunité de créer une autre commission.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je comprends, mais il faut d'abord commencer par instituer une commission. Notre loi a justement pour but d'assurer à la province de Québec l'application aussi rapidement que possible d'un plan d'assurance-hospitalisation conforme à la province de Québec. Mais il est impossible pour le moment de procéder à l'établissement d'un plan d'assurance-hospitalisation. Il faut au préalable obtenir l'opinion de tous ceux directement intéressés, de tous les groupements qui peuvent le mieux nous renseigner.

Cette enquête sur les problèmes de l'établissement d'un système d'assurance-hospitalisation a été réclamée par les associations hospitalières, les dirigeants d'hôpitaux, les associations ouvrières, le Collège des médecins, les groupements d'hommes d'affaires et plusieurs autres organismes qui nous ont annoncé qu'ils voulaient nous soumettre des mémoires sur le problème. Il faut une commission pour les entendre.

Il (l'honorable M. Barrette) tient à souligner que ces associations se sont toutes prononcées en faveur de la création d'une commission d'enquête dans le domaine de l'assurance-hospitalisation.

De plus, on ne peut pas faire table rase des particularismes de la province de Québec en ce qui concerne le problème à l'étude. Une telle commission

aura pour tâche de découvrir quel type d'assurance conviendrait le mieux aux caractéristiques du Québec. Ces enquêteurs pourront étudier, par exemple, la question connexe du coût des chambres d'hôpital et le problème financier des hôpitaux. Le prix des chambres et des services varie actuellement d'un hôpital à l'autre, de \$4 à \$5 par jour, par lit, pour les mêmes traitements et les mêmes services. Il faut savoir pourquoi cela se passe ainsi. Dans certains cas, il est possible que cette différence des prix des chambres s'explique par le fait que certaines institutions doivent assumer des services de dettes trop élevés. Il faut tout de même uniformiser en premier lieu les taux dans toute la mesure du possible.

Il faudra aussi étudier le système d'hospitalisation différent que possède la province de Québec. Nous avons ici au moins trois catégories d'hôpitaux. Certains appartiennent à des communautés religieuses, d'autres à des corporations, d'autres au gouvernement. Il y a encore là matière à une enquête. Il faut créer de l'harmonie dans tout cela avant d'imposer un plan, et il convient d'étudier la question dans son ensemble pour donner satisfaction à tous.

Le seul moyen pour nous d'avoir un système d'hospitalisation qui nous convienne, c'est de connaître parfaitement tous les aspects du problème. Si mon collègue, le ministre de la Santé, se dit en mesure d'établir un système d'assurance-hospitalisation d'ici au mois de décembre au plus tard, c'est parce qu'un travail considérable a déjà été accompli pendant plusieurs mois sur un plan et qu'il possède lui-même une masse imposante d'informations qui serviront à la commission d'enquête. Mais il faut compléter ce travail. C'est l'objet de la commission. Et je m'étonne que l'opposition ait refusé d'approuver le principe du bill avant même d'en connaître les traits principaux.

Cette mesure de caractère hautement social ne sera pas la première du genre que la population devra à l'Union nationale. Le député de Saint-Maurice a parlé de sécurité sociale et il a demandé ce que nous avions fait en ce domaine. Je lui répondrai que le gouvernement le sait parfaitement. Il le sait d'autant mieux que toutes les lois de sécurité sociale dont nous bénéficions présentement dans le Québec sont l'œuvre de l'Union nationale, sans aucune exception. Quelques-unes remontent au premier régime de l'Union nationale, de 1936 à 1939, comme la pension aux personnes âgées et celle aux mères nécessiteuses, deux mesures que le régime Godbout a sabotées...

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre va trop loin dans sa réplique.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il est étrange de constater que des gens qui, en dehors de la Chambre, se montrent si braves, une fois rendus ici, ont peur de la réplique. Je suis prêt à soulever un débat sur n'importe quelle question et à donner à l'opposition tout le temps qu'elle voudra pour parler, à condition que j'obtienne d'elle le même traitement.

Depuis son retour au pouvoir, le gouvernement de l'Union nationale a payé à date \$300,000,000 au peuple du Québec pour la sécurité sociale en vertu des différentes lois qu'elle a fait voter. Si l'on y ajoute la contribution du pouvoir central, le montant versé dans la province en allocations sociales s'élève à \$595,000,000. Par contre, de 1939 à 1944, le gouvernement Godbout a supprimé des milliers de pensions de vieillesse et il a réduit à \$16.50 le maximum de la pension mensuelle.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre. Le premier ministre s'écarte du bill à l'étude.

Décisions de l'Orateur:

Sujet du débat en deuxième lecture

M. l'Orateur déclare que c'est le député de Saint-Maurice (M. Hamel) lui-même qui a parlé d'une façon générale de sécurité sociale et qu'il est ainsi loisible au premier ministre de lui répondre en suivant le cadre que l'honorable député a lui-même tracé. Il est en conséquence décidé de renvoyer le point d'ordre soulevé par le député de Saint-Maurice.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

(Pendant qu'on fait sonner les cloches annonçant le vote)

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je vous ferai remarquer, M. l'Orateur, qu'on en appelle toujours de vos décisions. C'est pour le crier plus tard sur les tribunes politiques.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'opposition libérale n'a jamais marché sur des menaces. Vous ne vous rappelez pas 1944, vous en appeliez alors de toutes les décisions de l'Orateur.

Des voix ministérielles: (Murmurant) "Plus une province se donne aux libéraux..."⁹

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Turcotte, 59.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit.

L'honorable M. Barrette (Joliette): En 1940, le gouvernement Godbout avait aussi réduit la pension des mères nécessiteuses de \$40 à \$26.50 par mois. À cette époque, la part du gouvernement provincial dans le paiement des pensions n'était que de 25 %. Voilà la collaboration d'un régime libéral pour la sécurité sociale. En 1959, le gouvernement de l'Union nationale a payé quelque \$19,907,000 à ces mères dans le besoin.

À toutes ces lois sociales que nous avons déjà données au Québec, nous voulons maintenant ajouter l'assurance-hospitalisation. C'est le toit qui couronnera l'édifice. Le moment est arrivé de donner un toit, un abri à tous les miséreux et les malades indigents. Nous pourrions dire alors avec encore plus de raison qu'aujourd'hui que nous possédons les lois sociales les plus complètes et les plus généreuses au pays.

Il est vrai que sous le gouvernement Godbout, en 1943, on a fait voter une loi qui concernait l'assurance-maladie. Mais à quelle fin pratique? Ce même gouvernement qui a institué la fréquentation obligatoire sans avoir à bâtir les écoles nécessaires voulait instituer l'assurance-hospitalisation sans nous donner les hôpitaux dont nous avons besoin. Avant d'établir l'assurance-hospitalisation, il fallait s'assurer que nos hôpitaux puissent accueillir les patients.

Il ne s'agit plus de cela aujourd'hui. Nous sommes allés au plus pressé en donnant les pensions

à ceux qui en avaient besoin. Depuis 1944, nous avons construit ou agrandi plus de cent hôpitaux. Grâce à l'Union nationale, nous en avons aujourd'hui des hôpitaux, dans toutes les régions. Voilà pourquoi nous considérons le temps venu maintenant d'avoir une loi d'assurance-hospitalisation. Nous allons rencontrer leurs représentants, et je suis convaincu que nous aurons des rapports définitifs assez tôt, pour être en mesure d'appliquer la loi avant la fin de l'année.

Le député de Saint-Maurice a dit que le gouvernement a fait preuve de léthargie. Cette affirmation est ridicule après tout ce qui été accompli.

Le député de Saint-Maurice dit que c'est une année d'élections? Il dit cela de toutes nos lois. Et il aura l'occasion de le dire encore très souvent avant la fin de la session. Car plus la session va se prolonger, plus nous allons pouvoir présenter de bonnes lois. Je vous le dis confidentiellement, M. l'Orateur, il y en a plusieurs qui s'en viennent concernant l'agriculture. On dira encore que c'est une année d'élections. Les élections semblent hanter l'opposition.

Mais je puis affirmer, moi, que le Parti libéral va encore rester dans l'opposition. Nous ne pensons pas aux élections, nous. Eux, ils y pensent tout le temps. Ils en ont la hantise. C'est un fantôme pour eux. C'est une frayeur qui les suit partout. Il n'y a pas eu d'élections tous les ans, mais tous les ans nous avons apporté des avantages nouveaux, amélioré nos lois de sécurité sociale. Pour nous, c'est l'intérêt de la population qui compte, pendant qu'eux, de l'autre côté, pensent aux élections.

Nous continuerons de travailler pour la population laissant l'opposition à sa stratégie de fouiller les vieux journaux pour voir ce que les députés qui ont précédé les députés actuels pensaient il y a 15 ou 20 ans. Le député de Saint-Maurice peut déterrer les vieux journaux pour en sortir toutes sortes de considérations qui ne s'appliquent pas aujourd'hui. Ces lectures prennent du temps. Et c'est ce qui compte pour lui. Il appelle cela de la stratégie. Quand nous lui reprochons de faire perdre le temps de la Chambre, il répond que ce n'est pas au gouvernement d'indiquer à l'opposition la meilleure stratégie à suivre. Il a parlé longuement des autres provinces, pour dire qu'elles sont heureuses de leurs lois. Ça prouve quoi? Qu'en dehors du Québec, les députés, les fonctionnaires ne critiquent pas leur province et leur gouvernement.

Je regrette que l'opposition n'ait pas compris la portée de cette mesure, sa nécessité absolue. Ce n'est pas une sinécure que nous allons donner aux membres de la commission. Le 1^{er} décembre au plus tard, ils devront faire rapport. Et une chose est certaine, c'est que la commission sera formée et que

la province de Québec aura bientôt son système d'assurance-hospitalisation.

(Applaudissements à droite)

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Il ne fait pas de doute que l'assurance-hospitalisation doit être donnée à la population de la province de Québec. Il rappelle qu'il a lui-même demandé déjà à diverses reprises l'instauration d'un système d'assurance-hospitalisation. D'autres représentants éminents de la profession médicale l'ont fait, dit-il. Mais tous ces gens ne réclament pas une commission, ils réclament l'assurance-hospitalisation.

On a le droit de trouver un peu étrange de voir le gouvernement parler aujourd'hui de l'urgence de créer la commission d'enquête alors que depuis 17 ans cette question est agitée publiquement. Le 26 juin dernier, devant le comité des hôpitaux, le ministre actuel de la Santé (l'honorable M. Leclerc) déclarait que rien ne pressait de suivre la mode de l'assurance-hospitalisation.

Et d'ailleurs, il est assez curieux d'entendre le premier ministre dire que cette commission devrait s'enquérir, par exemple, du coût des lits dans les hôpitaux. Il existe depuis des années une commission d'enquête sur les problèmes de l'hospitalisation qui a déjà coûté plus de \$120,000 à la province. Cette commission a dû sûrement établir des chiffres à ce sujet.

Il ne fait pas de doute que l'assurance-hospitalisation est nécessaire. Ce que nous disons, c'est que le gouvernement est en retard dans ce domaine. Et comment peut-il dire qu'il a besoin d'une autre commission d'enquête, quand l'actuel ministre de la Santé pouvait déclarer en juin dernier qu'on avait étudié les systèmes des autres provinces et que le Québec savait où il allait? L'aspect constitutionnel n'a pas besoin non plus d'être étudié. C'est feu M. Sauvé qui affirmait, il n'y a pas si longtemps, qu'aucun principe constitutionnel ne s'oppose à l'établissement d'un tel plan dans notre province.

Il (M. Couturier) relève ce qu'il appelle une contradiction flagrante entre une déclaration de feu M. Sauvé et une réponse écrite donnée par le ministre de la Santé à une question inscrite au *Feuilleton*. Le 25 novembre dernier, dit-il, M. Sauvé disait que le ministre de la Santé avait envoyé des enquêteurs dans d'autres provinces et qu'ils étaient revenus en louant la sagesse du Québec de ne pas s'être embarqué plus tôt dans cette entreprise.

Le ministre de la Santé, dans sa réponse à la question au *Feuilleton*, a nié que de tels enquêteurs soient allés dans d'autres provinces¹⁰. Qui a raison? Qui dit la vérité? Les réponses se font encore attendre.

Il entreprend de citer le témoignage d'un Dr Poirier de Joliette sur la façon peu orthodoxe dont notre foi de l'assistance publique est appliquée...

Un ou des députés font remarquer au député de Rivière-du-Loup (M. Couturier) que l'heure de l'ajournement est arrivée.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 173 modifiant la charte de la ville de Rosemère, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en biffant le deuxième paragraphe commençant par les mots:

"Attendu qu'il est nécessaire et dans l'intérêt des résidents de la ville de Rosemère".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 210 modifiant la charte de la cité de Longueuil, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 5 comme article 6:

"6. L'article 7 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 85, modifiant la charte de la cité de Longueuil, est abrogé."

L'article 6 devient article 7.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 245 modifiant la charte de la cité des Sept-Îles, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 4 est biffé, et les articles 5 et 6 deviennent respectivement articles 4 et 5.

Projets de loi:

Charte de Rosemère

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 173 modifiant la charte de la ville de Rosemère.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Longueuil

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 210 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sept-Îles

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 245 modifiant la charte de la cité des Sept-Îles.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. William Henry Beveridge (1879-1963), économiste et administrateur britannique. Il est surtout connu par son plan de réformes des assurances sociales britanniques. Selon lui, tout en préservant les libertés fondamentales, l'État a pour rôle de lutter contre la misère, le chômage et la maladie.

2. Brian Brooke Claxton (1898-1960), député libéral de Saint-Laurent-Saint-George à la Chambre des communes de 1940 à 1954. Il fut notamment ministre de la Santé et du Bien-être social et ministre de la Défense dans les cabinets Mackenzie King et Saint-Laurent.

3. Chiffres du *Soleil* du 13 février, à la page 16. *Le Droit* du même jour, à la page 15, mentionne plutôt \$75,000,000.

4. Cette affirmation était écrite dans le discours du trône, lu le 18 novembre 1959.

5. L'honorable M. Leclerc est ministre de la Santé depuis novembre 1958. Avant lui, le ministre de ce département était Albiny Paquette, devenu depuis conseiller législatif de la division de Rougemont.

6. *Le Soleil* du 13 février 1960, à la page 16, écrit plutôt "\$60,000,000" mais nous avons préféré conserver la version de *La Presse* du même jour, à la page 1, qui est plus conforme aux chiffres que M. Hamel avait cités précédemment.

7. *L'Action catholique* du 13 février 1960, à la page 20, rapporte que devant les journalistes, après la séance, l'honorable M. Barrette a signalé qu'une session spéciale doit être tenue en septembre pour décider du mode d'administration de la ville de Montréal. "Si à ce moment-là nous possédons le rapport de la commission, a-t-il ajouté, nous pourrions profiter de la session d'urgence pour établir l'assurance-hospitalisation."

8. *Le Montréal-Matin* du 13 février 1960, à la page 5, précise que M. Hamel a parlé pendant une heure.

9. Ces mots font référence à une affirmation que M. Hamel avait faite alors qu'il était député du Bloc populaire à la Chambre des communes (1945-1949): "Plus on se donne aux libéraux, plus on s'appauvrit". Les députés de l'Union nationale ne ratent jamais une occasion de les lui rappeler.

10. L'honorable M. Leclerc a répondu à cette question lors de la séance du 20 janvier 1960.

Séance du lundi 15 février 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Corporation
de Montréal Métropolitain**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal Métropolitain.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Les articles 1 à 32 sont adoptés.

M. le président: Le comité étudie l'article 33, qui se lit comme suit:

"33. L'article 3 de la loi 19 George V, chapitre 103, tel qu'amendé, est modifié en abrogeant le paragraphe 16¹."

L'article est retiré, et en conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Les articles 33 à 40 et le préambule sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 170 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Assurance-hospitalisation

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc) est absent. En la circonstance, il serait difficile de poursuivre, pour le moment, l'étude du bill autorisant le gouvernement à créer un comité d'étude sur l'assurance-hospitalisation².

**Loi
électorale**

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 53 modifiant la loi électorale de Québec.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose que l'étude de ce bill soit ajournée parce que le chef de l'opposition (M. Lapalme) est absent pour des raisons de santé³.

Adopté.

Subsides:

**Budget des dépenses
1960-1961**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"La Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, est d'avis que le gouvernement doit alléger le fardeau des impôts, notamment en décrétant l'abolition de la taxe de vente sur certaines commodités, tels l'huile à chauffage et les médicaments brevetés."

Certaines taxes qui sont imposées sur des nécessités de la vie, comme l'huile à chauffage et les médicaments, affectent tous les citoyens, mais plus particulièrement les familles à revenus modiques. J'admets qu'il est normal et essentiel pour le gouvernement d'imposer certaines taxes afin de disposer des fonds nécessaires pour administrer la province. Mais je crois qu'il est anormal et injuste que ces taxes frappent des produits aussi essentiels à la vie que l'huile à chauffage et les médicaments, que l'on ne peut certainement pas considérer comme étant des articles de luxe en notre pays.

À ce sujet, on me permettra de rappeler que le gouvernement actuel, par la voix de son chef d'alors, feu M. Duplessis, s'engageait solennellement à abolir la taxe de vente.

Qu'il me suffise de rappeler les promesses formelles qui ont été faites par M. Duplessis, et reprises par tous ses lieutenants, en particulier par le premier ministre actuel. Le 7 mai 1943, il disait, et je cite: "Nous vous soumettons que la taxe de vente est nuisible aux intérêts de la province, préjudiciable aux familles nombreuses et qu'elle devrait être abolie. Le 15 avril 1944, il revenait à la charge en disant: "Cette taxe disparaîtra parce qu'il s'agit d'une taxe inique qui est surtout lourde pour les petits, les pauvres, les déshérités de fortune et la famille nombreuse."

Eh bien! Le gouvernement actuel est au pouvoir depuis déjà plus de 16 ans, et cependant, la taxe de vente n'a pas encore été abolie. Non seulement la taxe n'a pas été abolie, mais le gouvernement actuel a permis qu'elle soit augmentée de 2 % qu'elle était en 1944, à 5 % et même 6 % dans certaines villes de la province. Il a taxé de plus des produits de consommation comme la gasoline et les cigarettes. La taxe de vente, qui ne rapportait que \$20,000,000 en 1944, s'élève maintenant à plus de \$80,000,000.

Aussi, si on considère les nouvelles taxes imposées par le régime de l'Union nationale, et surtout si on considère le budget record de la province, plus de \$600,000,000, dont la plus grande partie provient de taxes qui affectent le peuple de la province, c'est avec raison qu'on peut dire que le gouvernement de l'Union nationale passera dans l'histoire de la province pour avoir été le plus "taxeux" depuis la Confédération.

C'est sans doute en songeant à son régime que le chef fondateur de l'Union nationale déclarait en juillet 1959, à Montréal, en remettant un octroi à un hôpital: "Qu'est-ce qu'un gouvernement sinon un fabricant de taxes." En réclamant l'abolition de la taxe de vente sur l'huile à chauffage et sur les

médicaments, j'ai conscience de me faire non seulement l'interprète de mes électeurs du comté de Saint-Henri, mais aussi de toute la province.

Ici, je voudrais rappeler les nombreux mémoires qui furent présentés au gouvernement actuel par de nombreux organismes, comme les Chambres de commerce, les Unions ouvrières, etc., etc. Dans son mémoire de décembre 1956, la Chambre de Montréal disait ceci: "La Chambre de Commerce du district de Montréal, tout en reconnaissant les difficultés qui se présentent dans l'administration par le gouvernement provincial de sa loi relative à la taxe de vente et de celles des municipalités et des commissions scolaires, croit cependant qu'on devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour faire disparaître les distinctions trop catégoriques et arbitraires dans l'application des exemptions."

On me permettra d'ouvrir une parenthèse ici pour dire que la Chambre faisait sans doute allusion aux nombreuses compagnies millionnaires qui jouissent d'exemptions de taxes de toutes sortes. Je continue à citer le mémoire de la Chambre de Commerce: "Pour éviter la distinction artificielle qui existe entre les différents remèdes, selon qu'ils sont prescrits par le médecin par écrit ou oralement, ou encore conseillés par les unités sanitaires et les gardes-malades, ou encore tout simplement connus et demandés, d'exempter tous les remèdes sans distinction."

Et le mémoire ajoute: "Pour éviter de pénaliser, sans raison évidente, les personnes qui se chauffent à l'huile et au gaz au lieu de se servir de charbon de bois, étant donné surtout que le charbon, pas plus que l'huile et le gaz, n'est un produit du Québec, que le bois ne convient plus très bien aux exigences des systèmes de chauffage employés dans la majorité des cas, les locataires particulièrement n'ont pas le choix entre l'huile, le gaz ou tout autre combustible, d'exempter tous les combustibles employés pour le chauffage."

Je crois sincèrement que le moment est venu, chez nous, de faire disparaître cette injustice sociale qu'est la taxe provinciale sur l'huile à chauffage et sur les médicaments. Je comprends qu'il est maintenant presque impossible d'abolir complètement la taxe de vente provinciale de 5 % et 6 %, mais je crois que c'est possible sur l'huile à chauffage et les médicaments sans affecter les revenus de la province.

C'est tout simplement une mesure de justice sociale envers les familles nombreuses et à revenus modiques que nous réclamons depuis de nombreuses

années, et si le gouvernement actuel persiste à refuser de se rendre à la demande générale qui lui est faite par tous les milieux de la province, et bien, il appartiendra alors au parti que j'ai l'honneur de représenter d'abolir, dès la prochaine session, la taxe provinciale sur l'huile à chauffage et sur les médicaments.

Il (M. Lalonde) termine en présentant le vœu que la Chambre approuve le principe qu'il vient d'énoncer.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je soulève un point d'ordre et de règlement. Le député demande l'abolition partielle d'une taxe imposée par son propre parti. Cette motion est contraire aux dispositions des articles 285 et 155 du Règlement, en critiquant une loi sans en demander le rappel, et en recommandant la remise d'une somme due à la couronne, sans être au préalable recommandée par le lieutenant-gouverneur. Seul un ministre de la couronne aurait pu présenter un amendement de ce genre. L'amendement est donc irrégulier.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'y a rien qui interdit à la Chambre de donner son avis sur certains problèmes particuliers. C'est tout ce que l'amendement demande. Si la Chambre agréée l'amendement et que le gouvernement décide d'abolir la taxe, il appartiendra à un ministre d'en faire évidemment la production.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Exprimer un avis n'entraîne aucune dépense des deniers publics. Un cas à peu près semblable s'est présenté déjà aux Communes, comme en fait foi le *Hansard* du 10 février 1959. L'Orateur des Communes a jugé qu'un amendement de cette nature, qui ne force pas le gouvernement à réduire une taxe, est parfaitement dans l'ordre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): La façon de se défendre de l'opposition est assez curieuse. On dit que nous allons adopter une motion et que tout restera lettre morte. Ce n'est pas sérieux. On veut rappeler en particulier une loi votée par les libéraux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre discute du mérite de l'amendement non du point d'ordre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est tout ce que j'ai à dire.

Décisions de l'Orateur:

Critique d'une loi par une motion à incidence financière, sans en demander l'abrogation

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que si la motion ne change rien, comme l'a dit l'honorable député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), elle est inutile. On réfère, d'autre part, à ce qui s'est passé à Ottawa. Il faudrait, pour se prononcer là-dessus, bien posséder le contexte de la discussion et, de plus, comparer nos règlements respectifs à ce sujet. On dit qu'il ne s'agit pour la Chambre que d'exprimer un avis, mais le texte dit plus que ça; il dit que le gouvernement doit alléger le fardeau des impôts. C'est alors une question de finance qui ne peut être soulevée par un député. La motion a pour effet d'attaquer ou de critiquer une loi sans en demander le rappel, ce que le paragraphe 10 de l'article 285 du Règlement interdit de faire.

Après avoir donné lecture de l'article 155 du Règlement, il est statué que l'amendement proposé vient aussi à l'encontre de cet article qui exige la recommandation préalable du lieutenant-gouverneur à une motion qui a pour effet de faire disparaître une taxe existante et d'ainsi de diminuer le revenu de la province.

Pour ces deux raisons, il est décidé de maintenir le point d'ordre soulevé par l'honorable ministre de la Voirie (M. Talbot), et il est déclaré que la motion du député de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde) est irrégulière et hors d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Bourque, Chalifour, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Samson, Talbot, Turcotte, Vachon, 40.

Contre: MM. Brown, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Parent, Turpin, 8.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Brown), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"La Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'opportunité d'alléger le fardeau des impôts, notamment en décrétant l'abolition de la taxe de vente sur certaines commodités, tels l'huile à chauffage et les médicaments brevetés."

De cette façon, il n'y aurait sûrement aucune dépense impliquée.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le nouvel amendement est aussi hors d'ordre que le premier. Il est de nature à affecter la structure financière de la province.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): L'Orateur a rejeté le premier amendement pour cette raison, mais je ne crois pas que le deuxième puisse être interprété de la sorte. En demandant au gouvernement simplement d'étudier cette possibilité, il ne touche aucunement à la structure financière de la province.

M. l'Orateur: Le deuxième amendement est aussi irrégulier pour les mêmes motifs que ceux mentionnés précédemment. L'article 285 du Règlement établit que l'on ne peut critiquer une loi sans en demander le rappel.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise⁴.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Bourque, Chalifour, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Samson, Talbot, Turcotte, Vachon, 40.

Contre: MM. Brown, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Parent, Turpin, 8⁵.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961⁶.

M. Parent (Hull) demande au ministre de l'Industrie et Commerce (M. Beaulieu) où en est le travail relativement à l'inventaire des ressources naturelles de la province.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le travail est terminé, le document est à l'impression.

M. Parent (Hull): Nous devrions attacher plus d'importance au développement de la province, à sa mise en valeur. Il y a un département exclusivement consacré à cette fin en Ontario, le ministère du Développement et de la Planification. Ne devrions-nous pas, dans le Québec, instituer au moins un service qui s'occuperait de l'orientation économique, qui verrait par exemple à décentraliser l'industrie et à la mieux répartir suivant les ressources et les besoins de chaque région?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Mais l'Ontario n'a pas de ministère de l'Industrie et du Commerce. Si le nom diffère, les fonctions sont substantiellement les mêmes.

M. Parent (Hull): Les gens déplorent en certains milieux, l'absence d'une politique économique sûre dans le Québec. Il (M. Parent) affirme partager cette opinion.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Nous avons retenu les services de six économistes de grande réputation des différentes universités pour

faire un inventaire de la province. Nous leur avons demandé de nous renseigner sur les perspectives économiques de la province pour les 25 prochaines années. Ce travail de grande envergure se fait sous la direction de M. André Raynault directeur du département de l'économie à l'Université de Montréal. Les conclusions des spécialistes qui ont participé à cette étude seront prêtes dans deux mois environ.

Le volumineux rapport de ces économistes qui, pour le Québec, présente de fortes similitudes avec le *Rapport Gordon*⁷ pour tout le Canada, orientera très certainement l'avenir de la province. Il nous permettra de voir où nous allons. Il est donc faux de prétendre que la province n'a pas de planification et que personne ne sait où le Québec va.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a décidément trop d'enquêtes faites par le gouvernement. Quelle différence y aura-t-il entre ce rapport et celui qui vient d'être publié par les soins du ministère du Travail?

L'honorable M. Barrette (Joliette): La différence est notable. Le rapport que nous avons publié est le résultat d'une enquête sur la relation qu'il y a entre le niveau de vie de la population et l'essor industriel du Québec au cours des 15 dernières années. En sommes, nous avons voulu montrer les conséquences de notre développement sur le bien-être de la population. Il s'agit surtout dans ce cas d'une compilation statistique.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): L'enquête porte sur l'avenir économique de la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'enquête relative à la compilation des statistiques n'est qu'un instrument de propagande.

M. Parent (Hull): Tout le monde est d'accord pour dire qu'il y a absence de planification dans la province.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le député pourrait-il dire ce qui nous manque dans ce domaine? Nous avons fait des recherches dans tous les secteurs de notre économie. Nous avons consulté les plus grands experts. Il arrive sans doute que des économistes fassent des déclarations pessimistes à ce sujet. Nous leur demandons leurs suggestions et ils n'ont rien à nous répondre. Pour la plupart, ce sont

des économistes en pantoufles qui n'ont jamais rien organisé.

M. Parent (Hull): Je répète qu'il n'y a pas de planification.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Ceux qui nous reprochent de ne pas faire de planification sont des gens qui ne nous demandent jamais de renseignements. Nous possédons au ministère des dossiers complets sur toutes les régions de la province. À un ou deux jours d'avis, nous pouvons donner toutes les informations dont peut avoir besoin une industrie désireuse de s'établir dans le Québec. Le ministère de l'Industrie et du Commerce peut diriger les industries vers les secteurs qui leur conviennent le mieux, suivant la nature du sol, les conditions de transport, l'état de la production et des marchés, les matières premières et les sources d'énergie dont elle peut disposer, l'effectif et la qualité de la main-d'œuvre, etc. C'est le fruit du travail de notre service de recherches.

Le gouvernement est même en mesure de fournir des renseignements aux industriels des autres pays. Nous avons un service d'information non seulement au Canada, mais à l'étranger. Par nos agences à l'étranger, par le Board of Trade de Londres avec qui nous sommes en relations constantes, par M. Jean Désy⁸ qui surveille la situation pour nous en ce qui concerne la France depuis qu'il n'est plus ambassadeur, nous pouvons aussi communiquer des informations aux sociétés européennes qui songent à s'établir dans le Québec et les mettre au courant des perspectives d'exportation. En outre, le gouvernement maintient une agence à New York⁹. Je puis affirmer que nous sommes peut-être la province qui possède le plus de renseignements sur n'importe quel sujet à mettre à la disposition des étrangers et des gens de chez nous en matière d'industrie et de commerce.

M. Parent (Hull): Nous ne devons pas nous limiter à ce que les industries viennent, mais faire des efforts pour aller les chercher.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le travail que terminent nos économistes nous permettra précisément de voir où nous allons. En 1937, nous avons reçu 267 industries nouvelles, en 1958, 358 et le nombre dépassera 300 en 1959¹⁰. Il a fallu faire du travail de recherche et ne pas nous limiter à accueillir celles qui s'offraient pour atteindre de pareils résultats.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne suis pas étonné d'entendre le ministre dire que la province se développe à pas de géant et que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Je demande au ministre de cesser de se servir de l'industrie à des fins électorales.

M. Duplessis avait annoncé à plusieurs reprises qu'une importante industrie s'établirait à Trois-Rivières. Il y avait des élections en cours dans cette ville. Quand le scrutin fut terminé, on apprit que l'industrie en question n'irait pas à Trois-Rivières.

Si c'est vrai que la province de Québec avance à pas de géant, pourquoi le pourcentage de sa production industrielle proportionnellement à celle de l'ensemble du pays a diminué de 29 % en 1943 à 26 % en 1959? Autrefois, notre production atteignait un pourcentage de 30 %...

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!¹¹

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): La découverte et l'exploitation de vastes puits d'huile dans l'Ouest canadien ont une influence sur les pourcentages de la production, et l'addition d'une dixième province à la Confédération canadienne a modifié le chiffre de la population sur lequel est basé le calcul de la production.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit qu'il ne nie pas les progrès de la province de Québec, mais il affirme qu'elle n'a pas suivi l'élan de la majorité des autres provinces. L'Ontario, par exemple, avait un pourcentage de 40.31 % en 1943 et il était monté à 41.91 % en 1959. Le principal devoir du gouvernement est d'organiser notre économie de façon à assurer un gagne-pain aux 50,000 à 75,000 jeunes gens qui entrent sur le marché du travail chaque année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions industrie et commerce (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Parent (Hull) demande au ministre de l'Industrie et du Commerce si on favorise les syndicats industriels dans les 10 sections économiques de la province de Québec.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) répond dans l'affirmative. Les grands centres, dit-il,

ont des commissaires industriels pour s'occuper de ces questions, et le ministère de l'Industrie et du Commerce aide partout où c'est nécessaire.

M. Lafrance (Richmond): Quelles sont les conditions pour obtenir les subventions d'aide à la petite industrie?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): En principe, une industrie qui réclame cette assistance doit fonctionner depuis au moins six mois, employer cinq personnes et plus, et les propriétaires doivent avoir mis tous leurs biens dans l'entreprise. L'an dernier, 613 de ces industries ont été aidées dans la province et l'octroi moyen fut de \$692. Ces octrois ne sont donnés que lorsque le ministère est certain que l'industrie va survivre.

Un député de l'opposition pose des questions concernant l'assistance financière du ministère de l'Industrie et du Commerce aux chambres de commerce locales.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Quarante et une chambres ont reçu un octroi moyen de \$780 et 17 autres associations, une moyenne de \$900; \$50,900 ont été ainsi distribués à 58 chambres et associations qui ont reçu une moyenne de \$877.

M. Lafrance (Richmond) s'informe de ce qui s'est produit à Kingsey Falls où un comité de développement industriel a reçu un octroi de \$2,000.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): L'industrie aidée par ce comité de développement a été financée par les caisses populaires et le gouvernement a donné deux octrois, un de \$2,000 et un autre de \$2,500.

M. Lafrance (Richmond): Qui est propriétaire de l'industrie? Y a-t-il de hauts fonctionnaires du ministère de l'Industrie et du Commerce intéressés dans cette affaire?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) répond que la vie privée des fonctionnaires ne le regarde pas. C'est à la demande de Mgr l'évêque de Nicolet, dit-il, que le gouvernement est intervenu, après que les intéressés eurent mis une somme de \$600,000 dans cette affaire. À cause de cela, un octroi de \$4,500 n'est pas exagéré.

M. Lafrance (Richmond) revient sur sa question au sujet d'un haut fonctionnaire.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le député veut savoir si le sous-ministre est intéressé?

M. Lafrance (Richmond): Oui.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Dans ce cas, demandez-le donc directement. Le sous-ministre représente les caisses populaires à leur demande. Le sous-ministre n'a pas d'argent pour se lancer dans l'industrie.

Il (l'honorable M. Beaulieu) affirme que si cette industrie peut survivre, il n'hésiterait pas à donner un autre octroi de \$10,000.

M. Lafrance (Richmond) demande au ministre de l'Industrie et du Commerce s'il connaît les principaux actionnaires de cette société.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) répond dans la négative. Il dit que tout ce qu'il sait, c'est le nom de la société: Avidca Lumber.

M. Parent (Hull) pose des questions au ministre de l'Industrie et du Commerce.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) explique le processus suivi par le gouvernement dans l'octroi de subventions à l'industrie. L'enquête menée avant d'accorder la subvention est complète, dit-il. Chaque industrie doit répondre à un questionnaire et se soumettre à une inspection sur sa situation financière. Les possibilités de rendement de l'industrie donnée sont étudiées par un comptable et aussi par un ingénieur.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) suggère que toutes les subventions à une entreprise donnée soient faites par le même ministère. Il est étrange, par exemple, que le ministère de l'Agriculture accorde de son côté certaines subventions et que le ministère de l'Industrie, d'autre part, donne des octrois aux mêmes entreprises.

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'opposition prend un chiffre et un nom ici et là, dans les *Comptes publics*, pour poser des questions au ministre. Mais elle ne discute pas et ne critique pas. Comme il y a des centaines, des milliers de noms de ce genre, on voit où cela peut nous mener. C'est mon devoir d'attirer l'attention de la Chambre et du président du comité sur ce procédé bizarre et sur le fait que chaque heure de session coûte cher aux contribuables de la province.

M. Lafrance (Richmond): Nous n'avons pas de permission à demander au premier ministre. Il appartient à l'opposition d'étudier les crédits dans tous les détails.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre est drôle. Il arrive qu'il nous reproche de ne pas poser de questions. Aujourd'hui il trouve qu'on en pose trop.

M. Parent (Hull): Le ministre a dit que l'une des conditions mentionne que l'entreprise a tout mis son avoir en jeu. Comment peut-on savoir que les propriétaires d'entreprises ont mis tout leur avoir dans leur industrie lorsqu'il s'agit de sociétés incorporées?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) répond que son ministère s'intéresse surtout à la petite entreprise. C'est celle-là qu'il aide.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose certaines questions concernant l'entreprise Dulac, fabricant de patates chips, qui bénéficie d'une subvention de \$1,000. Pour quelles raisons, dit-il, le gouvernement aide particulièrement cette industrie, alors que la province compte plusieurs entreprises du genre?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Cette industrie doit faire face à une concurrence venant d'outre-frontière. C'est la seule qui nous a transmis une demande dans ce sens.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'industrie du sucre d'érable (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Brown (Brome) pose une question au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Beaulieu).

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le gouvernement paie un tiers du coût des seaux à sève. Autrefois, le gouvernement fédéral payait aussi un tiers. Le producteur de sucre d'érable n'avait donc qu'un tiers à payer. Ottawa a abandonné cette politique, mais la province continue de payer sa part. Les propriétaires d'érablières doivent donc maintenant payer les deux tiers du coût. La dépense totale faite par la province depuis le début s'élève à \$500,000. Ce qui implique que les cultivateurs ont

acquis un nouvel équipement d'une valeur de \$1,500,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office de l'artisanat et de la petite industrie (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues et frais de représentation (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

M. Hamel (Saint-Maurice) déclare que l'opposition n'est pas prête à procéder à l'étude des crédits du ministère des Travaux publics.

Nous avons deux bonnes raisons pour demander au gouvernement de retarder l'étude des crédits du ministère des Travaux publics. L'opposition n'a pas encore reçu de réponses aux questions inscrites au *Feuilleton* de la Chambre depuis le 10 décembre, questions qui se rapportent directement aux Travaux publics. De plus, l'expert de l'opposition en matière de travaux publics est malade. Qu'on nous permette au moins d'initier un autre député aux questions relatives à ce ministère. Il faudrait qu'un autre député de l'opposition prenne connaissance des dossiers du député de Québec-Ouest (M. Galipeault) relatifs au ministère des Travaux publics¹².

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous ne pouvons pas attendre le retour du député de

Québec-Ouest (M. Galipeault). Il a subi une grave intervention chirurgicale. Quant aux questions inscrites au *Feuilleton*, plusieurs ne sont que des répétitions aux demandes semblables faites l'année dernière.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous avons répondu au moins à 100 questions de l'opposition depuis le début de la session en cours.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cela ne change rien à notre devoir et droit de demander plus de détails. Si on est obligé de demander autant de questions, c'est que le gouvernement n'inspire plus de confiance...

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement a une mauvaise manière de demander ses crédits. Par exemple, pour tout le service civil, dans le département des Travaux publics, il n'y a qu'un montant, \$1,600,000, sans précision. Ce n'est pas une façon démocratique de procéder. À Ottawa et dans les autres provinces, on donne plus de détails et la liste des employés supérieurs, tout au moins.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre à l'encontre de cette façon de procéder et prétend qu'on doit s'en tenir exclusivement à l'item 1, "Service Civil"¹³. Ce sont les crédits de la province de Québec qu'on discute, Ottawa n'a rien à voir là-dedans.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) regrette que le gouvernement fasse tant de difficultés pour renseigner les députés. Il me semble, dit-il, qu'il y a moyen d'obtenir des détails d'un gouvernement qui demande des crédits aux députés.

L'honorable M. Barrette (Joliette) proteste contre la lenteur et les tactiques dilatoires de l'opposition. L'opposition laisse traîner les discussions sur des items moins importants dans l'unique but de gagner du temps et de faire obstruction au gouvernement. Vous verrez, on ne votera pas un seul item ce soir et, tout à l'heure, M. le président, ils en appelleront de votre décision.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il serait plus logique de donner des détails à la députation au lieu

de tenter d'obtenir des sommes considérables en bloc.

M. le président adopte le point de vue exprimé par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot). Le débat, dit-il, doit porter sur l'item numéro 1, et non pas sur la politique générale du département.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) en appelle de cette décision.

L'honorable M. Barrette (Joliette): On le savait!

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur l'item numéro 1, "Service civil" du budget du ministère des Travaux publics, on veut faire une discussion sur l'administration générale du ministère.

L'honorable ministre de la Voirie (M. Talbot) soulève un point d'ordre à l'encontre de cette façon de procéder et prétend qu'on doit s'en tenir exclusivement à l'item numéro 1, "Service Civil".

J'ai décidé que le point d'ordre est bien fondé, parce qu'en comité des subsides, le débat doit porter exclusivement sur l'article à l'étude (Note 2, sous l'article 381, paragraphe 1).

L'honorable député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Chalifour, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Riendeau, Rivard, Rochette, Ross, Roy, Samson, Talbot, Turcotte, Vachon, 44.

Contre: MM. Brown, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Parent, Turpin, 10.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

La résolution no 6 des crédits du ministère des Travaux publics, "Service civil", est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts: Entretien et construction de ponts semi-permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961¹⁴.

Et,

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de réfection de ponts occasionnés par le drainage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Et,

11. Qu'un crédit n'excédant pas seize millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Parent (Hull) suggère au chef du gouvernement de faire connaître l'attitude de Québec à Ottawa en marge du projet de la construction d'un nouveau pont pour relier les deux plus grandes provinces entre les villes d'Ottawa et de Hull. Aucune des autorités concernées en marge de ce projet n'ose prendre l'initiative de convoquer une conférence à ce sujet, dit-il. Il conviendrait que la province de Québec fasse au moins connaître ses intentions relatives à ce projet.

Le problème est d'actualité depuis 1955, soit depuis une réunion qui avait été convoquée dans la

capitale fédérale par l'honorable Robert Winters¹⁵, alors ministre des Travaux publics. À la suite des délibérations du 23 septembre 1955, il y a eu d'autres réunions, mais la province de Québec n'a pas participé à ces dernières. La construction du pont est urgente.

Les chambres de commerce l'ont souligné. J'ai fait parvenir à l'honorable premier ministre une lettre pour lui communiquer la copie d'une lettre adressée à Ottawa et demandant la convocation d'une nouvelle réunion. Je me demande si le premier ministre va faire part au gouvernement fédéral de l'intention des autorités provinciales de participer aux délibérations.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Avant que la province de Québec puisse prendre une décision au sujet de la construction du pont interprovincial, il faudrait d'abord s'entendre sur quelle sorte de pont sera construit et situer l'endroit exact où devra être édifié le pont. Ensuite il faudra faire des estimés. Aucun accord n'a encore été conclu entre les gouvernements fédéral et provinciaux concernés.

Une fois que nous nous serons entendus, et j'imagine que les villes de Hull et d'Ottawa tiendront probablement à être consultées sur le sujet, le Québec fera certainement sa part. Je n'ai aucune hésitation à dire que la construction de ce pont est urgente. Mais il me semble qu'il ne nous appartient pas à nous de désigner l'emplacement et que c'est Ottawa qui doit prendre l'initiative... Nous sommes prêts à collaborer.

M. Parent (Hull): Aucun des gouvernements concernés ne semble prêt à prendre cette initiative.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le gouvernement fédéral devrait emboîter le pas.

M. Parent (Hull): La question est importante et vitale pour Hull. À la réunion de 1955 à Ottawa, il a été suggéré de former un comité de toutes les parties intéressées...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Qui avait pris l'initiative de convoquer cette réunion?

M. Parent (Hull): L'honorable Winters... L'honorable Maurice Duplessis y avait assisté... Mais aux réunions suivantes, il avait jugé bon de ne pas se faire représenter.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Si le premier ministre a assisté à la première réunion,

c'était un geste montrant qu'il s'intéressait au problème. Mais si plus tard il n'a pas jugé bon d'assister aux autres réunions, c'est qu'il y avait des objections. L'opinion du Québec est aussi importante que celle de l'Ontario.

M. Parent (Hull): Je ne veux pas critiquer l'attitude de la province. Je veux seulement que l'on construise le pont.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le gouvernement de la province est prêt à collaborer à la condition de savoir où l'on construira et quel genre de pont ce sera. Si nous collaborons, nous paierons.

M. Parent (Hull): L'endroit est déjà choisi. Il est déterminé dans le plan Gréber¹⁶. Actuellement, personne ne veut prendre l'initiative de convoquer les intéressés, bien que le gouvernement de l'Ontario, le gouvernement de Québec et les chambres de commerce soient conscients de la nécessité du pont.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est au fédéral qu'il revient de prendre l'initiative.

M. Parent (Hull): Justement, le fédéral ne veut pas prendre cette initiative. Le premier ministre pourrait-il écrire à Ottawa?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il doit y avoir une réunion des ministres des Travaux publics à Ottawa. Ce sera peut-être le moment opportun d'aborder le problème.

M. Parent (Hull): Le premier ministre pourrait peut-être annoncer à Ottawa que le Québec est prêt à participer au projet, car l'on pense là-bas qu'il y a conflit.

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'honorable Paul Sauvé a écrit une lettre à l'honorable H. Green, lui disant que, s'il convoquait une réunion des ministres des Travaux publics à Ottawa, le ministre des Travaux publics de la province serait prêt à y aller dès qu'il irait mieux.

M. Parent (Hull) pose des questions au sujet des travaux exécutés par M. Julien Lacoste.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): M. Lacoste a fait des constructions et réparations de ponts à plusieurs endroits, pour un montant de \$215,435¹⁷.

M. Parent (Hull): Est-ce qu'il s'est servi de sa propre machinerie ou de celle du gouvernement?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): De sa propre machinerie.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) pose des questions au sujet des yachts et autres bateaux qui passent sous le nouveau pont de Saint-Jean et demande quelle décision a été prise au sujet des mâts.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Les plans du pont de Saint-Jean ont été soumis à Ottawa avant d'être acceptés définitivement. Quand les mâts sont trop longs, il faut les couper ou prendre des mesures pour qu'on puisse les baisser. Les conducteurs de bateaux privés n'ont aucune difficulté à baisser les mâts pour passer sous les ponts et à les remonter ensuite.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) pose des questions au sujet de ponts projetés ou en construction.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le gouvernement a reçu cette année des demandes pour la construction de ponts pour une somme de \$74,000,000. Il (l'honorable M. Bourque) donne une longue liste de ponts dans divers comtés de la province. Il mentionne un pont de \$38,000 dans Argenteuil, un pont de \$43,000 dans Bellechasse, un pont de \$627,000 dans Bonaventure, un pont de \$2,000,000 dans Châteauguay, un pont de \$385,000 dans Gatineau, un pont de \$281,000 dans Kamouraska, un pont de \$350,000 à Saint-Lambert de Lévis, etc.

Plus de \$3,000,000 seront dépensés dans la circonscription du Saint-Maurice au cours de 1960-1961 pour l'entretien et l'édification de ponts, à des endroits comme Saint-Maurice, Almaville, Saint-Barnabé, Ruisseau Norbert, Saint-Boniface, Saint-Gérard-des-Laurentides, Sainte-Flore. La construction d'un pont de \$2,500,000 débutera cette année à Shawinigan.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand vont commencer les travaux, étant donné qu'on a dit qu'ils débuteraient à la fin janvier?

Un député: Avant les élections!

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je ne saurais préciser. Les plans sont en préparation et ne sont pas complétés.

M. Lafrance (Richmond): Un pont a-t-il été construit à Beaupré, dans le comté de Montmorency?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Oui, sur la rivière Sainte-Anne. C'est un pont de 234 pieds de longueur. Il a coûté \$203,248.

M. Lafrance (Richmond): A-t-on construit un pont entre Danville et Richmond?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Oui, au coût de \$34,587.

M. Lafrance (Richmond): Qui l'a construit?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La compagnie Citadel Construction.

M. Lafrance (Richmond) demande au ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) si le département des Travaux publics a suivi la loi et demandé des soumissions pour la construction des ponts de la province.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) répond dans l'affirmative. Je vois, dit-il, dans la liste, à chaque pont, trois ou quatre soumissionnaires et c'est la plus basse soumission qui a été acceptée dans chaque cas.

M. Hamel (Saint-Maurice): La réponse du ministre n'est pas adéquate, car, l'an dernier, il y a eu des soumissions données par une même personne sous plusieurs noms différents.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre à l'effet que cette question des soumissions a été discutée avant les Fêtes et qu'on ne peut y revenir.

M. Lafrance (Richmond): L'opposition a droit de poser cette question quand le gouvernement demande une somme de \$16,000,000 pour des ponts¹⁸.

M. Hamel (Saint-Maurice) nie qu'il ait eu débat sur la question des contrats sans soumissions. Le fait a été mentionné dans le discours sur le budget du député de Québec-Ouest (M. Galipeault), dit-il, mais il n'y a pas eu de débat sur cette question.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le débat a duré pendant toute une séance et le premier ministre, M. Sauvé, avait alors averti l'opposition que

la Chambre ne reviendrait pas sur cette question. Il y a même eu un vote¹⁹.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): La décision dont parle le premier ministre, rapportée à la page 275 des *Procès-verbaux*, avait trait à un point d'ordre et ne touchait nullement la question des contrats.

M. Hamel (Saint-Maurice) abonde dans le même sens que le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde). Il est inconvenable, dit-il, que l'on interdise de discuter des contrats sans soumissions en se basant sur la décision alors rendue.

M. le président rend sa décision dans le sens du point d'ordre soulevé par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) et appuyé par l'honorable premier ministre. Il (M. Ross) affirme se baser sur une décision rendue par l'Orateur, le 3 février, sur une question posée par le chef de l'opposition demandant le montant dépensé en 1959 pour des travaux publics, sans qu'il ne soit demandé des soumissions publiques. Cette question fut alors rayée du *Feuilleton* parce que le premier ministre a fait alors valoir qu'il y avait eu un débat précédent sur cette question.

Un député de l'opposition en appelle de cette décision.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur l'item numéro 10 du budget du ministère des Travaux publics, on demande si des travaux publics ont été entrepris en conformité de l'article 8 de la loi concernant les travaux publics (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 148), qui stipule qu'il est du devoir du ministre de demander des soumissions par annonces publiques.

L'honorable ministre de la Voirie (M. Talbot) soulève un point d'ordre et allègue qu'il est interdit à tout député de se référer à un débat, qui a eu lieu pendant la session en cours, sur une question qui n'est pas alors en discussion.

Le 3 février 1960, par un vote de 55 à 13, la Chambre a adopté une motion de l'honorable premier ministre proposant qu'une question du député de Montréal-Outremont (M. Lapalme), portant précisément

sur ce sujet, soit rayée du *Feuilleton*, vu qu'il y avait déjà eu débat au cours de la présente session sur le sujet de cette question (*Procès-verbaux* de l'Assemblée législative de la province de Québec, page 419). J'ai donc décidé que j'étais lié par cette décision de la Chambre.

En conséquence, j'ai maintenu le point d'ordre.

L'honorable député de Saint-Maurice (M. Hamel) en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Bourque, Chalifour, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Riendeau, Rivard, Rochette, Ross, Roy, Samson, Talbot, Turcotte, Vachon, 42.

Contre: MM. Brown, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Parent, Turpin, 10.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité poursuit l'étude des items concernant la construction de ponts.

M. Brown (Brome) mentionne plusieurs ponts construits dans son comté par M. Robert A. Guay de Granby. Il demande si des soumissions ont été demandées et quels ont été les autres soumissionnaires.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) répond que certains de ces ponts remontent à 1956 et qu'il ne peut fournir tous les renseignements immédiatement. Dans chaque cas, dit-il, des soumissions ont toujours été demandées à au moins trois entrepreneurs compétents et solvables.

M. Brown (Brome) trouve étrange que M. Guay ait obtenu 19 contrats pour des ponts en l'espace de quelques années dans les comtés de Shefford et de Brome pour un montant qui dépasse les \$2,000,000²⁰.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Peut-être avait-il une meilleure organisation que les autres. Nous prenons toujours la plus basse soumission.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): À la suite des nombreux contrats obtenus par Robert Guay, ceux qui, dans plusieurs cas, n'ont pas eu de veine en soumissionnant contre lui, n'ont tout de même pas été si malchanceux dans l'ensemble.

Les derniers *Comptes publics* font voir, par exemple, que Baillargeon Construction a reçu des contrats pour \$310,000 durant l'année, Kelley Construction, pour \$333,000; Megantic Construction, pour \$299,000. En somme, les contrats ont été assez bien partagés.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le député voudrait laisser entendre que les contracteurs en question se sont arrangés pour se diviser les contrats. Il sait que c'est faux.

Un député de l'opposition: C'est exactement ce que nous voulons dire. Ce sont toujours les mêmes noms.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Nous prenons les entrepreneurs solvables.

M. Brown (Brome): Ce M. Guay doit être très chanceux en effet. Il semble certainement savoir comment soumissionner. À Sutton, un gros pont a été construit par-dessus un petit ruisseau à truites pas plus large que le fauteuil du président.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que des soumissions ont été demandées par la voie des journaux dans un cas particulier?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il n'y a pas eu d'appels d'offres publics par annonces dans les journaux, mais nous demandons toujours à au moins trois et quelquefois six entreprises solvables et bien équipées de soumissionner.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre a violé la loi...

M. le président dit qu'il a déjà rendu une décision stipulant que la question ne pouvait être discutée. De plus, dit-il, il est 11 heures.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 3 heures.

L'on étudiera alors le projet de loi relatif à l'établissement de la Commission d'enquête sur l'assurance-hospitalisation. Puis, celui de la Commission d'enquête sur le mode administratif de Montréal.

Par la suite, le gouvernement soumettra probablement son bill modifiant la loi électorale de la province.

M. l'Orateur prononce la motion d'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *La Presse* du 16 février 1960, à la page 39, souligne qu'on a tout simplement biffé cet article parce qu'il est devenu inutile depuis qu'il est contenu dans le bill 70, intitulé "loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain", que le gouvernement a fait adopter le 3 février 1960 pour permettre à la Corporation d'effectuer rapidement un emprunt sur le marché américain.

2. *Le Devoir* du 16 février 1960, à la page 3, mentionne que l'honorable M. Leclerc est arrivé peu

de temps après, mais que la Chambre s'était déjà formée en comité des subsides pour étudier les crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

3. *La Presse* du 16 février 1960, à la page 31, rapporte que M. Lapalme souffre d'une névrite. L'étude du bill 53 sera reprise le 18 février suivant.

4. En réalité, cette seconde motion n'est pas mise aux voix. *Le Soleil* du 16 février 1960, à la page 12, mentionne que, d'un commun accord, les députés ont accepté que le vote enregistré sur la première décision soit consigné aux *Procès-verbaux* de la Chambre comme valant pour ce deuxième amendement.

5. *La Presse* du 16 février 1960, à la page 18, souligne que le petit nombre de député (48 sur 93) s'explique par la tempête de neige de la fin de semaine qui a empêché plusieurs députés de se rendre à Québec. Selon ce journal, ce serait "le plus petit vote jamais enregistré depuis au moins une quinzaine d'années."

6. Le lecteur qui suit également le débat dans les *Journaux de l'Assemblée législative* remarquera que la chronologie de cette reconstitution est légèrement différente de celle qu'on retrouve dans cette source. Cette différence est due au fait que les *Journaux de l'Assemblée législative* rapportent séparément les votes de la Chambre et la liste des crédits adoptés au cours de la séance. Afin de respecter la trame des événements, nous avons donc inséré les décisions et les votes des pages 469 et 470 des *Journaux de l'Assemblée législative* aux bons endroits, dans l'étude des crédits auxquels ils se réfèrent.

7. Il s'agit du rapport de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, créée en 1955 et présidée par Walter L. Gordon. Ce rapport fut déposé en 1957.

8. Jean Désy (1893-1960), diplomate canadien-français, fut successivement ambassadeur au Brésil, en Italie et en France.

9. Le 28 janvier dernier, lors du commencement de l'étude du crédit du ministère de l'Industrie et du Commerce, le premier ministre avait annoncé la décision du gouvernement d'établir d'autres agences en Europe, notamment à Paris et à Londres.

10. Le *Montréal-Matin* du 16 février 1960, à la page 5, est certainement dans l'erreur lorsqu'il

rapporte: "En 1959, 267 nouvelles industries se sont établies dans les provinces; en 1959, il y en a eu 358 et leur nombre dépassera 300 en 1960."

11. *Le Soleil* du 16 février 1960, à la page 3, mentionne que l'intervention de M. Hamel fut interrompue de nombreux points d'ordre.

12. *L'Action catholique* du 16 février 1960, à la page 3, explique que M. Galipeault est gravement malade et hospitalisé à l'Institut neurologique. Ironie du sort, le ministre des Travaux publics, M. Lorrain, est également malade depuis quelques semaines, si bien que les deux députés connaissant le dossier des Travaux publics sont absents de la Chambre. *Le Soleil* du 16 février 1960, à la page 12, souligne que du côté ministériel, c'est l'honorable M. Bourque qui a remplacé le ministre des Travaux publics (M. Lorrain), assisté du sous-ministre du département, M. Laberge et du secrétaire de M. Lorrain, M. Alphonse Drolet.

13. M. Talbot fait référence au premier item des crédits du département des Travaux publics, qui correspond au sixième item étudié lors de cette séance, les cinq premiers étant des items du ministère de l'Industrie et du Commerce.

14. Tous les articles concernant les ponts étant regroupés dans les *Comptes publics de la province de Québec 1958-1959*, à la page 430, la Chambre étudie donc simultanément les articles 4, 7 et 10 des Travaux publics.

15. Robert Henry Winters (1910-1969), ministre (libéral) fédéral des Travaux publics de 1953 à 1957.

16. Jacques Gréber (1882-1962), architecte et urbaniste français.

17. *L'Action catholique* du 16 février 1960, à la page 8, rapporte plutôt le montant "\$215,135", mais nous avons préféré inscrire le montant contenu dans les *Comptes publics 1958-1959*, en page 432.

18. Chiffre du *Soleil* du 16 février 1960, à la page 12. *L'Action catholique* du même jour, à la page 8, écrit plutôt "\$18,000,000". Les *Comptes publics* de 1961 rapportent une demande de crédit de \$16,000,000 pour la construction de ponts permanents.

19. Cette question a effectivement été soulevée par M. Galipeault lors de la séance du 17 décembre

1959. Elle fut alors l'objet d'une longue discussion truffée de rappels à l'ordre.

20. Il s'agit du chiffre de *L'Action catholique* du 16 février 1960, à la page 8. *The Montreal Daily Star* du 16 février 1960, à la page 5, écrit plutôt "pour un coût total d'environ \$2,500,000".

Séance du mardi 16 février 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 166 concernant la ville de Boucherville.

Votre comité fait rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 225 modifiant la charte de la corporation interurbaine de l'Île-Jésus.

Questions et réponses:

Réponses aux questions de l'opposition

M. Hamel (Saint-Maurice): Je regrette d'avoir à revenir à la charge pour souligner le retard du gouvernement à répondre aux questions des députés et à répondre aux demandes de production de documents¹.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je soulève un point d'ordre. Le mercredi, c'est la journée des députés et c'est ce jour-là que je produirai les documents qui seront prêts.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas un point d'ordre et je continue. Nous avons commencé hier l'étude des crédits du ministère des Travaux publics et au *Feuilleton* des questions et motions, il y en a sept ou huit qui n'ont pas encore été prises en considération, dont quelques-unes depuis le mois de décembre. Nous avons besoin de ces informations. Nous avons demandé de suspendre cette étude...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il ne sera pas question de travaux publics cet après-midi.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est encore pire, nous avons commencé cette étude hier. Le premier ministre peut peut-être nous donner l'assurance qu'il ne nous imposera pas de reprendre l'étude des crédits des Travaux publics avant d'avoir répondu à nos questions qui sont au *Feuilleton* depuis plusieurs semaines?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Non.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le public appréciera la réponse du premier ministre.

Projets de loi:

Boucherville

M. Gagné (Richelieu) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 166 concernant la ville de Boucherville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 166 sans l'amender.

M. Gagné (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Enregistrement des véhicules automobiles et Code de la route

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 63 concernant l'enregistrement des véhicules automobiles et la réglementation de la circulation routière.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le nouveau code de la route sera soumis au comité des bills publics, afin que chaque groupe intéressé puisse venir faire les représentations qu'il voudra sur les amendements que l'on se propose de faire à la loi des véhicules automobiles et aux règlements de la circulation sur les routes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Assurance-hospitalisation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 12 février courant, sur la motion du représentant de Charlevoix (l'honorable M. Leclerc) proposant que le bill 66 concernant l'assurance-hospitalisation soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): L'Union nationale n'a pas raison de dire qu'il n'y avait pas d'hôpitaux à l'époque des libéraux. Il y en avait sept à Québec, un grand nombre à Montréal, d'autres à Sherbrooke, à Trois-Rivières et un peu partout dans la province. Ils suffisaient aux besoins de la population de cette époque-là. Le gouvernement actuel a dû les agrandir uniquement parce que la population a augmenté dans le Québec.

On nous reproche de nous servir abondamment de citations tirées de journaux. Nous devons le faire parce que nous n'avons pas du gouvernement les informations auxquelles nous avons droit...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous sommes actuellement en deuxième lecture, c'est-à-dire sur le principe du bill. Il n'est pas question de savoir si oui ou non les députés lisent des extraits de journaux...

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Ce n'est pas un point d'ordre mais un point de désordre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je proteste contre cette farce plate que le député a déjà faite plus d'une fois déjà.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le député dit simplement pourquoi nous citons des journaux. Le premier ministre lui-même...

L'honorable M. Barrette (Joliette): On n'a pas le droit de revenir sur un débat antérieur.

M. l'Orateur: J'inviterais le député à s'en tenir à la question, c'est-à-dire à la deuxième lecture du bill.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Le gouvernement prétend qu'il ne peut accorder immédiatement l'assurance-hospitalisation, car chez nous les hôpitaux ne sont pas dirigés comme ailleurs, plusieurs étant dirigés par des communautés religieuses. Mais c'est exactement la même chose dans les autres

provinces. Dans notre pays, il n'y a que 35 % des hôpitaux qui sont dirigés par des communautés religieuses. On a affirmé que le seul moyen de venir en aide aux hôpitaux, de combler leurs déficits, c'est d'accorder l'assurance-hospitalisation. La population ne veut pas d'une commission d'étude. Ce qu'elle veut, c'est l'assurance-hospitalisation.

M. Brown (Brome): Chaque jour qui passe aggrave les difficultés des classes laborieuses qui ont besoin d'assurance-hospitalisation, parce que les frais hospitaliers sont trop élevés. Il cite son propre cas alors qu'un séjour à l'hôpital lui a coûté \$1,200. Nous nous saignons à blanc pour payer nos comptes d'hôpitaux et il nous faut de plus, par nos taxes, payer pour l'assurance-hospitalisation dans les autres provinces.

La création d'une commission n'est pas de nature à nous donner confiance. Une commission gouvernementale a été formée en 1954 pour étudier le problème de l'hospitalisation, et les membres de cette commission retirent un salaire depuis quatre ans sans résultats apparents. Rien ne garantit à la province qu'après le rapport de la commission proposée, le gouvernement établira l'assurance-hospitalisation dans un délai donné, deux ou trois mois par exemple. Pourtant, cela presse d'établir un plan, afin de protéger ceux qui ont un petit capital amassé pour leur vieillesse, et qu'ils le dépenseront s'ils sont obligés d'aller à l'hôpital.

Plusieurs des provinces du Dominion ont déjà adopté des systèmes d'assurance-hospitalisation. En Colombie-Britannique et en Saskatchewan, il existe depuis plus de 10 ans des régimes d'assurance-hospitalisation qui connaissent beaucoup de succès, et les détails relatifs à ces régimes sont accessibles à tous ceux qui s'y intéressent.

Il (M. Brown) affirme qu'il s'est informé dans les provinces où des régimes d'assurance-hospitalisation sont en place, et il a constaté que ces régimes y sont un grand succès. Il déclare que ses recherches montrent qu'environ 90 % des habitants de ces provinces ont été bénéficiaires du régime d'assurance-hospitalisation et qu'ils en ont été satisfaits.

En Colombie-Britannique, où le régime d'assurance-hospitalisation existe depuis 10 ans, le programme est financé par une taxe de vente de 1 %, plus des subventions fédérales et une contribution symbolique de la part des patients.

En Colombie-Britannique, tout le monde dans la province bénéficie de ce régime, y compris les pauvres citoyens qui dépendent de l'assistance

sociale. Leur seule obligation en regard des soins en salle commune consiste à verser \$1 par jour, ce qui couvre les frais hospitaliers ordinaires.

L'honorable M. Barrette (Joliette) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de procéder, alléguant qu'elle est contraire aux dispositions du Règlement qui exigent qu'à l'occasion du débat sur la deuxième lecture d'un bill, on doit s'en tenir aux principes fondamentaux du bill.

M. l'Orateur dit au député de Brome (M. Brown) qu'il est en dehors de la question. Ce qui se passe ailleurs, dit-il, n'a rien à voir au principe du bill, car il ne s'agit pas de l'assurance-hospitalisation proprement dite, mais seulement de l'opportunité de créer une commission pour étudier cette opportunité.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre a parlé pendant 30 minutes sur les pensions de vieillesse, sur les œuvres de l'Union nationale au point de vue social et il n'a pas été rappelé à l'ordre.

M. l'Orateur: Ce ne fut qu'une incidence dans le discours du premier ministre.

M. Brown (Brome) continue dans le même ordre d'idées.

M. l'Orateur le rappelle de nouveau à l'ordre.

Décisions de l'Orateur:

Cadre du débat de deuxième lecture

M. l'Orateur donne d'abord lecture de l'article 556 du Règlement et décide que le principe fondamental du présent bill est l'institution d'une commission d'enquête sur le problème de l'assurance-hospitalisation, et qu'il ne peut être permis de discuter ce qui se passe dans les autres provinces; il maintient en conséquence le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Brown (Brome): En créant une commission, le gouvernement ne fait que retarder la solution du problème. Le retard apporté par le gouvernement à établir l'assurance-hospitalisation cause du tort à une partie de la population, particulièrement les personnes âgées et les personnes qui ne sont pas admissibles à la Croix Bleue ou à d'autres régimes d'assurance-hospitalisation.

Il n'y a aucune raison d'attendre encore six mois. Plus nous tardons, plus il en coûte cher au gouvernement. Dans la province de Québec, les dépenses annuelles en vertu de la loi de l'assistance publique s'élèvent à \$47,237,528.95 et le montant des subventions à \$6,754,314.12, ce qui porte les dépenses totales du ministère de la Santé à ce chapitre à \$53,991,843.07². Dans l'Ontario, le coût total de l'hospitalisation a été de \$210,000,000 pour la première année. De ce montant, \$75,000,000 a été payé par les assurés, le gouvernement fédéral a versé \$67,000,000, et le gouvernement de l'Ontario n'a payé que ce que lui coûtait l'assistance publique, soit \$68,000,000.

Dans l'Ontario la contribution mensuelle d'une famille est de \$4 par mois et celle d'un individu de \$2 mensuellement...

L'honorable M. Barrette (Joliette) soulève un point d'ordre à l'encontre de ces paroles, disant qu'elles s'éloignent du principe du bill et alléguant qu'elles sont contraires aux exigences de l'article 556 du Règlement³.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Brome (M. Brown) discute de l'opportunité d'établir

la commission proposée, et il fait connaître certains faits. Pour discuter du principe d'une commission, il faut bien citer des faits, des exemples. S'il n'a pas le droit de parler de ces faits, qu'avons-nous donc le droit de dire en cette Chambre?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Vous avez droit de dire que vous êtes contre, c'est tout!

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): On peut dire tout ce qu'on veut du côté de la droite. De ce côté-ci, nous n'avons aucun droit.

M. l'Orateur demande au député de Westmount (M. Hyde) de retirer ces paroles. Je ne puis pas tolérer ce que vient de dire le député.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je les retire. Mais je soumets que le député de Brome a les mêmes droits que les ministériels.

Décisions de l'Orateur:

Cadre du débat de deuxième lecture

M. l'Orateur: Le député de Brome (M. Brown) en était à parler des tarifs mensuels dans l'Ontario quand il a été rappelé à l'ordre. Ces paroles n'ont rien à faire avec le principe du bill; elles dérogent aux dispositions de l'article 556 du Règlement. Je déclare en conséquence bien fondé le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous en appelons de votre décision...

(Pendant que les cloches sonnent pour le vote)

M. l'Orateur: Aussi longtemps qu'on parlera à côté des règlements, d'un côté comme de l'autre...

M. Hamel (Saint-Maurice): L'opposition est incapable de parler sans se faire interrompre constamment par les membres du gouvernement. Les points d'ordre soulevés par les députés ministériels et les ministres sont toujours maintenus. Ce n'est jamais arrivé que l'autre côté soit rappelé à l'ordre...

(Protestations à droite, le brouhaha augmente)
(Criant de toutes ses forces pour dominer le tumulte et frappant du poing sur son bureau) Pas une

seule fois en huit ans, on n'a rappelé à l'ordre un député de l'autre côté de la Chambre⁴.

(Huées à droite et applaudissements à gauche)

M. l'Orateur: Que le député de Saint-Maurice donne l'exemple de la bonne conduite en Chambre...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je n'ai jamais vu une scène aussi disgracieuse en cette Chambre. Le député de Saint-Maurice est toujours hors d'ordre et il ne respecte jamais le Règlement. Quand vous étiez debout, M. l'Orateur, il est resté debout, contrairement au Règlement.

Pour son mépris des règlements et son insulte à la personne de l'Orateur, je crois qu'on devrait donner un exemple à cette Chambre et je soumets que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) devrait être nommé.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est révoltant!

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): Vous êtes bon rien qu'à ça, nommer.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Nommez plutôt le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot).

M. l'Orateur rappelle aux membres qu'il faut maintenir une certaine dignité durant les débats de l'Assemblée. Il (M. l'Orateur) ordonne de prendre le vote sur la décision qu'il a rendue sur le point d'ordre du premier ministre.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Turcotte, Vachon, 59.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Brown (Brome): L'établissement immédiat d'un régime d'assurance-hospitalisation délivrerait la moitié de notre population de la peur angoissante d'avoir à faire face à une dépense qu'elle ne peut se permettre; elle nous donnerait l'occasion d'utiliser des taxes fédérales dont nous avons été privés par le gouvernement de l'Union nationale par le passé et donnerait aux citoyens du Québec un statut égal à celui des citoyens du reste du Canada.

Ce n'est pas une commission qu'il nous faut, mais un plan d'assurance-hospitalisation. Les données du problème sont connues. La nomination d'une commission n'y changera rien. Elle ne peut que retarder la solution. Chaque mois de retard coûte des millions à la population du Québec.

M. Lafrance (Richmond)⁵: Le gouvernement cherche à s'attribuer tout le mérite de la situation hospitalière chez nous, alors que le crédit n'en revient pas à l'argent du gouvernement mais plutôt, en grande partie, aux communautés religieuses qui dirigent les hôpitaux, qui ont consenti les plus grands sacrifices à cet égard.

Le gouvernement veut créer une commission d'enquête. Nous sommes opposés à la chose parce que nous savons trop comment, sous le régime actuel, on forme des commissions pour y placer des amis politiques. Nous connaissons trop bien ses pirouettes. Ce qu'il faudrait, plutôt, c'est une commission pour étudier le comportement psychique du gouvernement actuel, une commission qui pourrait nous aider à comprendre ses pirouettes et ses volte-face dans le domaine de l'assurance-hospitalisation. Il a été contre, il a été pour, il a été contre et voilà qu'il est pour et déclare que ça presse.

Il (M. Lafrance) cite un journal du parti ministériel qui déclarait, le 13 août 1936, que l'assurance-maladie faisait partie du programme de l'Union nationale. Or, dit-il, première pirouette, l'Union nationale et son chef actuel votaient contre une commission d'enquête sur l'assurance-hospitalisation en 1943.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Une commission d'enquête sur l'assurance-maladie.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le plus comprend le moins.

M. Lafrance (Richmond): La commission d'enquête en question était chargée de préparer un plan d'assurance-maladie généralisé.

Il (M. Lafrance) rappelle diverses déclarations de feu M. Duplessis ou de ses ministres contre l'assurance-maladie ou l'assurance-hospitalisation. L'opposition, dit-il, a présenté des motions réclamant cette mesure sociale, et les membres du gouvernement actuel ont voté contre. On a invoqué diverses raisons pour justifier cette opposition. Or, aujourd'hui, année d'élections, non seulement le gouvernement a changé d'idée, mais il veut faire vite. On veut faire comme en 1956 pour essayer d'acheter des votes...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je demande au député de retirer ses dernières paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, le 17 janvier 1956, vous avez rendu une décision vous-même dans laquelle vous disiez qu'il n'était pas antiparlementaire d'accuser un député de vouloir faire de la petite politique⁶.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Les paroles du député de Richmond constituent une insulte non seulement au premier ministre, mais à toute la Chambre...

M. l'Orateur: Le député de Saint-Maurice a fait allusion à une décision que j'aurais rendue en 1956. Mais elle ne s'applique sûrement pas au cas présent. Je demande au député de Richmond de retirer la partie de sa phrase où il parle d'"acheter des votes".

M. Lafrance (Richmond): Je les retire, M. l'Orateur.

Il (M. Lafrance) dit que son parti est contre la commission qu'on veut former parce qu'il connaît trop la mentalité du régime au pouvoir. La seule attitude logique dans cette affaire, dit-il, c'est celle du Parti libéral qui a toujours été favorable à l'assurance-hospitalisation.

Ce cauchemar pour les familles nombreuses que sont les comptes d'hôpitaux a assez duré. Il (M. Lafrance) cite plusieurs témoignages en faveur de l'assurance-hospitalisation, notamment d'organismes comme la commission Tremblay, l'U.C.C.⁷, la C.T.C.C.⁸, la Fédération des travailleurs du Québec, l'Union des femmes rurales, etc.

Il est temps que la province de Québec cesse de payer pour les autres provinces du pays en ce qui concerne l'assurance-hospitalisation. Le refus du

gouvernement de faire bénéficier la population d'un plan conjoint d'assurance-hospitalisation comme les autres provinces fait perdre à Québec \$1,000,000 par semaine, soit quelque \$50,000,000 par année.

Il (M. Lafrance) se déclare favorable à une entente entre la province de Québec et Ottawa, à ce sujet, la province posant ses conditions, et il déclare qu'il est urgent d'agir à cause de la situation tragique des familles.

Nous sommes pour l'assurance-hospitalisation immédiatement et contre la création d'une commission d'étude.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Je ne voudrais pas que le reste du Canada soit sous l'impression que la Chambre partage l'avis du député de Brome, quand il dit que la province de Québec devrait adopter le plan fédéral d'assurance-hospitalisation.

M. Brown (Brome): Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit qu'il était urgent d'adopter "un" plan d'assurance-hospitalisation.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Je prends note du fait que le député de Brome ne recommande pas à la Chambre d'adopter le plan fédéral.

M. Brown (Brome): Je veux que Québec ait un plan d'assurance-hospitalisation.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le chef de l'opposition disait l'autre jour qu'il voterait contre la loi créant une commission. Mais les députés de l'autre côté de la Chambre ont-ils un plan à proposer qui ne serait pas le plan fédéral? C'est ce que la province aimerait savoir. Il est évident que la présentation de cette loi, le discours du ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc) et le magistral discours du premier ministre ont mis le peuple en confiance, mais ont désarmé les oppositionnistes. Ils n'ont pas aimé qu'on apprenne à la population qu'elle est maintenant assurée d'avoir dès septembre un plan d'assurance-hospitalisation.

L'objet du bill, c'est de créer une commission qui verra à ce que ce système d'assurance-hospitalisation soit adapté à nos besoins, à nos coutumes et à nos traditions. Ce qui a réjoui davantage tous les députés, et toute la province, c'est que le premier ministre, avec toute l'autorité que lui confèrent ses fonctions, a dit qu'un système conforme à nos institutions et propre à notre mentalité serait établi bientôt, qu'il y ait ou non un accord avec Ottawa.

Le député de Rivière-du-Loup a affirmé tantôt que nous avions suffisamment d'hôpitaux en 1945 par rapport au chiffre de la population. Je m'étonne qu'un médecin affirme une chose pareille quand, en 1945, certains malades devaient faire jusqu'à 400 milles pour aller à l'hôpital.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Même si des régions comme celles de Montréal, Québec, Rimouski avaient des hôpitaux, des patients préféreraient franchir jusqu'à 400 milles pour aller à l'hôpital de leur choix. Et c'est la même chose aujourd'hui. Il y avait des lits de libres dans presque tous les hôpitaux à cette époque-là.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Je note l'aveu du député. On s'imagine un peu ce qui serait arrivé si les libéraux étaient restés au pouvoir depuis 1945. Nous n'aurions pas assisté à l'établissement de tous ces hôpitaux que nous voyons, aujourd'hui, dans les diverses régions de la province.

D'après des statistiques fédérales, en 1956-1957, il y avait en Ontario 299 hôpitaux comprenant 56,383 lits. La même année, dans le Québec, il y avait 264 hôpitaux comprenant 48,450 lits pour une population d'un million de moins. Selon d'autres statistiques, émanant de la province, celles-là, il y avait, en 1946, 10,313 lits dans les hôpitaux du Québec, et chacun sait que ce nombre était insuffisant et ne répondait pas à la demande. Le gouvernement actuel a augmenté le nombre de lits de 10,313, en 1946, à 17,428 en 1956, dans les hôpitaux généraux d'assistance publique.

Le nombre de lits dans les hôpitaux du Québec a augmenté de 70 % de 1946 à 1956 alors que, durant la même période, la population a augmenté d'un tiers. Et des progrès énormes ont été réalisés depuis 1956. Comment pourra-t-on dire ensuite que nous n'avons rien fait pour la santé? Il convenait d'abord de construire des hôpitaux en nombre suffisant pour répondre aux besoins de la population, surtout lorsque sera en vigueur un plan d'assurance-hospitalisation. C'était la seule façon logique de procéder dans les circonstances.

En 1944-1945, quand l'Union nationale est arrivée au pouvoir, il fallait recommencer par le commencement. Avant cela, la province détenait tous les records en fait de mortalité infantile, de tuberculose, etc.

M. Lafrance (Richmond): Point d'ordre. Le ministre doit s'en tenir à la discussion du principe du bill.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le député de Richmond est bien imprudent de demander l'application du Règlement après le discours qu'il a fait.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que le ministre a dit "impudence"?

L'honorable M. Johnson (Bagot): Non, imprudence.

M. l'Orateur (M. Ross)⁹ invoque l'article 556 du Règlement pour expliquer qu'en deuxième lecture on doit s'en tenir à la discussion du principe du projet de loi.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le député de Rivière-du-Loup a affirmé tout à l'heure qu'il n'y avait pas tellement plus d'hôpitaux religieux au Québec qu'ailleurs au Canada.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): J'ai cité une déclaration du Dr B. Fortin de Chicoutimi, disant qu'il y a 35 % d'hôpitaux religieux au Canada.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le député de Rivière-du-Loup ne s'est pas dissocié de l'affirmation du Dr Fortin. J'affirme, moi, en connaissance de cause, pour avoir assisté au congrès de l'Association canadienne des hôpitaux catholiques du Canada, que...

M. Brown (Brome): Le ministre ne parle pas du principe du bill.

M. l'Orateur: Le député de Rivière-du-Loup a répété l'opinion d'un médecin. Le ministre a le droit de répondre à cette opinion que le député de Rivière-du-Loup a prise à son compte.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Je voulais dire que les hôpitaux appartenant à des communautés religieuses sont, dans la province de Québec, dans une proportion beaucoup plus forte que dans les autres provinces, sauf peut-être le Nouveau-Brunswick.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je n'ai pas parlé de la province de Québec. J'ai dit qu'au Canada, 35 % des lits d'hôpitaux dépendent d'institutions religieuses.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Rivière-du-Loup (M. Couturier) ne l'a pas précisé dans son discours. Dans la province de

Québec, la proportion des hôpitaux dirigés par des communautés religieuses est de 60 % à 65 %.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) reproche au premier ministre d'insinuer que le député de Rivière-du-Loup a voulu faire croire qu'il y a seulement 35 % d'hôpitaux catholiques dans notre province.

M. l'Orateur donne lecture de l'article 266 stipulant qu'un député ne doit interrompre un autre député que pour un nombre limité de raisons.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Malgré les onze interruptions de l'opposition, je continue. Le député de Rivière-du-Loup a laissé entendre que le fait que des hôpitaux appartiennent à des communautés religieuses n'est pas une objection sérieuse à la mise en œuvre de l'assurance-hospitalisation au Québec.

Je dis au contraire qu'un problème sérieux se pose, du fait que la proportion est de 66 %¹⁰ dans le Québec contre 33 % dans le reste du pays. Il (l'honorable M. Johnson) déclare qu'autant qu'il sache, des communautés religieuses hors Québec se sont plaintes du traitement qu'elles ont subi en vertu du régime fédéral d'assurance-hospitalisation. La direction des hôpitaux catholiques des autres provinces nous a même demandé de ne pas lâcher les hôpitaux catholiques du Canada et de chercher à assurer un traitement plus juste à ces établissements en donnant en exemple la province de Québec. Voilà une question sur laquelle la commission d'enquête pourrait se prononcer. Il est essentiel que soit créée une commission gouvernementale pour étudier la question de l'établissement d'un système d'assurance-hospitalisation au Québec si on veut éviter les erreurs qui ont été commises dans les autres provinces du dominion.

Un député de la gauche s'est servi du mot "avachissement" pour parler des députés de l'Union nationale¹¹. Je n'aime pas ce mot. Mais il y a certainement une sorte d'avachissement pire que celui-là chez ceux qui ont été si liés au fédéral qu'ils n'osent pas parler contre le plan fédéral pour l'assurance-hospitalisation.

(Protestations à gauche)

L'honorable Paul Martin¹² lui-même a déclaré, quand il était ministre de la Santé à Ottawa, il y a quelques années, que de toutes les provinces, c'est le Québec qui avait fait les plus grands progrès dans le domaine de l'hospitalisation.

L'opposition est contre le bill? C'est son droit. L'opposition est contre l'établissement de la commission?

C'est son droit. L'opposition affirme maintenant qu'elle n'est pas en faveur du plan fédéral.

Nous n'avons pas encore de plan actuellement. C'est pour cela qu'on forme une commission. Les professions intéressées pourront se faire entendre. Mais c'est l'Union nationale qui mettra en application l'assurance-hospitalisation, sous le premier ministre actuel.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) se dit entièrement favorable au projet de loi, mais insiste pour que l'on tienne compte de la capacité des patients à payer. L'établissement d'une commission d'enquête dans le domaine de l'assurance-hospitalisation, dit-il, constitue en quelque sorte une garantie des traditions et des droits de la province de Québec. Nous avons dans ce domaine particulier, comme dans bien d'autres, des traditions à sauvegarder.

Il peut paraître étonnant à certains d'entendre le député de Montréal-Sainte-Anne parler de la sorte. Mais si je le fais, c'est que nous, de la minorité en cette province, nous avons toujours été fort bien traités sous le gouvernement actuel. Et nous comprenons que la population québécoise, qui constitue une minorité dans l'ensemble du Canada, prenne des précautions pour protéger les traditions qui lui sont propres.

Il (M. Hanley) reproche à l'opposition de retarder l'institution de la commission d'enquête telle que prévue par le bill à l'étude.

Il parle des salaires de famine de jadis...

Des députés de l'opposition soulèvent un point d'ordre.

M. l'Orateur rappelle le député de Montréal-Sainte-Anne à l'ordre¹³.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) vante les réalisations de l'Union nationale dans le domaine de la sécurité sociale. Les régimes précédents, dit-il, n'ont rien fait pour assurer l'institution d'un système d'assurance-santé.

Le ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc) avait demandé, en présentant la mesure à l'étude, des suggestions de l'opposition. Mais aucun député libéral n'a fait de suggestions pratiques jusqu'à date.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Au contraire, l'opposition a fait une suggestion et elle est pourtant assez claire pour que tous la saisissent: nous demandons l'adoption immédiatement d'un système d'assurance-hospitalisation. Les libéraux s'opposent à la formation d'une nouvelle commission, dont le seul

but est de retarder inutilement l'application d'une loi relative à l'assurance-hospitalisation. Les commissions du gouvernement sont déjà trop nombreuses et trop dispendieuses pour que l'opposition favorise l'adoption du projet de loi qui en institue une nouvelle.

Ainsi, en 1954, un comité a été institué pour faire enquête sur les problèmes des hôpitaux. Il devait faire rapport dans les six mois. Puis ensuite, on a demandé à la Chambre de retarder de 24 mois la date de la présentation de son rapport. D'autres délais ont été accordés à ce même comité jusqu'à ce que le gouvernement décide qu'il doit demander le rapport du dit comité quand il jugera opportun de le faire. Cela va faire six ans que le comité a été institué, et aucun rapport n'a encore été présenté. Et aujourd'hui on veut faire croire qu'on pourra obtenir un rapport d'une nouvelle commission, d'ici septembre, et présenter une loi le même mois. Le gouvernement a établi environ 15 comités dans le passé et quelques-uns n'ont jamais présenté leur rapport.

Comment, dans ces conditions, pourrait-on faire confiance à une nouvelle commission? Le procédé est usé. Le gouvernement retarde la solution du problème parce qu'il ne veut pas prendre ses responsabilités.

Il (M. Hyde) cite ensuite *The Gazette* où il est question d'une déclaration de l'ancien premier ministre Duplessis en marge de l'assurance-hospitalisation. M. Duplessis avait alors déclaré, dit-il, c'était en 1957, que la province de Québec conclurait une entente prochaine avec Ottawa au sujet de l'assurance-hospitalisation.

L'honorable M. Johnson (Bagot): M. Duplessis avait apporté une correction à cette déclaration par la suite.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) rappelle la déclaration du ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc), faite la semaine dernière, alors que la Chambre entreprenait l'étude du bill numéro 66. Le ministre, dit-il, a déclaré alors qu'il possédait une documentation abondante sur le sujet, qu'il était en somme en possession de toutes les données du problème. Que vient faire alors la commission?

Plusieurs organismes, l'Union catholique des cultivateurs en particulier, réclament depuis des années l'établissement d'un plan d'assurance-hospitalisation.

L'honorable M. Barrette (Joliette) veut apporter une précision à ce que vient de déclarer le député au sujet de la documentation actuellement dans

les dossiers du ministre de la Santé. Les données de tout le problème, dit-il, ne seront complètes qu'avec ce que pourra ajouter la commission d'enquête.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): On pourra étudier la question indéfiniment. La création d'une commission actuellement ne vise qu'à retarder la mise en application d'un plan d'assurance-hospitalisation.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dit qu'il veut surtout donner des chiffres en marge du comité chargé par le gouvernement, il y a six ans, d'enquêter sur les problèmes d'hospitalisation. Ce comité, dit-il, a exigé des dépenses de \$230,000¹⁴. Il devrait être prêt à fournir au gouvernement les informations dont on prétend avoir besoin. En plus de leurs salaires, les hauts fonctionnaires qui en font partie recevaient \$6,000 par année.

Les experts du ministère de la Santé sont prêts à donner tous les détails en vue de l'établissement d'un plan d'assurance-hospitalisation. Ils n'ont qu'à s'entendre avec quelques avocats et, dans quelques heures, le gouvernement pourrait présenter un projet de loi visant l'application d'un système d'assurance-hospitalisation et non en vue de la formation d'une commission.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que le débat soit maintenant ajourné et repris au cours de la présente séance.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 15 modifiant la loi des pensions, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après le préambule comme article 1:

"1. L'article 3 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), modifié par l'article 3 de la loi 6 George VI, chapitre 14, est de nouveau modifié en y ajoutant après le mot "pension", dans la deuxième ligne, le mot "annuelle"."

2. L'article 1, devenu article 2, est modifié en remplaçant les deux premières lignes par ce qui suit: "2. L'article 19 de ladite loi,".

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 1, devenu article 2, comme article 3:

"3. L'article 25 de ladite loi est modifié

a) en y ajoutant après le mot "appelé", dans la sixième ligne du premier alinéa, les mots "par le gouvernement";

b) en y ajoutant, après le troisième et dernier alinéa, les suivants:

"Sous réserve du cinquième alinéa du présent article, le versement d'une pension cesse pendant que le bénéficiaire, le cas échéant, occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi auquel est attachée une rémunération payée par le gouvernement de la province ou par un office, une commission ou une régie relevant de ce gouvernement.

"Toutefois, lorsque la rémunération annuelle ou calculée sur une base annuelle est inférieure au montant annuel de la pension, le bénéficiaire continue à recevoir, suivant les modalités de la présente loi, la différence entre la rémunération et le montant de la pension."

4. L'article 2 devient article 4.

5. Ce qui suit est ajouté après l'article 2, devenu article 4, comme article 5:

"5. L'article 47 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 3 de la loi 7 George VI, chapitre 10, est de nouveau modifié en y ajoutant après le mot "pension", dans la deuxième ligne, le mot "annuelle"."

6. Les articles 3, 4 et 5 deviennent 6, 7 et 8.

7. Ce qui suit est ajouté après l'article 5, devenu article 8, comme article 9:

"9. L'article 66 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, est modifié:

a) en y ajoutant après le mot "appelé", dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots "par le gouvernement";

b) en y ajoutant, après le troisième et dernier alinéa, les suivants:

"Sous réserve du cinquième alinéa du présent article, le versement d'une pension cesse pendant que le bénéficiaire, le cas échéant, occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi auquel est attachée une rémunération payée par le gouvernement de la province ou par un office, une commission ou une régie relevant de ce gouvernement.

"Toutefois, lorsque la rémunération annuelle ou calculée sur une base annuelle est inférieure au montant annuel de la pension, le bénéficiaire

continue à recevoir, suivant les modalités de la présente loi, la différence entre la rémunération et le montant de la pension."

8. L'article 6, devenu article 10, est modifié:

a) en remplaçant les quatre premières lignes par ce qui suit:

"10. L'article 71 de ladite loi, modifié par des Statuts subséquents, est de nouveau modifié

a) en remplaçant les deux premiers alinéas par les suivants:"

b) ce qui suit est ajouté à la fin du sous-article 71:

"b) en remplaçant les mots "vingt-cinq, dans la cinquième ligne du dernier alinéa, par le mot "quinze"."

9. Les articles 7, 8 et 9 deviennent 11, 12 et 13.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 126 annexant certains territoires à la cité de Sainte-Thérèse, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 5 est remplacé par le suivant:

"5. La cité de Sainte-Thérèse demeure séparée du comté de Terrebonne pour les fins municipales.

Le territoire de la cité de Sainte-Thérèse est limité comme suit:

Le territoire de la cité de Sainte-Thérèse comprend tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et à venir ainsi que tous les chemins, rues, ruelles, emprises de chemins de fer, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux, enfermée dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du point d'intersection du côté nord-ouest du lot 239 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville avec le côté nord-est dudit lot 239; de là en se référant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; le côté nord-est du lot 239 jusqu'à l'intersection avec la ligne médiane de la Rivière-aux-Chiens; ladite ligne médiane de la Rivière-aux-Chiens jusqu'à l'intersection avec le côté nord-est du lot 54; le côté nord-est du lot 54 jusqu'à son intersection avec le côté nord-ouest dudit lot 54; le côté nord-ouest dudit lot 54, le côté nord-ouest des lots 56 et 57 jusqu'à l'intersection avec le côté nord-est du lot 62; ledit côté nord-est du lot 62 jusqu'à l'intersection avec le côté nord-ouest dudit lot 62; ledit côté nord-ouest du lot 62, le côté nord-ouest des lots 65 et 66 jusqu'à l'intersection avec le côté sud-ouest du lot 67; ledit côté sud-ouest du lot 67 jusqu'à l'intersection avec le côté nord-ouest du

lot 70; une ligne brisée limitant au nord-ouest le lot 70, le dernier tronçon prolongé jusqu'à l'axe de la Montée Sanche; ledit axe de la Montée Sanche jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 80; ledit prolongement et ladite ligne sud-est du lot 80; la ligne sud-ouest du lot 80 jusqu'à un point à une distance de 400 pieds anglais du côté sud-est du boulevard Desjardins ouest mesuré le long de ladite ligne; une ligne parallèle audit boulevard Desjardins ouest à une distance de 400 pieds anglais au sud-est dudit boulevard et traversant les lots 81, 84 et une partie du lot 88 jusqu'à l'intersection avec le côté nord-est de l'autoroute des Laurentides; de ce point, vers le nord-ouest, vers le nord-est, longeant l'emprise de ladite autoroute des Laurentides jusqu'à l'intersection avec le côté sud-est du boulevard Desjardins ouest; de là, vers le nord-ouest traversant le boulevard Desjardins ouest jusqu'à l'intersection du côté nord-ouest du boulevard Desjardins ouest avec le côté nord-est de l'autoroute des Laurentides; de là, longeant ladite emprise dans une direction générale nord-ouest jusqu'à l'intersection avec le côté sud du lot 949 (chemin de fer du Pacifique Canadien); ledit côté sud du lot 949 (chemin de fer du Pacifique Canadien) jusqu'à l'intersection avec le côté nord-est du lot 199; ledit côté nord-est du lot 199 jusqu'à l'intersection avec le côté nord de la rue Blainville ouest; ledit côté nord de la rue Blainville ouest jusqu'au côté nord-est du lot 200; ledit côté nord-est du lot 200 prolongé jusqu'à la ligne médiane de la Rivière-aux-Chiens; ladite ligne médiane de la Rivière-aux-Chiens jusqu'au prolongement du côté nord-est du lot 558; ledit prolongement, ledit côté nord-est du lot 558 et le côté nord-est du lot 557 jusqu'au côté est du lot 555; ledit côté est du lot 555 prolongé jusqu'au côté nord-est du chemin de la Côte-Nord; ledit côté nord-est dudit chemin de la Côte-Nord jusqu'au côté ouest du numéro 1 du cadastre officiel du village incorporé de Sainte-Thérèse; ledit côté ouest dudit lot numéro 1 jusqu'au coin nord-ouest dudit lot; de là, toujours en se référant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, une ligne droite traversant les lots 554 et 553 jusqu'au point d'intersection du côté nord-est du lot 553 avec le côté nord-ouest du chemin de la Côte Saint-Louis; ledit côté nord-est du lot 553 jusqu'au côté sud-est du lot 727; ledit côté sud-est du lot 727 jusqu'à l'intersection avec le côté nord-est du lot 546; ledit côté nord-est du lot 546 jusqu'à l'intersection avec le côté nord-ouest du lot 541; ledit côté nord-ouest du lot 541 jusqu'à une ligne située à cent trente-trois pieds (133') au nord-est de la ligne séparative des

lots 541 et 546; ladite ligne située à cent trente-trois pieds (133') au nord-est de la ligne séparative des lots 541 et 546 jusqu'à l'intersection avec le côté sud-est du chemin de fer du Pacifique Canadien portant le numéro 950; ledit côté sud-est du chemin de fer du Pacifique Canadien jusqu'à l'intersection avec le côté sud-ouest du lot 528; ledit côté sud-ouest du lot 528 jusqu'à l'intersection avec le côté nord-ouest du lot 220; ledit côté nord-ouest du lot 220 jusqu'à l'intersection avec le côté sud-ouest du lot 526; ledit côté sud-ouest du lot 526 jusqu'à l'intersection avec le côté nord-ouest du lot 222; le côté nord-ouest des lots 222, 223, 226, 227 jusqu'à l'intersection avec le côté sud-ouest du lot 231; ledit côté sud-ouest du lot 231 jusqu'à l'intersection avec le côté nord-ouest du lot 231; ledit côté nord-ouest du lot 231 jusqu'à l'intersection avec le côté sud-ouest du lot 228; ledit côté sud-ouest du lot 228 jusqu'à l'intersection avec le côté nord-ouest dudit lot 228; ledit côté nord-ouest du lot 228, le côté nord-ouest des lots 229, 230, 239 jusqu'au point de départ du présent périmètre.

"Toutes les mesures énoncées dans le présent périmètre sont anglaises."

2. L'article 6 est modifié en remplaçant de la page 9 à la page 11 les paragraphes commençant avec les mots "Le quartier Mercier comprendra" et se terminant avec les mots "partie par le quartier Gouin et partie par les limites de la cité de Sainte-Thérèse" par les suivants:

"Le quartier Mercier comprendra, à partir de la mise en force de la présente loi, tous les lots originaires et leurs subdivisions présentes et futures ou parties des lots originaires tant des plan et livre de renvoi du cadastre officiel du village incorporé de Sainte-Thérèse que ceux des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville contenus à l'intérieur du périmètre ci-après décrit:

"Commençant ledit périmètre au coin nord-ouest du lot numéro 1 du village incorporé de Sainte-Thérèse allant vers le nord-est en se référant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville une ligne droite traversant les lots 554 et 553 jusqu'au point d'intersection de la ligne nord-est du lot 553 avec le côté nord-ouest du chemin de la Côte Saint-Louis; ladite ligne nord-est du lot 553 jusqu'à son intersection avec le côté sud-est du lot 727; ledit côté sud-est du lot 727 jusqu'à son intersection avec le côté nord-est du lot 546; ledit côté nord-est du lot 546 jusqu'à son intersection avec le côté nord-ouest du lot 541; ledit côté nord-ouest du lot 541 jusqu'à une ligne située à cent trente-trois pieds (133') au nord-est de la ligne séparative des

lots 541 et 546; ladite ligne située à cent trente-trois pieds (133') au nord-est de la ligne séparative des lots 541 et 546 jusqu'à son intersection avec le côté sud-est de l'emprise du chemin de fer du Pacifique Canadien portant le numéro cadastral 950; ledit côté sud-est du lot 950 (chemin de fer du Pacifique Canadien) jusqu'à l'intersection avec le côté sud-ouest de la route numéro 11 (boulevard Curé Labelle); ledit côté sud-ouest de la route numéro 11 (boulevard Curé Labelle) jusqu'à l'intersection de la ligne médiane de la Rivière-aux-Chiens; de là, longeant ladite ligne médiane de la Rivière-aux-Chiens en amont du fil de l'eau jusqu'à la ligne nord-est du lot 55 du cadastre du village incorporé de Sainte-Thérèse; de là, vers le nord-ouest, longeant le côté nord-est dudit lot 55 et son prolongement jusqu'au milieu de la rue Blainville est; de là, vers le sud-est, longeant le milieu de la rue Blainville jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 54; de là, vers le nord-ouest, longeant ladite ligne nord-est du lot 54 jusqu'au coin nord-est dudit lot 54; d'où suivant la ligne nord-ouest dudit lot 54 jusqu'à son coin nord-ouest; de là suivant la ligne sud-ouest dudit lot 54 jusqu'au coin nord-ouest du lot 53-14; d'où dans une direction ouest suivant l'arrière des lots 53-14, 53-13, 53-12, 53-11, 53-10, 53-9, 53-8, 53-7, 53-6, 53-5, 53-4, 53-3, 53-2, 53-1, 52-8, 52-7, 52-6, 52-5, 52-4, 52-3, 52-2, 52-1, jusqu'au coin nord-ouest du lot numéro 52-1; de là, vers le nord-ouest, suivant les côtés nord-est des lots 49 et 50 jusqu'au coin nord-est du lot numéro 50; d'où, dans une direction sud-ouest, suivant les côtés nord-ouest des lots numéros 50, 48 et 47 jusqu'au coin sud-ouest du lot 51; de là, en allant vers le nord-ouest suivant les côtés nord-est des lots numéros 46 et 45 jusqu'au coin nord-ouest du lot 45; de là, suivant l'arrière des lots 44, 43, 42, 41, 40, 39 et 38 jusqu'au coin nord-ouest du lot 38; d'où, vers le sud-ouest, suivant le côté nord-ouest du lot 38 jusqu'au coin sud-ouest dudit lot 38; d'où, suivant le côté nord de la rue Blainville jusqu'à son intersection avec le côté nord-est de la rue de l'Église; d'où suivant le côté nord de la rue Blainville jusqu'au coin sud-est du lot 97; d'où, dans une direction nord-ouest, suivant le côté nord-est dudit lot 97, jusqu'au coin nord-est dudit lot; d'où, dans une direction sud-ouest, en suivant le côté nord-ouest dudit lot 97 jusqu'au centre de la Rivière-aux-Chiens; de là, en remontant la Rivière-aux-Chiens passant par le centre jusqu'à l'intersection de cette ligne centrale avec le côté sud-ouest du lot 114 du cadastre du village de Sainte-Thérèse; de là, vers le nord-ouest longeant le côté sud-ouest du lot 114 jusqu'à l'intersection avec le

côté nord-ouest dudit lot 114; de là vers le nord-est, longeant ledit côté nord-ouest dudit lot 114 jusqu'à l'intersection avec le côté nord du chemin de la Côte Nord; d'où vers l'ouest longeant le côté nord du chemin de la Côte- Nord jusqu'à l'intersection avec le côté ouest du lot 1 du cadastre du village; de là vers le nord, longeant le côté ouest dudit lot 1 jusqu'au coin nord-ouest dudit lot 1, point de départ du présent périmètre.

"Les mesures énoncées dans le présent périmètre sont anglaises.

"Le quartier Mercier est borné vers le nord-ouest par les limites de la cité de Sainte-Thérèse; vers le nord-est partie par les limites de la cité de Sainte-Thérèse et partie par le quartier Duplessis; vers le sud-est, le sud et le sud-ouest partie par le quartier Chapleau, partie par le quartier Gouin et partie par les limites de la cité de Sainte-Thérèse."

3. L'article 11 est modifié en ajoutant, à la suite du deuxième paragraphe, ce qui suit:

"Nonobstant les paragraphes 1 et 2 du présent article, la cité de Sainte-Thérèse est, par la présente loi, autorisée à imposer et à prélever:

a) sur tous les propriétaires et locataires résidents des territoires annexés, une taxe annuelle de vidange payable sur la même base que les autres contribuables de la cité;

b) sur les immeubles des propriétaires intéressés, les cotisations destinées à défrayer le coût des travaux d'amélioration locale qui bénéficieront auxdits propriétaires ainsi que l'intérêt sur les emprunts faits pour leur paiement et le coût et les déboursés encourus pour la préparation desdits règlements et la négociation desdits emprunts;

c) sur tous les propriétaires et locataires résidents des territoires annexés, la taxe spéciale prévue aux articles 439 et 440 de la loi des cités et villes (chapitre 233, Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements)."

Projets de loi:

Loi des pensions

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 15 modifiant la loi des pensions.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Annexion à Sainte-Thérèse

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 126 annexant certains territoires à la cité de Sainte-Thérèse.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Assurance-hospitalisation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné plus tôt, sur la motion du représentant de Charlevoix (l'honorable M. Leclerc) proposant que le bill 66 concernant l'assurance-hospitalisation soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) se dit fort heureux de ce que la première loi qu'il présente en Chambre en soit une de nature à assurer à la province de Québec un plan d'assurance-hospitalisation. Mais il dit qu'il croyait que ce projet serait accueilli avec un peu plus de sérieux par les membres de l'opposition.

Des députés de l'opposition ont parlé de la situation tragique dans la province de Québec parce que nous n'avons pas d'assurance-hospitalisation. Qu'on me nomme donc une seule personne qui soit morte depuis 20 ans dans le Québec parce que nous n'avions pas d'assurance-hospitalisation. Nous avons même le taux de mortalité générale le plus bas de toutes les provinces...

M. Lafrance (Richmond) veut intervenir.
(Protestations à droite)

Un député ministériel: Tais-toé et assis-toé.

M. Lafrance (Richmond): Je ne suis pas le solliciteur général¹⁵.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) dit qu'il regrette les scènes disgracieuses et le manque de respect des députés de l'opposition envers les orateurs.

M. Lafrance (Richmond) veut intervenir à nouveau.

M. l'Orateur prie le député de Richmond de cesser d'interrompre l'orateur.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix), (Taquinant les membres de l'opposition qui ne cessent de se lever et de se relever pour répondre au gouvernement ou l'attaquer), raconte que ces adversaires politiques lui font penser à la sauterelle de l'homme de science.

Un certain homme de science, dit-il, s'était mis en tête que ce genre d'insecte entendait par les pattes. Le savant avait écrit une thèse en se basant sur l'expérience suivante:

Premièrement, il avait mis la sauterelle sur une table, puis il avait frappé sous la table et la bestiole avait sauté. Ensuite, il avait remis, après lui avoir coupé les pattes, la sauterelle sur la table, puis il avait frappé de nouveau, mais la bestiole n'avait plus sauté... Donc, avait conclu le scientifique, j'ai bien démontré que la sauterelle entend par les pattes!¹⁶

(Rires des deux côtés de la Chambre)

La situation n'est pas tragique du tout dans le Québec au point de vue santé. Si on fait des comparaisons avec l'Ontario, par exemple, on voit que la mortalité infantile a diminué de 33.7 % depuis 1944, par comparaison à une diminution de 17.1 % en Ontario.

Cette loi ne réglera pas non plus tous les problèmes car, là où existe le plan d'assurance-hospitalisation, on commence à constater des inconvénients. En Ontario, par exemple, à Ottawa, il y a 3,000 personnes qui attendent pour entrer dans les hôpitaux.

Il n'y a pas, que je sache, d'assurance-hospitalisation aux États-Unis...

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre des paroles prononcées par l'honorable ministre de la Santé (M. Leclerc), alléguant qu'elles ne se rattachent pas au principe du bill, et qu'elles ne peuvent être prononcées au cours d'une réplique, aucun préopinant n'ayant parlé de ce qui existait aux États-Unis en fait d'assurance-hospitalisation, et il cite les articles 267 et 268 du Règlement.

On n'a pas même permis aux députés libéraux de parler de ce qui se passe dans les autres provinces. Le ministre de la Santé a déclaré en commençant son discours qu'il exerçait son droit de réplique. Dans ces

conditions, d'après le Règlement, il n'a pas le droit d'apporter des arguments nouveaux.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): En comparant la situation de la province de Québec à celle d'autres entités, on a qualifié cette situation de tragique. Je réponds à cet argument.

Décisions de l'Orateur:

Droit de répliquer aux préopinants dans un débat de deuxième lecture

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autres, déclare que lors d'un débat sur la deuxième lecture du bill actuel la semaine dernière, l'honorable député de Saint-Maurice (M. Hamel) a lu une série de lettres sur la situation dans les autres provinces et que l'honorable député de Brome (M. Brown) a aussi parlé des autres provinces cet après-midi, et qu'il est en conséquence permis à l'honorable ministre de la Santé de répondre aux affirmations faites par ces préopinants.

En conséquence, le point d'ordre soulevé par le député de Westmount-Saint-Georges est renvoyé.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

(Les députés ministériels veulent voter tout de suite, mais les whips libéraux exigent que les cloches sonnent.)

(Pendant le brouhaha)

M. Lafrance (Richmond): On attend le Dr Lizotte¹⁷.

Un député ministériel: Nous, on attend Jean Lesage.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley,

Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 59.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) est allé beaucoup plus loin qu'aux États-Unis en parlant du plan Beveridge, qui est un plan anglais¹⁸. Dans ce cas, il me semble que je puis aussi sortir de la province de Québec. Il (l'honorable M. Leclerc) dit qu'il a l'impression que le chef de l'opposition a fait un faux pas en déclarant qu'il voterait contre cette loi. À cause de cela, dit-il, les députés libéraux sont embarrassés, car ils voudraient bien voter en faveur de cette loi, et leur désarroi est la cause du peu de solidité de leurs arguments.

Il (l'honorable M. Leclerc) fait l'éloge des communautés religieuses, qui se dévouent depuis trois siècles dans les hôpitaux sans aucune rémunération. Il met en doute les pourcentages cités par l'opposition au sujet du contrôle des hôpitaux par les congrégations. On a dit, à ce sujet, que 35 % des hôpitaux...

Un député de l'opposition: Au Canada...

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Dans la province de Québec, 74 % des hôpitaux généraux sont confiés aux communautés religieuses, 70 % de tous les lits sont sous les soins des religieuses et on peut dire que directement ou indirectement, 86 % des hôpitaux sont sous le contrôle des communautés religieuses¹⁹. C'est dire que nous avons un système d'hospitalisation particulier qu'il faut préserver.

Point n'est besoin de parler du dévouement des communautés religieuses, de leur travail sans limites, sans salaire depuis trois siècles, et on vient critiquer nos hôpitaux parce que le taux d'hospitalisation est élevé. Pourquoi critiquer les taux? On devrait savoir que les salaires, les frais généraux, le prix des instruments, le coût de la recherche sont surtout responsables de ces prix élevés.

Il reconnaît cependant que, pour le citoyen moyen, il est devenu très difficile de se faire soigner, vu qu'il a des revenus lui interdisant de bénéficier de l'assistance publique, mais qu'il n'est pas assez riche pour payer les notes qu'on lui présente. Il admet qu'il faut trouver un moyen pour que la population puisse se faire soigner, puis il se porte à la défense du médecin qui souvent porte l'endos des plaintes du peuple. Le médecin, dit-il, c'est le galeux, cause de tous les maux. S'il y a une classe qui fait la charité, c'est celle des médecins. S'il y a une classe qui travaille jour et nuit, qui se dévoue inlassablement pour ses patients au prix de la santé de ses membres, c'est celle des médecins...

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) soulève un point d'ordre à l'encontre de ces paroles, alléguant qu'elles ne peuvent être prononcées à l'occasion d'une réplique, les préopinants n'ayant pas mis en cause la conduite des médecins. Nous n'avons pas parlé ni des médecins ni des hôpitaux, dit-il. C'est uniquement le gouvernement provincial que nous avons critiqué²⁰.

Décisions de l'Orateur:

Droit de répliquer aux préopinants dans un débat de deuxième lecture

M. l'Orateur: On ne peut pas parler d'assurance-hospitalisation sans parler des hôpitaux et des médecins. Plusieurs préopinants, membres de l'opposition, ont déclaré que le coût de l'hospitalisation était exorbitant et excessif. Cette affirmation peut comprendre les honoraires des médecins, et l'on peut donc répondre en louant le dévouement de ces derniers.

Il y a, en conséquence, renvoi du point d'ordre soulevé par le député de Westmount-Saint-Georges.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge,

Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Si le député avait attendu quelques minutes, il aurait compris pourquoi j'ai mentionné les hôpitaux et les médecins. L'opposition voudrait que nous imposions la loi sans consulter personne. Quant à moi, je ne veux pas refuser d'entendre tous ceux qui auront des recommandations ou des demandes à faire à la Commission. Nous n'avons pas le droit de mettre une telle loi en vigueur sans avoir permis à tous les groupements intéressés d'exprimer leur opinion. Voilà pourquoi nous voulons instituer cette commission d'enquête.

Ainsi que je l'ai déjà dit, je n'ai pas l'intention de rayer d'un trait de plume les 300 ans de dévouement de nos communautés religieuses et de nos médecins. Nous voulons entendre tous les intéressés avant d'adopter un plan définitif. Le gouvernement aurait pu instaurer un plan d'assurance sans consulter personne; il croit plus démocratique de procéder autrement. Il faut garder ces questions hors de la politique et ne pas faire le jeu des gens qui veulent tout brouiller en intervenant.

Les premiers intéressés, ce sont les malades, ou, si l'on veut, le public. Ensuite, ce sont les hôpitaux et les médecins. Ils seront tous consultés. L'opposition, elle, voudrait qu'on procède à la course, sans consulter personne. Nous allons faire les études nécessaires, et je suis en mesure de dire que nous aurons probablement les renseignements suffisants pour présenter une loi dès le mois de septembre.

L'opposition a parlé plus d'une fois de la proximité des élections. Elle ne sait même pas quand elles auront lieu.

M. Hamel (Saint-Maurice): M. Sévigny a dit que ce serait le 8 juin²¹.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Il y aura moins de sourires du côté de l'opposition après les élections.

On nous reproche d'avoir aboli la Commission d'assurance-maladie instituée en 1943 par le gouvernement Godbout. Le rapport de la commission d'enquête instituée par les libéraux recommandait l'établissement de l'assurance-santé. Le gouvernement, semble-t-il, avait alors toutes les informations nécessaires. Je constate aussi, d'après un rapport de cet organisme que j'ai dans mes dossiers, qu'à la demande du premier ministre Godbout, les enquêteurs se sont limités au problème des garderies d'enfants. Un rapport recommandait aussi de faire des recherches en conjonction avec le Conseil national des recherches, un organisme fédéral...

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je demande que le ministre se conforme au Règlement et produise le document qu'il vient de citer.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député ne s'est peut-être pas rendu compte qu'il lisait simplement la loi que M. Godbout a fait voter.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il a cité une lettre et ne l'a lue que partiellement.

M. l'Orateur: Le ministre n'a fait que consulter ses notes.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Ce n'était pas sérieux. La loi elle-même était obscure et contradictoire. Un membre de la Commission m'a avoué qu'il ne pouvait rien faire de pratique avec les instructions qui lui étaient données.

L'opposition a soumis un second argument. Elle a parlé du comité d'hospitalisation qui existe déjà. Certains ont affirmé que ce comité n'avait jamais déposé de rapport. J'affirme qu'il ne se passe pas 15 jours sans que j'aie un rapport du comité d'hospitalisation.

Tous ceux qui ont quelque chose à voir dans l'hospitalisation se présentent devant ce comité. Qu'il s'agisse d'un projet de construction ou d'agrandissement, que des difficultés financières se présentent quelque part, que le besoin se fasse sentir d'un laboratoire ou d'autre chose, le cas est toujours soumis au comité d'hospitalisation, qui fait une enquête et formule ses recommandations. Ce comité travaille à l'année. Mais il a tellement de besogne qu'il n'a pas le temps d'approfondir un problème comme celui de l'assurance-hospitalisation.

Depuis que j'ai charge du département, c'est une procession continue pour demander des subsides. J'ai demandé au comité s'il pouvait nous

préparer un plan d'assurance-hospitalisation. Et c'est le comité lui-même qui m'a suggéré une commission d'enquête parce qu'il est déjà débordé et ne peut faire davantage.

Des membres de l'opposition ont dit: "C'est facile, on n'a qu'à regarder ce qui se passe ailleurs et à faire la même chose." Le même conseil nous avait été donné pour les universités. Et nous ne voulons pas que se répète pour l'assurance-hospitalisation ce qui s'est passé pour les universités. Nous ne voulons pas laisser entrer Ottawa dans un domaine qui est d'abord de la responsabilité des provinces.

Une commission est nécessaire pour compléter les renseignements déjà obtenus et préparer un plan définitif. Grâce au comité d'hospitalisation, nous possédons déjà beaucoup de renseignements. Notre système particulier d'hospitalisation, le fonctionnement de l'assurance publique qui coûte entre \$45,000,000 et \$50,000,000 par année, les exigences géographiques, le coût de l'hospitalisation, nous connaissons parfaitement tout cela.

Mais il reste beaucoup de choses à connaître avant d'adopter un plan d'assurance-hospitalisation. Par exemple, si nous concluons un accord avec Ottawa, quelles devraient en être les conditions? Quelles conditions faudra-t-il exiger des hôpitaux qui participent au plan? Quels services donnerons-nous aux assurés? Il faudra déterminer aussi s'il y a lieu d'exiger des primes et, dans ce cas, par qui elles seront perçues. On pourra peut-être décider qu'il serait préférable d'établir plutôt une taxe générale pour en défrayer le coût, ou, encore, d'avoir à la fois une taxe et une prime, de façon que celle-ci puisse être maintenue aussi basse que possible. Il y aura à étudier le sort des indigents dans notre système. Y aura-t-il, en plus de l'hospitalisation, des services à domicile et dans les dispensaires? Voilà autant de questions qui se posent. Et c'est pour les résoudre que nous formons une commission d'enquête. Il y aura là, sans aucun doute, un travail important qui ne peut être accompli que par cette commission.

La motion: Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston,

Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 66 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 66 concernant l'assurance-hospitalisation.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution, y compris les traitements du président, des autres membres et du secrétaire de la commission, seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc) s'il a une idée de ce que coûtera la nouvelle commission d'enquête.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): De \$150,000 à \$200,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): Et combien y aura-t-il de commissaires?

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Il y en aura au moins cinq et au plus sept.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ces hommes vont travailler environ six mois. On peut dire que ce sera une commission payante.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Ces propos ne sont pas sérieux. Le montant que j'ai mentionné tient compte de toutes les dépenses, non uniquement des salaires des commissaires.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quel salaire, au fait, toucheront-ils?

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Ce n'est pas encore fixé.

M. Hamel (Saint-Maurice): On l'apprendra par les journaux.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 66 est, en conséquence, agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 66 concernant l'assurance-hospitalisation.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 66 concernant l'assurance-hospitalisation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie la version anglaise de l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. The Lieutenant-Governor in Council is authorized to constitute, under the name of the "Health Insurance Inquiry Commission", a commission to make a thorough study of the problem of establishing, in the Province, a system of health insurance suitable to its circumstances and the needs of its people, and to report its finding, opinions and recommendations to the Lieutenant-Governor in Council, with a view to the establishment, as soon as possible, of such health insurance system."

Cet article est amendé et les mots "health insurance" sont remplacés par "hospitalization insurance".

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Les commissaires, au nombre d'au moins cinq et d'au plus sept, dont un président, seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui déterminera leur rémunération."

M. Hamel (Saint-Maurice): Selon certaines informations, l'ancien premier ministre avait donné l'assurance qu'il allait abolir quelques commissions. Est-ce l'intention du chef du gouvernement actuel?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il n'est pas question de cela dans l'article. L'opposition veut

différer l'adoption de la mesure. Ce sont toujours les mêmes procédés. Nous les voyons venir des heures, voire des jours à l'avance.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Nous n'avons pas de leçons à recevoir du premier ministre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je soulève un point d'ordre. Je répète ce que j'ai déjà dit. Les avocats, de l'autre côté de la Chambre, ont adopté à mon endroit une attitude bien différente de celle qu'ils avaient du temps de MM. Duplessis et Sauvé.

On ne traite pas le premier ministre actuel avec la même courtoisie et je proteste contre ces tactiques. Il avertit l'opposition qu'elle ne réussira pas à lui faire perdre patience.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça fait cinq fois que le premier ministre se sert de telles tactiques démagogiques...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je demande au député de retirer ses paroles qui ne sont pas parlementaires.

M. le président: Les règlements de la Chambre sont formels. Un député n'a pas le droit de tenir des propos offensants...

M. Hamel (Saint-Maurice): Il a été décidé par l'Orateur que l'on pouvait employer ce qualificatif de "démagogiques" pour qualifier des méthodes ou des tactiques.

(L'honorable M. Barrette (Joliette) et M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) sont debout en même temps et, pour quelques secondes, on ne peut comprendre ni l'un ni l'autre.)

M. le président demande au député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) de prendre son siège.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Westmount (M. Hyde), qui est avocat, était debout en même temps que le président. On pense nous faire perdre la tête. Depuis le début de la session, ils ne cessent de tirer sur moi à boulets rouges. Mais ce sont eux, à la fin, qui perdent patience. Je suis le seul à rester calme et patient. Je demande au député de Saint-Maurice de retirer ses paroles.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le 11 décembre 1956, l'Orateur de cette Chambre a décidé qu'un député peut qualifier de "démagogiques" des propos qu'il considère tels²².

M. le président: Je n'ai pas à décider si l'expression est antiparlementaire. Je décide qu'elle est offensante pour le premier ministre et je demande au député de Saint-Maurice de retirer ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je retire l'expression "tactiques démagogiques", mais je dis qu'il a tenu des "propos" démagogiques.
(Protestations à droite)

M. le président: Je ne vois pas la différence entre les deux expressions et je demande de nouveau au député de retirer ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur l'article 4 du bill 66, l'honorable député de Saint-Maurice (M. Hamel), en parlant de l'honorable premier ministre, déclare qu'il se sert de "tactiques démagogiques".

L'honorable premier ministre soulève un point d'ordre à l'encontre de ces paroles.

J'ai décidé que les mots "tactiques démagogiques" constituent une expression offensante, au sens du paragraphe 20 de l'article 285 du Règlement, et qu'ils doivent être retirés.

L'honorable député de Saint-Maurice (M. Hamel) a alors remplacé les mots "tactiques démagogiques" par les mots "propos démagogiques".

J'ai encore décidé que ces paroles constituent une expression offensante et doivent être retirées.

L'honorable député de Saint-Maurice (M. Hamel) en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Custeau,

Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 56.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

M. le président demande au député de Saint-Maurice de se conformer à la décision de la Chambre et de retirer ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice) hésite.

M. le président demande une seconde fois au député de Saint-Maurice de retirer ses paroles. Il (M. le président) menace le député de Saint-Maurice de le rappeler nominativement à l'ordre²³.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je retire mes paroles. Mais je vais m'expliquer. Si je me suis servi de cette expression...

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

M. le président: Le député a retiré ses paroles. Je considère l'incident comme clos. Si le député veut prendre la parole, il devra parler sur l'article à l'étude.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Quels seront les membres de la commission d'enquête?

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Nous avons plusieurs noms devant nous. Les demandes sont nombreuses. Mais aucune décision n'a encore été prise à ce sujet.

Un député de l'opposition pose d'autres questions relativement aux commissaires.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): La commission sera aidée dans son travail par des experts, des spécialistes et des conseillers techniques et autres.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si le rapport que préparera la commission d'enquête sera soumis à la Chambre.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) répond dans l'affirmative.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10, qui se lit comme suit:

"10. La commission devra commencer et poursuivre son travail avec diligence et faire rapport de ses constatations et opinions et soumettre ses recommandations au lieutenant-gouverneur en conseil au plus tard le premier décembre 1960."

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande de souligner le mot "diligence".

L'article 10 est adopté.

Les articles 11 et 12, ainsi que le préambule, sont adoptés.

La version anglaise du préambule est amendée et les mots "health insurance" sont remplacés par "hospitalization insurance".

L'amendement est adopté.

La version anglaise du préambule, ainsi amendé, est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 66 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Lafrance (Richmond): J'ai l'honneur de proposer appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), un amendement pour que le bill 66 concernant l'assurance-hospitalisation soit retourné au comité plénier de la Chambre, avec instruction de le modifier, de façon à ce qu'il décrète la mise en application d'un système d'assurance-hospitalisation dans la province plutôt que la création d'une nouvelle commission pour étudier le problème, vu que, par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 55, un comité a été formé depuis au-delà de six ans pour étudier le problème de l'hospitalisation.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement. L'amendement est irrégulier, dit-il. Il propose d'établir l'assurance-hospitalisation. Or, cela coûterait quelque chose, en fait des millions, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 155 du Règlement, puisque la motion n'est pas accompagnée d'une résolution recommandée par le lieutenant-gouverneur. Ce n'est pas à l'opposition que le Règlement donne le droit de proposer une mesure pareille. Même le gouvernement ne le pourrait pas sans le consentement du représentant de la Reine.

M. Hamel (Saint-Maurice): Présenter cet amendement, c'est la seule façon d'exprimer notre position. Nous sommes pour l'établissement de l'assurance, mais contre la formation de la commission.

Décisions de l'Orateur:

Amendement à incidence financière

M. l'Orateur: L'article 155 est très clair. L'amendement est irrégulier. Il est indiscutable que l'amendement, s'il était adopté, entraînerait une dépense des deniers publics, et qu'il est ainsi irrégulier, puisqu'il n'est pas proposé par un ministre de la couronne, ni accompagné d'une résolution recommandée par le lieutenant-gouverneur, comme l'exigent les articles 155 et 790 du Règlement.

En conséquence, le point d'ordre soulevé par l'honorable ministre de la Voirie est maintenu.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement a accusé l'opposition de faire de l'obstruction. Pour bien montrer que ce n'est pas le cas, ce soir nous consentons qu'on procède immédiatement à la troisième lecture, alors que normalement elle devrait

avoir lieu à une séance ultérieure à celle au cours de laquelle a lieu la deuxième lecture²⁴.

(Murmures de protestations à droite)

M. Hamel (Saint-Maurice): Le traitement que le gouvernement réserve à l'opposition n'est pas propre à inciter à la collaboration. Nous serions prêts à collaborer davantage si les députés des deux côtés de la Chambre étaient traités sur le même pied. Si les choses étaient autrement, les débats ne dureraient pas aussi longtemps...

L'honorable M. Barrette (Joliette): (Bondissant) Point d'ordre²⁵! M. l'Orateur, vous êtes directement visé par ces paroles. C'est peut-être la dixième fois aujourd'hui qu'on lance de pareilles insinuations. Je le regrette pour vous et même pour le député de Saint-Maurice. Les insinuations de l'opposition portent atteinte au prestige de la Chambre. C'est la stratégie de l'opposition de contester aussi souvent qu'elle le peut vos décisions, M. l'Orateur.

M. l'Orateur: Pour moi, c'est secondaire. Mais si l'on n'a pas de considération pour moi, on doit en avoir pour la position d'Orateur et pour ses fonctions. Au point de vue du prestige de l'Assemblée législative, il est indiscutable que la fonction de l'Orateur doit être considérée avec plus de politesse et de courtoisie qu'on ne le fait depuis quelques mois, surtout depuis quelques semaines. Si on ne veut pas respecter la personnalité même de l'Orateur, on doit, au moins respecter la fonction qu'il remplit en cette Chambre.

Les remarques du député de Saint-Maurice ne sont pas conformes à l'esprit de ceux qui ont rédigé les règlements de l'Assemblée législative. Il (M. l'Orateur) avertit les membres de l'opposition que lorsqu'ils en appellent de l'une de ses décisions fondée sur un règlement de la Chambre, c'est à ce Règlement qu'ils s'attaquent. Les règlements, dit-il, ont été édictés sous un régime libéral et ils ont été adoptés par l'Assemblée législative elle-même²⁶.

Il (M. l'Orateur) admet que l'opposition aurait pu exiger que la troisième lecture ait lieu à une autre séance.

La motion: Que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque,

Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 66 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter²⁷.

Administration de Montréal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 concernant le système administratif de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Lorsque nous avons parlé d'ordonner cette enquête, les organismes publics, les divers groupes de conseillers municipaux de Montréal, de même que les journaux de la métropole ont donné leur approbation enthousiaste. Nous aurions pu facilement donner à Montréal un nouveau système électoral en copiant d'autres systèmes administratifs, et en apportant des modifications à la charte de la ville au cours de l'étude du projet de loi concernant Montréal. Mais nous avons préféré consulter tous les organismes publics qui s'intéressent à la bonne marche de la ville.

De nombreux pouvoirs exercés par la ville, y compris ceux d'homologation, d'expropriation et d'urbanisme, devraient être révisés. On devrait procéder à d'importantes réformes relativement aux relations entre les différents niveaux d'employés et aux pouvoirs accordés à certains administrateurs. Ces réformes sont nécessaires, si on veut que le progrès se poursuive et que Montréal conserve son titre de métropole dotée d'un système de gouvernement adéquat.

Il (l'honorable M. Dozois) parle de deux systèmes situés aux antipodes l'un de l'autre. À Paris, dit-il, le préfet, fonctionnaire du gouvernement

central, est tout puissant et les pouvoirs du Conseil sont très limités. Le conseil bénéficie simplement d'un droit de veto.

Mais Los Angeles ainsi que d'autres villes de la côte du Pacifique ont un système qui a été influencé par le colonialisme espagnol. Los Angeles a un conseil restreint dont le maire ne fait pas partie. Le maire est directement responsable des employés municipaux et c'est lui le véritable dirigeant de l'administration municipale. Le Conseil siège tous les jours et les contribuables ont le droit d'exprimer leur point de vue. Il est normal pour les citoyens de discuter longuement des questions qui sont à l'étude par le conseil. Ce système occasionne des ralentissements à l'échelle administrative. Entre ces deux extrémités, il y en a d'autres.

Nous allons faire le nécessaire pour doter Montréal d'un système administratif qui convient à sa situation particulière. Il faudra pour cela consulter les groupes intéressés, de même que les hauts fonctionnaires de Montréal. Il ne faudra pas envisager seulement une réforme au niveau du conseil, mais aussi de l'administration.

Les commissaires, dont le nombre sera de deux au moins ou de cinq au plus, et que le gouvernement nommera, devront faire deux rapports. Le premier avant le 30 août sur le mode électoral, et l'autre, avant le 31 décembre, sur l'administration. Le premier permettra de modifier le système électoral avant les élections d'octobre. L'autre proposera des réformes de structure.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): L'opposition accordera son appui total au projet de loi. En général, elle est contre les commissions, mais celle-là est nécessaire. Notre grande surprise est que le gouvernement ait mis tant de temps à s'en rendre compte.

Lorsque le système de gouvernement municipal à 100 personnes a été mis sur pied par le gouvernement libéral en 1940, le premier ministre actuel, qui était à l'époque dans l'opposition comme député de l'Union nationale, a condamné le projet de loi en affirmant qu'il violait l'autonomie de Montréal et qu'il était antidémocratique. Depuis 15 ans qu'il est au pouvoir, le premier ministre a fait bien peu de tentatives pour mettre en vigueur ses propositions de 1940.

Il (M. Hyde) retrace les événements qui ont mené à l'imposition du système à 100 personnes. Le système créé en 1940 a rendu service, dit-il, car la ville de Montréal était aux portes de la faillite. Le temps est venu de changer. La création d'une commission constitue la seule façon appropriée de procéder.

La commission devrait se pencher sur la procédure selon laquelle le projet de loi annuel modifiant la charte de Montréal est présenté au gouvernement. Le projet de loi présenté ne révèle jamais son vrai visage, ce dernier apparaissant toujours dans des amendements imprévus n'ayant pas reçu l'approbation du conseil. Ils devraient être avisés que seules les décisions qui ont été approuvées par le conseil seront considérées. Et si la commission ne règle pas ce problème, la Chambre devrait le faire.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) exprime son approbation enthousiaste pour cette initiative du gouvernement. Il accuse le député de Westmount-Saint-Georges d'insinuer que la faillite de Montréal en 1940 était due à une mauvaise administration. La véritable raison, c'est que Montréal a distribué \$55,000,000 en aide directe aux chômeurs qui crevaient de faim. Il s'agissait là d'un problème qui avait été causé par le gouvernement libéral à Ottawa²⁸.

Une deuxième raison expliquant cette faillite, c'est que les villes voisines, soit les personnes que le député de Westmount-Saint-Georges représente en Chambre, n'ont pas contribué comme elles auraient dû le faire aux dépenses que Montréal a encourues pour leur fournir les services publics. L'enquête proposée est la bienvenue.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 64 concernant le système administratif de la cité de Montréal.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution, y compris les traitements du président, des autres membres et du secrétaire de la commission, seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien le gouvernement devra-t-il déboursier pour la création d'une commission?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) déclare qu'il ne le sait pas.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je présume que les commissaires siégeront à Montréal seulement.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 64 concernant le système administratif de la cité de Montréal.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée.

NOTES

1. Le *Montréal-Matin* du 17 février 1960, à la page 2, souligne que M. Hamel agit à titre de chef de l'opposition, remplaçant M. Lapalme qui est absent pour des raisons de santé.

2. Il s'agit du chiffre de la *Gazette* du 18 février 1960, à la page 2. *L'Action catholique* du même jour,

à la page 1, écrit plutôt "...près de \$84,000,000 en un an".

3. Nous avons conservé la version officielle des *Journaux de l'Assemblée législative*, page 474, mais le *Le Soleil* du 17 février 1960, à la page 16, affirme que c'est plutôt l'honorable M. Leclerc qui a soulevé ce point d'ordre.

4. *La Presse* du 17 février 1960, à la page 37, affirme que M. Hamel "a été particulièrement violent" en faisant cette déclaration et qu'il frappait du poing sur son bureau.

5. Lors de cette séance, sept députés font des discours relativement à la deuxième lecture du bill 66. L'ordre des intervenants n'a pas été facile à établir et il reste incertain. *L'Action catholique* du 17 février 1960, à la page 1, publie un seul article pour tout le débat, dans lequel les intervenants sont, dans l'ordre: M. Couturier, M. Brown, M. Johnson, M. Hanley, M. Hyde, M. Lafrance et M. Leclerc. Cependant, certaines affirmations de M. Johnson nous laissent croire que M. Lafrance a parlé avant lui, ce qui nous oblige à revoir cet ordre. C'est pourquoi nous avons placé le discours de M. Lafrance immédiatement avant celui de M. Johnson, même si le *Montréal-Matin* du 17 février 1960, à la page 3, laisse sous-entendre que M. Lafrance a plutôt parlé juste avant la suspension des débats, à 6 heures. Deux choses demeurent toutefois certaines, c'est que M. Couturier a ouvert le débat, l'ayant ajourné la veille, et M. Leclerc l'a terminé, profitant de son droit de réplique.

6. Le 17 janvier 1956, Maurice Duplessis avait dit qu'il regrettait "que le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël), ait cru devoir faire de la petite politique" à l'occasion d'un projet de loi. M. Noël avait soulevé un point d'ordre, alléguant que ces paroles n'étaient pas parlementaires, mais l'Orateur, M. Tellier, avait déclaré qu'il n'y voyait rien de contraire au Règlement.

7. Fondée en 1924, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C) était à la fois un groupe de pression et un syndicat agricole.

8. Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C).

9. D'après *L'Action catholique* du 17 février 1960, à la page 1, M. Ross a remplacé M. Tellier au fauteuil

présidentiel. Il semble que M. Tellier ne se soit absenté que pour le discours de M. Johnson.

10. Il s'agit du chiffre de *L'Action catholique* du 17 février 1960, à la page 1. *The Gazette* du même jour, à la page 2, dit plutôt que 56 % des hôpitaux sont contrôlés par des communautés religieuses.

11. Le *Montréal-Matin* du 17 février 1960, à la page 3, affirme que le député de la gauche en question est M. Lafrance, sans pour autant préciser à quel moment de son discours M. Lafrance a employé le terme "avachissement".

12. Paul Martin (1903-1992), ministre (libéral) fédéral de la Santé de 1946 à 1957.

13. *Le Soleil* du 17 février 1960, à la page 16, observe que M. Hanley s'est éloigné à plusieurs reprises de la question à l'étude.

14. Il s'agit du montant rapporté par *La Presse* du 17 février 1960, à la page 37. *Le Soleil* du même jour, à la page 16, écrit plutôt que le comité a coûté \$630,000 depuis 1954, ce qui semble peu probable puisque les *Comptes publics de la province de Québec 1958-1959* rapportent une dépense annuelle d'environ \$40,000 pour ce comité.

15. M. Lafrance fait évidemment référence aux célèbres mots: "Toi, tais-toi!" que Maurice Duplessis avait servi à Antoine Rivard, en 1958, alors que ce dernier était solliciteur général. Voir à ce sujet Mathieu Rompré, "Le "toé, tais-toé" de Duplessis: mythe ou réalité?", *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, vol. 30, nos 1-2 (septembre 2001), p. 20.

16. *La Presse* du 17 février 1960, à la page 37, qui rapporte cette blague de l'honorable M. Leclerc, ne précise pas à quel moment il l'a faite. Nous l'avons placée à cet endroit de son discours parce que nous jugeons qu'à ce moment les députés de l'opposition étaient particulièrement prompts à se lever pour interrompre le ministre.

17. M. Lafrance fait référence au député de L'Islet (M. Lizotte) qui se présente très rarement en Chambre depuis que, le 13 janvier, il a affirmé qu'il ne se présenterait pas aux prochaines élections pour protester contre la façon dont M. Barrette a été choisi premier ministre, lors d'un caucus de l'Union nationale.

18. Le plan Beveridge est un plan de réformes des assurances sociales britanniques, selon lequel l'État a pour rôle de lutter contre la misère, le chômage et la maladie. M. Hamel y a fait allusion au cours de la séance du 12 février 1960.

19. Il s'agit du chiffre du *Soleil* du 17 février 1960, à la page 15. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 2, parle même de "85 % à 90 %" des hôpitaux.

20. Nous avons conservé la version officielle contenue dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 485, mais *Le Soleil* du 17 février 1960, à la page 15, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 2, attribuent plutôt ce point d'ordre à M. Hamel.

21. Pierre Sévigny est l'organisateur québécois des conservateurs de John Diefenbaker. Les élections ont finalement eu lieu le 22 juin 1960.

22. Le 11 décembre 1956, le premier ministre, Maurice Duplessis avait affirmé que l'opposition employait des propos démagogiques. Suite à un point d'ordre contre ces paroles, le président du comité plénier, Daniel Johnson, avait donné raison au premier ministre, affirmant que "tout membre de cette Chambre avait droit de qualifier de démagogique des propos qu'il considère être de nature démagogique."

23. Le président fait ici référence à l'article 74 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, en vertu duquel un député qui continue à s'éloigner de la question en discussion, après avoir été rappelé à l'ordre à deux reprises, peut être rappelé à l'ordre nominativement (c'est-à-dire en étant désigné par son nom) par l'Orateur. Le député perd alors son droit de parole pour le reste de la séance. Il est normalement interdit, en Chambre, d'appeler un député par son nom.

24. En effet, en vertu de l'article 531 du *Règlement de l'Assemblée législative*, "tout bill doit, avant d'être adopté, être soumis à trois lectures dans des séances différentes." Cependant, le paragraphe 2 du même article stipule que deux ou trois lectures peuvent être faites dans une même séance à condition qu'une motion de suspension du Règlement soit adoptée.

25. Le *Montréal-Matin* du 17 février 1960, à la page 8, rapporte que ces paroles font bondir le premier ministre.

26. Le livre de règlements utilisé en 1960 est le *Règlement annoté de l'Assemblée législative* de Louis-Philippe Geoffrion. Il a été adopté en 1941, sous le gouvernement Godbout.

27. *L'Action catholique* du 17 février 1960, à la page 1, souligne qu'au moment de l'adoption du bill 66, il est 10 h 45.

28. Mentionnons que M. Hanley est conseiller municipal à Montréal depuis 1940.

Séance du mercredi 17 février 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi de la convention collective

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 80 modifiant la loi de la convention collective.

Le bill en question, dit-il, apporte dans la législation des précisions pour le commencement et la fin des journées de travail¹.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rectifications:

Erreur au *Procès-verbal*

M. Hamel (Saint-Maurice) se lève avant l'appel des affaires du jour pour signaler qu'il y aurait eu une erreur de fond dans le *Procès-verbal* de la séance d'hier en ce qui concerne le rapport fait par le président du comité plénier à l'Orateur de la Chambre au sujet de l'expression "tactiques démagogiques".

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de faire. Pour faire corriger un *Procès-verbal*, dit-il, il faut procéder par motion précédée d'un avis. Or, dans le cas présent, il n'y a pas eu d'avis.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il faut faire une distinction entre correction à la séance suivante et correction plus tard. Si on veut faire une correction au *Procès-verbal* dès la séance suivante, l'avis, d'après l'article 133, ne serait pas nécessaire. Mais si on désire apporter la correction plus tard, alors l'avis serait indispensable. Il affirme qu'il a déjà procédé de cette façon et qu'il n'y a jamais eu d'objections.

M. l'Orateur: D'après l'article 133, une erreur peut être rectifiée à la séance suivante si c'est une faute typographique ou d'écriture². Mais l'article 135 est bien clair, il faut une motion annoncée pour d'autres corrections.

M. Hamel (Saint-Maurice) remarque qu'il n'a pas encore fait savoir la nature de la correction demandée.

Décisions de l'Orateur:

Motion de rectification

M. l'Orateur: Le député de Saint-Maurice en a dit assez. Il (M. l'Orateur) déclare, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, que c'est l'article 135 du Règlement qui s'applique dans l'espèce et que la rectification doit être demandée par motion annoncée.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellette (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Somerville, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Explications sur des faits publiés:

Questions des députés

M. Hamel (Saint-Maurice) attire l'attention sur un article publié dans *Le Devoir* selon lequel le premier ministre aurait dit qu'il répondra chaque mercredi aux questions des députés³.

Le fait de ne répondre que le mercredi aux demandes des députés est contraire au Règlement. Est-ce que le premier ministre persiste dans son intention de ne répondre aux questions des députés que le mercredi? Le Règlement doit d'appliquer pour les deux côtés de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Lorsque j'ai fait ma déclaration, je répondais à une demande concernant les seules questions formulées par écrit. J'ai dit que j'y répondrai le mercredi.

Le député de Saint-Maurice était présent en Chambre à ce moment, et il n'a aucunement protesté. D'ailleurs, il ne se passe pas une journée sans que je réponde à des questions verbales.

Le député de Saint-Maurice le sait fort bien, mais il fait preuve d'un manque de bonne volonté évident.

Questions et réponses:

Hydro-Québec, la Corporation de gaz naturel et Keystone Transports Ltd.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): 1. Quel était le montant total d'argent payable à la Commission hydroélectrique de Québec par la Corporation de gaz naturel du Québec pour la vente de ses actions et de ses intérêts dans la Keystone Transports, Limited, le ou vers le 25 avril 1957?

2. À quelles dates, de quelle façon et par qui, dans chaque cas, les divers versements formant ladite somme globale payée à l'Hydro-Québec furent-ils faits?

L'honorable M. Johnson (Bagot): L'Hydro-Québec n'a pas vendu à la Corporation de gaz naturel du Québec ses actions et ses intérêts dans la Keystone Transports, Limited, mais a agi en conformité des pouvoirs octroyés par une loi de la Législature sanctionnée le 21 février 1957 (5-6 Elizabeth II, chapitre 41, article 1), comme en fait foi le contrat dont la date et le numéro d'enregistrement ont été fournis à la Chambre le 13 janvier 1959.

Hydro-Québec, la Corporation de gaz naturel et Montreal Coke & Manufacturing Company

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): 1. Quel était le montant total d'argent payable à la Commission hydroélectrique de Québec par la corporation de gaz naturel du Québec pour la vente de ses actions et de ses intérêts dans la Montreal Coke and Manufacturing Company, le ou vers le 25 avril 1957?

2. À quelles dates, de quelle façon et par qui, dans chaque cas, les divers versements formant ladite somme globale payés à l'Hydro-Québec furent-ils faits?

L'honorable M. Johnson (Bagot): L'Hydro-Québec n'a pas vendu à la Corporation de gaz naturel du Québec ses actions et ses intérêts dans Montreal Coke and Manufacturing Company, mais a agi en conformité des pouvoirs octroyés par une loi de la Législature sanctionnée le 21 février 1957 (5-6 Elizabeth II, chapitre 41, article 1), comme en fait foi le contrat dont la date et le numéro d'enregistrement ont été fournis à la Chambre le 13 janvier 1959.

Achat du réseau de distribution d'Hydro-Québec par la Corporation de gaz naturel

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): 1. Quel était le montant total d'argent payable à la Commission hydroélectrique de Québec par la Corporation de gaz naturel du Québec pour la vente de son système de distribution de gaz dans la région de Montréal, le ou vers le 25 avril 1957?

2. À quelles dates, de quelle façon et par qui, dans chaque cas, les divers versements formant ladite somme globale payée à l'Hydro-Québec furent-ils faits?

L'honorable M. Johnson (Bagot): 1. La Corporation de gaz naturel du Québec, en conformité des pouvoirs à elle attribués par une loi de la Législature votée à l'unanimité des deux Chambres et sanctionnée le 2 février 1956 (4-5 Elizabeth II, chapitre 157), a acquis de l'Hydro-Québec son système de distribution de gaz manufacturé, en vertu d'un acte notarié dont la date et le numéro d'enregistrement ont été fournis à la Chambre le 13 janvier 1959, comme il appert aux *Journaux de l'Assemblée législative de 1958-1959*, page 231. Ce contrat contient les dispositions requises à l'établissement du montant payable à l'Hydro-Québec

pour son système de distribution de gaz manufacturé dans la région de Montréal ainsi que des montants payables à Montreal Coke & Manufacturing Company et à Keystone Transports, Limited, pour leurs actifs physiques. En conséquence, les montants payables à l'Hydro-Québec pour son système de distribution de gaz manufacturé dans la région de Montréal et pour ses intérêts dans les actifs de Montreal Coke and Manufacturing Company et Keystone Transports, Limited, se sont élevés, en vertu dudit contrat et des conventions accessoires, à

\$32,775,599.09 pour des actifs dont la valeur nette aux livres de l'Hydro-Québec, en date du 31 décembre 1954, s'élevait à \$13,788,528.00 et pour des additions aux propriétés depuis cette date, les outils et l'équipement ainsi que l'inventaire en magasin s'élevant à \$4,546,787.00.

2. A: Montants reçus par la Commission hydroélectrique de Québec de la Corporation de gaz naturel du Québec et passif assumé par celle-ci: (Voir le tableau ci-dessous)

A a) Tel qu'il ressort du contrat notarié du 25 avril 1957 dont la date et le numéro d'enregistrement ont été fournis à la Chambre le 13 janvier 1959, Hydro-Québec a reconnu avoir reçu de la Corporation de Gaz Naturel du Québec la somme de vingt-cinq millions, cent dix-sept mille, cent dix-sept dollars, incluant un billet de deux millions, cinq cent mille dollars (acquitté le 25 avril 1959).....		\$ 25,117,117.00
b) Le 12 juin 1957 pour ajustement au 24 avril 1955.....		311,558.00
c) En divers paiements par chèques postérieurs au 12 juin 1957 pour l'inventaire		784,843.00
d) Passif assumé par la Corporation du Gaz Naturel du Québec.....		355,817.00
		<u>\$ 26,569,335.00</u>
B Montants reçus par l'Hydro-Québec de Montreal Coke and Manufacturing Company dans l'exercice des pouvoirs accordés à l'Hydro-Québec par la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 41, sanctionnée le 21 février 1957:		
17 mai 1957.....		\$ 3,999,520.00
17 septembre 1957.....		499,940.00
6 novembre 1958.....		<u>73,345.62</u>
		\$ 4,572,805.62
C Montants reçus par l'Hydro-Québec de Keystone Transports Limited dans l'exercice des pouvoirs accordés à l'Hydro-Québec par la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 41, sanctionnée le 21 février 1957:		
18 mai 1957.....		\$ 1,491,000.00
17 septembre 1957.....		124,250.00
6 novembre 1958.....		<u>18,208.47</u>
Total		\$ 32,775,599.09

**Paiement à Hydro-Québec
pour le réseau de distribution acquis
par la Corporation du gaz naturel**

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): 1. La Quebec Natural Gas Corporation (Corporation du gaz naturel du Québec) a-t-elle payé le billet de \$2,500,000 qu'elle avait remis à la Commission hydroélectrique de Québec lors de l'acquisition de son réseau de distribution du gaz et qui était inscrit dans l'actif de ladite Commission hydroélectrique à la date du 31 décembre 1958?

2. Dans l'affirmative:

a) Le montant dudit billet a-t-il été payé en entier?

b) À quelle date chaque paiement a-t-il été effectué, pour quel montant et sous quelle forme dans chaque cas?

3. La Quebec Natural Gas Corporation (Corporation du gaz naturel du Québec) doit-elle encore quelque montant d'argent à la Commission hydroélectrique de Québec?

L'honorable M. Johnson (Bagot): 1. Oui.

2. a) Oui.

b) Un seul paiement, par chèque, le 25 avril 1959, date fixée pour le paiement.

3. La Corporation de gaz naturel du Québec a intégralement payé le prix des actifs qu'elle a acquis de l'Hydro-Québec.

**Route 24 à Damas,
canton Casgrain**

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Le gouvernement a-t-il exécuté ou fait exécuter des travaux d'élargissement ou de redressement sur la route 24, à la frontière américaine (route à Damas) entre les lots 21 et 22, canton Casgrain, au cours de l'année 1959?

2. Dans l'affirmative:

a) Quel a été le coût total de ces travaux?

b) Quel département a exécuté ou fait exécuter cesdits travaux?

c) Quels sont les noms, prénoms et adresse de l'entrepreneur qu'a exécuté cesdits travaux?

d) Quels sont les noms, prénoms et adresses des personnes auxquelles le gouvernement a payé des montants d'argent pour achats ou expropriations de terrains et de bâtisses, en rapport avec les susdits travaux d'élargissement ou de redressement, ainsi que le montant payé à chacune de ces personnes?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Oui. Chemin municipal en vertu de l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* par le ministre de la Voirie, le 22 mai 1958, volume 90, numéro 22.

2. a) \$38,311.58.

b) Département de la Colonisation.

c) Construction Port-Joli ltée, Saint-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet.

d) Aucun montant payé pour achat ou expropriation.

**Route 24, Rang Double
à Saint-Pamphile-de-L'Islet**

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Le gouvernement a-t-il exécuté ou fait exécuter des travaux de construction ou de réfection de chemin sur la route 24, Rang Double, lot numéro 9, à Saint-Pamphile-de-L'Islet, (à la limite de Saint-Adalbert) au cours de l'exercice financier 1958-1959?

2. Dans l'affirmative:

a) Quel a été le coût total de ces travaux?

b) Quel département a exécuté ou fait exécuter cesdits travaux?

c) Quels sont les nom, prénoms et adresse du surveillant ou contremaître des travaux ainsi que le montant total qui lui a été payé dans l'exercice de ses fonctions?

3. Un pont a-t-il été construit sur la route 24, où furent exécutés cesdits travaux et, dans l'affirmative:

a) Quel a été le coût total de la construction de ce pont?

b) Quels sont les noms, prénoms et adresse du contremaître ou surveillant des travaux de construction de ce pont, ainsi que le montant total qui lui a été payé dans l'exercice de ses fonctions?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1. et 2. Les travaux de construction ou de réfection de chemins relèvent du ministère de la Voirie.

3. Le ministère des Travaux publics a fait exécuter des travaux d'élargissement au pont Caron, sur la Grande Rivière Noire, à Saint-Pamphile, comté de L'Islet, sur la route no 24, rang V-VI, lots 20-21, pour convenir à l'amélioration de la route. La voie charretière a été portée de 16 à 30 pieds de largeur entre deux trottoirs de 2' 6".

a) Coût des travaux: \$128,683.23.

b) Les travaux ont été exécutés à forfait sous la surveillance des ingénieurs du ministère.

Pont sur la rivière Mistassini

M. Couturier (Rivière-du-Loup): 1. Relativement au pont que le gouvernement a fait ériger au cours de l'année 1958-1959, sur la rivière Mistassini, près de Mistassini, dans le comté de Roberval:

a) Des soumissions publiques ont-elles été demandées?

b) Quels sont les noms des soumissionnaires et quel a été le montant de leur soumission respective?

c) À qui le contrat a-t-il été accordé et à quel prix?

d) Le coût des travaux exécutés par l'entrepreneur a-t-il excédé le prix de sa soumission et, dans l'affirmative, de quel montant?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): a) Des soumissions ont été demandées.

b) Pour la construction du pont et approches immédiates, sauf la superstructure métallique:

1° Komduroc Construction ltée	\$223,822.67
2° Belle Construction ltée	225,976.00
3° W. Théberge inc.	226,926.00

Pour la structure métallique:

1° B. & H. Metal Industries Co. Ltd....	87,600.00
---	-----------

2° Strutural Erectors Ltd.	\$ 97,135.00
c) Komduroc Construction ltée.....	223,822.67
B. & H. Metal Industries Co. Ltd.	87,600.00
d) Oui, de.....	6,742.08

Paul Langlois

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quels sont le prénom au long, ainsi que l'adresse de M. P. Langlois dont le nom apparaît en regard d'un montant de \$3,640.00 à la page 203 des *Comptes publics de la province pour l'exercice financier 1958-1959*, sous la rubrique: "Colonisation, entrepôts et outillage, salaires"?

2. Quel est le métier ou la profession dudit P. Langlois, quel emploi occupe-t-il au ministère de la Colonisation et en quoi consiste exactement le travail qu'il exécute?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Paul Langlois, La Sarre, Québec.

2. Aide-opérateur sur foreuse.

Analyses et perspectives économiques du Québec

M. Lapalme (Montréal-Outremont): 1. Quelle somme le gouvernement a-t-il dépensée depuis le 1^{er} novembre 1957 jusqu'à date, en rapport avec une ou des enquêtes relativement au développement et aux perspectives économiques de la province de Québec?

2. Combien de telles enquêtes le gouvernement a-t-il fait faire et par l'entremise de quels ministères, offices, commissions, etc.?

3. Quels sont les noms des personnes, sociétés ou corporations auxquelles chaque ministère concerné a payé des sommes d'argent relativement à de telles enquêtes, avec en regard de chaque nom, le montant payé?

L'honorable M. Barrette (Joliette): 1. \$36,450.00.

2. Ville de Trois-Rivières, analyse économique, versions française et anglaise.

Ville de Saint-Jean, analyse économique, version française.

Ville de Sherbrooke, analyse économique, version française.

Ville de Drummondville, analyse économique, version française.

Étude statistique comparative sur le sujet de la formation technique dans le Québec et l'Ontario.

Cité de Joliette, analyse économique, versions française et anglaise.

Analyse économique de la province par ville, comté et région (12 volumes de tableaux statistiques).

Revue statistique de la production dans le Québec.

Cinq volumes d'analyse statistique provinciale: vol. 1: Tableaux généraux, vol. 2: Nouveaux investissements, vol. 3: Valeur brute de la production, vol. 4: Gages et salaires, vol. 5: Emplois.

Dossier économique de la province de Québec - représentation graphique - édition préliminaire, versions française et anglaise.

Monographie économique de la ville de Thetford Mines.

Monographie économique de la ville de Granby.

Monographie économique de la ville de Saint-Hyacinthe.

Monographie économique de la ville de Valleyfield.

Monographie économique de la ville de Sorel.

Monographie économique de la ville de Shawinigan.

Progrès économique et expansion industrielle.

3. Alfred Stenger, Ph.D.: \$36,450.00.

Demande et dépôt de documents:

Pont sur la rivière Ottawa entre l'Île aux Allumettes et l'Île Morrison

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Copie de tous les plans, devis et spécifications concernant le pont qui a été érigé au cours des années 1955, 1956 et 1957 sur la rivière Ottawa, entre l'Île aux Allumettes et l'Île Morrison.

2. Copie de toutes les soumissions ainsi que de tous les contrats avec documents attachés concernant la construction de ce pont et de ses approches.

3. Copie de tous autres contrats octroyés par le ministère des Travaux publics et/ou le ou les entrepreneurs principaux à tout entrepreneur en construction et/ou entrepreneur en électricité ou éclairage, en sondages et/ou ingénieurs ou firme d'ingénieurs, techniciens ou autres spécialistes, firme d'analyse de matériaux, services de laboratoires.

4. Copie de toute correspondance, d'états, de réclamations pour tous travaux supplémentaires communément appelés extras.

5. Un état comportant le coût entier dudit pont en donnant séparément la ou les sommes versées à ou aux entrepreneurs principaux, toutes sommes payées pour travaux supplémentaires, toutes sommes versées à tous entrepreneurs en éclairage, en électricité, en sondages, à toute firme d'analyse de matériaux, à tous ingénieurs, techniciens, spécialistes, en un mot donnant les montants de toutes les dépenses de quelque genre que ce soit qui ont été encourues ou payées par le ministère des Travaux publics relativement à la construction dudit pont et de ses approches immédiates.

6. Un état mentionnant:

a) La date à laquelle les travaux ont été commencés;

b) La date à laquelle ils ont été terminés.

Adopté.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare qu'il ne dépose qu'une partie seulement des documents demandés par la motion, parce que les autres sont volumineux et qu'il faudrait beaucoup de temps pour les copier ou les préparer, et aussi parce qu'il serait contraire à l'intérêt public de les déposer.

Il ajoute que la plupart de ces documents pourront être consultés par l'opposition aux bureaux du ministre des Travaux publics. (Document de la session no 77)

Pont sur la rivière Saint-François, comté de Drummond

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Copie de tous les plans, devis et spécifications concernant le pont qui a été érigé au cours des années 1956, 1957 et 1958, au-dessus de la rivière Saint-François, entre le canton Grantham-Ouest et le canton de Wendover, comté de Drummond, par Crémazie construction limitée, comme agent du gouvernement de la province.

2. Copie de toutes soumissions, tous sous-contrats intervenus entre Crémazie construction limitée et tout entrepreneur en sous-ordre, concernant la construction de ce pont et, d'une façon particulière, tous sous-contrats concernant la structure, superstructure ou substructure métallique de ce pont, - location de terrain, de machinerie, de matériel flottant, de gros ou petit outillage, de camions, - le système électrique, l'éclairage dudit pont, les

sondages, les analyses de matériaux, les services de laboratoires, les services d'ingénieurs, de techniciens et de spécialistes.

3. L'état de compte final ou relevé final (final cost statement) comportant en détail tous les items ou sous-items du coût direct ou indirect de l'entreprise pour en arriver au coût entier de ce pont et de ses approches immédiates.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare qu'il ne dépose qu'une partie seulement des documents demandés par la motion parce que les autres sont volumineux et qu'il faudrait beaucoup de temps pour les copier ou les préparer, et aussi parce qu'il serait contraire à l'intérêt public de les déposer.

Il ajoute que la plupart de ces documents pourront être consultés par l'opposition aux bureaux du ministre des Travaux publics. (Document de la session no 78)

Pont à Sutton

M. Brown (Brome) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Copie de tous les plans et devis concernant le pont qui a été érigé au cours de l'année 1959 sur le ruisseau dans la ville de Sutton, près de l'hôtel de ville.

2. Copie de toutes les soumissions ainsi que de tous les contrats avec documents y attachés concernant la construction de ce pont et de ses approches.

3. Copie de tous autres contrats octroyés par le ministère des Travaux publics et/ou le ou les entrepreneurs principaux à tout entrepreneur en construction et/ou entrepreneur en électricité ou éclairage, en sondages et/ou ingénieurs ou firme d'ingénieurs, techniciens ou autres spécialistes, firme d'analyse de matériaux, services de laboratoires.

4. Copie de toute correspondance, d'états, de réclamations pour tous travaux supplémentaires communément appelés extras.

5. Un état comportant le coût entier dudit pont en donnant séparément la ou les sommes versées à ou aux entrepreneurs principaux, toutes sommes payées pour travaux supplémentaires, toutes sommes versées à tous entrepreneurs en éclairage, en électricité, en sondages, à toute firme d'analyse de matériaux, à tous ingénieurs, techniciens, spécialistes, en un mot donnant toutes les dépenses de quelque genre que ce soit qui ont été encourues ou payées par le ministère des Travaux publics relativement à la construction dudit pont et de ses approches immédiates.

6. Un état mentionnant:

a) La date à laquelle les travaux ont été commencés;

b) La date à laquelle ils ont été terminés.
Adopté.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare qu'il ne dépose qu'une partie seulement des documents demandés par la motion parce que les autres sont volumineux et qu'il faudrait beaucoup de temps pour les copier ou les préparer, et aussi parce qu'il serait contraire à l'intérêt public de les déposer.

Il ajoute que la plupart de ces documents pourront être consultés par l'opposition aux bureaux du ministère des Travaux publics. (Document de la session no 79)

**Travaux sur la voie Sir-Wilfrid-Laurier,
entre Grantham-Ouest
et Notre-Dame-du-Bon-Conseil**

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance, télégramme, mémoire, rapport, etc., échangés depuis le 1^{er} janvier 1957 jusqu'au 31 décembre 1959, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, société, corporation, etc., relativement aux travaux de voirie, de pont, de viaducs, d'éclairage, etc., sur la voie Sir-Wilfrid-Laurier, entre Grantham-Ouest et Notre-Dame-du-Bon-Conseil, dans le comté de Drummond, ainsi que copie de tous contrats accordés en rapport avec ces travaux aux cours de la susdite période, y compris toutes les annexes de tels contrats et toutes ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles.
Adopté.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 80)

**Pont sur la rivière Jacques-Cartier
à Donnacona et Georges Gagné ltée**

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Copie d'un contrat passé le ou vers le 15 novembre 1957, entre le ministère des Travaux publics et Georges Gagné ltée, concernant la construction du pont temporaire et de la fausse charpente, partie des travaux de construction du pont de Donnacona, sur la rivière Jacques-Cartier érigé durant les années 1957, 1958 et 1959;

2. Un état indiquant séparément les sommes d'argents versées par le ministère des Travaux publics à Georges Gagné ltée.

Adopté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1. Aucun contrat n'est intervenu entre le ministère des Travaux publics et Georges Gagné ltée le 15 novembre 1957 et à aucune date concernant la construction du pont temporaire et de la fausse charpente du nouveau pont sur la rivière Jacques-Cartier, à Donnacona.

2. Rien.

**Réponses aux
questions de l'opposition**

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) se plaint qu'il attend toujours la réponse à deux autres questions relatives à l'Hydro-Québec et qui sont à l'ordre du jour depuis le 7 décembre.

Il (M. Hyde) commence à lire le texte des motions...

L'honorable M. Barrette (Joliette): On sait lire!

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) et **M. Hamel (Saint-Maurice):** On a le droit de lire!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) fait perdre le temps de la Chambre. Il lui suffirait de mentionner le numéro de la question.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Cela permet de montrer que ce ne serait pas si compliqué de répondre à de telles questions.

M. l'Orateur: D'après le Règlement, le premier ministre aurait le droit de ne pas y répondre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai déjà répondu à quatre questions du député de Westmount. Si j'avais répondu à celles-là, le député en aurait trouvé deux autres. Le gouvernement a fourni à date près de 125 réponses à l'opposition. Ces gens-là ont eu plus de réponses au cours de la présente session que jamais auparavant au cours de toute autre session. Ils ne cessent de poser d'autres questions et ils ne lisent même pas un grand nombre de réponses.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Ce n'est pas vrai!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Westmount (M. Hyde) n'est pas poli! Les députés de l'opposition ont prouvé qu'ils ne lisaient pas les réponses parce qu'ils posent les mêmes questions à plusieurs reprises.

Remboursement de droits:

Maîtres nettoyeurs

M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill 206 concernant les maîtres nettoyeurs de la province de Québec ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Écoles secondaires dans Chambly

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill 185 concernant les écoles secondaires du comté de Chambly ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Projets de loi:

Enregistrement des véhicules automobiles et Code de la route

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 concernant l'enregistrement des véhicules automobiles et la réglementation de la circulation routière soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Barrette (Joliette) suggère que le code de la route soit référé au comité des bills publics. De cette manière, tous les intéressés seront en mesure de venir exposer, à nos législateurs, objections ou recommandations pour amender et améliorer le texte soumis.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Nous pourrions nous entendre sur la date à laquelle nous convoquerons les intéressés.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Il faut leur accorder un délai suffisant afin qu'ils puissent prendre leurs dispositions pour venir.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): C'est ce que nous ferons pour permettre aux intéressés de se faire entendre.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Corporation interurbaine de l'Île-Jésus

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 225 modifiant la charte de la corporation interurbaine de l'Île-Jésus.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

M. Pouliot (Laval) propose que la séance du comité soit levée.

Le comité se lève sans faire rapport⁴.

Motions des députés:

Comité sur la Déclaration canadienne des droits

L'honorable M. Barrette (Joliette) demande à la Chambre de reprendre le débat sur la motion du chef de l'opposition relative à la Déclaration canadienne des droits.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au premier ministre de remettre à plus tard le débat provoqué par la motion. Le chef de l'opposition est malade, dit-il, il est à l'hôpital⁵. Il a le droit de réplique sur cette motion. C'est lui qui a amorcé ce débat. Il ne serait que normal qu'on attende qu'il soit en Chambre pour traiter de nouveau de cette question.

Les règlements de la Chambre prévoient, en outre, que les motions inscrites les premières au *Feuilleton* sont généralement celles qui sont appelées en premier lieu. Celle du chef de l'opposition vient à la fin du *Feuilleton*.

L'honorable M. Barrette (Joliette) s'oppose à la demande du député de Saint-Maurice. C'est à la demande même du chef de l'opposition que le débat sur les droits de l'homme a commencé.

M. l'Orateur: C'était un mercredi, à la suggestion du chef de l'opposition.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le chef de l'opposition est absent. On n'a pas le droit de le priver de son droit de réplique.

M. l'Orateur: Le député n'a pas le droit de tirer une telle conclusion.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 3 février courant, sur l'amendement du représentant de Montmagny (l'honorable M. Rivard) à la motion du député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) proposant qu'un comité spécial formé de quinze membres de cette Chambre soit institué aux fins de considérer si le projet de "Déclaration canadienne des droits" (Canadian Bill of Rights) qui a été proposé au Parlement du Canada est susceptible de porter atteinte à l'autonomie de cette province ou à la législation qui y est en vigueur.

La motion d'amendement se lit comme suit:

Que la motion soit amendée en substituant aux mots qui se trouvent après le mot "que" les mots suivants:

"L'Assemblée législative de Québec, prenant connaissance que le Parlement du Canada doit être saisi durant la session actuellement en cours d'un projet de loi ayant pour objet la reconnaissance et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, désire réaffirmer que cette législation fédérale ne doit en aucune manière, ni directement ni indirectement, porter atteinte à la juridiction exclusive décernée aux provinces par les articles 92, 93 et autres de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et plus spécialement en ce qui concerne le droit à la liberté, à la propriété et aux droits civils, la liberté de religion, la liberté de parole, d'assemblée et d'association, la liberté de la presse, l'administration de la justice dans la province, la procédure en matière civile et pénale tel que décrété par la Législature dans l'exercice de ses droits, et généralement en toute matière d'une nature purement locale ou privée dans la province.

"L'Assemblée législative de la province de Québec réaffirme que les droits des provinces ne peuvent être restreints, diminués, amendés ou

changés par un acte du Parlement du Canada et sans l'assentiment des Législatures provinciales, et elle prie le greffier de l'Assemblée législative de transmettre copie de cette motion au très honorable premier ministre du Canada."

M. Brown (Brome): Une déclaration des droits de l'homme s'impose, même au Canada où la liberté ne souffre pas de graves menaces. Des déclarations des droits de l'homme existent dans tous les pays, même en Russie. Ce qui importe en somme, ce n'est pas la déclaration des droits elle-même, mais surtout l'application qu'on en fait. La liberté est encore plus importante qu'une déclaration de droits humains.

Le problème est trop complexe toutefois, pour simplement dire que nous devons protéger nos droits. Il est nécessaire de référer toute la question à un comité parlementaire⁶.

J'ai dit qu'on n'avait pas à craindre ici à ce qu'on porte atteinte à nos libertés. Mais les journaux ont déjà souligné certains événements regrettables que tous admettent comme ayant été des accrocs sérieux à nos libertés fondamentales. Il (M. Brown) cite un article d'un grand périodique expliquant certains agissements de la police provinciale. Il serait sûrement bon, dit-il, que l'on puisse garantir que de tels abus ne pourront plus être commis à l'avenir.

La province de Québec devrait participer à une tentative conjointe de tous les gouvernements du pays en vertu de rapatrier notre Constitution. Il est essentiel de posséder une déclaration des droits de l'homme et, pour cela, il faudrait procéder au rapatriement de notre Constitution et l'amender au Canada.

La province de Québec devrait prendre les devants en marge de cette question. Elle devrait prendre l'initiative en suggérant aux autres gouvernements concernés les mesures qui s'imposent pour régler le problème à l'étude.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) félicite le chef de l'opposition d'avoir soulevé cette question des droits civils du citoyen. C'est une question qui est discutée depuis plus de deux ans, dit-il, et qui a été reportée à l'ordre du jour par la présentation d'un bill des droits de l'homme par le premier ministre John Diefenbaker, en Chambre des communes.

C'est l'une des lois des plus importantes jamais soumises aux Chambres fédérales et elle soulève actuellement bien des critiques, d'un bout à l'autre du Canada.

Le premier ministre n'a pas encore trouvé la bonne formule, ce qui lui cause bien des difficultés.

Il (M. Hyde) cite une foule d'experts en droit constitutionnel qui ont donné leur avis sur cette législation, et il en a conclu que la législation Diefenbaker doit donner lieu à d'autres études avant d'être adoptée.

Une loi de ce genre n'ajoute rien, d'ailleurs, à nos droits fondamentaux, parce que le Parlement qui l'adopte peut la changer l'an prochain. Pour être efficace, une déclaration des droits de l'homme ne doit pas prendre la forme d'une simple loi fédérale, que le Parlement peut amender ou abolir n'importe quand. Il faudra donc trouver une autre formule. Celle que propose le gouvernement Diefenbaker ne comporte aucune garantie additionnelle et elle peut mettre en danger les droits des provinces. Le seul moyen de protéger les droits des citoyens de façon certaine et irrévocable serait de placer un amendement à cet effet dans la Constitution canadienne.

Cependant, le problème devrait être approfondi davantage. Pour mieux protéger la province de Québec, tellement cette question est importante, je soumets qu'il faudrait adopter à la fois la suggestion du chef de l'opposition (M. Lapalme), concernant la formation d'un comité, et l'amendement du procureur général (l'honorable M. Rivard), qui constitue une mise en garde à l'adresse de l'autorité fédérale.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):

L'opposition aurait dû soulever le problème des libertés fondamentales 20 ans plus tôt. C'est en 1940 qu'on aurait dû présenter cette motion, pour empêcher que des citoyens ne soient envoyés dans des camps de concentration sans aucune forme de procès.

En écoutant tout à l'heure mes deux collègues de langue anglaise, je me disais qu'ils devraient être heureux du traitement donné à toutes les minorités dans la province de Québec. Sans déclaration des droits de l'homme, la province de Québec accorde à ses minorités, dans tous les domaines, un traitement qui ne peut soulever la moindre critique. Hôpitaux et écoles de langue anglaise, institutions juives ou autres ont reçu de généreuses contributions financières du gouvernement de Québec.

Des Québécois sont apparemment incapables de réaliser à quel point chacun est bien traité par le gouvernement provincial. Quand je pense à ces personnes, je suis convaincu que nous avons plus besoin d'un bill de psychiatrie que d'un bill des droits.

Quant à la liberté de parole, ce n'est pas ici au Parlement provincial qu'il faut un bill des droits de

l'homme pour la protéger. La liberté de parole est si grande à l'Assemblée législative que l'opposition en abuse pour faire de l'obstruction et multiplier les procédés dilatoires. L'opposition a ici tous les droits. S'il fallait une mesure législative, il faudrait plutôt une mesure pour empêcher que l'on fasse de l'obstruction et qu'on retarde inutilement le travail de la Chambre.

Et que dire de la liberté de religion? Il (M. Hanley) défie n'importe quel membre de la Chambre de trouver un seul État dans tout l'univers où cette liberté soit mieux respectée que dans le Québec.

Il accuse l'opposition de faire de l'obstruction, de multiplier les insultes, les insinuations, les attaques.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député est-il dans l'ordre, M. l'Orateur? Mon opinion est qu'il ne l'est pas. Mais on ne sait jamais.

M. l'Orateur: Tous ceux qui ont parlé sur les droits de l'homme jusqu'à maintenant ont eu l'entière liberté d'exprimer leur opinion, et je ne vois pas pourquoi on ne donnerait pas la même latitude au député qui a la parole.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Avant de faire appel aux droits fondamentaux, l'opposition devrait commencer par respecter les règlements et les décisions de l'Orateur.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi):

Comme la plus grande partie de la séance a été consacrée à entendre les remarques de nos amis de la langue anglaise, il est évident que les grandes libertés existent dans la province de Québec, y compris celle de s'exprimer dans sa propre langue.

Toutes ces grandes idées de liberté, d'égalité et de fraternité sont belles et acceptées de tous. Ce qui est difficile, c'est de les mettre dans un texte de loi, de trouver un mécanisme qui leur donne force. Il n'y a pas à répéter les dangers que comporte, pour l'autonomie provinciale, le texte soumis à Ottawa. Le procureur général (l'honorable M. Rivard) les a déjà signalés.

Il (l'honorable M. Bertrand) lit un extrait de la Déclaration des droits qui est proposée et cite une clause qui, dit-il, pourrait facilement causer des problèmes. Par le truchement du droit de désaveu, dit-il, cette déclaration des libertés fondamentales pourrait être interprétée comme ayant préséance sur l'ensemble de notre législation provinciale. Or, les droits et prérogatives des provinces ne sont pas moins essentiels que les libertés humaines.

Avec le procureur général, j'estime qu'il est important, non pas de former un comité d'étude, mais de rappeler immédiatement et sans ambiguïté les droits fondamentaux, les libertés et prérogatives de la province de Québec. Ces libertés, nous entendons les exercer pleinement. Le problème réside dans l'insertion, dans les lois pratiques, de certaines garanties que les prérogatives et les droits fondamentaux seront appliqués, tel que reconnu par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et les ententes constitutionnelle et fédérale.

Inutile de rappeler que, pendant un certain temps, M. Duplessis était presque seul à revendiquer les droits fondamentaux non seulement du Québec, mais de toutes les Législatures provinciales.

J'appuie donc l'amendement proposé. L'important, ce n'est pas de définir les libertés fondamentales dans un texte séparé, mais d'en inspirer toute notre législation. Or, la législation québécoise reconnaît les droits fondamentaux de la personne humaine et de la famille. Non seulement elle les reconnaît, mais elle procure les moyens de les exercer entièrement. C'est plus important qu'une feuille de papier qui dit que vous avez des droits. La province de Québec a reconnu ces droits, surtout au cours des dernières années, et la nature de la législation le prouve.

La jouissance de ces droits proviendra des mesures sociales et économiques mises sur pied dans des secteurs tels que la santé, le bien-être, les projets pour la jeunesse et les programmes du même genre.

Parmi les droits que la Constitution reconnaît aux Législatures et particulièrement à la Législature du Québec, il y a les droits civils et la propriété. Une déclaration des droits de l'homme venant d'Ottawa ne doit pas y porter atteinte. C'est la base de l'autonomie provinciale dans Québec.

Il (l'honorable M. Bertrand) compare M. Diefenbaker à Abraham Lincoln quant aux raisons qui les poussent à adopter des législations semblables. M. Diefenbaker a sans doute observé des empiètements sur les libertés dans sa pratique du droit criminel et a affirmé qu'il allait, si possible, faire quelque chose à ce sujet. La biographie de Lincoln démontre qu'il avait promis d'agir après avoir vu le fonctionnement du commerce d'esclaves noirs, aux tout débuts de sa pratique du droit.

Loin de moi la pensée de critiquer le chef du gouvernement canadien. Il s'inspire d'une noble et grande idée. Nous lui indiquons aujourd'hui tout simplement certaines limites à ne pas franchir, certains principes à sauvegarder.

M. Lafrance (Richmond) félicite le proposeur de la motion, le chef de l'opposition. On ne saurait attacher trop d'importance aux droits acquis par les sacrifices et les luttes de nos prédécesseurs, dit-il. Il en est de la liberté comme de la santé, et on ne l'apprécie vraiment à sa juste valeur que lorsqu'on l'a perdue.

Il est sûrement bon, en principe, de consigner les droits de l'homme dans une déclaration. On a empiété sur ces droits dans d'autres pays tels que la Hongrie. La difficulté de s'entendre sur une telle rédaction provient de notre système fédératif et de notre double culture.

Les gouvernements libéraux ont défendu les libertés bien avant que le parti de l'Union Nationale ne voie le jour. Il y a eu, dans le passé, des accrocs à nos libertés civiles...

L'honorable M. Bellemare (Champlain): Je soulève un point d'ordre. Le député lit ses discours. Les règlements de la Chambre le défendent.

M. l'Orateur: Il est exact que les règlements défendent de lire un discours. Mais la chose a été tolérée depuis le début de la session pour les deux côtés de la Chambre. Il y a lieu, je crois de continuer à appliquer la même politique.

M. Lafrance (Richmond): Par la déformation créée dans l'opinion publique par l'Union nationale, les permis, les octrois, les pensions, les bourses, etc. sont devenus des dons gratuits accordés grâce au bon vouloir et à la générosité des gouvernants, alors que ce sont tout simplement des droits acquis par tous les citoyens, quelle que soit leur allégeance politique, et quelle que soit leur situation sociale.

Il y a, parmi ces droits civils, celui qui veut que chaque citoyen qui habite la province de Québec, qui contribue à la prospérité de la province par son travail, par les taxes qu'il paie, ou par toute autre forme de contribution personnelle, a droit à la sécurité pour se livrer à certaines activités sociales ou autres, et le gouvernement a le devoir de lui accorder la protection nécessaire pour qu'il puisse exercer ce droit naturel. Contrairement à ce qu'on pense en certains milieux, ces droits et libertés ne sont pas et ne doivent pas être considérés comme des dons, ou des faveurs.

Il serait urgent de faire disparaître tout ce qu'il y a de discrétionnaire dans nos lois, tout ce qui soumet les gens aux caprices de l'administration qui favorisent cette pratique odieuse et illégale qu'on appelle le patronage politique, qui est en train de saboter nos droits et nos libertés.

Il en est de même des droits politiques. Tout citoyen du Québec a le droit de participer aux affaires publiques de sa province. Il a le droit d'intervenir dans la discussion publique, d'exprimer son opinion, de dénoncer ce qui lui semble être des abus de pouvoir, de soumettre à l'attention de ceux qui ont la responsabilité de l'administration provinciale ses besoins légitimes, d'exercer librement son droit de vote, et cela, sans être menacé de représailles par qui que ce soit.

Le gouvernement qui détient le pouvoir a le devoir de protéger et de faciliter l'exercice de ces droits politiques à tous les citoyens de la province, sans considération d'allégeance politique, de race et de religion.

Toute mesure, ou tout acte, qui tend à restreindre ou à violer ces droits sont une atteinte grave, non seulement à l'individu qui est lésé, mais à la société tout entière.

Voilà pourquoi il est de la plus haute importance et d'une grande urgence que le gouvernement provincial, en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par la Constitution du pays, reconnaisse au plus tôt par des textes de loi les droits et libertés des citoyens de cette province, sinon notre peuple se verra peut-être un jour contraint de reconquérir ces droits et libertés au prix des plus grands sacrifices comme en 1837-1838.

Il y aurait lieu de former un comité qui étudierait tous ces aspects de la question.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion d'amendement est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Parent, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Somerville, Talbot, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 73

Contre: 0.

Ainsi, la motion d'amendement est adoptée⁷.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *La Presse* du 18 février 1960, à la page 51, explique que cette loi fait suite à un jugement rendu à la Cour supérieure l'été précédent. Il fait en sorte que la journée de travail, telle que définie dans une convention collective, soit comprise entre les heures d'ouverture et de fermeture indiquées dans le règlement municipal.

2. L'article 133 du Règlement se lit comme suit: "Quand il s'est glissé quelque erreur de fond dans le texte du procès-verbal d'une séance, le greffier peut le rectifier dans le procès-verbal du jour de séance suivant. Subséquemment, la rectification ne peut être faite que par ordre de la Chambre."

3. L'article en question a été publié dans l'édition du *Devoir* du 17 février, en page 1, sous le titre: "Le public appréciera la réponse".

4. Selon l'article 362 du *Règlement de l'Assemblée législative*, lorsqu'un comité plénier lève sa séance sans faire de rapport ni obtenir la permission de siéger de nouveau, l'affaire qui lui avait été renvoyée se trouve écartée. Selon *La Presse* du 18 février 1960, à la page 51, cet "enterrement de première classe" au bill de l'Île-Jésus était prévu depuis quelques jours, puisque les principaux intéressés étaient incapables de s'entendre sur certaines modalités. Les représentants de l'Île Jésus avaient toutefois refusé de retirer leur projet de loi, ne croyant pas avoir le mandat voulu pour agir ainsi. Ce sont donc les députés qui ont exécuté cette tâche à leur place.

5. *L'Événement* du 18 février 1960, à la page 10, précise que M. Lapalme subit des traitements pour "maux d'arthrite".

6. Rappelons qu'avant la proposition d'amendement par M. Rivard, la motion de M. Lapalme suggérait la création d'un comité de 15 membres pour étudier la question.

7. *L'Action catholique* du 18 février 1960, à la page 3, rappelle qu'en vertu de la procédure parlementaire, l'adoption de l'amendement fait tomber par le fait même la motion principale. Le comité préconisé par M. Lapalme ne sera donc pas créé.

Séance du jeudi 18 février 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

**Consultation des documents
gouvernementaux**

M. Hamel (Saint-Maurice): L'opposition a été informée que l'on venait de mettre fin à une tradition vieille d'au moins cent ans, laquelle permettait à tout député d'emprunter temporairement, contre sa signature, les documents déposés par le gouvernement au cours de la session et en obtenir des copies ou des photostats. On nous a dit que ces documents ne sortiraient plus et que le seul moyen que nous aurions d'en prendre connaissance serait d'aller les consulter au Bureau des archives.

Je crois que c'est là une règle assez radicale, car si nous demandons ces documents, c'est parce que nous avons besoin d'en avoir des copies. Certains de ces documents sont extrêmement importants et très volumineux. Il sera pratiquement impossible pour les députés de l'opposition de faire des copies de ces documents. Cette restriction limitera le travail de l'opposition et nous empêchera de fournir au public l'information à laquelle il a droit.

Il (M. Hamel) demande si les instructions données pour empêcher que ces documents ne quittent les archives, désormais, seront appliquées. J'aimerais savoir, dit-il, ce qui a amené le gouvernement à changer sa politique à cet égard. Si l'on veut s'en tenir strictement à la teneur de l'article 707 du Règlement, il faudrait au moins que l'on nous fournisse le personnel nécessaire pour recopier les documents sur place ou pour en prendre des photocopies¹.

Je souligne que cette restriction va compliquer encore le rôle de l'opposition. Je voudrais également déclarer ici, que le premier ministre n'a pas donné suite à un ordre de la Chambre...

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai averti la Chambre hier que les documents produits n'étaient pas complets et j'ai demandé à l'opposition de les accepter tels quels.

M. Hamel (Saint-Maurice): La Chambre a ordonné que tous les documents soient déposés. Pas seulement ceux que le premier ministre veut bien déposer. Le premier ministre a fait sa déclaration d'hier après que la motion ait été acceptée, votée, et cette déclaration n'a rien modifié à l'ordre de la Chambre. Il est arrivé dans le passé qu'on nous ait demandé d'amender une motion de production de document. Hier on ne l'a pas fait. Le premier ministre a dit qu'il était volumineux et qu'il était d'intérêt public de ne pas les produire. C'est son droit, mais nous avons le droit de savoir nous, quels documents il est d'intérêt public de ne pas produire.

Je répète en terminant que si le gouvernement refuse de nous laisser sortir des documents des archives, qu'il organise un système de transcription ou de photocopie.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il est amusant d'entendre le député de Saint-Maurice se donner la réplique à lui-même. Si j'étais avocat, je pourrais lui dire qu'un étudiant en droit de première année ne raisonnerait pas comme il l'a fait.

Il a fourni la réponse à sa première objection en citant l'article 707 du Règlement. Il est clair et précis, les documents doivent être consultés au Bureau des archives. Que l'opposition aille les consulter là!

Nous avons voulu être larges avec l'opposition et elle n'a pas compris, elle n'a pas su en profiter avec discernement. Nous allons maintenant appliquer le Règlement strictement. À l'avenir, la consultation des documents se fera aux archives mêmes, en vertu de l'article 707 des règlements, et les oppositionnistes seront traités comme l'ont été les députés de l'opposition, sous un régime libéral, de 1939 à 1944.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça va jouer dur!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Oui ça va être dur, pas pour ce côté-ci de la Chambre, mais pour l'opposition.

La raison pour laquelle l'ordre a été donné par l'Orateur, c'est que nous avons appris que des documents qui ont été empruntés aux archives ont été traînés dans des officines et des clubs du Parti libéral, dans des antichambres d'organisations politiques libérales. Il faut que cela cesse. Ils ne serviront pas à la propagande électorale libérale.

Certains de ces documents ont été retirés des archives et n'ont pas été remis avant des mois. Ce qui signifie que si un autre député voulait les consulter, il ne pouvait le faire. Nous avons donc décidé qu'à l'avenir, les députés auront accès à ces documents aux archives, où ils pourront les consulter et les copier autant qu'ils le veulent.

Nous avons jusqu'ici donné tous les renseignements possibles et nous allons continuer.

Quant à la deuxième partie de l'objection du député, là encore il s'est répondu à lui-même. Il a cité les paroles que j'ai prononcées au moment de déposer les documents. J'ai dit que les autres étaient trop volumineux. Nous ne produirons pas de plans de ponts ou de quoi que ce soit pour l'opposition. Elle pourra les consulter au ministère des Travaux publics.

Dire que je ne me suis pas rendu à l'ordre de la Chambre, c'est être aux antipodes de la vérité. J'ai très bien dit, hier, si l'opposition ne veut pas des documents tels qu'ils sont, je ne les déposerai pas. J'ai ajouté qu'il faudrait engager un personnel supplémentaire pour recopier tous les documents qu'on demandait et que ce serait trop dispendieux, surtout quand on sait que l'opposition ne prend pas connaissance du quart des documents que nous lui fournissons.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je répondrai au premier ministre...

Des voix ministérielles: À l'ordre, à l'ordre!

M. l'Orateur: Le député sait très bien qu'il ne doit pas y avoir de débat sur cette question².

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai le droit de parler sur une question de privilège.

Des voix ministérielles: Nommez-le, nommez-le!

M. Hamel (Saint-Maurice): Tiens, les loups sortent du bois!

M. l'Orateur: Le député sait qu'il ne s'agit pas d'une question de privilège.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre nous a accusés de dire des faussetés.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Devant un tel mépris des règlements, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) devrait être nommé en Chambre.

M. Lafrance (Richmond): Bâillon!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je demande qu'on ordonne au député de retirer cette parole.

M. Lafrance (Richmond): Je baille!

Une voix ministérielle: C'est tout ce que vous savez faire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il a été décidé qu'on avait le droit de dire en cette Chambre, si l'on ne visait personne, en regardant n'importe où: "Quel énerguemène". On pourrait dire aussi: "Quel bâillon!"

M. l'Orateur: Quand j'ai décidé que cette expression "énerguemène" pouvait être tolérée, c'est qu'il avait été reconnu qu'elle ne s'appliquait pas au rôle que joue l'Orateur en cette Chambre. Mais, dans tous les Parlements, le mot bâillon a toujours été banni des délibérations. L'expression employée par le député de Richmond (M. Lafrance) s'adressait à la fonction d'Orateur. Je lui demande de la retirer.

M. Lafrance (Richmond): Mes paroles ne s'appliquaient pas...

Des voix ministérielles: À l'ordre, à l'ordre!

M. Lafrance (Richmond): (Tout en restant assis) Je les retire, M. l'Orateur. On va bailler dans cette Chambre!

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Puis-je demander au gouvernement s'il voudrait prendre les mesures pour que nous ayons l'espace et le personnel nécessaire pour rendre le travail possible au Bureau des archives?

M. l'Orateur: Je réponds, car cela relève de moi. Il est arrivé ceci. J'ai voulu consulter un document et j'ai constaté qu'il était aux bureaux de l'opposition. Tout ce que j'ai pu obtenir, ce fut une copie de document envoyée par l'opposition. Cela n'est pas normal.

J'ai appris que 13 documents prêtés à l'opposition n'étaient pas rentrés. En vertu de l'article 707, il n'y a rien d'irrégulier que des instructions aient été données pour empêcher la sortie de documents publics des archives.

Quant à organiser un service de copiste ou de photocopie, le Règlement ne le prévoit pas.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) admet qu'il a lui-même emprunté un document. Ne pourrait-on pas quand même voir à aider le député, dit-il, car je suis convaincu que cette décision n'a pas pour but de priver les députés des informations auxquelles ils ont droit.

M. l'Orateur: Je prends cette demande en considération, mais il ne sera pas facile de trouver un système qui convienne, car les machines ne fournissent pas toujours le même rendement, étant donné la variété de documents qui sont gardés aux archives³.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

M. l'Orateur: L'honorable premier ministre propose qu'à partir du 22 février prochain, et jusqu'à nouvel ordre, la Chambre tienne tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, une séance par jour, de dix heures et demi du matin jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner, cette séance devant être suspendue de midi et demie à trois heures de l'après-midi et de six heures à huit heures du soir; l'ordre des affaires y sera réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait au mardi, sauf le mercredi, où l'ordre des affaires sera réglé suivant les dispositions prévues par l'article 115 du Règlement.

M. Hamel (Saint-Maurice): La motion diffère des motions lui ressemblant, soumises aux législateurs au cours de sessions précédentes du Parlement. En 1956, en 1957, en 1958, en 1959, le texte prévoyait deux séances par jour et non pas une seule séance. Deux séances quotidiennes, cela signifiait deux motions pour la formation du comité des subsides et donc que, deux fois dans une même journée, l'opposition pouvait demander d'amender une telle motion, ce qui permettait aux libéraux de discuter un sujet ou d'exposer un grief. Or, la mesure que le premier ministre propose, en restreignant à une le nombre des séances, privera les députés de la possibilité d'engager deux débats. Je ne dis pas que cela fait partie d'un plan pour réduire les privilèges des membres de cette Chambre, mais je dois souligner qu'on va enlever à la députation une partie des avantages que leur accorde le Règlement. Veut-on avancer les travaux de la Chambre au détriment du droit de parole des députés?

Jusqu'ici, l'opposition n'a pas abusé des amendements de motions pour la formation du

comité des subsides. D'après les procès-verbaux des débats de l'Assemblée, en 1944, le nombre des amendements suggérés par l'honorable Maurice Duplessis, chef de l'opposition du temps, était énorme.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Il y avait une séance par jour...?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne sais pas... J'admets qu'on doit hâter les travaux parlementaires, mais je n'accepte pas qu'on nous dépouille de nos droits. C'est notre rôle de veiller à ce qu'aucun accroc ne soit fait aux privilèges des représentants du peuple... Ce que le gouvernement propose est inquiétant pour les libertés parlementaires...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Voici trois mois que dure la session. Le député de Saint-Maurice ne s'est pas aperçu que nous voulons tout simplement siéger plus souvent, afin de hâter les travaux de la Chambre, de telle sorte que nous puissions finir la session avant l'été. Avec cette motion, nous pourrions voir plus souvent les députés de l'opposition en face de nous, le matin, l'après-midi et le soir jusqu'à 11 h 30 ou minuit. Nous nous sentons bien seuls lorsque nous ne les voyons pas. De cette façon, nous pourrions peut-être mieux nous connaître et nous comprendre.

Le député de Saint-Maurice prétend que ma motion brime les députés de l'opposition! Jamais nous n'avons eu cette intention. Mais nous obligeons beaucoup plus de députés ministériels à siéger que de députés de l'opposition. Dans l'ensemble, les députés ministériels sont appelés à faire beaucoup plus de sacrifices que les députés de l'opposition qui sont moins nombreux. Quatre fois plus, pour être exact. Mais les députés ministériels ont à cœur le bien de la population, les intérêts de la province, ils ne protestent pas, ils sont prêts à siéger toute la semaine.

Cela donnera aux libéraux le temps de lire toutes les coupures de journaux qu'ils amassent par brassées. Il est insensé de vouloir comparer M. Duplessis, chef de l'opposition, au troisième sous-chef qui est là. Qu'est-ce que la province va penser de cela?

(Rires des députés à droite)

L'honorable M. Barrette (Joliette): Vous voyez. Cette seule pensée déchaîne l'hilarité... Vous voyez jusqu'où ces gens-là errent avant de devenir tout à fait errants après les prochaines élections.

Les libéraux auront encore l'occasion de présenter chaque jour une motion de non-confiance sous forme d'amendement et de faire perdre deux ou

trois heures à la Chambre pour la discussion d'un texte dont on sait qu'il sera rejeté s'ils le veulent. Nous ne pensons qu'au bien de la province, eux ne pensent qu'aux élections... Le député de Saint-Maurice dit: "C'est inquiétant pour la province"... Mais ce qui est inquiétant pour le Parti libéral, c'est d'être dirigé par le député de Saint-Maurice qui l'a accusé de trahison..."

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) veut faire une rectification. Le député de Bagot (l'honorable M. Johnson), dit-il, a laissé entendre qu'il n'y avait qu'une séance de l'Assemblée législative quotidiennement en 1944.

L'honorable M. Johnson (Bagot) réplique qu'il a seulement posé une question.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Il y avait deux séances... C'est pourquoi, appuyé par le député de Saint-Henri (M. Lalonde), je propose d'amender la motion à l'étude en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"à partir du 22 février 1960, durant la présente session et jusqu'à nouvel ordre, la Chambre tiendra deux séances tous les jours de la semaine, sauf le dimanche: la première, de dix heures et demie du matin jusqu'à six heures de l'après-midi, avec suspension de cette séance de midi et demi à trois heures de l'après-midi; et la seconde séance, de huit heures du soir jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner; et qu'à chacune de ces deux séances, l'ordre du jour soit réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement qui ont trait aux séances du mardi, sauf pour le mercredi, alors que l'ordre du jour sera celui qui est prévu par ledit article 115 pour le mercredi; et que le *Feuilleton* de la séance du jour serve pour la séance du soir, de manière qu'il n'y ait qu'un seul *Feuilleton* pour les deux séances de chaque jour."

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): C'est la première fois que cela arrive. Jusqu'ici, les motions du même genre ont toujours été adoptées à l'unanimité. Contrairement aux motions des années précédentes, la motion à l'étude ne prive pas les députés de leur journée du mercredi. De quoi se plaint l'opposition? Est-ce qu'elle a peur du travail, de siéger le lundi, de siéger le vendredi?

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Levasseur, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Talbot, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 64.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Projets de loi:

Administration de Montréal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 64 concernant le système administratif de la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à constituer, sous le nom de "Commission d'étude du système administratif de Montréal", une commission pour enquêter sur le mode actuel d'administration de la cité et suggérer les changements et réformes qu'à son avis il y aurait lieu d'y apporter."

M. Hamel (Saint-Maurice) fait remarquer au ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois) qu'il y a déjà, devant le comité des bills privés de la Chambre, une autre loi refondant toute la charte de la cité de Montréal. Il semble, dit-il, qu'il n'est pas nécessaire de refondre la charte de Montréal au moment où on nomme une commission pour étudier tout ce qui concerne le système administratif de la métropole. Est-ce que la commission d'enquête révisera la charte une fois qu'elle aura été codifiée?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Lors de l'étude du bill de Montréal, on a représenté au gouvernement, et il a été convenu avec le chef de l'opposition, qu'il était à souhaiter que l'on procède à la refonte de la charte avant la tenue de l'enquête. Car il est important pour le succès de l'enquête que la commission ne soit pas aux prises avec l'enchevêtrement actuel des multiples articles de ce document.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande au ministre des Affaires municipales s'il avait songé au choix des commissaires.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Pas encore. Je puis assurer la Chambre, cependant, que le gouvernement est déterminé à faire les meilleures nominations possible, dans les circonstances. Le gouvernement choisira de très hautes compétences.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. La commission aura droit d'obtenir communication ou copie de tous rapports d'enquête, études et documentation quelconque en la possession de la cité, en s'adressant à son directeur des services, ou en la possession de la Corporation de Montréal métropolitain, en s'adressant à son secrétaire."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"9. La commission aura droit d'obtenir communication ou copie de tous rapports d'enquête, études et documentation quelconque en la possession de la cité, en s'adressant à son directeur des services, ou en la possession de la Corporation de Montréal

métropolitain ou de la Commission de transport de Montréal en s'adressant à leur secrétaire respectif."

L'amendement est adopté.

L'article 9, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 10 à 12, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 64 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi électorale

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 53 modifiant la loi électorale de Québec.

L'honorable M. Barrette (Joliette) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose: Que l'article 7 de la loi électorale de Québec (9 George VI, chapitre 15), modifiée par des Statuts subséquents, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot "dix" par le mot "quatorze", et ce à compter du premier novembre 1959².

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 53 modifiant la loi électorale de Québec.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 49.1 de l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. Les articles 49 à 57, inclusivement, de ladite loi, remplacés par l'article 12 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 32, sont de nouveau remplacés par les suivants:

"49. 1. Le quarante-deuxième jour avant la date fixée pour le scrutin, le président d'élection d'un district électoral comprenant dans ses limites une ou des sections urbaines doit nommer, suivant la formule 5, pour dresser la liste électorale de chacune de ces sections, deux énumérateurs, l'un sur recommandation du premier ministre ou d'une personne désignée à cette fin par ce dernier dans chaque district électoral, et l'autre sur la recommandation du chef de l'opposition officielle ou de la personne désignée à cette fin par ce dernier dans chaque district électoral."

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous sommes en faveur de cette modification que nous réclamons depuis longtemps, car cette disposition est de nature à enrayer les abus commis lors des dernières élections générales dans la province. Il s'agit d'une loi importante.

Avant 1941, les listes électorales étaient préparées par les secrétaires-trésoriers des municipalités, la confection des listes constituant une opération très importante. Mais, de 1940 à 1943, il y a eu une élection partielle, à la suite de la loi accordant le droit de vote aux femmes. Le gouvernement libéral du temps a alors décidé qu'à l'avenir les listes électorales seraient préparées par deux énumérateurs, l'un représentant le gouvernement, l'autre l'opposition, et la Législature a trouvé que ce système donnait des résultats satisfaisants. Les deux partis se trouvaient ainsi sur un pied d'égalité.

S'il est un moment où la justice doit régner entre les partis politiques, c'est bien lors de la préparation des listes électorales. Le gouvernement a des avantages du fait qu'il est au pouvoir, mais on peut établir l'équilibre entre les partis au moment de la préparation des listes électorales.

Aux élections de 1952, le gouvernement s'est senti ébranlé. Et, en 1953, il a fait disparaître le deuxième énumérateur, celui de l'opposition, malgré les protestations énergiques des députés libéraux. Pour justifier son action, le gouvernement a donné toutes sortes de raisons, notamment qu'il y avait danger qu'une élection ne soit pas tenue si les deux énumérateurs ne s'entendaient pas. Le premier ministre du temps prétendait que le deuxième énumérateur était embarrassant.

Je le sais que c'était embarrassant, mais pour le gouvernement et non pas pour l'opposition. Nous avons alors demandé au gouvernement s'il était jamais arrivé qu'une élection n'ait pas été tenue à cause du manque d'énumérateurs. On nous a répondu que ce n'était jamais arrivé.

Pas un homme sérieux et honnête ne contestera qu'il est dangereux de confier à un seul parti politique le soin de préparer les listes. Ce parti peut en profiter pour souffler les listes ou pour les tronquer. En fait, après les élections de 1956, tous les gens sérieux qui pouvaient librement exprimer leur opinion ont été unanimes à condamner les abus si considérables et patents qui s'étaient produits. Les premiers à sonner l'alarme ont été deux éminents théologiens de l'Université Laval, MM. les abbés Gérard Dion et Louis O'Neill, qui ont publié une condamnation célèbre des abus formidables qui s'étaient produits durant l'élection⁶.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Dans quelle revue cet article a-t-il paru?

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en fais tenir une copie au premier ministre.

(Il (M. Hamel) envoie un page porter une brochure au premier ministre)

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je n'en veux pas. Je veux savoir dans quelle revue cet article a été publié.

(Il (l'honorable M. Barrette) place la brochure sur le pupitre voisin et fait venir un page pour la retourner au député de Saint-Maurice)

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça été publié par le comité de moralité de Montréal. Si le premier ministre n'en a pas pris connaissance, il admet une ignorance crasse. C'est une ignorance, pour la bien définir, qui résulte du refus de s'instruire.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Est-ce là, M. le président, une expression bien polie?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai pas de leçon à recevoir du premier ministre en fait de politesse.

M. le président: Je demanderais que l'on discute le projet de loi dans la sérénité.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je voulais faire cadeau au premier ministre de la brochure des abbés Dion et O'Neill pour lui permettre de voir la lumière, de s'instruire. Les abbés Dion et O'Neill n'ont pas, d'ailleurs, été les seuls à dénoncer ces abus. La revue *Relations* a aussi dénoncé le bill 34⁷. Et je pourrais citer d'autres témoignages dans le même sens. J'ai entendu un prêtre, à l'époque, dire qu'il était étonné que l'odieux bill en question n'ait pas provoqué de réactions plus vives.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il y a lieu de rectifier les faits. Lors de l'adoption du bill 34, en 1953, M. Duplessis avait dit que la mesure n'était peut-être pas parfaite, que toute loi était perfectible et que, si l'expérience démontrait qu'il y avait lieu de la modifier, il le ferait.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il a dit ça sans doute pour dissiper les malaises qu'il avait décelés chez les gens de son parti qui pouvaient trouver que le chef allait bien loin. De toute façon, les effets du bill 34 ont été bien visibles aux dernières élections. L'un des journaux les plus courageux de la province, *Le Devoir* de Montréal, a fait une enquête après les élections de 1956. Le journaliste a découvert, par exemple, dans le comté de Québec, qu'il y avait eu,

sur la liste électorale, des noms d'enfants, comme ceux de Nicole DeGranpré, 2 ans; Gaston Breton, 2 mois; Louise Blanchet, 6 ans. Ces irrégularités flagrantes justifient amplement toutes les critiques qu'on a faites à l'encontre du bill 34.

M. Rochette (Québec): Le député n'a pas le droit de se servir d'un article de journal probablement mal informé pour lancer des insinuations absolument contraires aux faits et de nature à salir la réputation d'un député. Il fait de façon indirecte ce qu'il ne peut faire de façon directe. Je n'entends pas qu'on mette en doute l'honnêteté du député de Québec.

Quant à l'article des abbés Dion et O'Neill, le député de Saint-Maurice n'a pas voulu dire qu'il avait paru dans une revue destinée exclusivement au clergé, *Ad usum sacerdotum*, que c'était en somme un document secret. Si cet article n'avait circulé que dans le milieu auquel il était destiné, il n'aurait pas suscité de controverses politiques. Je laisse à ceux qui l'ont rendu public la responsabilité des conséquences.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Québec se fâche sans raison. Je n'ai pas dit que c'était lui qui avait inscrit des noms d'enfants sur la liste. Mais je voulais montrer l'à-propos du bill à l'étude. Il va permettre d'empêcher la répétition d'irrégularités du genre. Avec deux énumérateurs, il sera plus difficile de souffler les listes.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député s'éloigne continuellement du sujet. Il prend des chemins de travers.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y en a qui se sauvent pendant quelque temps⁸.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est une insulte à son chef, Jean Lesage, qui fuit le combat.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je parlais de ceux qui se sauvent quand ils ont une tâche à remplir et sont payés pour la remplir...

M. le président: Je demande aux deux côtés de la Chambre de revenir au sujet. Il ne faut pas qu'il y ait de débat dans le débat.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je continue de dire que le bill est à propos pour éviter les listes soufflées et décapitées comme dans le comté de Québec.

M. Rochette (Québec): Je proteste de nouveau contre ces insinuations malveillantes basées sur un article de journal, lui-même basé sur des informations folichonnes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous approuvons donc le projet de loi qui rétablit les deux énumérateurs. Mais nous trouvons qu'il ne va pas assez loin. Nous aimerions que le bill ait une portée plus générale. Par exemple, chaque candidat devrait avoir deux représentants dans chaque bureau de votation au lieu d'un seul. On obtiendrait ainsi plus de sécurité et d'honnêteté. On éviterait des abus comme ceux qui se sont produits dans plusieurs comtés en 1956, quand des bureaux de votation ont été envahis par des fiers-à-bras armés qui bourraient les urnes de bulletins; 53 polls du comté de Laurier ont été raidés le jour des élections générales en 1956⁹.

M. Gagné (Montréal-Laurier): Si ces polls ont été raidés, c'était dans le but d'y déloger les libéraux qui s'y trouvaient, qui avaient les mains marquées de rouge. Des avocats ont été arrêtés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cela ne vous a pas empêchés d'être élus.

Dans un comté de Montréal où un député de l'Union nationale a été élu, on a compté 243 votes, alors qu'il n'y avait que 218 électeurs.

Ainsi, il serait peut-être possible d'éviter de faire de pareilles trouvailles dans les taxis: 300 bulletins de vote avaient été trouvés dans un taxi de Montréal. On a trouvé des bulletins un peu partout, jusque dans les égouts.

Le fait d'avoir deux représentants dans chaque poll constituerait une garantie additionnelle. L'opposition favorise l'adoption du bill, mais elle soutient qu'il ne corrigera pas tous les abus dans les polls lors des élections provinciales. C'est bien d'abolir les dispositions odieuses du bill 34, mais on devrait faire davantage.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Vous voyez dans quel embarras se trouve un parti qui a plusieurs chefs.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le président du comité plénier a rendu une décision à ce sujet. Le premier ministre n'a pas le droit de discuter la décision.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'approuve la décision du président. Ce que je veux souligner, ce

sont les corrections à la loi électorale apportées sous le règne de l'Union nationale. Du temps des libéraux, les irrégularités électorales étaient très nombreuses et très graves. Le bill 34, sans être parfait, était une grande amélioration. Avant l'Union nationale, les bulletins de vote n'avaient pas de talon et étaient imprimés sur n'importe quelle sorte de papier commercial, de sorte qu'il était extrêmement facile de les imiter.

Aujourd'hui, c'est différent. Nous avons des bulletins de vote qui ne prêtent à aucune falsification et qui sont honnêtes. Ils ont un talon portant le même numéro et sont imprimés sur du papier filigrane. La fraude est donc beaucoup plus difficile qu'autrefois. C'est grâce aux amendements à la loi électorale proposés par l'Union nationale.

Il (l'honorable M. Barrette) trouve étrange l'attitude de l'opposition. Elle dit qu'elle favorise l'adoption du projet de loi, mais le député de Saint-Maurice prend une heure pour dire cela.

L'Union nationale a apporté plusieurs amendements à la loi électorale, toujours en vue d'assurer des élections honnêtes et libres. Si nous avons supprimé l'un des deux énumérateurs en 1953, c'est parce que, souvent, celui du Parti libéral refusait de signer la liste, de sorte que de nombreux électeurs se voyaient privés de leur droit de vote, ce qui compliquait singulièrement la bonne marche de l'élection.

M. Hamel (Saint-Maurice): Notre personnel ne signerait jamais de liste électorale truquée.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous avons donc fait l'expérience de l'énumérateur unique. L'ancien premier ministre Duplessis a d'ailleurs déclaré en présentant la loi que, si le système ne s'avérait pas satisfaisant, nous reviendrions à celui des deux énumérateurs. Mais avec la nouvelle modification, si l'énumérateur désigné par l'opposition refuse de signer la liste, le gouvernement pourra procéder sans tenir compte de cette signature.

Si nous rappelons aujourd'hui le bill 34, c'est parce que cette mesure a été faussement représentée par certains journaux. En fait, l'expérience a démontré que le bill 34 n'avait pas du tout le caractère et les effets qu'on lui avait prêtés. Le chef de l'opposition et le député de Saint-Maurice (M. Hamel) ont été élus avec le bill 34.

M. Hamel (Saint-Maurice): Malgré le bill 34!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Aujourd'hui, personne ne parle plus du bill 34. Nous avons décidé de proposer un amendement parce que nous estimons qu'il convient de revenir au régime des deux énumérateurs.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre. Le premier ministre, dit-il, n'a pas le droit de fausser les faits. Quand le premier ministre dit que la population ne parle plus du bill 34, il oublie que l'opposition réclame des amendements à la loi électorale à toutes les sessions.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je parlais des sentiments de la population, qui n'ont rien de commun avec ceux de l'opposition. Personne n'a jamais prouvé que le bill 34 ait aidé de quelque façon les candidats ministériels.

Les amendements de 1953 avaient été proposés dans le but unique d'éviter les abus des libéraux eux-mêmes dans les polls.

Que l'on compare l'ancienne loi d'avant 1936, avec les amendements qui y ont été apportés à diverses reprises sous l'Union nationale, et l'on constatera que nous avons actuellement la meilleure loi possible, la plus honnête possible. Nous voulons des élections libres. Nous voulons protéger le vote honnête par tous les moyens à notre disposition.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) disait tantôt qu'il devrait y avoir deux représentants par candidat dans chaque poll. C'est malheureusement impossible. Dans certains comtés, il arrive qu'il y a jusqu'à cinq ou six candidats. Si chacun avait deux représentants, plus le président d'élection et le greffier, les bureaux de votation seraient encombrés. Il y a déjà tout le personnel voulu pour assurer la liberté et la régularité du vote.

Les membres de l'opposition se disent pour le bill, mais ils trouvent le moyen de critiquer quand même. Ils me font penser à ces Marseillais qui se chamaillent précisément parce qu'ils étaient d'accord. Quand nous avons annoncé cette loi, ils ont applaudi à tout rompre. Ils sont d'accord et ils continuent de discuter.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il devrait y avoir deux énumérateurs non seulement dans les villes, mais aussi dans les campagnes.

L'honorable M. Barrette (Joliette): La chose n'est pas désirée dans les districts ruraux.

L'article 5 est adopté.

L'article 6 est adopté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité étudie le paragraphe 76 de l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. Les articles 59 à 76, inclusivement, de ladite loi, remplacés par l'article 14 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 32, sont de nouveau remplacés par les suivants:

"76. Après avoir affiché un des six exemplaires de la liste, les énumérateurs doivent adresser par la poste ou remettre au président d'élection, au plus tard le trentième jour avant le scrutin, les cinq autres exemplaires."

M. Hamel (Saint-Maurice): Le président d'élection devrait fournir cinq ou six copies des listes électorales à chaque candidat. Il n'en coûterait pas beaucoup plus cher au gouvernement et des dépenses considérables seraient ainsi épargnées aux candidats¹⁰.

Dans certains comtés où il y a entre 100,000 et 150,000 électeurs, les coûts d'impression des cartes de rappel sont exorbitants.

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'argument aurait pu valoir autrefois, mais aujourd'hui, avec les machines à polycopier, il est extrêmement facile et rapide d'obtenir tous les exemplaires que l'on veut des listes électorales.

L'article 7 est adopté.

L'article 8 est adopté.

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. L'article 186 de ladite loi, modifié par l'article 50 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 32, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots "deux sections de vote" par les mots "plusieurs sections de vote n'excédant pas dix".

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande au gouvernement d'assumer les coûts d'envoi aux électeurs de cartes les informant de l'endroit où ils doivent aller voter.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Les citoyens ayant le droit de vote devraient s'intéresser suffisamment à la question pour consulter les avis des bureaux de votation ou téléphoner aux bureaux des partis pour s'informer.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) fait remarquer qu'il y aura entre 80,000 et 90,000 électeurs dans son comté cette année. Le fait d'envoyer une carte de rappel à chacun représenterait une dépense énorme.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il n'est ni nécessaire ni utile que le gouvernement s'occupe d'envoyer des cartes de rappel ou qu'il fournisse plus de listes électorales; c'est trop cher et ça n'en vaut pas la peine.

M. Hamel (Saint-Maurice) suggère de grouper plusieurs bureaux de votation dans un endroit public, comme une école. Les bandits seraient plus gênés d'intervenir dans l'élection à cet endroit en se voyant en présence d'une vingtaine ou d'une trentaine de personnes.

Il exprime également l'espoir que les gens du Nouveau-Québec, qui payent des taxes comme les autres, pourront enfin voter aux prochaines élections¹¹.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les gens de Schefferville, qui ont souvent vu M. Duplessis chez eux, qui l'ont vu mourir chez eux, dans leur petite ville, après avoir donné à la province de Québec un empire industriel très riche, auraient bien aimé lui donner un vote de gratitude. La chose n'a malheureusement pas été possible en 1956, mais ce vote qu'ils voulaient donner à M. Duplessis, ils se préparent à le donner à son successeur. Je puis vous assurer qu'ils voteront aux prochaines élections.

La mesure s'appliquera également à d'autres régions du Saguenay. Le gouvernement a l'intention d'inclure ces régions dans une loi sur les districts électoraux, qui sera bientôt à l'étude en Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'espère qu'on ne répétera pas là ce qui s'est produit à Labrieville aux dernières élections, quand on a refusé au candidat du Parti libéral la permission d'aller prêcher la bonne nouvelle. Cette année, le Parti libéral tient à aller communiquer aux gens de Labrieville la nouvelle de la défaite prochaine et définitive de l'Union nationale.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Partout dans le Nouveau-Québec, on fait des neuvaines pour

obtenir le droit de vote, car on veut exprimer de la gratitude à l'adresse de l'Union nationale.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ils font peut-être des neuvaines pour que le premier ministre ne les mette pas en quarantaine.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous voulons les faire venir dans le "salon de la race".

L'article 9 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 187.2 de l'article 10, qui se lit comme suit:

"10. L'article 187 de ladite loi, modifié par l'article 51 de la loi 1-2 Elizabeth II chapitre 32, est remplacé par le suivant:

"187. 2. Le président d'élection peut aussi établir plusieurs bureaux de votation dans une même section de vote lorsqu'un groupe d'électeurs, vu l'état des lieux, doit parcourir plus de huit milles de chemin pour se rendre voter."

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il est arrivé à l'occasion que des routes de campagne soient inondées, rendant très difficile pour les électeurs ruraux l'accès au bureau de votation.

L'article 10 est adopté.

L'article 11 est adopté.

Le comité étudie l'article 12, qui se lit comme suit:

"12. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 405a, édicté par l'article 6 de la loi 15-16 George VI, chapitre 19, l'article suivant:

"405b. Aucun montant payé en vertu de la présente section n'est sujet à l'application de l'article 36 de la loi du service civil."

M. Hamel (Saint-Maurice) émet des doutes sur la liberté dont les employés civils jouissent lors des élections.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il ne leur est pas défendu de représenter le Parti libéral...

M. Hamel (Saint-Maurice): Ah non! Pas avec la politique de "crois ou meurs" de l'Union nationale. Souvenez-vous qu'après la dernière élection on a fait prêter serment à des employés du gouvernement à l'effet qu'ils avaient bien voté pour l'Union nationale.

L'article 12 est adopté.

Les articles 13 et 14 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 15, qui se lit comme suit:

"15. Nonobstant les dispositions des articles 5, 7 et 14 de la présente loi, les exemplaires des formules 5, 6, 8, 10, 11, 12 et 13, actuellement en la possession du président général des élections, peuvent être employés comme si elles avaient été imprimées conformément à la présente loi, par le président d'élection et par les énumérateurs et lorsque ces derniers doivent conjointement y apposer leur signature, ils doivent le faire tous les deux à l'endroit indiqué par la signature de l'énumérateur.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Il y a 75 tonnes¹² de cette papeterie qui serait perdue sans cela.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les élections vont-elles venir si vite que le président des élections n'aura pas le temps de faire imprimer d'autres formules? Ou pourquoi en a-t-on tellement fait imprimer?

C'est probablement parce que le gouvernement sait que son règne est fini; il a donc permis à tous ses amis entrepreneurs d'imprimer des stocks considérables de formules.

L'article 15 est adopté.

Le comité étudie l'article 16, qui se lit comme suit:

"16. L'article 1 de la présente loi a son effet depuis le premier novembre 1959.

M. Hamel (Saint-Maurice): On sait que les lois rétroactives sont la spécialité de la maison.

L'article 16 est adopté.

L'article 17 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 53 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter¹³.

La Cie du Marché central métropolitain

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 concernant certains titres de propriété de la Cie du Marché central métropolitain ltée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'acte de cession consenti par la cité de Montréal à la Cie du Marché central métropolitain ltée - The Greater Montreal Central Market Co. Ltd. - le dix-huit juin 1953, sous le numéro 11,573 des minutes du notaire L.-A. Marchessault, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, le sept août 1953, sous le numéro 1,023,575, est déclaré valide et légal à toutes fins que de droit et avoir eu son effet à compter de sa signature par les parties."

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Le Marché Central a pu être établi grâce au don d'un terrain de grande valeur fait par la cité, à l'angle de l'autoroute des Laurentides et du boulevard Métropolitain, ainsi que d'un don de \$1,000,000 par le gouvernement.

La direction du Marché a invité la Coopérative fédérée et les marchands de fruits en gros à s'installer à cet endroit. Le projet de loi tend à faire disparaître tout doute qui pourrait exister au sujet des titres de propriétés. Les financiers qui se chargent de l'émission des obligations pour

l'aménagement des lieux l'ont exigé. De plus, le bill fera que le remboursement des obligations sera garanti par une première hypothèque.

Le bill 56, une fois adopté, épargnera des sommes considérables qu'en son absence il faudrait dépenser pour vérifier la validité de quelque 600 actes notariés.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) pose une question concernant les droits de tiers.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) assure qu'il n'existe pas de droits de tiers qui sont affectés dans ces transactions.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Est ajouté, après l'article 3, l'article suivant:

"4. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, et nonobstant les dispositions des deux actes de cession mentionnés aux articles 1 et 2, les hypothèques, privilèges, nantissements, gages, charges, cessions, transports et garanties constitués par tout acte de fiducie que souscrira ladite compagnie pour garantir ses emprunts auront, lors de l'enregistrement et sous réserve des dispositions de tel ou tels actes de fiducie, premier rang, priorité et préférence sur ledit terrain et les immeubles y érigés ou a y être érigés."

Le nouvel article 4 est adopté.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):

La compagnie a érigé des installations au coût de \$1,000,000 pour les jardiniers-maraîchers et fait actuellement construire un édifice qui sera loué à la Coopérative fédérée et qui coûtera environ \$2,000,000.

Et on fera d'autres travaux de \$1,600,000 pour le commerce en gros des fruits. C'est pour financer ces constructions qu'elle doit emprunter par voie d'émission d'obligations.

Il (M. Dozois) souligne l'importance de cette entreprise, qui permettra aux cultivateurs de tous les comtés environnant Montréal de venir vendre leurs produits dans la métropole.

L'article 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 56 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 66 concernant l'assurance-hospitalisation;
- bill 161 modifiant la charte de la ville de Bromptonville;

- bill 175 changeant le nom de famille de Russell Lukaszewicz en celui de Lukas;

- bill 189 modifiant la charte de L'Industrielle compagnie d'assurance sur la vie;

- bill 226 attribuant certains pouvoirs aux commissaires de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Foy.

Projets de loi:

Loi du département de la colonisation

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour que le bill 31 modifiant la loi du département de la colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

M. le président: Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 15 de la loi du département de la colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 103) est modifié:

"a) en remplaçant, dans les neuvième et dixième lignes du premier alinéa, les mots "mille dollars" par les mots "quatre mille dollars";

"b) en remplaçant, dans les quatorzième et quinzième lignes du premier alinéa, les mots "de plus de trente-trois et un tiers pour cent (33 $\frac{1}{3}$ %)" par les mots "le double".

"c) en ajoutant à la fin du premier alinéa, après les mots "évaluation municipale", les mots "ou, à défaut de telle évaluation, de l'évaluation scolaire".

M. Hamel (Saint-Maurice) déclare qu'il se demande pourquoi le gouvernement veut tellement plus d'argent pour ces acquisitions alors qu'il n'a dépensé que quelques milliers de dollars à cet effet au cours des années passées.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Jusqu'ici, le prix moyen des terres achetées par le ministère de la Colonisation a été de \$397, en 1958, et de \$500 en 1959. Pourquoi alors demander \$4,000 cette année?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Au cours des 10 dernières années, un total de 2,435 terres ont été achetées de cette façon, mais cette année, le département a acheté une dizaine de terres de \$1,000 chacune. Mais nous avons laissé passer un grand nombre d'occasions. Le prix des terres est augmenté. Mille dollars aujourd'hui ne permettent l'acquisition que des terres de valeur médiocre. Le gouvernement ne trouve plus de colons qui soient prêts à cultiver les terres bon marché habituelles dont les prix varient entre \$50 et \$1,000. Nous espérons que l'achat par le gouvernement de terres de plus grande valeur attirera les colons.

Jusqu'ici, quand le ministère cédait une terre à un colon, il se faisait rembourser en 10 versements annuels sans exiger d'intérêt. À l'avenir, dans le cas d'une terre de \$4,000, le remboursement sera échelonné non plus sur 10 ans, mais sur 20 ans.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 31 sans l'amender.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi de l'acquisition
de terres de colonisation**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 30 modifiant la loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose: Que l'article 6 de la loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 106) soit modifié en remplaçant, dans la neuvième ligne, les mots "cinquante mille dollars" par les mots "deux cent mille dollars".

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me demande pourquoi, en 1960, le gouvernement arrive avec un tel appétit.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 modifiant la loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde)¹⁴, que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"La Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, exprime l'opinion que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires au cours de la présente session pour apporter sans retard une solution au grave problème de la pollution des eaux¹⁵."

Il (M. Earl) cite l'avis d'experts sur la question. L'Ontario a déjà commencé à agir, dit-il, alors qu'ici on n'a encore rien fait. Quatre-vingt-dix pour cent de la pollution de l'eau tire son origine des eaux d'égout. La province de Québec ne possède que six usines de traitement des eaux usées. L'Ontario comptait 226 de ces usines il y a quatre ans.

Il (M. Earl) reproche au gouvernement de n'avoir rien fait pour freiner la pollution des eaux dans la province. Cette situation tragique, dit-il, cette

situation inquiétante du point de vue de la santé publique, empire sans cesse.

Le gouvernement a nommé une commission d'enquête à ce sujet, en 1955, mais comme bien d'autres commissions, elle n'a pas fait de rapport. Des sommes considérables ont été votées à ce sujet, mais cela n'a encore rien donné.

Il souligne les nombreux cas de poliomyélite enregistrés à Montréal l'automne dernier¹⁶. Il fait une relation directe entre cette épidémie et le fait que les eaux, surtout dans la région de la métropole, sont à peu près toutes polluées.

Le gouvernement provincial a manqué à son devoir pour ne pas avoir pris les mesures qui s'imposaient dans ce domaine. Le gouvernement devra répondre à la prochaine élection générale de la grave négligence dont il s'est rendu coupable en laissant polluer nos eaux sans rien faire¹⁷.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Notre-Dame-de-Grâce vient de faire preuve d'une grande force d'âme. Il est très naïf pour un homme de son âge. Ce n'est sûrement pas n'importe quel député qui voudrait, pendant une heure, lire des découpures de journaux, tout particulièrement de journaux qui prônent ce qui se fait en Ontario. Notons aussi qu'il nous a rappelé des vérités de La Palice. L'eau, a-t-il dit, est une chose très importante. Nous nous sommes amusés en l'écoutant. Il a consacré plus d'une demi-heure de son allocution à établir des comparaisons entre l'Ontario et le Québec, entre Toronto et Montréal. Au Parlement de Toronto, un député qui voudrait ainsi décrier et dénigrer sa province ne pourrait parler plus de cinq secondes. Il serait expulsé.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre. Il y a plus de décence au Parlement de Toronto que dans le nôtre.

(Protestations à droite)

M. l'Orateur: Je ne vois aucun point d'ordre dans ce qu'a dit le premier ministre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Notre-Dame-de-Grâce s'est plu à déprécier la province de Québec, applaudi par ses collègues de la gauche et a parlé avec éloges de ce qui se fait en Ontario. Un député ontarien qui agirait de la même façon, pour censurer sa province, serait chassé de la Législature.

(Protestations à gauche)

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) soulève un point d'ordre. Le député de Notre-Dame-de-Grâce, dit-il, n'a pas déprécié la province de Québec. Il a déprécié l'Union nationale, un parti corrompu. L'honorable premier ministre interprète mal le discours du député de Montréal-Notre-de-Grâce (M. Earl).

L'honorable M. Barrette (Joliette): (Bondissant de son fauteuil) Le député de Westmount doit retirer sans réserve ces paroles injurieuses.

Décisions de l'Orateur:

Interprétation d'un discours

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que l'appréciation ou l'interprétation d'un discours n'est que l'expression d'une opinion et ne constitue pas une violation de l'ordre; que telle interprétation peut ne pas être partagée par un autre membre de la Chambre, mais que ce fait ne peut constituer une question d'ordre. En conséquence, est rejeté le point d'ordre soulevé par l'honorable député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde).

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Levasseur, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Roy, Russell, Samson, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 52.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Westmount a crié tantôt des injures à l'adresse de l'Union nationale. Je voudrais que toute la population soit ici pour voir agir ces gens-là et qu'elle puisse juger par elle-même. Je regrette qu'il n'y ait pas de *Hansard*. Ça aurait été édifiant de lire tout ce qui se dit de l'autre côté de la Chambre. Mais à cause de la situation particulière qui est celle du député de Westmount, je n'insisterai pas, pour cette fois.

Il (M. Barrette) reproche au député de Saint-Maurice (M. Hamel) d'avoir dit précédemment qu'il y a plus de décence dans la province d'Ontario que dans le Québec que...

(Protestations bruyantes à gauche)

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ils veulent me faire perdre la tête mais ce sont eux qui se mettent en colère le plus souvent. Le député de Westmount qui nous avait habitués à plus de flegme crie et hurle. Ce n'est pas joli.

Lorsque l'opposition accuse le gouvernement de ne rien faire pour lutter contre la pollution de l'eau, elle ne sait pas ce qui se passe. Ou elle ne le sait pas, ou elle ne veut pas le savoir. Le député de Notre-Dame-de-Grâce a prouvé lui-même que le gouvernement ne s'est pas désintéressé du problème. En effet, le gouvernement a nommé une Commission d'étude et voté des crédits. C'est la preuve que nous nous sommes occupés de la question.

Il est vrai que la commission gouvernementale spéciale nommée pour examiner la question de la pollution de l'eau était en place depuis quatre ans. Mais le juge Marchand est mort, M. Wilfrid Gariépy aussi, et un troisième membre a démissionné, de sorte que la Commission n'existe plus. Mais il reste MM. Lorrain et Lauriault qui sont à faire une compilation des renseignements recueillis par la Commission et à préparer le rapport final¹⁸. Le gouvernement aura bientôt le rapport complet entre les mains. Nous avons tous les renseignements nécessaires. Nous allons continuer à faire notre devoir.

Nous n'avons pas attendu ce rapport pour agir. Nous avons même fait beaucoup plus que l'Ontario dans ce domaine. Nous avons fait voter une somme de \$25,000,000 pour régler ce problème, afin d'aider surtout les municipalités à construire des aqueducs et des égouts. À date, 273 municipalités ont fait des demandes. Leurs dossiers sont examinés par le ministère de la Santé et celui des Affaires municipales et elles recevront des millions de dollars dans très peu de temps. Dans un an, les \$25,000,000 seront tous engagés. Tout ce travail est fait par suite des rapports

de la Commission que nous avons nommée, rapports transmis à la Santé et aux Affaires municipales.

Il (l'honorable M. Barrette) demande au député de Montréal-Notre-de-Grâce de se renseigner sur ce qui se passe dans sa propre province, avant de la dénigrer au profit de l'Ontario. Il dit qu'il n'a rien contre la province d'Ontario, qu'il est heureux de voir la prospérité de la province voisine et qu'il est heureux de collaborer avec l'Ontario. Mais, dit-il, il n'est pas convenable de déprécier sa propre province en faveur de la province voisine. Il n'y a pas un seul député ontarien qui ferait cela.

Il me semble qu'il y a d'autres moyens que cela de faire un débat, d'autres moyens que de lire des articles de journaux.

M. Hamel (Saint-Maurice) tente d'intervenir.

M. l'Orateur avertit le député de Saint-Maurice qu'il y a déjà trois fois qu'il le rappelle à l'ordre et que, la prochaine fois, il devrait référer au Règlement.

Une voix ministérielle: Nommez-le.

L'honorable M. Barrette (Joliette) regrette d'être interrompu à chaque minute de son discours.

M. Hamel (Saint-Maurice) se lève, salue l'Orateur et sort de la Chambre, l'air courroucé¹⁹.

L'honorable M. Barrette (Joliette) termine en demandant le rejet de la motion parce qu'elle est inutile.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): On nous reproche de citer abondamment les journaux. Quel mal y a-t-il à cela? Il y a des experts dont les opinions sont rapportées dans les journaux. C'est là que nous pouvons avoir les renseignements que ne nous donne pas le gouvernement.

Ce dernier a nommé une commission d'enquête qui n'a pas fait de rapport. Le gouvernement ne fait rien. Et, pendant ce temps, les eaux se polluent davantage.

Lors de l'épidémie de polio au pays en novembre dernier, c'est Québec qui a été le plus touché. Et dans Québec, c'est dans les centres situés près des cours d'eau pollués que la polio a fait le plus de ravages. Des médecins voient une relation entre ces deux incidences.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le député de Rivière-du-Loup, qui est médecin, endosse-t-il cette

opinion? Est-il d'avis personnellement que l'incidence de la polio est reliée à celle de la pollution des eaux?

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Dans le domaine de la médecine, il y a souvent du relatif. On ne peut se prononcer de façon catégorique dans ce cas, mais il y a des microbes porteurs de maladie dans ces déchets qui viennent polluer nos eaux.

Il lit des extraits d'un rapport de la ligue antipollution des eaux qui traite particulièrement de l'Outaouais, rivière qui serait grandement polluée. Il cite également un article de *La Presse*, sous la signature de Fernand Lévesque, en date du 28 novembre 1958, où l'on traite de la pollution des eaux de la rivière des Prairies et où l'on dit que la ville de Rivière-des-Prairies doit acheter son eau de Montréal. Il termine en réclamant du gouvernement qu'il prenne davantage ce problème au sérieux.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que le débat soit maintenant ajourné. Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, du consentement unanime, que lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. En vertu de l'article 707 du Règlement, "tous les rapports et tous les documents qui ont été déposés sur le bureau sont tenus pour publics. Les députés et, avec la permission de l'Orateur, toutes autres personnes peuvent les examiner, en faire des copies ou en prendre des extraits, au bureau des archives de la Chambre".

2. Selon l'article 114 du Règlement, "immédiatement après l'expédition des affaires courantes et avant que

la Chambre n'entame les affaires du jour, un député peut soulever une question de privilège, [...] mais les remarques doivent être brèves et faites de façon à ne pas provoquer de débats".

3. À ce sujet, voir également la rectification de M. Tellier au sujet des documents gardés aux archives, à la séance du 22 février 1960.

4. L'honorable M. Barrette fait encore une fois allusion à certaines déclarations faites par M. Hamel à l'encontre du Parti libéral, alors qu'il était député du Bloc populaire pour la circonscription de Saint-Maurice-Lafleche à la Chambre des Communes de 1945 à 1949.

5. Cette résolution fait passer de \$10,000 à \$14,000 le traitement du président général des élections.

6. Les abbés Gérard Dion et Louis O'Neill sont des spécialistes en morale sociale. En 1956, ils publient un article dans la revue *Ad Usam Sacerdotum*, qui s'adresse au clergé, dans lequel ils dénoncent les pratiques électorales duplessistes (mensonges systématiques, emploi du mythe, achat de votes, violation de la loi électorale, faux serments et substitutions de personnes). Le texte sera réédité sous forme de livre en 1960, sous le titre *Le Chrétien et les Élections*. Il s'agit du premier *best-seller* politique québécois. À ce sujet, voir Pierre Godin, *La fin de la grande noirceur*, Montréal, Boréal, 1991, vol. 1, page 87.

7. Le bill 34 (ou loi modifiant la loi électorale de Québec, 1-2 Élisabeth II, chapitre 32), adopté durant la session 1952-1953, malgré les protestations de l'opposition, imposait de nombreuses restrictions à la loi électorale adoptée en 1945 (loi électorale de Québec, 9 George VI, chapitre 15, sanctionnée le premier juin 1945).

Parmi ces restrictions, on supprimait le droit qu'avait le parti de l'opposition de nommer un deuxième énumérateur électoral lors de la confection des listes d'électeurs.

8. M. Hamel fait référence à l'absence de M. Barrette durant l'année 1958 et au début de 1959, alors qu'il était ministre du Travail. Officiellement, M. Barrette était absent.

9. D'après *Les mœurs électorales dans le Québec de 1791 à nos jours* de Jean et Marcel Hamelin, page 116, "raider" un poll consiste à "pénétrer,

revolver au poing, dans un bureau de votation pour bourrer les boîtes de bulletins marqués d'avance".

10. *The Montreal Daily Star* du 19 février 1960, à la page 9, et le *Quebec Chronicle* du même jour, à la page 3, attribuent plutôt ces paroles à M. Hyde.

11. *The Montreal Daily Star* du 19 février 1960, à la page 9, rappelle qu'en 1956, 3,500 résidents du Nouveau-Québec n'avaient pas pu voter parce que certaines villes, dont Schefferville, se trouvaient à l'extérieur des limites du comté de Saguenay.

12. Il s'agit du chiffre de *L'Action catholique* du 19 février 1960, à la page 15. *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 9, écrit plutôt "250 tonnes".

13. *Le Montréal-Matin* du 19 février 1960, à la page 2, souligne qu'il est alors 9 heures.

14. *Le Soleil* du 19 février 1960, à la page 5, prétend plutôt que la motion a été secondée par M. Lafrance. Nous avons toutefois conservé la version officielle contenue dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, en page 512.

15. Cette motion de l'opposition survient le même jour où la Chambre de Commerce de Montréal dépose un rapport réclamant des mesures pour enrayer la pollution des eaux. Selon *The Montreal Daily Star* du 19 février 1960, à la page 27, "l'économiste-conseil de la Chambre de commerce, le Dr George E. Shortt, a décrit le lac Saint-Louis comme étant l'une des plus grandes et des plus belles fosses septiques au monde."

16. À plusieurs reprises au cours du XX^e siècle, la province de Québec a détenu le record peu enviable du plus grand nombre de cas d'infection à la poliomyélite. Ce fut d'ailleurs le cas au cours de l'année 1959, alors que le Québec a connu 1,171 cas d'infection sur 1,886 pour l'ensemble du Canada. Ce fut la plus grosse épidémie de polio au Québec depuis 1946. Cependant, la province de Québec peut se vanter d'avoir évité la pire épidémie du siècle au Canada. En effet, en 1953, 8,878 cas d'infection ont été recensés au Canada, mais seulement 488 l'ont été au Québec. À ce sujet, voir Sally Aitken, Pierrette Caron et Gilles Fournier, *Histoire vécue de la polio au Québec*, Outremont, Éditions Carte blanche, 2000, à la page 23.

17. *Le Soleil* du 19 février 1960, à la page 5, précise que M. Earl a parlé pendant une heure.

18. La "Commission pour étudier le problème de la pollution des eaux", créée en 1955, était effectivement dirigée par M. Aimé Marchand, un ancien juge à la Cour d'appel du Québec, mais son poste n'a pas été comblé depuis son décès, survenu à la fin du mois de juin 1957. Raymond O'Hurley, devenu ministre de la Production de Défense dans le cabinet Diefenbaker a également quitté après son élection en 1957. Au 30 novembre 1959, lorsque la Chambre avait abordé cette question, les seuls membres actifs de la Commission étaient Theo Lafrenier du département de la Santé, Wilfrid Gariépy, Pierre Lauriault et C.-L. Lorrain. Il semble donc que M. Gariépy soit également décédé entre-temps.

19. *La Presse* du 19 février 1960, à la page 39, fait toutefois remarquer que M. Hamel est revenu à son siège "peu de temps plus tard".

Séance du vendredi 19 février 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Loi
des arpenteurs**

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 83 modifiant la loi des arpenteurs et des arpentages.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Explications sur des faits publiés:

**Compte rendu dans *La Tribune* des injures
proferées à l'égard de la présidence
de la Chambre**

M. Caron (Maskinongé), avant l'appel des affaires du jour, fait la déclaration suivante:

M. l'Orateur, on a attiré mon attention sur un article publié dans le journal *La Tribune*, de Sherbrooke, page 3, en date du 15 février dernier, article qui donne un compte rendu d'une conférence qu'on attribue à un membre de cette Chambre¹.

Étant donné la gravité exceptionnelle des accusations contenues dans cet article, j'ai pris le temps de vérifier auprès du journal si les paroles qu'on impute au député avaient réellement été prononcées par lui. J'en ai malheureusement acquis la conviction personnelle et j'estime qu'il est de mon devoir d'en informer la Chambre.

L'article en question contient entre autres injures les énoncés suivants: "L'honorable M. Tellier, Orateur de la Chambre, n'était pas malade comme le veut la raison qui motive son absence de la Chambre²." "M. Tellier ne veut simplement pas être obligé d'exécuter certains ordres du parti, ordres qui le dégoûtaient."

"Il a été remplacé par un nommé Caron, un homme qui se conduit de façon scandaleuse et inique."

La députation est attaquée, l'Orateur est mis en cause et l'Orateur suppléant insulté. En ce qui me

concerne, j'ai été élu Orateur suppléant à l'unanimité des membres de cette Chambre au début de la session 1958-1959. J'ai l'impérieux devoir de ne pas laisser injurier ou diffamer la charge qui m'a été confiée.

Me basant sur la loi concernant la Législature, chapitre 4 des Statuts refondus de 1941, j'attire l'attention des membres de cette Chambre sur les articles 56, 60 et 61 de ladite loi qui se lisent comme suit:

"56. Les actes suivants sont défendus et considérés comme infraction aux dispositions du présent paragraphe:

"1. Commettre des voies de faits sur la personne d'un conseiller législatif ou d'un député, ou proférer des injures ou publier des écrits diffamatoires à son adresse pendant la session, ou pendant les vingt jours qui précèdent et les vingt jours qui suivent chaque session."

"60. Quiconque commet une infraction aux dispositions du présent paragraphe devient passible d'un emprisonnement pour telle période n'excédant pas un an, qui est déterminée par la Chambre qui s'est enquis de cette infraction. (Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 60)"

"61. Toutes les infractions aux dispositions du présent paragraphe peuvent être l'objet d'une investigation sommaire de la part de la Chambre contre laquelle elles ont été commises, de la manière et en la forme que la Chambre juge à propos.

"Pour les fins du présent paragraphe, chacune des Chambres est investie de tous les pouvoirs et de toute la juridiction nécessaires pour examiner, juger et punir ces infractions, et peut infliger et faire exécuter la peine prescrite par le présent paragraphe pour ces infractions. (Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 61)"

Avant d'aller plus loin, je réclame du député de Richmond (M. Lafrance) une rétractation et des excuses et vous prie, M. l'Orateur, de bien vouloir lui en fournir l'opportunité immédiatement.

S'il ne s'exécute pas, je me verrai dans la pénible obligation de recourir aux moyens appropriés prévus par la loi.

M. Lafrance (Richmond): Pour répondre aux remarques qui viennent d'être faites au sujet de cet incident malheureux, je dois faire la mise au point suivante.

D'abord, les paroles que l'on m'attribue n'ont pas été prononcées au cours d'une causerie, mais à la suite d'un exposé pour répondre à des questions qui m'ont été posées par des personnes présentes³.

Maintenant, voici ce que j'ai dit au sujet de l'Orateur:

"Je me demande si M. Tellier ne veut pas tout simplement éviter d'être obligé d'exécuter des ordres qui le dégoûtent..."

Quant à l'Orateur suppléant (M. Caron), je ne me souviens pas d'avoir employé l'expression "inique", c'est du moins ce qui ressort de la version de quelques amis présents.

Voici ce que j'ai déclaré à son sujet:

"M. Tellier a été remplacé par un nommé Caron qui se conduit de façon scandaleuse et indigne; à cause de son incompétence notoire et reconnue de tous, on a dû le remplacer par le député de Montréal-Verdun (M. Ross)."

Maintenant, je reconnais que mes paroles ont dépassé ma pensée, et je suis disposé à faire des excuses aux personnes concernées.

M. Caron (Maskinongé) demande que sa déclaration ainsi que celle de l'honorable député de Richmond (M. Lafrance) soient notées au *Procès-verbal* de la présente séance, le tout sans préjudice aux recours que la loi et les règlements lui accordent.

Projets de loi:

Loi de la convention collective

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 modifiant la loi de la convention collective soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure permettra de fixer les heures de travail du personnel, dans les établissements de commerce d'un territoire donné, par l'intermédiaire des conventions collectives et des décrets d'extension juridique, à condition que les ententes ne soient pas contraires aux règlements locaux de fermeture des magasins.

Cette clause avait été demandée par les associations patronales ou ouvrières du commerce de détail, qui veulent ainsi protéger les établissements dirigés par des particuliers contre la concurrence des grands centres d'achat établis en banlieue.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 80 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des assurances

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 68 sans l'amender.

Naissance du prince Andrew

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit qu'il a une grande nouvelle à annoncer à la Chambre. On m'informe que Sa Majesté la reine Elizabeth a donné naissance à un autre fils. Le Canada compte un nouveau prince, et c'est avec joie que nous apprenons cette heureuse nouvelle⁴.

(Applaudissements de la Chambre)

M. Hamel (Saint-Maurice) dit qu'il s'associe au premier ministre pour souligner le grand événement. Nous partageons tous cette joie, dit-il.

Il (M. Hamel) suggère que la Chambre s'ajourne plus tôt aujourd'hui en signe de réjouissance.

L'honorable M. Barrette (Joliette) convient que cela serait une excellente chose.

Projets de loi:**Loi
des assurances**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi de la Législature,
acquisition par expropriation**

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 modifiant la loi de la Législature soit maintenant lu une deuxième fois.

En exigeant qu'on procède par voie d'expropriation, dit-il, on protège les parlementaires qui, autrement, risqueraient de ne plus avoir légalement le droit de siéger...⁵ Le bill n'affecte aucune cause pendante.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le principe en vertu duquel le projet de loi a été rédigé est préconisé depuis longtemps par l'opposition et il doit être accepté dans toute démocratie digne de ce nom... Car étant donné la faiblesse humaine, il y a danger que l'intérêt prime sur le devoir quand quelqu'un est tiraillé entre intérêt et devoir...

Il formule toutefois certaines critiques contre la procédure exigée par le bill. La Régie des services publics, dit-il, dont les membres et leur rémunération dépendent du gouvernement, ne risque-t-elle pas de se laisser influencer en prenant des décisions, lorsqu'une expropriation concerne un parlementaire?

Il suggère que l'importance des dommages-intérêts soit déterminée non par cette Régie, mais par un juge indépendant. Il faut qu'il ne reste aucun doute dans l'esprit du peuple, dit-il, si l'on veut que le peuple respecte ses représentants...

L'honorable M. Rivard (Montmagny): La protection accordée est suffisante quant à l'honneur et la réputation des membres des deux Chambres. Les inquiétudes du député de Saint-Maurice ne sont pas fondées. La Régie jouit d'ailleurs de la confiance de la population.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 51 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cimetière du Mont-Royal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 concernant la cité de Montréal, la cité d'Outremont et la Compagnie du cimetière du Mont-Royal soit maintenant lu une deuxième fois.

L'an passé, dit-il, à l'été, une compagnie a voulu acheter une partie du terrain appartenant à la Compagnie du cimetière Mont-Royal pour y bâtir des maisons de rapport. Ça aurait été tout près de la croix du Mont-Royal.

La population de ce secteur s'en est émue, appréhendant la construction de conciergeries dont la hauteur aurait atteint presque celle de la croix. Tous les Montréalais croyaient que ce terrain faisait partie en entier du parc Mont-Royal et ont été surpris d'apprendre qu'il s'agissait d'une propriété privée.

En 1914, la Compagnie du cimetière du Mont-Royal, en vertu de sa loi d'incorporation, avait obtenu le pouvoir de disposer de terrains pour des fins domiciliaires.

Le problème s'est compliqué du fait qu'on ne pouvait préciser si le territoire en question se trouvait dans les limites de Montréal ou d'Outremont. C'était une sorte de "no-man's land".

Pour permettre d'éclairer ce point, nous enlevons à la compagnie le droit qu'elle a de vendre pour fins commerciales jusqu'au 1^{er} mars 1961. Les procureurs de la compagnie ont vu le projet de loi du gouvernement et n'y ont pas objection.

Les représentants de la compagnie ont compris que le terrain dont ils veulent disposer doit demeurer parc. Ils acceptent que leur pouvoir de

vendre soit suspendu temporairement. Dans l'intervalle, la cité de Montréal et la cité d'Outremont, conjointement ou chacune séparément, pourront acquérir une partie du terrain de la Compagnie. Le terrain ainsi acquis fera partie intégrante du Mont-Royal et on ne pourra pas y élever de maisons.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, la Compagnie du cimetière du Mont-Royal peut vendre à toute autre corporation ou société de cimetière, pour fins d'inhumation, des terrains contigus à ceux qui servent actuellement aux inhumations dans ce cimetière."

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) félicite le ministre des Affaires municipales (M. Dozois) d'avoir inclus cette clause dans le projet de loi pour permettre à la compagnie de vendre une partie de son terrain à une autre corporation de cimetière puisque le cimetière juif désire s'agrandir.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 et 6 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 71 sans l'amender.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Fondation cardinal Léger

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 constituant en corporation la Fondation cardinal Léger soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (l'honorable M. Barrette) rend hommage à l'œuvre extraordinaire accomplie en quelques années dans le diocèse de Montréal par Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger. La nouvelle loi, dit-il, doit permettre d'administrer les fonds servant aux œuvres du cardinal.

Des personnes influentes ont accepté de seconder le cardinal-archevêque de Montréal dans la poursuite de son œuvre en faveur des miséreux et des infortunés.

Il (l'honorable M. Barrette) exprime sa conviction que l'Assemblée législative serait sûrement heureuse d'accueillir ce projet de loi.

M. Hamel (Saint-Maurice) félicite les instigateurs de cette œuvre et affirme que cette mesure est un hommage rendu au cardinal Léger puisqu'elle donne son nom à la nouvelle corporation. Par tradition, dit-il, les archevêques de Montréal se sont toujours intéressés aux problèmes sociaux et se sont toujours penchés sur la misère pour la soulager.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 65 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions des députés:**Ajournement en signe de réjouissance,
Naissance du prince Andrew**

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel), que la Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi, en signe de réjouissance et d'allégresse à la nouvelle qu'un fils vient de naître à Sa Très Gracieuse Majesté, la reine Elizabeth II.

En ces derniers temps, nous avons eu si souvent l'occasion de nous ajourner en signe de deuil que nous devrions saisir l'occasion de nous séparer sur une note joyeuse. Il m'est agréable de souligner la joie que cet événement inspire à tous les sujets de Sa Majesté dans la province. La couronne britannique a un nouvel héritier et le Canada, un nouveau prince. Nous nous en réjouissons tous.

Adopté.

La séance est levée à midi⁶.

Le Soleil du 20 février 1960, à la page 1, affirme que M. Barrette interrompait alors l'étude du bill relatif à la loi des assurances, mais il ne précise pas à quel moment de l'étude l'annonce a été faite. Nous l'avons donc placée arbitrairement après l'adoption du bill en comité plénier.

5. Le bill stipule que si le gouvernement, pour fins de travaux publics, est obligé d'acquérir une propriété appartenant à un parlementaire, il devra le faire par voie d'expropriation. Auparavant, aucune transaction de ce genre entre le gouvernement et les parlementaires n'était possible sans priver le député ou le conseiller de son droit de siéger.

6. *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 20 février 1960, à la page 1, souligne qu'"une salve de 21 coups de canon a été tirée à midi dans la ville de Québec pour souligner la naissance de l'héritier royal. Les coups de canon ont été tirés par un détachement de sept hommes du 6^e Régiment de l'Artillerie royale canadienne sous le commandement du major G. Langevin. Les deux canons utilisés ont été placés à l'extérieur du Manège militaire sur Grande-Allée."

NOTES

1. *La Tribune* du 20 février 1960, à la page 1, souligne que cette conférence a été donnée devant l'Association des Jeunes libéraux de la reine des Cantons-de-l'Est.

2. M. Tellier a été absent de la Chambre du 28 janvier au 9 février inclusivement.

3. Dans son édition du 20 février, à la page 1, *La Tribune* publie la version du reporter, qui réfute les allégations de M. Lafrance et affirme que sa déclaration controversée a bien été faite durant son discours et non pas après.

4. Le prince en question est Andrew, duc de York, second fils d'Elizabeth II. *Le Montréal-Matin* du 20 février 1960, à la page 9, précise que l'honorable M. Barrette a interrompu les travaux de la Chambre à 11 h 15 pour annoncer cette nouvelle à la députation.

Séance du lundi 22 février 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

Changement de proposeur

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, du consentement unanime, que le nom de M. Hamel soit substitué à celui de M. Galipeault comme proposeur de la motion cotée comme item 87 au *Feuilleton* du 22 février 1960.

Adopté.

Directives de l'Orateur:

**Instructions pour la consultation
des documents déposés en Chambre**

M. l'Orateur: Je désire faire une observation relativement à ce qui a paru dans certains journaux de vendredi, concernant la séance de jeudi dernier, et je tiendrais à ce que les journaux reproduisent exactement mes remarques¹.

Je lis, dans un journal, ce qui suit: "Le gouvernement provincial a décidé qu'à l'avenir, les libéraux seront obligés de consulter les documents dans le bureau des archives, documents que la Chambre basse oblige de produire."

Je lis dans un autre entrefilet qui se lit comme suit: "À l'avenir, les libéraux devront consulter les documents au bureau même des archives et ne pourront plus les emprunter..."²

Ces notes de journaux sont manifestement inexactes, incomplètes et fallacieuses et sont de nature à tromper le public, en plus d'être injustes pour l'Orateur.

Cette Chambre se rappelle sans doute l'intervention de l'honorable député de Saint-Maurice qui, à la séance de jeudi dernier, se plaignait qu'à l'avenir, les documents produits durant la session, devraient être consultés au bureau des archives et ne pourraient plus être empruntés... C'est alors que l'honorable premier ministre a fait remarquer que ces

instructions étaient conformes aux règlements de cette Chambre qui décrètent, à l'article 707, ce qui suit: "Tous les rapports et tous les documents qui ont été déposés sur le bureau sont tenus pour publics".

"Les députés et, avec la permission de l'Orateur, toute autre personne, peuvent les examiner, en faire des copies ou en prendre des extraits, au bureau des archives de la Chambre".

Les honorables membres de cette Chambre se rappellent sans doute que je suis alors intervenu pour déclarer que les archives relevaient du greffier et, conséquemment, de l'Orateur. J'ai ajouté qu'à un moment donné, j'avais eu besoin de consulter certains de ces documents et que le greffier m'avait informé qu'ils étaient entre les mains de l'opposition qui en avait alors une douzaine d'autres qui étaient sortis des archives et entre leurs mains. J'ai également dit que plus tard l'on m'a apporté le document demandé, mais non pas l'original, mais une copie préparée au bureau de l'opposition. Enfin, j'ai fait remarquer à cette Chambre que les archives devaient être à la disposition de tous les membres de cette Chambre et non pas exclusivement des membres de l'opposition, et que c'était là la raison pour laquelle des instructions avaient été données de se conformer à l'article 707 du Règlement qui a été édicté par un gouvernement précédent, en 1941.

Je profite de l'occasion pour rappeler que les documents produits en Chambre sont des documents publics et que c'est une règle générale que les dépositaires de tout document public ne doivent pas s'en départir, et que l'article 707 des règlements ne fait que confirmer cette règle.

Je viens de constater ce matin que, malgré les ordres qui ont été donnés, il y a encore 10 documents de la Chambre qui sont actuellement entre les mains de l'opposition et qui n'ont pas été rapportés, conformément aux ordres donnés.

Je constate, de plus que, parmi les 10 documents qui sont actuellement entre les mains de l'opposition, il y en a trois qui sont sortis sous la signature d'un député de l'opposition, et les sept autres ont été sortis pas même sous la signature d'un député, mais sous la simple signature d'employés de l'opposition.

Je rappelle que ceci constitue une double infraction; d'abord parce qu'ils sont sortis des archives et, en second lieu, parce qu'ils ont été sortis par une personne qui n'est pas un député, alors que le Règlement décrète qu'un étranger ne peut même pas

prendre connaissance des documents de la Chambre, sans la permission de l'Orateur et, de mon côté, personne ne m'a demandé la permission pour sortir ces documents.

En conséquence, je donne ordre au greffier, dépositaire des archives, de faire entrer ces documents sans délai et de me faire rapport pour la prochaine séance.

Projets de loi:

Loi des dentistes

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 73 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège des opticiens

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 84 concernant le Collège des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 18 février courant, sur l'amendement du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) à la motion du ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"La Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, exprime l'opinion que le gouvernement devait prendre les mesures nécessaires au cours de la présente session pour apporter sans retard une solution au grave problème de la pollution des eaux."

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) cite l'opinion d'un hygiéniste disant que Montréal est

construit sur une île qui flotte sur une mer d'égouts. Il cite également des extraits d'une étude du Montreal Board of Trade et divers reportages de journaux décrivant l'Île Montréal comme la plus grande fosse septique au monde.

Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour remédier à la situation de la pollution des eaux? Le premier ministre a dit l'autre jour que le gouvernement avait dépensé \$25,000,000 pour aider à construire des systèmes d'aqueduc et d'égouts dans diverses localités de la province. Sans doute cela était-il nécessaire, mais je doute fort que ces nouveaux égouts améliorent la salubrité des rivières où ils se déversent! Il faudrait au moins que le gouvernement prenne des dispositions pour que l'on ajoute des filtres aux égouts lors de leur construction.

On a reproché à l'opposition de faire usage de journaux dans ses interventions contre le gouvernement. Je répondrai que c'est son devoir de scruter les actes du gouvernement et de critiquer ce qui lui paraît condamnable. Nous n'oublions jamais que nous représentons 50 % des électeurs qui ont voté contre le gouvernement...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ceci n'a rien à voir à la pollution des eaux.

M. l'Orateur: Je prends pour acquis qu'il s'agit d'une simple digression et que le député reviendra au sujet.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je vais continuer de répondre aux arguments utilisés par le premier ministre dans son discours de vendredi dernier³. Je dirai que Beauchesne⁴, le grand expert en droit parlementaire, dit que l'opposition a le devoir d'intervenir chaque fois qu'elle le juge nécessaire et que l'obstruction qu'elle fait n'est pas toujours condamnable. Je dirai au premier ministre...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député a-t-il une question à me poser?

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Pas du tout... j'ai des conseils à donner au premier ministre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le premier ministre n'a pas de conseils à recevoir d'un personnage comme le député de Westmount (M. Hyde).

M. l'Orateur: On s'éloigne de la question.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): L'opposition ne dénigre pas la province, c'est l'Union nationale qu'elle dénigre. Le premier ministre a dit qu'il aime les assemblées contradictoires? S'il en veut une dans cette Chambre, il n'a qu'à le dire, nous sommes prêts.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député n'a pas le droit de s'adresser à moi directement. Il doit parler à l'Orateur.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): C'est vrai. M. l'Orateur, j'avais d'autres conseils à donner au premier ministre, mais je crois que je vais ajourner la chose à plus tard!

Une commission provinciale a été formée en 1955 et elle n'a pas encore présenté son rapport. Nous avons demandé au gouvernement combien elle avait tenu de séances et il a répondu: "Plusieurs". Et pendant tout ce temps-là, la situation s'aggrave.

En Ontario, une commission a étudié ce problème rapidement; elle a fait rapport avec célérité et le gouvernement est passé à l'action. Chez nous, on a nommé une commission d'enquête dont on n'a pas entendu parler depuis cinq ans, alors qu'on avait déjà en main à ce moment-là les informations nécessaires.

Ce qu'il aurait fallu, ce n'était pas une commission d'étude, mais une commission de contrôle comme cela s'est fait en Ontario.

Certains gens disent qu'il y a peut-être relation de cause à effet entre la pollution des eaux et la poliomyélite. Le gouvernement ne devrait pas attendre un désastre pour intervenir.

La motion du député de Montréal-Notre-de-Grâce (M. Earl) n'est pas une motion de non-confiance, le gouvernement n'a aucune raison de voter contre. Le plus tôt que commencera la lutte à la pollution de l'eau, le mieux ce sera.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): La motion proposée par l'opposition est une motion de non-confiance dans le gouvernement. De plus, si l'amendement était accepté, cela voudrait dire, d'après le Règlement, que la motion principale se trouverait écartée. De toute façon, le groupe ministériel ne peut voter un tel amendement.

L'opposition base son argumentation sur des exemples, des rapports, des coupures de journaux dans lesquelles on semble indiquer qu'il se fait en Ontario une meilleure besogne que dans la province de Québec. Ce qui me surprend, c'est de voir l'opposition libérale féliciter le gouvernement

conservateur ontarien, que l'opposition libérale de là-bas ne cesse de critiquer.

En Ontario, dans le domaine de la lutte contre la pollution des eaux, le travail le plus important fait par l'Ontario Water Commission, ça a été de construire quelques usines pour le traitement des eaux domestiques. Environ \$25,000,000 ont été mis ainsi à la disposition des municipalités pour une solution au problème des aqueducs et des égouts. Mais les dépenses n'ont pas dépassé ce montant.

Or, dans la province de Québec, dans le même domaine, l'Assemblée législative a autorisé le gouvernement à dépenser \$25,000,000 non pas pour installer, mais pour aider à installer des aqueducs et des égouts en payant jusqu'à 4 % d'intérêt sur les emprunts des municipalités. Les requêtes à ce sujet sont à l'étude. Elles provoqueront des travaux d'une valeur d'au moins \$91,000,000, soit beaucoup plus qu'en Ontario.

Dans plusieurs de nos villes, on étudie un système de traitement des eaux d'égout. Plessisville a dépensé \$225,000 pour éviter la contamination de ses sources d'eau potable. Toutes les municipalités de notre province sont alertées et désirent apporter une solution au problème.

En plus d'aider les municipalités à s'alimenter à des sources saines, nous avons un comité qui s'occupe de ce problème très compliqué, et il y a aussi l'Office de biologie du ministère des Pêcheries, qui s'intéresse à la question depuis nombre d'années et qui fait un travail très important, surtout pour la protection du poisson et l'assainissement des lacs et des rivières. Des sommes immenses ont été dépensées depuis quelques années par des papeteries et des entreprises minières de la province, pour des travaux dont l'Office avait recommandé l'exécution.

La Canada Paper à Windsor Mills a dépensé environ \$1,000,000; la Consolidated Paper à Shawinigan, une somme analogue, la compagnie Rolland à Mont-Rolland, la Donohue, dans Charlevoix, la Donnacona, à Portneuf, ont dépensé des sommes considérables. Il y a eu du travail fait dans le même sens à Murdochville. À Arvida, l'Aluminum Co., a collaboré étroitement par l'intermédiaire de l'Office. La Ligue antipollution a reçu des subventions par l'intermédiaire de l'Office. La Canadian International Paper a coopéré avec cet organisme dans le comté d'Hawkesbury.

La ville d'Ottawa, qui se trouve en Ontario, n'a rien dépensé pour améliorer son système d'égout qui pollue la rivière Outaouais. Il ne s'est presque rien fait à Oxbury sous l'égide de l'Ontario Water Pollution. Pourtant, l'Outaouais par ses eaux

polluées, est une des principales causes de pollution du lac des Deux-Montagnes et du lac Saint-Louis.

Il (M. Bertrand) cite une opinion cueillie dans un journal mauricien: "La pollution des eaux sera bientôt chose du passé dans le Québec."

Ce sont des faits susceptibles d'éclairer la Chambre. Dans notre province, la plupart des municipalités sont alertées et étudient de plus en plus les moyens à prendre pour remédier à la situation. Dans ce domaine, comme en tant d'autres, la province de Québec ne tire pas de l'arrière, bien au contraire.

L'opposition ignore ou feint d'ignorer ce qui a été accompli dans la province et cherche plutôt une occasion de critiquer le gouvernement. Mais, en le faisant, l'opposition se trouve à déprécier non seulement la province elle-même, mais les municipalités du Québec qui assument des dépenses considérables pour obvier à la contamination des cours d'eau.

Le gouvernement n'a pas besoin de cette motion de non-confiance pour réaliser la responsabilité qui lui incombe. Ce problème est un problème qui exige une surveillance constante et des crédits énormes. Nous pouvons assurer l'opposition et la population que c'est le désir du gouvernement de travailler, dans le domaine de la lutte à la pollution des eaux, à l'avantage de la population en vue d'assurer le progrès du Québec.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) affirme que l'une des principales raisons qui a contribué à la pollution de l'eau dans la région de Montréal, au cours des trois dernières années, a été la construction de la voie navigable du Saint-Laurent. Avant la canalisation du Saint-Laurent, on entendait bien peu parler de la pollution des eaux à Montréal. C'est que la canalisation a empiré considérablement la situation pour toutes les villes situées en bordure du fleuve ou du lac Saint-Louis, dans la région située entre Contrecoeur et Saint-Lambert.

En 1956, le gouvernement fédéral avait promis à la population de ces municipalités d'apporter des remèdes à la situation en construisant une usine de filtration qui assainirait les eaux sur la rive sud. On ne peut obliger les contribuables de la province à payer pour les conséquences d'une situation que le gouvernement fédéral a promis d'améliorer, en 1956. On devrait forcer les successeurs du gouvernement du temps à tenir cette promesse.

À Cornwall, les responsables de la canalisation ont vu à ce que ces inconvénients ne soient pas

causés à la population. Du moins, on n'a pas entendu de plaintes de la part de celle-ci.

Quant à la Commission provinciale d'enquête sur le problème de la pollution des eaux, les libéraux sont mal venus de lui reprocher des lenteurs. Le travail qu'on lui a confié, celui en particulier de classifier les cours d'eau de toute la province, exigeait énormément d'étude. Il félicite particulièrement le gouvernement d'y avoir nommé un jeune ingénieur sanitaire de Montréal, M. Pierre Lauriault, dont il loue la compétence et les mérites. L'opposition, dit-il, au lieu de critiquer, devrait coopérer dans ce domaine.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): L'opposition ne désire pas tant critiquer le gouvernement que de protéger la population. Il ne fait pas de doute qu'avec l'accroissement de la population et l'arrivée de nombreuses industries chez nous, les déchets qui vont polluer les eaux augmentent sans cesse.

Les municipalités comprennent le problème. Mais elles ne peuvent le régler seules. Elles n'ont pas suffisamment de ressources pour corriger, sans l'aide du gouvernement, un problème qui est du reste à l'échelle de la province. Il y a des cours d'eau qui ne traversent d'ailleurs pas qu'une seule municipalité. Il y en a aussi qui sont navigables et relèvent, à ce point de vue, du gouvernement fédéral.

Le gouvernement provincial se doit d'aider les municipalités à construire des usines de purification des égouts. Le problème est à l'échelle de la province. Celle-ci doit faire sa part.

M. Brown (Brome) félicite le député de Montréal-Notre-de-Grâce (M. Earl) d'avoir présenté cette motion sur la pollution des eaux. Le problème a été bien posé, mais le gouvernement ne veut pas s'en occuper.

On pourrait résoudre en partie le problème en installant des systèmes d'assainissement des égouts. Les rapports du ministre de la Santé affirment que le contrôle de l'eau est de plus en plus difficile.

Il (M. Brown) propose que la lutte à la pollution de l'eau fasse conjointement avec le gouvernement fédéral. Il serait plus utile aux gouvernements concernés, dit-il, d'utiliser les revenus fiscaux pour améliorer la situation dans les régions à forte population que pour ouvrir de nouveaux territoires au Nord.

Il (M. Brown) suggère que la province imite ce qui s'est fait ailleurs, dans certains pays et dans certaines villes, notamment à New York et à Milwaukee, où la pollution est devenue en quelque

sorte un actif. On y emploie des moyens chimiques, dit-il, pour extraire de ces eaux les engrais organiques qu'elles contiennent. Ces engrais, à leur tour, peuvent être vendus à des fins commerciales. Et le prix qu'on en obtient compense plus qu'adéquatement pour le coût d'opération des usines de purification.

La province de Québec a plus de rivières et de lacs que bien des pays de l'Amérique du Nord. Le gouvernement se doit de protéger le peuple contre ce danger, et la lutte contre la pollution des eaux devrait faire partie d'un programme de travaux publics qui fournirait de l'emploi à bien des chômeurs.

Il (M. Brown) donne une liste des villes de la province de Québec qui sont aux prises avec ce problème, notamment la ville de Montréal et celle de Québec. Les rivières Outaouais, Yamaska, Saint-Charles et Châteauguay sont parmi les plus polluées de la province. Nous n'avons pas besoin d'une commission d'enquête pour constater que l'eau puisée dans la rivière Saint-Charles est sale et mauvaise, polluée à l'extrême par les égouts à ciel ouvert qui s'y jettent. La rivière Châteauguay, qui se jette dans le lac Saint-Louis, près de Montréal, est un fossé malpropre.

Il estime que l'initiative doit venir entièrement du gouvernement provincial, et qu'il devrait même y avoir un service spécial, au ministère de la Santé, pour s'occuper du problème de la pollution.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Nous sommes en face d'un problème très sérieux. Mais la pollution des eaux ne résulte pas de l'inertie du gouvernement, elle est plutôt la conséquence directe du développement économique de la province, de l'industrialisation et de l'urbanisation, surtout dans ses parties le long des cours d'eau. Nous ne sommes responsables de la gravité de ce problème qu'en ce sens que nous avons incité le développement des dernières années.

La pollution des eaux n'est pas une chose nouvelle. Elle devient de plus en plus sérieuse à mesure que les moyens de communication se multiplient, que les gens vont en plus grand nombre se construire sur le bord des lacs et des rivières. Il n'y a qu'un moyen de faire disparaître la pollution, c'est de faire disparaître le genre humain, et nous n'avons aucunement l'intention de le faire.

C'est facile de faire croire que tout est sale dans la province de Québec, que l'eau potable est rare. Il est indubitable qu'à l'arrivée des premiers colons au Québec, les cours d'eau étaient moins pollués qu'ils ne le sont maintenant. Toutefois, à mesure que le pays s'est ouvert, qu'on a facilité les

voyages, que le développement s'est fait et que les gens ont construit des maisons dans les régions montagneuses et les lieux de villégiature, la pollution a augmenté.

Le problème est sérieux, mais il faut le traiter sérieusement, sans donner à entendre que l'eau est plus sale dans le Québec qu'ailleurs. Depuis des années, des ingénieurs du ministère de la Santé s'emploient à le résoudre, en autant que l'eau potable est concernée. La solution n'est pas facile, elle pourrait coûter des centaines et des centaines de millions de dollars. Les ingénieurs ont un travail difficile et fatigant à accomplir pour remédier à la situation. Ils doivent être au travail à 7 heures le matin et poursuivre leur tâche parfois jusqu'à 3 heures le lendemain matin. Ils travaillent jusqu'à 20 heures par jour pour analyser les eaux de nos rivières. Mais ils ne peuvent être partout à la fois et les rapports sont encore incomplets.

L'eau se contamine de plusieurs façons, soit par l'eau de surface ou par les eaux d'égout. Les experts du ministère prennent chaque jour, quand les saisons le permettent, des centaines de prises d'eau pour en déterminer le degré de pollution à différents endroits, ils doivent étudier le courant dans telle ou telle partie de la rivière, tenir compte des variations de la température, etc. Des études sont également faites en marge du courant des cours d'eau où ces relevés sont effectués. Cela ne constitue qu'une partie des études faites par le ministère en marge de la propreté de l'eau. Nous n'avons pas encore trouvé la solution au problème. Déjà des millions de dollars ont été consacrés à l'étude du problème et aux moyens d'assurer de l'eau potable aux municipalités.

Plus de 85 municipalités de la province possèdent maintenant des usines de filtration. Chaque fois qu'une municipalité songe à construire un nouveau système d'aqueduc, le ministère de la Santé envoie sur les lieux des experts pour s'assurer de la qualité de la source d'eau et pour aviser les autorités locales quant à l'utilité de donner suite à leur projet respectif. Les recherches menées par les fonctionnaires du ministère et les conseils qui suivent le résultat de toute enquête sont aussi donnés gratuitement.

En somme, la pollution des eaux constitue un problème de longue haleine. On ne peut penser de trouver une solution du jour au lendemain. Il arrive par exemple que, dans un endroit donné, l'eau est potable aujourd'hui. Demain elle ne sera plus bonne à boire en raison des développements rivaux qui pourraient être effectués.

On a proposé des systèmes d'assainissement d'égouts, mais souvent, les entreprises prêtes à établir

des industries de ce genre désirent que les autorités gouvernementales assument 75 % des frais de construction.

Le problème est complexe et de solution fort difficile. Le gouvernement provincial a donné des millions de dollars aux municipalités pour construire des aqueducs et trouver des sources d'approvisionnement saines. Cela fait partie de la solution du problème.

Il faudrait en dépenser des centaines de millions pour régler le problème de la pollution. Je crois qu'il y aura toujours de l'eau polluée, ici comme ailleurs, c'est inévitable.

Le ministère de la Santé étudie plusieurs projets en marge de ce problème, mais aucun rapport définitif ne peut être produit dans le moment. De plus, nous avons fait du travail sur un grand nombre de rivières, entre autres, la rivière Yamaska, dont on a parlé tantôt, la rivière Saint-François, la rivière Rimouski, la rivière Matapédia, la rivière Saint-Charles.

Pour aller partout à la fois, il faudrait une armée d'ingénieurs. De ces études peuvent tout de même se dégager des conclusions d'ensemble. Des rapports sont à se faire.

Et, d'ici quelque temps, nous pourrions demander à la Chambre certains montants. Il ne faudrait pas croire cependant qu'on réglerait le problème de la pollution des eaux une fois pour toutes avec \$25,000,000.

On accuse le gouvernement de faire preuve d'indifférence alors qu'il s'accomplit beaucoup de travail. Je regrette le ton que l'opposition a donné à ce débat. Dire que nous ne faisons rien, c'est vouloir ignorer toutes les initiatives prises jusqu'ici.

Si j'apportais ici toute la documentation que je possède à mon ministère sur le sujet, on serait impressionné. Le problème est beaucoup plus compliqué qu'on ne semble le croire de l'autre côté. Nos amis de la gauche montrent qu'ils ne sont pas renseignés.

Le gouvernement fait son devoir. Il a beaucoup fait déjà, il sait qu'il reste beaucoup à faire, et il est disposé à aider encore davantage. Mais qu'on ne laisse pas la population et les milliers de touristes qui nous visitent sous l'impression que les eaux du Québec sont partout contaminées et que nous buvons de l'eau sale. C'est absolument faux. La preuve que la situation s'est améliorée, c'est qu'on ne voit plus chez nous ces épidémies de typhoïde ou d'autres maladies qui étaient fréquentes autrefois. Le gouvernement entend bien continuer à faire tout son devoir.

M. Lafrance (Richmond) souligne l'importance du problème, particulièrement dans l'Estrie. Il s'en

prend à une déclaration du ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc), à l'effet qu'on ne connaîtrait pas encore la solution d'une façon précise. En décembre 1957, dit-il, un membre de la Commission sur la pollution des eaux a dit que les remèdes étaient connus et qu'il ne restait plus qu'à les appliquer.

Cette Commission a été créée en novembre 1955 et elle n'a pas encore produit de rapport. On dit que l'eau stagnante tend à se corrompre. Je crois qu'on pourrait dire la même chose de certaines commissions gouvernementales.

Le gouvernement ne cherche qu'à excuser son inertie. J'ai entendu personnellement l'ancien premier ministre Sauvé dire à la télévision qu'il avait horreur des grandes enquêtes parce qu'elles ont généralement pour résultat de retarder les mesures qui s'imposent. Je pense que l'incurie du gouvernement, sur le problème de la pollution des eaux, est due dans une large mesure à cette Commission qui ne fait pas de rapport.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dit qu'il était présent lors de l'entrevue que mentionne le député de Richmond et qu'il ne se souvient pas que M. Sauvé ait prononcé de telles paroles.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

La Chambre poursuit la discussion sur la motion du député de Montréal-Notre-de-Grâce (M. Earl) concernant la pollution des eaux.

M. Lafrance (Richmond) dit qu'il entend être bref et se contenter en quelque sorte, de résumer le débat.

L'Ontario a un programme à longue échéance de l'ordre de \$2,500,000,000 pour remédier au problème de la pollution de ses eaux⁶. Dans le Québec, tout ce qui s'est fait jusqu'ici dans ce domaine a été dû à l'initiative des municipalités, des associations de chasse et pêche, ou des compagnies, et ce, sans l'aide du gouvernement.

Des associations de chasse et de pêche comptant 6,000 membres ont soulevé l'opinion publique. Ce que fait le gouvernement pour les municipalités aujourd'hui est le résultat des pressions exercées particulièrement par trois associations des Cantons-de-l'Est.

Il appartient au gouvernement, qui a ses experts en plus des membres de la Commission qu'il

a nommée, de prendre ses responsabilités. Le problème est connu et les remèdes aussi, du moins d'après le secrétaire de la Commission d'enquête. Il ne reste qu'à les appliquer.

L'opposition a pris ses responsabilités en plaçant le gouvernement devant la situation. C'est aux administrateurs de la province maintenant de prendre leurs responsabilités.

M. l'Orateur appelle le vote sur la motion.

(Pendant que les cloches qui appellent le vote sonnent)

M. Hamel (Saint-Maurice): (Manifestant de l'impatience) On a attendu le gouvernement pendant 15 minutes pour prendre le vote.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Vous allez attendre plus longtemps que cela pour prendre le pouvoir.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Turpin, 11.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Custeau, Dozois, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Ross, Roy, Samson, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 45.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts: Entretien et construction de ponts semi-

permanents (Travaux publics)," pour l'exercice finissant le 31 mars 1961⁷.

Et,

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de réfection de ponts occasionnés par le drainage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Et,

3. Qu'un crédit n'excédant pas seize millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Hamel (Saint-Maurice): Qu'est-il advenu du vieux fer du pont de Trois-Rivières?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La Dominion Bridge l'a acquis pour une somme de \$15,000 à \$20,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement a-t-il fait surveiller ce fer avant d'en disposer, afin que les communistes n'aillent pas le voler?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Non.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement a-t-il retrouvé les communistes qui ont fait tomber le pont de Trois-Rivières?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Avez-vous lu le rapport de l'enquête royale?

M. Hamel (Saint-Maurice): Depuis 1951 que le pont est tombé, le gouvernement n'a pas encore trouvé les communistes? La réponse est-elle oui ou non?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est non. En tout cas, moi je ne le sais pas. Ce n'est pas moi qui ai été chargé de trouver les responsables de la chute de ce pont. L'enquête royale n'a pas tourné en votre faveur et c'est la raison de ces questions posées aujourd'hui.

M. Hamel (Saint-Maurice) prétend que les *Comptes publics* devraient fournir plus de renseignements.

L'honorable M. Barrette (Joliette): (Exhibant trois gros cahiers qu'il a devant lui) Le député voudrait que nous incorporions tous ces détails

concernant les ponts dans les *Comptes publics*? Même si nous le faisons, les députés de l'opposition n'en prendraient pas connaissance.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce qu'une décision définitive a été prise au sujet du pont de Shawinigan?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Non, pas encore, parce que nous avons des travaux plus urgents à effectuer. Vous pourrez en parler au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) lorsqu'il reviendra¹⁰.

M. Hamel (Saint-Maurice): On ne le reverra plus en Chambre après les prochaines élections. (Protestations à droite)

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Si on voulait parler de certains membres de l'opposition, il y a bien des remarques que l'on pourrait faire.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député de Saint-Maurice devrait bien savoir qu'on ne s'attaque pas à un malade qui n'a pas la chance de pouvoir se défendre et qui lutte pour sa vie¹¹.

M. Hamel (Saint-Maurice) tente de répondre...

M. le président rappelle le député de Saint-Maurice à l'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de la décision du président du comité.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de la discussion sur les items du budget des travaux publics, on s'est éloigné des items en discussion, et c'est alors que j'ai demandé de revenir auxdits items.

L'honorable député de Saint-Maurice (M. Hamel) en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Custeau, Desjardins, Dozois, Élie, Fortin, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Ross, Roy, Samson, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 48¹².

Contre: MM. Brown, Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Turpin, 11.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude des trois premières résolutions des crédits budgétaires.

M. Hamel (Saint-Maurice) reproche au gouvernement de ne pas fournir suffisamment de détails à la Chambre sur les sommes qu'il entend consacrer, au cours de l'année, à la construction des ponts. Il demande s'il existe une liste des ponts à construire au cours des prochains mois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) répond que cette liste est difficile à établir à cause de la grandeur de la province et des besoins urgents pouvant se présenter au cours de l'année.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quels ponts le gouvernement veut construire exactement? Je veux savoir les noms.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il y a des demandes pour \$75,000,000. Nous avons des plans de faits pour un montant de \$22,000,000. Nous ferons les travaux les plus urgents, à même les crédits de \$16,000,000 que nous demandons à la Chambre de voter.

Des députés de l'opposition insistent pour obtenir plus de précisions.

M. Lafrance (Richmond): C'est inconcevable que le ministre ne puisse pas donner de détails. À Ottawa, le ministre donne toute la liste et la construction des ponts est déterminée d'avance.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) rappelle qu'il a nommé plusieurs ponts l'autre jour. J'en ai six feuilles, dit-il; allons-nous passer toute la veillée là-dessus?

M. Hamel (Saint-Maurice): Que dirait une compagnie si son gérant demandait \$16,000,000 sans explication? Les directeurs n'accepteraient pas.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Vous prenez-vous pour le bureau de direction de la province?

M. Hamel (Saint-Maurice): Non. Je ne crois pas, comme c'est le cas du ministre et des autres membres du gouvernement, que la province m'appartienne!

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le bureau de direction de la province, ce ne sont pas les députés. C'est le gouvernement qui agit comme bureau de direction, et les députés sont les délégués des actionnaires, le peuple de la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous sommes délégués ici pour voir ce qui se brasse dans la marmite. Un bon gérant donnerait les explications que ses directeurs lui demanderaient. Personne n'accepterait de lui dire: "C'est bien, arrangez ça et faites-nous rapport l'an prochain!" Combien allez-vous construire de ponts en 1960-1961?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Nous avons des projets pour 96 ponts.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je veux savoir quels ponts seront construits cette année.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Non! Le député n'a pas le droit d'exiger cela. Nous avons des projets pour \$64,000,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça, ça vaut zéro cela.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Si vous voulez savoir dans quels comtés nous construisons des ponts, demandez-le, mais n'exigez pas toute la liste, car c'est pas raisonnable. Le ministre a donné la

même liste, la semaine dernière, et pas un député de l'opposition n'a pris de notes. On veut forcer maintenant le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) à répéter la même nomenclature. On pose des questions aujourd'hui pour le forcer à rester debout.

Les travaux projetés à l'item des ponts devraient être effectués dans tous les comtés, mais les \$16,000,000 ne seront pas tous dépensés cette année. Sur cette liste, il y a bien des projets de ponts qui ne se réaliseront peut-être pas, parce que le gouvernement doit prévoir en gardant suffisamment de fonds au budget afin de parer à toute éventualité.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je vais en nommer quelques-uns.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les détails que nous demandons devraient être incorporés aux estimés du ministre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ça n'a jamais été fait. Je suis prêt à donner la liste des ponts... et le député est désappointé. Il cherche maintenant une autre raison de critiquer!

Il (M. Bourque) donne une liste des ponts de \$100,000 et plus qui seront construits:

Nouveaux ponts à l'extrémité ouest de l'Île de Montréal, \$9,000,000; nouveau pont parallèle au pont Honoré-Mercier, \$6,000,000; Châteauguay, \$2,000,000; La Sarre, \$452,000; Restigouche, \$627,000; Baie-Saint-Paul, \$120,000; Saint-Louis-de-Kamouraska, \$261,000; Rivière-Ouelle, \$120,000; Bellerive, \$225,000; Chaudière, \$350,000; Maskinongé, \$168,000; Saint-Pierre-de-Montmagny, \$198,000; Lac Bouchette, \$115,000; Rivière Portneuf (Saguenay), \$600,000; Le Richelieu (entre Saint-Jean et Iberville), \$1,500,000; L'Île Verte (Témiscouata), \$375,000; etc.

La liste des projets du gouvernement comporte des ponts pour un total supérieur à \$16,000,000, donc tous ne pourront être construits cette année.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) pose une question au sujet d'un pont dans l'est de Montréal.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le gouvernement n'a pas l'intention d'édifier actuellement un autre pont dans l'est de Montréal. Quand nos grands travaux actuels de construction seront terminés, nous pourrons alors y songer.

M. Lafrance (Richmond) demande si la construction du pont Richmond-Melbourne est sur la liste des travaux de 1960-1961.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il est sur la liste des \$22,000,000, c'est-à-dire des ponts dont les plans sont faits. Il dit qu'il a déjà donné une longue liste à la Chambre et que, s'il fallait discuter de chaque cas en particulier, toute la veillée y passerait.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans la liste des travaux les plus urgents, le ministre n'a pas nommé les ponts de Richmond et de Shawinigan... Ce serait bien mieux si les ponts qu'on veut construire étaient en blanc et en noir dans les estimés budgétaires. Alors, on ne pourrait pas se servir de ça pour faire du chantage dans les comtés pendant les élections.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Que le député retire ses paroles!

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai pas accusé le gouvernement de faire du chantage. J'ai dit: on ne pourrait pas se servir de ça pour faire du chantage.

M. Lafrance (Richmond): Dans nos comtés, les organisateurs font du chantage.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Saint-Maurice a accusé le gouvernement de faire du chantage.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai simplement dit qu'avec ce système-là, on peut faire du chantage.

M. le président: D'après la conformation de la phrase, le député de Saint-Maurice voulait parler du gouvernement. Que le député retire ses paroles!

M. Hamel (Saint-Maurice): Non. Je n'ai pas dit que le gouvernement faisait du chantage.

L'honorable M. Bellemare (Champlain): Beau spectacle!

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Champlain veut-il que je lui parle du "Spread Belmont"?

Rapport du comité des subsides:

M. le président: M. l'Orateur, sur la discussion des items du ministère des Travaux publics, le député de Saint-Maurice a accusé implicitement le gouvernement de faire du chantage.

Le premier ministre soulève un point d'ordre et lui demande de retirer ses paroles.

Je maintiens le point d'ordre du premier ministre, et le député de Saint-Maurice refuse de retirer ses paroles.

L'honorable député de Saint-Maurice en appelle à la Chambre de ma décision.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas ça.

M. l'Orateur: Il faut respecter le Règlement.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Custeau, Desjardins, Dozois, Élie, Fortin, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Ross, Roy, Samson, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 48.

Contre: MM. Brown, Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Turpin, 11.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

M. l'Orateur: Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) persiste-t-il dans son refus de retirer ses paroles?

M. Hamel (Saint-Maurice): L'incident est arrivé en comité. Ça doit se faire en comité.

M. l'Orateur: La décision du comité plénier a été ratifiée par la Chambre. Je demande au député s'il persiste à refuser de retirer ses paroles? L'article 327 du Règlement n'offre aucune alternative à l'Orateur.

Il stipule que "l'Orateur soumet le point d'ordre à la Chambre, qui prononce sans débat..." Avant d'imposer une peine disciplinaire, pour la troisième fois, je demande au député s'il retire ses paroles?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je retire l'accusation que je n'ai pas portée...

M. l'Orateur: Le Règlement dit que si le député ne s'explique pas de façon explicite, l'Orateur doit le rappeler nominativement à l'ordre. Le député doit retirer ses paroles sans restrictions.

Un député de l'opposition: Quelles paroles!

M. l'Orateur: La Chambre est-elle satisfaite de la rétractation du député de Saint-Maurice?

Des députés ministériels: Non. Hum!

M. l'Orateur: Je demande encore une fois au député s'il retire ses paroles conformément au Règlement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je retire mes paroles à l'effet que j'aurais accusé le gouvernement de faire du chantage.

M. l'Orateur: Que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): M. l'Orateur!...¹³

M. Hamel (Saint-Maurice): On n'a pas le droit de discuter sur une décision de l'Orateur.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): L'article 76 prévoit une autre procédure. Il stipule que si un député est rappelé nominativement à l'ordre, la parole lui est par le fait même interdite pour le reste de la séance; et que la Chambre peut en outre, si une motion à cet effet est immédiatement présentée, ordonner à l'Orateur d'admonester ou de réprimander ce député, ou bien prononcer contre celui-ci la censure avec ou sans exclusion temporaire.

Je vais proposer une telle motion et, en la présentant, j'ai le sentiment de me faire l'interprète de la Chambre. J'en ai assez du député de Saint-Maurice (M. Hamel). Qu'on se serve de lui pour donner l'exemple, à cause des fréquentes infractions aux règlements de la Chambre.

(Protestations à gauche. Des députés menacent de sortir avec le député de Saint-Maurice.)

M. l'Orateur lit l'article 76:

"Si un député est appelé nominativement à l'ordre, la parole lui est par là même interdite pour le reste de la séance;

"La Chambre peut en outre, si une motion à cet effet est immédiatement présentée, ordonner à

l'Orateur d'admonester ou de réprimander ce député, ou bien prononcer contre celui-ci la censure avec ou sans exclusion temporaire;

"Le député visé par une telle motion doit, dès qu'elle est mise en délibération, se retirer pour le temps que durera la discussion de la motion;

"Le député contre qui l'exclusion a été prononcée doit se retirer immédiatement hors de la salle, et il ne peut pénétrer dans aucune partie de celle-ci. S'il néglige ou refuse de se retirer de la salle ou s'il pénètre dans une partie quelconque de celle-ci, l'Orateur, après y avoir été autorisé par la Chambre sur une motion non annoncée, ordonne au sergent d'armes de l'expulser.

"Le député visé par une telle motion, dit-il, doit se retirer pour le temps des délibérations. Il n'y a pas de discussion possible de la part du député."

M. Hamel (Saint-Maurice) sort de la Chambre.

M. Levesque (Bonaventure) soulève un point d'ordre à l'encontre de la motion. L'Orateur a demandé au député de Saint-Maurice de retirer ses paroles, dit-il, c'est ce qu'il a fait. Puis, l'Orateur de l'Assemblée législative a demandé par la suite que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier. Il est à la fois inconcevable et impardonnable pour le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) de proposer à ce moment-ci une pareille motion. C'est le même ministre qui accuse l'opposition de ne pas avoir de respect pour la Chambre.

Il vient lui-même de violer le respect qu'on doit à l'Orateur de l'Assemblée législative en passant outre à son ordre de reformer le comité plénier.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare que le ministre (l'honorable M. Talbot) va retirer sa motion.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes respectueux des décisions de l'Orateur de la Chambre. Ce n'est pas nous qui en appelons de vos décisions, M. l'Orateur. Tout de même, nous croyons que le député de Saint-Maurice a reçu une leçon, et je retire ma motion.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'approuve mon collègue de retirer sa motion, mais j'ai certaines remarques à ajouter. À un moment donné, alors que prenant part au débat, il y a quelques jours, j'ai été interrompu 10 fois en 11 minutes par le député de Saint-Maurice (M. Hamel). Ce même député a lancé,

par deux fois des insultes à l'adresse de l'Orateur en disant que ses décisions étaient erronées. À moins, M. l'Orateur, que vous ne preniez des mesures sévères contre ceux qui violent les règlements, vous allez bientôt perdre le contrôle de la Chambre. On ne considérera plus ici la Chambre comme le "salon de la race" telle qu'on a déjà qualifié cette enceinte, mais la Chambre sera désignée comme un bouge. Pourquoi? Parce que le député de Saint-Maurice se lève quand vous êtes debout et hurle à la suite de vos décisions...

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre doit commencer par donner l'exemple.

M. l'Orateur: L'intervention du député de Westmount n'est pas à propos. Les remarques du premier ministre sont justifiées. J'ai lu dans un journal qu'à la suite d'une série de points d'ordre soulevés aux Communes, un député a déclaré qu'il avait l'impression d'être à l'Assemblée législative de Québec.

La conduite de certains membres donne à l'Assemblée législative un mauvais renom. Personnellement, je ne m'en soucie guère. Mais le bon renom de la Chambre et de la charge de l'Orateur vont de pair avec le maintien de l'ordre et de la dignité. Personnellement, je crois qu'il y a un manque de maîtrise de la part des députés.

Au nom de la bonne réputation de la Chambre, pour le respect dû à l'autorité et au prestige, non pas de ma personne, mais de la charge que j'occupe, je demande à tous de collaborer pour maintenir le décorum. Il y a certes des abus, de là l'incompréhension. Il ne suffit pas que le député qui a employé une expression antiparlementaire dise: "Je retire mes paroles." Il reste, à la suite de faits pareils, des impressions malheureuses. Je crois qu'il est dans l'intérêt de tous les députés de veiller à maintenir les traditions et la bonne réputation de l'Assemblée législative. Il va aussi de leur intérêt à maintenir l'ordre, à observer la discipline et à garder le décorum de la Chambre. Je demande à la Chambre de se former de nouveau en comité des subsides.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides¹⁴.

En comité¹⁵:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité poursuit l'étude des trois premières résolutions des crédits budgétaires.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien le gouvernement a-t-il accordé de contrats pour la construction de ponts en 1958-1959?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Environ 75.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien après demande de soumissions publiques?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il y a toujours eu trois, quatre ou cinq soumissionnaires compétents et solvables, et le contrat a été accordé au plus bas soumissionnaire. Les ponts ne sont acceptés que lorsqu'ils ont été examinés par les ingénieurs et jugés conformes aux spécifications. Je comprends que le député de Saint-Maurice veut me faire dire s'il y a eu demande de soumissions dans les journaux. Je dis: Non.

M. Hamel (Saint-Maurice): La loi exige des soumissions publiques...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre à l'effet qu'il y a déjà eu débat sur l'affaire.

M. Hamel (Saint-Maurice) s'appuie sur l'expert en procédure parlementaire, M. Beauchesne, pour tenter de prouver qu'il n'y a pas eu de débat au sens strict du terme, là-dessus.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) appuie le député de Saint-Maurice.

L'honorable M. Barrette (Joliette) appuie les remarques du ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot).

L'honorable M. Rivard (Montmagny) rappelle que l'Orateur de la Chambre a déjà rendu deux décisions à ce sujet.

M. le président: Je suis lié par deux décisions précédentes de la Chambre, à l'effet qu'il y avait déjà eu un débat là-dessus et qu'on ne pouvait y revenir.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans les contrats que donne le ministère des Travaux publics, est-il question des salaires?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ce sont les salaires des décrets d'extension juridique des

conventions collectives qui s'appliquent. Dans les territoires qui ne sont pas inclus dans aucun décret, on applique la cédule des justes salaires. Le gouvernement obtient toujours un certificat du département du Travail à cet effet, à la suite d'une vérification.

M. Hamel (Saint-Maurice): Arrive-t-il qu'on permette à des entrepreneurs de payer des salaires inférieurs à ceux des décrets?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Pas à la connaissance de celui qui parle.

M. Hamel (Saint-Maurice): À la connaissance du ministre des Finances?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Non, jamais.

M. Hamel (Saint-Maurice): Vous avez tous deux dit non. J'ai ici une lettre datée du 27 octobre 1958, adressée à M. Roger Cusson, un citoyen de Roxton Falls, qui a travaillé pour le compte de l'entrepreneur Robert Guay de Shefford. En réponse à une plainte formulée par le comité conjoint de Sherbrooke, on apprend à cet employé que l'entrepreneur a eu la permission de payer à un certain nombre de journaliers un salaire moindre, \$0.90 de l'heure, avec le consentement du Dr A. Lefebvre qui s'occupe du patronage à cet endroit. Et la lettre est signée par M. Achille Tremblay, officier des justes salaires, qui gagne un salaire de \$9,000 au département.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Que le député produise la lettre. Je vais faire enquête, et si l'employé en question a permis de payer des salaires moindres, je vais recommander son congédiement à la Commission du service civil.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne voudrais pas me départir de la lettre, mais je puis la montrer au premier ministre, à la condition qu'il me la remette. Si ça fait son affaire...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ça fait mon affaire. Je vais en prendre moi-même une copie et si, après enquête, je constate que les faits sont exacts, je vais demander le congédiement de cet employé.

(Applaudissements de la Chambre)¹⁶

Il (l'honorable M. Barrette), (en recevant la lettre), fait remarquer qu'il s'agit d'une copie de l'original.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit que c'est tout ce qu'il a.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Si M. Tremblay a écrit une telle lettre, il a violé les règlements et je verrai à ce qu'il soit congédié¹⁷.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je serais surpris que ça soit la seule lettre du genre. Tantôt le premier ministre se disait certain que les salaires payés étaient toujours ceux du décret. C'est le genre de renseignements que l'on a dans cette Chambre!

Il (M. Hamel) pose d'autres questions au sujet des ponts.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le pont de Saint-Jean-sur-le-Richelieu a coûté jusqu'ici \$6,063,231. Il a été construit par la Compagnie de construction Crémazie Ltée., agissant comme agent du gouvernement. Il faudra dépenser une somme de \$50,000 pour le compléter. La compagnie a reçu un pourcentage de 5 %. La machinerie lourde a été payée au taux de 6 % de sa valeur par mois, tous les frais d'opération, de réparation, de dépréciation, etc., compris.

M. Hamel (Saint-Maurice): À ce compte, une machine se paie vite.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les compagnies privées paient jusqu'à 8 %, 9 % et même 10 % par mois quand elles louent des machines semblables. Les comptes de l'entrepreneur ne sont payés qu'après avoir été vérifiés par le comptable des Travaux publics et approuvés par l'auditeur.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'y a pas moyen, en discutant le budget d'une année, d'avoir le prix d'un pont dont la construction a pris deux ou trois ans.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): On n'a qu'à poser des questions au *Feuilleton*. D'ailleurs, l'opposition le fait, mais ce qui arrive, c'est que le gouvernement produit les documents demandés et que l'opposition ne les lit pas.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le gouvernement a déposé les *Comptes publics de l'année 1958-1959* au tout début de la présente session, en novembre dernier. Jamais cela ne s'était vu auparavant. Autrefois, sous un autre régime politique, nous ne les avions qu'au milieu et parfois à la fin de la session. En outre, nous avons répondu à

une foule de questions et déposé quantité de documents publics. C'est la preuve que nous n'avons rien à cacher. Et pourtant, l'opposition ne semble pas prête à étudier les crédits.

Si on veut savoir à quoi tel montant a servi, on n'a qu'à poser des questions comme le ministre l'a dit. Mais l'opposition qui obtient des informations ne prend pas la peine de les lire. Elle pose les mêmes questions, souvent plusieurs fois. Ce n'est pas sérieux. On questionne le ministre sur les ponts qu'un même entrepreneur a obtenus depuis six ou sept ans pour donner l'impression que ce même homme a beaucoup obtenu et dans la même année.

Est-ce ainsi qu'on peut collaborer à l'administration de la province? Le député de Saint-Maurice va se faire mal juger. C'est triste, car nous aimerions le revoir en Chambre après les élections. Mais s'il continue comme ça, on ne le reverra pas...

M. Hamel (Saint-Maurice): Vos deux prédécesseurs ont dit ça... et je suis encore ici.

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'un de nous finira bien par avoir raison...

M. Hamel (Saint-Maurice): Pour revenir à ce que je disais tout à l'heure, on ne peut trouver les renseignements complets dans les *Comptes publics* pour un pont donné.

Il (M. Hamel) demande certains renseignements sur des montants apparaissant au nom de certains entrepreneurs. Puis, il cite une série de montants apparaissant sous le nom de diverses compagnies: Crémazie Construction Ltd., Gagné construction ltée, G. Gagné, Gagné G. ltée, Montebello Construction, Montréal Construction Supply and Equipment Ltd., Notre-Dame construction ltée.

Ces sept compagnies, dit-il appartiennent toutes à M. Georges Gagné, de Montréal. On dirait, une bête à sept têtes. C'est la même personne déguisée sous six ou sept noms. Cette même personne, sous ses diverses raisons sociales, a reçu environ \$3,000,000 du gouvernement d'après les derniers *Comptes publics*¹⁸. C'est une bête à sept têtes qui mange le budget de la province. A-t-elle sept têtes pour décrocher plus de contrats du même ministère?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Les travaux effectués par ces compagnies sont excellents. Le député peut-il le nier?

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est le député qui prétend que le même homme a sept

compagnies. Je ne connais pas ces contracteurs; je ne connais que M. Gagné parce que je l'ai rencontré une fois, mais je n'étais pas au courant de la chose.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est le ministre qui l'a admis et nous l'a appris.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je ne connais pas les entrepreneurs, mais la tactique du député de Saint-Maurice (M. Hamel) vise à laisser croire que M. Gagné édifie tous les ponts. Je sais que ses projets sont menés à bon terme et qu'il est un excellent contracteur.

Il y a, en réalité, au moins quatre ou cinq grands constructeurs de ponts qui signent autant de contrats que M. Gagné et il est normal qu'ils aient leur part lorsque l'on tient compte de la répartition géographique des districts.

Plusieurs de ces ponts sont donnés en régie. Le constructeur agit alors comme agent de la province, ce qui permet de sauver la taxe fédérale de vente.

Si l'on tient compte de cette économie, la commission versée au constructeur ne dépasse guère 3 % plutôt que la commission normale de 5 %.

Ce qui est sûr, c'est que la plus basse soumission a été acceptée, que la province a réalisé des économies et que l'exécution des travaux a été conforme aux spécifications.

L'opposition reproche souvent au gouvernement de ne pas procéder par demandes de soumissions publiques. Le système est en vigueur à Ottawa. Or, il y a quelques années, on a accordé la construction d'un bureau de poste à Joliette au plus bas soumissionnaire pour la somme de \$179,000. Il y a eu pourtant tellement d'extras, par la suite, que le bureau de poste a effectivement coûté \$365,000. Sous les anciens gouvernements, on accordait ainsi des extras et les amis du régime en profitaient. Ce petit jeu ne se fait plus aujourd'hui.

D'ailleurs, l'un de vos prédécesseurs, M. Télesphore-Damien Bouchard, alors qu'il était ministre dans le cabinet Godbout, a déjà dit, ici même, dans cette Chambre, que ce système des soumissions publiques était de la pure hypocrisie, qu'il était, en réalité, plus économique de procéder en demandant des soumissions à un groupe de soumissionnaires qualifiés dans une région donnée. C'est ce que nous faisons.

M. Levesque (Bonaventure) demande si le gouvernement a été saisi du projet de la construction d'un tunnel entre Québec et Lévis.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): À ma connaissance, aucun projet de la sorte n'a été soumis au gouvernement. D'ailleurs, on commencerait par approcher le ministre des Finances.

M. Levesque (Bonaventure): J'ai l'avantage de m'adresser ce soir à la fois au ministre des Travaux publics et au ministre des Finances dans une seule personne.

Je considère que le gouvernement devrait apporter son appui à pareil projet. Il serait certes de grande utilité pour tous, surtout pour les gens de la rive sud. Quand les traversiers sont immobilisés, comme cela s'est produit ces jours derniers, on réalise toute l'utilité d'un tunnel entre les villes de Québec et Lévis.

Une voix de l'opposition: On peut toujours faire le tour par le pont de Québec.

M. Levesque (Bonaventure): Il arrive que cela est impossible aussi. C'était le cas en fin de semaine. Il a fallu à des gens de la rive sud attendre des heures dans la gare de Lévis avant de pouvoir traverser à Québec lors de la dernière tempête. Je crois que ce projet devrait retenir l'attention du gouvernement.

Les résolutions 1, 2 et 3 sont adoptées.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction d'un nouveau pont parallèle au pont Honoré-Mercier (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

La décision de construire le second pont Mercier immédiatement à côté du présent pont Mercier est due au fait que les autorités de la Voie maritime du Saint-Laurent ont déjà construit les piliers d'approches à cet endroit. Les travaux débiteront très tôt ce printemps.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction d'un pont à l'extrémité ouest de l'île de Montréal (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant à dix heures et demie, ce matin.

Adopté.

La séance est levée à minuit vingt minutes.

NOTES

1. M. Tellier a manifestement remis une copie de sa déclaration aux journalistes, qui reproduisent tous intégralement le texte versé au procès verbal de la Chambre.

2. Il semble que cette affirmation concerne particulièrement *Le Devoir* qui, dans son édition du 19 février, à la page 3, fustigeait la nouvelle règle de l'Assemblée concernant les documents déposés aux archives, et insistait sur le fait que la règle serait surtout préjudiciable à l'opposition. Par ailleurs, *L'Action catholique* du 23 février, à la page 14, nous apprend que M. Lapalme a inscrit à l'ordre du jour une motion portant "qu'à l'avenir les documents dont la Chambre ordonnera la production soient produits en duplicata, un exemplaire étant destiné aux archives et le second au proposeur de la motion".

3. Il s'agissait plutôt du jeudi précédent, le 18 février, et non du vendredi.

4. Arthur Beauchesne, greffier à la Chambre des communes de 1925 à 1949. Il est l'auteur du fameux *Règlement annoté et formulaire de la Chambre des communes*.

5. Comme à son habitude, M. Brown fait sans doute son discours en anglais. La véritable expression utilisée pour parler de la rivière Châteauguay, telle que rapportée par les journaux anglophones, aurait donc été: "that dirty little ditch".

6. Ce montant considérable pour l'époque est rapporté par *La Presse* du 23 février, à la page 35. Malheureusement, aucun autre journal ne transcrit cette partie du débat, si bien que l'information n'a pas pu être vérifiée.

7. Tous les articles concernant les ponts étant regroupés dans les *Comptes publics de la province de Québec 1958-1959*, page 430, la Chambre étudie donc simultanément les articles 4, 7 et 10 des Travaux publics.

8. *La Presse* du 23 février, à la page 32, rappelle que le pont de Trois-Rivières s'est effondré dans la nuit du 30 au 31 janvier 1951. Maurice Duplessis avait alors prétendu que la chute du pont, qui portait son nom, était due à un acte de sabotage des communistes. L'enquête qui a suivi n'a pu déceler aucun acte criminel et les enquêteurs ont conclu que le pont était tombé par suite d'une "cause scientifique inconnue."

9. Encore une fois, M. Bourque défend les estimés du ministère des Travaux publics en l'absence de M. Lorrain, absent pour des raisons de santé.

10. Lors de la séance du 15 février 1960, M. Bourque avait pourtant affirmé que le pont de Shawinigan serait construit au cours de l'année.

11. En réalité, aucun journal du 23 février ne rapporte les paroles "et qui lutte pour sa vie". Ce n'est que suite à la séance du 26 février, alors que M. Hamel contestera l'état de santé de M. Lorrain, que plusieurs journaux rappelleront que M. Barré avait reproché à M. Hamel de "dire de telles choses au sujet d'un ministre qui lutte pour sa vie".

12. Les *Journaux de l'Assemblée législative*, page 525, rapportent un vote de 49 à 11, mais seulement 48 noms sont inscrits du côté des ministériels.

13. *Le Nouvelliste* du 23 février, à la page 1, souligne que l'Orateur a déjà quitté son siège au moment où M. Talbot commence à parler, ce qui rendra sa demande caduque.

14. *L'Action catholique* du 23 février, à la page 8, précise que M. Hamel revient alors à son fauteuil.

15. Les *Journaux de l'Assemblée législative*, page 526, précisent qu'il est alors minuit.

16. *Le Devoir* du 23 février, à la page 1, souligne que la Chambre a "écouté dans un silence profond" les révélations de M. Hamel, et qu'elle a "applaudi frénétiquement" la déclaration de M. Barrette.

17. *The Montreal Daily Star* du 23 février, à la page 5, souligne que M. Barrette a recopié lui-même la lettre.

18. *The Montreal Daily Star* du 23 février, à la page 5, écrit plutôt que M. Gagné a obtenu des contrats "pour plus de \$3,500,000". Par ailleurs, en plus du contrat pour le pont de Saint-Jean-sur-Richelieu, abordé plus tôt par M. Saint-Pierre, *The Montreal Daily Star* souligne que les députés ont parlé du pont de Donnacona, construit lui aussi par une compagnie appartenant à M. Gagné, pour un montant de \$900,000. Le journal ne mentionne toutefois pas à quel moment les députés ont parlé de ce pont.

Séance du mardi 23 février 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

**Rapport des élections générales de 1956
et des élections partielles de 1952 à 1956**

Rapport amendé sur les élections générales de 1956 (20 juin 1956) et sur les élections partielles tenues pendant la vingt-quatrième législature (1952-1956). (Document de la session no 81)

**Lettre du
président général des élections**

Copie d'une lettre adressée à l'honorable M. Tellier, c.r., Orateur de l'Assemblée législative, par M. François Drouin, c.r., président général des élections. (Document de la session no 82)

Remboursement de droits:

**Mutuelle des
commissions scolaires**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que le bill 151 constituant en corporation La Mutuelle des commissions scolaires, compagnie d'assurances générales ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Enregistrement des véhicules automobiles
et Code de la route**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) confirme que l'étude du nouveau code de la route au comité des bills publics débutera le 1^{er} mars à

10 heures de la matinée. Tous les groupes ou associations intéressés, dit-il, pourront alors se présenter devant le comité pour y formuler leurs observations en rapport avec le projet de loi du gouvernement.

Subsides:

**Budget des dépenses
1960-1961**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas onze millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparations, loyers et aménagement des palais de justice, prisons et édifices publics (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) pose une question à propos du palais de justice de Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Les travaux de réfection de l'édifice ont coûté \$362,000, depuis 1956, notamment afin de consolider les fondations et d'aménager le sous-sol en salle des archives.

Les travaux ont permis à Saint-Hyacinthe de conserver un édifice qui est une relique du passé. Lorsque tout sera terminé et que les annexes seront bâties, la note s'élèvera à quelque \$900,000.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) prétend que le montant est trop élevé et que la surveillance du ministère n'a pas été suffisante. Il aurait été beaucoup plus économique, dit-il, de construire un nouveau palais de justice plutôt que de réparer l'ancien.

Il (M. Saint-Pierre) dit que le vieil édifice a une valeur foncière de \$26,000, que le sol est très mou sous le palais de justice et que le fait d'alourdir l'édifice ne serait pas d'une grande aide.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le palais de justice a fait l'objet de réparations sérieuses. Il a été doté de fondations nouvelles, tout d'abord. Deux étages de 10 pieds ont été ajoutés. Les travaux d'excavation n'ont coûté que \$1.40 par pied cube¹. Ce n'est pas beaucoup. Tous ceux qui sont familiers avec le coût de construction estiment que c'est là un prix très modique. Nous le devons à la compétence du ministre, de ses ingénieurs et architectes.

Une étude sérieuse du gouvernement a démontré qu'il serait moins dispendieux de reconstruire la vieille structure du parc Dessauls plutôt que de la démolir et d'en construire une nouvelle.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Un nouvel édifice pourrait accueillir tous les bureaux gouvernementaux de la ville.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Ce n'est pas une bonne chose que tous les départements soient dans le même édifice que les palais de justice et les bureaux de la police.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quel pourcentage du prix des travaux de construction va dans le portefeuille de l'entrepreneur?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): (Après consultation des hauts fonctionnaires du département des Travaux publics) Dix pour cent du prix des matériaux et 15 % des salaires.

M. Hamel (Saint-Maurice): Plus ça coûte cher, plus ça paie!

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Dans des cas semblables, on stipule à l'avance que le coût ne devra pas dépasser telle ou telle somme, et alors, quand les dépenses sont plus considérables, l'entrepreneur n'est pas indemnisé pour l'excédent de frais.

Cela signifie que, dès le commencement, le ministère des Travaux publics sait ce qu'un ouvrage coûtera au maximum.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose d'autres questions, notamment sur ce qui est payé pour la location de la machinerie, etc.

M. Tremblay (Maisonnette): L'entreprise a des charges: cotisations versées à la Commission des accidents de travail, à l'administration de l'assurance contre le chômage, etc. Il en résulte que le profit de l'entrepreneur est seulement de 5 % ou 6 % du prix des travaux, ce qui est un profit raisonnable.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le député de Saint-Maurice pose au sujet de cette entreprise des questions que le député de Saint-Hyacinthe ne veut pas lui-même poser. Il ne connaît pas ce dont il s'agit. Les réparations du palais de justice de Saint-Hyacinthe ont été faites sérieusement et il ne convient pas de jeter des doutes sur l'entrepreneur qui est un homme honnête.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) dit qu'il reste toujours convaincu que les réparations coûtent trop cher.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le député connaît ce problème comme moi. S'il croit que l'entrepreneur a mal fait son ouvrage, c'est son devoir de porter des accusations. S'il a des accusations à porter, qu'il les porte donc en Chambre au lieu de laisser planer des soupçons sur des gens de Saint-Hyacinthe. C'est le temps pour lui de le faire.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) dit qu'il n'accuse personne de s'être enrichi avec ces travaux, mais qu'à son avis, il eût mieux valu reconstruire à neuf.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est une question d'opinion. La nôtre a le mérite de s'appuyer sur les recommandations des ingénieurs et des architectes.

M. Hamel (Saint-Maurice) revient encore sur le sujet.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il y a déjà eu des réponses écrites à ces questions et le député de Saint-Maurice en pose d'autres depuis une demi-heure. Quel but le député de Saint-Maurice vise-t-il en voulant poser les mêmes questions 10 fois? Il me fait penser à ces touristes qui travaillent des semaines pour arracher des pyramides d'Égypte une petite parcelle qu'ils pourront apporter en souvenir.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis allé à Saint-Hyacinthe et quelques-uns de mes amis du parti de l'Union nationale m'ont dit que l'affaire du palais de justice leur paraît un scandale.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le député de Saint-Hyacinthe peut-il dire lui-même que c'est un scandale?

M. le président: En vertu d'un article du Règlement, un député n'a pas le droit de prêter des intentions indignes, des motifs inavouables aux membres du gouvernement.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Saint-Maurice, suivant son habitude, se laisse guider par des fantômes et se cache derrière l'anonymat de prétendus amis pour lancer des insinuations. Il prend un moyen indirect de faire ce qu'il ne peut faire directement. C'est comme si je rapportais à la Chambre tout ce que j'entends dire du député de Saint-Maurice. Cette tactique n'est pas de nature à le grandir.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) pose une question au sujet des locaux en location.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le nombre des bureaux loués par le gouvernement, à travers la province, est de 412. Il y en a 42 à Montréal, pour un montant de \$357,142, et 77 à Québec, au coût de \$613,171.

Le gouvernement provincial paie des loyers se totalisant à \$74,880² pour les neuf bureaux qu'il occupe au Palais du Commerce à Montréal sur la rue Berri au coût de \$2 le pied carré d'espace. Ces locaux servent aux ministères des Affaires municipales, de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, des Terres et Forêts, des Transports et Communications, du Travail et des Travaux publics.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): L'architecte en chef du ministère a recommandé des annexes aux édifices parlementaires pour loger ces bureaux. Dans quelle mesure le gouvernement pourrait grouper ses services dans les nouveaux édifices parlementaires qu'il projette de construire?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dit qu'il ne peut donner aucune précision à ce sujet avant que des plans définitifs n'aient été dressés. Pour le moment, dit-il, il ne s'agit encore que d'un projet.

M. Parent (Hull) demande ce qu'il adviendra des bureaux du gouvernement délogés par un incendie qui a ravagé, le 31 janvier, un édifice de Hull où la province avait loué de l'espace³.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Nous sommes à choisir de nouveaux locaux. Dans quelques jours, tout sera rentré dans l'ordre.

M. Levesque (Bonaventure) réclame la construction d'un nouveau palais de justice à New Carlisle. L'ancien est devenu trop petit, dit-il, et sa restauration coûterait trop cher.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) dit qu'il a l'intention de faire, dans le plus bref délai possible, des recommandations à son collègue des Travaux publics à ce sujet et qu'il tiendrait compte des remarques du député de Bonaventure⁴.

M. Levesque (Bonaventure): Un incendie à l'ancien palais de justice de New Carlisle risquerait de faire des victimes, vu qu'il s'agit d'une construction de bois, qu'il y a peu de sorties de secours, que la salle d'audience est au second étage, et un escalier de bois en colimaçon est dangereux aussi.

On est parfois obligé d'entasser jusqu'à 20 prisonniers dans un réduit où il n'y a normalement de l'espace que pour six ou huit personnes. Ces conditions se sont souvent révélées nettement insuffisantes, surtout quand nous recevons des visiteurs qui viennent dans le secteur pour des raisons évidentes.

Les espaces à bureaux de l'édifice sont aussi congestionnés. Les locaux des juges de la Cour supérieure ne sont pas dans un bon état non plus.

Il est important de bien recevoir les juges de la Cour supérieure, au nombre desquels on comptera peut-être bientôt quelques-uns de nos collègues⁵.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande ce que l'on compte faire au sujet des ascenseurs du vieux palais de justice de Montréal. Ils sont continuellement en réparation, dit-il, cela crée un grave problème car un jour il surviendra un accident!

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il est question de remplacer les ascenseurs.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Est-ce que le département réclame des crédits pour la réalisation du projet?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ils sont inclus dans les \$11,000,000 qui doivent servir à l'entretien des édifices gouvernementaux et au paiement des loyers...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Saint-Maurice a déclaré lundi, durant la discussion des crédits du département des Travaux publics relativement à un contrat confié à l'entrepreneur Robert Guay, qu'un employé du ministère du Travail, M. Achille Tremblay, avait permis à cet entrepreneur, à la demande du Dr Lefebvre, de payer des salaires moins élevés pour certaines catégories d'employés sur les travaux du gouvernement que ceux édictés par les décrets.

Il (M. Barrette) dit qu'il a d'autres informations qui intéresseraient la Chambre⁶. Je suis allé aux sources, dit-il. Ce qui s'est produit, c'est exactement le contraire de ce qu'a dit le député de Saint-Maurice. Le Dr Lefebvre n'est pas intervenu pour permettre à l'entrepreneur de payer moins que le juste salaire, mais pour faire rembourser à trois employés handicapés la différence entre ce juste salaire et ce qu'ils ont reçu.

J'ai ici une autre lettre de M. Achille Tremblay, en date du 3 janvier 1959, où il écrit au Dr Lefebvre que le salaire de 90 cents a été convenu par permission spéciale, ce qui a permis l'embauche de personnes handicapées à des salaires plus bas que ceux de la loi des salaires équitables:

"Si, par hasard j'ai dit que la permission avait été accordée avec votre assentiment, ce n'était pas le fonds de ma pensée et je vous prie d'accepter mes excuses."

Je veux seulement mettre les choses au clair. Le Dr Lefebvre s'est conduit en honnête homme, en homme de cœur, dans cette affaire et c'est lui qui est intervenu pour faire payer le juste salaire à certains handicapés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre nie-t-il que M. Tremblay a bien écrit la lettre du 25 octobre que j'ai lue hier soir?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Non, mais Achille Tremblay admet avoir mis injustement en cause le Dr Lefebvre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors, Achille Tremblay s'est rendu coupable d'un faux?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ce n'est pas lui que je défends, mais le Dr Lefebvre qui n'est pas coupable dans cette affaire. M. Tremblay s'est mis dans la position, si une enquête le trouve coupable, de perdre sa position.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce qui est important de savoir, c'est que les ouvriers ont reçu moins et qu'ils ont dû avoir recours à la loi pour obtenir justice.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Achille Tremblay s'est mis dans la position d'un mauvais serviteur. Comme je l'ai dit hier, je fais enquête et si les faits reprochés à M. Tremblay sont exacts, il sera congédié.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au premier ministre de lui passer les documents qu'il vient de lire, puis il proteste parce que les lettres produites ne portent pas de signature. Il rappelle que la veille, il a envoyé au premier ministre une copie photostatée de la lettre de M. Tremblay.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est la façon du député de Saint-Maurice d'insulter le gouvernement. Les originaux ne sont pas au ministère du Travail et tout ce que nous avons sont des copies. C'est honteux de procéder de cette façon.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il est bien plus honteux pour le gouvernement de se conduire comme il le fait.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Saint-Maurice a voulu faire un petit scandale avec cette affaire et il est resté le bec à l'eau.

M. Hamel (Saint-Maurice): La lettre de M. Tremblay prouve que le patronneau est intervenu dans cette affaire.

La résolution est adoptée⁷.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Faciliter l'établissement d'aqueducs et de systèmes de drainage dans les municipalités rurales (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

À midi trente minutes, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures**En comité:**

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité poursuit l'étude des crédits du département des Travaux publics.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition, transformation, construction d'immeubles (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961⁸.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) pose une question au sujet de deux employés du ministère de la Colonisation, MM. Georges Maheu et E. Maheu, dont l'un demeure à Sainte-Germaine et travaille pour la Compagnie de téléphone Dorchester.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Une question a été placée à l'ordre du jour au sujet du nommé E. Maheu et le ministère répondra à cette question prochainement. Sur 27 questions, le ministère de la Colonisation a déjà répondu à 25 questions. La réponse au sujet de M. Maheu viendra sous peu.

Il (l'honorable M. Bégin) dit qu'il s'attendait à cette question et qu'il a téléphoné à ce sujet au gérant de la Compagnie de téléphone de Dorchester et que ce M. Maheu est payé par la compagnie.

Si le député veut faire un débat sur la Compagnie de téléphone de Dorchester, dit-il, c'est le temps quand il est en face de moi. Cela fait deux ans que j'endure ses insinuations, les accusations de son chef et autres qui a commencé en Abitibi à agiter cette question, et que le député continue en Chambre aujourd'hui.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) veut savoir si le nom de ce M. Maheu apparaît dans les comptes du service civil.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dit qu'il attendra la réponse officielle de son ministère

avant de se prononcer. Je ne veux pas répondre auparavant, dit-il, car il peut y avoir plusieurs personnes du même nom.

M. Hamel (Saint-Maurice) attire l'attention du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) sur le cas d'un nommé R. Larivière qui fut inspecteur de colonisation à Rouyn et qui a assailli sauvagement un nommé Benoît Gagné à Laforce. Une plainte a été déposée en marge de cet assaut, dit-il. Qu'est-il arrivé dans ce cas?

L'honorable M. Bégin (Dorchester) répond que dès qu'il a appris cette affaire, il a suspendu Larivière et qu'il est resté suspendu en attendant que jugement soit rendu.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'incident s'est passé en septembre. Cela prend bien du temps. Il exprime l'espoir que le ministre va prendre des mesures pour que pareille chose ne se répète plus.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) réclame des explications au ministre de la Colonisation sur le nombre des voyages effectués par ces avions au lac Malbaie. Il y en a eu six en 1956, 53 en 1957, 31 en 1958 et cinq en 1959. En quoi ont consisté ces voyages dans le parc des Laurentides?

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dit qu'il y a une collaboration étroite entre son ministère et les départements des Terres et Forêts, de la Chasse et de la Pêche. On a transporté des gardes-chasse et des gardes forestiers, ainsi que des instruments pour la construction du chemin du lac Malbaie. On s'est servi également des appareils pour la surveillance des travaux.

Les avions ont été mis à la disposition du procureur général pour le transfert des prisonniers. Il insiste sur la collaboration qui a existé entre les différents ministères. Dans tous les cas, le ministère a été remboursé pour les dépenses rattachées à ces voyages.

Il dit qu'il y a quatre ou cinq ans, il a suggéré à l'honorable Maurice Duplessis de centraliser tous

les avions de l'administration provinciale dans un même service. Le premier ministre du temps avait répondu qu'il y verrait. Il dit qu'il a répété la même suggestion à l'honorable Paul Sauvé qui l'a mise en pratique. Et c'est ainsi que les avions sont maintenant groupés sous l'égide du ministère du Transport⁹.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) remercie le ministre de la Colonisation d'avoir prêté ses avions au département du procureur général, ce qui a permis de faire des économies considérables.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) pose des questions au ministre de la Colonisation, au sujet des avions du ministère de la Colonisation et de ses avions personnels.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) accuse le chef libéral, Jean Lesage, d'avoir lancé des insinuations au sujet des voyages effectués par les avions du ministère de la Colonisation. J'ai eu des avions au nom de mes compagnies et en mon nom personnel. Quand j'ai voyagé pour le gouvernement, il m'est arrivé à maintes reprises de payer de mes propres deniers. Sous un régime antérieur, les déplacements du ministre de la Colonisation coûtaient \$6,250 par année. Depuis que je suis ministre de la Colonisation, il en coûte \$900 par année, moins que n'importe quel ministre de la Colonisation en 50 ans.

On a tout tenté pour jeter du discrédit sur le ministère de la Colonisation. Il est vrai que je suis allé aux Antilles et que je me suis même rendu à Trinidad. J'allais étudier avec les agronomes les moyens de préparer de nouvelles cultures. J'ai payé de ma poche pour un voyage officiel. J'ajouterais que je suis allé aux États-Unis pour visiter de la machinerie. Je n'y suis pas allé à pied, mais avec l'avion du ministère. Chaque fois que j'ai fait un voyage personnel, j'ai payé pour.

Il (l'honorable M. Bégin) veut répondre à certaines accusations de M. Lesage au sujet de la Compagnie de téléphone de Dorchester dont son frère est le président. Il explique ses tractations avec la compagnie de téléphone Bell pour assurer un service adéquat aux colons. J'ai payé de ma poche, dit-il, pour de pareilles expériences. J'ai voulu que les inspecteurs de colonisation aient un système de communication avec le ministère ou avec moi-même. Avec la compagnie Bell, ça n'a pas marché. Je me suis alors adressé à mon frère et, avec la Compagnie de téléphone de Dorchester, nous avons fait des expériences qui ont été concluantes.

Voilà le scandale qu'ont voulu soulever M. Lesage et son organisateur le député d'Abitibi-Ouest. Qu'ils continuent d'en parler et ils ne feront que continuer à se déprécier auprès de la population. À eux et à ceux qui veulent les imiter, je suis tenté d'appliquer l'expression d'un écrivain français, Anatole France¹⁰: "Ils tomberont si bas, que leur chute ne leur fera même pas mal".

(Applaudissements à droite)

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Comme d'habitude, il a pris la voie d'évitement et nous a parlé de téléphone au lieu de parler d'avions.

La Compagnie Bégin automobile, de Sainte-Germaine, a acheté un avion le 10 juin 1948, qu'elle a revendu à M. Arthur Bouchard, qui, le même jour, le revendait au ministère des Pêcheries de la province de Québec.

Le 15 juillet 1948, la Compagnie Bégin automobile achète un autre avion, qu'elle revend à Arthur Bouchard, qui le revend au ministère de la Chasse et des Pêcheries.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) répond qu'il n'a jamais vendu d'avions au gouvernement, ni par une compagnie ni autrement et qu'il n'a pas besoin d'en vendre. Il y a bien des garages qui portent le nom de Bégin, dit-il.

J'ai vendu des automobiles, jusqu'à 2,500 par année parfois, et des avions, mais je ne suis pas responsable des transactions qui ont pu s'accomplir après. Il (l'honorable M. Bégin) dit qu'il a été payé et qu'il n'a pas suivi ensuite ni la trace de ces autos ni des avions. Il ne m'appartenait pas de savoir à qui étaient destinés les avions ou les autobus que je pouvais vendre. De toute façon, ce sont mes affaires personnelles et le député n'a pas d'affaire là-dedans. Et je lui conseillerais d'être prudent en colportant un peu partout les informations qu'il peut obtenir.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas un million soixante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide au maintien des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) se plaint du fait que la part du colon dans le budget de la province ne se soit pas accrue au rythme de ce dernier. Si on s'intéresse moins à la colonisation, dit-il, c'est que les conditions sont restées les mêmes depuis 15 ans. Les allocations d'établissement sont restées à peu près les mêmes, quoiqu'elles soient distribuées dans un plus court laps de temps.

Et non seulement la part demandée pour le colon dans le budget reste-t-elle trop minime, le gouvernement ne la dépense même pas entièrement, comme en font foi les *Comptes publics* pour la dernière année fiscale. En 1958-1959, la Chambre a voté \$1,060,000 pour l'aide à l'établissement des colons, et le gouvernement n'a dépensé que \$881,000.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): En 1944, le gouvernement libéral du temps donnait \$600 pour l'établissement. Ce montant, nous l'avons porté à \$4,350. C'est une augmentation de 800 %. Il y a des gens qui voudraient que nous allions jusqu'à \$20,000. Ce serait tout simplement ridicule. Si c'est le prix qu'il faut payer pour de nouveaux établissements, c'est sûrement trop cher. Il faut que le colon fasse sa part, prouve qu'il veut s'aider. Nous mettons de plus à leur disposition un outillage très moderne à un prix extrêmement bas.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) estime que les primes allouées pour aider le colon à construire une maison ou une grange sont insuffisantes.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): On songe, au fait, à les augmenter. Le premier ministre a annoncé une nouvelle législation qui aidera les cultivateurs et les colons. La Chambre verra alors les nouveaux avantages que nous leur accorderons.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Le gouvernement devrait repenser sa politique dans ce domaine. Il s'étonne de constater que, dans la circonscription de Dorchester, 133 des 247 colons sont secourus à titre de nécessiteux.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Pour être ainsi secourus, il faut que des colons obtiennent un certificat médical.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Dans les rapports du ministère de la Colonisation, on peut voir qu'il n'y a pas de colons dans certains comtés, et pourtant, dans un autre document, on peut constater que certaines personnes ont reçu de l'aide sous la rubrique de l'aide aux colons nécessiteux.

Particulièrement, pourquoi, aux Îles-de-la-Madeleine, le département a dépensé \$4,200 en secours, alors qu'il n'y a pas de colons dans l'archipel?

L'honorable M. Bégin (Dorchester) explique qu'il existe une entente avec le ministère de la Santé publique qui n'a pas d'inspecteur aux Îles et qui laisse aux inspecteurs de la Colonisation le soin de faire des enquêtes. Dans ces circonstances, le ministère peut se faire rembourser.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): S'il n'y a pas là-bas de colons proprement dits, on trouve des gens établis sur des lopins de terre que les autorités provinciales ne peuvent refuser d'aider quand ils sont dans la misère.

Pas un homme de cœur ne refuserait de venir en aide à ceux qui souffrent, et je remercie le ministère de la Colonisation de s'être porté au secours de ces gens.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Apparemment, le ministère de la Colonisation maintient deux inspecteurs rien que pour les nécessiteux des Îles? Le député dénigre ses électeurs...

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Va-t-on laisser les gens mourir de faim? Si le député de l'Abitibi-Ouest le veut, je pourrai lui parler de ce qui se passait là-bas du temps où les libéraux étaient au pouvoir.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Les crédits votés par l'Assemblée législative pour les colons devraient être réservés exclusivement à l'aide aux colons. Pour secourir les autres nécessiteux, il y a le ministère de la Santé publique, le département du Bien-être social, etc.

Il demande au gouvernement la possibilité de faciliter les prêts d'argent à long terme aux colons établis déjà depuis longtemps. Ils ne peuvent obtenir que de petites sommes des caisses populaires, dit-il.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) réclame la même mesure.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) rappelle qu'il va y avoir des lois, avant la fin de la session, pour aider cultivateurs et colons. Les défricheurs pourront également profiter des nouveaux avantages conférés aux cultivateurs par deux projets de loi du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré).

Ces mesures ont pour objet de favoriser les emprunts à court ou à moyen terme pour l'organisation et l'amélioration des fermes. Il existe déjà un système de crédit aux colons, par l'intermédiaire des caisses populaires. Le gouvernement rembourse 4 % de l'intérêt, jusqu'à concurrence d'un prêt de \$500. Depuis 1946, 26,200 de ces prêts ont été consentis pour un total de \$4,416,000.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il faut beaucoup plus que \$500 pour permettre à un colon de faire le saut, de s'organiser pour devenir un véritable cultivateur. Sans compter que les caisses populaires n'ont plus beaucoup de capital disponible et qu'elles doivent se limiter à faire de petits prêts. Il faudrait garantir le remboursement.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Une législation nouvelle permettra bientôt aux colons comme aux cultivateurs d'effectuer dans des conditions très avantageuses des prêts de consolidation.

M. Brown (Brome) soulève le cas des indemnités payées à des sinistrés par le ministère de la Colonisation¹¹.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Ces indemnités ont été payées dans les comtés de Compton et de Gaspé-Nord, à la suite d'une évaluation des dommages faite par M. Émile Lavallée, C.A.

M. Gosselin (Compton) remercie le gouvernement de ce qu'il a fait pour indemniser les victimes des inondations survenues en juin dernier dans son comté.

M. Fortin (Mégantic) remercie également le gouvernement pour l'aide reçue lors des inondations de juin et juillet dans son comté.

M. Couturier (Gaspé-Nord) exprime également, à l'égard du ministère, la gratitude des colons de son comté qui ont fait des pertes lors des incendies

forestiers survenus l'an dernier, en Gaspésie, et qui ont reçu de généreuses indemnités.

M. Levesque (Bonaventure): Les rivières Cascapédia et Matapédia ont également débordé dans mon comté, causant des pertes considérables. L'ancien premier ministre Duplessis avait promis d'étudier le problème.

Devant les précédents qu'on vient de signaler, je suis heureux d'exprimer d'avance ma reconnaissance au ministère de la Colonisation pour ce qu'il fera pour les sinistrés de mon comté et du comté de Matapédia. S'il y a égalité pour tous dans la province, je suis sûr que le gouvernement fera pour cette région ce qu'il a déjà fait pour Compton et pour Mégantic.

La résolution est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité poursuit l'étude des crédits du ministère de la Colonisation.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 11. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) aborde le sujet des grains de semence. Il demande au ministre de la Colonisation d'expliquer pourquoi il a payé \$39 les 100 livres pour du mélange "B", que le ministère de l'Agriculture a pu obtenir à un prix de \$30.55. Les grains de même qualité, dit-il, sont vendus \$33 les 100 livres au gros et \$31 au détail par la Coopérative fédérée.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le député est à côté de la coche. Il n'est pas au courant du problème. En ce qui concerne l'achat des grains de semence, nous demandons toujours des soumissions

à deux ou trois fournisseurs. Même pour ce qu'on appelle le mélange "B", il y a plusieurs qualités. Le ministère a demandé des prix à Paul Godbout enr., de Québec, pour des graines de semence de la meilleure qualité, mélange "B". Cette maison a fait un prix de 39 cents la livre. Le ministère a reçu des prix de 38 cents et de 32 cents la livre pour un mélange d'une autre qualité, dans lequel les ingrédients canadiens entraient dans une proportion moindre.

Nous aurions pu acheter des grains de provenance étrangère à plusieurs dollars de moins les 100 livres, mais nous croyons que les colons de la province méritent d'avoir la meilleure qualité et qu'il faut leur fournir des grains parfaitement adaptés à notre sol et à notre climat, même si nous sommes obligés de payer sept sous de plus la livre. C'est vrai que le ministère de l'Agriculture a acheté une petite quantité de grains à un prix inférieur. C'est qu'il a fait cet achat en juin, alors que la saison des semences était passée. Le prix de juin, après les semences, est toujours plus bas. Le fournisseur, pour se débarrasser d'un surplus, lui a vendu le grain au prix coûtant. Cependant, le ministère de la Colonisation a acheté dans le mois de décembre.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) dit qu'il ne peut comprendre pourquoi un cultivateur négociait avec un officier du ministère de la Colonisation pour la vente d'avoine et que, lorsque la transaction était effectuée, ce cultivateur était payé par une tierce personne.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dit qu'il est au courant de tous les détails de cette transaction. Le cultivateur, dit-il, avait reçu pour son avoine un montant de \$587 payé par M. Paul Godbout, et c'est le montant exact que le gouvernement a payé pour la même avoine.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre dit qu'il demande des prix. Est-ce à des marchands de grains? Il lit une liste de noms de personnes à qui le ministère de la Colonisation a acheté des graines. Il affirme que parmi ces personnes, il y a des agents d'assurance, des forgerons, d'anciens hôteliers, le barbier du député de Dorchester (l'honorable M. Bégin), un employé de la compagnie de téléphone de Dorchester ainsi que le président du bureau de vote de la circonscription de Dorchester¹².

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nous demandons des prix aux principales maisons de

commerce et nous prenons les plus bas. Je n'ai pas d'objection ensuite à répartir les commandes entre plusieurs fournisseurs, pourvu que les prix et la qualité soient également avantageux. Nous achetons la qualité no 1 et la qualité est toujours contrôlée par les inspecteurs fédéraux de l'Agriculture. Il détaille la méthode que suit le gouvernement dans ce domaine.

Il se dit surpris d'entendre les membres de l'opposition critiquer sa politique à ce sujet. Le député d'Abitibi-Ouest, dit-il, ne peut prétendre sérieusement que s'il était au pouvoir, il n'encouragerait pas certains amis en leur donnant des contrats du gouvernement. Au temps des libéraux, c'étaient toujours les mêmes qui avaient les commandes. Les prédécesseurs de nos amis de l'autre côté de la Chambre allaient trouver les fournisseurs et leur demandaient de ne livrer que des graines de troisième qualité, mais payaient le plein prix quand même. Nous, nous considérons que les colons de la province ont bien droit à la première qualité.

Je ne vois pas de mal à exercer un certain patronage. Ce qui compte, c'est que la qualité soit contrôlée. Et elle l'est.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si cette façon de procéder est légitime, je n'y comprends plus rien. Je ne reproche pas au ministre de favoriser ses amis. Je lui reproche de les favoriser en payant par exemple 8 cents de plus la livre que le prix de la Coopérative fédérée.

L'honorable M. Barrette (Joliette) fait remarquer que le député de Saint-Maurice oublie qu'il y a une différence de 7 à 8 cents la livre entre le prix demandé en mai et celui que le gouvernement doit payer en décembre.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dit que si le prix payé est plus élevé, c'est qu'il exige pour les colons le maximum de qualité car les colons méritent bien cela.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Dans le passé, le ministre prétendait que la différence des prix provenait de la fluctuation des prix. Cette année, on dit que c'est le mélange qui compte. Je dois rappeler au ministre que le mélange, c'est toujours standard. On ne peut pas mélanger cela à volonté. Pendant que la colonisation payait 39 cents la livre, la Coopérative fédérée de Québec vendait le même mélange à 33 cents la livre au détail et 31 cents aux

coopératives. Tout le monde sait que la qualité n'est la même partout, à la Coopérative fédérée comme chez le barbier de Dorchester.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Les prix cités tantôt au sujet de la Coopérative fédérée sont pour les mois d'avril et de mai, mais nous sommes obligés, nous, d'acheter en décembre pour que les grains soient rendus à destination pour la saison des semailles. Et les prix que nous payons comprennent la livraison chez les colons.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les gérants d'hôtel ou de téléphone du comté de Dorchester qui vendent des grains au gouvernement les livrent chez les colons de l'Abitibi?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Oui.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) demande au ministre de la Colonisation si son ministère a demandé des prix à la Coopérative fédérée.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nous n'étions pas obligés d'encourager des gens qui ont été gavés par le régime précédent.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comment se fait-il qu'on ne trouve pas dans les *Comptes publics de 1958-1959* un montant de \$350,000 pour achat de graines de semence?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Vous voyez l'insinuation, M. le président. C'est cela que je reproche au député de Saint-Maurice, c'est cette façon de poser des questions qui n'est pas acceptable. Pour rien au monde, moi personnellement, je ne voudrais poser une telle question. Le député de Saint-Maurice est le seul homme à pouvoir le faire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comment il se fait qu'on ne trouve pas, dans les *Comptes publics de 1958-1959*, les noms de tel ou tel fournisseur qui, suivant une réponse du ministre, a reçu des montants du ministère de la Colonisation pour vente de graines de semence?

L'honorable M. Bégin (Dorchester) explique pourquoi on trouve ces montants dans les *Comptes publics de 1957-1958*, qu'il n'y en a pas dans ceux de 1958-1959, mais qu'on les trouvera dans ceux de 1960-1961.

Il arrive, dit-il, que nous disposions d'un solde de crédits budgétaires à la fin d'une année. Au lieu de le retourner au Trésor, nous l'affectons partiellement au paiement d'achat de graines de semence. Si ces achats sont faits avant le 1^{er} avril, le montant en paraîtra dans les *Comptes publics* de l'année qui se termine le 31 mars. S'ils sont effectués après le 1^{er} avril, les montants apparaîtront dans le cahier des dépenses de l'année suivante.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) explique à la Chambre comment il se fait que le député de Saint-Maurice ne peut trouver dans les *Comptes publics de 1958-1959* tous les renseignements qu'il désirait d'après les informations déjà obtenues. C'est que, dit-il, dans une question posée au ministre, au début de la session, le député d'Abitibi-Ouest demandait les détails des montants déboursés pour achats de graines de semence effectués en 1958-1959 et depuis le 1^{er} avril 1959 à date.

L'honorable M. Barrette (Joliette): On voit comment l'opposition procède. Elle a posé une question couvrant une période de deux ans et elle voudrait des réponses pour une année seulement.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) souligne le grave problème causé par la pénurie d'eau en Abitibi.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) reconnaît l'ampleur du problème mentionné. Le gouvernement, dit-il, est prêt à faire quelque chose de plus considérable pour le colon en ce qui concerne le creusage de puits dans les régions de colonisation. Le problème de l'eau est très aigu dans certaines colonies. Il existe des besoins réels à ce sujet en maints endroits. Pour l'application de la loi, on a dû tâtonner au début, afin de choisir le meilleur équipement voulu. Ce sont les foreuses à diamant qui ont donné le plus de satisfaction. Actuellement, la prime donnée au colon pour le forage d'un puits peut aller jusqu'à \$250. De plus, le ministère met à la disposition de l'intéressé la machinerie nécessaire au forage de puits.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 12. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition de certaines terres pour fins de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) demande au ministre de la Colonisation s'il sait qu'actuellement, dans certains comtés de la province, il y a une course pour l'acquisition de terres que l'on compte revendre au gouvernement. En vertu d'une loi adoptée récemment, le ministère pourra payer jusqu'à \$4,000 pour acheter une ferme abandonnée et la confier à un colon.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nous avons fait des relevés un peu partout et nous avons une excellente idée de la valeur des terres. On ne permettra aucune spéculation. Je suis sûr que les officiers du ministère vont se montrer prudents. Au reste, dans la plupart des cas, c'est le colon lui-même qui va amorcer la transaction. Il aura naturellement intérêt à payer le moins cher possible.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 13. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions deux cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts et outillage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Compagnie de navigation Charlevoix-Saguenay (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins et ponts de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dit que les besoins dans ce domaine représentent une dépense d'au moins \$11,000,000, mais que pour cette année il veut se limiter à \$3,000,000.

M. Hamel (Saint-Maurice) trouve étrange que le gouvernement refuse de donner des précisions sur les projets envisagés relativement aux chemins de

colonisation. Il veut savoir si le gouvernement peut fournir des détails sur les endroits où il construira les ponts et les routes projetés.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ce que demande le député, cela ne s'est jamais fait dans le passé. On ne procède pas de cette façon non plus dans les autres parlements provinciaux. Le député de Saint-Maurice devrait savoir, s'il ne le sait pas déjà, qu'il est impossible pour le gouvernement de fournir tous les détails des dépenses planifiées pour l'année.

Le ministre étudiera les projets les plus urgents et les réalisera au fur et à mesure des besoins, en faisant en sorte de garder des fonds pour l'exécution de travaux imprévus. La province a un budget de quelque \$600,000,000. Une partie sert au service de la dette, l'autre à l'administration et aux projets des différents ministères. Si tout le budget était engagé d'avance, il ne resterait rien pour faire face aux imprévus.

(Il (l'honorable M. Barrette) exhibe le cahier des dépenses budgétaires et le volume des *Comptes publics* de la province d'Ontario) Les députés de l'opposition libérale semblent aimer faire des comparaisons entre le Québec et l'Ontario. Le gouvernement ontarien ne donne pas plus de renseignements que les *Comptes publics* et les estimés budgétaires de la province de Québec et surtout, il ne fournit pas les informations que voudrait exiger le député de Saint-Maurice. Pourtant, le budget de \$990,000,000 de l'Ontario est beaucoup plus considérable que celui du Québec.

La politique la plus sage est suivie par le gouvernement, quand il décide de réaliser d'abord les choses les plus importantes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce que nous demandons, c'est la logique même qui le dicte. Cela se fait ailleurs. (Il prend les *Comptes publics* du gouvernement canadien et énumère les détails qu'il contient sous divers chapitres.)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 18. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Demande et dépôt de documents:

Remboursement de droits de coupe à Jean-Charles Therrien

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance, télégrammes, etc., échangés depuis le 1^{er} janvier 1957 jusqu'à date entre M. Jean-Charles Therrien, colon, de Duhamel, dans le comté de Papineau, ou toute autre personne agissant pour lui, et le ministère de la Colonisation ou tout autre membre ou officier de l'administration provinciale, relativement à des réclamations pour remboursement de droits de coupe, ainsi que copie de tout chèque avec son endossement émis par le gouvernement à l'ordre dudit Jean-Charles Therrien, au cours de cette période, en remboursement de droits de coupe.

Adopté.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 83)

Cie de Téléphone de Dorchester

M. Lafrance (Richmond) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état détaillé quant au paiement par le ministère de la Colonisation à la Compagnie de Téléphone de Dorchester inc., de diverses sommes incluses dans le montant de \$2,266.95 mentionné à la page 195 des *Comptes publics de l'exercice financier clos le 31 mars 1959*, sous la rubrique: "Colonisation - C-5 - Autres dépenses", avec mention de la date, du montant et de la raison de chaque paiement.

Adopté.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 84)

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain après-midi, à trois heures.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 45.

NOTES

1. Il s'agit du chiffre de *La Presse* du 24 février 1960, à la page 35. *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 9, rapporte plutôt "\$1.50 le pied cube".

2. *La Tribune* du 24 février 1960, à la page 1, écrit "\$24,880" mais il s'agit d'une erreur, les *Comptes publics 1958-1959*, à la page 449, rapportant bel et bien un montant de "\$74,880" en loyer au Palais du Commerce, comme le mentionne le *Montreal Daily Star* du 24 février 1960, à la page 8.

3. Nos sources ne nous donnent pas suffisamment de précisions pour bien situer cette intervention de M. Parent et la réponse de l'honorable M. Bourque. Seul *Le Droit* du 24 février 1960, à la page 13, mentionne qu'elle eut lieu durant l'étude des crédits des Travaux publics.

4. *The Quebec Chronicle-Télégraph* du 24 février 1960, à la page 3, fait toutefois remarquer que "dans une interview donnée après la session, M. Rivard a dit qu'il doutait que le nouvel édifice soit construit".

5. *L'Action catholique* du 24 février 1960, à la page 3, souligne que M. Levesque a fait cette affirmation "avec un demi-sourire et un glissant une ceillade du côté de M. Rivard". Il n'avait pas tort puisqu'après sa défaite aux élections de 1960, M. Rivard est devenu juge à la Cour du banc de la reine.

6. Il a été impossible de savoir à quel moment l'honorable M. Barrette a soulevé ce sujet. *Le Soleil* du 24 février 1960, à la page 31, écrit que c'est dans l'après-midi, alors que le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 11, dit plutôt que c'est le matin. Tous

les journaux s'entendent toutefois pour dire que M. Barrette a fait son intervention au cours de l'étude des crédits du ministère des Travaux publics.

7. Le *Montréal-Matin* du 24 février 1960, à la page 9, précise que la discussion sur cet item a duré deux heures.

8. Le *Nouvelliste* du 24 février 1960, à la page 14, rapporte que les observateurs s'attendaient à un long débat sur cet item, mais que rien ne s'est passé, les députés passant immédiatement aux crédits du ministère de la Colonisation.

9. C'était l'effet du bill 45, intitulé "loi modifiant la loi du département des Transports et Communications", adopté le 15 janvier 1960.

10. Anatole France (1844-1924), écrivain français, lauréat du prix Nobel de littérature en 1921.

11. À défaut de précisions dans les journaux, nous avons placé la discussion entourant les indemnités aux sinistrés dans l'étude de l'item concernant "l'aide au maintien des colons". Selon les *Comptes publics*, il y a dans cet item une section concernant une "assistance spéciale aux colons" qui semble s'approcher du sujet.

12. Contrairement à la plupart des autres journaux, *The Montreal Daily Star* du 24 février 1960, à la page 51, attribue plutôt ces paroles à M. Hamel.

Séance du mercredi 24 février 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Aide aux fermes

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 79 pour aider à l'organisation et à l'amélioration des fermes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,
nantissement agricole**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 82 modifiant le Code civil relativement au nantissement agricole.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Taux de vente de l'électricité
d'Hydro-Québec**

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): À quels taux la Commission hydroélectrique de Québec vend-elle son électricité:

a) À la Shawinigan Water & Power dans les diverses régions de la province?

b) À la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent?

c) À la Gatineau Power Co.?

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare qu'il n'est pas dans l'intérêt public de répondre à cette question.

**Comité d'étude
sur la pollution des eaux**

M. Kirkland (Jacques-Cartier): 1. Quel montant le gouvernement de la province a-t-il dépensé depuis la sanction, le 15 décembre 1955, de

la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 11, "loi concernant la pollution des eaux", jusqu'au 11 janvier 1960:

a) En salaires et frais de représentation?

b) En frais de voyage, dépenses de bureaux et autres?

2. Où et à quelle adresse sont situés les bureaux de ce comité chargé d'étudier le problème de la pollution des eaux du domaine public de la province?

3. Qui le gouvernement a-t-il nommé pour succéder à feu l'honorable juge Aimé Marchand, c.r., au poste de président de ce comité, ainsi qu'à l'honorable Raymond O'Hurley, ministre de la Production de la Défense dans le gouvernement du Canada?

4. Combien de personnes sont actuellement à l'emploi de ce comité chargé d'étudier le problème de la pollution des eaux?

5. Combien de séances les membres de ce comité ont-ils tenues, et à quels endroits et à quelles dates?

6. Combien de rapports ledit comité a-t-il transmis à date au gouvernement, et à quelle date chaque rapport a-t-il été transmis?

7. Où en est rendu ce travail d'étude et quand sera-t-il terminé?

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): 1. a) Depuis la sanction de la loi jusqu'au 31 mars 1959, voir *Comptes publics*;

Du 1^{er} avril 1959 au 11 janvier 1960, \$29,858.88.

b) Depuis la sanction de la loi jusqu'au 31 mars 1959, voir *Comptes publics*;

Du 1^{er} avril 1959 au 11 janvier 1960, \$262.21.

2. Voir *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, volume 94, 1958-1959, page 512;

3. L'honorable juge Aimé Marchand n'a pas été remplacé comme président alors qu'à la suite de la démission de l'honorable Raymond O'Hurley, le notaire André Nadeau a été nommé membre du comité.

4. Trois ingénieurs du ministère de la Santé.

5. Après avoir fait une étude préliminaire des questions complexes et nombreuses qui font l'objet de ce comité, des réunions ont eu lieu en plusieurs circonstances à Québec et à Sherbrooke de même qu'à Montréal, avec des ingénieurs, en vue d'examiner les questions techniques connexes aux problèmes à l'étude.

6. et 7. Aucun rapport écrit n'a été fait au lieutenant-gouverneur en conseil, mais un important travail technique et de recherche a été accompli. Un laboratoire mobile a été organisé et des stations d'analyse ont été établies sur plusieurs rivières de la province. Le ministère recevra bientôt du comité toutes les recommandations et suggestions requises en vue d'apporter des solutions appropriées et raisonnables.

Hangar pour avions à Haldimand

M. Courcy (Abitibi-Ouest): En quoi consistent le ou les actifs inscrits sous la rubrique "Immobilisations: Haldimand, \$27,895.35" à la page 55 des *Comptes publics pour l'exercice 1958-1959*?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. Un hangar à avions.

Jean-Léon Pouliot

M. Parent (Hull): 1. Me Jean-Léon Pouliot est-il entré récemment au service de la Commission des accidents du travail?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et à quelles conditions?

L'honorable M. Barrette (Joliette): 1. Oui.

2. Fonction: Conseiller juridique classé V, grade 23.

Salaire: \$7,600 par année.

Entrée en fonction: 9 décembre 1959.

Détails de la fonction qu'il remplit:

"Agit comme le procureur officieux des victimes d'accidents du travail, à titre bénévole, devant la Commission. S'occupe spécialement de l'étude des plaintes soumises par les accidentés en matière de délais dans la production du rapport de l'employeur ou du médecin, de paiement de l'indemnité, de révision de l'examen médical."

Salaires inférieurs pour travaux publics

M. Hamel (Saint-Maurice): 1. Le ministère du Travail a-t-il, depuis le 1^{er} janvier 1955 jusqu'au 31 décembre 1959, permis à des entrepreneurs exécutant directement ou indirectement des travaux publics pour le compte du gouvernement de payer des salaires inférieurs au taux prévu par la loi et les règlements?

2. Dans l'affirmative:

a) À qui?

b) À quelle date dans chaque cas?

c) Sur quels travaux dans chaque cas?

d) Quel était le coût de l'entreprise dans chaque cas?

e) Quel était, dans chaque cas, le taux prévu par la loi et les règlements et le taux réduit qui a été autorisé?

f) À la demande de qui le rabais a-t-il été autorisé dans chaque cas?

L'honorable M. Barrette (Joliette): 1. Le ministre du Travail n'a pas donné ni autorisé aucun de ses employés à agir ainsi et à accorder telle permission.

2. Voir numéro 1.

Sam Gobeil

M. Brown (Brome): 1. Le gouvernement paie-t-il un, ou plus d'un, salaire, rémunération, honoraire ou autre considération pécuniaire quelconque à l'honorable Sam Gobeil?

2. Dans l'affirmative, par l'intermédiaire de quel ministère, département ou organisme, et quels montants ont été ainsi payés à l'honorable Sam Gobeil, et à quel titre fut-il employé au cours de chacune des années 1956, 1957, 1958 et 1959?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. Non.

2. Répondu par 1.

M. Blumhart et Trans-Gaspésien Aérien ltée

M. Turpin (Rouyn-Noranda): 1. Le gouvernement a-t-il eu à son service, au cours de ces dernières années, un ingénieur du nom de Blumhart?

2. Dans l'affirmative, ce dernier a-t-il déjà fait du travail pour la compagnie Trans-Gaspésien Aérien ltée en effectuant des réparations aux avions de cette dernière ou autrement?

3. Dans l'affirmative, à quelles dates et pour une période de combien de jours dans chaque cas?

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): 1. Oui.

2. et 3. Dans l'exercice de ses fonctions M. Blumhart n'a pas fait de travail pour cette compagnie, excepté au cours de la période de ses vacances annuelles.

Aide à la petite industrie dans L'Islet

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quels sont les noms des sociétés, entreprises, associations ou compagnies des paroisses de Tourville, Sainte-Perpétue et Saint-Pamphile, dans le comté de l'Islet, ainsi que les noms et prénoms des personnes de ces mêmes localités, à qui le gouvernement de la province a payé ou promis de payer des octrois ou subventions, à titre d'aide à la petite industrie, au cours des exercices financiers 1957-1958 et 1958-1959?

2. Quel montant a été payé dans chaque cas, et par l'intermédiaire de quel département?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): 1957-1958 - Nil.

1958-1959 - Dubé, Odilon, Saint-Pamphile, comté de L'Islet. Moulin à scie \$1,000, 22-11-58.

Manoir Charles de Foucauld

M. Couturier (Rivière-du-Loup): 1. Quel a été le coût de construction et d'aménagement de l'école de protection de la jeunesse: Le Manoir Charles de Foucauld, à Giffard?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé pour l'administration et l'entretien de cette institution depuis le 1^{er} janvier 1955?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): 1. Construction: \$935,198.61.

Aménagement: \$151,572.99.

2. \$364,560.67.

Salle de conférences de presse au Parlement

M. Turpin (Rouyn-Noranda): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé pour travaux de toute nature, ainsi que pour l'achat d'appareils, mobilier, etc., relativement à l'aménagement d'une salle pour conférences de presse télévisées dans les édifices parlementaires au cours du présent exercice fiscal?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Aucun montant pour cette fin.

Arthur Cloutier & Fils

M. Parent (Hull): 1. Quelle somme d'argent le gouvernement a-t-il payée directement ou par

l'intermédiaire de l'un quelconque de ses offices, bureaux, régies ou commissions, à la compagnie Arthur Cloutier & Fils, de Québec, depuis le 1^{er} janvier 1953 jusqu'au 15 février 1960?

2. Quel montant a été ainsi payé à cette compagnie au cours de chacune des susdites années?

L'honorable M. Barrette (Joliette): 1. \$9,722.85.

2. 1958-1959, \$247.85; 1959-1960, \$9,475.

Huot publicité Itée

M. Parent (Hull): 1. Quels sont, d'après le dernier rapport transmis au secrétaire de la province en conformité de l'article 4 de la loi concernant les renseignements relatifs aux compagnies (S.R.Q. 1941, chapitre 281) les noms, prénoms et adresse des directeurs et officiers de la compagnie Huot publicité limitée, ainsi que le lieu et l'adresse de la place d'affaires de ladite compagnie?

2. Le gouvernement ou l'un de ses offices, régies ou commissions, etc., a-t-il accordé des contrats ou des commandes à la susdite compagnie depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'à date et, dans l'affirmative, pour quel montant total?

L'honorable M. Barrette (Joliette): 1. Fournier, Jean-C., 357, avenue Glengarry, Mont-Royal.

Ste-Marie, Emery, 441, rue Delanaudière, Montréal.

Berthiaume, Jacques, 7835, rue de Gaspé, Montréal.

Latter, J. R., 126, avenue des Braves, Québec.

Fournier, Camille R., 445, avenue Querbes, Outremont.

Paré, Robert, 72, rue Duchastel, Outremont

Fournier, Paul-A., 445, avenue Querbes, Outremont.

....., 353, rue Saint-Nicolas, Montréal.

2. \$110,033.97.

Demande et dépôt de documents:

Personnel de la Régie provinciale des loyers

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) (article 17 du *Feuilleton*).

Quels sont les noms, prénoms, adresses des personnes présentement employées dans chacun des différents bureaux maintenus par la Régie provinciale des loyers, et quel est leur salaire annuel respectif?

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 85)

Allocation pour automobile

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion du représentant de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre) proposant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état donnant, pour chaque ministère, département, commission, office de régie relevant de la juridiction du gouvernement de la province, les noms et prénoms des officiers et employés auxquels le gouvernement a versé, au cours de chaque année financière 1957-1958 et 1958-1959, une allocation annuelle fixe pour automobile avec, en regard de chaque nom, le montant de l'allocation, la fonction du titulaire et la marque et le modèle de son automobile.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare que les documents demandés par cette motion sont volumineux et qu'il faudrait trop de temps pour les copier ou les préparer.

LaSalle Equipment Inc.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

a) Une copie de toute réquisition, ordre ou commande émis par le gouvernement de cette province et par toute corporation et tout organisme du gouvernement de cette province, à l'ordre de la compagnie LaSalle Equipment Inc., ou l'un de ses représentants, depuis le 16 octobre 1952 jusqu'au 15 novembre 1959;

b) Une copie de toute facture de vente adressée par la compagnie LaSalle Equipment Inc.,

ou l'un de ses représentants, au gouvernement de cette province et à toute corporation et tout organisme du gouvernement, pendant ladite période;

c) Une copie de tout chèque avec son endossement émis au cours de ladite période à l'ordre de la compagnie LaSalle Equipment, ou l'un de ses représentants, par le gouvernement de cette province et par toute corporation et tout organisme du gouvernement.

Adopté.

Les honorables MM. Barré (Rouville), Johnson (Bagot), Lorrain (Papineau) et Talbot (Chicoutimi) déposent les documents qui concernent chacun de leurs ministères. (Document de la session no 86)

Demandes de documents:

Personnel de la Commission des liqueurs

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion du représentant de Richmond (M. Lafrance) proposant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de la liste du personnel de la Commission des liqueurs de Québec, à la date du 1^{er} novembre 1959, avec, en regard de chaque nom, l'adresse, le montant du salaire annuel et de l'allocation annuelle, s'il en est.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare que cette motion a déjà été refusée (page 609 des *Journaux* de 1958-1959) et qu'elle doit l'être encore parce que les employés de la Commission des liqueurs de Québec ne sont pas payés à même le fonds consolidé du revenu et parce que quelques-uns d'entre eux font partie de la police secrète.

Permis de la Commission des liqueurs

M. Lafrance (Richmond) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste donnant le nom et le propriétaire de tous les établissements auxquels la Commission des liqueurs de Québec a émis pour la vente de liqueurs alcooliques des permis autres que des permis d'épicerie de banquet, du 1^{er} janvier au 30 novembre 1959, et cela, pour chacun des divers comtés de la province.

Adopté.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 87)

**Projet d'hôpital psychiatrique
à Sherbrooke**

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion du représentant de Richmond (M. Lafrance) proposant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance, mémoire, rapport et autres documents échangés, depuis le 1^{er} janvier 1952 jusqu'au 30 novembre 1959, entre le gouvernement, aucun de ses membres et officiers, et toute personne, société, corporation, etc., au sujet du projet de la construction d'un hôpital pour maladies mentales à Sherbrooke.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare que les documents demandés sont d'une nature privée et confidentielle.

**Economic Research
Corporation**

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion du représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) proposant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance, télégramme, mémoire, rapport, etc., échangés, depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'au 31 décembre 1959, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société, corporation, etc., relativement à l'enquête économique entreprise par l'Economic Research Corporation, la publicité du gouvernement de la province ou de ses organismes, offices ou régies dans le rapport à être publié par ladite Economic Research Corporation, sur les perspectives économiques de la province et l'achat d'exemplaires dudit rapport, ainsi que copie de tout contrat, bon de commande et de tout chèque avec son endossement émis à ce sujet.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare que l'Economic Research Corporation dont il est question dans cette motion est un organisme privé. Le gouvernement n'a signé ni contrat, ni entente, ni pris aucun engagement avec ladite corporation relativement à une enquête économique, soit pour la publicité du gouvernement ou l'achat d'exemplaires. Il a seulement fourni, par l'entremise du ministère de

l'Industrie et du Commerce, à cette corporation, comme cela se fait d'ailleurs à toute personne, société ou corporation qui en fait la demande, les renseignements et les informations désirés.

**Centre de recherches
minières à Québec**

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) proposant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Une copie de tous contrats, options, ententes, etc., qui ont pris naissance depuis le 1^{er} janvier 1958, concernant le loyer ou l'achat d'un centre de recherche par le gouvernement de la province pour le département des mines, dans la ville de Québec;

2. Une copie de toute correspondance et documents échangés, au cours de ladite période, entre, d'une part, le gouvernement de la province, un de ses membres, officiers ou employés et, d'autre part, toute personne, compagnie, association ou corporation concernant le loyer ou l'achat d'un centre de recherche pour le département des Mines de la province, dans la ville de Québec.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare qu'aucun contrat, option ou entente etc., n'a été signé durant la période mentionnée et qu'aucune correspondance ou document quelconque n'a été échangé durant ladite période concernant le loyer ou l'achat d'un tel centre de recherches.

Questions de privilège:

**Mise au point suite à une
déclaration télédiffusée**

M. Levesque (Bonaventure): Au cours d'une émission télévisée sur le réseau de la Société Radio-Canada, samedi soir, le 20 février 1960, le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) a déclaré, entre autres, parlant de la discussion qui avait eu lieu en Chambre au sujet du bill 66 concernant l'assurance-hospitalisation, que l'opposition, après avoir fait une lutte très longue sur cette loi, avait fini, comme cela arrive souvent, par voter pour.

Étant donné la gravité exceptionnelle de cette déclaration, j'ai pris le temps de vérifier auprès de la

Société Radio-Canada si les paroles qu'on impute au ministre avaient réellement été prononcées par lui. J'en ai malheureusement acquis la conviction personnelle et j'estime qu'il est de mon devoir d'en informer la Chambre.

Cette émission contenait le dialogue suivant:

"M. Poulin: À deux reprises depuis deux semaines, le premier ministre a parlé de l'assurance-hospitalisation. C'est un sujet qui intéresse nos auditeurs.

"M. Johnson: Non seulement nous en avons parlé en Chambre, mais l'Assemblée législative a voté à l'unanimité une loi qui va amender l'assurance-hospitalisation dans la province de Québec, qui était demandée et qui s'impose; nous sommes les premiers à l'admettre. Au cours du débat, l'opposition a fait une lutte très longue, mais elle a fini par voter pour la loi comme ça arrive souvent."

Je tiens, tant en mon nom personnel qu'au nom de mes collègues et au nom de la vérité, à protester contre cette affirmation absolument erronée faite ainsi publiquement par le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) et qui constitue, à mon sens, une violation des privilèges de la Chambre, car cette déclaration est contraire aux faits tels que rapportés à la page 518 des *Procès-verbaux de l'Assemblée législative* pour la séance du mardi, 16 février 1960, qui mentionne que la motion fut adoptée par 60 voix contre 13.

Comme tout le monde sait, l'opposition libérale a depuis longtemps préconisé l'établissement d'un système d'assurance-hospitalisation dans la province de Québec, mais elle s'est prononcée contre la création d'une commission d'étude sur ce problème, car elle connaît la valeur des commissions établies par le gouvernement de l'Union nationale et elle considère très urgent l'établissement sans plus de délai de l'assurance-hospitalisation elle-même.

Le ministre des Ressources hydrauliques n'est aucunement justifiable d'avoir fait cette affirmation contraire aux faits, car il était présent en Chambre pour participer au vote qui fut enregistré en cette circonstance.

C'est pourquoi je demande tant au nom du respect dû à la vérité et aux comptes rendus contenus dans les *Procès-verbaux*, une rétractation et des excuses de la part du ministre des Ressources hydrauliques, et je vous prie, M. l'Orateur, de bien vouloir lui en fournir l'opportunité immédiatement.

L'honorable M. Johnson (Bagot): (Avec le sourire) Je présente des excuses à la Chambre, tout en notant le grand intérêt de certains à ma participation

à certains programmes de télévision. L'erreur que j'ai commise s'explique par le fait que je parlais sans notes devant les appareils de prise de vues, et après avoir écouté les discours des députés de l'opposition sur le sujet et les avoir entendu proclamer pendant une semaine entière qu'ils étaient en faveur de l'assurance-hospitalisation. Le projet de loi que nous avons présenté est, à mon sens, une mesure qui conduira à l'assurance-hospitalisation. Mais puisqu'on insiste, j'admets devant cette Chambre et je serai heureux de dire à toute la population de la province que l'opposition a voté contre cette loi.

(Rires à droite)

M. Levesque (Bonaventure): Je demanderais que ma déclaration ainsi que celle du ministre des Ressources hydrauliques soient notées au *Procès-verbal* de la présente séance².

Motions des députés:

Rectification du *Procès-verbal* du 16 février 1960

M. Hamel (Saint-Maurice) propose que: Attendu que les *Procès-verbaux* de la séance du mardi 16 février 1960, à la page 520, ne décrivent pas exactement les discussions qui ont amené la décision du président du comité, telle que rapportée à ladite page 520: (*JAL*, p. 487-488)

Attendu que durant la discussion l'on a référé spécifiquement à une décision de la Chambre qui est rapportée aux pages 146 et 147 des *Journaux de l'Assemblée législative* pour l'année 1956-1957;

Le *Procès-verbal* de la séance du mardi 16 février 1960, soit rectifié en ajoutant après les mots "doivent être retirés", dans les huitième et neuvième lignes de la page 520, le paragraphe suivant:

"Durant la discussion, l'on m'a cité une décision qui a été confirmée par la Chambre traitant de l'emploi du mot "démagogique" qui est rapportée aux pages 146 et 147 des *Journaux de l'Assemblée législative* pour la session 1956-1957, et spécifiquement les mots suivants:

"tout membre de cette Chambre avait droit de qualifier de "démagogique" des propos qu'il considère être de nature démagogique".

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre à l'encontre de la motion du représentant de Saint-Maurice, qui demande que le

Procès-verbal de la séance du mardi 16 février 1960 soit corrigé en y ajoutant un paragraphe. Elle a pour effet, dit-il, de changer la teneur du jugement rendu par le président du comité plénier.

Il (l'honorable M. Talbot) invoque, à l'appui, les articles 132 et 133 ainsi que l'article 327 des règlements. Il cite l'article 133: "Quand il s'est glissé quelque erreur de fond dans le texte du *Procès-verbal* d'une séance, le greffier peut le rectifier dans le *Procès-verbal* du jour de séance suivant. Subséquemment, la rectification ne peut être faite que par ordre de la Chambre."

Il ne pouvait s'agir en l'occurrence d'une erreur de fond. Tout ce que la motion demande, c'est d'ajouter à un jugement rendu par le président du comité et ratifié par la Chambre un considérant quelconque.

M. Levesque (Bonaventure): Lorsque le député de Saint-Maurice a demandé verbalement de rectifier le *Procès-verbal* du 16 février, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) a soulevé un point d'ordre, basé sur l'article 135, qui dit que pareille demande doit être faite par une motion annoncée.

Et quand le député de Saint-Maurice fait cette motion, le ministre de la Voirie soulève un autre point d'ordre concluant à l'illégalité de la motion.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit que n'étant pas présent à la séance à laquelle on fait allusion, il doit référer au texte du *Procès-verbal*. Il appert, dit-il, que le député de Saint-Maurice a demandé verbalement une rectification du *Procès-verbal* et que le ministre de la Voirie a soulevé un point d'ordre pour dire que l'article 135 des règlements exigeait que ce soit fait, non pas verbalement, mais au moyen d'une motion annoncée. C'est ce qu'a fait le député de Saint-Maurice.

La Chambre se trouve en face de deux décisions contradictoires de l'Orateur, la première, rendue en 1956 relativement à l'emploi des mots "propos démagogiques", et la seconde en 1960. En face de ces deux décisions, il y a certainement erreur de fond quelque part et il manque un lien. C'est notre droit de demander de compléter le *Procès-verbal*.

L'honorable M. Johnson (Bagot): En fait, la motion du député de Saint-Maurice demande d'ajouter un considérant au jugement qui a été rendu par le président du comité plénier de la Chambre, dont l'effet serait de faire croire à une décision contraire de la part de l'Orateur actuel. La Chambre, ayant approuvé par un vote la décision rendue, ne

peut pas se dédire en acceptant cette motion du député de Saint-Maurice.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) intervient³.

Décisions de l'Orateur:

Correction de fond à une décision rendue en comité plénier

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'il ne faut pas trop s'étonner de ce que deux décisions contraires aient été rendues, à quatre ans de distance, par deux présidents différents du comité plénier. Il arrive assez souvent que la Cour d'appel, par exemple, rende des jugements contraires à deux mois de distance.

Ce qui est sérieux dans la motion en cause, c'est qu'elle demande d'ajouter un paragraphe à la décision rendue par le président du comité plénier.

L'article 327 des règlements ne laisse aucun pouvoir discrétionnaire à l'Orateur, qui doit appeler le vote dès qu'il y a appel de la décision du président du comité plénier et que celui-ci lui a fait son rapport écrit.

La seule question qu'il y a à décider, c'est celle de savoir s'il y a réellement erreur dans le *Procès-verbal* que la motion demande de corriger.

L'Orateur déclare qu'il a personnellement vérifié l'original du rapport écrit du président du comité plénier et que le *Procès-verbal* dont on se plaint correspond exactement, mot à mot, au texte de la décision du président et, conséquemment, ledit *Procès-verbal* ne contient aucune erreur. Il n'y a donc pas lieu de corriger le *Procès-verbal*.

L'article 133 permet de corriger une erreur de fond et le greffier peut, de lui-même, corriger une erreur cléricale, mais il n'y a rien, dans les règlements, qui permette d'ajouter ou de retrancher quoi que ce soit à la décision du président du comité plénier et, conséquemment, le *Procès-verbal* est en tout conforme à ladite décision.

Au cours de la discussion, on s'est référé à la décision que j'ai rendue le 17 février courant (page 526 des *Procès verbaux*) (p. 491, JAL) à l'effet qu'une rectification du *Procès-verbal* doit être demandée par motion annoncée. Cette décision ne signifie donc pas que l'on puisse demander de modifier une décision du président des comités par motion annoncée, et elle ne vient pas ainsi à l'encontre de la décision que je rends maintenant, puisque j'ai démontré que le *Procès-verbal* ne

contenait pas d'erreur de fond et était en tout conforme à la décision rendue par le président des comités. Cette décision concernait une demande faite verbalement de rectifier les *Procès-verbaux* parce qu'il y aurait eu une erreur de fond, mais je n'avais jamais alors devant moi le texte de la rectification que l'on proposait de faire.

En conséquence, le point d'ordre soulevé par l'honorable ministre de la Voirie est maintenu.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur, et il exprime le vœu que la déclaration de l'Orateur de la Chambre soit rapportée au *Procès-verbal*, à cause de son importance.

(Pendant que les cloches annonçant le vote sonnent)

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) qualifie la motion du député de Saint-Maurice d'insolente. C'est irrespectueux envers le président du comité plénier, dit-il, et envers la Chambre.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le *Procès-verbal*, tel que rédigé, est incomplet et manifestement inexact.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 63.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Motions des députés:

Bill des droits et libertés du peuple du Québec

M. Lafrance (Richmond) propose que: Attendu que les droits et libertés du peuple et des institutions sont généralement reconnus dans le monde chrétien comme des droits naturels et inaliénables de l'homme vivant en société, mais qu'ils ne sont pas consignés, dans notre province, dans aucun document législatif;

Attendu que les grandes nations civilisées ont jugé opportun et nécessaire de consigner dans une charte ou une déclaration solennelle les droits et les libertés de leurs citoyens et de leurs institutions;

Attendu que la civilisation industrielle et technique de notre époque menace de désagréger les assises de l'institution familiale;

Attendu que la reconnaissance des droits de la famille s'impose aujourd'hui comme une nécessité;

Attendu qu'il serait opportun d'adopter un bill des droits et des libertés du peuple du Québec;

Attendu que l'adoption d'un tel bill relève fondamentalement de la compétence provinciale et constituerait un geste positif d'autonomie provinciale par le Québec, au moment même où le gouvernement fédéral s'apprête à faire adopter par le Parlement du Canada une déclaration des droits de l'homme;

Cette Chambre prie le gouvernement de prendre les dispositions nécessaires afin d'introduire une législation établissant par un document législatif les droits et les libertés des citoyens, et plus spécialement ceux de la famille.

Il (M. Lafrance) souligne l'impérieuse obligation qu'a le Québec de consigner dans un texte de loi les droits et libertés des citoyens, et plus spécialement ceux de la famille. Si on considère que la plupart des grandes nations civilisées ont jugé opportun et nécessaire de reconnaître légalement ces droits et libertés, dit-il, je crois que le Québec, à cause de son particularisme ethnique et religieux, se doit plus que tout autre pays d'affirmer officiellement sa souveraineté dans un domaine aussi important.

J'estime que ce geste d'autonomie positive contribuera à empêcher l'intrusion du pouvoir central dans des sphères d'activité réservées à la juridiction des provinces, mais dont l'incurie de celles-ci a semblé trop souvent justifier l'intervention du gouvernement central.

De plus, je crois que l'affirmation de ces droits et libertés, par un texte législatif, concourra à

les préserver contre toute mesure arbitraire que serait tenté d'adopter l'État provincial.

On sait combien est précieuse la liberté. L'expérience si douloureuse d'autres pays, comme la Hongrie, devrait nous enseigner que la liberté ne se conserve que par la vigilance, car il en est de la liberté comme pour le droit, une liberté qu'on n'exerce pas est fatalement vouée à disparaître⁴.

Il (M. Lafrance) dit qu'il veut surtout examiner les droits et les libertés de la famille, qui sont trop souvent ignorés et méconnus dans notre société moderne imbuë d'individualisme. Trop fréquemment, dit-il, nous oublions que ce sont les familles qui ont donné naissance à la société et que celle-ci a pour fonctions principales de les protéger. Puisque c'est au sein de la famille que naît, grandit et se forme le citoyen de demain, on comprend alors que des familles saines et fortes constituent le principal facteur de la richesse d'un peuple et, non pas, comme on semble le croire, les richesses naturelles ni les usines ni les progrès techniques.

Mais, pour bien apprécier l'importance des droits et des libertés de la famille, il faut se demander quelle est sa mission, quelles sont ses responsabilités, et quelles sont les nécessités essentielles qu'il faut lui procurer pour réaliser sa fin.

Il (M. Lafrance) passe en revue les besoins de la famille:

1. Un logement convenable: Dans ce domaine, l'État doit jouer un rôle supplétif et, actuellement, d'autant plus qu'il est devenu matériellement impossible, dans les grandes villes en particulier, de loger convenablement les familles nombreuses. Plus de 70 % des familles du Québec vivent dans les logements insalubres.

Une civilisation qui en est rendue à vouloir contredire les lois de la vie pour assurer son confort est bien près de la décadence, et il est grand temps chez nous que des mesures soient prises pour rappeler à la raison certains propriétaires trop embourgeoisés qui refusent brutalement de louer leurs logements à des familles avec enfants.

La famille, et surtout la famille nombreuse, a droit à un abri convenable et suffisamment grand pour loger tous ses membres.

2. Les soins médicaux: Après l'habitation, la nourriture et le vêtement, le chef de famille doit être en mesure de procurer aux siens tous les soins médicaux nécessaires. Pourtant, on sait combien grave et aigu est ce problème chez nous à l'heure actuelle. Plus de 80 % des familles du Québec, affirmait une voix bien autorisée, sont incapables d'assumer le coût de l'hospitalisation. La santé

physique est un autre droit qu'a la famille, et l'État a le devoir de suppléer à son insuffisance dans ce domaine.

3. L'éducation: Le but de la famille, c'est d'élever l'enfant, c'est-à-dire de le former, afin qu'il puisse développer sa personnalité et remplir le rôle qui lui est réservé dans la société. La nature confère aux parents le droit et le devoir d'éduquer leurs enfants, et même s'ils sont obligés parfois de déléguer leurs pouvoirs soit aux commissaires d'écoles et aux professeurs, ils conservent toujours le droit de surveillance et de contrôle. Ce droit de la famille est inaliénable, et l'État a le devoir de protéger par des lois le droit naturel et sacré à l'éducation qu'a tout enfant quel que soit le milieu social où il vive.

Or, il est maintenant admis que les parents à revenus modiques, et en particulier les familles nombreuses, sont incapables d'assumer le coût des études de leurs enfants. Il appartient donc à l'État de jouer son rôle de suppléance.

4. Le salaire familial: Le père de famille qui consacre toutes ses forces à l'exercice de son métier devrait trouver dans son travail tous les revenus nécessaires pour subvenir aux exigences de sa famille. Mais, comme notre système économique est organisé en fonction de l'individu, et non pas de la famille, le père d'une famille nombreuse de 10 enfants touche, pour un travail égal, exactement le même salaire que le salarié célibataire.

Puisqu'il est maintenant reconnu qu'il est pratiquement impossible dans les conditions actuelles de réaliser le salaire familial, l'État se doit, en vertu de la justice distributive, de corriger la déficience économique dont souffre la famille, par un système d'allocations qui permettront au père de procurer à ses enfants un niveau de vie conforme aux exigences de la nature humaine. Les allocations ne sont pas une aumône. Les familles ont droit de réclamer des gouvernants des allocations suffisamment élevées pour corriger les graves injustices sociales dont elles sont victimes sous le régime économique individualiste que nous connaissons à l'heure actuelle.

Au chapitre des allocations, est-il nécessaire de dire que le taux actuel des allocations familiales est nettement insuffisant et que le gouvernement devrait continuer à les verser à la famille aussi longtemps que l'enfant est aux études?

Toutes ces mesures dites de sécurité sociale, comme les allocations familiales, les pensions des mères nécessiteuses, les allocations de maternité, etc., constituent la formule par excellence dont

dispose l'État pour suppléer à l'insuffisance des familles.

5. Le système fiscal: Ne serait-il pas légitime que les familles nombreuses qui fournissent les bras dont la patrie a besoin pour protéger ses frontières, et qui alimentent le marché du travail de la main-d'œuvre qu'exige l'industrie, reçoivent en retour un traitement privilégié dans le domaine fiscal? Or, en pratique, c'est sur les familles nombreuses que retombe une grande partie du poids des taxes imposées sur les produits de consommation comme la taxe sur les ventes.

Quand on songe que le célibataire, qui touche le même salaire que le père de famille, n'est appelé à payer la taxe de vente qu'une seule fois, le chef de famille nombreuse doit la payer pour lui, pour son épouse et pour chacun des enfants qu'il a à ses charges, on comprend alors combien injuste et antifamilial est notre système de taxation. Il en est de même de l'impôt sur le revenu, tant provincial que fédéral, qui ne tient pas suffisamment compte des charges familiales.

C'est donc toute notre législation fiscale qu'il faut réviser au plus tôt, en fonction de la famille, afin de reconnaître effectivement les droits de la famille dans cet important domaine.

6. Le divorce: En plus d'être écrasée par le système économique actuel, la famille a aussi à lutter contre certains ennemis qui viennent troubler l'ordre et la paix du foyer, et au premier plan de ces ennemis il faut placer le divorce qui est considéré à juste titre comme étant l'ennemi numéro 1 de la famille.

Au Canada seulement, le nombre des divorces, qui était de 616 en 1901, s'établissait au recensement de 1951 à 31,998, dont 2,002 dans la seule grande ville française de Montréal. Si l'on veut enrayer cette plaie sociale qu'est le divorce, il est grand temps que l'on proclame bien haut chez nous que le divorce n'est ni un droit, ni une liberté, mais une véritable licence à la débauche, qu'aucun pays qui se prétend civilisé et chrétien ne devrait tolérer. Quand on connaît l'épidémie de divorces qui sévit chez nos voisins, on réalise combien il est urgent que la province de Québec affirme de nouveau ses droits dans ce domaine, et décrète l'indissolubilité du mariage qui est d'abord et avant tout une exigence de la loi naturelle.

La province de Québec devrait réclamer une juridiction exclusive sur le mariage et le divorce, afin qu'elle puisse se préserver de ce fléau social en imitant le geste de l'Irlande et d'autres pays en décrétant qu'aucune loi ne peut accorder la dissolution du mariage aux citoyens du Québec.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) demande au député de Richmond s'il croit que le Parlement de Québec a une juridiction quelconque en matière de divorce.

M. Lafrance (Richmond): La remarque du ministre est juste, mais je veux surtout faire écho à des paroles qui ont été prononcées au Sénat canadien, où on a dit que la province devrait avoir son autonomie complète en cette matière.

Ne serait-il pas temps aussi de prohiber et de réprimer ce désordre social qu'est le concubinage, violation flagrante des lois sacrées du mariage? Il est inconcevable qu'un peuple qui se prétend civilisé et chrétien tolère ces dizaines de milliers de couples qui vivent publiquement, au vu et au su de tous, en concubinage.

7. L'alcoolisme: La famille a droit à la protection de l'État contre le danger de l'alcoolisme qui est considéré comme tous les autres agents de perversion, revues immorales, spectacles malsains, comme des ennemis mortels de la paix et du bonheur familial.

Il (M. Lafrance) classe sous divers chapitres les droits et libertés de la famille et demande à l'État québécois:

a) sur le plan moral: de mettre la famille à l'abri du divorce, des doctrines pernicieuses, des avortements, des revues obscènes, de l'alcoolisme;

b) sur le plan social: d'assurer à la famille un logement sain, des allocations familiales et de maternité suffisantes, de bons soins médicaux, l'éducation de ses enfants, des aides à la mère de famille, etc.;

c) sur le plan économique: d'accorder au père de famille nombreuse la priorité pour le travail, d'interdire à la mère d'enfants en bas âge le travail à l'extérieur, de donner le salaire familial ou des allocations de compensation;

d) sur le plan politique: d'adopter un système fiscal favorable à la famille, de donner au chef de famille le "vote familial", d'assurer un droit de représentation aux organismes familiaux là où cela est utile, de créer un ministère des Affaires familiales, de même que des tribunaux de la famille.

En terminant, chaque citoyen a droit à la sécurité pour se livrer à certaines activités sociales et autres. Ces droits civils ne peuvent pas être considérés comme des dons ni des faveurs politiques. Il (M. Lafrance) place dans ce groupe les permis, les octrois, les pensions, les bourses, etc.

Il réclame la disparition des clauses discrétionnaires dans les lois et du favoritisme dans

l'application de ces lois. Parmi les droits politiques des citoyens, dit-il, il y a celui de participer aux affaires publiques de sa province, d'exprimer son opinion, de dénoncer ce qui lui semble un abus de pouvoir, de voter, etc. Toute tentative de limiter ces droits est une attaque grave contre l'individu et contre la famille.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est): J'ai suivi attentivement les paroles du député de Richmond. J'ai aimé la sérénité avec laquelle il a traité le sujet. C'est un sujet qui se situe d'ailleurs dans la sphère sereine des grands principes, et j'entends bien le traiter, moi aussi, au-dessus de toute partisanerie politique.

On parle depuis longtemps des droits des citoyens et de la famille. Nous sommes vraiment choyés dans la province de Québec à ce point de vue, car des voix autorisées se sont toujours appliquées à nous faire comprendre les obligations de l'État envers l'individu et la famille. Nous avons même la satisfaction de prétendre que notre législation positive s'inspire profondément de ces enseignements.

Le député de Richmond nous a tout de même décoché un trait en passant, lorsqu'il a parlé de l'incurie de la province...

M. Lafrance (Richmond): J'ai parlé d'une façon générale, disant que l'incurie des provinces semble avoir trop souvent justifié l'intervention d'Ottawa.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est): Il y a tout de même dans ce trait un peu de venin. J'ai la conviction profonde que s'il est dans la Confédération une province qui s'est tenue debout en matière de relations fédérales-provinciales, c'est bien la province de Québec. S'il y a eu pendant quelque temps dans le passé des alliances funestes et dangereuses, c'est le gouvernement actuel qui a rectifié la situation.

Il s'agit d'un problème extrêmement sérieux et complexe.

Il (M. Maltais) propose que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 209 concernant le décès et la succession du docteur Alyre Aubin.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 46 modifiant la loi du Barreau, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, à la suite de l'article 4, comme article 5, et l'article 5 devient article 6.

"5. L'article 97 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "soit", dans la septième ligne, les mots "ou qui emploie ou garde à son emploi un avocat suspendu ou rayé du tableau de l'Ordre des avocats, ou qui tolère, sans raison valable, sa présence dans son étude."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 162 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, à la suite de l'article 3, comme article 4, et l'article 4 devient article 5.

"4. L'article 54 de la loi 1 George VI, chapitre 105, tel qu'amendé par la loi 12 George VI, chapitre 55, articles 10 et 11 et par la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 73, article 2, est de nouveau amendé en ajoutant les paragraphes suivants:

"Tout règlement ou toute partie d'un tel règlement divisant la municipalité en arrondissements ou zones, prescrivant l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement ou la destination des constructions qui peuvent y être érigées ou la superficie des lots, la proportion qui pourra en être occupée par les constructions et l'espace qui devra être laissé libre entre elles, ne peut être modifié ou abrogé que par un autre règlement approuvé conformément aux dispositions suivantes:

"Le greffier doit, dans les trois jours de l'adoption de ce règlement, en donner avis public et le tenir affiché durant au moins cinq jours.

"Une assemblée publique des électeurs propriétaires doit être tenue, après l'adoption du règlement, au lieu, jour et heure fixés à cette fin par le conseil. Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, au plus tard le quinzième jour de la date de l'adoption du règlement, après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le greffier. Elle est présidée par le maire ou le maire suppléant ou, en leur absence, par un échevin. Le greffier, agissant comme secrétaire de

l'assemblée, lit le règlement et soumet celui-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis la lecture du règlement, six des électeurs présents demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs propriétaires, le président de l'assemblée doit fixer le jour du vote à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs.

"Lorsque le vote a lieu sur ce règlement, il est pris à la date fixée par le président de l'assemblée des électeurs et conformément à la procédure prescrite par les articles 399 à 410, tels qu'amendés pour la cité. Toutefois, dans aucun cas, le règlement ne peut être considéré comme approuvé par les électeurs, à moins qu'un tiers de ceux qui ont le droit de voter sur ce règlement et qui résident dans la municipalité n'aient exercé ce droit. Seuls sont admis à voter sur le règlement les électeurs propriétaires d'immeubles situés dans une zone ou un arrondissement auquel s'applique le règlement ou la partie du règlement qu'il s'agit de modifier ou d'abroger.

"Toutefois, les propriétaires d'immeubles situés dans une zone ou dans un secteur contigu à celle ou à celui qu'affecte le règlement ou la partie de règlement en question sont aussi admis à voter, sur présentation au greffier, dans les cinq jours qui suivent la période d'affichage de l'avis public visé au deuxième alinéa du présent paragraphe, d'une requête signée par au moins douze électeurs propriétaires de la zone ou du secteur contigu en question, ou par la majorité d'entre eux si leur nombre est inférieur à vingt-quatre.

"Nonobstant les paragraphes ci-dessus, advenant la refonte complète du règlement de construction et de zonage de la cité de Sherbrooke en vue de sa concordance avec le plan directeur d'urbanisme de ladite cité et/ou l'amendement d'une clause générale affectant tout le territoire de la cité, la demande d'un référendum devra être faite par au moins cent cinquante électeurs-propriétaires résidant dans la municipalité."

Projets de loi:

Loi du Barreau

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 46 modifiant la loi du Barreau.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sherbrooke

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 162 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 216 érigeant en corporation de ville la municipalité de Sainte-Monique des Saules, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 13 est modifié:

a) en remplaçant, dans le paragraphe 11, à la deuxième ligne de l'alinéa *a*, les mots "seize ans" par les mots "quatorze ans";

b) en remplaçant, dans les 2e, 3e et 4e lignes de l'alinéa *b*, les mots "reconduire à son domicile, ou à défaut, une maison de refuge pour adolescents" par ce qui suit:

"reconduire à son domicile où qu'il soit, ou à défaut de domicile, dans une maison de refuge pour adolescents";

c) l'alinéa *d* est biffé.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 235 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 13 est biffé et le numéro de chacun des articles qui suivent est changé en conséquence.

2. L'article 19, devenu article 18, est modifié, dans la dernière ligne du premier paragraphe, en remplaçant les mots "quatre (4) termes complets ou dix ans" par ce qui suit: "trois (3) termes complets."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 239 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, les mots "Si la cité peut" par les mots "La cité peut".

2. Ce qui suit est ajouté, à la suite de l'article 6, comme article 7, et le numéro de chacun des articles qui suivent est changé en conséquence:

"7. L'article 526*b* de la loi des cités et villes, édicté pour la cité par la loi 12 George VI, chapitre 59, article 10, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Nonobstant les dispositions du présent article, la cité peut se prévaloir des dispositions de l'article 526*a* de la loi des cités et villes, tel qu'édicté par la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 36, article 13, mais dans ce cas, les dispositions du premier alinéa dudit article 10 deviendront automatiquement et définitivement inopérantes."

3. L'article 7, devenu article 8, est modifié, dans les 3e et 4e lignes, en substituant aux mots "en remplaçant le second alinéa par le suivant" ce qui suit: "en ajoutant, après le second alinéa, le suivant"

4. Ce qui suit est ajouté, comme article 14, à la suite de l'article 12 devenu article 13:

"14. L'article 429*a* de la loi des cités et villes, édicté pour la cité, par l'article 5, de la loi 12 George VI, chapitre 59, est modifié en remplaçant dans la cinquième ligne du troisième alinéa le mot "deux" par le mot "cinq"."

5. L'article 13, qui aurait été l'article 14, est biffé.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 244 concernant la paroisse Saint-Charles-de-Lachenaie, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté à la suite de l'article 1 comme article 2:

"2. L'article 392*a* du Code municipal est remplacé, pour la corporation, par le suivant:

"392*a*. La corporation de la paroisse de Saint-Charles-de-Lachenaie peut faire, amender et abroger des règlements pour réglementer les matériaux à employer dans la construction et la façon de les assembler; interdire tous ouvrages n'ayant pas la résistance exigée et prévoir leur démolition: prescrire les conditions de salubrité et la profondeur des caves et des sous-sols et l'usage qui peut en être fait; classer, pour fins de réglementation, les habitations, établissements commerciaux, établissements industriels et tous autres immeubles, y compris les édifices publics; régler les endroits où peut être située chaque catégorie de constructions susdites; diviser la municipalité en zones dont le conseil juge

le nombre, la forme et la superficie convenables pour les fins de cette réglementation et, quant à chacune de ces zones, prescrire l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées, l'usage de tout immeuble qui s'y trouve, la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes des lots, l'espace qui, sur ces lots, doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules et la manière d'aménager cet espace; diviser, s'il y a lieu, ces zones en secteurs pour fins de votation prévue par le présent article; obliger le propriétaire à soumettre au préalable les plans de construction, de reconstruction, de transformation ou d'addition de bâtiments, les projets de changements de destination ou d'usage d'un immeuble ou de déplacement d'un bâtiment, à un officier désigné à cette fin, et à obtenir de celui-ci un permis de construction ou un certificat d'approbation; empêcher ou suspendre l'érection de constructions ou l'exécution de travaux ou l'usage de bâtiments non conformes aux règlements et ordonner, au besoin, la démolition de toute construction érigée en contravention à ces règlements.

"Tout règlement adopté en vertu du présent article et toute partie d'un tel règlement divisant la municipalité en zones, prescrivant les matériaux extérieurs, l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées et l'usage de tout immeuble s'y trouvant, ou la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé entre les constructions et les lignes de lots, celui qui doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules et la manière d'aménager cet espace, ne peut être modifié ou abrogé que par un autre règlement approuvé conformément aux dispositions suivantes:

"Le greffier doit, dans les trois jours de l'adoption de ce règlement, en donnant avis public et le tenir affiché durant au moins cinq jours.

"Une assemblée publique des électeurs propriétaires doit être tenue, entre sept heures et dix heures du soir, aux lieux et jours fixés par le conseil, entre le quinzième et le vingt-cinquième jour de l'adoption du règlement, et après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le greffier après l'expiration du délai fixé pour la présentation de la requête visée au dernier alinéa du présent article.

"Cette assemblée est présidée par le maire ou le maire suppléant ou, en leur absence, par un échevin.

"Le greffier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le règlement d'abrogation ou de modification et le soumet aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, dans l'heure qui suit la fin de la lecture du règlement, six électeurs propriétaires présents et habiles à voter, ou la majorité des électeurs habiles à voter lorsque leur nombre est inférieur à douze, demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs propriétaires, le président de l'assemblée fixe le jour du scrutin à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs.

"Au cas de votation, elle a lieu à la date fixée par le président de l'assemblée des électeurs et conformément à la procédure prescrite par les articles 399 à 410. Dans aucun cas, le règlement ne peut être approuvé par les électeurs, à moins qu'un tiers de ceux qui ont le droit de voter sur ce règlement et qui résident dans la municipalité n'aient exercé leur droit de vote. Seuls sont admis à voter le règlement d'abrogation ou de modification, ou sur la partie d'un règlement relative à telle abrogation ou modification, les électeurs propriétaires d'immeubles situés dans la zone ou le secteur affecté par ledit règlement ou ladite partie du règlement.

"Toutefois, les propriétaires d'immeubles situés dans une zone ou un secteur contigu à celle ou à celui qu'affecte le règlement ou la partie de règlement en question sont aussi admis à voter, sur présentation, au greffier, dans les cinq jours qui suivent la période d'affichage de l'avis public visé au troisième alinéa du présent article, d'une requête signée par au moins douze électeurs propriétaires de la zone ou du secteur contigu en question, ou par la majorité d'entre eux si leur nombre est inférieur à vingt-quatre."

2. Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 deviennent respectivement articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9.

3. L'article 6, devenu article 7, est modifié, dans la première ligne, en remplaçant les mots "Sujet aux dispositions de la loi" par les mots:

"Le conseil peut adopter des règlements, sujets aux dispositions de la loi".

4. Ce qui suit est ajouté, à la suite de l'article 8, devenu article 9, comme articles 10 et 11.

"10. La corporation de la paroisse Saint-Charles-de-Lachenaie peut faire, amender et abroger des règlements pour prescrire, nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, que la construction des conduites privées et des

entrées d'eau et d'égout, ainsi que leur raccordement avec les conduites publiques et leur entretien, devront se faire aux frais du propriétaire, le coût de la réfection de la rue, du pavage et du trottoir, le cas échéant, faisant partie de ces frais.

"Pour prescrire que tous les travaux dans la rue seront exécutés par la corporation municipale ou avec sa permission et sous la surveillance de son préposé, aux frais du propriétaire qui devra déposer une somme fixée par le conseil pour assurer le paiement immédiat du coût total de ces travaux.

"Pour prescrire le mode, les matériaux et l'époque de la construction et des raccordements de ces ouvrages et décréter que le coût total de ceux-ci constituera contre la propriété une charte au même rang que la taxe foncière et sujette à recouvrement de la même manière.

"Pour obliger tout propriétaire d'immeubles à y installer une soupape de sûreté afin d'empêcher tout refoulement des eaux d'égout. Au cas de défaut du propriétaire d'installer une telle soupape ou un tel dispositif de sûreté conformément aux règlements adoptés en vertu de la présente disposition, la corporation municipale n'est pas responsable des dommages causés à l'immeuble ou à son contenu par suite d'inondation causée par le refoulement des eaux d'égout;"

"11. À compter du jour où le territoire de la corporation de la paroisse de Saint-Charles-de-Lachenaie sera érigé en municipalité de ville, les dispositions de la loi des cités et villes s'appliquent sauf, *mutatis mutandis*, pour les articles 1 et 9 de la présente loi."

5. L'article 9 devient article 12.

Projets de loi:

Sainte-Monique des Saules

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 216 érigeant en corporation de ville la municipalité de Sainte-Monique des Saules.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 235 modifiant la charte de la cité de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Thetford Mines

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 239 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Saint-Charles-de- Lachenaie

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 244 concernant la paroisse Saint-Charles-de-Lachenaie.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) souligne que ce petit congé ne serait pas trop long et propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. Selon *Le Nouvelliste* du 25 février 1960, à la page 17, la séance aurait plutôt débuté à 3 h 30.

2. Seule *La Presse* du 25 février 1960, à la page 53, rapporte ces dernières paroles et, surtout, les déclarations de MM. Levesque et Johnson n'ont pas été notées au *Procès-verbal* et ne figurent aucunement dans les *Journaux de l'Assemblée législative*.

3. *Le Soleil* du 25 février 1960, à la page 37, mentionne que M. Hyde a également participé à ce débat, sans pour autant rapporter aucune de ses paroles. Nous ne savons donc pas à quel moment il est intervenu, ni pour quelle raison.

4. M. Lafrance fait sans doute allusion à la dictature communiste et aux insurrections qui ont troublé la Hongrie en 1956, malgré l'instauration de la république en 1946 et l'adoption d'une constitution en 1949.

Séance du jeudi 25 février 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 174 revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Questions et réponses:

**Rupture
d'un câble électrique**

Un député de l'opposition pose une question à propos de la rupture d'un câble électrique reliant la Manicouagan à la rive sud du Saint-Laurent.

L'honorable M. Johnson (Bagot): L'Hydro-Québec fait l'impossible pour remédier à la situation pénible qui est actuellement le lot de la population gaspésienne à la suite d'un nouveau bris des câbles qui transportent l'électricité de la Manicouagan à la rive sud du Saint-Laurent. Deux des quatre câbles étaient déjà brisés avant le dernier accident, mais on réussissait quand même à transporter du courant triphasé à la rive sud¹.

Mercredi soir, un troisième câble s'est brisé, de sorte que la population de la Gaspésie est complètement privée de courant électrique en provenance des usines de la Manicouagan.

Dans les circonstances, l'Hydro-Québec a demandé à la population gaspésienne, principalement à l'industrie, de ménager le courant électrique et d'en réduire la demande le plus possible. En attendant, le seul bon câble ainsi que 10 génératrices diesel d'appoint à Rimouski, Gaspé, Murdochville et Les Boules sont entrés en action dans les minutes qui ont suivi la rupture afin de fournir l'électricité². Ces génératrices diesel produisent actuellement

15,000 c.v. pour approvisionner en électricité les régions qui en sont privées, pendant que des équipes d'ouvriers effectuent les réparations des câbles avariés. Le ministère essaie de recruter le plus possible de génératrices diesel privées pour fournir de l'aide.

Les trois câbles sont coupés à 24 milles de la rive sud³. Le navire spécialement équipé pour des réparations de ce genre, le *Lord Kelvin*, est parti de Halifax pour se rendre dans le fleuve Saint-Laurent. On espère que la situation sera redevenue normale d'ici 10 jours. L'Hydro-Québec a commencé la construction d'une centrale thermique aux Boules et les travaux sont poussés avec la plus grande diligence⁴.

Projets de loi:

**Charte
de Montréal**

M. Tremblay (Maisonnette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article⁵ et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 174 sans l'amender.

M. Tremblay (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Décisions de l'Orateur:

**Correction de fond à une décision
rendue en comité plénier**

M. l'Orateur: Je vois au *Feuilleton* d'aujourd'hui, à l'item 76, une motion du représentant de Saint-Maurice (M. Hamel) qui demande de corriger le *Procès-verbal* de la séance du 22 février courant, à la page 565, en y ajoutant un paragraphe.

Le paragraphe en question serait ajouté à la décision du président du comité plénier.

En vertu de l'article 67 des règlements qui autorise l'Orateur d'intervenir de lui-même sur toute violation des règlements, je déclare que ladite motion est irrégulière parce que, comme je l'ai mentionné dans une décision rendue à la séance d'hier, il y a rien dans les règlements de cette Chambre qui autorise celle-ci à ajouter ou à retrancher quoi que ce soit à une décision du président du comité plénier.

L'article 327 des règlements n'accorde aucun pouvoir discrétionnaire à l'Orateur lorsqu'il y a appel de la décision du président du comité plénier.

L'article 133 permet à cette Chambre de corriger une erreur de fond de sorte que, sur une motion pour corriger le *Procès-verbal*, la seule question qu'il y a à décider, c'est de savoir s'il y a réellement erreur.

Or, j'ai vérifié personnellement l'original du rapport écrit du président du comité plénier et je constate que le *Procès-verbal* correspond exactement, mot à mot, au texte de la décision du président du comité plénier et que ledit *Procès-verbal* ne contient aucune erreur.

Pour ces raisons, je déclare la présente motion hors d'ordre, illégale et je demande, en conséquence, à ce qu'elle soit rayée du *Feuilleton*.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Ladouceur, Larouche, Lavallée, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Russell, Samson, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 51.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Projets de loi:

Subventions pour l'éducation

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 pour augmenter et généraliser les subventions aux collèges classiques, aux institutions protestantes d'enseignement secondaire (high schools), aux écoles normales et aux instituts familiaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance⁶.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 50 pour augmenter et généraliser les subventions aux collèges classiques, aux institutions protestantes d'enseignement secondaire (high schools), aux écoles normales et aux instituts familiaux.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose: Que les subventions accordées en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu avant le trente juin de chaque année, d'après le nombre d'étudiants inscrits et suivant régulièrement les cours au premier février de la même année.

L'éducation ne se morcelle pas et ne forme pas un individu par compartiment. Il (l'honorable M. Prévost) donne une vue d'ensemble de la législation proposée cette année pour aider l'enseignement à tous les degrés. La Chambre, dit-il, a déjà voté les

bills 39 et 44, qui apportent une aide accrue aux commissions scolaires. Avec le bill 50, nous entrons au niveau de l'enseignement secondaire. Ce projet de loi crée un nouveau barème de subventions pour les collèges classiques, les high schools, les écoles normales et les instituts familiaux. Ce sont en somme les institutions qui dispensent l'enseignement des humanités. Nous restons encore cependant dans le domaine de la formation d'ordre général.

Il souligne l'importance que garde, même de nos jours, l'enseignement des humanités. Je ne veux pas entrer dans la controverse qui oppose les collèges classiques traditionnels aux collèges classiques modernes, qui suppriment le grec et parfois le latin pour enseigner plutôt une langue moderne comme l'espagnol. Je pense cependant que le cours classique traditionnel restera longtemps celui qui fournira la meilleure formation humaniste et la meilleure culture générale de base.

Je ne méprise pas les autres, mais je constate qu'aux États-Unis, les collèges qui avaient abandonné le latin y reviennent aujourd'hui. Selon le Dr Taylor, doyen de l'École des gradués de l'Université Princeton, "sans les humanités, l'homme de science peut être un danger pour la société".

Hier, à la réunion du Conseil de l'instruction publique, Son Éminence le cardinal Léger a exprimé une opinion semblable⁷. Un grand industriel américain, M. Bernard Baruch⁸, a dit qu'il attribuait beaucoup de ses succès à l'étude de la philosophie, de la logique, de la morale, et de la psychologie. Il a ajouté qu'avec la spécialisation à outrance, on en était venu à confondre l'éducation et l'information, et à faire des cerveaux bourrés de connaissance, mais incapables de penser. Il y aura toujours avantage à apprendre le latin et le grec.

Dans l'élaboration de la nouvelle loi relative aux subventions aux institutions d'enseignement classique et autres institutions, le gouvernement a tenu compte des suggestions faites par la Fédération des collèges classiques de la province. Dans un mémoire soumis au gouvernement l'automne dernier, la Fédération traçait tout un programme en marge de l'aide financière de l'État aux collèges classiques. Ce mémoire suggérait en somme de mieux répartir les subventions destinées à ces institutions. Le barème suggéré alors tenait compte du nombre de degrés d'enseignement. La Fédération demandait des subventions de \$20,000 pour l'institution donnant tout le cours classique, de \$15,000 pour l'institution donnant le cours jusqu'aux 5^e et 6^e années, et de \$10,000 pour celle qui donne les quatre premières années. Elle ne prévoyait rien pour l'institution qui commence à enseigner le cours classique.

Nous sommes même allés plus loin que ne demandait la Fédération des collèges classiques, car les subventions s'appliqueront aux institutions de fondation récente, même si elles ne donnent pas encore les quatre premières années du cours. Nous croyons qu'il faut les aider dès le début. C'est même à cette époque qu'elles doivent affronter les problèmes financiers les plus aigus et il faut commencer par naître viable.

Les subventions établies par le bill 50 ne s'appliquent pas uniquement aux institutions existantes, mais également à celles qui ne manqueront pas de surgir ici et là pour répondre aux besoins d'une population croissante.

Le bill 50 remplace le chapitre 61 de la loi de l'Instruction publique, dont un article autorisait le gouvernement à aider les collèges classiques tels qu'ils existaient le 8 mars 1922. Il est évident que cet article disparaît, le gouvernement ne voulant pas placer de barrière à la jeunesse de plus en plus nombreuse qui veut étudier. Il convient de tenir compte de l'augmentation de la population. C'est pourquoi on ne peut se limiter à aider uniquement les institutions qui existaient en 1922, tel que cela était prévu dans l'ancienne loi. En vertu de l'ancienne loi, la subvention aux collèges classiques était de \$10,000. Le gouvernement actuel l'a portée à \$15,000 en 1950-1951, puis à \$25,000 en 1957.

Par le bill 50, le gouvernement veut aider toutes les institutions d'enseignement classiques, en particulier celles qui commencent à donner ce cours. Elles auront droit à une subvention de base de \$2,000 par degré de cours enseigné, plus les subventions additionnelles. De plus, les collèges classiques bénéficieront des avantages prévus aux bills 58 et 3, ce dernier sera amendé prochainement.

Il (l'honorable M. Prévost) annonce un changement intervenu au barème des subventions additionnelles, à la suite de pourparlers avec les dirigeants des maisons d'enseignement concernées. Ainsi, dit-il, la subvention additionnelle prévue pour les collèges classiques était de \$50 par étudiant pour les quatre premières années du cours, de \$100 par étudiant pour les 5^e et 6^e années, et de \$150 par étudiant pour les autres années.

En vertu de l'amendement, la subvention sera de \$75 par année par étudiant pour toutes les années du cours, et cela, à compter du 1^{er} juillet 1959.

À compter du 1^{er} juillet dernier, toute école normale recevra, pour chaque année scolaire, la subvention de base et une subvention additionnelle à raison de \$100 pour chaque étudiant dont le degré du cours correspond au moins à une douzième année de

scolarité. Le texte original prévoyait des subventions respectives de \$100 et \$150.

Même subvention additionnelle de \$100 par étudiant rendu à une dixième année de scolarité, au lieu de subventions variant de \$50, \$100, \$150, pour les instituts familiaux.

Les déboursés qu'impliquaient les subventions à tous les collèges classiques, dit-il, s'établissaient à \$1,581,000 en subventions régulières, et \$775,000 en subventions de compensation pour leur refus d'accepter les subsides d'Ottawa. Au total, ces institutions recevaient \$2,356,500, alors qu'en vertu du nouveau projet de loi le gouvernement leur versera \$3,272,225, soit près de \$1,000,000 de plus.

De plus, les collèges classiques auront une part de la subvention additionnelle qui sera offerte aux institutions d'enseignement universitaire par le bill 58. Le total de cette subvention sera obtenu en multipliant par \$1.75 le chiffre de la population de la province.

Comme la population du Québec dépasse maintenant les 5,000,000 d'âmes, le total sera d'au moins \$8,750,000. Ce montant sera ensuite réparti entre les institutions du niveau universitaire au *pro rata* du nombre d'élèves. Les quatre dernières années du cours classique seront comprises dans les institutions de niveau universitaire pour les fins de cette subvention, pour un montant de \$2,850,000.

Si donc on ajoute aux avantages déjà prévus par le bill 50 ceux que vaudra aux collèges classiques le bill 58, on en arrive à un total de \$6,122,000, au lieu de \$2,356,000.

Enfin, si le gouvernement réussit à récupérer les \$25,000,000 qui se trouvent présentement entre les mains de la Conférence canadienne des universités, à l'intention des institutions du Québec, les collèges classiques en auront aussi leur part.

Ces \$25,000,000 seront versés dans le fonds d'amortissement créé en vertu du bill 3, qui permet au gouvernement de garantir et de rembourser en tout ou en partie les emprunts immobiliers des universités. D'après le texte original du bill 3, les collèges classiques ne devaient pas participer à ces avantages. Dans leur cas, on voulait plutôt se servir du fonds d'éducation. La part des \$25,000,000 destinée aux collèges classiques aurait alors été versée dans ce dernier fonds.

Mais à la suite des récentes consultations entre le gouvernement et les représentants des collèges classiques, il a été convenu qu'on procéderait dans leur cas comme dans celui des universités. Le bill 3 sera amendé en conséquence avant la fin de la session.

De plus, toute école normale, dûment autorisée par le surintendant de l'Instruction publique à accepter des élèves en 10^e ou en 11^e année du cours secondaire approuvé par le comité catholique peut recevoir une subvention spéciale n'excédant pas \$4,000 pour chaque année scolaire, à raison de \$100 pour chaque étudiante pensionnaire.

Ce barème s'applique à 67 écoles normales et à 35 scolasticats-écoles normales, c'est-à-dire des institutions qui préparent des professeurs religieux. Il vaudra à ces institutions \$1,208,000 par année⁹, au lieu des \$797,000 qu'elles recevaient auparavant.

De plus, certaines écoles normales, préparant par exemple au baccalauréat en pédagogie, seront considérées en partie comme des institutions de niveau universitaire et recevront ainsi \$730,000 en vertu du bill 58.

Si l'on additionne les avantages des deux projets de loi, le gouvernement versera aux écoles normales environ \$2,000,000 par année, au lieu des \$797,000 qu'elles recevaient auparavant.

Le barème fixé par le bill 50 pour les instituts familiaux est de \$2,000 par degré du cours enseigné, plus \$100 pour chaque étudiant dont le degré du cours correspond au moins à une 10^e année de scolarité. Et aucun institut familial ne devra recevoir moins de \$5,000 par année.

Les 44 instituts familiaux seront également bénéficiaires. Tous recevront l'argent prévu par le bill. Les subventions actuelles des instituts familiaux s'élèvent à \$378,000 par année. Par le bill 50, elles seront portées à \$543,000. Et un autre montant de \$40,000 viendra s'y ajouter en vertu du bill 58, puisque certains cours qui y sont donnés peuvent être considérés de calibre universitaire.

Les instituts familiaux recevront donc en tout \$583,000 au lieu de \$378,000.

Le bill 50 met enfin à la disposition du surintendant de l'Instruction publique, pour chaque année scolaire, une somme n'excédant pas \$400,000 par année à compter du 1^{er} juillet 1959, qui sera distribuée aux institutions protestantes (Intermediate and High schools) sur la recommandation du comité protestant.

Il n'y a donc pas ici de barème rigide. En cette matière, il y a des traditions à conserver. L'autonomie des protestants reste entière.

Toutes ces subventions compteront à partir du 1^{er} juillet 1959. Elles seront payées à même le fonds consolidé du revenu avant le 30 juin de chaque année, d'après le nombre d'étudiants régulièrement inscrits au 1^{er} décembre de l'année précédente.

Elles seront versées quoi qu'il advienne des pourparlers engagés avec les autorités fédérales. Les barèmes créés par le bill 50 sont absolument indépendants de ce qui peut venir d'Ottawa.

Ce qui revient à dire que, pour l'année académique en cours, le gouvernement versera à ces quatre groupes d'institutions, au grand total, soit en tenant compte des avantages des bills 50 et 58, un montant de \$8,543,000 au lieu de \$3,500,000. Jamais auparavant l'enseignement classique n'aura reçu une telle impulsion.

Donc, l'enseignement au niveau secondaire est favorisé considérablement par le barème de base proposé par le bill que nous étudions en ce moment. On oublie que, d'après les statistiques fédérales, c'est la province de Québec qui compte le plus d'étudiants au niveau universitaire, malgré que Québec ne soit pas la plus peuplée des provinces, et plus de 10,000 de ces étudiants profiteront du présent projet de loi et du bill 58. Une autre information que l'on ignore dans Québec, c'est que nous avons le plus grand nombre d'institutions d'enseignement supérieur, soit 204, alors que l'Ontario avec une population de 1,000,000 plus considérable, n'en a que 62.

Voilà une information qui devrait être mieux connue et plus diffusée dans la province, afin que le peuple de notre province sache ce qu'il a. Je regrette que certaines de ces vérités soient trop souvent méconnues chez nous.

Si nous avons des problèmes, ce n'est pas parce qu'il y a eu négligence dans le passé, mais parce que le Québec évolue rapidement. Ils proviennent d'une crise de croissance et non pas de l'inertie du gouvernement, comme on le clame en certains milieux. Quand rien ne bouge, il n'y a pas de problèmes. Mais si nous connaissons ces problèmes de croissance dans la province, c'est que ça bouge dans le Québec depuis 15 ans, et que le gouvernement actuel a fait beaucoup pour l'éducation. Certes, le mérite n'en revient pas à nous seuls.

Le gouvernement n'a pas tout fait lui-même, et il est le premier à reconnaître les mérites de nos institutions. Mais il a tout de même donné l'impulsion qui a amorcé nos progrès dans tous les domaines, y compris celui de l'enseignement. Il faut tout de même reconnaître que si le gouvernement n'avait pas imprimé un tel élan, une si vive impulsion à la cause de l'enseignement, nous n'aurions pas à envisager, aujourd'hui, tous les problèmes que nous nous efforçons de régler.

Le gouvernement n'a pas l'intention de s'emparer des maisons d'enseignement classique. Ce n'est pas notre mission de le faire. Il faut respecter

l'indépendance des institutions religieuses qui sont reines et maîtresses de leurs destinées.

Toutefois, l'augmentation très généreuse des subventions accordées par les autorités provinciales permet d'espérer que les droits d'inscription des élèves dans les établissements ne s'accroîtront pas, que les budgets seront bouclés et que les dettes pour travaux de reconstruction ou d'aménagement, par exemple, de laboratoires, de bibliothèques pourront s'amortir.

Il cite quelques chiffres pour montrer les avantages financiers que retireront les institutions des bills 50 et 58. Certains, dit-il, auront par année \$267,000 de plus en 1959-1960, une autre \$109,000 de plus, une autre \$119,000 de plus, une autre \$121,000 de plus, d'autres \$167,000, \$114,000, \$98,000, \$85,000 de plus, etc. Pas un collège ne retirera moins que maintenant. La plupart auront plus que l'année d'avant.

La plupart des écoles normales recevront également davantage, sauf quelques exceptions. Mais la plupart recevront des subventions plus élevées, jusqu'à \$24,000 par année. Même remarque pour les instituts familiaux! À ce propos, un barème paraît toujours idéal à première vue. En pratique, ça peut être un peu différent.

Les subventions, selon le nouveau mode de calcul, seront proportionnelles au nombre des élèves et basées sur l'enseignement diffusé, soit sur le nombre des degrés. Il va sans dire que les institutions qui ont le plus d'élèves recevront plus que les autres. C'est dire que jamais il ne s'est fait autant au niveau secondaire.

À elles seules, les écoles normales comptent actuellement 9,899 élèves, comparativement à seulement 3,000 ou 4,000, il y a 15 ans. Et le chiffre ne pourra que grossir, car nous projetons de construire plusieurs écoles normales nouvelles. Il est question de construire des écoles normales pour garçons à Trois-Rivières et à Sherbrooke, et pour filles à Hauterive.

Les collèges féminins, que le gouvernement a été le premier à aider financièrement, auront leur part des subventions nouvelles. Aucun groupe d'institution n'a été négligé.

À midi trente minutes, le comité suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

L'honorable M. Prévost (Montmorency) poursuit son discours, en comité plénier, sur l'étude

du projet de résolution relative au bill 50 pour augmenter et généraliser les subventions aux collèges classiques, aux institutions protestantes d'enseignement secondaire (high schools), aux écoles normales et aux instituts familiaux.

Soixante-seize collèges classiques, dit-il, bénéficieront de la nouvelle loi: 45 collèges de garçons, 17 de filles, 10 collèges de pères, trois de frères et un collège indépendant, le collège Saint-Denis.

Il (M. Prévost) rend hommage à l'œuvre de ce dernier collège fondé par un laïc, M. Moreau. Cette institution, dit-il, rend de grands services.

Le Conseil de l'instruction publique a décidé, en principe, d'établir des écoles d'arts familiaux, pour la formation des jeunes filles qui n'ont pas d'aptitudes pour la culture générale des instituts familiaux. On fera l'expérience à quelques endroits. On peut dire que ce seront des écoles spécialisées pour le sexe féminin.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Une sorte d'écoles ménagères?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Pas nécessairement.

M. Lafrance (Richmond): Des écoles d'arts et métiers?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'enlèverais le mot métier. Les jeunes filles peuvent apprendre certains arts et servir ensuite très utilement.

Il ne veut pas, dit-il, que la population soit sous l'impression que les collèges classiques ont été complètement privés des subventions qu'ils ont refusées au gouvernement fédéral.

Tous les ans, le gouvernement a augmenté les subventions aux collèges classiques. En plus des \$25,000 octroyés à chacun, il les a aidés dans leurs travaux de construction et leur a versé, à la place de l'aide offerte par Ottawa, des subventions de remplacement qui se sont totalisées à \$5,727,500. Ces collèges ont également reçu des subventions spéciales à même le fonds d'éducation.

Le montant reçu par les collèges classiques ne se chiffrait qu'à \$340,000 au total en 1948-1949. En 1958-1959, il a été de \$5,993,000. Depuis 14 ans, c'est un grand total de \$24,140,000 que nous leur avons versé. Pour les écoles normales, \$631,000 il y a 10 ans, \$4,356,000 l'an dernier, et \$20,000,000 depuis 14 ans. Pour les instituts familiaux, \$329,000 en 1948-1949, \$1,118,000 en 1958-1959 et \$7,133,000 depuis 14 ans.

Dès que les lois d'éducation ont été couchées sur le papier, le bill a été longuement discuté avec les représentants des institutions concernées, et modifié sur plusieurs points à leur demande, de façon à atteindre au maximum les objectifs proposés. Il termine en lisant une lettre de Mgr Décary, président de la Fédération des collèges classiques, disant que le bill 50 est "une réponse adéquate aux besoins des institutions d'enseignement secondaire".

Nous pouvons affirmer que c'est un nouvel élan donné aux études secondaires, un renouveau de l'éducation, une amélioration sans précédent.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis parfaitement d'accord avec le ministre, si je considère la partie objective du discours du secrétaire provincial (l'honorable M. Prévost). Celle-ci rencontre parfaitement mes vues et je voterais à deux mains, si la chose était possible.

Mais le ministre, à quelques moments, a été un peu plus subjectif, notamment quand il a terminé en citant le témoignage du président de la Fédération des collèges classiques, Mgr Pierre Décary. Et c'est d'abord à cet aspect de son discours que je répondrai brièvement.

Il est évident que nous ne voterons pas contre le projet de loi. Ce serait contredire tout ce que nous avons réclamé depuis quatre ou cinq ans. Qu'est-ce que diraient les membres de cette Chambre si, aujourd'hui, je venais dire que je vais voter contre la mesure ministérielle? Les ministériels i raient déterrer mes motions sur le sujet, motions que j'ai faites en ces dernières années. On me rappellerait sûrement ma motion de 1956 réclamant une subvention de \$150 par étudiant du collège classique.

Tout ce qu'accorde aujourd'hui le projet de loi, nous l'avons réclamé ici à maintes reprises. Le gouvernement d'alors ne voulait entendre parler de rien de tel. Durant la campagne électorale de 1956, feu M. Duplessis disait que les mesures préconisées par l'opposition n'étaient pas réalistes, qu'elles videraient le Trésor provincial si elles étaient adoptées. On le fait aujourd'hui, sans obérer outre mesure le Trésor public. Pourquoi n'eût-il pas été possible de le faire plus tôt?

Le ministre dit qu'il a rencontré à plusieurs reprises les représentants des collèges classiques et qu'il a discuté avec eux de leurs problèmes. Il a lu tantôt une lettre où Mgr Décary le félicite de son initiative et exprime sa satisfaction. Tout cela est bien. Mais on pourrait se demander tout de même pourquoi le gouvernement n'a pas fait il y a quatre ans ce qu'il a fait aujourd'hui. De 1950 à 1956-1957,

j'ai vu des supérieurs ou recteurs de collèges qui m'exposaient leurs vues et leurs besoins. Mais, à cause du climat politique particulier qui régnait alors, ces rencontres et ces échanges de vues devaient être tenus secrets. Je me suis bien gardé de dévoiler mes sources d'information.

On fera difficilement accroître aux gens que, si ces subventions sont possibles aujourd'hui, elles ne l'auraient pas été il y a quatre ou six ans. C'est qu'un obstacle est disparu. Le gouvernement, aujourd'hui, a simplement compris ce qu'on a vainement tenté de faire comprendre au gouvernement antérieur.

Les demandes des collèges classiques avaient été formulées devant la commission Tremblay¹⁰. Nous y avons fait écho en Chambre. J'aurais été heureux que ceux qui félicitent aujourd'hui le ministre nous aient alors fourni des témoignages semblables et aient osé dire que nos paroles n'étaient que l'écho de leurs doléances.

Au sujet de l'excellence du cours classique, je partage les vues du secrétaire de la province et de ceux dont il a invoqué le témoignage. En France également, la tendance est au retour aux véritables humanités. Il ne fait pas de doute que ce qui importe d'abord dans ces institutions, c'est de former des hommes et non pas seulement des experts. Je pourrais aussi citer dans le même sens le résultat des enquêtes menées aux États-Unis par les commissions Conant¹¹ et Rockefeller. M. Conant et ses commissaires ont visité les high schools publics et privés. Ils ont demandé que l'on revienne à la véritable formation humaniste.

Mais, pour que nos institutions puissent remplir leur rôle, il faut qu'elles en aient les moyens financiers. Certaines ont de graves ennuis en raison de dettes accumulées. On a dit que ces dettes, globalement, atteignent les \$40,000,000.

Dans l'aspect financier du problème, il y a aussi le cas du personnel laïque. Nos collèges, à quelques exceptions près, sont dirigés par le clergé séculier ou par des communautés religieuses. Mais il faut recourir de plus en plus au service de professeurs laïques. Le cardinal Léger se plaignait, il n'y a pas si longtemps, de la pénurie de vocations sacerdotales. Il en va de même des vocations religieuses.

Ce qui se produit, c'est que, avec l'accroissement constant de la population étudiante à ce palier, il faut multiplier les maisons d'enseignement et accroître le personnel enseignant. Les communautés religieuses ne peuvent suffire à répondre à la demande. Et cette situation ne s'améliorera pas avec les années, au contraire.

Les institutions d'enseignement secondaire verront maintenant monter sans cesse le nombre des laïcs dans leur personnel. En 1959, on comptait 408 professeurs laïques dans ces diverses institutions. Ces professeurs sont formés en association. À mesure que leur nombre augmentera, le budget des collèges s'en ressentira grandement, car ces gens, ayant des obligations, des charges de familles et autres, ont droit à un salaire raisonnable.

On a proposé devant la commission Tremblay que le gouvernement prévoie une subvention fixe pour chaque professeur laïque. Il en coûte plus cher, évidemment, pour un collège, de dispenser l'enseignement quand il doit recourir à des professeurs laïques, car on sait que les membres du clergé n'exigent que des salaires infimes.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Au Petit Séminaire de Québec, le personnel religieux reçoit en moyenne 13½ cents l'heure.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je me demande pourquoi le présent bill ne prévoit pas une aide spéciale aux institutions qui doivent recourir aux services d'un personnel laïque. Les institutions qui ont une plus forte proportion de laïcs dans leur personnel pourraient recevoir une aide plus substantielle de la part du gouvernement.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): La suggestion a déjà été faite au gouvernement. L'Association des professeurs laïques de l'enseignement secondaire a demandé à la province d'intervenir auprès des collèges pour les amener à donner des augmentations de salaire. Mais il faut bien remarquer que les collèges classiques sont des institutions indépendantes, qu'ils ont un caractère particulier, et qu'ils ne relèvent pas de l'autorité du comité.

Il (M. Prévost) propose un amendement à la résolution: Que les subventions accordées en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu avant le trente juin de chaque année, d'après le nombre d'étudiants inscrits et suivant régulièrement les cours au premier février de la même année.

L'article, ainsi amendé, se lit comme suit:

Que les subventions accordées en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu avant le trente juin de chaque année, d'après le nombre d'étudiants inscrits et suivant régulièrement les cours au premier décembre de l'année précédente.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

On nous a expliqué qu'il était plus raisonnable d'établir le nombre des élèves au 1^{er} décembre plutôt qu'au 1^{er} février, car il arrive que, pour toutes sortes de raisons, des élèves abandonnent en cours de route.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Il y actuellement trois ou quatre bills sur l'éducation, bills qui sont connexes.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

La loi actuelle est une loi de base. Elle profite à quatre groupes d'institutions donnant le cours d'enseignement secondaire. Les subventions seront payées d'après le barème prévu par la loi. Le versement se fera tous les ans, quoi qu'il advienne des sommes prévues par le gouvernement fédéral.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):

Relativement aux \$25,000,000 détenus par la Conférence nationale des universités...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je puis dire au député que les supérieurs des institutions concernées sont enchantés de la présente loi. Ils bénéficieront ainsi de leur part des \$25,000,000, somme qui reviendra, j'en ai la conviction, dans la province de Québec. Les recteurs des six universités sont informés des démarches que nous faisons auprès des autorités fédérales. Dès que j'aurai une réponse définitive, je me ferai un devoir de la communiquer à la Chambre. En attendant, je puis l'assurer que nous travaillons en collaboration avec les recteurs des universités et le président de la Fédération des collèges classiques de la province. Si la solution que nous espérons obtenir s'avère acceptable, le premier ministre sera très heureux de l'apprendre à la Chambre.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Tout le monde espère que la solution profitera à tous. Ce que nous savons, c'est que la somme de \$25,000,000 sera versée dans un fonds d'amortissement prévu entièrement pour le remboursement des emprunts immobiliers des universités.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Je répète que ce bill est une loi de base. Toutes les institutions mentionnées dans le bill 50 recevront la subvention prévue. Les institutions universitaires recevront de plus le supplément prévu au bill 58.

L'amendement est adopté.

La résolution, ainsi amendée, est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 50 pour augmenter et généraliser les subventions aux collèges classiques, aux institutions protestantes d'enseignement secondaire (high schools), aux écoles normales et aux instituts familiaux.

L'honorable M. Prévost (Montmorency)

propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour étudier le bill 50 pour augmenter et généraliser les subventions aux collèges classiques, aux institutions protestantes d'enseignement secondaire (high schools), aux écoles normales et aux instituts familiaux.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité étudie le chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi.

Les articles 1 et 2 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *a)* du chapitre 61 remplacé par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"3. Dans la présente section,

"*a)* les mots "institution d'enseignement classique" désignent toute institution reconnue comme institution d'enseignement classique par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique, pourvu que telle institution ne soit pas sous le contrôle d'une corporation scolaire."

Ce paragraphe est amendé et se lit alors comme suit:

"3. Dans la présente section,

"*a)* les mots "institution d'enseignement classique" désignent toute institution donnant l'enseignement au niveau secondaire ou au niveau universitaire, ou aux deux à la fois et reconnue comme institution d'enseignement classique par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique, pourvu que telle institution ne soit pas sous le contrôle d'une corporation scolaire."

L'amendement est adopté.

L'article 3 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

L'article 4 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 5 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"5. À compter du premier juillet 1959, toute institution d'enseignement classique reçoit, pour chaque année scolaire, la subvention de base et une subvention additionnelle à raison

"a) de cinquante dollars pour chaque étudiant des quatre premiers degrés;

"b) de cent dollars pour chaque étudiant des cinquième et sixième degrés;

"c) de cent cinquante dollars pour chaque étudiant des degrés suivants."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"5. À compter du premier juillet 1959, toute institution d'enseignement classique reçoit, pour chaque année scolaire, la subvention de base et une subvention additionnelle à raison de soixante-quinze dollars par étudiant."

L'amendement est adopté.

L'article 5 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 6 et 7 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"8. À compter du premier juillet 1959, toute école normale reçoit, pour chaque année scolaire, la subvention de base et une subvention additionnelle à raison

"a) de cent dollars pour chaque étudiant dont le degré du cours correspond à une douzième ou à une treizième année de scolarité;

"b) de cent cinquante dollars pour chaque étudiant dont le degré du cours correspond au moins à une quatorzième année de scolarité."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"8. À compter du premier juillet 1959, toute école normale reçoit, pour chaque année scolaire, la subvention de base et une subvention additionnelle à raison de cent dollars pour chaque étudiant dont le degré du cours correspond au moins à une douzième année de scolarité."

L'amendement est adopté.

L'article 8 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 9 et 10 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"11. À compter du premier juillet 1959, tout institut familial reçoit, pour chaque année scolaire, la subvention de base et une subvention additionnelle à raison

"a) de cinquante dollars pour chaque étudiante dont le degré du cours correspond à une dixième ou à une onzième année de scolarité;

"b) de cent dollars pour chaque étudiante dont le degré du cours correspond à une douzième ou à une treizième année de scolarité;

"c) de cent cinquante dollars pour chaque étudiante dont le degré du cours correspond au moins à une quatorzième année de scolarité."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"11. À compter du premier juillet 1959, tout institut familial reçoit, pour chaque année scolaire, la subvention de base et une subvention additionnelle à raison de cent dollars pour chaque étudiante dont le degré du cours correspond au moins à une dixième année de scolarité."

L'amendement est adopté.

L'article 11 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

L'article 12 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 13 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"13. À compter du premier juillet 1959, le ministre des finances met à la disposition du surintendant de l'instruction publique, pour chaque année scolaire, une somme n'excédant pas quatre cent mille dollars, pour distribution aux institutions

protestantes d'enseignement secondaire (high schools). Cette somme est distribuée conformément aux dispositions qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil d'édicter sur la recommandation du comité protestant du Conseil de l'instruction publique et avec l'approbation du surintendant de l'instruction publique."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit: et les mots "high schools" sont remplacés par "intermediate and high schools".

L'amendement est adopté.

L'article 13 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 14 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"14. Les subventions accordées en vertu de la présente loi sont payées à même le fonds consolidé du revenu avant le trente juin de chaque année, d'après le nombre d'étudiants inscrits et suivant régulièrement les cours au premier février de la même année."

Cet article est amendé et les mots "février de la même année" sont remplacés par "décembre de l'année précédente".

L'amendement est adopté.

L'article 14 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 15 à 17 du chapitre 61, remplacé par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Laplame, Larouche, Lavallée, Levasseur, Levesque, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Levesque (Bonaventure): J'attire l'attention de la Chambre sur un problème d'actualité que les journaux d'aujourd'hui signalent en première page. Toute la Gaspésie est mise à la ration en ce qui concerne l'électricité. Le troisième câble sous-marin entre Manicouagan et Les Boules s'est rompu. On nous dit qu'un navire se dirige vers les lieux pour des travaux de réparation, mais en attendant, la population du Bas-du-Fleuve et de la Gaspésie s'est vu demander de ménager le courant électrique. C'est le troisième accident du genre en quelques mois. La situation est grave, car une importante proportion de l'énergie électrique utilisée dans la péninsule provient des installations qu'a Hydro-Québec sur la Côte-Nord.

Il y a des années que la population gaspésienne se plaint de l'incertitude dans laquelle

elle se trouve en ce qui concerne son ravitaillement en électricité à cause des mesures prises jusqu'ici par Hydro-Québec pour résoudre le problème.

Il rappelle qu'en septembre 1955, alors qu'il n'était pas encore député, il était venu avec 250 délégués de la Chambre de commerce régionale de la Gaspésie présenter à M. Duplessis une pétition de la part de milliers de Gaspésiens. Le premier ministre, dit-il, avait répondu que l'électricité de la Bersimis était pour la Gaspésie¹².

Il rappelle ensuite l'histoire des câbles sous-marins depuis les premiers arrivages de matériels d'Angleterre en 1953. Les câbles furent posés en 1954, dit-il. En juillet de cette année-là, le *Financial Post* dit que cela coûtait \$15,000,000, mais on nous assure que c'est \$30,000,000. Le 11 octobre 1954, on inaugura la sous-station des Boules. M. Duplessis y vit l'aurore du développement industriel et de la prospérité de toute la Gaspésie et déclara: "Nous assistons à l'inauguration de la merveille du siècle..." M. René Dupuis, commissaire d'Hydro-Québec, promit alors que les quantités d'électricité à la disposition de la péninsule dépasseraient tous les besoins et que la rive sud serait assurée d'un ravitaillement constant, stable et abondant.

Pourtant, le 10 novembre 1954, on apprit qu'un des câbles sous-marins ne fonctionnait pas. Il s'était rompu. M. Duplessis annonça qu'il serait remis en état dans trois semaines. Mais il fallut attendre plus d'un an, soit le 21 novembre 1955 pour que le courant soit rétabli.

Depuis lors, il y a eu de nombreuses difficultés. Le 12 janvier 1959, une nouvelle rupture de câble a paralysé l'activité dans quatre comtés gaspésiens.

Il cite un éditorial écrit à l'époque par M. C.-E. Pelletier de *L'Action catholique*. L'éditorialiste, dit-il, soulignait qu'il est impossible de développer l'industrie gaspésienne comme il le faudrait, si l'on ne peut compter sur un apport constant d'énergie électrique. M. Pelletier ajoutait que des accidents tels que la rupture du câble risquaient de miner la confiance des possesseurs de capitaux qui pourraient être portés à s'installer en Gaspésie. Et l'article faisait écho à un projet de ravitaillement de la péninsule par une ligne de transmission passant par Québec.

Par la suite, un des câbles sous-marins s'est rompu en novembre dernier, un autre en janvier et un autre il y a quelques heures. La population s'inquiète.

Le 20 janvier dernier, le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) a

fait une déclaration optimiste. Il a dit que Hydro-Québec avait soumis deux projets pour étude au gouvernement: 1. La construction d'une centrale thermique; 2. L'augmentation du nombre des câbles sous-marins.

Or, il y a un mois de cela, et l'excavation pour les fondations de la centrale est déjà faite. J'ai l'impression que cette entreprise de la couronne prend des décisions avant même de soumettre ses projets au gouvernement et d'attendre l'approbation du cabinet provincial.

Quand il s'agit de problèmes aussi importants que le ravitaillement de la Gaspésie en énergie électrique, c'est inconcevable qu'un ministre des Ressources hydrauliques ne puisse pas, semble-t-il, modifier les décisions d'Hydro-Québec et l'obliger à prendre les mesures qui s'imposent dans l'intérêt de la population.

En 1951, l'ancien premier ministre Duplessis disait que le développement de la Gaspésie était étroitement lié à ses moyens de fournir l'énergie électrique.

M. Duplessis parlait alors de trois projets. Celui qu'il favorisait le plus, la construction d'une usine thermique à Gaspé, n'a pas été réalisé.

Les nouveaux projets d'Hydro-Québec ressemblent étrangement à ceux déjà exécutés à prix élevés. On veut poser de nouveaux câbles sous-marins. Si les quatre premiers n'ont pas résisté, les autres ne tiendront pas. C'est encore des millions que le gouvernement versera dans le Saint-Laurent.

L'usine thermique dont on parle maintenant serait construite simplement dans le but de subvenir aux besoins aux heures de pointe. On ne parle plus de 200,000 c.v., comme autrefois, alors que tous les aspects de la question étaient envisagés.

Il (M. Lévesque) préconise pour sa part l'aménagement d'un système qui ferait passer par la ville de Québec l'énergie électrique du Nord avant de l'acheminer vers la Gaspésie, non par des câbles sous-marins, mais des câbles souterrains.

Toute la région du Bas-du-Fleuve, dit-il, à partir de Bellechasse, et tous les autres comtés bénéficieraient de la mise en exécution d'un pareil projet.

Il dit à ce sujet qu'il refuse de retourner 25 ans en arrière dans la discussion d'une affaire aussi importante. Les députés actuels sont élus pour régler les affaires de la province de Québec en l'année 1960.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15**Subsides:****Budget des dépenses
1960-1961**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Le débat se poursuit.

M. Levesque (Bonaventure): Il est difficile de concevoir que dans une province si riche en ressources hydroélectriques, il faille songer à des usines thermiques pour fournir de l'électricité à la Gaspésie.

Le meilleur moyen, et le plus logique, serait la construction des lignes sur la rive sud, lignes raccordées au réseau de l'Hydro-Québec venant de Bersimis par des câbles traversant le fleuve au pont de Québec. Ce serait logique et profitable à toute la population de la rive sud, des comtés de Bellechasse, Berthier, Rivière-du-Loup, etc., et ce serait le moyen et le seul pour assurer la prospérité à toutes ces régions.

Le système que propose Hydro-Québec qui consisterait à poser quatre autres câbles à côté des quatre premiers et à construire une petite usine thermique aux Boules ne répond pas à l'attente de la Gaspésie et de sa population. Le gouvernement devrait admettre qu'il s'est trompé et cesser de jeter des millions dans le fleuve Saint-Laurent.

À cause de tout cela, j'ai l'honneur de proposer, secondé par le député de Rimouski (M. Dionne), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants: "La Chambre, tout en étant disposée à voter les crédits demandés par Sa Majesté, déplore le fait que le gouvernement et Hydro-Québec n'aient pas pris les moyens appropriés pour assurer à la région du Bas-du-Fleuve et de la Gaspésie un approvisionnement régulier et suffisant d'énergie électrique."

L'honorable M. Johnson (Bagot): La motion du député de Bonaventure pourrait être déclarée irrégulière, mais nous n'avons aucune objection à discuter de ce problème.

La nouvelle rupture cause une situation tragique et j'offre à toute la population concernée mes sympathies. Il s'agit d'un accident. Il ne dépend

ni d'Hydro-Québec ni du premier ministre de cette province. Et ce n'est pas en proposant une motion semblable qu'on règlera le problème. Pas surtout par des faussetés ou demi-vérités.

M. Levesque (Bonaventure): Il n'est pas permis à un député de parler de la sorte. Je demande au ministre de retirer ses paroles.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Je retire l'expression que j'ai employée pour qualifier le discours du député. Il (l'honorable M. Johnson) reproche au député de Bonaventure d'avoir cité des articles de journaux plutôt que de se renseigner aux sources, à l'occurrence le rapport d'Hydro-Québec.

Ces câbles furent installés en 1955, à titre d'expérience dans le domaine de l'acheminement de l'électricité. Le député a déclaré que l'affaire avait coûté quelque \$30,000,000. Dans le rapport de 1958 publié par Hydro-Québec, on peut se rendre compte que le réseau au complet de la région de Gaspé a coûté \$13,304,000 incluant les câbles qui passent en dessous du fleuve Saint-Laurent ainsi que 145 milles de lignes aériennes. En ce qui concerne les câbles seulement, ils ont coûté \$6,000,000 ou cinq fois moins que l'a prétendu le député de Bonaventure (M. Levesque).

À propos des avantages de lignes aériennes, il (l'honorable M. Johnson) reproche au député de Bonaventure de trop mettre de confiance dans pareil système. Il a parlé de ce système de distribution, dit-il, comme si cela ne faisait jamais défaut. En Gaspésie, quelques mois après le fonctionnement du nouveau système d'approvisionnement d'électricité, il s'est produit une rupture dans la ligne aérienne des Boules. La région a alors été privée d'électricité pendant trois mois.

Si on a opté pour le système de câbles sous-marins, c'est parce que les ingénieurs de très grande compétence estimaient que c'était là le meilleur moyen à utiliser dans les circonstances. C'était le moyen le plus économique et aussi le plus sûr.

C'est facile de faire des suggestions lorsqu'on n'est pas au courant de tout le problème. Mais, dans l'établissement d'un pareil système, il faut tenir compte du prix de revient. Plus cela coûte cher pour rendre l'électricité dans un endroit donné, plus les taux ont des chances d'être élevés.

La Gaspésie a tout de même bénéficié de 1955 à 1959 de 45,000 c.v. sans interruption. Dès l'apparition de la première panne, Hydro-Québec a mis à la disposition de la population de l'endroit des génératrices qui ont coûté \$1,225,000.

Il (l'honorable M. Johnson) parle ensuite de ce qu'il appelle l'exploit de mars 1959, alors que les ingénieurs ont réussi la transmission d'énergie électrique sur deux câbles en se servant de l'eau de mer comme troisième conducteur.

Après les réparations effectuées en 1959, dit-il, les câbles paraissent en parfait état, de l'avis des ingénieurs. L'Hydro a toutefois laissé les génératrices en place, au cas de besoin. Nos ingénieurs ont cru que les accidents ne se répéteraient pas.

Jamais, depuis 1955, l'Hydro n'a refusé d'électricité à la Gaspésie et jamais aucune industrie n'a fait à l'Hydro une demande d'électricité qui aurait été refusée.

L'Hydro s'est mise à l'œuvre pour empêcher que les malheurs de la Gaspésie ne se reproduisent. Malheureusement, à cause du manque de temps, il n'a pas été possible de terminer encore l'usine thermique qui produira 36,000 k.w.h. ou 48,000 c.v., à l'aide de six unités.

Tous les ingénieurs de l'Hydro, sans exception, sont d'avis que la solution la plus économique de fournir de l'électricité à la Gaspésie, c'est au moyen de câbles sous-marins.

Le député sait-il que, pour installer une ligne aérienne simple de Lévis aux Boules, cela coûterait \$15,000,000, c'est-à-dire plus cher que l'installation de quatre câbles neufs et d'une usine thermique? Hydro serait tout à fait capable d'installer une ligne de transmission aérienne.

Le devoir du gouvernement est non seulement de fournir de l'électricité à la Gaspésie, mais aussi de la fournir au meilleur marché possible. C'est avec de l'électricité à des taux peu élevés que la Gaspésie pourra se développer.

Lorsque le député prétend que les câbles n'ont pas fonctionné, il néglige de dire que les interruptions au total n'ont pas duré plus de deux mois et qu'alors, il a été possible d'acheminer 60 % de l'approvisionnement d'électricité. On a pris moins de temps pour réparer les dommages que la fois où la glace a interrompu le service pendant trois mois sur une ligne aérienne à Chibougamau.

Les ingénieurs de Québec Hydro ont accompli un exploit unique en faisant passer les câbles en dessous du fleuve. Cette façon de transporter l'électricité a attiré l'attention du monde entier.

Tous les Gaspésiens sont unanimes pour dire que le père de la Gaspésie, c'est Maurice Duplessis.

On pourrait aménager des usines thermiques permanentes, mais le coût de l'électricité serait de 0.8 cent le kilowatt-heure, alors que l'électricité produite avec de l'eau peut être vendue à 0.5 cent.

M. Dionne (Rimouski) félicite le député de Bonaventure (M. Levesque) d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur la situation qui existe en Gaspésie, par suite de la rupture des câbles.

Le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) nous a offert ses sympathies, mais je lui réponds que ce n'est pas avec des sympathies qu'on éclaire les gens, qu'on chauffe les maisons et qu'on donne de l'ouvrage aux ouvriers. Les ouvriers en chômage actuellement, par suite du bris des câbles, s'accommoderont mal de ces sympathies du ministre.

Avant l'arrivée des câbles sous-marins aux Boules, la Gaspésie avait le courant nécessaire pour ses besoins. Mais, après la venue de l'électricité de la Manicouagan, la compagnie en a pris une grande partie. Après l'inauguration des câbles, il a fallu attendre 13 mois avant que le courant ne traverse le fleuve et l'Hydro a installé des moteurs auxiliaires en attendant.

M. Tremblay (Maisonnette) reproche à l'opposition ses lamentations de Jérémie. Lorsque les libéraux ont municipalisé la Montreal Light, Heat and Power, Hydro-Québec a été obligée de refaire deux ou trois fois les travaux. Évidemment, au temps du gouvernement libéral, on ne pouvait pas se plaindre des pannes en Gaspésie puisqu'il n'y avait pas d'électricité et pas d'industrie non plus. Il n'est pas équitable de prétendre que tout ce que font les autorités provinciales actuelles est mal.

Depuis 15 ans, la consommation d'électricité a plus que triplé et donc la production, grâce à la politique gouvernementale. Les ingénieurs de tous les pays ont reconnu que les câbles sous-marins sont une merveille. Installer une ligne de transmission aérienne, cela coûterait des millions et cela reviendrait beaucoup plus cher. On fait toute une montagne avec cette affaire, mais la population ne se laisse pas prendre aux balivernes des libéraux.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Larouche, Lavallée,

Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 58.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Assemblée législative (législation)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On parle depuis quelques années de la question d'un journal officiel des débats de l'Assemblée législative, d'un *Hansard*.

Au cours de la première partie de la session, il y a eu une motion et l'on a créé un comité composé du procureur général (l'honorable M. Rivard), du président du comité (M. Caron) et du chef de l'opposition (M. Lapalme).

La première fois que nous avons examiné la possibilité d'avoir un journal des débats, nous avons rêvé de faire une enquête dans différents pays aux frais de la princesse, par exemple à Cuba. Le meilleur moyen d'éviter la tentation était de faire des discours. À la fin, le procureur général s'est adressé

aux différents gouvernements des provinces pour qu'ils lui fassent savoir ce qui se fait là-bas.

Au début de la session, il y a eu une malheureuse expérience: les sténographes qui avaient été invités à transcrire les délibérations de la Chambre n'avaient pas l'habitude de ce travail¹³.

Je ne dis pas que prendre les débats en sténographie, c'est impossible. Il y a aussi la possibilité de recourir à la sténotypie...

Le procureur général lira tout à l'heure les lettres qu'il a reçues en réponse à sa demande... Pour l'instant, nous n'avons pas de préjugés quant à une solution...

Parmi les personnages les plus intéressés à un système le plus complet qui soit, il y a les journalistes. Mais les membres de cette Chambre doivent aussi se soucier de ce facteur important: la dépense.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) explique à la Chambre ce qui a été fait jusqu'à ce jour par le comité du *Hansard*. Il dit qu'il a communiqué avec les autorités provinciales de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan et qu'il a eu des renseignements sur le système en vigueur depuis peu à la Législature du Nouveau-Brunswick.

Il fait lecture des différentes lettres qu'il a reçues de la part des ministres de ces différentes provinces, les ministres directement intéressés à la question. Il note qu'il a écrit en anglais aux autorités du Manitoba et qu'il a reçu une réponse en français.

Le système le plus approprié, c'est celui utilisé à la Législature ontarienne et au Manitoba. Il s'agit d'un système d'enregistrement soit sur ruban sonore ou soit sur disque. La transcription se fait immédiatement après par des sténographes. Le système en vigueur au Nouveau-Brunswick est semblable à celui utilisé aux Nations Unies. Il nous reste à demander aux gens au courant de pareils systèmes d'enregistrement de nous fournir des chiffres sur le coût approximatif de l'installation d'un système semblable.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de livres (législation)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reliure, frais de bureau et dépenses diverses (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) réclame l'achat d'une machine à photocopier les documents de la Chambre.

L'honorable M. Tellier (Montcalm): Il faudrait changer les règlements de la Chambre.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, dix heures et demie du matin. La Chambre, dit-il n'ajournera qu'à 5 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 35.

NOTES

1. Le premier câble s'est brisé vers le 20 novembre 1959, puisque la Chambre a abordé le sujet lors de la

séance du 25 novembre 1959. Selon *L'Action catholique* du 13 janvier 1960, à la page 13, le second câble se serait brisé vers le 10 janvier 1960.

2. Alors que *The Quebec Chronicle* du 26 février 1960, à la page 2, parle de 10 génératrices, *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 2, en dénombre six à Rimouski, trois à Gaspé et deux à Murdochville, pour un total de 11.

3. *The Quebec Chronicle* du 25 février 1960, à la page 2, précise que ces câbles sont longs de 34 milles.

4. La plupart des journaux du 26 février 1960, dont *Le Devoir*, à la page 6, parlent de cette centrale en construction à Les Boules. Cependant, *The Montreal Daily Star*, à la page 2, parle plutôt de la construction d'une centrale thermique construite sur la rive nord, qui fournirait l'électricité à la Gaspésie par l'intermédiaire des mêmes câbles sous-marins. Aucun autre journal ne parle de cette centrale, ce qui laisse croire à une erreur de la part du *Daily Star*, d'autant plus que les câbles étant brisés, la centrale ne serait d'aucun secours.

5. Comme ce fut le cas au comité des bills privés dans la matinée, ce projet de loi n'a sans doute pas été lu article par article au comité plénier. Il contient en effet 1,181 articles et fait 487 pages, ce qui aurait pris toute la journée. Selon *L'Action catholique* du 26 février 1960, à la page 5, au comité des bills privés, l'honorable M. Prévost avait obtenu l'assurance que le projet de loi ne donnait aucun pouvoir nouveau, ni ne changeait le principe de la charte de Montréal. Il a donc été adopté en 15 minutes.

6. Selon certaines informations rapportées par les journaux, notamment *Le Soleil* du 26 février 1960, à la page 5, et le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 5, "les députés semblent avoir décidé de faire toute la discussion relative à ce projet de loi en comité plénier". Les *Journaux de l'Assemblée législative*, aux pages 560 et 561, mentionnent clairement que l'étude de la résolution en comité plénier a eu lieu après la deuxième lecture du projet de loi et qu'ensuite s'en suivit l'étude du projet de loi en comité plénier. On retrouvera donc les discours de MM. Prévost et Lapalme lors de l'étude de la résolution en comité plénier.

7. Effectivement, le 24 février 1960, pour la première fois depuis 50 ans, les deux comités,

catholique et protestant, du Conseil de l'instruction publique ont siégé conjointement, afin de souligner le centenaire de l'établissement du Conseil. Pour l'occasion, plusieurs grandes figures religieuses ont participé à la réunion, dont le cardinal Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal et Mgr Maurice Roy, archevêque de Québec.

8. Bernard Baruch (1870-1965), financier et homme politique américain, fit partie du *brain trust* du président Roosevelt et fut, aux Nations Unies, le rapporteur du premier plan international pour le contrôle de l'énergie atomique.

9. Il s'agit du chiffre de *L'Action catholique* du 26 février 1960, à la page 1. Le *Montréal-Matin*, à la page 7, écrit plutôt "\$1,500,000".

10. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

11. James Bryant Conant (1893-1978), président de l'Université Harvard, participa à la mise sur pied du General Education Program, visant à donner une éducation plus variée aux étudiants américains.

12. Le barrage de Bersimis a été mis en service en 1956, un an après que la Gaspésie soit approvisionnée en électricité par le barrage Manicouagan.

13. Voir à ce sujet les discours des deux chefs lors de la séance du 24 novembre 1959.

Séance du vendredi 26 février 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Centre
sportif Paul-Sauvé**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 85 concernant le Centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale.

Le gouvernement provincial accordera une subvention de \$800,000 au centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale à Montréal. Cet octroi permettra de payer environ le tiers des travaux de construction qui coûteront plus de \$2,400,000.

Les autorités provinciales veulent ainsi faire leur part à la suite des souscripteurs ainsi que de la cité, qui a donné un terrain de trois quarts de million aux promoteurs du projet.

Le gouvernement veut ainsi continuer l'aide qu'il a toujours apportée à la jeunesse de la province. C'est un plaisir d'assister financièrement, aujourd'hui, la plus ancienne des œuvres qui, dans la métropole, s'occupent des jeunes: la Palestre nationale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions de privilège:

**État de santé du député de Labelle,
l'honorable M. Lorrain**

M. Hamel (Saint-Maurice) dit qu'il y a quelques jours, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) l'avait vivement blâmé d'une remarque au sujet du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain), plus précisément, il lui avait reproché de "dire de telles choses au sujet d'un ministre qui lutte pour sa vie"¹. Bref, dit-il, le ministre de l'Agriculture avait laissé entendre que le député de Papineau était à l'article de la mort.

Il (M. Hamel) attire l'attention de la Chambre sur une coupure du journal *Le Droit* portant une date postérieure à celle de l'incident². On lit, dit-il: "L'honorable Roméo Lorrain est bien portant et poursuit toujours son travail contrairement aux rumeurs qui ont circulé à l'effet que le ministre des Travaux publics du cabinet provincial était gravement malade.

"Le secrétaire du ministre, M. Guy Bisson, a déclaré au *Droit* que M. Lorrain avait été légèrement indisposé mais qu'il est actuellement en parfaite santé".

Comme le ministre de l'Agriculture n'est pas en Chambre, il (M. Hamel) prie les représentants du gouvernement de lui demander de se rétracter.

L'honorable M. Barrette (Joliette) se lève pour répondre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il s'agit là d'une question de privilège, il ne peut donc y avoir de débat. Il (M. Hamel) ajoute que ses paroles parlaient par elles-mêmes.

M. l'Orateur: Le député de Saint-Maurice a puisé ses informations dans un journal; il faudrait savoir si c'est exact.

Questions et réponses:

**Rupture
d'un câble électrique**

M. Dionne (Rimouski) demande au ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) s'il est vrai que le quatrième câble sous-marin, utilisé pour le transport de l'électricité de la Côte-Nord à la Gaspésie, s'était rompu³.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Je n'ai pas reçu une telle information. Et, même si c'était vrai, ça ne changerait rien à la situation puisque le quatrième câble ne sert pas actuellement.

J'ai une suggestion à faire à l'Hydro-Québec, celle d'engager, à temps partiel, le député de Rimouski (M. Dionne) pour tenir la Chambre au courant des rumeurs.

(Rires de la Chambre)

Projets de loi:**Aide aux universités**

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 concernant une aide financière aux universités de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Il se dit extrêmement heureux de présenter cette loi d'aide financière aux institutions d'enseignement du palier universitaire.

Après avoir tant de fois déploré dans ma jeunesse de n'avoir pas eu l'avantage de fréquenter l'université, après avoir tant de fois aidé les autres à y accéder, jamais je n'aurais cru qu'un jour, il me serait donné de poser au nom du gouvernement un geste positif d'une portée aussi grande à l'endroit de l'enseignement supérieur⁴.

Ce bill est le second d'une série de trois projets de loi concernant les universités et le sixième d'une série de sept projets concernant l'éducation à tous les paliers. Toutes ces lois marchent de pair. Elles constituent une législation nouvelle, progressive, complète, moderne. Elles forment une structure assez vaste pour protéger les institutions elles-mêmes, leurs professeurs, leurs étudiants.

Nous avons reçu, avec deux collègues, il y a quelques minutes, une délégation d'étudiants des universités québécoises. Aux questions qu'ils nous ont posées, nous avons répondu en expliquant ce que nous faisons cette année. Nous avons demandé à tous de faire un essai loyal de cette législation. Les étudiants ont paru reconnaître que nous faisons un effort maximum. Nous étions heureux de les recevoir, car après tout ce que nous avons fait pour les étudiants et pour les institutions qu'ils fréquentent, nous nous sentons bien à l'aise avec eux. Nous pouvons les regarder en face.

Le présent projet de loi concerne plus spécialement les universités et les autres institutions qui participent à l'enseignement universitaire, comme les collèges classiques pour les quatre dernières années du cours. Il mettra à leur disposition une somme d'environ \$8,750,000. Cette somme s'ajoutera à celles qui sont déjà inscrites pour les mêmes institutions dans le budget de cette année. Il y a déjà \$11,000,000 pour les universités dans le budget. Ce bill porte donc notre aide financière à \$20,000,000 pour cette année.

C'est le double de ce que les universités ont reçu par le passé, et cela ne comprend pas les engagements que prendra le gouvernement en vertu

du bill 3 et qui dépasseront peut-être une centaine de millions avant plusieurs années. S'il existe une année où la province de Québec a fait un pas de géant au niveau de l'éducation universitaire, c'est bien cette année!

Ce bill comporte aussi une autre chose extrêmement importante, plus importante que l'argent. Car il affirme que l'enseignement, à tous ses paliers, relève de la juridiction exclusive de la province de Québec en particulier et de toutes les provinces en général. Cela ne peut être nié. C'est en toutes lettres dans l'article 93 de la Constitution canadienne. Aucun doute possible là-dessus.

(Les députés ministériels tapent sur leurs bureaux)

Comment expliquer, alors, que le gouvernement fédéral, il y a quelques années, se soit immiscé dans l'enseignement malgré les protestations de la province de Québec? Pour quels motifs a-t-il pénétré dans ce domaine le plus précieux peut-être de tous ceux dont la Constitution nous accorde l'exclusivité?

Quelles intentions secrètes, cachées, ces gens pouvaient-ils avoir? Et alors que nous sommes en train de nous libérer de ces entraves, comment expliquer qu'un chef libéral qui ne siège pas en cette Chambre, et qui n'y viendra jamais, heureusement, ait fait une déclaration, reproduite dans toute la presse du pays, à l'effet que ce que nous faisons présentement était une atteinte à l'autonomie de la province, alors que ce qu'il avait fait, lui, quand il siégeait à Ottawa, était conforme aux droits du Québec?

Cette déclaration d'un chef politique qui voudrait diriger les destinées de la province est inconcevable, inconvenante. Elle représente le contraire de la vérité. Elle a pour unique but de tromper les gens et d'expliquer ce geste de trahison qu'a posé M. Lesage il y a quelques années, comme membre du gouvernement fédéral, en appuyant l'intrusion d'Ottawa dans le domaine de l'enseignement⁵. Tout Québécois, tout chef politique qui a appuyé une telle intrusion a trahi sa province. Il a maintenant le front de dire que les actions posées par le Québec constituent une attaque à son autonomie? Pour avoir fait cette déclaration, M. Lesage vient d'attacher à son gilet d'autres grelots, qu'il va porter bien longtemps. Tout ce que je peux dire, c'est qu'il a manqué une bonne occasion de se taire.

Quand Ottawa est intervenu dans l'enseignement universitaire, les universités du Québec et le gouvernement de la province ont décidé de laisser

faire pour une année. M. Duplessis a dénoncé l'ingérence et affirmé qu'il prendrait les moyens pour empêcher que la brèche pratiquée dans nos droits ne s'élargisse. Il a dit qu'il laisserait passer cette offre, mais pour une année seulement. C'est qu'il espérait trouver un moyen de faire disparaître l'ingérence.

L'année suivante, l'offre a été maintenue. Les universités et le gouvernement ensemble ont alors refusé l'argent. Les universités québécoises, en agissant ainsi, adoptaient la seule attitude possible à prendre dans les circonstances. Mais le gouvernement a décidé de payer, aux universités qui refusaient l'argent et appuyaient l'attitude autonomiste de l'État provincial, des montants égaux à ceux qu'ils auraient reçus d'Ottawa.

La situation était telle, alors, que les contribuables du Québec se trouvaient tout de même à payer deux fois. Ils payaient des impôts dans le grand tout canadien, sans recevoir en retour l'argent qui était là pour les universités. Ils payaient de nouveau, comme contribuables de la province, pour les subventions de compensation. C'était une injustice criante contre eux. Pourtant, c'est le système que M. Lesage propose de maintenir, quand il dit que la politique d'autrefois était meilleure que celle d'aujourd'hui.

Pendant ce temps-là, l'argent s'accumulait dans un fonds spécial, entre les mains de la Conférence canadienne des universités. Et le gouvernement fédéral libéral du temps faisait dire par ses agents, je serais tenté de dire par ses provocateurs, que l'entêtement du gouvernement de Québec faisait perdre des millions aux contribuables, pendant que les universités étaient dans le besoin. Il leur faisait dire que le gouvernement de Québec fléchirait, qu'il retraiterait, qu'il accepterait cette brèche d'une façon définitive. Mais ceux qui croient que le présent gouvernement ou la population du Québec descendra aussi bas, ceux-là ne nous connaissent pas.

Par cette façon de procéder absolument condamnable, on cherchait à créer de l'incertitude dans la population. On démontrait un cynisme vraiment condamnable. Mais nos gens ont été fermes. Ils ont refusé les millions. On disait: "Quand il y aura \$15,000,000 d'accumulés, ils viendront bien faire la courbette; ils n'auront plus la force de refuser."

Le montant a atteint \$15,000,000, puis \$20,000,000 et rien de cela ne s'est produit. Aujourd'hui, il atteint \$25,000,000. Et nous allons le chercher sans élargir la brèche, mais en la refermant d'une façon définitive.

Le jour où le gouvernement de Québec a affirmé sa décision de prendre à sa charge tout l'enseignement, les polémiques ont cessé. Et ce geste a pu être posé parce que le gouvernement actuel d'Ottawa reconnaît que l'instruction est du domaine exclusif des provinces. Si l'ancien gouvernement libéral était encore au pouvoir, jamais nous n'aurions pu faire cesser l'intrusion et récupérer les \$25,000,000. Jamais nous n'aurions pu espérer un règlement de ceux-là mêmes qui avaient ouvert cette brèche. Ce fut un long et dur combat. Toutefois, à force de sacrifices, nous avons réussi à nous faire comprendre d'Ottawa.

Le règlement est conclu à toutes fins pratiques. Après que les lois auront été sanctionnées, nous pourrions annoncer que les \$25,000,000 sont revenus pour être placés dans le fonds d'amortissement créé par le bill 3 pour les institutions universitaires.

Il (M. Barrette) cite, à la page 4963 du *Hansard* de la session de 1958, une déclaration de l'honorable Donald Fleming, ministre fédéral des Finances, portant que l'instruction publique relève exclusivement des provinces et que le gouvernement actuel d'Ottawa le reconnaît nettement.

Voici une déclaration qui est formelle, qui mérite d'être rappelée et qui nous permet de dire que quand les lois seront sanctionnées, nous n'aurons qu'à faire connaître le fait à Ottawa pour que les universités et le gouvernement reçoivent l'argent qui leur est dû.

Le devoir le plus impérieux consiste à réclamer le respect de la Constitution. Le bill 58 affirme une fois de plus la décision ferme, catégorique et définitive de la province de maintenir l'attitude traditionnelle défendue par Duplessis et, avant lui, par les Mercier, Gouin et Taschereau.

Malheureusement, cette attitude n'a pas été celle d'autres chefs libéraux. Si M. Godbout avait maintenu ces positions, le problème qu'il faut régler aujourd'hui ne serait pas le même. Mais, tout de même, jamais M. Godbout ne se serait permis une déclaration identique à celle que vient de formuler M. Lesage.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au premier ministre de dire à la Chambre de quelle déclaration il s'agit.

L'honorable M. Barrette (Joliette): La déclaration de M. Lesage a été reproduite dans tous les journaux. Il a dit que ce que nous faisons présentement était une atteinte à l'autonomie de la province.

Le chef libéral n'a pas pu prendre connaissance des projets de loi actuels pour parler comme il l'a fait. Il dit qu'il ne croit pas que le chef de l'opposition (M. Lapalme) partage cette opinion.

Le bill 58 prévoit une subvention de \$1.75 multipliée par le chiffre de la population. Pourquoi? Nous avons rencontré les représentants des universités et nous avons constaté qu'il leur fallait \$8,500,000 de plus que ce qui était inscrit dans le budget. De plus, il fallait prévoir pour les besoins futurs. Il fallait un système permettant d'augmenter les subventions au rythme de la croissance de la population. Ainsi, nous garantissons à la fois le présent et l'avenir. Nous n'avons pas à regarder ce qui se fait ailleurs. Seuls les besoins des universités nous ont inspirés dans la préparation de ce projet de loi.

S'il devient nécessaire à un moment donné de porter la subvention de \$1.75 à \$2, nous le ferons, de sorte que la province de Québec sera à la tête de toutes les provinces de la Confédération dans le domaine de l'éducation. Le gouvernement reconnaît ses obligations envers les universités, envers les professeurs, envers les étudiants, envers toute la population.

Nous proclamons nos droits, mais nous savons aussi reconnaître nos obligations. C'est pourquoi je suis très heureux de proposer l'adoption de ce projet de loi.

(Applaudissements à droite)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous venons d'entendre un discours de partisan politique.

Lorsque, dans la première partie de la session en cours, il y a eu des échanges de lettres entre Ottawa et Québec, je me suis abstenu de faire des commentaires. Le premier ministre du temps est resté neutre sur le sujet. M. Sauvé m'a même remercié d'être resté objectif.

À ce moment-ci, la correspondance ne laisse voir qu'une partie des ententes possibles. Je dois souligner que je reconnais beaucoup plus, dans le discours que vient de faire le premier ministre, un conservateur qu'un membre de l'Union nationale.

Deux choses me frappent dans ce discours. La première, c'est de voir un gouvernement venir devant nous et feindre d'oublier ce qui est arrivé dans le passé. On se présente devant nous comme si on venait tout juste de trouver la solution aux problèmes des universités. Qu'il me suffise de rappeler qu'à tous les ans, l'opposition a réclamé une assistance accrue de la part du gouvernement aux institutions universitaires. Le gouvernement actuel a continuellement refusé

d'aider les universités pendant au moins sept ans de suite, lorsque le Parti libéral le demandait.

Duplessis nous répondait invariablement alors que le gouvernement avait fait tout ce qu'il était humainement possible à faire. Et les propositions que nous faisions alors, en vue de venir en aide aux universités, étaient rejetées par tous les ministres actuels du gouvernement. Mais si ces propositions avaient été acceptées, il y a longtemps que le problème des universités aurait été réglé.

Maintenant, le gouvernement fait la promotion de ce que nous avons continuellement proposé. Je veux simplement rappeler que M. Maurice Duplessis, ici même l'an dernier, affirmait que le gouvernement ne pouvait aider davantage les universités parce qu'il devait s'occuper également des autres niveaux scolaires. C'est fantastique de voir que les ministériels se glorifient aujourd'hui de leurs reniements, de leurs volte-face.

Ce qui me frappe aussi, c'est que le gouvernement actuel avait intérêt, un intérêt politique, à rester en guerre contre Ottawa, et cela tant et aussi longtemps que ses amis, les conservateurs, n'ont pas pris le pouvoir là-bas. Maintenant, depuis que le Parti conservateur a pris le pouvoir dans la capitale fédérale, l'Union nationale vient nous dire qu'ils ont solutionné le problème.

Le premier ministre a critiqué l'opposition parce qu'elle avait appuyé le gouvernement libéral fédéral lorsqu'il avait institué les octrois aux universités. Aujourd'hui le premier ministre appuie ouvertement le parti conservateur en poste à Ottawa. Pourtant, l'administration conservatrice continue non seulement à envahir le champ de l'éducation universitaire, mais elle accroît les octrois aux universités. En supposant que je serais allé appuyer sur les tribunes politiques le Parti libéral fédéral en 1953, j'aurais commis une faute. Mais combien plus grande est la faute d'un premier ministre de la province appuyant un parti qui a augmenté les octrois fédéraux aux universités?

Le premier ministre a parlé d'une déclaration faite par le chef du Parti libéral provincial, M. Jean Lesage. Je lui ai demandé de dire à la Chambre de quelle déclaration il s'agissait. Il n'a fourni qu'une phrase de cette déclaration. Cela donnait l'impression que M. Lesage était contre l'augmentation des subventions provinciales aux institutions universitaires. C'est tout à fait contraire à la vérité. Ce à quoi s'opposait M. Lesage, ce à quoi s'opposent toutes les personnes qui ont à cœur l'autonomie de la province, c'est la proposition contenue dans la lettre de M. Diefenbaker à l'adresse du gouvernement

provincial, où il est dit que le surplus du produit de la nouvelle taxe devra être retourné à Ottawa. Aucune entente n'a encore été conclue à ce sujet. On dicte au gouvernement provincial ce qu'il doit faire de ses revenus. C'est ce que M. Lesage appelle un accroc à l'autonomie. M. François-Albert Angers⁶, qui n'est pas un libéral, exprimait une opinion semblable. M. Gérard Filion⁷ a aussi écrit dans le même sens.

M. Lesage s'est attaqué à cette formule fédérale. Il était bien loin de critiquer les subventions provinciales aux universités. La déclaration que lui attribue le premier ministre, je l'ai devant moi. Elle est publiée dans deux journaux de Montréal.

Le premier ministre nous a entraînés sur le sentier de la guerre politico-sociale. Il s'est lancé de plus dans une attaque contre M. Lesage. J'ai le droit d'y répondre. J'affirme que si l'entente se fait selon les propositions contenues dans les lettres d'Ottawa, M. Lesage aura eu raison. Il faudra aussi reconnaître que MM. Angers et Filion auront eu raison.

Le gouvernement ne renseigne pas la Chambre sur ce qui se passe en marge du problème à l'étude. Nous n'assistons pas aux transactions de part et d'autre. Par ailleurs, nous avons ici ce qui est convenu d'appeler le parlement par la télévision. Le gouvernement préfère informer les téléspectateurs de ce qui se passe, à sa façon bien entendue, avant de mettre la Chambre au courant des faits.

Que les étudiants soient allés voir le premier ministre et qu'ils aient exprimé leur satisfaction, cela n'a rien à voir avec le projet de loi à l'étude. On ne peut tout de même pas s'empêcher de penser aux réceptions qu'ils n'ont pas reçues. Je ne sais s'il y avait dans la délégation des étudiants des gens qui n'ont pas été reçus dans le passé au bureau du premier ministre. Tout ce qui se passe de ce temps-ci était alors impossible.

Nous avons devant nous une loi qui nous dit rien de l'entente possible. Il reste que si je votais contre cette loi, on pourrait m'accuser de contradiction. Pour se prononcer sur l'entente elle-même, il faut attendre d'en connaître les modalités. Pour l'instant, nous les ignorons.

Il rappelle ce qui se passait sous le règne de l'ancien premier ministre Sauvé. C'était à un moment, dit-il, où le premier ministre de la province reconnaissait que l'opposition pouvait avoir raison.

Qu'ont rapporté les chicanes fédérales-provinciales? Rien ne nous empêchait de pénétrer dans un domaine qui nous est propre en proposant une pareille loi. Pendant qu'on faisait de la politique avec cette question, le problème des universités restait en suspens.

Aussi, je me demande pourquoi le premier ministre actuel revient à des luttes stériles alors que des choses importantes pourraient se régler et ne se règlent pas.

Quant à moi, j'ai une position en or pour parler de la chose. Je n'attends plus rien de la politique. Politiquement, je m'en fous, mais éducationnellement, je ne m'en fous pas.

Il est impossible de juger d'une entente entre les deux gouvernements lorsque nous n'en connaissons rien. Nous ne savons pas quel sort le gouvernement provincial a fait à la correspondance échangée entre les autorités fédérales et provinciales. Je ne suis pas capable de juger maintenant d'une entente qui n'est pas encore conclue.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Comment M. Lesage peut-il en juger lui?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): M. Lesage s'est prononcé sur la proposition contenue dans la lettre d'Ottawa. Il a dit que cette suggestion du fédéral de remettre le surplus du produit de la taxe, comparé à ce qu'aurait donné l'octroi fédéral, constituait la plus grave atteinte à l'autonomie de la province.

Il (M. Lapalme) reconnaît le mérite du premier ministre d'avoir fait sa vie sans passer par l'université. D'autres, dit-il, sont passés par l'université et ils n'en n'ont pas tous un grand mérite. Mais, dans un cas comme dans l'autre, tout le monde s'accorde pour réaliser l'importance de l'enseignement universitaire.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dit qu'il entend placer le débat bien au-dessus des considérations politiques. Ce qui ne signifie pas, dit-il, qu'il faille cacher la vérité et faire abstraction des faits qui ont créé la situation que l'on veut corriger aujourd'hui.

Personne ne peut contester la juridiction exclusive de la province dans le domaine de l'enseignement, au point de vue juridique et de la saine logique. Qui peut contester qu'en vertu de l'article 93 de la Constitution canadienne, l'éducation relève exclusivement des provinces? Il y a des textes de loi qui peuvent se prêter à une interprétation, mais il ne peut pas y en avoir dans ce cas, tellement il est clair et précis. Ce n'est pas faire de la politique que d'en parler.

L'éducation s'adresse à tout l'être humain et ne peut ni se fragmenter ni se compartimenter. C'est un tout qui s'adresse à tout l'être humain.

Les membres de la Chambre et le peuple du Québec savent au prix de quelle lutte héroïque, au prix de quelle résistance opiniâtre, continue et tenace feu M. Duplessis a défendu nos prérogatives particulières dans le domaine de l'enseignement contre les empiétements du gouvernement d'Ottawa. Ils savent aussi avec quelle vigueur et quelle ténacité ses deux successeurs ont continué la lutte, M. Paul Sauvé et le premier ministre actuel. Mais ce n'est pas faire de la politique que d'exiger le respect de la Constitution et de nos droits particuliers.

Le chef de l'opposition a déclaré que "les partis politiques ont fait de la politique dans le domaine de l'éducation". Le seul parti politique qui a fait de la politique avec cette question a été celui qui a tenté de s'immiscer dans le champ de l'éducation des provinces.

Je veux bien croire, pour un instant, qu'il ne voulait pas faire de politique, mais il violait quand même, de façon flagrante, la Constitution canadienne. Pour tout esprit de bonne foi, il n'y a pas de doute que l'honorable Maurice Duplessis, que l'honorable Paul Sauvé et, après eux, le premier ministre actuel, l'honorable M. Barrette, ont tous lutté ardemment contre les empiétements du gouvernement fédéral. Quand MM. Duplessis, Sauvé et Barrette maintenaient les droits exclusifs des provinces en matière d'éducation, ils ne faisaient pas de politique. Ils défendaient la Constitution canadienne. Ils l'ont fait, non pas pour des motifs politiques, mais parce que c'était d'une importance vitale pour la province de Québec.

C'est en 1952-1953 que le gouvernement d'Ottawa intervient pour la première fois dans le domaine de l'éducation en offrant aux universités des subventions fédérales, créant par le fait même une situation anticonstitutionnelle, source d'anarchie. À ce moment, c'était du nouveau que cette intrusion dans le domaine vital de l'éducation.

On crut alors qu'il s'agissait de crédits votés une fois pour toutes et que le gouvernement fédéral n'y reviendrait plus. Mais l'année suivante, et par la suite, le geste fut répété, de sorte qu'il fallut conclure à un système. C'est alors que le gouvernement de Québec a mis le holà et recommanda aux universités de la province de refuser ces octrois fédéraux. Elles les ont refusés. Il (l'honorable M. Prévost) félicite les universités de cette attitude, car, dit-il, elles n'ont pas voulu donner leur consentement à un empiétement intolérable et anticonstitutionnel.

Les responsables des embêtements que nous connaissons aujourd'hui dans la province de Québec, ce sont ceux qui, en 1952, alors qu'ils faisaient partie

du Conseil exécutif du Canada, ont accepté en premier lieu cette attaque du fédéral contre la Constitution canadienne. Ils sont donc responsables de la situation contre laquelle la province de Québec a dû lutter.

Que faire devant cet empiétement? Actuellement, le devoir impérieux du gouvernement de la province de Québec est de se tenir et de ne jamais montrer le moindre signe de faiblesse. Il fallait d'abord résister de toutes nos forces pour que nos institutions d'enseignement demeurent soumises au gouvernement de Québec et n'acceptent pas l'ingérence d'Ottawa. Il fallait en second lieu établir un plan d'ensemble, celui que la Chambre est appelée à étudier actuellement.

C'est alors que nous sommes arrivés, à l'automne 1959. Nous avons été enfin placés devant une situation de fait différente.

Feu le premier ministre Sauvé a mis Ottawa au courant de nos intentions. Une entente s'est amorcée. Il a écrit au gouvernement fédéral pour affirmer que l'entente en discussion, tous les journaux ont reproduit le texte de ces lettres, était temporaire et pour les deux prochaines années seulement.

Plus tard, le nouveau premier ministre, M. Barrette, a écrit lui aussi pour réaffirmer qu'il s'agissait d'une entente temporaire et ne vaudrait que pour deux ans⁸.

J'affirme aujourd'hui qu'il fallait créer le climat favorable avant de mettre de l'avant les suggestions, les améliorations que nous proposons cette année à la Chambre.

Mais le bill 58, lui, constitue le règlement permanent de la situation. Qu'un *modus vivendi* ait enfin été trouvé, que nous soyons en train de régler le problème de l'enseignement à tous les niveaux, il y a des gens qui n'aiment pas cela. Ça leur fait mal. Ça c'est oublier l'éducation, ça c'est oublier le règlement d'un problème grave pour ravalier le débat au niveau de la politique.

Qu'on soit bleu, rouge, jaune ou vert, ou bien on veut réellement que nos institutions vivent et prennent de l'expansion, ou bien on ne le veut pas.

Quant à nous, nous nous rapportons au progrès et je sais qu'il y en a qui n'aiment pas que l'action actuelle soit l'œuvre du gouvernement actuel. Ceux-là cherchent à abaisser le débat.

Ne trouve-t-on pas que la situation inacceptable a assez duré? Si nous n'avons pas réglé le problème plus tôt, c'est parce que deux autorités persistent à œuvrer dans le même domaine. Enfin, nous voyons clair, le fédéral reconnaît nos droits dans ce domaine et nous pouvons procéder à

l'élaboration de plans d'ensemble. Quand on est maître chez soi, on peut faire ce que nous faisons cette année... et ça aussi ça fait mal!

À midi trente minutes, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

Le débat se poursuit sur la deuxième lecture du bill 58 concernant une aide financière aux universités de la province.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le chef de l'opposition a fait allusion à un échange de lettres entre le gouvernement provincial actuel et Ottawa. L'épineux problème ne pouvait être résolu heureusement que par ce procédé.

M. Godbout y a eu recours; par une simple lettre, il a cédé les droits du Québec aux autorités fédérales. Mais, avec M. Godbout, cette façon d'agir n'avait pas les mêmes résultats.

À \$1.50 par tête, sous un gouvernement conservateur, ou à 50 sous et \$1.00 par tête, sous un gouvernement libéral, les subventions d'Ottawa aux universités constituent quand même un empiétement dans le domaine provincial, aussi intolérable dans un cas que dans l'autre.

En portant de \$1.50 à \$1.75 le taux servant de base au calcul des subventions, nous affirmons notre ferme volonté d'une part, de ne pas se laisser dicter une règle de conduite par Ottawa, d'autre part, d'assurer à notre enseignement supérieur des revenus suffisants.

Ces subventions iront aux universités et aux collèges classiques dont les quatre dernières années du cours correspondent au programme d'enseignement universitaire. C'est donc également le point de départ d'une ère de prospérité pour les collèges classiques. L'enseignement secondaire prend de l'expansion. Aujourd'hui, dans les écoles publiques de la province, on compte déjà 34 sections classiques. Il y en a par exemple à Charlesbourg et à Beauport.

Comme le nombre des élèves qui sont appelés à fréquenter les quatre années supérieures du cours classique augmente rapidement, il faut envisager l'édification, dans les principaux centres d'abord, de collèges universitaires. Ces institutions seront bien à leur place sur le campus de nos universités.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que le ministre a en vue quelque chose qui ressemblerait au système anglo-protestant?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Avec certaines différences, oui. Le Séminaire de Québec se propose d'agrandir et de refaire complètement le cadre de son institution tricentenaire. Il est à l'étroit. Il cherche des terrains dans la banlieue de Québec pour construire un pensionnat, alors que les immeubles actuels serviraient d'externat. Je lui ai suggéré de construire un collège universitaire sur le campus de Laval. C'est au Séminaire qu'il appartiendra de prendre la décision. Mais je crois que le collège universitaire est la formule de l'avenir. Nous verrons 2, 3, 4, 10, 12, 15 collèges universitaires érigés dans la province au cours des prochaines années.

Il (l'honorable M. Prévost) félicite les universités d'avoir tenu le coup devant les offres fédérales, même si, il est vrai, le gouvernement leur a versé \$24,735,500 en subventions de compensation pendant cette période. Avec le bill no 58, les frais de scolarité devraient se stabiliser, les institutions devraient être capables de faire face à l'augmentation des frais généraux et d'amortir leurs dettes ainsi que de garantir des appointements convenables aux professeurs.

La session présente du Parlement provincial est une session historique. La solution trouvée pour le problème des universités montre qu'avec de la ténacité, il sera peut-être possible de remporter des victoires analogues dans d'autres secteurs où nous avons encore des droits à récupérer. Mais, pour cela, il faudra un gouvernement provincial ferme. Le Québec n'aura jamais les moyens d'avoir à sa tête un chef anticonstitutionnel.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le secrétaire de la province (M. Prévost) a déclaré à deux reprises au cours de son exposé que la première intrusion du fédéral dans le domaine de l'éducation datait de 1952. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost) a la mémoire courte. Je tiens à lui souligner que la première intrusion du gouvernement central dans le domaine de l'éducation remonte à 1937, alors que le pays était dirigé par un gouvernement libéral et qu'un gouvernement de l'Union nationale était au pouvoir dans le Québec, quand M. Duplessis a permis la signature de l'entente Bilodeau-Rogers concernant l'enseignement spécialisé dans la province de Québec⁹.

Le fédéral, pour conserver en autant que possible son niveau de revenus de guerre, a tenté, après le conflit, d'entrer dans plusieurs domaines, soit par l'adoption de mesures sociales et autres.

Dès 1945, le fédéral parlait de mesures visant l'éducation, l'enseignement spécialisé. Puis, il y a eu

la commission Massey¹⁰. La province a refusé de soumettre son point de vue sur la question au cours de l'enquête par cette commission. Le chef de l'opposition (M. Lapalme) avait, dès 1951, déclaré que l'éducation sous toutes ses formes relevait de la juridiction provinciale. Son attitude n'a jamais varié sur le problème des octrois fédéraux aux universités, quelle que soit la couleur du gouvernement au pouvoir à Ottawa.

Il (M. Hamel) signale, à l'aide de nombreuses citations puisées dans le *Hansard*, que tous les partis fédéraux, y compris le Parti conservateur, ont favorisé l'aide fédérale aux universités. M. George Drew, chef des conservateurs, pour un, avait alors appuyé le gouvernement Saint-Laurent qui offrait de verser aux universités une subvention de 50 cents par tête de population.

Le gouvernement provincial ne cessait de crier au voleur, mais il n'a jamais pris les mesures qui s'imposaient pour récupérer les droits volés. Le gouvernement provincial disait qu'il ne faisait pas de politique avec l'éducation. On a eu une idée de son attitude à ce sujet pendant des années...

Il (M. Hamel) aborde le sujet des bénédictions d'écoles et des requêtes de la Fédération des commissions scolaires relatives à la distribution des chèques du gouvernement...

L'honorable M. Barrette (Joliette) soulève un point d'ordre. Le député de Saint-Maurice, dit-il, sait qu'il est hors d'ordre, mais il tente de faire des déclarations irrégulières dans l'espoir qu'elles soient rapportées dans les journaux.

M. Hamel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, le premier ministre est à la veille de vous demander de punir les mauvaises pensées.

Dans son discours, le secrétaire provincial a dit qu'en 1952 le gouvernement Duplessis pensait que ces ententes seraient temporaires, provisoires. Mais elles l'ont toujours été provisoires, ces ententes. Celles de 1952 finissaient en 1957 et celles de 1957 prendront fin en 1962.

Comment se fait-il qu'on n'ait jamais trouvé de solution aux problèmes fiscaux depuis 1952? Il a fallu attendre que M. Duplessis meure. C'est à ce moment-là seulement que la solution a été trouvée. L'ancien premier ministre est mort le 7 septembre et, dès la fin du même mois, M. Sauvé annonçait que le problème allait être réglé. Auparavant, on n'avait jamais fait de proposition concrète à Ottawa.

L'honorable M. Johnson (Bagot): C'est le gouvernement d'Ottawa qui a créé le problème...

M. Hamel (Saint-Maurice): Oui, mais les conservateurs l'ont aggravé de 100 %.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Si le gouvernement conservateur l'a aggravé de 100 %, c'est tout de même le gouvernement conservateur qui accepte d'en sortir.

M. Hamel (Saint-Maurice): Malheureusement, l'entente qu'on est en train de conclure ne respecte pas mieux l'autonomie provinciale. Là est toute la question. Comme l'ont démontré M. François-Albert Angers, M. Gérard Filion et la Chambre de commerce de Montréal, la proposition de M. Diefenbaker est inacceptable.

Tant que l'attitude de la province de Québec demeurera négative, tant et aussi longtemps qu'on regardera la couleur du gouvernement d'Ottawa pour régler nos problèmes, le peuple du Québec sera le dindon de la farce. Depuis 1952, la province de Québec a perdu près de \$1,000,000,000...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Et vous avez vendu tout cela pour \$20,000,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): Lorsque les droits de l'impôt sur le revenu ont été loués en 1942, ils rapportaient environ \$20,000,000. Mais il y avait dans l'entente une clause de résiliation et, en 1944, on n'a pas eu le courage de dénoncer l'entente.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je proteste. Entendre dans cette Chambre que M. Duplessis a manqué de courage est un véritable blasphème.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre actuel était dans le gouvernement en 1944. Il était solidaire du premier ministre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) reproche au député de Saint-Maurice d'avoir abaissé le niveau du débat et relève ce que ce dernier a dit concernant l'attitude de l'Union nationale et de ses chefs en matière d'autonomie.

Un chef libéral, dit-il, s'est demandé, un jour, "ce que ça mangeait l'autonomie". Il ne se pose plus la question parce que l'autonomie l'a mangé, lui et les siens. L'Union nationale, sous Duplessis, Sauvé et le premier ministre actuel, a combattu sans relâche pour préserver les droits de la province.

Le député de Saint-Maurice a déjà siégé à Ottawa. Or, voici ce qu'il déclarait aux Communes le 21 mai 1947, comme en fait foi le *Hansard*: "Je ne

suis pas un partisan de l'Union nationale, mais je ne puis m'empêcher d'appuyer l'attitude du premier ministre de la province de Québec dans son refus de sacrifier l'autonomie de la province dans cet important secteur du domaine fiscal.¹¹ Où était le chef actuel du député de Saint-Maurice à l'époque? Il était avec ceux que lui-même combattait. Nous, nous n'avons pas changé de camp.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre va-t-il nous parler des ententes Bilodeau-Rogers?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'en parlerai tout à l'heure, mais dans l'ordre de mon exposé.

On a dit que M. Drew, que M. Solon Low¹² ont appuyé les libéraux d'Ottawa à l'époque. Mais ces gens ne dirigeaient pas un parti provincial. M. Jean Lesage est le chef d'un parti provincial.

Il y a des hommes qui traînent un lourd passé. M. Jean Lesage a été à l'époque, à Ottawa, l'un des chefs contre qui la province de Québec a eu à lutter. Il reste le plus grand centralisateur des hommes politiques. La province sait où sont ses défenseurs.

Le député de Saint-Maurice a parlé de la déductibilité de l'impôt additionnel de 1 % que la province veut prélever sur les compagnies. La province de Québec pourrait-elle avoir confiance en M. Lesage? Quand nous avons adopté l'impôt provincial sur le revenu des particuliers et que nous avons demandé à Ottawa de le rendre déductible de l'impôt fédéral correspondant, M. Lesage s'y est opposé. C'est pourquoi il est déjà jugé par la population.

Le chef de l'opposition (M. Lapalme) a été plus prudent dans ses paroles que son chef, et il devrait pouvoir passer un peu de sa prudence à M. Lesage qui porte jugement un peu trop vite, sans connaître les données du problème.

On a cité des déclarations de M. François-Albert Angers au sujet de la nature de l'offre fédérale. Mais c'était avant la dernière lettre de M. Diefenbaker et avant la dernière réponse du premier ministre (l'honorable M. Barrette). Dans *L'Action Nationale* de février 1960, M. Angers réétudie la question. Il dit que le premier ministre a répondu à M. Diefenbaker comme il convenait, qu'il a pris sagement le parti de couper court à ces tractations, en avisant Ottawa qu'il avait décidé de porter son impôt sur les compagnies à 10 % et de voter des octrois à ses universités représentant plus de \$1.50 par tête de population. La province de Québec, selon M. Angers, s'est ainsi

dégagée de l'engrenage où elle était menacée de se laisser entraîner par Ottawa.

Le député de Saint-Maurice nous a reproché d'avoir une politique négative. Mais je le lui demande, est-ce une politique négative que celle d'un gouvernement qui, voyant la route ouverte devant lui, prend les mesures nécessaires pour mettre à la disposition de ses universités les sommes d'argent dont elles ont un pressant besoin?

Pour ce qui est de l'augmentation de l'impôt sur les corporations, dont on a aussi parlé, nous en demandons la pleine déductibilité à Ottawa, et nous affirmons que nous y avons droit. Ottawa nous la consentira-t-il au complet, ou se bornera-t-il à nous la donner pour la partie représentant \$1.50 par tête de population? Même s'il ne nous la donne qu'en partie, ce sera déjà un retrait. Ce sera aussi la reconnaissance du fait qu'il appartient au Québec de prélever lui-même ses taxes pour fins d'éducation.

Le gouvernement de Québec n'est l'antichambre d'aucun parti fédéral. Le député de Saint-Maurice a parlé de la commission Massey. J'aimerais savoir s'il en approuve les conclusions. On a fait la distinction entre l'éducation et la culture. On voulait nous laisser le primaire et peut-être le secondaire, mais on voulait accaparer les hautes sphères de l'enseignement, c'était une erreur. Il est essentiel, pour nous, groupe minoritaire au pays, d'avoir et d'exercer notre juridiction non seulement sur les écoles primaires, mais sur toutes nos écoles.

Il rappelle qu'il a assisté aux premières conférences fédérales-provinciales. À ce moment-là, dit-il, M. Duplessis était le seul à faire la lutte à Ottawa. Aujourd'hui, nous ne sommes plus seuls, la voix des provinces rejoint de plus en plus celle que nous avons déjà faite entendre.

Il dit qu'il tient à protester contre les paroles du jeune député conservateur de Montmagny-L'Islet aux Communes, Me Louis Fortin, formulées à Winnipeg dernièrement. Les paroles qu'il a prononcées contre l'ancien premier ministre Duplessis, dit-il, sont malheureuses, inopportunes et injustes¹³. Il y aura toujours quelqu'un en Chambre et ailleurs pour défendre l'ancien premier ministre et reconnaître son œuvre.

Il cite le premier ministre (M. Barrette) en exemple pour le travail qu'il s'est imposé sans avoir eu la chance de passer par l'université.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 30 modifiant la loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation;
- bill 31 modifiant la loi du département de la colonisation;
- bill 51 modifiant la loi de la Législature;
- bill 53 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 64 concernant le système administratif de la cité de Montréal;
- bill 71 concernant la cité de Montréal, la cité d'Outremont et la Compagnie du cimetière du Mont-Royal.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 10.

NOTES

1. Voir la séance du 22 février 1960, au cours de l'étude des crédits du ministère des Travaux publics.

2. Il s'agit en fait de l'édition du 23 février 1960. En page 11, *Le Droit* publie un court article intitulé: "L'honorable Lorrain n'est pas malade".

3. Rappelons que la rupture du troisième câble a fait l'objet d'un débat lors de la séance du 25 février 1960.

4. En effet, M. Barrette a interrompu ses études à l'âge de 15 ans pour aller travailler au Canadien National et n'a jamais fréquenté l'université. Il a suivi par la suite des cours privés. Il a cependant

obtenu plusieurs diplômes honorifiques, notamment un doctorat *honoris causa* en sciences sociales de l'Université Laval (1945), un doctorat *rerum civilium scientia* de l'Université de Montréal (1948), un doctorat *jure civili* du Bishop's College (1954) et un doctorat *juris atriusque* de l'Université McGill.

5. M. Lesage a passé 13 ans comme député libéral à la Chambre des communes. Il fut notamment ministre des Ressources et du Développement économique en 1953, puis ministre du Nord canadien et des Ressources nationales de 1953 à 1957.

6. François-Albert Angers (1909-2003), économiste diplômé des Hautes études commerciales et de l'École libre des sciences politiques de Paris, collabora à plusieurs revues canadiennes-françaises, principalement *L'Actualité Économique* et *L'Action Nationale*. Il a également mené d'importants travaux de recherche pour la commission Tremblay durant les années 1950. Fervent nationaliste, il a été membre de la Société Saint-Jean-Baptiste et président de la Ligue d'action nationale.

7. Gérard Filion (1909-2005) est éditeur du journal *Le Devoir*, tâche qu'il a accomplie de 1947 à 1963.

8. Certaines de ces lettres ont été lues en Chambre lors des séances du 10 et du 17 décembre 1959, ainsi que du 15 et 22 janvier 1960.

9. À partir de 1937, le gouvernement fédéral entreprit de conclure des ententes avec chaque province dans le but de mettre sur pied des programmes de formation et de perfectionnement destinés à des jeunes sans emploi et dans le besoin. Des accords furent conclus avec toutes les provinces, répartissant les dépenses d'une manière égale entre les deux paliers de gouvernement. En ce qui concerne le Québec, l'entente fut signée entre le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, Joseph Bilodeau (1936-1939) et le ministre fédéral du Travail, Norman Rogers (1935-1940), le 22 juillet 1938. La première année, la province reçut \$325,000 du fédéral.

10. La Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada (ou commission Massey), présidée par le diplomate Vincent Massey, a été constituée le 8 avril 1949. Le rapport déposé en 1951 recommandait notamment la création de la Bibliothèque nationale du Canada et du Conseil des arts du Canada.

11. M. Hamel a fait cette affirmation alors qu'il était député du Bloc populaire pour la circonscription de Saint-Maurice-Laflèche à la Chambre des communes, poste qu'il a occupé de 1945 à 1949.

12. Solon Low fut chef du Parti créditiste du Canada de 1945 à 1961.

13. M. Fortin avait déclaré, lors d'une conférence la semaine précédente, que Maurice Duplessis avait été obsédé par le problème de l'autonomie et qu'il manifestait de l'intolérance à l'adresse du gouvernement fédéral. Rapportant un discours de Gérard Martineau au Conseil législatif, durant lequel ce dernier avait fustigé M. Fortin, *Le Soleil* du 25 février 1960, à la page 36, souligne que M. Fortin n'en était pas à sa première déclaration controversée. L'année précédente, il avait dit que la province de Québec était une province comme les autres et, quelques semaines plus tard, il affirmait que les Canadiens de langue française seraient très heureux de célébrer le deuxième centenaire de la bataille des Plaines d'Abraham.

Séance du lundi 29 février 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Aide aux universités

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 58 concernant une aide financière aux universités de la province.

L'honorable M. Barrette (Joliette) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Vachon (Wolfe)

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose: Que l'aide financière accordée aux universités de la province par la loi qui accompagne la présente résolution sera payée à même le fonds d'éducation constitué par la loi 10 George VI, chapitre 21 et ses amendements, déduction faite des retraits prévus à l'article 11 de ladite loi et, au cas d'insuffisance de ce fonds, à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 58 concernant une aide financière aux universités de la province.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 26 février courant, sur la motion du représentant de Joliette (l'honorable M. Barrette) proposant que le bill 58 concernant une aide financière aux universités de la province soit maintenant lu une deuxième fois¹.

Un vote enregistré ayant été demandé par le gouvernement, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bellemare, Bernatchez, Boudreau, Bourque, Brown, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Earl, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Johnson, Labbé, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lavallée, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Roy, Samson, Talbot, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 50.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 58 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Vachon (Wolfe)

Est ajouté, avant l'article 1, l'article suivant:

"1. Dans la présente loi,

"1. le mot "université" désigne:

"a) L'Université Laval, l'Institution royale pour l'avancement des sciences (Université McGill), l'Université de Montréal, Bishop's University, l'Université de Sherbrooke, Sir George Williams University, ainsi que toute autre université instituée par une loi de la Législature de Québec;

"b) toute faculté ou école de l'une des universités visées au paragraphe a) ci-dessus qui est

gérée par une corporation distincte de celle qui administre ladite université;

"c) toute institution de la province affiliée, agrégée ou annexée à l'une des universités visées au paragraphe a) ci-dessus et dont l'enseignement au niveau universitaire conduit à l'un des grades suivants; le baccalauréat, la licence, la maîtrise ou le doctorat;

"d) toute institution de la province dont l'enseignement au niveau universitaire conduit à un baccalauréat en vertu de ses propres pouvoirs légaux ou par suite d'une convention avec l'une des universités visées au paragraphe a) ci-dessus;

"2. le mot "étudiant" désigne toute personne inscrite à une université et y suivant régulièrement, à temps entier, les cours de jour d'un niveau supérieur à celui de la versification, de l'immatriculation junior ou de la onzième année d'études et conduisant à un grade universitaire ou à un diplôme d'un niveau égal ou supérieur à celui du baccalauréat."

Le nouvel article 1 est adopté.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie le premier alinéa de l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Cette subvention sera répartie entre lesdites universités au cours de l'année fiscale 1960-1961 et de chacune des années fiscales suivantes dans la proportion du nombre des étudiants qui auront fréquenté chacune d'elles au cours de l'année universitaire concernée."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"3. Cette subvention sera répartie entre lesdites universités au cours de l'année fiscale 1960-1961 et de chacune des années fiscales suivantes dans la proportion du nombre des étudiants inscrits à chacune d'elles et y suivant régulièrement les cours où se donne l'enseignement au niveau universitaire au premier décembre de l'année académique qui se termine au cours de telle année fiscale."

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Les universités pourront s'entendre entre elles pour:

"a) établir des normes de fréquentation universitaire pour les fins de la répartition visée à l'article 2;

"b) convenir de la preuve à fournir de cette fréquentation au ministre des Finances.

"Si les universités concluent de telles ententes à l'unanimité, elles auront force de loi; autrement, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adopter toute définition de la fréquentation universitaire et prescrire toute preuve à ce sujet qu'il croira justes et équitables."

Cet article est retiré et, en conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Les articles 4 et 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 58 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Un vote enregistré ayant été demandé par le gouvernement, la motion est mise aux voix².

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bellemare, Bernatchez, Boudreau, Bourque, Brown, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Earl, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Johnson, Labbé, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lavallée, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Roy, Samson, Talbot, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 50.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 58 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 3 concernant les investissements immobiliers des universités, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. Dans la présente loi,

"1. le mot "université" désigne:

"a) L'Université Laval, l'Institution royale pour l'avance des sciences (Université McGill), l'Université de Montréal, Bishop's University, l'Université de Sherbrooke, Sir George Williams University, ainsi que toute autre université instituée par une loi de la Législature de Québec;

"b) toute faculté ou école de l'une des universités visées au paragraphe a) ci-dessus qui est gérée par une corporation distincte de celle qui administre ladite université;

"c) toute institution de la province affiliée, agrégée ou annexée à l'une des universités visées au paragraphe a) ci-dessus et dont l'enseignement au niveau universitaire conduit à l'un des grades suivants: le baccalauréat, la licence, la maîtrise ou le doctorat;

"d) toute institution de la province dont l'enseignement au niveau universitaire conduit à un baccalauréat en vertu de ses propres pouvoirs légaux ou par suite d'une convention avec l'une des universités visées au paragraphe a) ci-dessus;

"2. Les mots "enseignement au niveau universitaire" désignent tout enseignement d'un niveau supérieur à celui de la versification, de l'immatriculation junior ou de la onzième année d'études et qui conduit à un grade universitaire ou à un diplôme d'un niveau égal ou supérieur à celui du baccalauréat."

2. Ce qui suit est ajouté à la suite de l'article 4 comme article 5:

"5. Le gouvernement est autorisé à conclure avec toute université de la province, aux conditions convenues entre les parties, toutes ententes pour verser au fonds d'amortissement constitué en vertu de l'article 4, ou au fonds d'éducation constitué par la loi 10 George VI, chapitre 21, et ses amendements, ou dans l'un et l'autre de ces fonds, dans les proportions dont lesdites parties conviendront, toute somme que telle université pourra recevoir, le cas échéant, de la Conférence nationale des universités canadiennes ou du Conseil des arts du Canada ou de leur mandataire, à même les montants qui, avant le 1^{er} jour d'avril 1960, étaient destinés aux universités de la province. Le gouvernement et les universités sont investis de tous les pouvoirs nécessaires à la conclusion et à l'exécution de telles ententes.

"Le secrétaire de la province et le ministre des Finances sont autorisés à comparaître à telles ententes et à les signer au nom du gouvernement de la province."

3. Les articles 5 et 6 deviennent respectivement articles 6 et 7.

Projets de loi:

Investissements immobiliers des universités

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 3 concernant les investissements immobiliers des universités.

Les amendements sont lus.

À la demande de l'opposition, il est ordonné que l'examen de ces résolutions soit remis à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 65 constituant en corporation la Fondation cardinal Léger, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 13 est modifié, dans les 4^e et 5^e lignes, en remplaçant les mots "la Corporation archiépiscopale catholique romaine du diocèse de Montréal" par les mots "la corporation épiscopale catholique romaine de Montréal".

Projets de loi:

Fondation cardinal Léger

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 65 constituant en corporation la Fondation cardinal Léger.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des conditions de l'habitation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 67 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

L'honorable M. Barrette (Joliette) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Vachon (Wolfe)

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose: Que l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 6, modifié par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 9, et par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, soit de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par les suivants:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois, sur la recommandation de l'Office et lorsqu'il le juge à propos en raison de l'augmentation du loyer de l'argent, garantir et effectuer le paiement de trois pour cent de l'intérêt exigé par le prêteur, même s'il excède le taux annuel de cinq pour cent, pourvu qu'il n'excède pas celui de six et trois quarts pour cent, et cela, jusqu'à concurrence d'une somme capitale de sept mille dollars dans le cas d'une habitation à logis unique et de douze mille dollars dans le cas d'une habitation de deux logis.

"Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent au renouvellement ou à la prolongation, après échéance, de tout prêt consenti avant le premier février 1960 ou de tout solde d'un tel prêt, ainsi qu'à tout prêt nouveau consenti après cette date."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation soit maintenant lu une deuxième fois.

Cet amendement aura pour but de qualifier les constructeurs qui obtiendront des prêts de la Société centrale d'hypothèques et de logement (SCHL), avec ou sans l'aide d'une société d'assurance. Grâce à la loi provinciale de l'habitation, 38,730 maisons à un ou deux logements ont été construites en profitant de la ristourne provinciale. Nous espérons que cet amendement qualifiera plusieurs autres futurs propriétaires et accentuera davantage la construction de nouvelles maisons.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous avons réclamé cet amendement sans interruption depuis 1953. Chaque année, nous avons demandé que les emprunteurs puissent profiter à la fois des avantages de la loi provinciale et de ceux de la loi fédérale. On nous a toujours opposé une fin de non-recevoir. Pourquoi accorde-t-on aujourd'hui ce qu'on refusait hier³?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les taux d'intérêts de la SCHL augmentaient sans cesse et ont même doublé. Dans ces conditions, nous nous sommes dit: À quoi bon aider les constructeurs quand en fait nous ne faisons que payer des remboursements à la Société centrale?

M. Hamel (Saint-Maurice): Cela ne répond pas à la question du chef de l'opposition. Depuis que cette loi est en vigueur, nous avons fait la même demande chaque année. Le gouvernement a toujours refusé de faire bénéficier les emprunteurs de la SCHL de la ristourne de 3 %, ristourne bien maigre à comparer à d'autres ristournes! Pourquoi apporte-t-on l'amendement cette année? Est-ce que parce qu'on a changé de premier ministre à Québec ou parce que l'Union nationale a changé de politique ou parce qu'on a changé de gouvernement à Ottawa ou, encore, parce que nous aurons des élections cette année?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le premier obstacle c'était l'instabilité des taux de la SCHL. Mais aujourd'hui, le taux d'intérêt s'est stabilisé à 6¼ %. En outre, les demandes de prêts sont si nombreuses que les caisses populaires ne peuvent plus suffire. Elles n'ont plus beaucoup de réserves disponibles pour les prêts hypothécaires et il était devenu important de trouver de nouvelles sources de crédit.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis en faveur de la loi, mais je pense à ceux qui ont construit dans de nombreux endroits où seule la SCHL prêtait.

L'honorable M. Barrette (Joliette): À l'époque où la SCHL prêtait à 5½ %, c'était un taux plus élevé que le taux moyen des autres emprunteurs. À tel point que certaines coopératives qui avaient emprunté de la SCHL ont dû se refinancer en vertu de la loi provinciale pour éviter la faillite. Nous ne voulions pas, par la ristourne provinciale, encourager des taux exorbitants. C'eût été subventionner indirectement un organisme fédéral. Aujourd'hui, la SCHL a stabilisé son taux d'intérêt à 6¼ %, ce qui paraît raisonnable en regard des exigences actuelles du marché.

Le taux actuel de 6¼ % est maintenant inférieur à la moyenne et le gouvernement provincial s'en est rendu compte. Pour ces raisons, nous croyons le temps venu de faire profiter de la loi provinciale ceux qui emprunteront de la Société centrale d'hypothèques et de logement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je parle de ceux qui n'ont pas pu obtenir de prêts ailleurs qu'à la SCHL. Ils n'ont pas bénéficié de la ristourne. Quelle est la proportion de ces gens-là par rapport au nombre total de nouveaux propriétaires? N'y aurait-il pas lieu de songer à les aider?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Cela vaut d'être sérieusement étudié.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je vois une anomalie dans cette loi. Je présume qu'un homme vient tout juste de conclure une entente avec la SCHL et n'a pas commencé à construire. Il ne bénéficiera pas de la loi. Un autre qui transigera demain en profitera.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cette loi va-t-elle s'appliquer à des prêts passés?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Elle n'a pas d'effet rétroactif. Le remboursement de 3 % d'intérêt par l'Office provincial s'appliquera au renouvellement et à la prolongation, après échéance, de tout prêt consenti avant le 1^{er} février 1960.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi priver plus longtemps de la ristourne provinciale des gens qui en ont été privés pendant sept ans déjà?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Autrefois, nous nous trouvions à subventionner le Trésor fédéral.

M. Hamel (Saint-Maurice): Allons donc! La remise était faite directement au propriétaire de la maison. Chaque année, nous avons fait la même demande, sans succès. C'est vrai que nous avons changé de gouvernement à Ottawa... et que c'est une année d'élections.

Des voix ministérielles: À l'ordre, à l'ordre!

M. Hamel (Saint-Maurice): L'office provincial pourra refuser ou accorder la ristourne, ce qui prètera peut-être à du chantage.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Depuis 11 ans, il n'y a eu aucune plainte à ce sujet.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Révocation d'ordres du jour:

Loi de la colonisation.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 18 modifiant la loi concernant la colonisation.

L'honorable M. Barrette (Joliette) pour **l'honorable M. Bégin (Dorchester)** propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Un député de l'opposition demande au premier ministre s'il pouvait donner des explications à la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) répond qu'il n'a pas d'explication à fournir à la députation.

Adopté. Ledit bill est alors retiré.

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier de la résolution relative au bill 18.

L'honorable M. Barrette (Joliette) pour **l'honorable M. Bégin (Dorchester)** propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. Ladite résolution est alors retirée.

Loi de l'hygiène publique

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

La nouvelle loi permet au gouvernement de réglementer l'usage et l'emploi d'appareils et de substances produisant des radiations. Il s'agit en somme de protéger le public contre l'emploi abusif et maladroît des radiations provenant de certains produits ou de certains appareils, tels la bombe de cobalt, les rayons X, etc.

Un nombre considérable de commerces et d'industries utilisent aujourd'hui de l'équipement qui présente des dangers, au point de vue radiation ionisante. En ce qui concerne les appareils utilisés dans les hôpitaux, nous avons de bonnes raisons de croire que ces derniers prendront les précautions nécessaires pour contrôler les radiations. Cependant, il y a aussi des médecins et des dentistes qui utilisent les rayons X sans prendre suffisamment de mesures de sécurité pour eux-mêmes ou pour leurs patients. Certains chiropraticiens utilisent également de l'équipement à rayons X.

Les appareils de rayons X et les substances radioactives que l'on utilise de plus en plus fréquemment aujourd'hui pourraient devenir un danger pour la santé publique si le gouvernement ne prenait pas les mesures voulues pour en réglementer l'usage.

Inoffensifs pour les patients, les appareils de rayons X peuvent affecter à la longue la santé des personnes qui travaillent habituellement dans leur voisinage immédiat s'ils sont manipulés maladroitement. Il en est de même des balances électroniques et de certains éléments qui entrent dans la fabrication des peintures phosphorescentes. Les radiations qui s'en dégagent peuvent, avec le temps, devenir nocives pour le personnel des établissements où on les utilise sans prendre les précautions voulues.

Les officiers du ministère provincial de la Santé auront pour tâche de garder la radiation dans des limites admissibles établies par règlement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose des questions à propos des substances qui peuvent provoquer des radiations.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Les substances qui peuvent provoquer des radiations ionisantes dans les hôpitaux sont nombreuses, en particulier les isotopes radioactifs pour la détection de maladie et le traitement de patients.

Les appareils à rayons X, utilisés sans une protection voulue, peuvent devenir une source de danger. Chez certains détaillants de chaussures, par exemple, on rencontre ces appareils qui garantissent un bon ajustement et qui, cela va de soi, doivent servir à bon escient.

Dans l'industrie on se sert aussi d'appareils qui émettent des rayons qui peuvent devenir dangereux. Le but du gouvernement, en soumettant ce projet de loi, est d'établir un contrôle et une réglementation qui assureront à la population la protection à laquelle elle a droit.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si cette réglementation s'appliquera aux praticiens, dentistes, chiropraticiens, à tous ceux, en somme, qui se servent de ces appareils pour procurer des soins.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): La loi aura une portée générale et s'appliquera dans tous les cas où il y aura danger. Ainsi, des enquêtes seront faites dans certaines industries, où l'on emploie des substances radioactives pouvant devenir dangereuses, afin de vérifier si les ouvriers sont bien protégés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si le gouvernement présente ce bill à cause d'un incident récent ou si le cabinet désirait empêcher certaines personnes d'utiliser de l'équipement de ce genre.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) dit qu'on ne lui a rapporté aucun accident ou incident. Le projet de loi, dit-il, est destiné à les prévenir.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si le bill ne vise pas spécialement les chiropraticiens qui ont des appareils de rayons X. Il est bon que les autorités protègent la population, mais il ne faudrait pas se servir de la loi pour empêcher les gens d'exercer leur profession, pour obtenir par un moyen détourné le résultat qu'on n'a pu atteindre directement.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Nous n'en voulons pas aux chiros. Le gouvernement n'a aucunement l'intention d'empêcher qui que ce soit d'exercer sa profession. Le projet de loi ne vise personne. Il peut s'appliquer tout aussi bien aux médecins qu'aux chiropraticiens. Il permettra d'imposer une réglementation partout où l'on fait usage d'appareils ou de substances émettant des radiations dangereuses.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Vachon (Wolfe)

M. le président: Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 16 de la loi de l'hygiène publique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 183), modifié par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 46, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 53, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 16°, le suivant:

"17° Déterminer les conditions de salubrité dans les établissements où l'on emploie des substances et des appareils produisant des radiations ionisantes."

Cet article est amendé et les mots "des substances et des appareils" sont remplacés par "des substances ou des appareils".

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 9 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux⁴.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excède pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Mon département compte présentement 674 employés. Ils ont reçu un novembre des augmentations de traitement de \$300 en moyenne. Dans certains secteurs, le nombre des employés augmente rapidement. Ainsi, le personnel du service des lettres patentes est maintenant de 49, alors qu'il ne comprenait que huit employés il y a trois ans. Les entreprises commerciales et industrielles se multiplient au Québec avec l'expansion économique. Et les lettres patentes sont maintenant émises en moins d'une semaine, alors qu'autrefois la période d'attente pouvait se prolonger jusqu'à trois ou quatre mois.

En passant, on est à la recherche d'un local pour loger la section de Québec du Conservatoire provincial d'art dramatique.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait écho à la recommandation de la Chambre de commerce des jeunes de Montréal qui a réclamé la création d'un Conseil provincial des arts. Ce Conseil, dit-il, serait sous la juridiction de ce que je persiste à appeler le futur ministre des Affaires culturelles.

Le titre de secrétaire provincial ne donne pas une juste idée de l'importance de la fonction qu'il remplit dans l'administration civile de notre province. J'ai déjà souligné la chose à la Chambre. On m'a alors demandé de faire des suggestions. Peut-être ne voudrait-on pas du titre de ministre de l'Éducation, mais les gens n'auraient certainement pas d'objection à celui de ministre des Affaires culturelles⁵.

Dans certains pays, c'est le cas pour plusieurs États américains, on appelle secrétaire d'État, celui qui occupe un poste semblable à celui dont nous étudions en ce moment les crédits. Il y a une chose certaine, c'est que le titre de secrétaire provincial n'en est pas un.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Pourquoi pas celui de secrétaire d'État?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cela peut porter à confusion. À Ottawa, il y a un ministre qui a ce titre. Je crois que le titre de ministre des Affaires culturelles conviendrait exactement au rôle qu'a à assumer le responsable de ce ministère.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): On a bien notre ministre des Finances.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) admet qu'il faudrait trouver un nom approprié pour désigner son ministère. La suggestion du chef de l'opposition, dit-il, est l'une des bonnes qu'il a faites. Je me demande cependant si le titre de ministre des Affaires culturelles serait complet. Car le secrétaire provincial est aussi le gardien du Grand Sceau, et c'est lui qui appose sur certains documents la signature de la province. Il conviendrait peut-être d'y ajouter aussi le titre de secrétaire d'État.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On pourrait dire secrétaire d'État et ministre des Affaires culturelles.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Cela serait complet.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il y aurait lieu de faire le changement.

Il (M. Lapalme) suggère que tout ce qui concerne l'éducation et la culture soit administré par le même ministère. On ferait ainsi relever du même personnage, non seulement l'enseignement ordinaire à tous ses paliers, mais l'enseignement postsecondaire, les musées, les concours littéraires, etc.

Il y aurait lieu de prévoir des subventions pour toutes sortes d'institutions culturelles. Je pense, par exemple, aux cours d'été de français de Trois-Pistoles, au Musée Provencher, etc.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Certaines sont déjà prévues par le Conseil exécutif.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "imprimeur de la Reine (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Musées, Archives et services culturels divers (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Ce chiffre représente une augmentation de \$217,000 sur les dépenses de l'année courante.

Le gouvernement s'apprête à dépenser, dès cette année, \$500,000 pour l'agrandissement du Musée provincial, sur le parc des Champs de bataille. Le musée a besoin de plus d'espace pour exposer les diverses collections permanentes qu'il a reçues ou achetées l'année dernière.

De plus, le musée provincial aura \$85,000 pour rémunérer son personnel et \$79,000 pour l'achat d'œuvres d'art, etc. C'est \$42,000 de plus qu'en 1959-1960.

C'est pour couvrir le coût des expositions qui s'y font de plus en plus fréquentes, et aussi les frais d'expédition des œuvres d'art qu'on exhibe en dehors

de la province. Le service des archives recevra aussi \$32,000 de plus.

Une chose très importante, ce sont les expositions ambulantes, car nous ne saurions multiplier les immeubles permanents. Une bonne partie du budget additionnel servira à organiser des expositions en dehors de la province. Le nombre de ces expositions ambulantes s'est multiplié, depuis quelques années, et l'intérêt qu'elles ont provoqué ne cesse de s'accroître. Il (l'honorable M. Prévost) signale, entre autres, l'exposition d'expression canadienne-française tenue à Vancouver l'an dernier, et qui a été couronnée d'un énorme succès.

Le Musée s'est récemment enrichi de la superbe collection de 80 toiles environ de la collection Duplessis, d'une valeur d'à peu près \$200,000, données à la province par la succession de l'ancien premier ministre, Maurice Duplessis⁶. Le Musée comprend, outre ces tableaux, d'autres magnifiques peintures, sculptures et objets d'arts de toutes sortes, que l'on veut voir partout. C'est pourquoi l'on veut organiser ces expositions en dehors de la province.

Au cours de l'an dernier aussi, le Musée a acquis une magnifique collection de 700 vieilles pièces d'argenterie évaluée à \$29,500.

Il dit que l'espace supplémentaire était nécessaire pour exposer ces collections et d'autres qui peuvent être exposées de façon temporaire.

Il y aura \$3,400 pour le musée Laurier d'Arthabaska, \$2,700 pour le musée Provencher de Cap-Rouge, \$4,200 pour le fort de Lacolle. En 1960-1961, la bibliothèque Saint-Sulpice de Montréal recevra de la province \$12,000 de plus que pendant l'année en cours.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les écoles devraient prévoir des périodes de temps pour visiter les musées avec les élèves, comme cela se fait en France.

Le plus beau musée du Québec, le Musée des beaux-arts de Montréal, n'appartient pas à la province, mais à l'entreprise privée.

Il (M. Lapalme) loue le travail accompli par le Musée non seulement en exposant des collections, mais aussi en présentant des conférences et en offrant des cours au public. Et ceci, dit-il, se fait gratuitement. Cette institution, gérée par des intérêts privés et qui est le plus gros musée de la province, mérite une aide supplémentaire du gouvernement parce qu'elle accomplit beaucoup pour la culture en général. S'il n'existait pas, il faudrait le créer pour offrir les mêmes avantages à la population. Mais si

nous devons construire et équiper pareil musée, il faudrait dépenser des millions de dollars. Or, la subvention prévue pour cette institution dans le budget provincial n'est que de \$3,000.

La somme est peu considérable. Le Conseil des arts du Canada a versé pour sa part un octroi de \$15,000. Il relève d'une institution privée, mais il rend d'immenses services et l'immeuble a besoin de réparations. Aussi, compte tenu du rôle que joue cette institution et des besoins qu'elle a dans le moment, il serait convenable que le gouvernement lui accorde une subvention plus considérable. De toute façon, il faut espérer qu'il y aura toujours des mécènes pour ce musée à défaut d'une subvention plus importante de Québec.

Il demande au secrétaire de la province si on ne pouvait pas faire davantage.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): L'année dernière, l'ancien sous-secrétaire provincial, Jean Bruchési, et un autre dirigeant du ministère ont rencontré les autorités du musée pour discuter de l'aide gouvernementale à cette institution.

Cette année, nous avons l'intention de faire quelque chose à ce sujet, mais le montant que le gouvernement donnera n'a pas encore été précisé.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Il y a eu un feu, il y a quelques jours, au Musée des beaux-arts. Le moment est peut-être venu de faire quelque chose de substantiel.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le budget de la Commission des monuments historiques ou artistiques passe de \$200,000 à \$302,000.

Cet organisme, dirigé par M. Paul Gouin, a soumis des demandes relatives à des travaux en cours ou à commencer dans la ville de Québec. Elle va continuer la restauration de l'hôtel Chevalier, place Champlain. On en fera un musée du Vieux-Québec. C'est également dans cet immeuble que la Commission va s'installer. Pour mieux dégager l'hôtel Chevalier, et afin également de le protéger contre le feu, on se propose d'acheter une maison voisine. Elle est pratiquement abandonnée et sa disparition mettrait en valeur cette habitation qui eut un jour son heure de célébrité.

La Commission veut dépenser \$56,000 pour la mise en valeur des immeubles qui sont sa propriété; \$55,000 pour l'acquisition de monuments menacés de ruine, comme la maison Fargues, rue Saint-Pierre à Québec que l'on a sauvée de justesse

du pic des démolisseurs, et dont la restauration sera commencée cette année.

M. Brown (Brome) demande au secrétaire provincial le prix de la maison Fargues dont le gouvernement vient de se porter acquéreur. Il a lu des comptes rendus de journaux, dit-il, selon lesquels le gouvernement avait acheté la maison pour \$25,000 et il a aussi lu un autre article où le vendeur niait le prix de \$25,000 et fixait plutôt le prix de la vente à \$16,000.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Cette maison historique a coûté \$25,000. Nous l'avons achetée de M. Eugène Chalifour.

M. Brown (Brome): Une annonce a paru peu de temps avant l'achat de la maison par le gouvernement. Elle était alors offerte à \$16,000.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le comptable du département a été chargé de trouver les explications. Je donnerai des renseignements additionnels au député dans quelques minutes.

La maison Fargues est une des vieilles maisons de Québec. Elle remonterait à la fin du XVII^e ou tout au plus au début du XVIII^e siècle. Des boiseries sculptées, d'une rare valeur, les plus anciennes et les plus belles de la province, qui avaient été enlevées de cette maison, y seront réinstallées. Un ancien président de Canada Steamship Lines, M. Coverdale, en a déjà fait don au gouvernement provincial quand celui-ci a décidé de garder la maison comme monument historique.

On m'informe que, lorsqu'on a appris que la maison Fargues était à vendre, la Commission des monuments historiques avait entendu dire que le prix en était de \$25,000 et avait demandé au ministère du secrétaire provincial de mettre ce montant de côté en crédits pour l'acheter, mais le prix réel est de \$16,000.

La Commission consacrera \$110,000 à la remise en état de bâtiments classés, comme la vieille Maison des Jésuites, à Sillery. Plusieurs autres reliques du passé seront préservées par ses soins dans toutes les régions de la province. Des travaux seront faits à la vieille église de Saint-Pierre, Île d'Orléans, qui est tricentenaire et à celle de Saint-Joachim, dans le comté de Montmorency, à la maison d'Honoré Mercier, à Sabrevois, etc.

La Commission consacrera \$115,000 à la réparation de constructions à classer, par exemple l'église de Châteauguay, l'église de Saint-Grégoire

de Nicolet, l'église de Gentilly, l'église de l'Assomption, l'église de Saint-Hughes, une ancienne école à Vaudreuil et le presbytère de Saint-Cœur-de-Marie, dont la reconstruction a été retardée en attendant qu'une entente soit intervenue entre la Commission et les R.P. PP. Eudistes qui sont chargés de la cure de cette belle paroisse de Québec. L'an dernier, la Commission des monuments historiques avait offert de contribuer \$30,000 à la restauration de cet édifice, mais à la condition que rien dans l'apparence extérieure ne soit changé. Certains architectes croient que les murs du vieux presbytère ne peuvent pas supporter une reconstruction totale à l'intérieur.

Dans bien des cas, la Commission ne paie pas tout elle-même. Elle ne fait que contribuer aux dépenses de restauration, après entente avec les propriétaires des immeubles déjà classés ou qu'elle se propose de classer.

La Commission s'occupe, encore, de la restauration de vieilles orgues qui méritent d'être conservées.

Pour toutes ces fins, la Commission demande une somme additionnelle de \$102,000, qui lui a été accordée facilement. C'est une fortune qu'il faudrait consacrer à ce travail, si on pouvait l'affecter à cette fin. La Commission des sites et monuments historiques doit se contenter de l'exécution des travaux les plus urgents.

Il est parfois plus coûteux pour la Commission des sites et monuments historiques de conserver une maison historique une fois qu'on a commencé à la démolir. Il (l'honorable M. Prévost) donne comme exemple le cas de la vieille église de Saint-François de l'Île d'Orléans. À un moment donné, dit-il, on s'est aperçu que le clocher de cette vieille église avait été installé sur une autre église. L'autel avait aussi été vendu pour un autre temple. Le gouvernement a dû déboursier des sommes considérables pour redonner à l'église Saint-François son clocher et son autel.

M. Brown (Brome) réclame des octrois du gouvernement pour la Société historique de Brome. Il rappelle que l'an dernier, il a présenté une demande semblable et qu'on lui avait répondu que ce n'était pas la coutume d'octroyer des deniers publics à des organisations de ce genre.

Il dit qu'en feuilletant le volume des *Comptes publics* de la province, il a découvert qu'une somme de \$1,000 avait été accordée à la Société historique de Matane. Pourquoi traite-t-on différemment la Société historique du comté de Brome, l'une des plus vieilles de la province et l'une des plus actives? Il

explique dans le détail toutes les réalisations de cette société.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) répond que son département n'a rien donné à la Société historique de Matane et que la somme de \$1,000 a été donnée par le premier ministre, à même les crédits votés pour le Conseil exécutif.

M. Gaboury (Matane): La Société historique de Matane existe depuis des années. Elle a toujours opéré avec ses propres sources de revenus, mais il est arrivé à un moment donné qu'elle a eu besoin d'aide financière. C'est à ce moment que cet organisme a obtenu un octroi de \$1,000 provenant du budget du Conseil exécutif.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit qu'il s'agissait d'un cas isolé et que la Société historique de Matane s'étant trouvé dans un embarras financier, le gouvernement avait cru bon de l'aider par un octroi.

S'il fallait accorder des octrois à toutes les sociétés historiques, il faudrait voter des centaines de mille dollars. Il invite le député de Brome à ne pas se décourager et à tenter sa chance de nouveau.

M. Brown (Brome) dit que dès qu'il a vu que la Société historique de Matane avait obtenu un octroi, il a immédiatement écrit à l'honorable Paul Sauvé pour lui demander d'aider également la Société historique de Brome. Mais, dit-il, l'ancien premier ministre est mort avant d'avoir pu donner une réponse à cette requête.

Je suis heureux que la Société historique de Matane ait obtenu une subvention, mais je voudrais que d'autres sociétés semblables bénéficient aussi de l'assistance financière du gouvernement. Ce serait une bonne chose de généraliser ces octrois à toutes les sociétés de ce genre, qui rendent de grands services à la population et aux gouvernements, en travaillant à la conservation des monuments et des documents historiques. Les sociétés historiques devraient recevoir la même considération que le mouvement des bibliothèques que le gouvernement parraine dans les écoles.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je suggère au député de renouveler ses revendications à ce sujet auprès de la Commission des sites et monuments historiques.

M. Brown (Brome) demande au secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost) d'attirer

l'attention de la Commission des monuments et des sites historiques sur le cas du monument Gale, qui date de 1824 et qui menace de tomber en ruine si personne ne s'en préoccupe.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement des beaux-arts, de l'architecture et de la musique (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement postsecondaire (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Concours artistiques (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Projets de construction et améliorations diverses (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté⁷.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) rappelle qu'il a demandé une copie des décrets concernant la réduction des droits de coupe. Est-ce que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Miquelon) a l'intention de donner suite à cette demande?

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que ce sont les hauts-fonctionnaires ou est-ce que c'est le ministre qui décide une telle réduction?

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): C'est le ministre qui prend la décision. Il le fait en se basant sur le rapport d'inspecteurs régionaux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Mais sur quelles considérations se base-t-on?

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) lit la loi⁸. La loi permet au gouvernement de réduire les droits quand, par exemple, à la suite d'un incendie, il y a du bois à récupérer ou quand la coupe du bois doit se faire dans des conditions anormalement coûteuses.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce qu'on accorde une réduction de droits de coupe pour d'autres raisons que les suivantes: 1. lorsqu'il y a du bois détérioré; 2. lorsqu'il du bois de récupération; 3. lorsque l'exploitation du bois est plus coûteuse que la normale?

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Parfois, il y a aussi des raisons de charité qui entrent en ligne de compte. Quand il y a des sinistrés à aider ou des écoles à construire, le gouvernement se montre moins exigeant.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce qu'il faut avoir l'autorisation du député pour obtenir une réduction?

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Le député n'a rien à voir à cela. Il peut faire une recommandation au ministre. C'est tout. Et le ministre se base sur le rapport de l'inspecteur régional.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça n'est pas une condition *sine qua non*? Alors, comment expliquer la lettre que voici? Elle est signée par M. Hervé Lizotte, ingénieur forestier, chef de district, et concerne une demande faite par M. Gérard Corbin de Saint-Paul-de-la-Croix, comté de Rivière-du-Loup, appuyé par le conseil municipal du postulant. J'y lis ceci:

"Pour que la gratuité soit accordée sur le permis, il faut de toute nécessité que cette gratuité soit recommandée soit par le député soit par la personne qui le remplace au point de vue patronage. Faites faire une recommandation dans ce sens par M. Soucy de Rivière-du-Loup qui me l'adressera et j'interviendrai auprès de l'honorable ministre."⁹

Ce qui veut dire: Mettez-vous à genoux devant M. Soucy, le patronneur.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): En admettant que ce soit vrai, il s'agirait d'un cas sur cinq cents...

M. Hamel (Saint-Maurice) donne au ministre des Terres et Forêts la lettre à lire.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Notez qu'il s'agit là d'un cas de gratuité et non de réduction de droits. Il faut vérifier le degré d'indigence. Le chef de district n'est pas toujours au courant. C'est arrivé même de la part des députés libéraux de faire des recommandations.

M. Hamel (Saint-Maurice): La lettre ne parle pas d'indigence, mais de la nécessité de la recommandation du député ou du patronneur. C'est honteux de la part du gouvernement, car il s'agit de terres de la couronne.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Nous accordons souvent des exemptions de droit si quelqu'un de sérieux confirme l'état d'indigence, par exemple le curé dans le cas de sinistrés victimes d'incendies.

De telles exemptions sont accordées par exemple aux colons dont les bâtiments ont été détruits par le feu et leur permettent de couper des arbres, afin de reconstruire, ou dans les cas où le bois a été incendié ou est de piètre qualité ou difficile à manipuler de façon économique.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce à quoi nous nous objectons, c'est le fait que des employés du gouvernement soient utilisés pour faire ce que leurs employeurs ne feront pas eux-mêmes en demandant à des gens de se mettre à genoux devant les patronneux. Après tout, M. Lizotte est là depuis vingt ans. Il sait comment ça se passe au ministère. Est-il fou?

M. Poulin (Beauce): C'est comme ça que les rouges l'ont habité.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Non. C'est un fonctionnaire. J'affirme que M. Lizotte n'a pas reçu d'instructions dans le sens qui est indiqué par la lettre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): J'ai été 17 ans ministre des Terres et Forêts et jamais de tels ordres n'ont été donnés. Mais quand on reçoit une demande, il faut savoir s'il s'agit vraiment de nécessiteux. Il faut écrire au député.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre ne m'a jamais écrit.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Il y a quelques jours, un député libéral assis ici ce soir est venu pour me faire une recommandation.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que vous avez accepté?

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Évidemment.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Quel scandale! Quel scandale!

M. Hamel (Saint-Maurice): Quatre-vingt-dix pour cent des chefs de districts sont de l'opinion de M. Lizotte, qu'il faut se mettre à genoux devant le patronneux.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): C'est inexact.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) donne raison au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Miquelon).

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand bien même tous les ministres affirmeraient la chose, ça n'effacerait pas la lettre de M. Lizotte à M. Levesque et disant "commencez par vous mettre aux genoux de votre patronneux".

L'honorable M. Barrette (Joliette): Des lettres comme vient de lire le député de Saint-Maurice, il y en a à la douzaine. Ce n'est pas là-dessus qu'on peut juger la politique du ministère. Cette lettre ne veut rien dire, il n'y a pas d'accusation. C'est tout juste une affirmation qui ne lie aucunement le gouvernement. Vous essayez seulement de faire votre petit spectacle. Si le député de Saint-Maurice a une accusation à porter, qu'il la porte donc! L'ancien ministre (l'honorable M. Bourque), et le ministre actuel (l'honorable M. Miquelon), ont nié tous deux que ces lettres pouvaient avoir de l'influence sur leurs décisions.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si M. Lizotte sera congédié comme le premier ministre l'a promis la semaine dernière dans un cas similaire¹⁰.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Non, mais nous le conseillerons.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'été dernier, deux citoyens d'Outremont, peu au courant de ce qui se passe à Québec, m'ont demandé mon

approbation, comme député d'Outremont, pour obtenir des lots près de deux lacs dans des cantons loin dans le nord de Montréal. Un autre chef de district du ministère leur a dit qu'ils devaient obtenir une recommandation du député ou du patronneux afin de louer des lots pour des chalets d'été sur les propriétés de la couronne.

Il (M. Lapalme) dit qu'il n'a jamais entendu parler d'une telle façon de procéder et qu'il a découvert ce système par hasard, puisque les lettres lui avaient été évidemment envoyées par erreur au lieu d'avoir été envoyées au député de la circonscription où le lot de chalet est situé.

Pour qu'on ait demandé mon approbation, il faut évidemment qu'il y ait un système établi. Ce n'est pas une recommandation qu'on demande, mais une approbation, ce qui est tout différent, car je présume que si le député dit non, la concession est refusée. À mon avis, ce n'est pas le rôle du député de se mêler de ces choses.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Il ne faut pas voir là-dedans ce qu'il n'y a pas. Ça s'est passé comme cela de 1939 à 1944, quand je vivais en Abitibi, alors que j'étais obligé d'obtenir l'approbation de l'ancien député libéral du comté pour obtenir des concessions pour des clients.

Quand le gouvernement loue des terres de la couronne par courrier, il ne sait rien du locataire. Il est toujours bon de bien identifier une demande. Je connais des cas où aucun chèque n'a été fait et où le locataire s'est révélé irresponsable et a commencé à couper des arbres appartenant à la couronne et à vendre des boissons alcoolisées dans un bâtiment sur le bord de la route. Mais la recommandation du député n'est pas nécessaire.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit que la déclaration du ministre ne change rien à la signification de la lettre qu'il vient de lire. On se sert des fonctionnaires, dit-il, pour faire des choses qu'on n'a pas le courage de faire soi-même.

M. le président rappelle le député de Saint-Maurice à l'ordre, opinant qu'un député n'a pas le droit de prêter des intentions à un membre de la Chambre. Il (M. Ross) demande qu'on revienne à l'étude des crédits.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 12. Qu'un crédit n'excédant pas deux

millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Salaires et main-d'œuvre (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est):

L'année dernière, l'ancien ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bertrand) a annoncé que le gouvernement avait gagné sa bataille contre la redoutable tordeuse des bourgeons grâce aux pulvérisations aériennes intensives effectuées dans le secteur de Gaspé.

Le ministère croit qu'il n'aura pas à dépenser plus de \$20,000 cette année pour combattre la tordeuse d'épinettes comparativement à environ \$450,000 l'année dernière.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) parle des feux qui ont dévasté deux paroisses de colonisation en arrière de Sainte-Anne-des-Monts: Sainte-Anne-du-Nord et Saint-Bernard-des-Monts, l'été passé.

Il s'informe du montant qu'il a fallu dépenser pour éteindre ces feux aux proportions gigantesques.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est):

C'est l'Association de protection du Bas-Saint-Laurent qui a fait le travail. Elle a dépensé \$249,949, dont le gouvernement a payé la moitié¹¹.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au ministre des Terres et Forêts s'il a une idée du montant perdu par la province en valeur de bois brûlé. On m'a dit qu'il s'agissait de millions de dollars.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) répond qu'on ne possédait pas encore de données précises à ce sujet. Des calculs ont été entrepris, dit-il, afin d'établir l'étendue des dommages, mais il

faudra attendre encore quelque temps avant de fournir des chiffres précis.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si on a recherché les coupables.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est):

Tout ce qu'on sait, c'est que le feu a pris naissance en pleine forêt près d'un parc et qu'il a été causé par un voyageur imprudent qui faisait peut-être partie d'une expédition de pêche, bien qu'on n'ait pu établir l'identité de cette personne.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 1^{er} mars 1960, à la page 1, et *Le Soleil* du même jour, à la page 11, soulignent que c'est M. Hyde qui doit continuer le débat sur le bill 58, mais qu'il n'est pas encore en Chambre, le train de Montréal ayant été retardé par un déraillement qui s'est produit près de Trois-Rivières. Personne ne se levant pour continuer le débat, le premier ministre demande donc le vote et tous les députés présents approuvent la mesure.

2. *Le Soleil* du 1^{er} mars 1960, à la page 11, précise que pour éviter de perdre du temps, lorsque la troisième lecture a été proposée, on a simplement dit, de part et d'autre, que le vote était le même qu'en deuxième lecture.

3. Maurice Duplessis s'était en effet opposé vigoureusement à ce que les "imprudents" qui construisaient leurs maisons avec des prêts garantis par la Société centrale d'hypothèques (une agence du gouvernement fédéral), puissent bénéficier de la ristourne provinciale. Selon *Le Devoir* du 1^{er} mars 1960, à la page 1, il disait: "Un gouvernement à 13 cents dans la piastre ne subventionne pas un gouvernement à 77 cents." *Le Devoir* titre d'ailleurs cet article ainsi: "M. Duplessis n'en reviendrait pas! La Société centrale d'hypothèques ne sera plus sur la "liste noire"."

4. Aucun journal ne rapporte le moment précis où les députés ont suspendu les travaux pour le souper. Cependant, l'emploi des mots "hier soir" au début de certains articles, par opposition à "hier après-midi", nous permet de supposer qu'au moins une partie de l'étude des crédits du secrétaire provincial a été faite en soirée. C'est pourquoi nous avons placé la suspension à cet endroit.

5. Selon *La Presse* du 1^{er} mars 1960, à la page 31, le terme "secrétaire provincial" porte à confusion, surtout lors des voyages à l'étranger, alors qu'on confond souvent le personnage avec un simple fonctionnaire. *La Presse* rappelle aussi que divers milieux se sont soulevés contre l'expression "ministre de l'Éducation" qui, en France, est synonyme d'enseignement laïque.

6. L'annonce de cette donation avait été faite en Chambre le 15 décembre 1959.

7. *Le Montréal-Matin* du 1^{er} mars 1960, à la page 2, précise que l'étude des crédits du département du secrétaire provincial s'est terminée à 9 h 40.

8. L'honorable M. Miquelon cite peut-être les Statuts refondus, 1941, chapitre 93, article 5, qui se lit comme suit: "Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder une réduction de droits de coupe aux concessionnaires qui effectuent, sous la direction d'ingénieurs forestiers, des travaux ou améliorations suivant les données de la sylviculture pour assurer un meilleur aménagement et une exploitation plus

rationnelle de la forêt. La réduction consentie ne doit pas dépasser le coût de la main d'œuvre technique employée à exécuter de tels travaux ou améliorations."

9. *Le Soleil* du 1^{er} mars 1960, à la page 24, produit la lettre en entier, avec date, noms, salutations, etc. Le texte de la lettre n'est toutefois constitué que des deux phrases lues par M. Hamel.

10. Lors de la séance du 22 février 1960, l'honorable M. Barrette a promis de congédier un fonctionnaire du département des Travaux publics s'il s'avérait exact qu'il avait permis à un entrepreneur de payer des salaires plus bas que le salaire minimum.

11. C'est le chiffre du *Soleil* du 1^{er} mars 1960, à la page 12, et de *La Presse* du même jour, à la page 31. Le *Montreal Daily Star*, à la page 16, écrit plutôt que le gouvernement a dépensé \$680,000 pour éteindre ces incendies.

Séance du mardi 1^{er} mars 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Réponses aux questions de l'opposition

M. Hamel (Saint-Maurice) reproche au gouvernement de tarder à répondre à des questions inscrites au *Feuilleton* de la Chambre depuis déjà longtemps par des députés.

En vertu du Règlement, le gouvernement doit aborder chaque jour l'item des questions. Même chose pour les motions. Nous sommes à étudier les crédits des Terres et Forêts, et le gouvernement n'a pas encore appelé une motion par laquelle nous demandons des informations dont nous aurions besoin pour en discuter. Le premier ministre nous a déjà dit qu'il répondrait aux questions le mercredi, mais c'est en violation du Règlement de la Chambre¹. Nous avons besoin des réponses aux questions que nous posons pour étudier les crédits.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai déjà eu l'occasion de dire, et je répète, que le gouvernement que j'ai l'honneur de diriger, n'en déplaie au député...

M. Hamel (Saint-Maurice): Au contraire, cela nous fait plaisir, car nous savons que ce n'est pas pour longtemps.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous verrons cela plus tard. Le gouvernement, dis-je, a répondu à plus de questions et déposé plus de documents devant la Chambre que n'importe quel autre gouvernement depuis la Confédération. C'est notre intention de continuer à répondre aux questions...

M. Hamel (Saint-Maurice): Après que les crédits auront été votés...

L'honorable M. Barrette (Joliette): S'il fallait répondre à toutes les questions avant d'étudier

les crédits, nous ne les étudierions jamais, car l'opposition en inscrit toujours de nouvelles. Nous avons déjà répondu à au moins 125 questions. Nous allons répondre encore à d'autres questions, sans parler des réponses que nous donnons aux questions posées oralement. J'ai l'impression que ce problème, que le député soulève pour la vingtième fois, est une idée fixe chez lui. S'il avait montré autant de constance en politique il serait probablement Bloc populaire ou créditiste...²

(Rires de toute la Chambre)³

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre ne devrait pas injurier ainsi tous ses collègues qui sont d'anciens libéraux et qui ont changé d'idée.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ils étaient libéraux...

M. l'Orateur: On s'écarte dangereusement de la question à l'étude.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai certainement le droit de répondre au député.

M. Hamel (Saint-Maurice): (Riant) Le premier ministre est indiscipliné!

M. l'Orateur: Le député comprendra que le premier ministre a le droit de lui donner la réplique.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ils étaient libéraux comme moi j'étais conservateur. L'Union nationale est formée d'anciens libéraux et d'anciens conservateurs.

Nous avons avec nous l'ancien président de l'Association libérale de Sherbrooke. Ce qui reste de libéraux est en face de nous et c'est là qu'il va rester longtemps!

M. Hamel (Saint-Maurice): Si j'avais la permission, je répondrais bien quelque chose!

M. l'Orateur: Revenons à l'ordre du jour.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça ne prendrait qu'une toute petite demi-minute!

M. l'Orateur: L'ordre du jour.

Subsides:**Budget des
dépenses 1960-1961**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Questions de privilège:**Demande de rétractation**

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a quelques jours, lors de l'étude des crédits du département des Travaux publics, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) m'a accusé de me porter à l'attaque d'un collègue qui aurait été entre la vie et la mort...

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est la deuxième fois que le député soulève cette question. La première fois, il n'a pas voulu écouter ma réponse. Maintenant il est trop tard⁴.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai pas voulu accepter la réponse, car j'ai été accusé non pas par le premier ministre, mais par le ministre de l'Agriculture qui n'était pas en Chambre quand j'ai soulevé ma première question de privilège.

M. le président: Le Règlement est strict: on ne peut soulever de question de privilège en comité.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Levesque (Bonaventure) aborde la question de l'utilisation des bois de la Gaspésie au bénéfice exclusif de sa population, et il se demande pourquoi le gouvernement n'a jamais fait d'efforts sérieux pour mettre fin à un état de choses anormal.

Parce que le bois des forêts gaspésiennes n'est pas ouvré dans la province de Québec, mais est exporté au Nouveau-Brunswick, dit-il, les jeunes Gaspésiens sont obligés d'aller gagner leur vie ailleurs, souvent en dehors de la province.

Dès 1910, une loi a été votée pour interdire l'exportation de bois non ouvré. En 1956, une nouvelle législation a été adoptée pour interdire l'exportation hors de la province de bois non ouvré provenant des terres de la couronne, mais elle permettait au gouvernement de faire certaines exceptions.

Le mal, c'est que dans le cas de la Gaspésie, l'exception est devenue la règle. Notre bois s'en va alimenter les moulins situés de l'autre côté de la Baie-des-Chaleurs. Il faut pourtant, de toute nécessité, que la Gaspésie finisse un jour par profiter de ses ressources naturelles, principalement du bois de ses forêts. C'est ce qu'elle demande depuis 50 ans, et cette exportation des bois gaspésiens vers le Nouveau-Brunswick est une des causes de la pauvreté chronique des habitants de la Gaspésie.

En 1956, il y eut en Gaspésie, à New Carlisle, une réunion des principaux intéressés, représentants de grandes compagnies, autorités religieuses et civiles, chambres de commerce, représentants du gouvernement provincial.

La Chambre de commerce de la Gaspésie a profité de la circonstance pour présenter un mémoire basé sur la loi provinciale de 1910, renouvelée en 1956, qui oblige l'industrie à ouvrir entièrement dans la province de Québec le bois provenant de nos forêts.

Nous sommes en 1960, et malgré qu'on ait affirmé de nouveau le principe d'ouvrir nos bois chez nous par une loi de 1956, rien n'est encore changé. La responsabilité du gouvernement et des députés est d'assurer à la population les possibilités de vivre, de grandir et de prospérer.

Présentement, notre bois sert à alimenter les usines du Nouveau-Brunswick. Et nos jeunes sont obligés d'émigrer ailleurs pour trouver du travail. Il est temps qu'on arrête cette seconde déportation des Acadiens. Autrefois nos malheureux compatriotes étaient forcés de partir. Aujourd'hui, la méthode est plus douceuse mais aussi efficace.

Un article publié dans *Ma Gaspésie* révèle qu'en 1954, on a exporté au Nouveau-Brunswick 337,000 cordes de bois gaspésien. En 1955, ce nombre atteignait 491,280 cordes.

Cela démontre la gravité du problème et c'est la responsabilité du gouvernement de le régler. Pour relever l'économie déficiente de la péninsule, le

gouvernement n'aurait qu'à appliquer la loi de 1956 en interdisant aux compagnies d'expédier notre bois à l'état brut hors du Québec. Il y a assez de forêt en Gaspésie pour alimenter une usine qui s'établirait sur les bords de la Baie-des-Chaleurs. *Le Soleil* a publié récemment une nouvelle que l'usine de la Gaspesia Sulphite, à Chandler, une filiale de l'Anglo Canadian, serait transformée en une fabrique de papier. Ce serait l'occasion d'aborder avec les grandes compagnies le problème dans son ensemble.

La péninsule de Gaspé est riche en ressources naturelles de toutes sortes, mais sa situation économique est telle que les gens doivent partir et se trouver du travail dans d'autres parties de la province ou du pays.

Malheureusement, cela se produit sous le regard des autorités qui pourraient remédier à la situation.

Et si le gouvernement ne possède pas tous les renseignements voulus, je suggère qu'il fasse faire une enquête économique immédiatement. Je ne suggère pas une commission gouvernementale qui prendrait deux à trois ans pour produire un rapport. Je crois qu'une commission composée d'experts serait en mesure de produire un rapport dans deux ou trois mois, et leurs recommandations pourraient être mises en vigueur immédiatement. Ces experts recueilleraient tous les renseignements nécessaires sur les ressources naturelles de la Gaspésie, principalement les ressources forestières. Connaissant toutes les possibilités offertes par la Gaspésie, il serait ensuite plus facile d'intervenir. C'est un problème qu'il faut régler en tenant compte de l'ensemble de l'économie gaspésienne.

Va-t-on perpétuer en Gaspésie une situation si dommageable? Il faut, une fois pour toutes, que la Gaspésie obtienne enfin du gouvernement un engagement précis d'apporter à ce problème la solution qu'elle mérite. Ce problème dure depuis assez longtemps. Il est temps d'agir.

Que l'on s'inspire de la manière d'agir des Provinces maritimes quand elles se sont opposées à la navigation d'hiver jusqu'à Québec. Ces provinces ont pensé d'abord à leur intérêt avant de se soucier de ceux de la ville et de la province de Québec. Que Québec fasse de même lorsqu'il s'agit du Nouveau-Brunswick et de l'exportation de nos bois dans la province voisine. Pourquoi la province de Québec n'agirait-elle pas aussi dans le sens des intérêts de sa population?

Il nous faut à tout prix assurer une vie normale à la population de la Gaspésie, et le seul moyen, c'est de donner de l'ouvrage aux travailleurs

pour que cesse l'expatriation des jeunes Gaspésiens vers les grandes villes du Canada, parce qu'ils ne peuvent pas gagner leur vie chez eux. La situation actuelle est dramatique et elle doit cesser. On ne peut pas de gaieté de cœur perpétuer chez nous une situation aussi dommageable.

Quand je parle d'interdire l'exportation de bois non ouvré, je ne songe évidemment pas aux syndicats forestiers et aux colons qui expédient leur bois à l'extérieur parce qu'ils ne peuvent pas trouver d'autres débouchés. Je veux bien qu'on fasse des exceptions pour les petits. Mais quand il s'agit des gros, je crois qu'il est temps de mieux appliquer la loi et de voir au bien-être de la population gaspésienne.

Le ministre des Terres et des Forêts de l'époque a déjà voulu montrer de la bonne volonté à ce sujet, mais il a pris le mauvais moyen. Au lieu de réduire les permis spéciaux des grands exportateurs qui vendent au Nouveau-Brunswick des centaines de mille cordes de bois chaque année, il a diminué les permis accordés aux petits syndicats d'exploitation qui vendent à peine 500 cordes. Il importait, pour apporter remède à la situation, de diminuer les permis des gros et non pas des petits.

Je comprends que le but principal des compagnies n'est pas l'avancement économique de la péninsule gaspésienne. Leur premier devoir est de fournir des profits à leurs actionnaires. Je ne les blâme pas de cette attitude. Toutefois, notre devoir ici est de voir au bien-être de la population de cette région, qui a été largement négligée pendant de nombreuses années, et de nous assurer qu'elle est bien traitée.

Seul le gouvernement peut régler le problème. Le gouvernement qui a accordé des concessions forestières aux compagnies peut tout aussi bien les leur retirer. Je ne dis pas que cela devrait être fait, mais que telle est la situation.

Le gouvernement ne peut s'attendre à ce que les organismes publics de la Gaspésie viennent chaque année présenter des mémoires qui sont toujours déposés dans le même tiroir.

Toute la péninsule de Gaspé veut vivre normalement... Je n'en veux pas à la province du Nouveau-Brunswick, mais je suis d'avis que cette province possède tout le bois dont elle a besoin pour ses industries.

Les compagnies savent très bien que les choses ne peuvent être maintenues ainsi indéfiniment. Si le gouvernement étudie sérieusement la situation, il constatera que les compagnies sont prêtes à se résigner à un changement inévitable.

Il (M. Levesque) exprime l'espoir que le gouvernement se décidera enfin à donner à la Gaspésie le juste traitement qu'elle réclame depuis de si nombreuses années. Ce sera justice, dit-il⁵.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Le gouvernement ne peut pas empêcher l'exportation du bois provenant des forêts privées, les propriétaires peuvent disposer de leur bois comme ils l'entendent. La loi de 1910 à laquelle le député de Bonaventure a fait allusion interdit l'exportation du bois en dehors du Canada. Cela ne règle pas le cas visé actuellement. C'est l'Union nationale qui, par sa loi de 1956, a posé en principe que le bois coupé sur les terres de la couronne ne doit pas être expédié à l'état brut en dehors de la province. Le but de cette loi était clair. Cependant, il ne peut être atteint tout de suite partout. C'est pourquoi le gouvernement peut exceptionnellement permettre l'exportation, pour des raisons économiques ou sociales déterminées par le lieutenant gouverneur en conseil. Il est impensable de mettre fin à cette exportation du jour au lendemain.

Or, nous nous trouvons en face d'une situation toute faite dont nous ne sommes pas responsables qui nous a été léguée en partage par des gouvernements antérieurs. Des administrateurs antérieurs avaient permis à des usines du Nouveau-Brunswick de s'alimenter dans le Québec. Mettre fin subitement à cet état de choses, ce serait créer des engagements auxquels nous ne pouvons mettre brusquement fin. Ce serait indécent et impensable. De toute façon, nous ne pouvons pas raisonnablement prendre tout à coup une décision qui entraînerait de graves répercussions économiques à la fois dans notre province et au Nouveau-Brunswick. Un pourcentage élevé de la population gaspésienne est engagé dans les opérations forestières. Mettre fin présentement aux envois de bois au Nouveau-Brunswick priverait la population de son gagne-pain. Voilà le problème.

Non seulement certaines concessions forestières leur ont été accordées il y a quelques années, mais certaines remontent jusqu'à 1872. Il y a eu un changement de mains en 1928 sous le régime de nos adversaires. Pourquoi le gouvernement d'alors a-t-il autorisé le transfert sans exiger de condition?

La loi de 1956 a eu non seulement pour but d'interdire les expéditions de bois dans les autres provinces, mais d'inciter à ouvrir davantage le bois au Québec. Et nous avons réussi dans une certaine mesure, et cela, à peu près partout dans la province. Pour le bois de sciage, nous avons presque tout le contrôle et, d'ici à quelques années, nous l'aurons entièrement.

Pour le bois de pulpe, il y a une situation plus difficile dont nous avons hérité. Il y a la situation d'importantes usines en jeu. Ça paraît facile d'interdire l'exportation du bois non ouvré, mais qu'est-ce qui arriverait par la suite? La construction d'une papeterie coûte cher. Les investissements sont de l'ordre de \$150,000 par tonne/jour, soit, pour une usine de 500 tonnes par jour, une dépense de \$75,000,000.

Il ne faut pas oublier que ces compagnies ont acquis leurs terrains par une sorte de contrat avec la province qu'il faut respecter. Chaque fois que le cabinet actuel a donné l'autorisation nécessaire pour l'exportation de bois, c'était à la demande d'organismes sérieux, syndicats de travail, municipalités, etc.

Il y a un bon espoir que, dans quelque temps, on pourra régler le problème du bois de pulpe, puisque les compagnies forestières savent que le gouvernement a établi le principe de base qui veut qu'aucun bois non ouvré soit exporté. Cette partie de la province bénéficie d'un ravitaillement en électricité dont elle était privée autrefois. Il faut de l'énergie électrique pour un moulin à papier. On peut espérer voir une usine s'ouvrir un jour en Gaspésie.

Le gouvernement actuel est loin de rester indifférent aux problèmes économiques de la Gaspésie. Le gouvernement de l'Union nationale a aidé la Gaspésie de multiples façons. C'est lui qui a rouvert les usines de Chandler en 1937. C'est lui qui a pourvu au ravitaillement de la Gaspésie en énergie électrique et qui a ouvert une ère de progrès qu'elle n'espérait plus, auparavant. Au cours de l'année 1959-1960, le ministère a procédé à une enquête sur le potentiel des forêts gaspésiennes, et l'enquête se poursuivra cette année. Nous faisons un travail incessant pour l'expansion économique de la péninsule.

Nous allons continuer notre travail dans le même sens, et j'espère qu'avant longtemps, nous aurons réglé le problème à la satisfaction de la population gaspésienne.

M. Hamel (Saint-Maurice): Depuis 20 ans qu'il y a des expéditions de bois à pulpe au Nouveau-Brunswick, est-ce que ça augmente ou est-ce que ça diminue?

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Je crois que cela reste sensiblement la même chose.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il ne me semble pas que cela ait diminué. Le ministre dit: On va régler le problème. Mais ça fait 20 ans que le gouvernement n'a rien fait.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) aborde la question des inventaires forestiers. Depuis 13 ans, dit-il, le travail dans ce sens des Terres et Forêts n'a porté que sur une superficie de 17,000 milles carrés. À ce rythme, on ne finira jamais.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) admet que l'inventaire officiel a porté sur 17,000 milles carrés seulement. Mais, dit-il, il faut tenir compte aussi de l'inventaire qu'effectuent les compagnies concessionnaires, qui ont déjà inventorié 75,000 à 80,000 milles carrés de nos forêts.

L'inventaire des ressources forestières de la province est une affaire de longue haleine, parce qu'il y a dans la province des forêts encore inaccessibles, et d'autres aussi où la coupe de bois ne sera pas possible avant 30 ou 40 ans.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La forêt est notre principale richesse naturelle et il est dans l'intérêt de la province d'en avoir le plus tôt possible un tableau complet.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Arpentages (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Photographie aérienne (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande des précisions sur l'inventaire effectué du haut des airs.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): C'est le département des ressources hydrauliques qui prend les photographies. Au ministère des Terres et Forêts, le service de photogrammétrie se charge de l'interprétation des photographies.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Les experts du ministère des Ressources hydrauliques ont déjà pris des photos aériennes de 70 % du territoire de la province. D'ici à quelques années, probablement deux ou trois ans, ce travail sera terminé partout, y compris le Nouveau-Québec. Nous aurons alors une vue d'ensemble de la province.

Les photos restent la propriété de mon ministère, et servent à inventorier nos richesses hydrauliques. Mais le ministère des Terres et Forêts peut les utiliser, en autant que l'inventaire forestier de la province est concerné.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reboisement et Pépinières (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question au sujet du reboisement aux Îles-de-la-Madeleine.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): On y fait du reboisement chaque année depuis 15 ou 20 ans. Il est assez difficile d'y acclimater des plants, à cause des vents. Mais, compte tenu de ces difficultés, on semble satisfait des résultats obtenus.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je constate que plus de deux millions de plants ont été donnés pour le reboisement de terrains privés. D'où viennent ces plants?

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Des pépinières.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que n'importe qui peut obtenir des plants dans ces pépinières?

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Les cultivateurs et autres propriétaires de terrains à reboiser peuvent en obtenir, pourvu qu'ils s'engagent à les planter suivant les données de nos techniciens.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je songe surtout ici aux arbres et aux arbustes d'ornementation. Il y a des gens qui paient parfois très cher pour obtenir ces plants dans le commerce. Et il y en a d'autres qui rient des premiers, disant qu'ils ont obtenu leurs plants gratuitement. Il n'y a donc pas que les cultivateurs qui peuvent obtenir des plants du gouvernement?

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Les cultivateurs et aussi les corps publics, comme les chambres de commerce et les municipalités, peuvent les obtenir gratuitement des pépinières, à la condition

d'aller les chercher. Il peut arriver que des particuliers en obtiennent des chambres de commerce et des municipalités, qui les ont eus des pépinières. L'objectif premier des pépinières, c'est le reboisement. Mais il a aussi un objectif secondaire, qui se rattache au premier. Il consiste à inculquer à la population le respect des arbres et le souci de leur conservation.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Sur quoi se base-t-on pour faire du reboisement? Nous avons 200,000 milles carrés de forêt et l'on a fait du reboisement l'an dernier sur 674 acres, ce qui me paraît bien insignifiant dans l'ensemble de notre territoire forestier. Ce reboisement est-il suffisant? Sinon, qu'est-ce qui nous empêche d'en faire davantage?

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Le reboisement, c'est la reconstitution de la forêt. Le gouvernement n'a pas à intervenir là où la nature fait bien son travail. La plupart des forêts se reproduisent naturellement. Nous ne faisons du reboisement que là où il est nécessaire d'aider la nature, par exemple à la suite d'incendies forestiers. Et les concessionnaires forestiers en font aussi. Le gouvernement les y oblige.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École Forestière, Duchesnay (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études, dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

Les députés ministériels félicitent le ministre des Terres et Forêts⁶.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission municipale de Québec (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question au sujet de la Commission municipale de Québec.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) explique que son ministère compte quelques inspecteurs. Leur tâche, dit-il, consiste entre autres choses à initier les nouveaux secrétaires trésoriers dans les municipalités.

Un député de l'opposition pose d'autres questions au sujet de l'évaluation.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Le gouvernement demande depuis des années aux municipalités d'avoir recours à une évaluation réelle. Elles réalisent de plus en plus les avantages d'une pareille évaluation; celle-ci facilite grandement les emprunts qu'elles ont à contracter sur le marché de la finance.

M. Dionne (Rimouski) interroge le ministre des Affaires Municipales (l'honorable M. Dozois) en marge du rapport annuel publié pour la première fois cette année.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Le prochain rapport du genre sera encore plus complet l'année prochaine.

M. Dionne (Rimouski) fait quelques suggestions au ministre des Affaires municipales (M. Dozois) en rapport avec les difficultés actuelles des municipalités d'obtenir des prêts, comme de réduire les taux d'intérêts payés par les municipalités sur les prêts qu'elles contractent. Ces intérêts payés par les municipalités, dit-il, variaient de 6 % à 7¼ % l'an

dernier. Ceci pourrait se faire si la province établissait une sorte de fonds commun, un "pool".

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) dit qu'un tel système est présentement à l'étude, qu'il opère efficacement en certains endroits, telle la Belgique.

Mais les municipalités, qui possèdent le meilleur crédit par rapport aux autres corporations municipales, ne sont guère intéressées à emprunter d'un fonds commun. Elles peuvent obtenir de meilleures conditions par elles-mêmes.

La corporation de Montréal Métropolitain possède ce pouvoir de créer un fonds commun, et à peine deux ou trois municipalités membres de la corporation sur un total de 14 municipalités⁷ ont été intéressées à emprunter par l'entremise de la corporation métropolitaine.

Il réalise, dit-il, que le coût des prêts est élevé. Mais, en dépit de cela, je suis agréablement surpris de constater que les municipalités du Québec ont obtenu des crédits assez facilement au cours de la dernière année, compte tenu des circonstances du marché. En 1958, les corporations municipales ont emprunté \$208,000,000 alors que, l'année dernière, le montant total des emprunts était de \$207,000,000.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) demande s'il y a encore des municipalités sous la tutelle de la Commission municipale.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Il n'y en a qu'une, c'est celle de Jacques-Cartier, municipalité de banlieue.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 12. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Services d'urbanisme (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il voudrait que le service d'urbanisme du ministère des Affaires municipales ait des pouvoirs. Et, pour cela, il préconise l'adoption d'une loi d'urbanisme.

En réalité, dit-il, lorsqu'on parcourt la province, on se rend compte que nos ancêtres avaient beaucoup plus de goût que nos constructeurs modernes. En ces dernières années, les développements qui se sont produits à la périphérie des grandes villes du continent nord-américain se sont effectués de façon non ordonnée. Il est malheureux que cet aspect français qu'on pouvait admirer dans l'architecture d'autrefois tende à disparaître. C'est surtout vrai dans les villes où le développement désordonné des banlieues a oublié la place réservée à l'homme. On reconnaît aujourd'hui que l'urbanisme est le problème du siècle.

D'après le rapport Tremblay⁸, l'urbanisme devient un problème provincial dès qu'on sort des limites de la municipalité pour embrasser toute une région. Le cas se pose pour les régions métropolitaines de Québec et de Montréal, qui devraient relever d'une telle juridiction. Il se pose également ailleurs.

Dès 1935, une loi a été adoptée par la Législature provinciale en vue de conserver le cachet de ce bijou historique que constitue l'Île d'Orléans: la loi prévoit que la construction d'hôtels, de restaurants ou de toute autre construction similaire doit être approuvée par le gouvernement provincial. Mais on n'a jamais eu recours aux pouvoirs que conférerait la loi.

La preuve, c'est que le gouvernement a dû déboursier des sommes considérables ces dernières années pour reconstituer l'église de Saint-François de l'Île, celle dont parlait le secrétaire provincial (M. Prévost) hier, quand il faisait part à la Chambre que le clocher de cette église et l'autel de ce même temple avaient été démenagés.

Il ne suffit pas seulement d'avoir des lois, mais faut-il aussi les faire observer. La loi reste, mais les facettes du bijou que constitue l'Île d'Orléans sont passablement ternies.

Nous avons dans le Québec une chose à conserver, c'est notre caractère français. Le fait français doit être le premier souci de nos architectes et urbanistes quand il se bâtit de nouvelles villes ou qu'on rebâtit. Nous devons nous garder de copier les villes américaines. Il est nécessaire de convaincre les Québécois de la beauté de leurs vieilles maisons. Ils ne doivent pas les détruire pour les remplacer par des "boîtes carrées", pour la raison qu'on en retrouve dans nos petites municipalités. Dans le comté de L'Assomption, on y voit de nombreuses maisons de l'époque française.

Un service d'urbanisme existe au ministère des Affaires municipales, mais il faudrait lui donner des pouvoirs. Aujourd'hui, il ne peut que conseiller.

Il n'a pas de pouvoir. Il faudrait constituer un véritable Bureau provincial d'urbanisme, qui aurait juridiction en vertu de la loi. Il faudrait à cet organisme des pouvoirs étendus et un budget conséquent.

En somme, ce qu'il faut éviter, c'est que des agglomérations ne puissent continuer de grossir sans normes. On devrait lui donner la haute main et le droit de dire son mot sur les projets du ministère de la Voirie, par exemple, ou les constructions des travaux publics, de sorte à les conseiller dans leurs choix ainsi que dans la localisation de leurs projets. Ceux-ci font pour construire des routes, des trouées dans des villages dont l'aspect mériterait d'être protégé. Ce bureau pourrait aussi voir à ce que nos municipalités adoptent de jolis noms français.

En somme, je verrais un bureau provincial d'urbanisme qui pourrait jouer un rôle à peu près aussi important que la Commission municipale de Québec dans un autre domaine.

Il (M. Lapalme) dit que cette loi dont il parle devrait tenir compte de toutes les régions de la province. Il existe, dans la province, des sites d'une beauté rare qu'il faudrait classer et préserver au même titre que les monuments historiques. C'est du reste ce qu'on fait en Europe. Avant longtemps, ce bureau d'urbanisme pourrait devenir aussi important que le ministère des Affaires municipales lui-même.

De plus, on devrait recourir plus souvent aux lumières du comité de toponymie, formé par la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste de la province et par le Conseil de la vie française, qui ferait de l'excellente besogne s'il était convenablement appuyé.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):
L'urbanisme est une science relativement nouvelle. Il y a à peine 20 ans, on ignorait presque la signification du mot urbanisme. C'était alors une science presque inconnue. Ça a pris du temps à amener les municipalités à prendre cette nouveauté au sérieux. La ville de Montréal, la métropole du Canada, ne possède un service d'urbanisme que depuis 20 ans à peine.

Il rappelle qu'il y a un certain temps, un Canadien qui avait suivi un cours d'urbanisme en France n'avait pu être engagé par la ville parce que celle-ci n'était autorisée qu'à engager des ingénieurs, aucune provision budgétaire n'étant prévue pour l'embauche d'urbanistes.

Il fallait donc commencer par un travail de propagande. Et le service d'urbanisme que nous avons au ministère des Affaires municipales a fait, en ce domaine, de l'excellente besogne. Cela a donné d'excellents résultats.

Heureusement, aujourd'hui, les municipalités réalisent l'importance de l'urbanisme. Elles comprennent tout l'avantage qu'elles peuvent tirer d'un aménagement sain et harmonieux de leur territoire respectif et elles recourent avec enthousiasme au service des urbanistes.

Le gouvernement a soumis à plusieurs municipalités en plein développement des règlements de zonage modèles. Ils ont été fort utiles à plusieurs corporations municipales. En vertu des modifications apportées à la loi des cités et villes, que la Chambre sera appelée prochainement à étudier, les pouvoirs d'urbanisme des municipalités sont considérablement augmentés.

C'est ainsi que plusieurs municipalités pourront s'unir, afin de préparer un plan conjoint de développement. Cette pratique devrait assurer une belle uniformité.

Il (l'honorable M. Dozois) révèle que le service d'urbanisme de son ministère, service composé de trois urbanistes, est à faire un inventaire des lois d'urbanisme ailleurs dans le pays et même aux États-Unis, en vue de recommander une législation qui rencontrerait nos besoins. Car, dit-il, un tel bureau provincial devrait être institué par une loi qui préciserait ses pouvoirs.

L'idée exprimée par le chef de l'opposition est excellente. Nous souhaitons tout autant que lui de pouvoir avoir une législation relative à l'urbanisme qui respectera l'autonomie municipale. C'est dans ce but que nous étudions tout ce qui se fait ailleurs, non seulement au Canada mais aussi à l'étranger.

Quant au comité de toponymie, nous collaborons en étroite coopération avec lui en vue d'aider les municipalités qui veulent se donner des noms plus appropriés ou de trouver des désignations simples et expressives pour les agglomérations nouvelles. Les suggestions que nous avons faites dans le passé ont donné de bons résultats.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)
propose: 14. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 166 concernant la ville de Boucherville, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié au paragraphe *a*, dans la première ligne de la page 2, en remplaçant les mots "de la présente loi", par les mots "du présent règlement".

2. L'article 2 est modifié au paragraphe *a*, dans la huitième ligne, en remplaçant les mots "de la présente loi", par les mots "du présent règlement".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 202 pour valider le titre de Westminster Paper Company Limited sur certaines propriétés, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié:

a) en remplaçant, dans les 1^{re}, 13^e, 14^e et 26^e lignes, à la page 2, le nom "Saint-Paul", par le nom "Saint-Paul de Joliette";

b) en remplaçant, à la dernière ligne du paragraphe 8*a*, à la page 8, le nom "Saint-Paul de Joliette", par le nom "Saint-Paul";

c) en remplaçant, dans les 4^e et 5^e lignes de la page 11, le nom "Saint-Paul de Joliette", par le nom "Saint-Paul";

d) en remplaçant, dans les deux dernières lignes du paragraphe 18*a*, à la page 17, le nom "Saint-Paul de Joliette", par le nom "Saint-Paul".

2. L'article 1 est modifié en insérant, dans la 6^e ligne, après les mots "le numéro 104,313", ce qui suit: "et le numéro 80,638".

3. L'article 4 est modifié en remplaçant, dans la 8^e ligne, le nom "Edward Fisk" par le nom "Edward Fiske".

4. L'article 7 est modifié en biffant la 14^e ligne qui se lit comme suit: "cause et représentants dans et à ladite".

5. L'article 10 est modifié en remplaçant, dans la 3^e ligne, le nom "J. A. Cameron" par le nom "D. Cameron".

6. L'article 11 est modifié:

a) en remplaçant, dans la 2^e ligne, la date "21 janvier 1897" par la date "29 janvier 1897";

b) en remplaçant, dans la 4^e ligne, les mots "numéro 2,551," par les mots "numéro 25,551".

7. L'article 13 est modifié en remplaçant, dans la 1^{re} ligne, les mots "acte de vente" par les mots "acte de donation".

8. L'article 17 est modifié, dans les 2^e et 3^e lignes, en remplaçant le nom "B. Desrochers," par le nom "U. Desrochers,".

9. L'article 18 est modifié en insérant dans les 12^e et 13^e lignes, après le nom "Landreville", ce qui suit "et François Beaudoin".

Projets de loi:

Boucherville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 166 concernant la ville de Boucherville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Westminster Paper Company

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 202 pour valider le titre de Westminster Paper Company Limited sur certaines propriétés.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) demande au chef de l'opposition s'il est d'avis de donner congé aux députés à l'occasion de la soirée du Mardi Gras.

Il (l'honorable M. Barrette) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 15.

NOTES

1. En effet, lors de la séance du 16 février 1960, M. Barrette a annoncé que dorénavant, il ne répondrait aux questions au *Feuilleton* et il ne déposerait les documents demandés que le mercredi.

2. René Hamel a été député du Bloc populaire pour la circonscription de Saint-Maurice-Lafèche à la Chambre des communes de 1945 à 1949.

3. Le *Montréal-Matin* du 2 mars 1960, à la page 14, souligne que M. Hamel lui-même n'a pu s'empêcher de rire.

4. M. Hamel a en effet soulevé cette même question de privilège lors de la séance du 26 février 1960.

5. *La Presse* du 2 mars 1960, à la page 35, précise que M. Levesque a parlé pendant une heure.

6. Le *Montréal-Matin* du 2 mars 1960, à la page 7, rappelle que c'était la première fois que M. Miquelon défendait son budget, puisqu'il est à la tête du département des Terres et Forêts depuis le 8 janvier 1960 seulement. Le *Montréal-Matin* précise également que l'étude des crédits de ce département s'est terminée à 5 h 30.

7. Il s'agit du chiffre du *Soleil* du 2 mars 1960, à la page 3. *The Montreal Daily Star* du 2 mars 1960, à la page 9, parle plutôt de 15 municipalités.

8. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

Séance du mercredi 2 mars 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 63 concernant l'enregistrement des véhicules automobiles et la réglementation de la circulation routière.

Projets de loi:

Enregistrement des
véhicules automobiles et Code de la route

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 63 concernant l'enregistrement des véhicules automobiles et la réglementation de la circulation routière².

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 63 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

Visite de l'ambassadeur
de l'URSS au Canada

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au premier ministre s'il a des commentaires ou une

déclaration à faire à la suite de la visite à son bureau de l'ambassadeur de la Russie communiste, M. Aroutunian. Quel a été l'objet de cette visite, dit-il?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je le dirai personnellement au député quand je le rencontrerai.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est une question d'intérêt public.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Était-ce au sujet de la vodka?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): (Riant) Non, non, cela relève de mon département!

Réponses aux questions
de l'opposition

M. Brown (Brome) demande au ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) quand il produira, ainsi que promis, la liste des personnes ou des sociétés qui ont présenté des soumissions lors de la construction de ponts par l'entrepreneur Guay.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je me souviens d'avoir répondu au député que les informations réclamées remontaient à 1956 et qu'il pourrait s'adresser au ministère des Travaux publics pour les avoir.

M. Brown (Brome): Le ministre m'avait dit clairement qu'il me les donnerait en Chambre³.

Déficits des commissions scolaires

L'honorable M. Barrette (Joliette) appelle la question numéro 2 inscrite au *Feuilleton*.

M. Hamel (Saint-Maurice): Et le numéro 1⁴?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ça viendra.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): 1. Combien de commissions scolaires ont enregistré des déficits d'opérations durant leur exercice financier 1958-1959?

2. Quelles sont ces commissions scolaires et quel a été, dans chaque cas:

a) Le montant du déficit?

b) Le montant de la subvention gouvernementale pour aider à combler ce déficit?

3. Quel était, au 30 juin 1959:

a) Le montant total des déficits scolaires de la province?

b) Les noms de chacune de ces commissions scolaires et le montant du déficit accumulé dans chaque cas à cette date?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

1. 1,199 commissions scolaires.

2. a) Il est contraire à l'intérêt public de fournir les renseignements demandés. Au surplus, il serait injuste de fournir un chiffre unique extrait d'états financiers qui l'expliquent, et que le rapport du vérificateur commente généralement.

b) Idem.

3. a) \$14,385,329.

b) Il est contraire à l'intérêt public de fournir les renseignements demandés. Au surplus, il serait injuste de fournir un chiffre unique extrait d'états financiers qui l'expliquent, et que le rapport du vérificateur commente généralement.

Location de camps dans des parcs nationaux

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Le gouvernement a-t-il loué des camps ou des lacs à quelque personne, association, etc., au cours de l'année 1959, dans les territoires des parcs nationaux ou des réserves de pêche?

2. Dans l'affirmative:

a) À qui?

b) À quel endroit et à quel prix dans chaque cas?

c) Le prix du loyer a-t-il été payé dans chaque cas, à quelle date et quel montant?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1.

Oui.

2. a) À 19,682 personnes réparties dans 132 camps des parcs et réserves.

b) Parc des Laurentides, parc de la Gaspésie, parc de La Vérendrye, réserve des Chic-Chocs, réserve Petite-Cascapédia, réserve Port-Daniel, réserve Rivière-Saint-Jean, réserve Mingan, réserve Rivière Romaine, réserve Chibougamau, réserve Mistassini, réserve Horton ainsi que le parc de la Montagne Tremblante. Le prix de location a varié de \$3.50 à \$80 par personne par jour et de \$150 à \$600 par saison. Dans le parc de la Montagne Tremblante, il y a quelques clubs qui sont loués

depuis plusieurs années et dont les loyers sont payés chaque année (voir réponse donnée à la page 443 des *Journaux de l'Assemblée législative 1958-1959*). Nous sommes à organiser le parc de la Montagne Tremblante comme les autres parcs de la province et, petit à petit, nous récupérons les territoires loués aux clubs.

c) Oui: pour la location quotidienne des camps, le prix a été payé sur l'émission des permis; pour la location saisonnière, le prix a été payé à l'ouverture de la saison de pêche.

Avions de Trans-Gaspésien Aérien ltée

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Référant au document no 50 de la session 1958-1959:

Quant au ministère de la Chasse et des Pêcheries, en ce qui concerne l'avion Widgeon, mentionné aux paragraphes 2 et 3:

A. 1. Ledit avion a-t-il été utilisé avant le 7 décembre 1956 pour remplir des contrats de la compagnie Trans-Gaspésien Aérien ltée?

2. Dans l'affirmative, à quelles dates et de quels contrats s'agissait-il?

B. 1. Depuis le 7 décembre 1956, un ou des pilotes du ministère de la Chasse et des Pêcheries a-t-il ou ont-ils piloté un ou des avions appartenant à la compagnie Trans-Gaspésien Aérien ltée?

2. Dans l'affirmative et dans chaque cas:

a) À quelle date?

b) Quel était le nom du pilote?

c) Quelle était la marque de l'avion?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): A. 1.

Du 13 août au 2 septembre 1955, le département a utilisé pendant 23.15 heures les avions sur roues de la compagnie Trans-Gaspésien Aérien ltée alors que cette compagnie a utilisé le Widgeon pour 21.05 heures, en se chargeant elle-même de tous les frais de pilotage, d'entretien, de gazoline et d'huile inhérents à ces voyages. (La compagnie Trans-Gaspésien Aérien ltée est la seule détentrice de franchise exclusive obtenue de la Commission des transports du gouvernement fédéral, et est la seule compagnie aérienne dans Gaspé-Sud et Gaspé-Nord qui possède des facilités de ravitaillement et d'entretien et de réparation.)

2. Transport de castors pour les fins du ministère de la Chasse et de la Pêche, dans le Nouveau-Québec, huit voyages du 13 août au 2 septembre 1955.

B. 1. Non, aucun pilote du ministère n'a travaillé pour ladite compagnie, sauf durant les

heures libres ou au cours de la période des vacances annuelles.

2. Répondu par 1.

Questions et réponses

L'honorable M. Barrette (Joliette) appelle la question numéro 6 inscrite au *Feuilleton*.

M. Hamel (Saint-Maurice): Qu'advient-il de la question numéro 5⁵?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je répondrai aux questions quand j'en aurai le loisir, quand je pourrai. J'y répondrai quand je voudrai.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est un défi au Règlement de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Voilà six fois que le député m'interrompt en moins de deux minutes.

Une voix: Pardon, quatre!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Hier, en quelques minutes, il m'a interrompu 18 fois.

M. Hamel (Saint-Maurice): On dirait vraiment que le premier ministre n'a que cela à faire, compter les interruptions.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je m'adresse à l'Orateur.

M. Hamel (Saint-Maurice): On ne le dirait vraiment pas!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je regarde le député parce que je sais que ce n'est plus pour bien longtemps.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les deux prédécesseurs du premier ministre actuel ont dit exactement la même chose.

Radiocommunications du ministère de la Chasse et de la Pêche

M. Dionne (Rimouski): 1. Le ministère de la Chasse et de la Pêche opère-t-il dans la province un système de radiocommunications?

2. Dans l'affirmative:

a) Depuis quand?

b) Quel a été le coût global d'achat et d'installation de ce système?

c) De qui ce système a-t-il été acheté et par qui a-t-il été installé?

d) Combien y a-t-il:

aa) De postes d'émission?

bb) De postes récepteurs?

Et où chacun de ces postes est-il situé?

e) Quelle est l'étendue ou la portée, ainsi que la longueur d'ondes de ce système?

f) Combien de personnes sont employées pour l'opération et l'entretien de ce système, et quel est le montant global annuel de leurs salaires, frais de voyage, de logement, etc., et quels sont les noms et prénoms de ces personnes?

g) Quel est le coût annuel d'opération et d'entretien de ce système?

h) Combien d'avions du département sont reliés avec ce système?

i) Une ou des compagnies privées d'aviation sont-elles ou ont-elles été reliées à ce système depuis son installation et, si oui, lesquelles, à quelles conditions, et moyennant quel loyer annuel dans chaque cas?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. Oui.

2. a) Première station établie en 1953.

b) \$15,001.31.

c) Radio Communication Equipment & Engineering Ltd.: \$3,300.18

World Radio Laboratories Inc.: \$4,006.13.

Gabriel Aero-Marine Instruments Ltd: \$4,055.

Département de la Colonisation: \$3,640.

Ce système a été installé par les employés du ministère.

d) aa) et bb) Huit stations fixes: Québec, Rupert House, Mistassini, Gaspé, Grande-Rivière, La Tabatière, Îles-de-la-Madeleine et Mingan.

11 stations mobiles: huit automobiles de gardes-chasse, 3 bateaux, 2 unités portatives.

e) 400 milles; 3367 kc/s

f) Il n'y a pas d'employés attachés spécialement à l'opération et l'entretien de ce système. Il est opéré par des employés réguliers du ministère.

g) Environ \$500 par année.

h) Un.

i) Non. Cependant, le département a obtenu de certaines compagnies d'aviation la permission de se servir de leur fréquence, et cela, gratuitement.

Baribeau Etchemin inc.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): 1. Depuis le 22 janvier 1955, quel montant le ministère de la Colonisation a-t-il dépensé en réparations et améliorations sur l'immeuble (terrain et bâtisse) qu'il a acquis à cette date de Baribeau Etchemin inc. à Sainte-Germaine de Dorchester?

2. De quelle façon le ministère de la Colonisation a-t-il disposé de la machinerie qu'il a achetée en même temps que l'immeuble mentionné au premier paragraphe?

Si la machinerie a été vendue:

- a) À qui a-t-elle été vendue?
- b) Pour quel prix?
- c) À quelles conditions?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. \$56,831.

2. Le ministère de la Colonisation n'a acheté aucune machinerie, tel qu'en fait foi l'arrêté ministériel numéro 1091 du 3 novembre 1954.

Avion Widgeon

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Référant aux réponses données par le représentant de Gaspé-Sud (l'honorable M. Pouliot) à la page 345 des *Procès-verbaux* (page 323 des *Journaux*) de la présente session:

1. Par qui et à quel endroit ont été effectuées les transformations et réparations à l'appareil Widgeon?

2. De qui et à quel prix ont été achetées les pièces qui ont servi auxdites transformations et réparations?

3. Quelle est la nature des réparations faites et quelle est la nature exacte de la transformation opérée?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. Global Aviation Ltd., Saint-Eugène, Ontario; Executive Aircraft Services, Dorval, Québec.

2. Executive Aircraft Services: \$8,733.00, transformations.

Global Aviation Ltd.: \$9,679.00, pièces.

Executive Aircraft Services: \$700.95, réparations.

Raoul Fortin: \$3,595.65, réparations.

3. Changer les moteurs Rangers pour des moteurs Lycoming de 260 chevaux-vapeur chacun avec hélices Hartnell à deux pales seulement, accessoires et peinture. Cet avion ne peut nullement

être considéré comme un Super Widgeon. Ses moteurs n'étant que de 260 chevaux-vapeur alors que ceux du Super Widgeon sont de 275 chevaux-vapeur. Ses hélices sont de 2 pales, alors que celles du Super Widgeon sont de 3 pales. Les moteurs et accessoires du Super Widgeon sont de 24 volts tandis que ceux de cet appareil sont de 12 volts seulement. La capacité du réservoir du Super Widgeon contient jusqu'à 150 gallons, ce qui équivaut à plus de 5 heures de vol, alors que le réservoir dudit avion ne contient que 90 gallons, ce qui donne à peine 3½ heures de vol.

Location de camps de chasse et de pêche

M. Brown (Brome): Relativement à la page 77 des *Comptes publics pour l'exercice financier finissant le 31 mars 1959*, sous la rubrique "Location de clubs, etc." le terme étant catégoriquement applicable, selon l'explication donnée par l'honorable ministre de la Chasse et de la Pêche, à la "location de deux camps construits sur le territoire de clubs loués séparément depuis plusieurs années":

- 1. Qui loue ces camps et à quel prix par année?
- 2. Où sont-ils situés?
- 3. Quelle est l'étendue de terrain dans chaque cas?
- 4. Quand fut signé le bail et quelle en est la durée quant à l'un?
- 5. Quand fut signé le bail et quelle en est la durée quant à l'autre?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. a) Une vieille bâtisse louée au Club de la rivière Darmouth, au loyer annuel de \$20, et ce, en plus du loyer annuel pour les droits de pêche aux saumons qui est de \$3,000.

b) Deux bâtisses louées au Club Saint-Urbain, au loyer annuel de \$50, et ce, en plus du loyer annuel pour les droits de chasse et pêche qui est de \$200.

2. a) La rivière Darmouth en Gaspésie.

b) Les deux autres sont sur les bords du lac Porc-Épic dans le comté de Charlevoix.

3. a) La rivière Darmouth ainsi que le ruisseau Grande-Fourche, y compris les trois chaînes le long de la rivière.

b) 22½ milles carrés.

4. Le premier bail du Club de la rivière Darmouth a été signé le dixième jour de novembre de l'année 1927 et continué depuis.

5. Le bail pour les deux bâtisses dans le comté de Charlevoix a été signé le 20 février 1952 et continué depuis.

Territoires sous bail ou loués

M. Brown (Brome): 1. Parmi les 1,714 territoires sous bail ou loués à des particuliers ou clubs, selon l'information fournie par l'honorable ministre de la Chasse et de la Pêche, tel qu'il apparaît aux pages 420 et 421 des *Procès-verbaux* de la présente session:

a) Combien de territoires sont loués à des clubs commerciaux qui pouvoient au plaisir du public?

b) Combien de territoires sont loués à des clubs privés régis par un bureau d'administrateurs élus soumis à des règlements constitutionnels concernant les membres et leur demande d'admission?

c) Combien de territoires sont loués à des associations dont le revenu principal ne provient pas de la chasse ou pêche?

d) Combien de territoires sont loués à un individu en particulier?

2. Quant aux sous-paragraphes *a, b, c, d*, du paragraphe 1, quel est le montant minimum et quel est le montant maximum du loyer payé dans chaque cas, en détail?

3. Quels sont les écarts dans les prix des loyers, par mille carré, relativement à ces 1,714 clubs ou territoires?

4. Combien d'inspecteurs sont engagés par la province pour faire l'inspection de ces territoires?

5. Combien d'inspections ont été faites en 1959?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. *a*) 251.

b) Il faudrait pouvoir étudier près de 2,000 dossiers pour connaître les règlements de chaque club avant de donner une réponse.

c) Nous n'avons aucun rapport des revenus particuliers des associations.

d) Voir *b*.

2. Le loyer est fixe dans chaque cas et varie selon la grandeur du territoire et les facilités de surveillance et de protection.

3. \$10.71 (moyenne par mille carré pour la chasse).

4. Tous les officiers de la "Protection" de même que les administrateurs du "Service provincial des outfitters".

5. La compilation n'est pas terminée.

Demande et dépôt de documents:

Québec Pulp & Paper Corporation (adresse)

Un député pour M. Galipeault (Québec-Ouest) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-

gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels, adoptés depuis le 11 décembre 1952 jusqu'au 31 octobre 1959, relativement aux usines appartenant autrefois à la Québec Pulp & Paper Corporation, à Chicoutimi.

Adopté.

L'honorable M. Johnson (Bagot) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 88)

Québec Pulp & Paper Corporation (ordre)

Un député pour M. Galipeault (Québec-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous documents et de toute correspondance échangés depuis le 11 décembre 1952 jusqu'au 31 octobre 1959, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, relativement aux usines appartenant autrefois à la Québec Pulp & Paper Corporation, à Chicoutimi.

Adopté.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare que les documents demandés sont volumineux et qu'il faudrait beaucoup trop de temps pour les copier ou les préparer.

Il ajoute qu'il avait été convenu avec le représentant de Québec-Ouest (M. Galipeault) qu'il pourrait prendre connaissance de ces documents aux bureaux du ministère des Ressources hydrauliques, et que tout autre député pourra prendre avantage de cette entente.

Avions du gouvernement

M. Thérberge (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copies des contrats relatifs aux transactions suivantes mentionnées au Document no 50 de la session 1958-1959:

1. Entre le ministère de la Colonisation et Timmins Aviation Limited, le 24 avril 1958, pour l'achat d'un avion Beechcraft pour la somme de \$85,585 plus un hélicoptère donné en échange;

2. Entre le ministère des Terres et Forêts et Automotive Products Company Limited, de Montréal, le 27 mai 1955, pour la vente d'un avion Beechcraft 18 au prix de \$19,000;

3. Entre le ministère de la Chasse et de la Pêche et la compagnie Trans-Gaspésien Aérien Ltée, le 7 décembre 1956, pour l'échange d'un Widgeon pour un bimoteur Cessna Crane;

4. Entre le ministère de la Chasse et de la Pêche et Trans-Gaspésien Aérien Ltée pour la cession en 1954 d'un avion Belanca;

5. Le contrat par lequel le ministère de la Chasse et de la Pêche a acquis, quelques années avant 1954, l'avion Belanca mentionné au paragraphe précédent.

Les honorables MM. Bégin (Dorchester), Miquelon (Abitibi-Est) et Pouliot (Gaspé-Sud) produisent les documents qui intéressent chacun de leurs départements. (Documents de la session no 89)

Annexion d'une partie de Mont-Saint-Hilaire à Otterburn Park

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance, télégramme, requête, mémoire, etc., échangés depuis le 1^{er} janvier 1959 jusqu'à date entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société, corporation, etc., relativement à l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité de Mont-Saint-Hilaire, dans le comté municipal de Rouville, à la municipalité d'Otterburn Park, dans le même comté municipal.

Adopté.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 90)

Compagnies aériennes engagées par le ministère de la Chasse

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion du représentant de Rivière-du-Loup (M. Couturier) proposant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Un état indiquant dans chaque cas le lieu, la date et l'heure du départ; la date et l'heure de l'arrivée au lieu de destination et le nom de ce lieu; le lieu, la date et l'heure du retour, dans le cas de chaque voyage aérien pour lequel le département de la Chasse a payé à:

a) Aviation de Roberval enr., la somme de \$6,550.81 au cours de l'exercice financier 1957-1958 (page 184 des *Comptes publics 1957-1958*), et la somme

de \$3,001.23 au cours de l'exercice 1958-1959 (page 185 des *Comptes publics 1958-1959*);

b) A. Fecteau transport aérien limitée, la somme de \$2,535.71 au cours de l'exercice financier 1957-1958 (page 185 des *Comptes publics 1957-1958*), et la somme de \$6,784.21 au cours de l'exercice 1958-1959 (page 185 des *Comptes publics 1958-1959*);

c) Eastern Provincial Airways Ltd., la somme de \$2,777.47 au cours de l'exercice financier 1958-1959 (page 185 des *Comptes publics 1958-1959*);

d) Sanmaur Air Service Ltd., la somme de \$2,149.89 au cours de l'exercice financier 1958-1959 (page 186 des *Comptes publics 1958-1959*);

e) Wheeler Airlines Ltd., la somme de \$5,554.60 au cours de l'exercice financier 1957-1958 (page 185 des *Comptes publics 1957-1958*) et la somme de \$7,261.53 au cours de l'exercice 1958-1959 (page 186 des *Comptes publics 1958-1959*).

2. Une copie des factures et des rapports de vol pour chaque voyage.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare qu'il n'est pas possible de fournir les documents demandés par cette motion parce que la plupart d'entre eux ne sont pas en la possession du gouvernement. Nous avons déjà répondu à une partie de la question.

M. Hamel (Saint-Maurice): On ne saurait satisfaire aussi facilement la Chambre. Le premier ministre dit que c'est impossible puis il affirme qu'il a répondu à une partie de la question. Il existe ce qu'on appelle un livre de bord dans les avions. Ce document donne la réponse à toutes les questions que nous posons. Si le gouvernement refuse de répondre, nous allons demander le vote. Qu'il prenne ses responsabilités.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ces documents ne sont pas la propriété du gouvernement. Il n'est pas possible d'obtenir les renseignements.

M. l'Orateur: Le Règlement dit qu'on ne peut demander la production de documents qui ne sont pas d'une nature publique.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je demande le vote.

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'Orateur dit que cette motion est irrecevable.

Décisions de l'Orateur:**Dépôt limité aux documents publics et officiels**

M. l'Orateur: En vertu des pouvoirs que me confère le Règlement, je déclare que ladite motion est hors d'ordre, parce qu'on demande de produire des documents qui ne sont pas la propriété du gouvernement mais de tierces personnes. Il (M. l'Orateur) cite à l'appui de sa décision la note 1, sous l'article 690 du Règlement.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Larouche, Lavallée, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Motions des députés:**Bill des droits et libertés du peuple du Québec**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 24 février dernier, sur la motion du représentant de Richmond (M. Lafrance) proposant que:

Attendu que les droits et les libertés du peuple et des institutions sont généralement reconnus dans le monde chrétien comme des droits naturels et

inaliénables de l'homme vivant en société, mais qu'ils ne sont consignés, dans notre province, dans aucun document législatif;

Attendu que les grandes nations civilisées ont jugé opportun et nécessaire de consigner dans une charte ou une déclaration solennelle les droits et les libertés de leurs citoyens et de leurs institutions;

Attendu que la civilisation industrielle et technique de notre époque menace de désagréger les assises de l'institution familiale;

Attendu que la reconnaissance des droits de la famille s'impose aujourd'hui comme une nécessité;

Attendu qu'il serait opportun d'adopter un bill des droits et des libertés du peuple du Québec;

Attendu que l'adoption d'un tel bill relève fondamentalement de la compétence provinciale et constituerait un geste positif d'autonomie provinciale par le Québec, au moment même où le gouvernement fédéral s'apprête à faire adopter par le Parlement du Canada une déclaration des droits de l'homme;

Cette Chambre prie le gouvernement de prendre les dispositions nécessaires afin d'introduire une législation établissant par un document législatif les droits et les libertés des citoyens, et plus spécialement ceux de la famille.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est): Le mot liberté est un grand mot, et avec le mot servir, c'est probablement le plus beau mot de la langue française. Il donne lieu à toute une gamme d'interprétations. Bien compris, il s'allie avec les notions de rectitude morale et de connaissance du devoir. Mais combien d'individus lui donnent un sens faux. Oh liberté! Combien de crimes on commet en ton nom.

Le but d'une charte des droits de l'homme et de la famille, c'est de diffuser la connaissance de ces droits. Cette diffusion par l'État peut se faire de deux manières: prendre une forme juridique ou politique. De plus, une charte des droits de l'homme pourrait être incluse soit dans la Constitution, ou inspirer toute la législation provinciale.

Sans être en principe opposé à une charte, je trouve que la codification en serait difficile, parce que nous touchons là aux vérités, aux principes immuables et universels, principes difficiles à traduire dans toutes les langues et qu'une seule langue peut vraiment traduire, la langue du cœur. Il s'agit de principes qui ne peuvent presque pas être contenus dans la coquille étroite des mots.

De toute façon, si le gouvernement en venait à la conclusion qu'il faudrait une déclaration des droits de l'homme et de la famille, il devrait consulter les organismes intéressés et la seule autorité

compétente dans cette province pour nous instruire en cette matière.

Il est plus facile, dans chaque législation particulière, de s'inspirer de la philosophie chrétienne traditionnelle en la matière. C'est d'ailleurs ce que le gouvernement actuel a toujours fait. Les législateurs québécois se sont toujours inspirés de la philosophie traditionnelle chrétienne, qui fait apprécier véritablement le sens des valeurs et qui repose sur la dignité de la personne humaine. La famille, selon cette philosophie, constitue la cellule fondamentale de la nation. Nous devons faire tout ce qui est possible pour protéger la famille.

Il (l'honorable M. Maltais) dit qu'il veut garder le débat au-dessus de la politique, mais qu'il pourrait s'étendre sur ce que l'État québécois a fait pour la famille dans des domaines tels que la sécurité sociale, l'éducation, la santé. Il cite cependant en exemple la déduction accordée au père de famille lors de l'adoption de la loi instituant l'impôt provincial sur le revenu.

La famille elle-même doit s'intéresser à son sort et les organismes qui la représentent doivent travailler à faire reconnaître ses droits. Il fait l'éloge du travail exécuté dans ce sens par les *Semaines sociales du Canada* depuis 1920⁶, spécialement par le R.P. Archambault⁷ leur fondateur et par le R.P. Arès⁸ qui lui a succédé à la direction.

Nous devons consacrer plus de temps pour informer la population de ses droits, obligations et devoirs relativement à tous les aspects de la liberté. On devrait accentuer nos campagnes de publicité et même en parler durant les campagnes électorales.

Il (l'honorable M. Maltais) propose que la motion en discussion soit amendée en substituant aux mots qui se trouvent après le mot "que" les mots suivants:

"Cette Chambre prie le gouvernement de continuer à s'inspirer dans toute sa législation des principes de la doctrine et de la morale chrétiennes et de considérer l'opportunité de préparer un projet de loi instituant une charte des droits et libertés des citoyens, et spécialement de la famille, dans les limites exclusives de la juridiction constitutionnelle de la province de Québec."

Je suis heureux de constater que le député de Richmond (M. Lafrance) a déclaré que l'adoption d'une charte des droits de l'homme et de la famille par le gouvernement provincial constituerait un geste d'autonomie positive. C'est exactement notre pensée aussi de ce côté-ci de la Chambre, et cela confirme bien notre point de vue selon lequel, lorsque

M. Duplessis faisait ses déclarations au sujet de l'autonomie provinciale, il s'agissait bien alors également d'autonomie positive.

M. Brown (Brome) rappelle les origines de notre pays, plus particulièrement du Québec, en soulignant les conditions spéciales dans lesquelles s'y est faite la colonisation. Il évoque le rôle joué par des familles illustres, comme les familles Hébert, d'Iberville, LaSalle, etc., et le culte que l'on a toujours porté, chez nous, à la famille.

Pour ces raisons, dit-il, il est sûrement approprié de songer à protéger le plus adéquatement possible les droits de la famille. Il invoque aussi le témoignage de prélats catholiques sur le caractère sacré de la famille et sur la nécessité de la consacrer dans toute déclaration des droits de l'homme.

Il fait ensuite une revue de l'histoire pour souligner comment a évolué le statut de la famille à partir du droit romain primitif et se livre à des considérations d'ordre philosophique sur la place de la famille dans la société. La famille, dit-il, avec l'enfant, constitue la principale unité économique et sociale de la société.

Dans une déclaration établissant les droits et libertés de la famille, il faudrait songer d'abord à reconnaître l'égalité de tous devant la loi, indépendamment de la race, de la couleur ou de la religion. Une telle déclaration devrait proclamer le droit antérieur des parents à choisir le genre d'éducation qu'ils veulent pour leurs enfants.

On devrait aussi, dans un document de cette nature, assurer l'inviolabilité du domicile, accorder une protection véritable à l'enfant né hors mariage⁹, à la veuve, etc. Il y aurait lieu de s'inspirer de législations dans d'autres pays du même hémisphère que le nôtre, comme le Brésil, l'Argentine, la Colombie, etc. Pour le moment, il s'agit d'accepter le principe d'une déclaration. On pourra s'entendre par la suite sur les éléments à insérer dans le document en question.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) félicite le député de Québec-Est (l'honorable M. Maltais) pour son discours et se dit heureux de constater qu'à l'Assemblée législative on est capable de s'élever au-dessus des considérations partisans pour discuter des grands principes qui doivent inspirer notre législation.

Le 17 février dernier, nous avons adopté unanimement une résolution qui a été communiquée au premier ministre du Canada. La Législature y soulignait qu'aucune loi fédérale ne devait empiéter

sur les droits des provinces et qu'en particulier elle devait veiller à ce que le projet de loi fédéral sur les droits de l'homme ne porte pas atteinte à la Législature provinciale.

Malheureusement, s'inspirant de cette résolution et du discours que je prononçais lors de son adoption, certains journaux, en dehors de Québec, ont immédiatement conclu que le gouvernement de la province de Québec se déclarait pleinement opposé au projet de loi du gouvernement fédéral. Je tiens à souligner que ni mon discours ni le texte de la résolution adoptée par la Législature ne permettent une interprétation aussi radicale. Notre intervention avait pour objet de réaffirmer d'une façon solennelle que nous ne permettions pas qu'aucune législation fédérale transfère au Parlement d'Ottawa la juridiction qu'accorde aux provinces la Constitution canadienne, sans le consentement préalable des provinces.

Depuis, le premier ministre du Canada et le ministre de la Justice ont répété publiquement en plusieurs occasions que la déclaration fédérale des droits de l'homme ne couvrirait que les matières qui concernent la juridiction fédérale, et rien de plus. Afin de placer les choses dans leurs justes perspectives et en considérant les positions que nous prenons dans le présent débat, je crois qu'il faut tenir compte des précautions que le gouvernement fédéral promet d'apporter à la rédaction de son projet de loi et des déclarations répétées des autorités fédérales.

Considérant ces facteurs, on ne devrait pas exagérer les craintes que nous avons exprimées. Le texte de la résolution de la Législature provinciale doit être lu tel qu'il est, c'est-à-dire comme une déclaration de principes affirmant les droits des provinces et prévenant toute renonciation même implicite de notre part aux principes de l'autonomie provinciale, dont nous nous sommes toujours montrés les fidèles défenseurs.

Il y a deux façons pour nous de reconnaître les droits de l'individu et de la famille. La première consisterait à adopter une déclaration énonçant ces droits. Pareille déclaration pourrait avoir du bon, mais elle comporterait aussi des difficultés. S'il est difficile pour Ottawa de rédiger une déclaration qui n'empiète pas sur les droits des provinces, il est également difficile pour Québec d'en rédiger une qui n'entrerait pas dans le domaine fédéral.

Ainsi, dans le discours objectif et serein qu'il a prononcé la semaine dernière à l'appui de sa motion, le député de Richmond (M. Lafrance) n'a pas totalement évité l'écueil. Il a parlé du divorce. Or, la Constitution réserve aux provinces la célébration du mariage, mais donne une juridiction exclusive à

Ottawa en matière de divorce. De sorte qu'en déclarant les principes énoncés par le député de Richmond, nous tomberions dans un domaine fédéral. Au moment où nous demandons à Ottawa de respecter les droits provinciaux, il faut bien que, de notre côté, nous respections aussi les droits fédéraux.

À mon sens, il y a un moyen plus efficace d'appliquer les principes énoncés par le député de Richmond. Il consiste à reconnaître, dans toutes nos lois, les droits de la famille et de l'individu. C'est ce que la Législature a fait dans le passé. Et je formule le vœu qu'à la suite de cette discussion, elle continue de protéger efficacement la liberté des individus et les assises familiales.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare qu'il fait siennes les remarques du procureur général (l'honorable M. Rivard), au moment où le gouvernement fédéral se prépare à voter une charte canadienne des droits de l'homme, mais que la motion principale et l'amendement tendent vers le même but dans le champ des droits de l'homme et des droits de la famille.

Il ajoute qu'il aurait été favorable à une conférence de tous les gouvernements parce que, dans l'opinion des juristes, il semble impossible de passer, au fédéral et dans les provinces, des lois qui soient constitutionnelles sur ce sujet des droits de l'homme et de la famille.

Il (M. Lapalme) félicite le député de Québec-Est (l'honorable M. Maltais) pour son discours objectif et note que l'amendement présenté ne change pas le but essentiel de l'amendement principal. Il arrive aux mêmes fins.

Si la Chambre veut poser un geste qui protégera les droits constitutionnels de la province, elle doit le faire d'une façon claire. Mais, au moment où la Chambre sera appelée à se prononcer sur l'amendement, l'opposition, elle, sera obligée d'approuver tout ce que le gouvernement a fait dans le passé dans le domaine social. Elle ne peut pas se rendre jusque-là, parce que, dans le passé, il y a eu des actes posés par l'Union nationale dans ce domaine que les libéraux ont condamnés. L'opposition n'entend pas bénir aujourd'hui ce qu'elle a désapprouvé hier. Et si on soulève un débat là-dessus, le but de l'amendement va disparaître dans le brouhaha.

Toute la difficulté provient du fait que le premier amendement prie le gouvernement "de continuer à s'inspirer dans toute la législation des principes et de la morale chrétienne". Si l'opposition vote cela, elle acceptera d'épauler ce qu'a fait le gouvernement dans le passé.

Pour que les actes de la Législature représentent réellement la province de Québec devant le gouvernement fédéral, il faut que ces actes soient le produit de l'unanimité. Or, si l'amendement reste tel qu'il est, pour ne pas approuver tous les actes du passé, je serai obligé de présenter un sous-amendement.

Il (M. Lapalme) propose au gouvernement de changer un peu la phraséologie de l'amendement en enlevant les mots "continuer à" et qu'on dise, tout simplement, que la Chambre "invite le gouvernement à s'inspirer, dans toute sa législation, des principes de la doctrine et de la morale chrétienne." De cette façon, l'opposition pourrait voter pour l'amendement du député de Québec-Est (l'honorable M. Maltais).

La question des droits individuels et familiaux doit rester au-dessus des considérations de parti. L'important, c'est qu'il y ait unanimité en face du gouvernement fédéral, et je ne veux pas que cet amendement puisse servir un jour contre moi en tentant à faire croire à la population que, parce que je l'ai voté tel quel, j'ai approuvé tous les actes passés du gouvernement.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Pour les raisons invoquées précédemment par le député de Québec-Est (l'honorable M. Maltais), le gouvernement ne peut pas voter pour la motion principale. Le gouvernement ne peut pas non plus accepter la proposition du chef de l'opposition d'enlever les mots "continuer à", parce que ce serait admettre que dans le passé le gouvernement ne s'est pas toujours inspiré des principes de la doctrine et de la morale chrétienne.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous mettons de l'eau dans notre vin. Mettez-en donc vous aussi.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Vous changez le vin en eau en transformant ainsi la portée de l'amendement du député de Québec-Est.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose un amendement à la suggestion ministérielle relative à la motion du député de Richmond (M. Lafrance). Il (l'honorable M. Bertrand) voudrait "que le gouvernement soit prié de s'inspirer, comme par le passé dans la législation, des principes de la doctrine et de la morale chrétienne".

M. Lapalme (Montréal-Outremont) refuse la rédaction de cet amendement qu'il considère en quelque sorte comme une approbation de toutes les lois adoptées depuis des années.

M. Levesque (Bonaventure) suggère une autre façon de rédiger l'amendement du député de Québec-Est.

Les députés ministériels se déclarent contre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si une motion du genre ne peut être approuvée à l'unanimité par la Chambre, il vaut mieux que l'opposition retire sa motion et que le gouvernement laisse tomber son amendement.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) acquiesce.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit qu'il regrette que le gouvernement n'ait pas saisi l'occasion d'éviter d'entraîner des considérations politiques dans l'amendement qu'il présente à la motion principale. Il ne fait aucun doute, dit-il, que la motion telle que présentée, comporte une implication politique. C'est en somme un vote de confiance au gouvernement.

Il (M. Hamel) rappelle les lois présentées par le gouvernement, lois qui n'ont certes pas été inspirées par des principes de la doctrine et de la morale chrétienne. Il fait notamment allusion à la loi électorale de 1953 qui privait l'opposition de son énumérateur. Est-ce qu'on peut dire, dit-il, que dans le passé le gouvernement s'est toujours inspiré des principes de la doctrine et de la morale chrétienne? Il (M. Hamel) répond dans la négative.

M. l'Orateur rappelle le député de Saint-Maurice (M. Hamel) à l'ordre¹⁰.

M. Hamel (Saint-Maurice) entreprend d'énumérer d'autres lois...

M. l'Orateur rappelle le député de Saint-Maurice à l'ordre et menace de le nommer s'il ne tient pas compte de ses avertissements.

M. Lafrance (Richmond) dit que sa motion a atteint son but. Les opinions exprimées au cours du débat amorcé par cette motion, dit-il, ont certes contribué à attirer l'attention de tous sur l'importance vitale des droits et libertés qui nous ont été acquis et légués par nos pères, et au prix même de leur sang. J'estime que nous avons vraiment servi l'intérêt public. C'était là le seul et unique motif qui anime celui qui a eu l'honneur de déposer cette motion.

Il (M. Lafrance) demande le consentement de la Chambre pour retirer sa motion, si le député de

Québec-Est (l'honorable M. Maltais) accepte lui-même de retirer l'amendement proposé en marge de cette motion.

Du consentement unanime de la Chambre, l'amendement et la motion principale sont retirés.

Comité spécial:

Comité d'enquête sur les sinistrés de Rimouski

M. Dionne (Rimouski) propose: Qu'un comité spécial de sept membres soit institué avec mission de faire enquête sur l'application de la loi pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski (14-15 George VI, chapitre 5) et ses amendements, et plus particulièrement sur les raisons qui ont empêché et empêchent encore tous les sinistrés répondant aux exigences de la loi de bénéficier également des avantages prévus par ladite loi et de faire ensuite au gouvernement les recommandations nécessaires pour que tous les sinistrés et la ville de Rimouski soient traités avec justice¹¹.

Que les honorables MM. Barré, Bourque, Dozois et Rivard, et MM. Hamel, Lapalme et Dionne composent ledit comité spécial.

L'on se rappellera que cette loi pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski a été adoptée par la Législature à la session de 1950-1951 et qu'elle permettrait à la ville de Rimouski de prêter aux sinistrés qui désiraient reconstruire leur maison. Le prêt ne devait pas excéder \$8,000 dans aucun cas, pour une seule construction.

Mais rares sont ceux qui ont pu emprunter le maximum qui était prévu, parce que la loi limitait les prêts à 50 % de la valeur de remplacement, et d'après l'article 7, cette valeur de remplacement était trois fois l'évaluation municipale avant l'incendie.

Le résultat, c'est que, sur 32 prêts, la valeur moyenne a été de \$3,484, seulement, tandis que la valeur moyenne des prêts sous la loi d'aide à l'habitation était de \$9,613 au 31 décembre 1958. Ce qui fait que la loi d'aide aux sinistrés était beaucoup plus restrictive que la loi d'aide à l'habitation, surtout si on tient compte, dans ce dernier cas, que le gouvernement remboursait une partie de l'intérêt, soit 3 %, tandis que la première loi n'accordait que 2 % de ristourne d'intérêt.

La ville de Rimouski a contracté des emprunts aux banques et à la caisse populaire sur la

promesse que le gouvernement contribuerait au paiement d'une partie de l'intérêt. C'était avant que la loi d'aide aux sinistrés ne soit votée. Par la suite, il a été impossible de tirer la chose au clair. Dix ans après la conflagration qui a détruit toute une partie de la ville de Rimouski, plusieurs sinistrés qui ont reconstruit leur propriété attendent encore le règlement de leur cas.

Il (M. Dionne) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 3 mars 1960, à la page 6, souligne que le député de Québec-Ouest (M. Galipeault), qui est absent de la Chambre depuis plusieurs semaines, sortira bientôt de l'hôpital. Selon le journal, M. Galipeault a été opéré pour une tumeur au cerveau.

2. *Le Montréal-Matin* du 3 mars 1960, à la page 8, précise que le comité des bills publics a consacré près de 6 h 30 à l'étude du nouveau code de la route.

3. Cette discussion a eu lieu lors de la séance du 15 février 1960. D'après le texte reconstitué, M. Bourque avait alors répondu qu'il ne pouvait pas répondre immédiatement au député.

4. La question numéro 1, mise au *Feuilleton* le 15 janvier par M. Parent, concerne un homme d'affaires dont le nom apparaît dans les *Comptes publics*.

5. La question numéro 5, mise au *Feuilleton* le 22 janvier par M. Parent, concerne certains employés du gouvernement, et se lit comme suit dans le *Feuilleton* du 2 mars 1960, à la page 3:

1. Les personnes ci-après mentionnées ont-elles été à l'emploi du gouvernement de la province de Québec ou de l'un de ses organismes, depuis le 1^{er} avril 1945 jusqu'au 31 décembre 1959:

M. Léo Tremblay, de Québec!

M. Marcel Bonin, de Joliette?

M. Napoléon Dorion, Sainte-Anne-de-Beaupré?

M. Urbain Caumartin, instituteur, de Québec?

M. Bruno Lafleur, journaliste, de Québec?

Jean-C. Fournier, publiciste, de Montréal?

2. Dans l'affirmative, donner:

a) Le nom du département, de l'office, régie ou commission, etc. où ces susdites personnes sont ou ont été employées?

b) La date de leur entrée respective en fonction, ainsi que la date respective de cessation de leur emploi, selon le cas?

c) Le salaire gagné annuellement par chacune de ses personnes, ainsi que le montant annuel de toute autre rémunération, horaire, etc.?

d) La fonction remplie par chacune de cesdites personnes?

6. Installées chaque année dans une ville différente du Québec, les *Semaines sociales du Canada* réunissent à la fin de l'été les élites laïques et religieuses de la région. On y organise des conférences et des débats publics entourant la façon d'appliquer la doctrine catholique au profit des problèmes sociaux (famille, relations ouvrières, etc.).

7. Joseph-Papin Archambault (1880-1966), père jésuite, directeur de l'École sociale populaire de 1929 à 1959. Il mena une lutte acharnée contre la doctrine communiste, mais aussi contre le libéralisme et l'individualisme, proposant une réforme spirituelle devant conduire à l'établissement du corporatisme.

8. Richard Arès (1910-1989), théologien et docteur en sciences sociales, fut président des *Semaines sociales du Canada* de 1959 à 1973. Il participa également à la rédaction de plusieurs rapports concernant la langue française et les problèmes constitutionnels, dont celui de la commission Tremblay en 1956.

9. Plutôt que "l'enfant né hors mariage" comme dans *Le Soleil* du 3 mars 1960, à la page 8; *La Presse* du 3 mars 1960, à la page 59, écrit "l'enfant naturel".

10. *Le Soleil* du 3 mars 1960, à la page 8, précise que M. Hamel a été rappelé à l'ordre à plusieurs reprises durant son intervention.

11. M. Dionne a brièvement abordé la question lors de la séance du 15 décembre 1959. *The Montreal Daily Star* du 16 décembre 1959, à la page 11, expliquait alors qu'une partie de la ville de Rimouski avait été détruite par les flammes, en 1950. Deux semaines plus tard, environ la moitié de la ville de Cabano avait connu le même sort. Le gouvernement provincial avait alors voté une loi spéciale pour aider les sinistrés à reconstruire leurs maisons.

Séance du jeudi 3 mars 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions de condoléances:

Pompiers décédés en devoir

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) présente ses condoléances aux familles des cinq pompiers de Montréal qui sont morts victimes de leur devoir, hier matin, en combattant un incendie.

L'honorable M. Barrette (Joliette) présente également ses condoléances. Le gouvernement, dit-il, prend une grande part du deuil des parents des héros qui sont morts au devoir, en attendant que le gouvernement fasse autre chose aux funérailles civiques qui seront faites à ces pompiers.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'au nom de l'opposition il se joint au premier ministre et demande que cette expression de condoléances soit l'expression unanime des regrets de tous les députés à l'Assemblée législative.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) exprime ses condoléances et fait l'éloge de l'héroïsme des pompiers de Montréal.

Subsides:

**Budget des dépenses
1960-1961**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) critique la façon dont les gardes-chasse sont payés. Ils touchent, dit-il, un salaire de base, plus la moitié des amendes recueillies auprès des contrevenants qui sont traduits en justice. Si les gardes-chasse recevaient un salaire fixe, dit-il, ils feraient mieux leur travail.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): On examine en ce moment une meilleure façon de payer les gardes-chasse.

M. Brown (Brome) pose une question à propos des gardes-chasse.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Aucun des 300 gardes-chasse du ministère n'a été congédié au cours des dernières années pour des raisons de négligence professionnelle. Cependant, il faut comprendre que ces gardes-chasse sont des employés à temps partiel qui travaillent un peu plus de six mois par année. Ils sont embauchés à nouveau chaque printemps et s'ils n'ont pas fait l'affaire, ils ne sont simplement pas réembauchés.

Le ministère est en train de planifier la création d'une école spéciale pour les gardes-chasse, qui sera située dans l'ancien hôpital Jeffery Hale à Québec.

Il (l'honorable M. Pouliot) soutient qu'aucun garde-chasse n'a été nommé pour des raisons politiques.

M. Brown (Brome) rappelle le cas de James Jolley, un citoyen de Knowlton, qui s'est présenté comme candidat de l'Union nationale contre lui à l'élection de 1956 et qui était inscrit comme recevant \$50 par mois à titre de garde-chasse.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dit qu'il ne connaît pas cet homme.

M. Brown (Brome) cite divers articles de journaux pour établir que le personnel chargé de l'application des lois et de la protection du gibier ne peut pas toujours accomplir un travail efficace parce qu'il en est empêché par des influences partisans.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il n'y a plus d'ingérence politique dans ce domaine. Cela existait autrefois, mais il n'en est plus de même aujourd'hui. Quand j'ai pris charge du ministère en 1944, les influences politiques jouaient à fond; il n'y avait que cela. On n'arrêtait que les braconniers qui n'étaient pas du Parti libéral. Il a fallu remonter la côte.

Mes sous-ministres et moi faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour éliminer ce type d'ingérence, et je crois être en mesure d'affirmer que nous avons maintenant la situation bien en main. Il peut arriver qu'il y ait occasionnellement des tentatives d'ingérence, mais nous n'en tenons pas compte, elles n'entravent pas l'application des lois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Voilà une affirmation fort candide et un peu trop catégorique. J'ai ici un article publié l'an dernier par M. Izaak Hunter¹ de la *Gazette* de Montréal, accusant un député de protéger les braconniers dans un district donné. Il a déjà écrit aussi qu'une douzaine de députés entravaient l'application des lois. C'est une accusation grave, une accusation qui, si on ne la précise pas, atteint tous les membres de la Chambre. Le gouvernement ne prend pas les mesures nécessaires pour identifier les députés concernés pour que des mesures disciplinaires puissent être prises à leur endroit. Il (M. Hamel) souhaite connaître le nom de ces députés.

L'honorable M. Barrette (Joliette): On ne devrait pas se servir d'un article de journal pour accuser des députés qu'on ne nomme pas, faisant ainsi planer des soupçons sur tous les autres. Le député de Saint-Maurice devrait écrire à M. George Carpenter, qui signe une chronique de chasse et pêche sous le nom d'Izaak Hunter, et lui demander les noms de ces députés. Je connais très bien M. Carpenter, pour être allé à la pêche avec lui, il y a environ 15 ans et si le député le préfère, je puis lui écrire moi-même, en vue d'obtenir la liste de ces députés. L'opposition pourrait alors avoir des surprises. Je ne pense pas qu'il y ait de notre côté des députés qui protègent les braconniers. S'il y en a, nous les aviserons. Le chef de l'opposition pourrait faire de même pour les siens.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas la façon de procéder. On devrait sommer le journaliste en question de venir à la barre de cette Chambre et mentionner ici les noms des députés qu'il croit coupables. On ne peut pas régler cette affaire par correspondance privée. Le public a le droit de savoir

la vérité. Il y va de la bonne réputation des membres de cette Chambre. Il faut nommer les coupables pour que les autres n'en souffrent pas dans leur réputation.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député a pris pour lui la déclaration de M. Hunter. Il accuse tous les députés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Une accusation comme celle de ce journaliste jette du discrédit sur toute la Chambre. Et, après cela, on déplore que le peuple n'a pas toute la considération pour les députés. Il faut que les députés en défaut soient identifiés.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Pour citer quelqu'un à la barre de la Chambre, il faut une procédure spéciale, qui ne peut se faire en comité. Le député de Saint-Maurice fait perdre son temps à la Chambre. L'an dernier, il a présenté une motion pour citer le journaliste Hunter à la barre de la Chambre qui accusait un député de protéger des braconniers. Sa motion a été rejetée parce qu'elle était mal présentée².

L'honorable M. Johnson (Bagot) défie l'opposition de porter des accusations précises, selon les règlements.

La résolution est adoptée.

À midi trente minutes, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

La Chambre poursuit l'étude des crédits du ministère de la Chasse et des Pêcheries.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de

bureau (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Hamel (Saint-Maurice) attire l'attention du ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot) sur ce qu'il appelle une anomalie. Malgré que nous ayons, dit-il, une multitude de rivières et de lacs dans notre province, il est à peu près impossible aux citoyens ordinaires de se livrer au plaisir de la pêche dans le voisinage de leur demeure³.

Actuellement, presque toutes les places accessibles sont interdites. Elles sont sous bail consenti à des clubs. On concède même des rivières. On devrait voir à ce que celles-ci, au moins dans un rayon de cinq milles des endroits habités, ne puissent être louées à des clubs pour que les habitants de l'endroit puissent aller y pêcher. Tout le monde n'a pas le moyen d'appartenir à un club.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Lorsqu'un club loue une rivière à \$12,000 ou \$15,000 par année, il est normal qu'il obtienne des droits exclusifs. Mais il y a beaucoup de rivières libres et accessibles au public.

Il évoque l'expérience qu'il a connue dans son comté depuis des années. Il cite en particulier le cas de la paroisse Saint-Côme où se trouvent de très nombreux lacs. J'ai écrit au ministère de la Chasse et de la Pêche pour demander qu'on n'accorde de bail sur aucun lac sans avoir au préalable offert les mêmes conditions de location aux gens de la paroisse. J'ai aussi exigé que si des lacs étaient effectivement loués à des gens de l'extérieur, on laisse aux gens de la place la permission d'y pêcher. Ce principe pourrait valoir dans toute la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): La chose est excellente et, de fait, le principe devrait être généralisé dans la loi. Mais cela n'aiderait guère les gens de centres comme Montréal, Québec, Shawinigan, et autres, où il n'y pas de lacs. On devrait voir à ce que ces citoyens puissent aller

tendre la ligne pas trop loin de chez eux, sans être obligés d'appartenir à un club.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le gouvernement cherche à faciliter le plus possible l'accès des rivières et lacs au public en général. Le gouvernement actuel, par exemple, a mis fin à plusieurs baux accordés à des clubs sur des rivières afin de les rétrocéder à l'usage public. Le gouvernement a aussi facilité l'accès du public aux parcs. Quant au système de location de lacs ou rivières, il ne peut être complètement aboli. Il a du bon. Il y a des endroits où les clubs de pêche et de chasse font vivre une partie importante de la population des environs. Ce serait une catastrophe que d'y mettre fin.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Améliorations des conditions de chasse et pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je veux m'aventurer dans un domaine fort discuté pendant ces derniers mois. Il s'agit de l'affaire du Trans-Gaspésien Aérien Ltée⁴. Dans les *Comptes publics de 1958-1959*, on trouve une somme de \$34,395.85 qui a été versée par le ministère de la Chasse à la Compagnie Trans-Gaspésien Aérien Ltée. Il y a d'autres montants ailleurs qui se rapportent à la même entreprise, mais on ne peut démembler la question, il faut la traiter comme un tout. Le chef du Parti libéral en a parlé l'an dernier, le 26 mars. À notre connaissance, il n'y a pas eu d'autre réponse que celle de l'ancien premier ministre, l'honorable Maurice Duplessis, quelques jours plus tard. Ce dernier avait répondu en formulant ces deux remarques: "Tout le monde connaît l'intégrité du ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot)..."; et "Les libéraux auraient dû aborder l'affaire en Chambre pendant la session alors que le ministre concerné était présent."

La session s'était terminée le 5 mars précédent et l'opposition n'avait pu qu'arracher des bribes de renseignements aux autorités provinciales. Lors de la prorogation des Chambres, les libéraux n'avaient donc pas en main toute la documentation voulue pour entamer une discussion avec le ministre.

Aujourd'hui, nous n'avons peut-être pas toutes les informations, mais le ministre est là et je

suis prêt à en discuter, malgré les maigres renseignements que nous avons pu obtenir du gouvernement. J'espère qu'on nous permettra de parler pendant qu'il est là.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) et **M. Ross (Montréal-Verdun)** engagent une discussion sur l'opportunité d'aborder le sujet à ce moment de l'étude des prévisions budgétaires du département de la Chasse et des Pêcheries et sur les exigences du Règlement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): De toute façon, j'entends parler du Trans-Gaspésien Aérien ltée. Le ministre le comprendra. Mais je me conformerai pour l'instant aux ordres qui me seront donnés. Si l'on me refuse la parole maintenant, il sera très facile de mettre la question sur le tapis en amendant une motion pour aller en subsides. M. Duplessis nous avait invités à la discuter en Chambre. Je suis prêt. Le nom de la compagnie Trans-Gaspésien Aérien ltée apparaît dans les *Comptes publics* parmi ceux des entreprises qui ont reçu des subventions du gouvernement...

Il (M. Lapalme) explique quelle a été la situation financière de l'entreprise de transport aérien depuis le début et se basant sur des documents produits par les autorités provinciales et qui sont consignés dans les *Journaux de l'Assemblée législative*.

Au commencement, dit-il, elle a reçu un important versement ayant la forme d'une donation. Ensuite, elle a bénéficié d'une aide financière annuelle.

Qu'est-ce que fut la donation initiale? D'après une réponse officielle (Document no 50, session 1958-1959), le ministre de la Chasse et des Pêcheries a dit qu'en 1954, pour remplacer une subvention et pour assurer les communications entre la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, une distance de 157 milles, son département a cédé un avion Belanca capable de transporter quatre passagers à la compagnie. Puis, le ministre nous apprenait que le 7 décembre 1956, le ministère avait échangé avec Trans-Gaspésien Aérien ltée un avion Widgeon contre un Cessna Crane.

Cela constituait un cadeau global de \$50,000 environ. Mais ce que nous trouvons de grave, c'est que le fils du ministre est intéressé dans la compagnie. Je ne sais pas si je dois critiquer la faiblesse du père de famille ou celle du ministre. Comme nous sommes dans la vie politique, je vais parler de l'homme public.

Le règlement du ministère fédéral des Transports, dont dépend l'aviation civile, nous apprend qu'un avion de type Belanca n'ayant qu'un seul moteur ne peut être utilisé à plus de 20 milles au large de la côte. Donc, le Belanca cédé par le département de la Chasse et des Pêcheries n'a pu servir pour aller aux Îles-de-la-Madeleine, contrairement à ce que le ministre a dit... Seul un multimoteur aurait pu assurer le service jusqu'aux Îles, d'après la Commission des transports aériens... L'argument invoqué par le ministre était donc absolument nul... De plus, Trans-Gaspésien Aérien ltée a revendu un peu plus tard l'avion, réalisant de cette manière un profit intéressant.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) demande au président du comité plénier (M. Ross) de limiter la discussion strictement à l'amélioration des conditions de chasse et de pêche, seul chapitre à l'étude. L'opposition, dit-il, a demandé des renseignements à plusieurs reprises sur Trans-Gaspésien Aérien ltée, le gouvernement a répondu. Que le chef de l'opposition interprète comme il le veut les documents produits! Mais, pour l'instant, qu'on s'en tienne à la question des crédits à l'étude. Le gouvernement n'a rien à cacher.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) répète qu'il tient à parler du sujet. Il dit que s'il reçoit l'ordre de n'en pas parler, il n'ira pas plus loin, mais ceux qui auront donné cet ordre auront à en supporter les conséquences devant l'opinion publique. Je fais le procès d'une compagnie dont le nom apparaît dans les *Comptes publics de 1958-1959*. Je crois que je dois en discuter aussi bien que du cas d'autres compagnies.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je n'ai rien à cacher et je n'ai pas d'objection, pour ma part, à ce que cette question soit discutée tout de suite. Je permets au chef de l'opposition de faire tout son exposé, mais je me réserve le droit d'expliquer ce qu'a fait la compagnie dont mon fils est le président et qui a doté la province de choses que ni le gouvernement fédéral ni le gouvernement provincial n'ont données.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je remercie le ministre. Nous sommes d'accord.

M. le président: Puisque tous sont d'accord et qu'il y a consentement unanime, je demande de garder le débat dans les limites prévues par le Règlement.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): M. le président...

M. le président: Il n'y a pas de discussion possible au sujet des directives données par le président. Après le discours du chef de l'opposition, le député de Sainte-Anne (M. Hanley) pourra prendre la parole.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le fils du ministre avait acquis un Cessna Crane pour \$1,850 en 1956...

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): M. le président...

M. le président rappelle M. Hanley à l'ordre.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Une transaction de 1956 aurait dû être discutée en 1957-1958. Le Règlement interdit d'en parler aujourd'hui.

M. le président: J'avais cru comprendre qu'il y avait consentement unanime pour faire le débat. Si tel n'est pas le cas, le chef de l'opposition pourra traiter de la question lors d'un amendement à la motion pour former le comité des subsides. À moins que le député de Sainte-Anne accepte la continuation du débat.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Je suis indépendant.

(Rires dans la Chambre)⁵

Je ne peux pas donner mon consentement. L'opposition accuse seulement pour se faire de la publicité.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Puis-je demander au député de Sainte-Anne de consentir? Je n'ai pas d'objection au débat. Cette question est vitale non seulement pour mon fils, mais pour la Gaspésie, la Côte-Nord et les Îles-de-la-Madeleine. On pourra m'accuser d'imprudence, mais pas d'autre chose.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je me reprendrai plus tard. Je ne veux rien devoir au député de Sainte-Anne (M. Hanley).

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) accepte la suggestion du député de Gaspé-Sud (l'honorable M. Pouliot).

M. Lapalme (Montréal-Outremont): M. Michel Pouliot a acquis l'avion au prix de \$1,850. Depuis 1957, le Cessna se trouve dans un hangar à l'aéroport de l'Ancienne-Lorette. Il n'a pas servi depuis 1957. (Exhibant des photos) L'appareil est dans un état délabré. À l'aide de ces photos, on peut constater que la vieille machine est rouillée, sa toile est rapiécée, les roues d'atterrissage sont dans un état pitoyable aussi. L'appareil porte de nombreuses autres blessures.

L'avion que le gouvernement a échangé pour cela n'était certes pas aussi délabré que le Cessna. C'est un luxueux appareil Super Widgeon qu'on a donné en échange. Les documents que nous avons obtenus le prouvent. Il (M. Lapalme) parle des informations qu'il a recueillies à ce sujet par l'entremise d'une compagnie d'avions.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le chef de l'opposition a reçu des réponses du ministre de la Chasse et de la Pêche. Il tente actuellement par des moyens détournés de contredire les documents déposés par le ministre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si je discute de la chose avec le consentement unanime de la Chambre, qu'on me permette de le faire d'une façon complète. Le ministre a soutenu dans ses réponses qu'il s'agissait d'un Widgeon. L'affirme que c'est un Super Widgeon, et cela est bien différent, selon les renseignements des experts de la question.

L'appareil était en bon état. On lui avait fait subir des transformations au coût de \$22,000 en 1954. C'est de cette façon qu'il est passé de type Widgeon à celui de Super Widgeon. Au moment où la compagnie Trans-Gaspésien, dont le président est le fils du ministre, obtenait du ministère l'avion en question, c'était un appareil spacieux en métal. La compagnie Trans-Gaspésien a utilisé ce Super Widgeon pendant deux ans, puis l'a revendu avec un profit considérable. La compagnie Trans-Aircraft à Hamilton offre l'appareil à \$38,000⁶, y compris les frais de remise à neuf du moteur.

De plus, il convient de se rappeler que la compagnie du fils du ministre a bénéficié d'un don du gouvernement, un appareil Belanca devant servir à l'établissement d'un service aérien entre Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine. Lorsque le chef libéral, M. Lesage, a fait sa conférence de presse sur cette question, on a ressuscité l'appareil. L'avion a fait une envolée alors en direction de Mont-Joli. On a fait subir au Cessna des réparations considérables qui ont coûté de \$15,000 à \$20,000.

Le président de l'entreprise Trans-Gaspésien a entrepris des procédures judiciaires contre le procureur de la province. La compagnie réclamait des dommages qu'aurait subis un avion loué par le ministère de la Chasse et de la Pêche. M. Michel Pouliot a alors révélé des informations qui démontrent comment sa compagnie était traitée par le gouvernement. En plus des \$50,000 de traitement de base, la Trans-Gaspésien recevait du gouvernement des rentes annuelles considérables.

Il (M. Lapalme) parle ensuite des octrois qu'il qualifie de nature terrestre. Il s'agit des aéroports de Mingan dans le Saguenay, et celui de Haldimand à Gaspé-Sud. Le gouvernement a acheté l'aéroport Mingan du fédéral au prix de \$50,000. De plus, une somme de \$30,000 a été versée en salaires pour le personnel travaillant dans cette région.

Le rebut à l'aéroport a été vendu pour \$2,247 et le président de la Trans-Gaspésien en a obtenu pour \$550. Le Cessna Crane a été vendu pour la ferraille... D'après des réponses du ministre, la Trans-Gaspésien louait l'aéroport Mingan pour la somme de \$100. Mais M. Michel Pouliot a contredit le ministère quand il a révélé que la location était de \$1 par année.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): La location de \$100 avait trait au hangar.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministère de la Chasse et de la Pêche a construit un hangar à avions sur un terrain appartenant à M. Mortimer Carter, à Haldimand, comté de Gaspé-Sud, et il s'est trouvé par la suite que ce terrain est devenu la propriété de la Compagnie Trans-Gaspésien Aérien ltée. Le ministre a déjà dit que la compagnie a offert de rétrocéder gratuitement ce terrain au gouvernement. Je laisse à la Chambre le soin de penser ce qu'elle voudra du procédé.

En 1957-1958, le ministère de la Chasse et de la Pêche a payé \$30,989 au Trans-Gaspésien Aérien ltée et, en 1958-1959, \$11,750. Cette compagnie a reçu \$250 par voyage de Gaspé aux Îles-de-la-Madeleine, tout en faisant payer \$45 par voyage aux passagers, alors que, pour aller de Montréal à Québec dans un Viscount, avion bien plus luxueux que le Widgeon, on ne paie que \$19. Le président de la compagnie, M. Michel Pouliot, dans une déclaration sous serment devant la Commission du transport du Canada, à Sept-Îles, a dit qu'il recevait \$250 par voyage, qu'il y ait des passagers ou non.

Le ministère de la Chasse et de la Pêche a confié également à la compagnie de M. Michel

Pouliot des envolées de surveillance des territoires. En 1957-1958, elle a reçu \$26,000, et \$19,000 en 1958-1959. Jules Ringuet, un pilote du ministère de la Chasse travaille pour Trans-Gaspésien.

Je ne sais pas comment, en dehors de la Chambre, on qualifierait cela, mais pour nous, c'est du népotisme. Ce traitement de faveur de la compagnie Trans-Gaspésien Aérien ltée a conduit cette dernière à faire de la sollicitation auprès des propriétaires de clubs de chasse et de pêche dépendant du ministère de la Chasse et de la Pêche.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je soulève un point d'ordre. On est à faire le procès de la compagnie. Cela ne relève pas du gouvernement...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On va voir cela. La lettre de sollicitation dit "que des avions ayant à bord des gardes-chasse seront à votre disposition pour la surveillance du territoire de votre club".

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il s'agit de relations entre une compagnie et ses clients. On fait le procès de la compagnie Trans-Gaspésien...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je fais le procès du ministre et du gouvernement, le procès de la compagnie qui se sert...

M. le président: Cette question des relations entre une compagnie et ses clients ne relève pas de la discussion en cours.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En présence de quoi sommes-nous? Nous sommes en face du ministre de la Chasse et de la Pêche d'un côté. De l'autre côté, il y a une compagnie dont le président est le fils du ministre. Sur un certain nombre d'années, cette compagnie a reçu en cadeaux, en subventions de base, en prestation, par l'intermédiaire du ministère du père du président, des centaines de milliers de dollars.

(Protestations à droite)

Et il se trouve que le ministre s'est trouvé entre la population dont il devait défendre les intérêts, entre l'intérêt public et l'intérêt privé d'une compagnie dont son fils était le président.

Si nous étions en 1935, je connais, de l'autre côté de la Chambre, des ministres qui nous auraient tenus pendant des jours et des nuits sur la sellette pour le millièm de cette affaire. Autrefois, on était en face de petites choses.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): En face des affaires de C. D. Howe...⁷

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En face des culottes à Vautrin⁸ dont vous avez fait votre drapeau...

Le moins qu'on puisse dire, comme l'a dit d'ailleurs le ministre (l'honorable M. Pouliot) lui-même, c'est qu'il a été imprudent. Pourtant, c'était l'un des ministres pour lequel j'avais le plus d'estime. Et je ne puis pas qualifier cette imprudence qu'il a commise. Il me semble qu'il a dû parfois se sentir gêné aux encolures quand il s'est trouvé placé dans cette situation, entre son devoir de ministre et la compagnie de son fils à laquelle le gouvernement était exposé à fournir des fonds publics pendant des années.

Si, sous prétexte d'intérêt public, on peut faire ainsi du népotisme et si on défend cette manière d'agir, demain, on pourra faire n'importe quoi. Qui pourra empêcher demain les ministres de placer leurs fils et leurs amis à la tête de compagnies faisant affaire avec le gouvernement...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le chef de l'opposition n'a pas droit de dire cela, c'est injuste. Non seulement il tente d'accuser le ministre, mais en même temps il accuse tous les ministres. Si c'est de cette façon que l'on veut agir, nous allons voir. Le fils de M. C. D. Howe a eu des contrats... Si le chef de l'opposition en a le courage, qu'il porte donc des accusations contre le ministre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Comment, après ce que je viens de dire, peut-on m'accuser de manquer de courage pour porter des accusations? Je n'ai fait que cela depuis que j'ai commencé...

M. le président rappelle au chef de l'opposition qu'il n'a pas le droit de prêter aux ministres des intentions et de leur imputer des motifs comme il l'a fait tantôt.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Non seulement il accuse le ministre de la Chasse et de la Pêche (l'honorable M. Pouliot) sans fournir de preuves, mais il accuse en même temps tous les autres ministres d'avoir des intentions mauvaises. Ce n'est pas joli ce qu'il fait là.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il a exposé des faits et que le premier ministre n'a pas compris le sens de sa phrase qui fait le sujet du rappel à l'ordre.

J'ai dit que si, légalement et moralement, il est permis de faire ce qu'a fait le ministre, qui empêchera demain les autres ministres de favoriser les compagnies à la tête desquelles ils auraient mis leurs fils ou leurs amis?

M. le président intervient de nouveau.

M. Hamel (Saint-Maurice) tente d'entrer dans le débat...

M. le président interrompt le député de Saint-Maurice. Il demande aux membres de la Chambre de montrer du "fair-play" à l'égard du ministre (l'honorable M. Pouliot) et d'attendre sa réponse.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il a exposé toute une série de faits à l'aide de documents et qu'il conclut de tout ce qui s'est passé dans cette affaire que s'il est permis à un ministre d'agir de cette façon, qui empêchera les autres de faire de même?

J'ai dit au ministre, en sa présence, ce que je pensais de sa manière d'agir... au sujet de son fils.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il ne s'agit pas du fils. C'est une compagnie qui est en cause.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Oui, mais c'est une compagnie dont le fils du ministre est le président. On ne peut pas se réfugier aussi facilement derrière une raison sociale et nous avons le droit de conclure de cause à effet.

Il rappelle au premier ministre que son prédécesseur, M. Sauvé, a déclaré dans la première partie de la session que lorsque l'opposition sait que quelque chose ne va pas dans l'administration, c'est son devoir de le dire.

Il termine en disant que s'il est venu devant la Chambre avec cette question, c'est parce qu'au mois d'avril dernier, le premier ministre Duplessis lui avait demandé d'avoir le courage de parler de cette affaire en présence du ministre. C'est fait.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) se lève.

(Applaudissements à droite)

Il dit qu'il est heureux de cette occasion de répondre à un réquisitoire préparé par certaines personnes qu'il ne connaît pas et qui veulent l'incriminer.

Nous avons répondu, à date, et au meilleur de notre connaissance, à chacune des nombreuses questions que l'opposition avait inscrites au *Feuilleton* au sujet des faits maintenant en discussion. Pour répondre au réquisitoire par lequel on essaie de m'incriminer, il va me falloir, sans vouloir prolonger le débat, rappeler brièvement l'histoire de la Gaspésie et de son service aérien.

Le *Devoir* rapportait dernièrement une déclaration de M. Esdras Minville⁹, disant qu'en matière économique, les Canadiens français ont le droit de compter sur l'appui de l'État. Or, quelle était la situation en Gaspésie, au point de vue de l'outillage aérien?

Pendant la dernière guerre, le gouvernement fédéral a cherché à établir des bases aériennes en Gaspésie sans être capable de trouver de site à l'est de Mont-Joli. Tout ce qu'il a pu établir, c'est une base aéronavale à Gaspé. Il n'y avait aucun aéroport en Gaspésie et les avions ne pouvaient se poser que sur l'eau. Quand des sous-marins ennemis ont coulé deux navires à trois ou quatre milles de la côte, au large de Cap-des-Rosiers, il a fallu faire venir des avions de l'autre bout du pays pour les combattre. L'absence de communications aériennes avait causé un grave problème.

Après la guerre, la compagnie Consolidated Paper avait besoin de bûcherons pour ses chantiers de l'Île-d'Anticosti. Comment les traverser? La compagnie Air-Rimouski, devenue par la suite Québécois, a consenti à faire quelques voyages. Il fallait utiliser, pour le transport des hommes et des vivres, des avions qui se posaient sur la glace, dans la baie de Gaspé, parce qu'il n'y avait de piste ou d'aéroport nulle part. On se demandait chaque fois si la glace était assez forte pour supporter la charge. C'était un risque continu. En 1948, un avion venu de Port-Meunier, Anticosti, s'est écrasé avec 28 passagers en face du bassin de Gaspé parce qu'il n'avait pas réussi à atterrir sur une piste d'urgence qu'on avait aménagée sur la grève. Vingt-huit personnes y ont trouvé la mort. Après quoi, la compagnie Air-Rimouski n'a plus voulu faire de service en Gaspésie. C'était trop dangereux et trop risqué.

C'est alors que mon fils, qui est pilote et qui s'est toujours intéressé à l'aviation, m'a supplié d'intéresser d'autres compagnies à venir desservir la Gaspésie. J'ai essayé. Une compagnie de Bathurst est venue examiner les conditions. Elle s'est découragée à son tour. Que peut-on faire quand il n'y a pas d'aéroport?

C'est moi qui ai construit de mes mains, à l'aide d'une pelle et d'un tracteur, le premier aéroport

de la Gaspésie à Cap-d'Espoir. C'était un petit aéroport de 2,100 pieds qui ne pouvait servir qu'aux avions légers. Les avions de Rimouski Air Line l'ont utilisé un temps, mais ont bientôt cessé d'y venir à la suite d'un accident sur la grève de Penouille.

J'ai continué mon travail avec mes trois fils¹⁰, dont l'un avait suivi un cours d'aviation en vue de rendre service à la Gaspésie. Mes fils, qui avaient à cœur comme moi le progrès de la Gaspésie, m'ont aidé à trouver un endroit convenable pour y établir un aéroport approprié aux besoins. Ils passaient leurs jours de congé à travailler avec moi. Nous avons fait d'autres démarches, espérant toujours qu'une compagnie consentirait à venir donner du service en Gaspésie parce que nous en avions absolument besoin.

Après avoir cherché par monts et par vaux, nous avons trouvé à Haldimand, près de Gaspé, un terrain qui paraissait propice à la construction d'un aéroport. Mais c'était un terrain entièrement boisé. La ville de Gaspé nous a aidé à l'obtenir. Et encore là, il nous a fallu travailler de nos mains, en commençant par abattre les arbres. Avec un petit tracteur de ferme; nous y avons fait une piste de 600 à 700 pieds de longueur, que nous avons agrandie graduellement par la suite.

Comme Ottawa refusait toujours d'aider notre coin de pays, et comme aucune entreprise de transport aérien ne consentait, malgré nos supplications, à venir donner du service en Gaspésie, il nous fallait tout faire par nos propres moyens. Une compagnie s'est formée en 1951 ou 1952. À ce moment-là, quand une lettre partait de Gaspé pour les Îles-de-la-Madeleine, la réponse mettait cinq ou six jours à nous revenir. La correspondance devait faire un long détour par Moncton. Or, les Îles-de-la-Madeleine font maintenant partie du diocèse de Gaspé. Elles appartiennent aussi au même district judiciaire et au même district d'inspection scolaire. Le collège classique et l'école normale sont à Gaspé. Il fallait de toute nécessité faciliter les relations entre l'archipel et la péninsule.

Avant de former cette compagnie, on a demandé au gouvernement provincial, s'il ne pourrait pas établir un service d'État, du genre d'Air-Canada. C'était impossible parce que c'était un territoire difficile; ce n'était pas payant. Alors, il a fallu en fin de compte que l'initiative privée se substituât aux pouvoirs publics.

La compagnie a dû commencer par construire et aménager un aéroport avec piste de 5,000 pieds sur laquelle tous les gros avions peuvent se poser. S'il n'est pas encore pavé, si la piste n'est pas aussi longue qu'elle devrait l'être, c'est parce que les

pouvoirs publics ne nous ont pas fourni l'aide qu'ils donnent ailleurs. Les Gaspésiens devaient tout faire par leurs propres moyens.

Cette compagnie, la Trans-Gaspésien, est aujourd'hui la seule dans tout le Canada qui entretient elle-même ses aéroports, en hiver comme en été. Elle n'a eu aucune aide d'Ottawa pour la construction et l'entretien des aéroports. Elle a pourtant le grand mérite d'avoir doté la province, à ses frais, d'un aéroport à Cap-d'Espoir ainsi qu'à Gaspé, et d'un autre dans le centre minier de Murdochville.

Mon fils n'est pas seul dans cette compagnie. Une quinzaine de personnes y ont des intérêts. Il y en a de Québec, de Sainte-Anne-des-Monts, de Rimouski et d'ailleurs. Cette compagnie dont mon fils est le président et l'animateur, ne s'est pas arrêtée là. Elle a construit de ses propres deniers un autre aéroport à Sainte-Anne-des-Monts. Elle fait maintenant le service deux fois par semaine¹¹ entre Sainte-Anne-des-Monts et Sept-Îles.

On appelle cela du népotisme? Quand je vois ainsi quelqu'un consacrer tout son temps et tous ses efforts au service d'une cause, de ses concitoyens et d'une région, même s'il est fils de ministre, je n'appelle pas ça du népotisme, mais du patriotisme.

(Montrant du doigt la cicatrice qu'il porte au front) J'oubliais de vous dire que je porte encore au front, et que je porterai tout le reste de ma vie, une cicatrice qui est le souvenir d'un atterrissage forcé sur la grève de Penouille, vers 1949-1950, alors que j'essayais d'intéresser Air-Rimouski à venir donner du service en Gaspésie. L'avion a capoté parce que le sable était trop mou.

C'est du népotisme que de travailler pour son pays et ses enfants? Voyons donc M. le président.

J'ai ici des lettres de son Excellence Mgr C. Leblanc, ancien évêque de Gaspé, et de Mgr Albert Lévesque, curé des Escoumins, suppliant l'honorable M. Chevrier¹², alors ministre fédéral des Transports, de faire quelque chose pour la compagnie Trans-Gaspésien Aérien Itée. Est-ce qu'ils ont cru mal faire? Bien sûr que non. Cette compagnie est la seule qui a voulu faire quelque chose pour cette région difficile. Est-ce un mal de l'aider? Je ne le crois pas. En tout cas, ma conscience ne me reproche rien.

Le chef de l'opposition fait état de certaines transactions au sujet des avions. Nous avons donné un avion Belanca dans les débuts de la compagnie, en guise de subside, pour remplacer un Seaside. C'était en 1954. Différentes autres compagnies, comme de grosses compagnies maritimes, établies depuis très longtemps, reçoivent près de \$1,000,000 chaque année des gouvernements d'Ottawa et de

Québec pour donner du service de traverse dans les régions difficiles, en Gaspésie et à destination des Îles-de-la-Madeleine. Les gens des autres parties du pays ne savent rien des difficultés dans lesquelles nous nous débattons. Voici une petite compagnie qui s'est formée pour aider un coin de notre pays. Nous lui avons donné en guise de subside un avion qui n'était pas pratique pour le département et avec lequel nous avions déjà eu plusieurs accidents. C'était une subvention bien faible, puisqu'après l'avoir réparé, la compagnie n'en a obtenu que \$2,500 pour un avion que nous avions payé \$7,000.

Quand au Widgeon, c'est un avion, plusieurs fois réparé, fait de pièces disparates, et il n'est pas étonnant que la compagnie de Hamilton ait des difficultés à la vendre en l'offrant à \$38,000. Il était brisé, sans train d'atterrissage et absolument inutilisable quand nous l'avons échangé pour un Cessna Crane. La compagnie a dépensé \$13,000 pour le réparer et n'a obtenu en retour qu'un crédit de \$10,000.

Le Widgeon et le Cessna Crane sont deux avions construits en 1941, achetés comme surplus de guerre. Ils ont tous deux fait leur temps. Le chef de l'opposition fait grand état de photos prises de l'avion Cessna et reproduites dans un certain journal. Un photographe a été payé pour prendre ces photos. Je les ai vues ces photos. Elles montrent, sous l'avion, une déchirure en rond qui ressemble étrangement à un coup de couteau qui aurait été donné délibérément. C'est clair que l'appareil a besoin de réparations, mais il est encore utilisable.

Cet avion est en parfait état. C'est là l'avis de tous les experts consultés. Il faudra simplement changer les moteurs et le peinturer. Nous avons attendu pour le faire pour une seule raison, nous voulons que la population tout entière se rende compte de ce que nous avons fait pour l'aviation en Gaspésie, sans recevoir des pouvoirs publics l'aide que nous attendions.

Il n'y a pas tellement longtemps, il y avait un autre gouvernement à Ottawa et je me demande si ce gouvernement ne tentait pas de bloquer l'émancipation de la Gaspésie et du Saguenay, s'il n'avait pas intérêt à nous empêcher d'aller constater par nous-mêmes ce qui se passe dans le Grand Nord. La compagnie Trans-Gaspésien a fourni un excellent service à la population de la Gaspésie. Aujourd'hui, la compagnie Trans-Gaspésien Aérien Itée c'est, comme on l'appelle, le "pont des îles" avec le reste du Québec, vers Sept-Îles, vers l'Île-d'Anticosti, et les Îles-de-la-Madeleine.

Le chef de l'opposition a parlé d'une subvention de \$250 par voyage payée pour les Îles-de-la-Madeleine, et de \$200 pour la Côte-Nord. Ces

sommes d'argent ont servi à établir des services réguliers qui n'existaient pas auparavant et que personne ne voulait établir. Il explique ce qu'il en a coûté à la compagnie Trans-Gaspésien pour organiser ces services, assurer l'entretien des pistes d'atterrissage et du système de communication par radio entre chaque point. Des gens ont dû payer \$800 pour se rendre d'Amqui à Natashquan, dit-il. Ils étaient découragés. Pour rentrer chez eux ils ont fait appel à la Trans-Gaspésien et ils sont revenus en quelques heures au prix de seulement \$250.

Il fallait organiser un service régulier avec les Îles-de-la-Madeleine et la Côte-Nord. Il existe maintenant, grâce aux paiements du gouvernement, deux fois par semaine pour les Îles et une fois pour la Côte-Nord. Toutes ces accusations ont été portées contre moi dans un but politique. On a cherché à ruiner ma réputation. On croyait que ces accusations seraient suffisantes pour faire cesser la confiance de la population envers moi. Je ne crois pas, en dépit des documents produits par le chef de l'opposition, que vous ayez seulement réussi à ébranler la confiance des gens dans celui qui vous parle.

(Applaudissements à droite)

Je laisse l'opinion et le peuple juges de mes actes. Si j'ai mal conduit ma barque...

Des voix ministérielles: Non! Non!

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): ... ce que je ne crois pas, je suis certain qu'on me le dira lors de la prochaine consultation populaire.

Il termine en citant un souvenir de l'histoire de France et en faisant l'éloge du premier ministre. Il a succédé, dit-il, à deux géants de la politique et il a réussi à régler deux problèmes graves: l'autonomie et l'éducation. Il est digne d'être notre premier ministre, il est digne d'être chef de la province de Québec.

(Applaudissements à droite)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cet après-midi, je ne pouvais pas conclure mon

argumentation avant d'avoir entendu la réponse du ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot). Le ministre n'a pas nié les faits invoqués, et il nous a présenté des motifs sentimentaux et des motifs d'excuse, rien de plus. Si une telle chose devait s'établir dans nos mœurs politiques, non seulement tout le mécanisme mais l'esprit parlementaire et démocratique serait faussé. À cause de tout cela, parce que le ministre n'a pas nié les faits que je lui ai reprochés, je sou mets M. le président, que le ministre devrait donner sa démission¹³.

Des voix ministérielles: Jamais! Jamais!

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) veut prendre la parole...

M. le président déclare que le débat est clos et déclare hors d'ordre la motion du chef de l'opposition, car le débat sur cette question est terminé depuis 6 heures. Il (M. le président) demande aux députés de revenir aux crédits du ministère de la Chasse et des Pêcheries.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de la décision du président du comité.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur l'item 6 des estimés budgétaires du ministre de la Chasse, l'honorable chef de l'opposition a entamé un débat d'ordre très général sur la compagnie Trans-Gaspésien Aérien Ltée. J'ai alors décidé, à deux reprises, que le débat ne pouvait porter que sur l'item 6 et les dépenses indiquées aux pages 181, 182 à 185 et 186 des *Comptes publics pour l'exercice clos le 31 mars 1959*.

L'honorable chef de l'opposition a continué son débat d'ordre très général, et un point d'ordre a été soulevé. L'honorable ministre de la Chasse et des Pêcheries est alors intervenu pour demander que l'honorable chef de l'opposition fasse sa déclaration et qu'on lui permette de répondre.

J'ai alors déclaré qu'on pourrait ainsi procéder, du consentement unanime du comité.

L'honorable député de Sainte-Anne (M. Hanley) a alors enregistré sa dissidence à cette façon de procéder mais, sur la demande expresse du ministre de la Chasse et des Pêcheries, il l'a retirée.

L'honorable chef de l'opposition a fait sa déclaration, le ministre de la Chasse et des Pêcheries a donné sa réponse et l'honorable chef de l'opposition lui a donné une courte réplique.

J'ai alors décidé que cette discussion était close et que le comité devait revenir à l'étude de l'item 6, conformément au Règlement qui déclare que le débat doit porter exclusivement sur l'article à l'étude (note 2 sous l'article 381).

L'honorable député de Saint-Maurice (M. Hamel) en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise¹⁴.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gérin, Gosselin, Guilemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Larouche, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Turcotte, Vachon, 55.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hanley, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15¹⁵.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité poursuit l'étude des crédits du ministère de la Chasse et des Pêcheries.

La résolution est adoptée¹⁶.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Surveillance des territoires non organisés du

Nouveau-Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Jardin zoologique de Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection, aménagement et service technique (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de pêcheries (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subsides à des compagnies de transport (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et d'administration (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments et médicaments (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Rassemblement des statistiques vitales (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études au personnel technique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Le nombre de diabétiques est de quelque 275,000 au Canada. Le Service auxiliaire des diabétiques fait un excellent travail dans ce domaine et devrait être aidé davantage. Cette maladie devrait être classée comme maladie sociale.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Le député de Rivière-du-Loup vient de faire une intéressante suggestion. Le gouvernement provincial a octroyé \$5,000 au Service auxiliaire des diabétiques cette année. Cette somme servira surtout à payer la publicité faite par l'organisme en question et portant sur les soins aux diabétiques, qui forment 1 % de la population au Canada. Le prix de l'insuline a baissé. Le diabétique en général peut se procurer l'insuline dont il a besoin avec \$3 ou \$4 par mois. Nous étudions la possibilité de venir en aide aux diabétiques d'une façon encore plus directe.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Lorsque le ministre dit qu'il n'en coûte que \$3 ou \$4, il a certainement en vue des cas peu graves. Certains diabétiques dépensent \$10 par mois en remèdes, d'autres peuvent dépenser jusqu'à \$40 par mois.

M. Hamel (Saint-Maurice) interroge le ministre à propos d'un montant de \$5,000 accordé à l'Association médicale mondiale.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Il s'agit d'une contribution que le gouvernement a faite à l'Association médicale mondiale lors de son dernier congrès à Montréal.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que cela se fait à tous les ans?

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): À l'occasion de congrès du genre seulement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 31. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions six cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Hôpitaux généraux (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) souligne les difficultés financières de certains hôpitaux. Il lit un extrait d'éditorial du journal *The Montreal Star* traitant de la mauvaise situation financière de l'hôpital Royal Victoria. Il cite en particulier le dernier rapport du Royal Victoria Hospital présenté par M. Henry Morgan et dans lequel celui-ci, après avoir fait part des difficultés financières de l'institution, lançait un appel urgent à l'aide. La situation semble être passablement identique dans les autres hôpitaux de Montréal comme Notre-Dame, Sainte-Justine, etc., dit-il.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Le problème des hôpitaux de Montréal en particulier et de la majorité des hôpitaux est délicat et difficile à résoudre. Il est vrai que les hôpitaux ont des dépenses toujours plus élevées à rencontrer. À Notre-Dame par exemple, l'an dernier, les salaires ont grimpé de \$350,000. On ne peut reprocher aux hôpitaux de bien payer leurs employés. Ce n'est pas une critique, mais une simple constatation.

Si le gouvernement voulait laver les déficits de tous les hôpitaux, à l'heure actuelle il lui en coûterait entre \$75,000,000 et \$100,000,000. Dans certains cas, l'on ignore la cause de ces déficits. Avant de payer, le gouvernement doit avoir plus de renseignements à ce sujet.

Des équipes de vérificateurs ont assiégé les hôpitaux de Montréal pour trouver une explication aux problèmes financiers et au déficit croissant des hôpitaux. Le déficit de certains hôpitaux est sans aucun doute trop élevé. Dans certains cas, il est facile de trouver des moyens de réduire les dépenses et, dans d'autres, cela se révèle extrêmement difficile. Le gouvernement verra ce qu'il peut faire.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit qu'il est au courant de la situation décrite dans le rapport de l'hôpital Royal Victoria où apparaît un déficit annuel de \$500,000 et une dette consolidée de \$5,000,000. Le gouvernement, dit-il, a fait savoir aux autorités de l'hôpital qu'il voulait étudier tout le problème. Nous espérons que les vérificateurs du gouvernement pourront terminer leur travail et soumettre leur rapport sur la situation financière de tous les hôpitaux d'ici quelques mois. Le ministre de

la Santé (l'honorable M. Leclerc) a parlé de dettes globales de \$75,000,000. C'est probablement plus que cela encore.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): On a dit que la situation est urgente, que l'aide est requise immédiatement. On ne peut apparemment pas attendre le résultat d'une enquête.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): On a tardé à nous exposer ces besoins. La situation a été officiellement portée à mon attention il y a quelques mois seulement. Nous avons demandé aux dirigeants des hôpitaux de Montréal pourquoi ils ont attendu si longtemps avant de faire part de leurs problèmes au gouvernement. Ils m'ont répondu qu'ils continuaient d'espérer que le conseil municipal de Montréal saurait leur apporter une aide substantielle qui, croyaient-ils, leur avait été promise. Quoi qu'il en soit, le problème est sans doute urgent, mais aussi fort complexe. À Montréal, il y a des hôpitaux avec des déficits de \$2,000,000, d'autres avec des déficits de \$750,000.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Plusieurs aspects sont en cause. Par exemple, le coût des lits d'hôpital peut varier de jusqu'à \$6 par jour dans la même ville. Une grande part du problème provient du fait que le service annuel de la dette est trop élevé.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) demande l'aide du ministre de la Santé pour l'hôpital de Rivière-du-Loup qui est dans une situation difficile.

Un député de l'opposition pose une question à propos d'un poste de \$50,000 pour combattre l'alcoolisme.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Cet item apparaît pour la première fois dans les prévisions budgétaires du ministère. Pour la première fois dans l'histoire du Canada, des crédits sont prévus pour la lutte contre les méfaits de l'alcoolisme.

C'est que nous avons retenu les services d'un médecin pour s'occuper uniquement de la question alcoolique. Deux médecins sont à la tête de ce mouvement dirigé par le Dr André Boudreau. Il a déjà fait un magnifique travail. Il s'occupe de publicité antialcoolique et fait des conférences sur le sujet. Il a même un assistant. Nous avons aussi la coopération de l'École des Sciences sociales et

d'autres groupements. Le Dr Jacques Tousignant dirige le travail à Trois-Rivières et se dévoue auprès des patients de la maison Domremy.

Plusieurs associations ont demandé de la documentation. On a demandé les suggestions des médecins. Il (l'honorable M. Leclerc) dit qu'il a réussi à convoquer la première conférence qui se soit jamais tenue dans la province où l'on puisse débattre de la question entre personnes qualifiées.

Le travail va non seulement se continuer mais s'intensifier. C'est le début d'une œuvre magnifique.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) demande le prix d'achat de l'hôpital du Parc Savard, de Québec.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): L'hôpital, qui appartenait au département des Affaires indiennes du gouvernement fédéral, a été acheté par le gouvernement de la province au prix nominal de \$1. Il n'y aura pas de taxe spéciale pour acquitter cette dette.

L'hôpital de 200 lits accueillait auparavant des immigrants. On fait actuellement des réparations et il servira aux médecins de famille. Le gouvernement est toujours propriétaire de l'hôpital, mais tente de le confier à une communauté religieuse. À date, il a été impossible de trouver une communauté religieuse pour prendre la direction de cette institution. Les réparations qui dureront encore cinq à six mois se poursuivent actuellement sous la surveillance d'une corporation.

Le Dr J.-D. Beaulieu, qui est devenu l'assistant du Dr Grégoire, sous-ministre de la Santé, a été nommé temporairement directeur médical de l'institution. On a pensé que les malades pourraient entrer plus tôt dans cet hôpital, c'est pour cette raison que le Dr Beaulieu a été nommé directeur médical.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose d'autres questions au sujet de cet hôpital.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Il est problématique de déterminer qui exactement peut envoyer des patients à cet endroit, mais mis à part les médecins qui n'ont pas encore fait leurs preuves, on veut laisser la porte ouverte aux patients de tous les médecins de pratique générale. Il faudra évidemment un contrôle; on ne pourra pas accepter plus de médecins que de patients, mais le principe sera là.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il est fort déplorable que le malade ne puisse se faire soigner par son médecin dans un hôpital donné. Il faut se soumettre à la pratique qui nous oblige de nous

rendre à l'hôpital non pas de notre choix, mais celui du médecin.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) dit qu'il partage l'opinion du député de Saint-Maurice à ce sujet.

Un député de l'opposition pose une question à propos de la loi sur l'assistance publique.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Le gouvernement prévoit que les municipalités rembourseront cette année \$7,500,000 au gouvernement. Il s'agit de la part des corporations municipales payée en vertu de la loi sur l'assistance publique.

Il faudra mettre de l'ordre dans ce domaine. En général, la population ne se protège pas suffisamment contre la maladie; 4,4 % seulement du budget familial est consacré aux soins médicaux, alors que la proportion du budget réservée à l'amusement et aux boissons alcooliques est de 5 %.

Des députés de l'opposition posent d'autres questions à propos de l'assistance publique.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Québec paie uniquement la facture des démunis dont le cas a reçu l'approbation du conseil municipal local. L'aide gouvernementale s'applique aux frais hospitaliers seulement et non aux honoraires du médecin, quoique la plupart des médecins connaissent la situation financière de leurs patients et n'envoient la facture que s'ils pensent que ceux-ci pourront payer.

Le médecin a généralement le droit d'envoyer son compte à la personne qui a été soignée grâce à l'assistance publique. Chaque cas est un cas particulier. Le pauvre n'est pas obligé de payer les honoraires du médecin, mais les médecins ne sont pas privés du droit d'envoyer leur compte au malade qu'ils ont traité.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Il peut exister certains arrangements avec l'institution hospitalière et le médecin. Dans pareils cas, le médecin n'envoie pas de compte.

Il demande au ministre de la Santé si l'hôpital a le droit d'envoyer des comptes à une personne qui a été traitée grâce à l'assistance publique.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) répond que non.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 32. Qu'un crédit n'excédant pas six millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions pour construction d'hôpitaux (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lafrance (Richmond) demande ce qu'il arrive au sujet de la construction d'un nouvel hôpital à Magog.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) dit qu'il veut expliquer ce qui s'est fait à ce sujet. Il faut rappeler, dit-il, qu'un médecin a été exclu de l'hôpital dirigé par les religieuses. Une partie de la population était sympathique à ce médecin, et l'on a commencé à organiser une souscription pour construire un nouvel hôpital. On a recueilli environ \$60,000.

Ces gens ont commencé à construire les fondations et se sont aperçus qu'ils n'avaient plus d'argent pour continuer. Ils sont venus me voir. Les religieuses voulaient aussi un nouvel hôpital. On aurait peut-être pu utiliser le solage déjà construit pour y bâtir ce nouvel hôpital qu'on aurait confié aux religieuses, mais la chose eût été assez délicate et c'est pourquoi cette idée a été abandonnée.

Il dit qu'il a étudié la situation, qu'il a reçu des délégations et, qu'après un examen attentif, il a décidé de construire un hôpital entièrement neuf qui sera confié aux religieuses qui maintiennent actuellement le vieil hôpital. Le vieil hôpital, dit-il, sera probablement transformé en un refuge pour vieillards.

D'autre part, le gouvernement cherche le moyen de reconnaître la générosité de ceux qui ont souscrit \$60,000 pour le nouvel hôpital qu'ils avaient espéré pouvoir bâtir. Le gouvernement espère pouvoir utiliser le solage déjà construit pour y ériger soit une école d'art et métiers ou quelque chose du genre.

M. Lafrance (Richmond) félicite le ministre de la Santé d'avoir pris cette décision et il exprime l'espoir que l'hôpital nouveau sera construit le plus vite possible.

Il (M. Lafrance) s'enquiert de la construction déjà annoncée d'un hôpital pour malades mentaux à Sherbrooke. La construction de cet hôpital avait été annoncée il y a quatre ans par le premier ministre Duplessis et rien ne s'est matérialisé depuis. Pourtant, l'ancien premier ministre l'avait annoncée avec tambours et trompettes, et on aurait cru que les travaux commenceraient beaucoup plus vite que cela. Le projet va-t-il se concrétiser bientôt?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il y a quatre ans, quand l'Assemblée législative a voté une somme de \$60,000,000 pour quatre hôpitaux de ce genre, il fut question d'en construire non seulement à Sherbrooke, mais également à Joliette, à Nominigüe et à l'Assomption. Les trois derniers sont terminés ou sur le point de l'être, et c'est maintenant le tour de Sherbrooke.

Les plans de l'hôpital de Sherbrooke sont maintenant prêts, le contrat sera accordé prochainement et les travaux de construction vont débiter dans deux semaines.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 33. Qu'un crédit n'excédant pas quinze millions cinq cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Hôpitaux pour maladies mentales (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) conseille au député de Richmond de ne pas aller visiter des hôpitaux de ce genre, car on pourrait le garder.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) recommande que le gouvernement augmente le nombre de psychiatres dans les hôpitaux psychiatriques de la province. L'un des problèmes des hôpitaux psychiatriques du Québec, dit-il, est le fait qu'ils ne comptent pas suffisamment d'experts en psychiatrie. Quelque 60 % des malades mentaux, certains considérés comme incurables, pourraient retourner à une vie normale s'ils bénéficiaient de l'attention particulière d'un psychiatre. Il attribue en partie le manque de personnel aux salaires offerts par le gouvernement provincial.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Les spécialistes sont relativement bien payés au Québec; leur salaire varie entre \$8,000 et \$12,000, pour des personnes qui reçoivent également des honoraires en pratique privée. Le véritable problème, c'est qu'il n'y a simplement pas assez de ces spécialistes où que ce soit. Il faudrait de 75 à 100 psychiatres de plus pour les hôpitaux de la province.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Plusieurs d'entre eux ont quitté la province pour se rendre aux États-Unis.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) réplique que c'est peut-être vrai pour les psychiatres de langue

anglaise, mais peu de psychiatres de langue française ont émigré aux États-Unis.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 34. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions six cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas cent neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Maladies vénériennes (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas six cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service médical aux colons (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté¹⁷.

37. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) pose une question à propos des édifices du gouvernement.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le gouvernement étudie la possibilité de grouper dans un même édifice tous les services administratifs se rapportant à l'enseignement et aux questions culturelles ainsi que la possibilité de regrouper tous ces services à l'intérieur d'un même ministère.

Il ne faudrait pas que l'immeuble soit loin du parlement pour des raisons de commodité¹⁸.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) demande si les services du ministère de la Jeunesse, s'occupant de problèmes d'enseignement, seront logés aussi dans le bâtiment, haut lieu de la culture française en Amérique du Nord.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): C'est à l'étude!

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Quelque chose devrait être fait pour hausser le niveau général du français parlé et écrit. Il semble que cet

enseignement est de plus en plus négligé. On parle mal et on écrit mal le français.

Il raconte qu'ayant dicté le mot "sedan" à une secrétaire, celle-ci écrivit "sept dents". Si on se concentrait davantage sur l'écriture correcte de la langue, le français parlé s'en trouverait d'autant amélioré, déclare-t-il.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): C'est une lutte continuelle contre la négligence. Elle ne finira jamais.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il n'est pas optimiste. Citant un récent communiqué de presse émis à Montréal, il donne lecture d'une dictée relativement facile à la suite de laquelle un élève sur trois fut recalé à son examen de 7e à Montréal. Il y a quelque chose qui ne va pas quelque part, il y a reculé ou abandon.

Si je compare mes propres manuels scolaires de 1918 à ceux de mes cinq enfants qui font en ce moment leurs études classiques, je constate que les étudiants d'aujourd'hui sont en retard de deux grammaires pour la même année par rapport à mon époque.

Il dit qu'il est convaincu que si l'on demandait à chaque professeur de la province de désigner les parties d'un réfrigérateur et d'une automobile et de nommer 15 fleurs en français correct, 90 % en seraient incapables.

J'ai personnellement testé un groupe de professeurs de l'école secondaire de cette façon, avec le résultat mentionné. Ne me demandez pas, cependant, de vous nommer ces parties, j'ai déjà oublié.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le problème n'est pas simple. Les éducateurs recherchent les causes de ce recul, mais elles sont bien difficiles à trouver. En ce qui concerne Montréal, quelques causes ont été avancées, mais elles ne sont pas convaincantes.

Pour une part, il y a beaucoup de professeurs qui en sont à leur première année d'enseignement. Depuis la hausse des salaires des enseignants, de nombreux jeunes ont embrassé la profession et il en résulte aujourd'hui une foule de professeurs sans expérience.

Une deuxième raison qui peut compter c'est le long conflit syndical qui a dérangé les professeurs pendant plusieurs années dans la métropole, et qui dure depuis 10 ans. Il (l'honorable M. Prévost) cite la devise:

"Les préoccupations signent l'arrêt de mort d'une occupation". Les professeurs ont été si préoccupés par les questions syndicales, dit-il, qu'ils en ont négligé leur occupation d'enseignant. Je ne suis toutefois pas certain de la valeur de cet argument. On enquêtera.

Un député de l'opposition: On a enquêté. On enquête. On enquêtera.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Eugène Doucet, président de la Commission des écoles catholiques de Montréal, est inquiet de la piètre qualité du français et cherche véritablement à améliorer les choses.

Il (l'honorable M. Prévost) salue M. Desaulniers comme un homme très distingué, très juste, très objectif et très compétent. Pour la première fois cette année, dit-il, il a été décidé que les étudiants de 12^e année pourront utiliser en tout temps des magnétophones pour enregistrer leur voix dans le but de relever leurs erreurs et de trouver des façons de les corriger.

M. Parent (Hull): Les principaux d'écoles normales devraient être mieux payés, même quand ils sont prêtres. À Hull, par exemple, il y a un professeur qui reçoit \$6,000 et le principal, lui, n'a que \$2,300.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Cela relève du comité catholique du Conseil de l'instruction publique.

Il annonce qu'il y aura bientôt des inspecteurs d'écoles secondaires et que l'on commencera par en désigner pour le district de Montréal où il y a le plus grand nombre de ces établissements proportionnellement à la grandeur du territoire desservi.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 38. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961. Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961. Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas trente-sept millions cent trente-sept mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost) de suivre la recommandation de la Fédération des commissions scolaires qui désire que les chèques de subventions du département de l'Instruction publique soient envoyés directement aux commissions scolaires, au lieu de passer par le patronex du comté, comme s'il s'agissait de son argent.

Un député de l'opposition pose une question à propos du déficit des commissions scolaires.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): L'une des raisons, c'est que bien que le ministère ait présenté des suggestions quasi parfaites de plans pour la construction d'écoles, certaines commissions et certains architectes voulaient à tout prix des bâtiments complexes et très ornés. Les subventions n'ont été accordées que lorsque les plans correspondaient aux normes du ministère.

Il maintient que les activités de son ministère ne sont soumises à aucune considération politique et que des normes fixes sont utilisées pour décider de l'assistance aux commissions scolaires.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 41. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent quatre-vingt-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions à certaines institutions indépendantes et à des particuliers (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961. Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Izaak Hunter, de son vrai nom George Carpenter, écrit la chronique "Rod and Gun" dans *The Gazette*.
2. En effet, M. Hamel avait présenté une motion semblable lors de la séance du 11 décembre 1958, mais à la demande de M. Duplessis, la motion avait été déclarée irrégulière par l'Orateur.
3. *Le Soleil* du 4 mars 1960, à la page 12, écrit que M. Hamel a soulevé cette question "pendant que la Chambre basse commençait l'étude des crédits du ministère de la Chasse et des Pêcheries", alors que *L'Action catholique* du même jour, à la page 3, écrit que le débat a eu lieu "hier soir". Considérant que certains journaux mentionnent que l'opposition n'a plus posé de questions au ministère de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot) après l'incident de l'item 6, nous avons finalement placé ce débat sous l'item "Pisciculture", qui semblait approprié.
4. Dans *Le Devoir* du 7 mars 1960, à la page 1, le journaliste Pierre Laporte estime que ce réquisitoire de M. Lapalme "fut un des événements les plus dramatiques de la dernière décennie à l'Assemblée législative". *Le Soleil* du 4 mars 1960, à la page 3, souligne que M. Lapalme a soulevé ce débat à 4 heures, alors que *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 5, écrit plutôt que c'était à 3 heures.
5. Ces rires s'expliquent dans la mesure où M. Hanley, quoique député indépendant depuis 1948, vote presque systématiquement avec les ministériels.
6. Chiffre du *Soleil* du 4 mars 1960, à la page 7. *L'Événement* du même jour, à la page 18, écrit plutôt "\$42,000".
7. Clarence D. Howe (1886-1960), homme fort du Parti libéral fédéral de 1935 à 1957, fut notamment ministre (libéral) des Munitions et des Approvisionnements à partir de 1940, puis ministre de la Reconstruction à partir de 1944.
8. Tirée d'une séance du Comité des comptes publics de 1936, l'affaire des "culottes à Vautrin" est devenue une histoire célèbre et l'expression est encore utilisée de nos jours. Ministre de la Colonisation (1934-1935) dans le gouvernement Taschereau, Irénée Vautrin était soupçonné par Maurice Duplessis de s'être livré à des dépenses somptuaires à même les fonds publics dans l'exercice de ses fonctions. Interrogé lors de l'enquête des comptes publics, Vautrin, pour démontrer sa bonne foi, déclara s'être fait tailler des pantalons ("breeches") pour visiter certains centres de colonisation, qu'il redonna ensuite à son département. Ce geste fut tourné en dérision par Duplessis et ses partisans, qui en firent un symbole prouvant la moralité douteuse et les excès de certains membres du gouvernement Taschereau. L'affaire des "culottes à Vautrin" eut un grand retentissement et devint un thème fort durant la campagne électorale menant à la défaite du Parti libéral aux élections d'août 1936. À ce sujet, voir Conrad Black, *Duplessis. L'ascension*, tome 1, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, page 210.
9. Esdras Minville (1896-1975) fut professeur et ensuite directeur (1938-1962) de l'École des hautes études commerciales. En plus de ses activités aux HEC, il collabora à de nombreuses revues et rédigea plusieurs ouvrages dans lesquels il développa une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme qui faisait la promotion de la libération économique des Canadiens français.
10. Il s'agit de la version du *Montréal-Matin* du 4 mars 1960, à la page 3. *Le Soleil* du même jour, à la page 11, parle plutôt des "deux fils" de M. Pouliot.
11. Alors que le *Montréal-Matin* du 4 mars 1960, à la page 3, écrit "deux fois par semaine", *Le Soleil* du même jour, à la page 11, dit plutôt que la Trans-Gaspésien offre la liaison Sainte-Anne-des-Monts et Sept-Îles deux fois par jour, ce qui semble impossible.
12. Lionel Chevrier, ministre libéral fédéral des Transports dans le cabinet Saint-Laurent de 1948 à 1954, et président de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent de 1954 à 1957.
13. Dans ses mémoires publiés 10 ans plus tard, M. Lapalme parle des remords qui le poursuivent

toujours suite à cet incident. Il fait l'éloge de M. Pouliot et se dit convaincu que ses actes de népotisme avaient réellement servi le public. Mais il déclare également que ce genre de politique devait être condamné. Dans son ouvrage, M. Lapalme insiste surtout sur le silence des députés de l'Union nationale, en particulier celui du premier ministre, qui n'ont rien fait pour défendre M. Pouliot. "C'était le commencement de la fin" écrit-il. Voir G.-E. Lapalme, *Mémoires. Le vent de l'oubli*, tome 2, Montréal, Leméac, 1970, pages 284-285.

14. *Le Devoir* du 7 mars 1960, à la page 2, rapporte que pendant les 10 ou 15 minutes qu'a duré l'intermède entre la décision et le vote, les députés de l'Union nationale sont allés, comme d'habitude, fumer derrière le trône ou causer dans le salon attendant à la Chambre. L'honorable M. Pouliot est demeuré seul à son fauteuil.

15. Notons l'opinion de M. Hanley, qui vote contre le gouvernement pour la première fois de la session.

16. *Le Nouvelliste* du 4 mars 1960, à la page 5, et *Le Soleil* du même jour, à la page 3, soulignent qu'à la suite de l'incident concernant la compagnie Trans-Gaspésien, l'opposition n'a plus posé une seule question et le reste des crédits du ministère de la Chasse et des Pêcheries a été voté en quelques minutes. *Le Devoir* du 7 mars 1960, à la page 2, écrit que le reste des crédits a été voté "au milieu d'un silence réprobateur".

17. *Le Nouvelliste* du 4 mars 1960, à la page 11, précise que tous les crédits du ministère de la Santé ont été adoptés en moins d'une heure.

18. *The Montreal Daily Star* du 4 mars 1960, à la page 5, mentionne que, pour défendre ses crédits, l'honorable M. Prévost est assisté de M. Omer-Jules Désaulniers, surintendant de l'Instruction publique.

Séance du vendredi 4 mars 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Loi de la salle de concert
à Montréal**

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 88 modifiant la loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi électorale

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 87 modifiant la loi électorale de Québec relativement aux nouveaux districts électoraux de Duplessis et de Saguenay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la salle de concert
à Montréal**

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 88 modifiant la loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal.

Adopté.

Questions et réponses:

Aide aux sinistrés de Rimouski

M. Dionne (Rimouski) demande au premier ministre s'il est vrai que le gouvernement provincial a remboursé récemment à la cité de Rimouski une somme de \$85,000,000 en marge du programme de reconstruction de cette ville à la suite de la conflagration de 1950¹.

L'honorable M. Barrette (Joliette) confirme que le gouvernement a versé cette somme à la suite d'une requête présentée par le maire de Rimouski, il y a quatre ou six semaines. Le fonds d'administration des sinistrés était en déficit, dit-il, et le gouvernement a remboursé les sommes nécessaires.

Subsides:

**Budget des dépenses
1960-1961**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité²:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles normales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Parent (Hull) pose une question au sujet de la construction d'écoles normales et réclame la construction d'une école normale à Hull, parce qu'actuellement les garçons de cette partie de la province doivent aller à Montréal ou à Sherbrooke.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): La question a été discutée au comité catholique de l'Instruction publique lors de sa dernière réunion. Aucune décision n'a encore été prise, mais je sais que le comité catholique envisage présentement la construction prochaine de plusieurs autres écoles normales de garçons, afin de mettre à la portée des garçons de plus grandes facilités de se préparer à la carrière de l'enseignement.

Au cours des 98 premières années du Conseil de l'Instruction publique qui vient de célébrer son centenaire, il n'y avait dans toute la province que deux écoles normales pour garçons pour la formation de professeurs laïques: l'école normale Laval à Québec et l'école normale Jacques-Cartier à Montréal. Ces institutions sont toutes deux centenaires.

C'était suffisant car, pendant cette période, les communautés de frères enseignants pouvaient se charger de l'enseignement à peu près partout et répondaient aux besoins. Mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le recrutement y est devenu plus difficile et, à la demande du Saint-Siège, ces communautés ont ouvert de nombreuses maisons en pays de mission. Avec la conséquence qu'il faut recourir davantage aux professeurs laïques.

En ces dernières années, le gouvernement a construit quatre nouvelles écoles normales, sans compter celle de Trois-Rivières qui est présentement logée dans des locaux temporaires. Le budget de l'Instruction publique pour 1960-1961 prévoit un crédit de \$1,500,000 pour la construction de l'école normale Maurice-L.-Duplessis à Trois-Rivières.

Le recrutement des professeurs laïques devient de plus en plus facile, car la carrière d'instituteur est plus intéressante qu'elle ne l'était autrefois. Et pour la première fois cette année, il y a 10,000 jeunes garçons, dont 125 bacheliers ès arts de nos universités qui préparent leur baccalauréat en pédagogie et se destinent à la carrière de l'enseignement. C'est dire que nous sommes en progrès.

M. Parent (Hull) reconnaît qu'il y a amélioration, mais qu'il n'y a pas encore d'école du genre dans les régions de l'Outaouais et de l'Abitibi. Toutes ces écoles normales, dit-il, se trouvent au sud et à l'est de Montréal. Il n'y en a aucune pour les régions de l'Outaouais et de l'Abitibi. Avec la conséquence que, sur un personnel enseignant de 425 personnes, il n'y a à Hull qu'une quinzaine de professeurs laïques et 22 frères enseignants. Dans tout le secteur de l'ouest et du nord, l'effectif du personnel enseignant dépasse les 1,500 et on y trouve très peu de professeurs masculins laïques.

La raison est bien simple, c'est que, pour suivre un cours d'école normale, les jeunes gens de chez nous doivent aller à Montréal ou à Sherbrooke. Il en coûte très cher aux parents. D'autres vont à l'école normale de l'Université d'Ottawa, et alors ils obtiennent leur brevet dans l'Ontario et enseignent ensuite dans l'Ontario.

Il cite des résolutions de plusieurs corps publics réclamant la construction d'une école normale à Hull. Il cite un éditorial du *Droit*, sous la signature de Jean Taillefer. Si on ne peut pas construire immédiatement cette école normale, dit-il, on devrait au moins l'établir dans des locaux temporaires.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
Le comité catholique connaît très bien le problème et

les besoins de chacune des régions de la province et je sais qu'il doit recommander prochainement la construction d'autres écoles normales de garçons. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter à ce sujet. Il promet de soumettre la demande du député de Hull au comité catholique. Je n'ai aucune inquiétude, dit-il, sur la décision qui sera prise.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) demande au secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost) s'il existe des cours spéciaux pouvant convenir aux enfants sous doués ou tout au moins des cours spéciaux destinés aux professeurs à qui cette lourde tâche incombe.

Il (M. Saint-Pierre) attire l'attention du gouvernement sur l'urgence de former des maîtres pour les sujets sous-doués qui font l'école buissonnière, s'attardent souvent en 4e, souffrent d'un complexe d'infériorité et sont exposés à devenir plus tard de mauvais citoyens.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
Le département porte une grande attention aux problèmes soulevés par ces enfants. L'éducation est une œuvre d'équipe sur laquelle on ne saurait trop insister. Il en profite pour féliciter les dirigeants de la semaine d'éducation qui s'ouvre demain, d'avoir choisi ce sujet comme thème de leurs délibérations.

Mais n'oublions pas le rôle essentiel et indispensable que joue la famille dans ce domaine. S'il y a des déficiences de ce côté, les enfants risquent de manquer leur coup dans la vie. Il faut que les parents aient une attitude positive en face de tels enfants. Pour parvenir à l'éducation complète d'un enfant, il faut avant tout qu'il y ait collaboration complète entre tous les membres de l'équipe, les professeurs, les inspecteurs, les commissaires et les parents.

Dès qu'il y a une faiblesse chez un membre, le succès est compromis. Si l'instituteur le plus compétent ne peut compter sur l'assistance de la famille de l'écuyer, les efforts en classe sont, dans une mesure qui varie, voués à l'échec. Parfois, par suite d'un manque de collaboration, bien des talents sont perdus ou ignorés et, de même, bien des déficiences ne reçoivent aucun traitement.

M. Parent (Hull) réclame une aide financière du gouvernement en faveur d'une école pour enfants arriérés qui devra peut-être fermer ses portes, à Hull, faute de fonds. Cette école est soutenue par une institution privée.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): C'est la commission scolaire qui devrait s'occuper de cette catégorie d'enfants.

M. Parent (Hull): Pour enseigner à cette catégorie d'enfants, il faut des professeurs spécialisés, dont le traitement est normalement plus élevé que celui des autres instituteurs. Si l'on veut que les commissions scolaires s'en occupent, il faut que le gouvernement leur donne une aide spéciale.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le comité catholique du Conseil de l'instruction publique s'intéresse au problème. Ainsi, pour les filles, il vient d'autoriser la création d'écoles d'arts familiaux à côté des instituts familiaux. On voudrait également trouver le moyen d'établir des écoles spéciales où les garçons peu doués, n'ayant pas les aptitudes nécessaires pour acquérir une culture générale scientifique, auraient le moyen d'acquérir des connaissances pratiques.

Le comité catholique du Conseil de l'instruction a dernièrement approuvé un programme pour la formation des enfants mentalement arriérés. On va essayer de les éduquer. Le nouveau système mis au point par nos éducateurs, et qui vise à la solution de ce problème, sera publié bientôt. Ce sera peut-être le premier programme du genre au monde. Il est chez l'imprimeur. Il est le résultat d'un magnifique travail de recherche très fouillée, effectué par le comité catholique de l'Instruction publique. On le comprendra quand il sera appliqué.

Le travail pour la révision continuelle des programmes d'étude a été poursuivi sans relâche depuis assez longtemps dans une vingtaine de commissions et sous-commissions du Conseil, avec l'aide de quelque 200 ou 250 éducateurs d'une compétence reconnue. On n'a pas l'idée des informations qu'il faut compiler. Les auteurs de ce programme ont recueilli et approfondi des informations un peu partout dans le monde, et tout particulièrement auprès de l'UNESCO, dont les publications sont extrêmement intéressantes et que je lis moi-même régulièrement.

Les cours donnés à l'heure présente dans nos écoles normales préparent beaucoup mieux qu'autrefois les professeurs en ce qui concerne les problèmes qu'ils rencontrent dans des classes de 30 ou 35 élèves, chacun d'eux ayant ses aptitudes propres et des capacités différentes.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): L'Oeuvre des Terrains de Jeux peut faire beaucoup pour ces jeunes en les intéressant à certaines activités comme le dessin.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande des explications au ministre en rapport avec un compte de \$180 que vient de recevoir un travailleur de Gagnonville. Cet homme, dit-il, aurait été tenu de payer cette somme pour défrayer les frais d'inscription de ses deux fils à l'école Gagnon, et ce, pour une période de deux mois.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) promet de faire enquête à ce sujet.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions - collèges classiques (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions quatre cent douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université Laval, Québec (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions neuf cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université de Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions trois cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université McGill, Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre-vingt-quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université de Sherbrooke (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université Bishop, Lennoxville (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quarante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sir George Williams College, Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de

l'instruction publique (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent quatre-vingt-quatorze mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Organisation de bibliothèques scolaires; cours de perfectionnement et d'examens (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Revue éducationnelles et pédagogiques (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déplore la détérioration du français parlé et de la pauvre qualité de la langue écrite chez les étudiants des écoles publiques.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Les autorités de l'enseignement s'inquiètent de ces problèmes. On fait l'essai des rubans sonores dans quelques classes de 12e année. La Commission des écoles catholiques de Montréal est au courant de la situation et en cherche les causes.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) blâme les piètres manuels scolaires utilisés dans les premières années. Certains des textes sont incompréhensibles.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose: 12. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de l'école normale Maurice-L.-Duplessis, Trois-Rivières (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction d'une nouvelle école normale de garçons, à Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Agrandissement de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 56 concernant certains titres de propriété de la Cie du Marché central métropolitain ltée.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, à la suite de l'article 5, comme article 6:

"6. Les articles 217 et 218 de ladite loi sont abrogés.

"Cette abrogation a son effet quant à toute police d'assurance émise sur la vie d'un enfant avant l'entrée en vigueur de la présente loi."

L'article 6 devient article 7.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 80 modifiant la loi de la convention collective, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié dans la version anglaise seulement.

Projets de loi:**Loi des assurances**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Loi de la
convention collective**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 80 modifiant la loi de la convention collective.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 152 octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en ajoutant, à la suite du sous-article 392c, le paragraphe suivant:

"Ces plans ou cartes deviennent obligatoires pour une période de cinq (5) années. Avant l'expiration de ce terme de cinq (5) ans, le conseil peut, par règlement, prolonger, pour une autre période de cinq (5) ans et de la même manière de cinq ans en cinq ans par la suite, le caractère obligatoire de ces plans ou cartes.

2. Ce qui suit est ajouté, à la suite de l'article 5, comme articles 6 et 7:

"6. L'article 392a du Code municipal est modifié pour La corporation du village de Shawinigan-Sud en remplaçant les deuxième et troisième alinéas dudit article par les suivants:

"Tout règlement adopté en vertu du présent article et toute partie d'un tel règlement divisant la municipalité en zones, prescrivant les matériaux extérieurs, l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées et l'usage de tout immeuble s'y

trouvant, ou la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé entre les constructions et les lignes de lots, celui qui doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules et la manière d'aménager cet espace, ne peuvent être modifiés ou abrogés que par un autre règlement approuvé conformément aux dispositions suivantes:

"Le secrétaire-trésorier doit, dans les trois jours de l'adoption de ce règlement, en donner avis public et le tenir affiché durant au moins cinq jours.

"Une assemblée publique des électeurs propriétaires doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir aux lieu et jour fixés par le conseil, entre le quinzième et le vingt-cinquième jour de l'adoption du règlement et après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le secrétaire-trésorier après l'expiration du délai fixé pour la présentation de la requête visée au dernier alinéa du présent article.

"Cette assemblée est présidée par le maire ou le maire-suppléant ou en leur absence par un conseiller.

"Le secrétaire-trésorier agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le règlement d'abrogation ou de modification et le soumet aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, dans l'heure qui suit la fin de la lecture du règlement, six électeurs propriétaires présents et habiles à voter, ou la majorité des électeurs habiles à voter lorsque leur nombre est inférieur à douze, demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs propriétaires, le président de l'assemblée fixe le jour du scrutin à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs.

"Au cas de votation, elle a lieu à la date fixée par le président de l'assemblée des électeurs et conformément à la procédure prescrite par les articles 399 à 410 de la loi des cités et villes chapitre 233, Statuts refondus, 1941. Dans aucun cas, le règlement ne peut être approuvé par les électeurs à moins qu'un tiers de ceux qui ont le droit de voter sur ce règlement et qui résident dans la municipalité n'aient exercé leur droit de vote. Seuls sont admis à voter sur le règlement d'abrogation ou de modification ou sur la partie d'un règlement relative à telle abrogation ou modification, les électeurs propriétaires d'immeubles situés dans la zone ou le secteur affecté par ledit règlement ou ladite partie du règlement.

"Toutefois, les propriétaires d'immeubles situés dans une zone ou un secteur contigu à celle ou à celui qu'affecte le règlement ou la partie de règlement en question sont aussi admis à voter, sur présentation au secrétaire-trésorier dans les cinq jours qui suivent la période d'affichage de l'avis public visé au quatrième alinéa du présent article, d'une requête signée par au moins douze électeurs propriétaires de la zone ou du secteur contigu en question, ou par la majorité d'entre eux si leur nombre est inférieur à vingt-quatre".

"7. La loi des cités et villes s'appliquera à La municipalité du village de Shawinigan-Sud aux lieux et places de la présente loi et de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 105, sauf les articles 1, 2, 3 et 4 de cette dernière loi, s'il devient permis à La corporation du village de Shawinigan-Sud d'ériger son territoire en municipalité de ville."

3. L'article 6 devient article 8.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 170 modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal Métropolitain, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, à la suite de l'article 2, comme article 3:

"3. L'article 8 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Nonobstant les dispositions des deux alinéas précédents du présent article, le terme d'office des membres de la corporation nommés parmi les conseillers de la cité de Montréal et le terme d'office des membres de la corporation nommés pour représenter les autres municipalités du district métropolitain prendront fin à l'expiration de leur mandats respectifs comme membres du conseil de la cité ou de la ville qu'ils représentent dans la corporation. Les dispositions du présent alinéa ne s'appliqueront cependant pas au terme d'office des conseillers et échevins nommés avant l'entrée en vigueur du présent alinéa pour représenter la cité de Montréal et les autres cités et villes du district métropolitain; le terme d'office de ces conseillers et échevins restera en conséquence de trois ans."

2. Les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 deviennent respectivement articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

3. L'article 6, devenu article 7, est modifié:

a) au paragraphe 2 du sous-article 15a en remplaçant, aux 8^e, 9^e, 10^e et 11^e lignes de la page 4, les mots "approbation définitive s'ils sont soumis à l'approbation de la Commission municipale de

Québec ou à celle du lieutenant-gouverneur en conseil," par ce qui suit:

"approbation définitive si, conformément à la loi, ils doivent être soumis à quelque autre approbation,"

en remplaçant également aux 13^e et 14^e lignes les mots "un journal français quotidien" par les mots "un journal de langue française quotidien"

en remplaçant également, dans la 15^e ligne, les mots "journal anglais quotidien" par les mots "journal de langue anglaise quotidien";

b) au paragraphe 3 du même sous-article 15a en remplaçant, à la 6^e ligne, les mots "de son adoption" par les mots "de son entrée en vigueur".

4. Ce qui suit est inséré, à la suite de l'article 10 devenu article 11, comme article 12:

"12. L'article 24 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est modifié en y remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les chiffres et mot "31 décembre 1960" par les chiffres et mot "30 avril 1961".

5. L'article 11, qui devient article 13, est modifié:

a) en remplaçant aux 4^e, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e lignes les mots "Elle peut également prévoir la construction de nouvelles routes métropolitaines ou le prolongement de routes métropolitaines existantes." par ce qui suit:

"Elle peut également prévoir la construction et le prolongement de routes à caractère métropolitain."

b) en remplaçant à la 11^e ligne de la page 11 les mots "des routes métropolitaines", par les mots "des routes à caractère métropolitain."

c) en insérant, à la suite du 2^e paragraphe de la page 11 commençant par les mots "Outre les dispositions de l'article 30 et se terminant par les mots "le mode de financement", le paragraphe suivant:

"La corporation ne peut commencer les études visées à l'alinéa précédent avant d'avoir invité la cité de Montréal à participer, au même titre, à de telles études, par l'intermédiaire de ses représentants désignés, à cette fin, par le comité exécutif."

6. L'article 12 devient article 14, et le numéro de chacun des articles qui suivent est changé en conséquence.

7. L'article 13, qui devient article 15, est modifié à la 3^e ligne en remplaçant les mots "article 2," par les mots "section II,".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 207 concernant la ville de Saint-Bruno-de-Montarville,

avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant le paragraphe 7 par le suivant:

"7. Pour réglementer ou prohiber l'usage des plages publiques et la location d'embarcations dans les eaux comprises dans les limites de la municipalité où le public est admis, pour des fins de sécurité, d'hygiène et de police"

2. L'article 3 est modifié:

a) en remplaçant le troisième paragraphe du sous-article 429a commençant par les mots "Cet article 429a ne s'appliquera" et se terminant par les mots "propriété de Mount Bruno Contry Club, Incorporated" par le suivant:

Cet article 429a ne s'applique pas aux rues, avenues et chemin appartenant à des particuliers et qui se trouvent sur toute propriété comprise en dedans des limites extérieures des propriétés dont Mount Bruno Association, Limited et Mount Bruno Country Club Incorporated sont propriétaires, et cet article ne s'applique pas davantage à toutes rues, avenues ou tous chemins qui appartiennent à Antonio Samson et à Benoît Jetté et qui sont situés au nord-ouest de la propriété de Mount Bruno Country Club Incorporated."

b) en remplaçant le sous-article 429b par le suivant:

"429b. Le conseil peut par règlement interdire, lorsqu'un plan de subdivision a été déposé, l'émission de permis de construction avant que la rue en bordure des lots sur lesquels on veut construire ait été ouverte par le propriétaire de la terre subdivisée et ensuite cédée par ce dernier à la ville."

Projets de loi:

Shawinigan-Sud

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 152 octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Corporation de Montréal métropolitain

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 170 modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Saint-Bruno-de-Montarville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 207 concernant la ville de Saint-Bruno-de-Montarville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Investissements immobiliers des universités

L'ordre du jour appelle l'examen des amendements du Conseil législatif au bill 3 concernant les investissements immobiliers des universités.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que lesdits amendements soient renvoyés au comité plénier.
Adopté.

En comité³:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. Le gouvernement est autorisé à conclure avec toute université de la province, aux conditions convenues entre les parties, toutes ententes pour verser au fonds d'amortissement constitué en vertu de l'article 4, ou au fonds d'éducation constitué par la loi 10 George VI, chapitre 21, et ses amendements, ou dans l'un et l'autre de ces fonds, dans les proportions dont lesdites parties conviendront, toute somme que telle université pourra recevoir, le cas échéant, de la Conférence nationale des universités canadiennes ou du Conseil des arts du Canada ou de leur mandataire, à même les montants qui, avant le 1^{er} jour d'avril 1960, étaient destinés aux universités de la province. Le gouvernement et les universités sont investis de tous les pouvoirs nécessaires à la conclusion et à l'exécution de telles ententes.

"Le secrétaire de la province et le ministre des Finances sont autorisés à comparaître à telles ententes et à les signer au nom du gouvernement de la province."

L'honorable M. Barrette (Joliette): Cet amendement a été proposé à la suite d'entrevues avec l'honorable ministre fédéral des Finances, avec les recteurs des universités de la province et avec le président de la Fédération des collèges classiques, Mgr Pierre Décary. Il s'agissait de trouver un moyen rapide de récupérer les \$25,000,000 appartenant aux citoyens de la province qu'Ottawa gardait pour les universités du Québec, et le moyen choisi a été l'entente avec le gouvernement provincial pour que les universités lui remettent les sommes qu'elles percevront. Il ne fait aucun doute que cet argent appartient aux contribuables et aux universités du Québec.

Nous croyons que c'est là le moyen le plus simple, le plus rapide et le plus logique de permettre à la province et aux universités de rentrer en possession conjointement des \$25,000,000, que nous remettrons ensuite au ministre des Finances pour qu'ils soient versés au fonds d'amortissement des emprunts obligataires des universités. Les dirigeants des six universités de la province ont consenti à nous remettre ce montant.

Il (l'honorable M. Barrette) donne lecture d'une lettre qu'il recevait, en date du 23 février, de la part du surintendant de l'Instruction publique, M. Omer-Jules Desaulniers. M. Desaulniers, dit-il, annonçait qu'il venait de conférer avec les dirigeants des universités et Mgr Pierre Décary, que ceux-ci avaient étudié les amendements au bill 3 et qu'ils approuvaient la nouvelle rédaction du projet de loi.

Nous avons tous convenu, pour éviter que d'autres lois soient présentées à Ottawa ou à Québec à ce sujet, d'adopter ce moyen par lequel les universités récupéreront le montant qu'elles nous remettront. Elles ont toutes accepté la suggestion.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) exprime des doutes sur la légalité de cet arrangement puisqu'en définitive l'argent ne va pas aux universités. Comment peut-on prétendre, dit-il, que cet argent appartient à d'autres qu'aux universités. Les paiements de compensation faits aux universités n'étaient pas si élevés.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Par suite de leur refus d'accepter les offres d'Ottawa, les universités ont reçu de la province en paiements de compensation la somme de \$24,735,500⁴. L'amendement au bill 3 ne fait qu'habiliter le gouvernement à conclure une entente avec les universités. Il y aura une entente ou il n'y en aura pas. Mais il n'est pas question que les universités

soient tenues de remettre quoi que ce soit au gouvernement provincial.

Pendant 1960-1961, les institutions universitaires recevront \$11,758,000, suivant le budget, plus \$8,735,650 en vertu du bill 58, ce qui fera en tout \$19,302,000⁵. Pour l'année 1960-1961, les universités du Québec recevront une aide gouvernementale qui couvrira 100 % de leurs besoins. Chaque année, les besoins des universités seront évalués et leur budget sera préparé tel qu'il l'a été au cours de nos rencontres, l'automne dernier, en dialoguant, pour que le gouvernement sache quels octrois il doit accorder. Si cette méthode a été bonne pour les opérations de l'année, elle doit l'être aussi en ce qui concerne les engagements prévus pour le service de la dette et du fonds d'amortissement sur les emprunts qui seront contractés.

En bref, c'est la continuation de la politique inaugurée l'automne dernier et qui a donné d'excellents résultats. Il ne peut plus être question pour le gouvernement de payer au comptant les dépenses assumées présentement pour des projets d'envergure. Il faut les amortir sur un certain nombre d'années, ce qui est logique si on songe que les constructions modernes, bien faites, peuvent durer 100 ans. C'est pour cela que nous voulons conclure une entente.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Et si les universités refusent de conclure une entente avec le gouvernement?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Alors chacun prendra ses responsabilités.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a dans toute cette affaire des faits et une question de droit. Dans le domaine des faits, il faut se souvenir que le gouvernement fédéral a versé des sommes considérables aux universités du Canada et que celles du Québec les ont refusées, pour raisons constitutionnelles. Si on étudie la question de droit, est-ce que le gouvernement considère que les universités de la province de Québec sont libres d'accepter l'argent?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Elles sont libres de conclure des ententes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je comprends qu'elles sont libres d'accepter l'argent du fédéral, mais à condition de le remettre au gouvernement provincial. Est-ce que cette loi va

consacrer le principe que les universités sont libres d'accepter l'argent d'Ottawa?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Certainement pas!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les a-t-on laissées libres de recevoir l'argent?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Elles ne devaient pas le prendre, et c'est pour cela que nous leur avons donné des paiements de compensation. C'est pourquoi les subsides fédéraux ne sont pas versés directement au gouvernement de la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Officiellement, on considère que les universités sont libres, mais le fait de recevoir cet argent pour le remettre ensuite au gouvernement du Québec ne change rien à la question de droit. Pourquoi le fédéral n'accepterait-il pas de payer ces argentés directement au gouvernement de Québec?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous prenons les moyens de faire cesser, pour l'avenir, toute aide fédérale à l'enseignement. L'excellence de cette formule est reconnue de tous, y compris les recteurs des universités. Il y a des choses à ne pas oublier. Il y a la lettre du gouvernement du Québec à M. Diefenbaker. On y dit que les offres du fédéral aux universités du Québec devront cesser. Il n'y aura donc plus d'offres, et cela est accepté par Ottawa. Il ne faut pas oublier qu'un projet de loi, conforme à celui qui est soumis à la Législature du Québec, est actuellement présenté à Ottawa. Les deux vont ensemble. Il prévoit qu'il n'y aura plus d'offres du fédéral aux universités.

Tout ce mécanisme connu pour résoudre l'épineux problème de l'aide fédérale aux universités est le résultat d'une série de pourparlers entre les autorités universitaires, le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral. Nous avons commencé par assumer pleinement toutes nos obligations envers l'enseignement supérieur. Les projets de loi que nous présentons actuellement, nous les aurions appliqués même si une entente s'était avérée impossible avec Ottawa. Avec quelques-uns de mes collègues, j'ai rencontré dernièrement M. Donald Fleming, ministre fédéral des Finances. Nous avons examiné le problème comme des gens qui sont désireux de s'entendre.

Si le chef de l'opposition croit avoir une meilleure solution à nous suggérer, je suis prêt à

l'entendre. Mais je crois que la solution présente est la meilleure que l'on puisse trouver. Nous avons discuté la question avec tous ceux qui pouvaient nous conseiller et tous approuvent le moyen que nous prenons. D'abord, elle ferme définitivement, pour l'avenir, la brèche qui avait été creusée dans nos droits constitutionnels. Ottawa se retire, en ce qui concerne Québec, du domaine de l'enseignement supérieur.

Cette brèche étant fermée, il restait à trouver une formule pour récupérer les \$25,000,000 accumulés entre les mains de la Conférence canadienne des universités à l'intention des institutions québécoises. Le gouvernement aurait pu réclamer ce montant, vu qu'il a déjà versé \$24,535,000 en subventions de compensation aux universités et aux collèges qui refusaient l'argent d'Ottawa. Mais il aurait fallu une loi à Ottawa et une autre à Québec. Il aurait fallu qu'Ottawa amende sa propre loi, que la Conférence canadienne des universités remette l'argent au ministre canadien des Finances, lequel aurait ensuite remis l'argent à la province de Québec. Les procédures auraient été beaucoup plus longues et les universités auraient attendu longtemps. Nous avons consulté les universités et les représentants des collèges classiques. Il a été convenu que ces institutions recevraient l'argent et que la part des universités serait versée dans le fonds d'amortissement créé à leur intention. Quant aux collèges classiques, ils toucheront immédiatement ce qui leur revient.

Nous réglons une fois pour toutes, par ce moyen, la question concernant les universités. Il ne faut pas oublier également que les ententes fiscales actuelles entre Ottawa et toutes les provinces, à l'exception du Québec, cessent en 1962. Les gouvernements provinciaux seront appelés, probablement en 1961, à étudier toute cette question de la fiscalité. Ce que nous faisons présentement, ce n'est que pour deux ans. Nous croyons cependant que la décision d'Ottawa de cesser ses offres à nos universités est quelque chose de permanent. C'est la reconnaissance de la juridiction exclusive du Québec dans le champ de l'éducation.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mais c'est le gouvernement qui garde les \$25,000,000.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Oui, mais cet argent sera remis au fonds prévu pour les universités. Celles-ci vont nous faire connaître leurs besoins. Les universités de Montréal et de Québec, en particulier, nous ont soumis des projets considérables. Nous les aidons à les réaliser en puisant dans le fonds que nous voulons créer. Le député de

Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) a demandé tout à l'heure pourquoi l'on remettait cet argent aux universités...

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): J'ai demandé pourquoi l'argent ne demeurerait-il pas dans les universités plutôt que d'être transféré au fonds pour l'éducation ou à un fonds d'amortissement spécial, pour ensuite être redistribué en suivant les normes que le gouvernement fédéral avait fixées. (Protestations à droite)

Des députés ministériels: Centralisateur!

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai maintenant la réponse du député de Westmount. Il suggère ce que nous ne voulons pas faire et ce que nous ne ferons jamais. Nous ne pouvons accepter cette brèche dans la muraille de nos droits. Ce que le Québec veut, c'est récupérer l'argent conformément à la Constitution et il ne sacrifiera pas ses principes. S'il avait fallu sacrifier le principe d'autonomie pour lequel nous luttons depuis toutes ces années, nous aurions laissé les \$25,000,000 à Ottawa. C'est cela qui est important. Nous nous servons des universités pour récupérer cet argent, mais nous le plaçons dans un fonds provincial.

Tout le monde a reconnu l'excellence de cette formule, aussi bien chez les porte-parole du monde anglo-saxon que chez les représentants de notre groupe ethnique. Nous avons discuté avec des gens qui voulaient s'entendre et se comprendre. Nous avons alors réussi à trouver cette formule que tout le monde approuve. C'est la plus simple, la plus logique. Elle nous permet de refermer la brèche pratiquée dans le rempart de nos droits.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Cet amendement est parfaitement conforme à l'esprit de la Confédération. Ottawa remboursera l'argent qu'il a obtenu de façon non constitutionnelle.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que les collèges classiques recevront la part qu'ils auraient normalement obtenue à même ces \$25,000,000 pour leurs élèves des années du cours universitaire?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Lorsque nous avons rencontré les recteurs des universités pour discuter de la formule de récupération, nous avons aussi discuté avec le président de la Fédération des collèges classiques, Mgr Pierre Décary. Il a été convenu que la part qui aurait normalement été

attribuée aux collèges à même les \$25,000,000 leur serait remise immédiatement, tandis que la partie revenant aux universités irait au fonds d'amortissement⁶.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié les amendements.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que lesdits amendements soient maintenant acceptés.

M. l'Orateur demande le vote sur les amendements.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix:

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Larouche, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Schmidt, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 72.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Les amendements sont, en conséquence, acceptés.

À midi trente minutes, la Chambre suspend ses travaux⁷.

Reprise de la séance à 3 heures

Projets de loi:

Fonds d'éducation et taxe pour les universités

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 concernant les

universités, le fonds d'éducation et l'impôt sur les corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est le septième projet de loi de la présente session du Parlement sur l'éducation, dit-il. Mais ce projet de loi constitue une des plus importantes manifestations, une des plus éclatantes illustrations et, je pourrais dire, la culmination autonomiste logique, sincère et féconde que n'a cessé de maintenir et de défendre l'honorable Maurice Duplessis pendant un quart de siècle.

L'honorable Paul Sauvé, durant les quelques mois qu'il a dirigé l'administration de la province, a réussi à déblayer la voie, avec une énergie efficace, vers une récupération, un rapatriement, une reconquête d'une autre tranche vitale de nos pouvoirs fiscaux.

Dans l'Union nationale, il y a toujours eu un véritable esprit autonomiste. L'autonomie provinciale veut simplement dire le droit et le pouvoir d'administrer nos affaires dans Québec selon nos traditions particulières, et avec nos institutions propres, de manière à conserver notre foi et notre langue, notre culture française et notre civilisation catholique. Cette autonomie, gagnée de haute lutte par nos pères, connue par les lois, consacrée par la Constitution du pays, échappe au cadre de la politique pour rejoindre les lignes maîtresses de notre histoire et épouser la courbe de notre destinée.

L'Union nationale ne prétend pas avoir introduit le mot autonomie dans le vocabulaire de la politique. Ce terme se trouve inscrit aux divers chapitres de notre histoire. Il ne s'agit pas d'un vocable nouveau. Elle fut défendue par tous les grands chefs de la province depuis deux siècles.

On trouve déjà l'affirmation du principe de l'autonomie, impératif historique et réalité vivante, dans le programme-manifeste d'Honoré Mercier en 1886. Dans son manifeste, le grand Mercier prêchait:

"... le maintien énergique de l'autonomie provinciale à Québec contre toutes les atteintes, non d'un bureau aux ordres d'Ottawa. Mais je vais plus loin et je dis que, fût-il nécessaire pour assurer l'avenir des provinces de réfréner les dépenses fédérales, il faudrait prendre une mesure extrême, parce que la paix est encore plus essentielle à la prospérité du pays que le creusement des canaux et l'outillage des ports, et qu'il vaut mieux instruire le peuple que de l'armer.

"On prétend que les exigences des provinces constituent un danger pour Ottawa, prétentions puériles, habiles mensonges. Il y a un danger plus grave; il n'y a rien de plus dangereux pour l'avenir

de la Confédération que la prévention que l'on cherche à créer dans l'opinion publique que le pouvoir central est ennemi des provinces! Cette prévention, ce n'est pas nous qui l'avons créée, elle existe depuis longtemps, et longtemps le gouvernement a semblé s'efforcer de la justifier. Qu'on ne s'en prenne donc pas à nous si les provinces revendiquent de plus en plus fortement leurs droits à l'autonomie." (Discours publié par la Librairie Beauchemin, en 1903).

Sir Wilfrid Laurier disait: "Donner au pouvoir central l'autorité de s'ingérer arbitrairement dans la juridiction attribuée aux provinces, c'est détruire l'indépendance législative des provinces...". Sir Lomer Gouin comprenait que l'autonomie provinciale forme la clef de voûte de la structure profonde du Québec. Le premier ministre Taschereau fut pareillement un défenseur énergique de l'autonomie provinciale. On se rappelle ses paroles: "Il faut que les autorités fédérales cessent d'ignorer et l'esprit qui a inspiré la Confédération et les conditions qui ont présidé à son développement et qui sont indispensables à son maintien..." Puis, le grand champion de l'autonomie fut l'honorable Maurice Duplessis. Dans le mémoire présenté à la commission Rowell⁸, ce dernier affirma la position du Québec: "Le pouvoir central tient son autorité des provinces".

Mais, après 1939, il y a eu une rupture avec cette longue tradition autonomiste. Jusque là, il y avait eu les alliances Mercier-Mowat, Gouin-Whitney, Taschereau-Ferguson et Duplessis-Hepburn en faveur de la cause de l'autonomie. Mais, après l'avènement au pouvoir du Parti libéral provincial, appendice du Parti libéral fédéral, en 1939, alors que le chef libéral Adélard Godbout fut hissé au pouvoir après le chantage que l'on sait, le premier ministre de Québec devait se conduire en homme engagé d'Ottawa. Nous payons encore le prix du marché conclu alors entre libéraux provinciaux et fédéraux en mai 1939 et nous poursuivons l'œuvre de récupération des droits cédés. Ce fut la rupture avec la tradition autonomiste des libéraux. Il (l'honorable M. Barrette) compare le régime de M. Godbout à la grande noirceur.

À la mi-janvier 1941, les premiers ministres des provinces furent convoqués à Ottawa pour prendre connaissance de la commission Rowell. À cette occasion, l'honorable Hepburn, premier ministre de l'Ontario, déclara:

"La nouvelle question qui se pose prend la forme d'un défi pour ceux d'entre nous qui croient à l'unité nationale. On ne peut fermer les yeux et

refuser de se rendre à l'évidence sans commettre une injustice envers le Canada et la province de Québec, surtout lorsque l'accord qu'on nous propose, à ce que disent les autorités les mieux informées en matière de droits constitutionnels, comporte l'abandon par la province de Québec et les autres provinces en faveur d'une autorité centrale de droits et de privilèges que nous accorde l'Acte de l'Amérique britannique du Nord..."

M. Hepburn terminait en assurant le Québec d'un appui fraternel. Le premier ministre du Québec, c'était alors M. Godbout, a déclaré qu'il venait sans parti pris, à titre de Canadien. Sa théorie à lui était la suivante: "Il n'y a rien de plus parfait pour un Canadien que d'être administré par un autre Canadien."

À cette conférence fédérale-provinciale, les premiers ministres de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique, de l'Alberta se sont élevés contre les propositions fédérales. M. Godbout, au lieu de faire cause commune avec eux, a dit qu'il remerciait la Commission de son précieux travail et qu'il remerciait le gouvernement d'avoir convoqué cette conférence. Il n'a soumis aucune revendication. Cette conférence avait pour but de nous dépouiller et nous l'avons été proprement!

Les chefs de tous les gouvernements de toute l'histoire de la province de Québec ont tenu le même langage. Il ne s'en est trouvé qu'un seul pour lâcher. Il nous a montré l'étoile "win the war" et il a permis qu'on nous vole dans nos goussets. Il a dit: "Demandez-nous tout et nous vous donnerons tout!"

Un autre chef politique du Québec a défendu l'attitude de M. Godbout, il a prétendu qu'il avait eu raison. M. Jean Lesage a déclaré: "Québec n'a pas voulu s'isoler du reste du Canada dans une période grave." C'était contraire aux faits. Québec s'est isolé en ne restant pas avec les gouvernements provinciaux qui combattaient le gouvernement fédéral pour éviter d'être dépouillés.

En 1942 est arrivé un projet de loi, conséquence de la conférence de 1941. Si M. Godbout avait accepté de faire front commun avec les autres, le gouvernement fédéral n'aurait pas présenté cette loi et nous n'aurions pas été obligés de nous battre pour reprendre nos droits.

En 1942, par le bill 33, le régime Godbout présentait une loi autorisant le Québec à céder ses droits constitutionnels et ses pouvoirs fiscaux à Ottawa. Trente-neuf députés libéraux ont voté en faveur de ce bill. Il n'en reste pas un dans cette Chambre. Aux élections de 1944, les libéraux provinciaux qui, par esprit de parti avaient mis Québec à la remorque d'Ottawa, furent tous défaits.

L'opposition, dont nous étions, a voté contre et, sauf ceux qui sont morts, tous sont encore députés ici ou sont restés dans la vie politique. Cela veut dire que Québec a rendu son verdict. Cela explique que les libéraux soient absents et que nous soyons là. Nous avons le mandat sans équivoque de continuer de la même façon. En fait, c'est presque un ordre de continuer la lutte, et c'est ce que nous faisons.

En 1944, l'Union nationale reprenait le pouvoir et M. Duplessis entreprenait de récupérer par des lois les pouvoirs fiscaux de la province de Québec. Ces lois sont:

1 - Loi pour mettre fin aux ententes fiscales de 1942 et assurer la sauvegarde des revenus essentiels de la province.

2 - En 1946, loi pour assurer le progrès de l'éducation;

3 - En 1947, l'Union nationale a présenté trois lois importantes: une concernant les relations fédérales-provinciales, pour ranimer l'autonomie, une autre concernant les corporations et compagnies (affirmation théorique de l'autonomie) portant de 5 % à 7 % l'impôt provincial sur les profits, et finalement, la loi modifiant la loi de la gazoline.

Toutes ces lois ont été approuvées par les députés de l'Union nationale et tous les députés libéraux ont voté contre. Tous les députés libéraux ont été battus, sauf un qui n'est plus libéral.

À la session de 1953, le premier ministre Duplessis proposait la loi établissant la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, la commission Tremblay, dont le rapport constitue un document lumineux qui n'a pas fini d'éclairer le gouvernement de l'Union nationale et est susceptible d'éclairer toute la politique provinciale au cours des années à venir.

En 1954, M. Duplessis proposait la loi qui décrétrait l'établissement de l'impôt provincial sur le revenu, en conformité des droits de la province, pour assurer à la province les revenus nécessités par ses développements. Tous les 22 députés libéraux présents en Chambre ont voté contre cette loi, mais 14 sont disparus de la Chambre et, des huit qui ont été réélus, deux ne sont plus libéraux. Ceux qui ont voté pour sont encore à l'Assemblée législative, sauf deux, dont l'honorable Onésime Gagnon qui est devenu lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

M. Duplessis disait lors de l'adoption de ce projet de loi qu'il était libre, qu'il n'était inféodé à aucun parti fédéral. Ces paroles, je suis très heureux de les répéter aujourd'hui. Le chef sans siège du Parti libéral m'a récemment reproché mon manque

d'expérience. Mais l'expérience qu'il a acquise, lui, à Ottawa, en compagnie des centralisateurs, je m'en passe. Je n'en ai pas besoin pour servir la province de Québec. J'aime mieux l'expérience que j'ai acquise au contact de M. Duplessis, de M. Sauvé, de tous mes collègues.

L'expérience de M. Lesage, elle est dangereuse pour la province de Québec. Si on a des doutes sur l'expérience acquise à Ottawa par M. Lesage, écoutez ce qu'il disait à la Chambre des communes au cours de la session de 1953-1954, après l'adoption de la loi de l'impôt provincial sur le revenu, dans un discours procentralisateur et antiautonomiste, dans une tentative de gonfler le Trésor fédéral. M. Lesage avait alors dit :

"Nous ne pouvons accepter la prétention erronée que les provinces ont priorité sur le gouvernement canadien dans le champ de l'imposition direct. En définitive, ce que l'on nous demande, c'est le pouvoir pour Québec de taxer non pas ses contribuables mais le gouvernement canadien. La théorie de la priorité provinciale dans ce domaine est complètement absurde. La répartition du revenu des impôts entre le Parlement et les provinces, sous forme de subsides, est absolument conforme à l'esprit de la Confédération... Rien dans l'Acte confédératif ne peut être interprété comme donnant une priorité aux gouvernements locaux dans le domaine de la taxation directe."

À cette occasion, M. Lesage a prononcé un discours honteux. Il était inspiré par M. Maurice Lamontagne¹⁰, théoricien de la centralisation. On n'aurait jamais cru qu'un homme public canadien-français adopterait une attitude aussi contraire et utiliserait un langage aussi hostile aux meilleurs intérêts du Québec, dont il avait pourtant mission de défendre le point de vue à Ottawa. Son credo procentralisateur et antiautonomiste demeure consigné dans les pages du *Hansard*.

Les théories centralisatrices de M. Lesage signifient le tarissement de nos sources de revenus provinciales, leur remplacement par des subventions fédérales et l'accaparement par Ottawa des fonctions réservées à la province par la Constitution dans les domaines vitaux de l'éducation et de la santé en particulier. Y a-t-il rien de plus absurde que ces déclarations de M. Lesage? Je suis sûr que s'il relisait son discours d'Ottawa, il ne ferait pas la prochaine campagne électorale. On n'a jamais vu un homme public de chez nous mettre de côté, d'un jet de salive, la vérité historique.

Il (l'honorable M. Barrette) cite un discours que prononçait M. Saint-Laurent, le 9 septembre 1954 à bord du *Saxonia*¹¹, où il s'en prenait vivement

au gouvernement du Québec. Par la suite, dit-il, M. Saint-Laurent a pratiquement déclaré la guerre à M. Duplessis dans un discours qu'il prononçait dans la même veine quelques jours plus tard au club de Réforme de Québec, en disant que les politiciens de la province de Québec ne pourront pas arrêter le développement du Canada ni l'expansion de l'influence du gouvernement fédéral.

Il (l'honorable M. Barrette) cite également les commentaires de certains journaux à l'adresse de M. Saint-Laurent à la suite de ce discours. Il critique également la position adoptée par M. Saint-Laurent, qui est cité comme ayant déclaré que l'opposition du Québec à la centralisation des pouvoirs avait créé une mauvaise impression durant la guerre et ayant affirmé que "le Québec peut voter contre nous s'il n'aime pas la position que nous avons adoptée".

Il (l'honorable M. Barrette) oppose à ces discours celui que prononçait M. Duplessis à Valleyfield le 26 septembre 1954, dans lequel il disait que "les droits fiscaux sont un problème de vie et de mort pour le Québec, que les octrois fédéraux, au contraire, sont une politique antiparlementaire, antidémocratique et anticanadienne".

Ottawa avait alors fait savoir à M. Duplessis que les contribuables du Québec ne pourraient déduire plus de 5 % de leur impôt fédéral pour s'acquitter de leurs obligations envers le gouvernement provincial. C'est alors qu'on a assisté à la rencontre Duplessis-Saint-Laurent, qui en sont venus par la suite à une entente provisoire. À partir de ce moment, les libéraux ont cessé de voter contre la législation relative à la loi de l'impôt provincial sur le revenu et ont épaulé les efforts du Québec en vue d'obtenir une meilleure part des sommes recueillies au chapitre de l'impôt. Cette déduction de l'impôt fédéral, que M. Lesage voulait limiter à 5 % avec la complicité de ses amis libéraux du Québec, fut portée par le régime Saint-Laurent à 10 % et par le gouvernement Diefenbaker à 13 %. Si l'on avait écouté le chef de l'opposition, nous serions encore à 5 % en 1960.

Il est clair que la population ne confiera jamais à M. Lesage le soin de diriger nos destinées, car à la différence des grands chefs libéraux du passé, M. Lesage ne possède pas la fibre autonomiste.

Il est évident, M. l'Orateur, que la politique autonomiste du gouvernement de l'Union nationale lui est dictée par le souci de la conservation du patrimoine spirituel que nous avons reçu en héritage des générations qui nous ont précédés et que nous devons transmettre, non seulement intact, mais également agrandi aux générations qui nous succéderont.

Et c'est bien pourquoi l'autonomie constitue en premier lieu une valeur spirituelle. Mais la défense de l'autonomie, valeur spirituelle, nous a quand même valu jusqu'ici des résultats matériels importants.

On a souvent fait des gorges chaudes chez nos amis d'en face au sujet de l'autonomie, demandant avec ironie: "l'autonomie, qu'est-ce que ça mange?" et avec mépris: "l'autonomie, ça ne paie pas." Or, la récupération graduelle de nos pouvoirs fiscaux depuis 1945 jusqu'à aujourd'hui a rapporté au Trésor de la province des dizaines de millions de dollars, et cela, sans double taxation, sans qu'il n'en coûte un seul sou de plus aux contribuables du Québec.

Les pouvoirs fiscaux cédés à Ottawa sous le régime Godbout en 1942 avaient signifié en retour, pour l'année 1943-1944, \$18,303,403.62. Or, à cause de cette lutte, l'exercice de ces pouvoirs fiscaux repris par Québec à Ottawa en 1947 nous a rapporté \$210,745,616.11, l'an dernier. Ils nous rapportent \$230,000,000, cette année. Avec la mesure que nous présentons, c'est \$10,000,000 de plus qui tomberont dans le Trésor provincial. Ce chiffre de \$210,000,000 est tiré des *Comptes publics pour l'année 1958-1959*, et celui de \$18,000,000 des *Comptes publics pour l'année 1943-1944*. Ce sont des chiffres officiels apparaissant aux *Comptes publics* dans les deux cas.

Ceci signifie que la récupération de nos pouvoirs fiscaux, de notre droit d'aînesse cédé par Québec à Ottawa pour un plat de lentilles, a apporté à la province près de 11 fois plus que la pitance qui nous fut jadis accordée pour leur abandon.

La vigoureuse offensive entamée par M. Duplessis pour le rapatriement de nos droits a porté des fruits non seulement pour la récupération graduelle de nos pouvoirs de taxation, mais aussi pour la déduction graduelle des taxes payées à Ottawa. Avec le résultat que le contribuable n'est plus assujéti à une double taxation. Il (l'honorable M. Barrette) cite des chiffres à ce sujet et souligne ce que signifie le bill 60.

Le bill à l'étude est en quelque sorte la suite logique, la continuation de l'œuvre de l'ancien premier ministre Duplessis. En présence de cette double victoire, dans les champs de la taxation et de la déduction, il apparaît évident que les luttes conduites par M. Duplessis pendant des années pour la défense de l'autonomie sont enfin couronnées de succès.

(Applaudissements)

M. Duplessis a longtemps prêché sa doctrine dans le désert. Chez les libéraux, on reprochait à

monsieur Duplessis, par sa revendication opiniâtre, persistante, inlassable de l'autonomie, de nuire à l'unité nationale, et l'attitude des représentants du Québec à Ottawa, comme dans le cas notoire de M. Lesage, contribuait à donner aux autres provinces une fausse idée du Québec et une image injuste du chef de notre province, l'honorable Maurice Duplessis. Aujourd'hui, l'atmosphère a changé au pays. Les premiers ministres de grandes provinces réclament une plus juste répartition du produit de la taxation et une plus grande mesure d'autonomie.

Le député de Saint-Maurice a osé dire l'autre jour que M. Duplessis avait manqué de courage sur le terrain de l'autonomie. Le député de Saint-Maurice a proféré un blasphème en disant une chose pareille. Il faut une dose d'esprit de parti vraiment inouïe pour dire une chose semblable au sujet de M. Duplessis. Et d'ailleurs, le député de Saint-Maurice, avant de passer dans le camp libéral, parlait bien autrement. Il a déclaré à la Chambre des communes, le 12 mai 1947, ce que suit: "Je ne puis m'empêcher d'appuyer l'attitude du premier ministre de la province de Québec dans son refus de sacrifier l'autonomie de la province dans cet important secteur du domaine fiscal." Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a cessé d'être nationaliste, et plus tard créditiste, pour devenir libéral, a changé d'idée en même temps que de parti.

Personne dans Québec ne croira un seul instant que M. Duplessis a manqué de courage. Tout le monde sait chez nous que le courage était la vertu dominante, la qualité maîtresse, le trait principal de M. Duplessis, et c'est précisément sur le terrain de l'autonomie que M. Duplessis a manifesté le plus de courage constant, de persévérance inébranlable et d'énergie inlassable.

Et, aujourd'hui, nous récoltons la riche moisson de son labeur et de son patriotisme, au service d'une cause à laquelle il a consacré toute sa vie: la cause de l'autonomie. Il occupe le premier rang dans la ligne des hommes d'État qui ont lutté pour la province.

L'autonomie provinciale, dont le présent projet de loi apporte une illustration concrète, constitue une ligne de force essentielle à la réalisation intégrale de la destinée particulière du Québec. Tous reconnaissent que la mission du Québec, qui consiste à réaliser la synthèse entre les institutions politiques et les traditions parlementaires britanniques, la technique américaine et la culture française, est une forme de civilisation unique en son genre sur le continent américain, pour ne pas dire dans le monde entier.

L'histoire nous a placés au carrefour de l'humanisme français, du parlementarisme anglais et du pragmatisme américain. Il nous faut réaliser, pour nous montrer à la hauteur de notre destin, la synthèse de la démocratie politique et de la liberté d'entreprise, du progrès social et économique, du développement industriel, de l'organisation ouvrière, du bien-être matériel et de l'avancement culturel. Si nous voulons remplir notre mission, il faut que nous soyons maîtres chez nous. Il faut que nous détenions les cordons de la bourse et nous les tiendrons. Nous avons beaucoup à faire. Nous avons un grand destin à accomplir. Nous disposons de ressources matérielles incomparables. Nous respectons les minorités. Nous respectons aussi le domaine fédéral. Mais nous demandons qu'on respecte intégralement notre domaine.

Les revendications que nous faisons à Ottawa le sont dans un esprit de collaboration, de respect réciproque des droits de chacun. Ce que nous réclamons pour nous, nous le demandons aussi pour les autres provinces. Nous voulons reprendre les droits perdus et protéger ceux que nous avons. Ces droits sont essentiels au maintien de notre statut et au développement de notre province. Nous avons une mission à accomplir et il importe que, tout en restant fidèles à nos origines, nous continuions d'accomplir notre mission. Sur les principes qui engagent la souveraineté de la province, jamais nous ne reculerons d'une semelle¹².

(Applaudissements à droite)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je pensais que l'on aurait discuté sereinement, aujourd'hui, du sujet à l'étude. La semaine dernière, ce fut un débat politique et les commentaires peu flatteurs des journaux auraient dû nous servir de leçon¹³. Mais le premier ministre vient encore d'aiguiller le débat sur la politique partisane. Sur un bill qui concerne l'éducation, il n'a parlé que trois minutes d'éducation qu'on devrait situer au-delà de la politique. Le reste du temps, soit pendant plus d'une heure, il a fait un réquisitoire contre un parti et l'apologie d'un homme. Dois-je le suivre sur ce terrain?

L'honorable M. Johnson (Bagot): Vous ne le pouvez pas...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Vous croyez que je ne le puis pas? Je crois que je le pourrais et je n'aurais qu'à commencer par rappeler l'entente Bilodeau-Rogers¹⁴ de 1937, alors que l'Union nationale était au pouvoir. C'était la première fois

que le gouvernement fédéral pénétrait dans le domaine de l'éducation. N'est-ce pas encore sous un gouvernement de l'Union nationale que s'est produite la deuxième intrusion du pouvoir central dans le domaine de l'éducation?

Je pourrais à mon tour faire de l'histoire, suivre le premier ministre depuis l'époque de Mercier et donner ma propre interprétation des événements qui se sont déroulés, des attitudes des hommes qui se sont succédé sur la scène politique. Il faudrait peut-être le faire car, avec le premier ministre actuel, il semble qu'il soit impossible de sortir de la politique, même quand il est question d'éducation.

S'attachant à une certaine période de la politique québécoise, le premier ministre a eu le front de dire que, par suite d'une loi de M. Godbout, nous avions cédé nos droits à Ottawa pour quelques millions. Mais pourquoi n'a-t-il pas dit que le gouvernement du Québec pouvait mettre fin à cette entente en n'importe quel temps et que le gouvernement de l'Union nationale, qui a succédé au gouvernement Godbout en 1944, l'a laissée durer pendant trois ans, jusqu'à ce qu'elle tombe d'elle-même, preuve qu'il s'agissait d'une entente essentiellement temporaire? Le premier ministre a dit que nous avions perdu des millions par suite de cette entente. Mais pourquoi n'a-t-il pas parlé des millions perdus par l'inaction du gouvernement Duplessis pendant cette période de trois ans?

Le premier ministre a parlé avec éloquence de partis provinciaux à la solde d'Ottawa. Il n'a pas dit que, dès 1951, l'un des premiers, j'ai dénoncé l'entrée d'Ottawa dans le domaine des universités. C'était alors un régime libéral à Ottawa. Quand le premier ministre actuel a-t-il dénoncé ses amis conservateurs à Ottawa? J'ai dénoncé le gouvernement fédéral libéral sur d'autres points, mais je veux demeurer dans le domaine de l'éducation.

Il est tout de même étonnant que ce soit sous deux gouvernements de l'Union nationale, soit en 1937 et 1951, que le gouvernement fédéral soit entré dans le champ de l'éducation. Seulement, maintenant que le gouvernement a changé à Ottawa, on peut, de l'autre côté de la Chambre, présenter des lois comme celle à l'étude présentement. On n'en a présenté qu'une seule du temps du gouvernement libéral fédéral et c'était un peu sous forme de défi. On y va maintenant avec le sourire et on cherche à rencontrer les gens du fédéral.

En 1953, quand M. Duplessis présenta sa loi de l'impôt, je lui ai rappelé sa promesse faite pendant la campagne électorale précédente de 1952, à savoir qu'il n'imposerait jamais le revenu des particuliers. Je

lui ai reproché d'avoir manqué de sincérité, soit en 1952 ou 1953, et j'ai voté contre. Nous avons établi clairement nos positions, nous avons dit pourquoi nous ne pouvions accepter la mesure. Par la suite, les circonstances économiques ont changé, se sont améliorées et nous avons modifié notre attitude. Nous avons appuyé le gouvernement.

Je ne suis pas surpris, mais je demeure interloqué de voir jusqu'à quel point le premier ministre est hanté par les mots "conservateur", "libéral", "Union nationale". Dans l'étude de toutes ces lois sur l'éducation apparues avec Paul Sauvé, une seule fois, soit la semaine dernière, et parce que j'y avais été entraîné par le chef actuel du gouvernement, je me suis permis d'insister sur les reniements de l'Union nationale en la matière. J'aurais pu, chaque fois, souligner comment les ministériels d'aujourd'hui approuvaient des principes qu'ils combattaient hier. Notre attitude est conforme à celle que nous avons prise sur le sujet depuis des années. Le gouvernement ne peut pas en dire autant.

Aujourd'hui, la tentation est forte d'analyser ces attitudes successives et contradictoires de ceux qui siègent de l'autre côté et demander en particulier pourquoi tous ces projets de loi que nous réclamions depuis longtemps ne sont pas venus plus tôt. S'il voulait faire de la politique, dit-il, il citerait des votes donnés par des députés de l'Union nationale contre des lois que le gouvernement vient de présenter. Devrais-je y céder, dit-il, et imiter l'exemple du premier ministre? On aurait alors le spectacle de deux chefs de parti qui font de la politique sur le dos de l'éducation.

Nous avons devant nous une loi relative à l'éducation. Le premier ministre n'a pas dit un mot du principe de cette législation, et je n'en ai pas dit davantage. Un étranger qui assisterait à ce débat depuis le début de la séance ne serait pas plus renseigné qu'à son arrivée sur la mesure à l'étude.

Le premier ministre peut dire ce qu'il veut. Ce sont ses affaires. S'il veut faire de la politique de partisans en éducation, il est libre d'agir comme il l'entend. Mais quoi qu'il en soit, cela ne me fera pas changer d'attitude. De toute façon, je mets de côté le réquisitoire du premier ministre et je dis que chaque fois qu'une bonne loi sera présentée en cette Chambre, quel que soit le parti au pouvoir, peu importe les attaques qu'on nous lancera, l'opposition l'approuvera. Nous n'entendons pas regarder les hommes, mais les lois qu'on nous présente et voter en toute objectivité.

J'ai déjà parlé plus longtemps que je me l'étais proposé. Je me demande combien de fois

encore, sur des sujets qui devraient nous unir au lieu de nous diviser, le premier ministre n'ouvrira la bouche que pour faire de la partisanerie politique? Il y a des moments où la partisanerie est de mise; il y en a d'autres où elle ne l'est pas. J'estime qu'en la circonstance présente le premier ministre aurait mieux fait de nous parler d'éducation. Le public jugera. Sur un sujet comme celui-là, qu'est-ce que nous avons fait tous les deux? De la partisanerie politique, non pas de l'éducation. Pour ma part, je le regrette profondément¹⁵.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) propose que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 9 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;
- bill 50 pour augmenter et généraliser les subventions aux institutions d'enseignement classique et à certaines autres écoles.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi prochain, à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée vers 6 heures.

NOTES

1. Rappelons que lors de la séance du 2 mars 1960, M. Dionne a présenté une motion pour qu'un comité spécial soit institué avec mission de faire enquête sur l'application de la loi pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski. En 1950, la moitié de la ville a été détruite par un incendie.

2. Les sources ne précisent pas quel est le député qui préside le comité.

3. Voir note 2.

4. Il s'agit du chiffre du *Montréal-Matin* du 5 mars 1960, à la page 7. *Le Soleil* du même jour, à la page 13, écrit plutôt \$24,536,000.

5. Le *Montréal-Matin* du 5 mars 1960, à la page 7, est le seul journal à détailler à ce point les subventions octroyées aux universités. Il n'a donc pas été possible de savoir si l'erreur de calcul est due à M. Prévost ou au journaliste.

6. Le *Montréal-Matin* du 5 mars 1960, à la page 8, rapporte que lors d'un entretien avec les journalistes à la suspension de la séance, M. Barrette a expliqué que la distinction entre les collèges classiques et les universités tenait au fait que les universités n'avaient pas encore de dettes immobilières alors que celle des collèges classiques s'élevait déjà à plus de \$35,000,000.

7. Heure des *Journaux de l'Assemblée législative*. Le *Montréal-Matin* du 5 mars 1960, à la page 8, affirme que la séance a plutôt été suspendue à 1 heure. *Le Droit* du 4 mars 1960, à la page 11, mentionne pour sa part midi quinze minutes.

8. La Commission royale d'enquête sur les relations fédérales-provinciales (ou commission Rowell-Sirois), présidée par N. W. Rowell, puis par Joseph Sirois, a été constituée unilatéralement par le gouvernement fédéral en 1937, afin d'examiner "les bases sur lesquelles repose le Pacte confédératif (...) à la lumière des développements économiques et sociaux des derniers 70 ans." Elle dépose en 1940, un rapport dans lequel elle recommande notamment que le gouvernement fédéral détienne tous les pouvoirs en matière d'impôt sur le revenu des particuliers et des corporations et qu'elle assume la responsabilité de l'assurance-chômage.

9. Présidée par le juge Thomas Tremblay, cette commission avait été créée par le gouvernement du Québec, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

10. Maurice Lamontagne (1917-1983), économiste et politicien. Il fut le conseiller de Lester B. Pearson

de 1958 à 1963 et fut nommé sénateur en 1967. Fervent fédéraliste, il prône le bilinguisme et le biculturalisme. Il a exposé sa vision du Canada dans le livre *Le Fédéralisme canadien*, publié en 1954.

11. M. Saint-Laurent, alors premier ministre du Canada, participait à un déjeuner organisé par Cunard (une compagnie de croisière) sur le navire *Saxonia* qui venait d'amarrer à Montréal au terme de son voyage inaugural.

12. *Le Nouvelliste* du 5 mars 1960, à la page 1, souligne que M. Barrette a parlé pendant 90 minutes et *The Montreal Daily Star* du 5 mars 1960, à la page 1, mentionne que le discours de M. Barrette "était largement tiré d'un texte imprimé de 39 pages".

13. M. Lapalme fait référence au débat tenu en marge du projet de loi 58 lors de la séance du vendredi 26 février. Les journaux avaient alors insisté sur l'aspect électoraliste des discours.

14. À partir de 1937, le gouvernement fédéral entreprit de conclure des ententes avec chaque province dans le but de mettre sur pied des programmes de formation et de perfectionnement destinés à des jeunes sans emploi et dans le besoin. Des accords furent conclus avec toutes les provinces, répartissant les dépenses d'une manière égale entre les deux paliers de gouvernement. En ce qui concerne le Québec, l'entente fut signée entre le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, Joseph Bilodeau (1936-1939) et le ministre fédéral du Travail, Norman Rogers (1935-1940), le 22 juillet 1938.

15. *Le Soleil* du 5 mars, à la page 11, précise que M. Lapalme a parlé pendant 15 minutes, tandis que *L'Événement* du 5 mars 1960, à la page 1, indique 25 minutes.

Séance du lundi 7 mars 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Loi des
tribunaux judiciaires**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 61 modifiant la loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.
Adopté. Ledit bill est alors retiré.

**Loi des
tribunaux judiciaires**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 74 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

C'est pour faire suite à une demande du Conseil général du Barreau de Montréal que nous augmentons le nombre des juges de cinq à la Cour supérieure du district de Montréal. En fait, le Barreau désirait une augmentation de plus de cinq juges, mais nous croyons que cinq juges de plus suffisent pour l'instant.

Trouver des locaux appropriés pour ces nouveaux juges pose problème. Avec les locaux actuels, cinq cela semble un maximum. Dans le district judiciaire de Montréal, l'audition des causes est en retard de plusieurs mois.

Le juge en chef associé W. B. Scott cherchait depuis un moment à faire augmenter le nombre de juges pour qu'on puisse réduire l'accumulation importante des causes civiles en attente de décision.

Le projet de loi que l'on présente aujourd'hui fera passer de 11 à 15 le nombre des juges de la Cour de bien-être social. On espère ainsi ouvrir de nouveaux districts de cette cour.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des coroners
et loi électorale**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 89 modifiant la loi des coroners et la loi électorale de Québec, relativement à certaines pensions.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
tribunaux judiciaires**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 74 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

**Loi des coroners
et loi électorale**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 89 modifiant la loi des coroners et la loi électorale de Québec, relativement à certaines pensions.

Adopté.

**Fonds d'éducation et
taxe pour les universités**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 4 mars courant, sur la motion du représentant de Montmagny (l'honorable M. Rivard) proposant que le bill 60 concernant les universités, le fonds d'éducation et l'impôt sur les corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est): C'est à bon droit qu'on affirme que la présente session passera à l'histoire comme celle de l'éducation. J'ai apprécié la thèse présentée vendredi dernier par le premier ministre. On a prétendu que c'était un réquisitoire politique? Au contraire, ce fut un exposé doctrinal, une thèse magnifiquement charpentée et étayée sur des faits, dont les conclusions s'imposaient.

L'éducation est une chose fort importante; elle est vitale pour le Canada français et nous avons dû passer par une période difficile pour faire en sorte de nous procurer les meilleurs moyens de nous instruire. Je ne voudrais pas rappeler toutes les luttes autonomistes du passé, mais je veux souligner notre désir de rester maîtres chez nous. Je voudrais au moins souligner de quelle façon M. Duplessis a mené la lutte de l'autonomie de 1944 à 1952. Il s'est imposé à l'attention de toute la province et du pays en refusant les ententes fiscales en 1942, en 1947 et en 1952. Pendant ce temps, les centralisateurs fédéraux s'organisèrent pour forcer les provinces à signer ces ententes les unes après les autres. Et, en 1952, la dernière des provinces à résister aux pressions d'Ottawa, l'Ontario, devait à son tour se soumettre. Il ne restait que la province de Québec à résister.

En 1951, le gouvernement fédéral a pénétré dans le domaine sacré de l'éducation et il a offert aux universités une subvention égale à \$0.50 par habitant. Le premier ministre Duplessis a dénoncé cette intrusion. Cependant, comme cette première intervention était peut-être temporaire, une sorte de cadeau, une remise, une restitution de ce que le fédéral avait perçu de trop dans la province, il fut convenu d'accepter pour un an. Mais comme la législation fédérale persistait, il fallait s'y opposer et, à compter de l'année suivante, il a refusé ces subsides.

Il fallait tout de même que nous ayons l'argent nécessaire pour continuer d'aider quand même les institutions universitaires et résoudre les problèmes de l'éducation. C'est alors que M. Duplessis créa l'impôt provincial sur les revenus des particuliers. Il demanda et obtint la collaboration de tous, sauf de l'opposition libérale, qui vota contre la loi. Il (l'honorable M. Maltais) blâme l'opposition de ne pas l'avoir aidé à remplir son rôle de gardien de l'autonomie.

On a prétendu que la première intrusion du gouvernement fédéral dans le domaine de l'éducation a eu lieu en 1937. C'est en 1912 qu'elle s'est produite, quand le gouvernement d'Ottawa a subventionné l'enseignement agricole. Il y eut une autre intrusion en 1919, pour l'enseignement technique cette fois¹. Mais aucune intrusion ne fut plus flagrante, plus directe, plus totale que celle de 1952. Non seulement le premier ministre du pays avait fait passer par le parlement du pays une loi empiétant dans le champ provincial, mais il a poussé l'audace jusqu'à demander aux universités d'accepter l'argent d'Ottawa sans écouter leur gouvernement provincial.

C'était une incitation à la désobéissance indigne du chef du gouvernement canadien. L'opposition dit bien: "Mais vous avez attendu huit ans pour faire voter la loi actuelle!" Comme s'il avait été facile d'agir avant, alors que le gouvernement central incitait les gens à désobéir aux dirigeants de la province.

En terminant, il félicite le premier ministre et le secrétaire provincial du travail considérable qu'ils se sont imposé pour permettre l'adoption du présent bill, une nouvelle mesure d'autonomie positive. La présentation des sept projets de loi concernant l'éducation eût été impossible il y a huit ans, à cause de l'état d'esprit qui régnait et de la lutte que se livraient les autorités provinciales et fédérales.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'apprécie l'objectivité du député de Québec-Est. Mais je tiens à relever certaines affirmations faites vendredi par l'honorable premier ministre...

Il (M. Hamel) dit qu'il a été frappé par le fait que le discours prononcé vendredi par le premier ministre avait été annoncé la veille à Ottawa par le journaliste Guy Rondeau de la Presse canadienne, disant que les prochaines élections vont ranimer l'ardeur des attaques de l'Union nationale contre Ottawa. C'était le 3 mars, dit-il. Je ne sais pas si le discours du premier ministre était déjà arrivé d'Ottawa.

Le discours du premier ministre a été un discours essentiellement politique, exposant le programme de l'Union nationale à la veille du scrutin. Les journaux l'ont reconnu dans leur édition du lendemain. *Le Devoir*, *La Presse*, *The Star*, etc.

Le premier ministre a attaqué l'ancien premier ministre libéral, M. Adélard Godbout, le chef du Parti libéral provincial, M. Jean Lesage, ainsi que l'ancien premier ministre, M. Saint-Laurent, mais il a tronqué les textes de leurs discours en ne citant que les passages en faveur de sa thèse, notamment le texte de M. Adélard Godbout lors de la conférence de 1941. À ce moment-là, tous les premiers ministres de toutes les provinces ont félicité la commission Rowell-Sirois de son travail. M. Godbout exprima alors l'opinion que le Canada devait devenir puissant et heureux grâce à la puissance et au bien-être de chacune des provinces formant le dominion, et qu'on ne pouvait bâtir l'avenir du Canada sur une situation de temps de guerre.

Puis il y eut la loi de 1942. Celui qui considérait à ce moment-là que nous combattions pour la civilisation et la liberté, celui-là devait

logiquement fournir à ceux qui se chargeaient de faire la guerre les moyens voulus pour qu'ils la mènent à bonne fin.

Le gouvernement fédéral fit voter une loi, demandant aux provinces de se retirer temporairement du champ de l'impôt sur les corporations et sur les successions. Le premier ministre a prétendu vendre que la province de Québec s'était isolée alors; elle ne s'est pas isolée puisque toutes les autres provinces ont signé l'entente.

On nous a dit que la province de Québec a perdu de l'argent, mais en retour du droit de taxation, le fédéral s'engageait à payer une indemnité, un loyer équivalent à ce que chaque province avait encaissé d'impôts dans le cours de la dernière année: \$28,000,000 pour l'Ontario; \$20,000,000 pour le Québec, etc.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):

Est-ce que le député de Saint-Maurice pourrait nous dire s'il approuve encore les ententes de 1942?

M. Hamel (Saint-Maurice): J'y viens. Je vais le dire tantôt. C'est M. Godbout qui, en 1941, avait proposé le premier de prélever un impôt provincial sur le revenu des particuliers. L'Union nationale s'était alors opposée à la mesure. Les membres de l'Union nationale, y compris le premier ministre actuel, suggéraient alors d'avoir recours à la taxe de vente. Mais l'année suivante, ils avaient reproché à M. Godbout d'avoir loué ce même droit de taxation au gouvernement fédéral, en vertu des ententes fédérales-provinciales de 1942.

Pour quelles raisons le gouvernement n'a-t-il pas mis fin aux ententes de 1942 après avoir été portée au pouvoir en 1944? Il fallait simplement un avis d'un mois pour mettre fin à ces ententes fiscales conclues à la faveur de la guerre. Au lieu de cela, il a attendu que ces ententes viennent à échéance.

Il (M. Hamel) fait allusion à la partie du discours du premier ministre se référant à un discours de l'honorable Jean Lesage, où il était question de la priorité de la taxe directe. Il n'est pas facile de définir le mot priorité, dit-il. J'ai déjà demandé au gouvernement actuel quelle définition il donnait au mot priorité sans dire ce que cela signifie dans la loi, c'est un moyen de tromper la population sur le but de la loi.

Depuis 1947, la province de Québec a été la poire de toute la Confédération. La province de Québec a perdu de \$750,000,000 à \$1,000,000,000 depuis 1947 en refusant continuellement d'accepter la part des impôts fédéraux que lui offrait le gouvernement d'Ottawa.

Des députés ministériels protestent que ce chiffre est inexact.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le député n'est pas capable de prouver ces chiffres.

M. Hamel (Saint-Maurice): Certainement. Selon le rapport Tremblay², de 1947 à 1952, la province a perdu \$300,000,000. En 1952, la province a perdu \$100,000,000; en 1953, \$100,000,000.

La province de Québec n'a pas bénéficié non plus de la loi fédérale relative à la route Trans-Canada. C'est la somme de \$350,000,000 que le fédéral a mis à la disposition de la province pour l'aménagement d'une route transcanadienne. La part du Québec aurait été d'environ \$100,000,000. Dans le domaine de l'assurance-hospitalisation, on estime à \$130,000,000 les pertes de la province de Québec. Cela fait au total une perte de revenus de \$730,000,000 et je n'ai pas mentionné d'autres lois fédérales qui auraient pu assurer des revenus additionnels à la province. Je pourrais souligner par exemple la mesure fédérale qui assure des contributions de la province aux chemins d'accès aux ressources naturelles.

Pendant que les autres provinces bénéficiaient de l'apport du Québec aux revenus du fédéral, nous nous étions privés des lois désirables concernant notre éducation par exemple. Pendant ce temps, la cause de l'enseignement progressait dans les autres provinces et c'est ce qui explique qu'aujourd'hui plusieurs usines dans notre province sont dirigées par des gens qui ont étudié à l'extérieur de la province.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le député dénigre sa province.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je crois que dénigrer la province, c'est l'accuser de complexe d'infériorité comme l'a fait le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) dans un récent discours. Le gouvernement n'a pas eu le courage de respecter les engagements qu'il avait pris au cours des dernières élections.

Il (M. Hamel) fait allusion à la partie du discours du premier ministre où il était question de l'ancien premier ministre, le très honorable Louis Saint-Laurent. M. Saint-Laurent, dit-il, n'a pas été défait à la suite de son discours prononcé sur le *Saxonia*³. D'ailleurs, M. Saint-Laurent n'a jamais été battu. C'est pourquoi, quand le premier ministre dit que M. Saint-Laurent a été battu sur la question de la fiscalité, ce n'est pas conforme aux faits.

Il (M. Hamel) parle des pirouettes du premier ministre. C'est de cette façon, dit-il, qu'on peut parler de son attitude d'hier et celle d'aujourd'hui. Un homme qui a une telle habileté serait mieux d'être à Hollywood. C'est impardonnable pour un régime de 20 ans de se servir de principes chers à toute la population de la province en tentant de faire oublier les corruptions de l'Union nationale. L'Union nationale est un régime corrompu dominé par la pègre...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre et proteste contre ce langage qu'il qualifie de non parlementaire. Le député de Saint-Maurice, dit-il, vient déjà d'être rappelé à l'ordre. Il se moque des décisions de l'Orateur, il continue d'être une cause de désordre en Chambre et il doit retirer ses dernières paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je répète que le régime de l'Union nationale est corrompu et dominé par la pègre.

M. l'Orateur demande au député de Saint-Maurice de ne pas employer des propos du genre. Il importe de rester dans le cadre du sujet, dit-il. Je lui ai demandé de se limiter à la question en discussion. Il y a déjà deux fois que je lui sers cet avertissement. Si je suis obligé d'intervenir une troisième fois, ce sera pour le rappeler nominativement à l'ordre, en vertu de l'article 74 des règlements.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le Parti libéral n'accepte pas que l'Union nationale se serve des principes chers à toute la population pour cacher son incompétence et son incurie depuis 20 ans⁴.

L'honorable M. Barrette (Joliette) se dit étonné d'entendre l'opposition lui reprocher de faire de la partisanerie politique, surtout après le discours que vient de prononcer le député de Saint-Maurice. Je croyais qu'après le débat de vendredi la discussion aurait été très courte, car le député de Québec-Est (l'honorable M. Maltais) a parlé sur un ton calme qui ne nécessitait pas une réplique partisane de la nature de celle que nous a servie le député de Saint-Maurice.

Si le député de Saint-Maurice pense, en parlant de cette façon, qu'il va empêcher le premier ministre de la province de Québec de faire son devoir et de continuer à faire son devoir, il se trompe. J'ai vécu en face de ces gens-là depuis 25 ans et ils ne sont pas capables de m'empêcher de faire mon devoir. On croirait, à entendre les libéraux parler de

partisanerie politique, que ce sont de petits anges. M. l'Orateur, vous avez entendu le député de Saint-Maurice dire que le gouvernement de Québec est dirigé par la pègre. C'est un scandale et un boulet qu'il va traîner à son pied tout le long de sa carrière politique.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai dit l'Union nationale, et non pas le gouvernement. C'est conforme aux décisions rendues ici.

L'honorable M. Bellemare (Champlain): Son discours a été un discours-crachat...⁵

M. Lafrance (Richmond): Le ministre d'État n'a pas le droit de dire cela. Qu'il retire cela.

M. l'Orateur: Il n'y pas là matière à point d'ordre parce que ce qualificatif s'applique aux propos qu'a tenus le député de Saint-Maurice et qu'il a été provoqué par le ton de son discours.

M. Lafrance (Richmond) en appelle à la Chambre de cette décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre l'adopte par 53 voix contre 12. Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Barrette (Joliette): La vie d'un député est très dure s'il veut se dévouer et travailler au bien-être de ses concitoyens qui l'ont élu pour qu'il les représente en cette Chambre. Mais la vie d'un chef de gouvernement est plus dure encore. Elle requiert de celui qui occupe cette fonction toutes ses forces et l'abandon total de tout ce qui lui plaît, de tous les projets qu'il a pu former pour lui, de tout ce qui est nécessaire à un être humain, et de ses espoirs de passer une vie tranquille auprès de sa famille aux dépens des goûts personnels et même de la santé. C'est déjà suffisamment dur d'accepter ces sacrifices, la tâche suffisamment difficile, les responsabilités suffisamment lourdes pour celui qui exerce ce métier, le plus grand parce qu'il le place sur la première ligne de feu pour la défense des grandes idées, pour qu'on n'emploie pas à son endroit certains termes injustifiés et qui lui sont jetés à la figure par ceux qui le critiquent.

Et quand un député accuse le premier ministre d'être le chef d'un gouvernement ou d'un parti dominé par la pègre, il se rend coupable de la plus noire calomnie, de l'insulte la plus perfide à

l'endroit de celui qui sacrifie peut-être les dernières années de sa vie au bien de sa province. Lorsqu'on a consacré sa vie à sa province, on doit s'attendre à une attitude plus respectueuse en Chambre. Ceux qui m'ont placé à la tête du gouvernement sont les représentants du peuple et je n'ai pas de comptes à rendre à l'opposition. En dépit des accusations que l'on peut porter, je continuerai à défendre les meilleurs intérêts de la province de Québec.

Ceux qui sont dans la vie politique doivent être cuirassés contre toutes sortes d'affaires et de tracasseries. Pour ma part je le suis, car je suis député depuis 25 ans et ministre depuis 16 ans. Mais il est des expressions comme celle que nous venons d'entendre qui n'ont pas leur place au Parlement de Québec. On ne devrait pas entendre de pareilles accusations dans un parlement à moins qu'on ne soit en mesure de les prouver. Quand on a des accusations à porter, on doit le faire visière levée, en citant des noms et des faits. Quand on n'a pas le courage de le faire en Chambre, il y a d'autres endroits pour faire cette besogne.

Ma vie privée est un livre ouvert et je défie qui que ce soit de l'autre côté de la Chambre de porter des accusations contre moi. Je le dis à tous les députés de l'autre côté en les regardant bien en face, les uns après les autres. Je les défie tous de porter une seule accusation. Je ne vous crains pas. Et si vous avez aussi des accusations à porter contre ceux qui m'entourent, allez-y! Mais, de grâce, si on n'est pas capable d'accuser courageusement, qu'on cesse donc d'insinuer et de parler de pègre. Est-il quelque chose de plus infâme que d'affirmer ici que le gouvernement est dominé par la pègre?

Quels que soient les motifs de ceux qui ont dit ou qui ont écrit que j'avais fait de la partisanerie politique, je n'en suis pas impressionné. Je n'ai fait que l'historique des luttes autonomes du Québec depuis Mercier. J'ai évité toute citation qui pouvait blesser certaines susceptibilités. J'ai même évité de mettre en cause qui que ce soit qui siégeait à l'Assemblée législative. J'ai évité de blesser qui que ce soit, mais si on m'y oblige, je suis capable de faire des discours partisans et je trouverai les termes nécessaires. On verra la différence entre le discours que j'ai prononcé vendredi dernier et ceux que je puis faire à l'adresse de ceux qui ne croient qu'à la partisanerie politique.

Ce qui m'a surtout frappé dans le discours du député de Saint-Maurice, c'est qu'il n'a pas eu le courage de dire publiquement, en Chambre, s'il était favorable à l'entente de 1942, il n'a aucunement répondu à la question qu'on lui a posée deux fois.

Mais il a quand même défendu cette entente et approuvé l'attitude de feu Adélard Godbout et du chef actuel du parti libéral, l'honorable Jean Lesage, contre la lutte autonomiste du Québec. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a défendu ses deux chefs et il nous a accusés d'avoir refusé d'approuver une loi imposant une taxe provinciale.

Il (l'honorable M. Barrette) cite l'article 5 de la loi de l'impôt sur le revenu adoptée au mois de juin 1940: "Le paiement de tout impôt, intérêt et pénalité doit être fait au receveur général du Canada pour le compte du trésorier de la province de Québec et forme partie du fonds consolidé du revenu de la province de Québec."

Comme on le voit, cette partie de la loi ne faisait qu'accentuer la mise en tutelle de la province de Québec à Ottawa. C'est cela le reproche qu'on nous adresse! Si c'était à refaire, nous voterions encore contre cette loi et surtout contre ce *provisio*. L'Union nationale s'est opposée à toutes les ententes sur l'impôt de la période de guerre.

Il (l'honorable M. Barrette) revient sur des citations des déclarations de MM. Godbout, Hepburn⁶, Aberhart⁷, Pattullo⁸, à la conférence fédérale-provinciale de 1941, qu'il avait citées dans son discours de vendredi. Il dit qu'il a cité les principales déclarations de M. Godbout et que celui-ci, en réponse à l'offre de collaboration de M. Hepburn au Québec pour résister à l'empiétement, se contentait de dire qu'il s'était rendu à Ottawa pour étudier. Tout de même, dit-il, M. Godbout a cru bon de féliciter de son précieux travail la commission Rowell-Sirois, qui voulait dépouiller la province de Québec de ses droits. Et c'est ce qu'approuve le député de Saint-Maurice.

En fait, les accords fiscaux de 1942 auraient été impossibles si M. Godbout avait fait cause commune avec les quatre autres premiers ministres qui s'opposaient aux conclusions du rapport Rowell-Sirois. L'entente de 1942 n'aurait jamais eu lieu et nous aurions quand même contribué à l'effort de guerre, mais librement; et par d'autres moyens, nous n'aurions pas cédé nos droits à Ottawa. Nous aurions même contribué davantage parce que notre contribution aurait été libre.

Il (l'honorable M. Barrette) cite plusieurs déclarations de M. Lesage aux Communes, entre autres, celle du 14 avril 1954, après l'établissement de l'impôt sur le revenu dans le Québec. M. Lesage, dit-il, disait alors, d'après le *Hansard*: "La répartition du revenu des impôts entre les provinces sous forme de subsides est conforme à l'esprit de la Constitution."

M. Hamel (Saint-Maurice) veut poser une question.

L'honorable M. Barrette (Joliette) refuse. Le député, dit-il, a parlé pendant une heure et je n'ai pas interrompu une seule fois, bien que j'aurais eu plusieurs occasions de le faire. Je lui ai donné toute liberté afin qu'il donne toute sa mesure.

Ce n'est pas faire de la partisanerie politique que de citer les déclarations d'hommes politiques qui s'opposaient à ce que la province exerce ses droits constitutionnels. Suivant la théorie de M. Lesage, le fait pour le Québec d'exercer ses droits dans un champ de taxation qui lui est reconnu par la Constitution équivaut à agir contre le gouvernement fédéral. C'est une théorie inconcevable.

On nous reproche d'avoir perdu de l'argent? En réalité, nous en aurions perdu bien davantage si les libéraux étaient restés au pouvoir. On avait dit avant le député de Saint-Maurice que si les libéraux étaient restés au pouvoir, avec leurs visées centralisatrices, nous n'aurions jamais récupéré les droits de taxation et les \$240,000,000 que nous avons obtenus cette année, qu'eux, les libéraux, avaient cédés en 1942 pour \$18,000,000. Mais, à cause de l'attitude ferme de l'Union nationale depuis 1944, de son fondateur, du successeur immédiat de M. Duplessis et de celui qui vous parle, la province de Québec bénéficie maintenant de centaines de millions de revenus additionnels. Et avec des millions, nous avons fait plus qu'ailleurs, tout en diminuant sensiblement les dettes de la province.

C'est pour cela que la province de Québec fait plus que les autres dans plusieurs domaines. Quand le député de Saint-Maurice affirme que nous faisons venir d'ailleurs des gens qualifiés pour s'occuper de l'exploitation de nos ressources, il commet une injustice inqualifiable. C'est le contraire qui se produit, parce que la province de Québec a pris les devants. Mais, avec le régime absurde des subsides que voulait instaurer M. Lesage dans le Québec, nous n'aurions pu former ainsi des gens qualifiés chez nous.

Le gouvernement est prêt à discuter avec Ottawa en tout temps. Cependant, nous ne sommes pas prêts à conclure ces ententes selon les conditions imposées par Ottawa, mais selon des conditions qui sont acceptables pour la province de Québec. Au sujet de l'assurance-hospitalisation, jamais le gouvernement n'acceptera les conditions d'Ottawa. Et pendant qu'on y est, je tiens à dire à la Chambre que nous allons avoir notre propre système d'assurance-hospitalisation, et dès cet automne au cours d'une

session d'urgence qui sera tenue au début de septembre, où on examinera les recommandations de la commission nommée pour réviser l'administration de Montréal. Nous aurons alors une loi qui tiendra compte de nos traditions, de notre mentalité, de notre système hospitalier et du rôle des communautés religieuses.

Nous l'aurons, même s'il nous faut pour cela perdre quelques millions, cela en vaudra la peine. Et ce n'est pas le peuple qui les paiera, mais nous irons chercher l'argent où il se trouve, en taxant les grosses compagnies, si nécessaire, et en récupérant ce que le gouvernement d'Ottawa nous a enlevé en négociant comme nous l'avons fait dans le passé.

Le député de Saint-Maurice a expliqué le vote des libéraux contre les lois de l'Union nationale, en 1945, 1946 et 1952, en disant qu'elles donnaient un chèque en blanc au gouvernement. Le chèque en blanc, nous l'avons reçu du peuple, qui ne veut pas de l'autonomie à 5 %, qui veut que nous soyons parfaitement maîtres de nos actes. M. Duplessis demandait des pouvoirs complets. L'opposition a voté contre. Et tous ceux qui ont voté contre sont disparus de la scène politique aujourd'hui.

Le député de Saint-Maurice a critiqué le gouvernement de l'Union nationale pour son changement de position au sujet de questions vitales. Il s'agit là d'une accusation surprenante, d'autant plus lorsqu'elle vient du député de Saint-Maurice, lui qui a été créditiste, qui a fait partie du Bloc populaire, qui a même été de l'Union nationale à ses débuts et qui se hâterait sans doute de se joindre à un autre parti s'il croyait par là mieux atteindre le pouvoir.

On m'a accusé de faire de la partisanerie politique et on a voulu insinuer que je regardais du côté d'Ottawa. J'ai fait auprès des autorités fédérales les revendications les plus fortes possible. Mais le jour où je croirai que le gouvernement d'Ottawa refuse d'entendre la voix de Québec, je serai le premier à le combattre.

M. l'Orateur demande le vote sur la deuxième lecture du bill 60 concernant les universités, le fonds d'éducation et l'impôt sur les corporations.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Sur quoi allons-nous voter?

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque,

Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Talbot, Tremblay, Vachon, 62.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 60 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 60 concernant les universités, le fonds d'éducation et l'impôt sur les corporations.

L'honorable M. Barrette (Joliette) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose:

1. Que l'article 6 de la loi de l'impôt sur les corporations (11 George VI, chapitre 33), remplacé par l'article 3 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 19, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"6. 1. En outre des taxes sur le capital et sur les places d'affaires mentionnées dans la présente loi, toute compagnie, société ou personne visées par les paragraphes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 de l'article 3 et toute compagnie de gestion qui tiennent bureau dans la province ou y transigent des affaires, soit directement, soit par l'entremise d'une personne rémunérée à salaire ou à commission ou de toute autre manière et agissant à

titre d'employé, de vendeur, d'agent, de représentant ou à tout autre titre, doivent payer annuellement une taxe équivalant à dix pour cent du revenu net de leur année financière respective en cours le premier janvier 1960 et de chacune de leurs années financières subséquentes.

"Si l'année financière en cours le premier janvier 1960 ne correspond pas à l'année civile, la taxe pour cette année financière est imposée au taux de neuf pour cent pour la partie comprise dans l'année civile 1959 et au taux de dix pour cent pour la partie comprise dans l'année civile 1960. Pour le calcul de cette taxe, le revenu total de l'année financière est imputé à chacune des deux années 1959 et 1960 dans la proportion du nombre de jours de l'année financière écoulée dans chacune de ces deux années civiles.

Cette taxe est aussi exigible de toute compagnie, société ou personne visée au premier alinéa du présent article et qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, établit un bureau ou commence à transiger des affaires dans la province.

"2. Toute compagnie de fidéicommis faisant affaires en cette province à la date du premier janvier 1960 ou qui commencera à y faire des affaires après cette date doit payer annuellement, en outre des taxes mentionnées au paragraphe 12 de l'article 3, une taxe équivalant à un pour cent de revenu net de son année financière en cours le premier janvier 1960 et de chacune de ses années financières subséquentes.

"Cependant, quant à toute compagnie de fidéicommis dont l'année financière en cours le premier janvier 1960 ne correspond pas à l'année civile, ladite taxe additionnelle de un pour cent ne s'applique pas, en ce qui concerne cette année financière, à la partie comprise dans l'année civile 1959. Dans ce cas, pour le calcul de cette taxe imposée pour la partie de l'année financière comprise dans l'année civile 1960, le revenu net total de l'année financière est imputé à chacune des deux années 1959 et 1960 dans la proportion du nombre de jours de l'année financière écoulée dans chacune de ces deux années civiles."

Adopté.

2. Que la loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21), soit modifiée en y ajoutant, après l'article 3a, édicté par l'article 3 de la loi 11 George VI, chapitre 32, le suivant:

"3b. Nonobstant toute disposition inconciliable de la loi de l'impôt sur les corporations, le ministre des Finances doit verser audit fonds d'éducation pour l'année financière 1960-1961 et pour chaque année financière subséquente, à même la taxe imposée en

vertu du paragraphe 1 de l'article 6 de la loi de l'impôt sur les corporations, un dixième du produit de cette taxe perçu durant la même année financière.

"Il doit également, pour l'année financière 1960-1961 et pour chaque année financière subséquente, verser à ce fonds d'éducation le produit entier, perçu durant la même année financière, de la taxe additionnelle imposée par le paragraphe 2 de l'article 6 de ladite loi de l'impôt sur les corporations."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 60 concernant les universités, le fonds d'éducation et l'impôt sur les corporations.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 60 concernant les universités, le fonds d'éducation et l'impôt sur les corporations.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 60 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'impôt sur le revenu

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 13 relatif à la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

L'honorable M. Barrette (Joliette) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose:

Que l'article 41*a* de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 17, édicté par l'article 3 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 25, et modifié par l'article 1 de la loi Elizabeth II, chapitre 31, soit de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe *c*, les mots et les millésimes "chacune des années 1958 et 1959" par les mots et les millésimes "chacune des années 1958, 1959, 1960 et 1961";

b) en remplaçant, dans la première ligne de l'alinéa qui suit immédiatement le paragraphe *c*, les mots et les millésimes "chacune des années d'imposition 1958 et 1959" par les mots et les millésimes "chacune des années d'imposition 1958, 1959, 1960 et 1961".

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourquoi prolonge-t-on l'application de cette loi à tous les deux ou trois ans alors que, de toute évidence, il s'agit d'un impôt permanent?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il s'agit simplement de faire concorder notre loi avec la législation fédérale qui n'avait d'abord accordé qu'une déduction de 10 %, qu'il a ensuite portée à 13 % pour 1958 et 1959, et qui l'a prolongée dernièrement jusqu'à la fin de 1961. De nouveaux arrangements fiscaux doivent être négociés pour s'appliquer à partir de 1962. D'où le caractère temporaire du bill 13.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 relatif à la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté à l'unanimité.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxes de vente et d'éducation

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 concernant la taxe municipale de vente et la taxe scolaire d'éducation soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Il est urgent d'adopter le bill, car le gouvernement a promis aux municipalités et aux commissions scolaires que ce pouvoir général leur serait accordé et que la loi serait votée sans retard.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 33 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Projets de loi:

Loi de la salle de concert à Montréal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88

modifiant la loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure vise en particulier à autoriser le gouvernement à donner ou à louer à la corporation de la salle de concert les terrains ou immeubles qui lui appartiennent dans le quadrilatère borné par les rues Sainte-Catherine, Saint-Urbain, Ontario et Jeanne-Mance. Elle lui permet également de contribuer à l'achat de terrains qui ne lui appartiennent pas. La province possède là, par exemple, l'ancien institut Dominique Savio. Par contre, le terrain à l'arrière appartient à la Commission scolaire catholique de Montréal.

D'autre part, la corporation Sir George-Étienne-Cartier peut compter déjà sur une souscription de \$2,500,000 du gouvernement provincial et sur une autre du même montant de la ville de Montréal. La souscription a déjà rapporté \$2,800,000 et elle se poursuivra en avril avec un nouvel objectif de quelques centaines de mille dollars.

On prévoit que la première phase de réalisation du projet coûtera \$6,500,000, sans compter le \$2,000,000 qui sera consacré aux terrains. Avec ces nouvelles garanties, les travaux pour la construction de la salle de concert pourront commencer dans un avenir rapproché.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit que son groupe n'aime pas, en général, voter pour des mandats en blanc, qu'il s'y oppose toujours. Toutefois, dit-il, on comprend dans ce cas qu'il est bon que la loi ne mentionne aucun montant pour l'achat des terrains, car ce serait inviter les vendeurs à exiger le prix fort.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 88 modifiant la loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose: Que l'article 14 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 24, soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Pour les mêmes fins, le lieutenant-gouverneur en conseil est de plus autorisé à donner ou à louer à la corporation tout immeuble de la province situé dans le quadrilatère décrit au paragraphe c de l'article 10; il peut aussi contribuer à l'acquisition, par la corporation, de tout autre immeuble situé dans ce quadrilatère. Tout contrat de donation d'immeubles à la corporation par le gouvernement de la province en vertu du présent article et tout acte de vente à la corporation, par la Commission des écoles catholiques de Montréal, d'un immeuble situé dans les limites dudit quadrilatère constitueront, en faveur de la corporation, un titre de propriété valide et légal, libre de toute hypothèque et charge quelconques autres que celles qui pourront y être mentionnées."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 88 modifiant la loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 88 modifiant la loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 3 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 24, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Elle pourra aussi construire et aménager, sur le site de ce centre culturel et pour en faire partie, des théâtres, salles de musique, magasins, bureaux, restaurants, garages, parcs de stationnement et tous autres immeubles ou organisations susceptibles de faciliter le fonctionnement et l'administration financière du centre culturel."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Fait observer que l'expression "centre culturel" n'est pas française.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 4 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"4. La corporation sera composée de vingt-deux membres. Cependant, après entente entre le lieutenant-gouverneur en conseil et l'autorité municipale, le nombre des membres pourra être augmenté jusqu'à concurrence de trente-trois.

"Le maire de la cité de Montréal sera membre *ex officio* de la corporation pendant son terme d'office.

"Les autres membres seront nommés ainsi qu'il suit: un tiers par l'autorité municipale; un tiers par le lieutenant-gouverneur en conseil; un tiers par un comité de nomination formé pour représenter les souscripteurs et composé uniquement de souscripteurs privés.

"Les successeurs des membres seront nommés de la même manière et avec les mêmes mandats."

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): En vertu de la loi originale, il y avait trois catégories de sept membres chacune, soit sept membres nommés par Québec, sept nommés par la Métropole et sept par les souscripteurs. Le maire Drapeau a été désigné personnellement comme l'un des sept membres de la ville, non à titre de maire, mais à titre personnel. Il continue et continuera d'y siéger.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 8 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 88 sans l'amender.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du département des pêcheries

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant la loi du département des pêcheries soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité étudie le paragraphe 16 de l'article 1, qui se lit comme suit:

"16. Le ministre est autorisé à faire des avances ou des prêts à des pêcheurs ou à des sociétés qui exploitent un commerce de poisson, pour la construction, la réparation ou l'achat de bateaux de pêche."

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les sommes d'argent nécessaires à ces fins seront votées annuellement par la Législature.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 57 sans l'amender.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'accès aux études supérieures

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 modifiant la loi facilitant l'accès aux études supérieures soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (l'honorable M. Bertrand) dit que l'étude du bill lui fournit l'occasion de rendre un hommage discret à la mémoire de son illustre prédécesseur, feu M. Paul Sauvé qui a été le premier ministre du Bien-être social et de la Jeunesse.

Et le meilleur hommage à lui rendre, dit-il, c'est probablement de rappeler que, depuis l'institution du ministère de la Jeunesse, en 1946, 129,558 personnes ont bénéficié de \$24,832,980 en bourses.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 69 sans l'amender.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question à propos de l'Office provincial de publicité.

L'honorable M. Barrette (Joliette): M. Robert Prévost⁹ a été nommé directeur de l'Office de publicité et des deux services qui en relèvent, le service du tourisme et le service de cinématographie. Ces deux services vont être réorganisés et le gouvernement va leur donner un essor considérable. M. Prévost consacrera dorénavant toute son énergie à ce poste à cause même de l'essor qui est prévu dans le domaine touristique. L'expérience qu'il a acquise dans le journalisme actif et, depuis bientôt 10 ans, dans le domaine de l'information gouvernementale sera ainsi mise au service de la promotion d'une industrie qui joue un important rôle dans l'économie de la province.

M. Jean Pelletier¹⁰, qui agissait jusqu'à maintenant comme assistant-directeur du service provincial d'information, sera nommé secrétaire de presse du premier ministre et sera en même temps

chargé de la coordination de l'information entre le bureau du premier ministre et les différents ministères.

La province de Québec a acquis l'hôtel Normandie, sur la Place d'Armes, face au Château Frontenac. C'est un édifice historique ayant plus d'un siècle et demi d'existence où M. Prévost va centraliser tous les services qui relèvent de lui. C'est un endroit central à la portée des touristes qui visitent Québec.

Cette nouvelle sera sans doute accueillie avec enthousiasme par tous ceux qui souhaitent voir l'industrie touristique atteindre de nouveaux sommets dans notre province, car il s'agit là de la première d'une série d'initiative que l'Office provincial de publicité s'apprête à réaliser.

Le Château Normandie fait partie intégrante du Vieux-Québec. Dès 1805, la Union Company of Quebec entreprenait de construire sur cet emplacement un édifice qui devait être connu sous le nom de Maison de l'Union, appellation qui devint plus tard "Hôtel de l'Union". Les travaux dirigés par William Morrison, maître menuisier et charpentier semblent s'être poursuivis jusqu'en 1808. L'entrepreneur maçon Edward Cannon et l'entrepreneur-menuisier Jean-Baptiste Chamberland y contribuèrent.

C'est en 1810 que l'édifice fut exploité comme auberge, alors que la *Gazette de Québec* la désigne sous le nom d'"Hôtel et Café de l'Union". Un dîner d'inauguration y fut donné le 23 mai 1811. C'est là que se réunissaient régulièrement les membres du "Club des Barons" et du "Beefsteak Club". L'hôtelier John O'Hara semble avoir exploité cette auberge assez longtemps, à ses débuts.

Que reste-t-il exactement du premier édifice? C'est difficile à dire, car l'immeuble actuel ne ressemble pas à celui qui apparaît sur les reproductions de la maquette Duberger (1805-1810). A-t-il été transformé? L'a-t-on entièrement reconstruit? Quoi qu'il en soit, il est certain que l'édifice actuel existait déjà en 1864, car il apparaît sur une photo de l'époque.

L'Office provincial de publicité avait jusqu'à maintenant ses bureaux dans l'édifice C de l'hôtel du Gouvernement. Le service de ciné-photographie se trouve installé en face, de l'autre côté de la Grande-Allée, dans une série de trois anciennes demeures dont la disposition intérieure ne suffit plus aux exigences. Enfin, les locaux du service du tourisme sont situés dans un autre immeuble, la maison Larue, sur la Grande-Allée, au coin de la rue d'Artigny. Et là encore, l'espace était devenu exigü.

En groupant tous ces organismes sous un seul et même toit, le gouvernement assurera une meilleure coordination des services, pourra leur assurer un

essor qui aurait été impossible autrement, contribuer à décongestionner d'autant d'autres locaux de l'administration, logera ses bureaux d'information touristique dans un endroit beaucoup plus accessible et assurera en même temps la conservation d'un édifice qui, même s'il n'a pas été le théâtre d'événements historiques importants, constitue l'une des caractéristiques architecturales de la Place d'Armes de la Vieille Capitale, que tous les touristes fréquentent.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) regrette que ce bureau de publicité du Québec n'ait pas eu de directeur depuis plusieurs années et qu'il va falloir regagner le temps perdu en établissant de nouvelles politiques agressives. Il y a énormément d'ouvrage à faire, dit-il, et je sais que M. Prévost est capable de reprendre le temps perdu. Il (M. Lapalme) dit qu'il est heureux que le gouvernement prévoie relancer l'industrie du tourisme dans toute la province.

Cependant, il y a des points principaux dont il faut s'occuper tout de suite. En premier lieu, la ville de Québec. L'an dernier, elle a reçu une subvention spéciale de \$500,000. Je sais que les finances de la capitale sont plutôt corsées et j'espère que cette subvention de \$500,000 deviendra annuelle. Car la ville de Québec n'intéresse pas seulement les Québécois, mais toute la province de Québec et tout le Canada. Pour le législateur, Québec est la capitale de la province et, dans tous les pays, la capitale reçoit une attention spéciale des gouvernants. C'est un devoir pour la province de contribuer à l'embellissement de Québec. C'est de l'excellente publicité pour la province. Le gouvernement devrait aider davantage ceux qui ont pour mission de conserver le caractère français de la vieille cité.

Il (M. Lapalme) cite comme exemple la ville d'Ottawa dont le gouvernement fédéral s'occupe de l'embellissement. Nous avons l'avantage de posséder une capitale historique, qui contient encore de nombreux vestiges du passé, en plus d'occuper un des plus beaux sites du monde. Il me semble que le gouvernement devrait faire davantage pour aider à la préservation de ce trésor. Je ne crois pas que le gouvernement puisse remplir son devoir à l'égard de la capitale avec une somme de \$500,000 par année. La meilleure publicité doit être centrée sur la ville de Québec, car c'est ici qu'il faut amener le plus grand nombre de touristes.

Il parle du système publicitaire "Son et lumière" qui a été offert à la ville de Québec par deux ingénieurs français. À mon grand étonnement, dit-il, des gens ont critiqué et ont protesté en déclarant que la ville elle-même ne pouvait pas

entreprendre une installation de ce genre sans aide. Je suis d'opinion que ce spectacle "son et lumière" installé à Québec avec le site merveilleux de la ville serait une publicité que rien ne pourrait égaler. En été, avec la citadelle, les champs de bataille nationaux, la ville étagée sur le cap, le fleuve, la côte de Lévis, et autres endroits historiques, il y a quelque chose de fantastique à faire. Le site est unique et idéal pour ce genre de spectacle. La publicité qui en résulterait pour notre province vaudrait mieux que tous les imprimés distribués ici et là sur le continent, car la meilleure publicité ne provient pas des dépliant illustrés mais des lieux mêmes.

Il faudrait aussi prendre les dispositions pour classer tout le Vieux Québec pour éviter qu'on continue de l'entamer d'année en année et pour prévenir la destruction de la silhouette de la ville. Le fait, pour un gouvernement, de se préoccuper de l'embellissement de la capitale ne prive pas la ville de son autonomie, qui requiert l'aide du gouvernement central. Le gouvernement provincial devrait participer de façon positive à l'embellissement de Québec et cela constituerait la meilleure publicité touristique, car le jour où un lieu est bien connu, il n'est presque plus nécessaire de dépenser de l'argent pour y attirer les visiteurs.

Il est évident qu'il ne faut pas mettre de côté la publicité par des dépliant. La Nouvelle-Écosse et la ville et l'État de New York font une publicité magnifique que l'on devrait imiter dans le Québec. Je ne sache pas que l'on fasse pour Québec, dans les provinces voisines, une publicité semblable à celle de cette province maritime ou de New York.

Toutes les villes importantes devraient avoir leur monographie, comme la chose se pratique généralement aux États-Unis. Le gouvernement provincial devrait également prendre à sa charge la publicité régionale, selon le conseil de la commission Tremblay.

Le gouvernement provincial semble faire réaliser des films de deux façons depuis quelques années. Il possède son propre service de ciné-photographie et il donne par ailleurs des contrats à des entreprises de l'extérieur. Il est évident que si on demande à M. X de faire un film sur Québec, il sera plus coûteux pour le gouvernement que si le même film était réalisé par le service de ciné-photographie de l'Office de publicité. La préparation d'un film de 16 mm d'une durée d'une demi-heure sur Montmagny, par exemple, coûte cher, surtout si elle est l'œuvre d'un particulier...

Il dit qu'il n'a pas une opinion sur tous les films produits par ou pour l'Office provincial de

publicité. Je ne les ai pas tous vus. Mais j'en ai vu un, par exemple, qui portait exclusivement sur la construction d'un pont. Il se demande quelle peut être l'utilité d'un pareil film. Il ne croit pas qu'on puisse réussir à attirer le tourisme avec le film en question. Je suis encore à rechercher un film produit par l'Office provincial de publicité qui présente Québec telle qu'elle est en réalité, dit-il. J'ai vu un film sur la Gaspésie produit par le service de ciné-photographie de l'Office. Il est tout à fait semblable à un film américain portant sur le même sujet.

Il dit qu'il partage l'opinion de ceux qui disent que le Canadien français est inconnu en dehors de Québec. Il espère qu'avec la nomination d'un nouveau directeur de l'Office provincial de publicité, le tourisme prendra un nouvel essor dans la province.

Il fait allusion à une récente offre du gouvernement fédéral relative à l'aménagement, le long de la route, de terrains de pique-nique. Nous sommes la province où l'on compte si peu d'endroits où le voyageur peut se reposer le long de la route. Des terrains de camping devraient être aménagés sur la route Québec-Montréal, soit celle qui longe la rive sud et même sur le côté nord. Il n'y aurait pas d'inconvénient à accepter l'aide offerte par Ottawa.

Afin d'éviter qu'on procède au petit bonheur en ce qui concerne toute cette question de tourisme, il suggère que le gouvernement donne suite à ses intentions à ce sujet en présentant une loi.

Il parle en terminant des annonces faites par la province dans les journaux américains. Ces annonces ne reflètent pas le visage de la province, dit-il. C'est toujours la même chose: une photographie d'un hôtel de Québec et une petite inscription: "La douce province."

Nos films et notre publicité touristique devrait être axés sur le fait français, de façon à différer totalement de ce qui vient d'ailleurs. Les touristes américains ne viennent pas à Québec pour voir une réplique de leurs propres villes. On aurait intérêt à imiter la publicité française faite dans les journaux américains. Il cite en exemple une importante usine d'automobiles françaises, qui annonce ses produits dans les revues américaines avec intelligence, par des textes émaillés de mots français.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le chef de l'opposition a soulevé plusieurs questions intéressantes. Il a parlé de la ville de Québec. On a raison de dire que le gouvernement doit faire plus pour Québec que pour les autres villes parce que

c'est la capitale, le siège de la Législature provinciale. L'argent est utilisé pour l'assistance publique et n'est aucunement destiné au tourisme. En plus des \$250,000 que nous lui donnons annuellement, et qui sert à l'extinction d'une dette relative à l'assistance publique, nous lui avons versé l'an dernier \$100,000 pour la célébration des fêtes du 350^e anniversaire. Nous avons donné, de plus, \$10,000 aux organisateurs du Carnaval de Québec et nous avons contribué d'un montant de \$32,000 à la préparation d'un film sur le Carnaval.

La Vieille Capitale est quelque chose de vraiment extraordinaire et même d'unique dans les deux Amériques. Aux États-Unis, on attire souvent l'attention des touristes sur un quartier français ou un quartier espagnol, mais il ne s'agit en fait que de quelques maisons ou d'un bout de rue.

Je regrette que certains gratte-ciel déparent la silhouette de Québec, mais enfin, c'est fait⁽¹⁾. Comment empêcher que de telles choses ne se répètent? Je crois qu'il faut d'abord attirer l'attention des gens sur le cachet à conserver, comme l'a fait tantôt le chef de l'opposition. Peut-être pourrait-on aussi former un jury composé d'architectes de toute la province qui étudierait différents projets, par exemple quand il s'agit de construire un nouvel édifice gouvernemental, et inviter les architectes à soumettre des projets susceptibles de s'harmoniser avec les constructions anciennes et le vieux parlement, qui est très beau. Les petites rues de Québec sont aussi restées très françaises. Du moment que cette atmosphère disparaîtra, les touristes seront sûrement moins intéressés à y venir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le Château Normandie, l'avez-vous acheté ou loué?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous l'avons acheté la semaine dernière. Nous allons le transformer pour loger tous les services relatifs au tourisme et à la publicité.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Allez-vous le jeter à terre pour le reconstruire?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Non, mais il sera réaménagé pour répondre aux nouvelles fins qui lui sont assignées. Il sera également restauré à l'extérieur.

Nous allons sûrement enlever les ornements postiches, colonnes et tourelles qui ont été rapportés à une époque récente et qui sont de mauvais goût. Nous tâcherons de rendre à l'immeuble son style

ancien qui était beaucoup plus joli et avait plus de cachet.

M. Lafrance (Richmond): Allez-vous trouver un abri pour les députés qui logent au Château Normandie?

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ignorais que le député de Richmond logeait là. Ça m'étonne même un peu parce qu'il y a là, aussi, une succursale de la Commission des liqueurs que nous allons déménager ailleurs.

Peut-être le député de Richmond s'était-il logé là pour surveiller¹²? Quand tous les services touristiques seront logés au même endroit, ce sera évidemment plus commode. Les touristes pourront s'y rendre aussi pour obtenir des renseignements.

Quant aux films du service de ciné-photographie, ils sont pour la plupart tournés à l'extérieur. Du moins, les principaux. Nos employés ne font que des sujets courts. Le service possède déjà 3,000 films, ce qui est considérable.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) attire l'attention de la Chambre basse sur les résultats d'un sondage de l'opinion publique aux États-Unis. "Quels sont les pays où se trouvent les plus beaux sites? Quels sont les pays où...", etc. Or, les réponses données par les gens questionnés mentionnaient les États-Unis, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, mais pas le Canada. Nous ne sommes pas encore sur la carte touristique. Qu'est-ce que le gouvernement provincial entend faire pour améliorer la situation?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Mais d'après la Banque Canadienne Nationale, 50 % de l'argent dépensé au Canada par les touristes se dépense dans la province de Québec...

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande les résultats de la publicité touristique faite par le bureau du Québec à New York.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le rendement n'est pas suffisant jusqu'ici et il y a quelque chose à faire de ce côté. On y distribue des films, des brochures, mais il serait possible de faire plus. On ignore aussi quels sont les résultats exacts.

M. Hamel (Saint-Maurice): Y a-t-il des films sur la Mauricie, la plus belle région de la province?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il y en a plusieurs.

M. Hamel (Saint-Maurice): On pourrait filmer la course internationale de canots qui a lieu tous les ans entre La Tuque, Shawinigan et Trois-Rivières.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il y a deux plaquettes en préparation sur la région.

M. Hamel (Saint-Maurice): Mais il ne faut pas que la publicité touristique devienne de la propagande politique. J'y suis fermement opposé.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous avons donné des ordres dans ce sens.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au gouvernement si l'on ne pourrait pas multiplier les terrains de pique-nique le long des routes. Cela rendrait de grands services aux familles en voyage, dit-il. Cela serait particulièrement recommandable sur les bords de la Saint-Maurice, cette rivière si belle où il y a des broquets, des dorés...

Une voix: Des barbotes¹³.

M. Hamel (Saint-Maurice): Non pas de barbotes. Le gouvernement pourrait payer une subvention pour les bancs. Le gouvernement du Québec pourrait peut-être accepter une aide fédérale destinée aux terrains de camping dans la mesure où on n'empiéterait sur aucun droit. Le gouvernement fédéral a accepté d'assumer 50 % des coûts engagés pour les terrains de camping dans les différentes provinces. Le Québec devrait se prévaloir de cette offre et, pour une fois, laisser le gouvernement fédéral payer si ça lui fait plaisir. L'autonomie provinciale n'en souffrira pas s'il s'agit d'une offre sans conditions¹⁴.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le gouvernement pourrait bientôt aménager des terrains de camping le long des routes panoramiques de la province. Il y a déjà de tels terrains en certains endroits. Le gouvernement devrait utiliser les restes de terrains inutilisés lors des travaux routiers effectués par le gouvernement provincial le long des routes aux beaux endroits.

On pourrait construire des fours en brique ou en pierre, aménager des terrains de stationnement. J'ai déjà parlé de la question¹⁵. Il (l'honorable M. Barrette) déclare que personnellement, il est

favorable à un programme sur les terrains de camping.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans certains pays du sud, on construit des hôtels à coups de millions pour les touristes alors que ces établissements ne restent ouverts que trois mois par année. Comment se fait-il que, chez nous, où le tourisme pourrait être bon toute l'année, il n'existe pas d'installations pour accommoder les touristes dans bien des endroits stratégiques? Il semble qu'il y a carence de l'initiative privée. Jusqu'à quel point le gouvernement pourrait-il remédier à la situation? Le problème se pose.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Un député de l'opposition pose des questions au sujet de l'Association des parlementaires du Commonwealth.

L'honorable M. Barrette (Joliette) annonce qu'il est d'accord pour qu'on nomme des députés de l'opposition aux organismes gouvernementaux qui se déplacent à l'étranger.

L'honorable M. Johnson (Bagot) dit qu'il est difficile de nommer un député de l'opposition à ce groupe en particulier, étant donné qu'on demande aux provinces de nommer un seul député, et ce, aux deux ans seulement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission du service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comment se fait-il que M. J.-Ernest Laforce, le président de la

Commission du service civil reste encore en fonction à près de 81 ans¹⁶? Le gouvernement viole la loi du service civil qui décrète que les commissaires doivent quitter leur poste quand ils ont atteint l'âge de 65 ans. Or, d'après l'extrait de baptême de M. Laforce, le président de la Commission aura 81 ans le 11 mai prochain¹⁷. Il (M. Hamel) accuse le gouvernement de pécher au grand jour depuis près de 16 ans.

(Rires de la Chambre)

Un ministre: Il s'agit probablement du certificat de baptême de son père.

M. Hamel (Saint-Maurice): Et ce qui m'inquiète aussi, c'est que le principal membre de la Commission ne respecte pas la règle fixée par le législateur en gardant son poste.

(Rires de la Chambre)

Un député: Il fait la classification des employés civils.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça fait 15 ans qu'il la fait¹⁸.

L'honorable M. Barrette (Joliette): On pouvait toujours pas lui demander d'arrêter en chemin.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça faisait 15 ans que M. Laforce, qui gagne quelque \$10,000 par année, était membre d'une commission chargée de la classification des employés civils, et lorsque Paul Sauvé est arrivé au pouvoir, il a fait faire ce même travail en deux mois par quelqu'un d'autre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 9. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conciliation entre locataires et propriétaires (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961¹⁹.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au premier ministre s'il y a des bureaux de cette commission qui ferment.

L'honorable M. Barrette (Joliette): La ville de Sillery vient de demander au gouvernement l'abolition de la Régie des loyers chez elle, et le gouvernement va se rendre à sa demande.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit que 90 % des quelque 350 employés qu'il connaît sont exclusivement à l'emploi de l'Union nationale pour faire de la politique et qu'ils sont payés par l'administration provinciale.

Des députés ministériels protestent et demandent qu'on donne des noms.

Des voix ministérielles: Ils font leur travail.

M. Hamel (Saint-Maurice) refuse de donner des noms. Tout le monde sait, dit-il, qu'ils n'ont pas de travail. Ils ne règlent pas les différends entre propriétaires et locataires, mais utilisent les fonds du gouvernement pour remédier aux problèmes qui surviennent entre l'Union nationale et le public.

Il (M. Hamel) parle du cas de M. J.-M. Savignac, président du comité exécutif de Montréal. Cet homme occupe un poste important à Montréal, qui exige qu'il y consacre plus de temps qu'il n'en a. Il gagne \$9,000 par année comme juge des loyers. M. Savignac ne peut pas remplir convenablement les deux fonctions. Ne venez pas me dire qu'à l'âge de 77 ans, il est capable de s'acquitter convenablement de ses tâches à la cour d'appel des loyers.

L'honorable M. Barrette (Joliette): M. Savignac est membre de la cour d'appel des loyers avec le juge Régnier et M. Plimsol et ils ont beaucoup d'ouvrage à faire. La cour d'appel des loyers reçoit de nouvelles causes à régler tous les jours. Toutes les villes sont en droit de demander que la cour n'ait plus juridiction à l'intérieur de leur territoire, mais bien peu le font.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agrées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Dans leur édition du 8 mars 1960, *Le Soleil*, à la page 10, et *Le Devoir*, à la page 2, écrivent que la loi relative à l'enseignement technique date de 1919. *Le Montréal-Matin*, à la page 21, rapporte plutôt qu'elle date de 1914.

2. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

3. Lors de la séance du 4 mars 1960, l'honorable M. Barrette avait fait allusion au discours que M. Saint-Laurent avait prononcé à bord du bateau de croisière *Saxonia* le 9 septembre 1954.

4. Le *Montréal-Matin* du 8 mars 1960, à la page 2, précise que M. Hamel a parlé pendant une heure.

5. Ce n'est pas la première fois que l'expression "discours-crachat" apparaît dans le milieu politique québécois. C'est notamment l'expression que Horace Philippon, secrétaire général de l'Action libérale nationale, avait utilisée lors d'une émission de radio en 1936, pour qualifier un discours d'Ernest Grégoire qui s'attaquait à Paul Gouin. L'expression avait été rapportée dans les journaux et est sans doute demeurée un terme en vogue dans le milieu. Voir à ce sujet Conrad Black, *Duplessis. L'ascension*,

tome 1, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, pages 218-219.

6. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre (libéral) de l'Ontario de 1934 à 1942.

7. William Aberhart (1878-1943), premier ministre (Crédit social) de l'Alberta de 1935 à 1943.

8. Thomas Dufferin Pattullo (1873-1956), premier ministre (libéral) de la Colombie-Britannique de 1933 à 1941.

9. Robert Prévost (né en 1918), d'abord journaliste, consacra ensuite sa vie à la promotion du Québec, en tant que directeur de l'Office provincial de publicité, puis comme sous-ministre adjoint au ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Il recevra d'ailleurs l'insigne français de Chevalier des arts et des lettres, pour sa contribution à l'approfondissement des relations entre le Québec et la France sur le plan culturel.

10. Jean Pelletier (né en 1935), journaliste à la radio et à la télévision, notamment comme correspondant à Québec pour la Société Radio-Canada. Après un court passage dans la fonction publique, il fera carrière dans le secteur privé et sera par la suite élu maire de Québec de 1977 à 1989. Il sera également chef de cabinet du premier ministre Jean Chrétien de 1993 à 2001.

11. Un règlement municipal voté en 1937 interdit toute construction d'une élévation de plus de 65 pieds au-dessus du sol dans le Vieux-Québec. Il n'y a donc que deux gratte-ciel dans le Vieux-Québec, l'édifice Price, construit en 1929-1930 et l'hôpital de l'Hôtel-Dieu.

12. M. Lafrance est reconnu pour sa croisade contre l'alcoolisme. Il fut d'ailleurs président des cercles Lacordaire (clubs de tempérance) et lors d'une causerie du Cercle Lacordaire Saint-Roch, où il était invité en 1954, il a même déclaré qu'il était plus fier de son titre de Lacordaire que de son titre de député. Voir *L'Événement* du 5 février 1954, à la page 9.

13. Il s'agit ici d'une blague à double sens puisqu'en plus d'être un poisson, une barbote est une maison de jeux clandestins.

14. *The Montreal Daily Star* du 8 mars 1960, à la page 25, et *The Quebec Chronicle-Telegraph* du

même jour, à la page 3, soutiennent que M. Hamel a fait cette proposition "avec un clin d'œil".

15. *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 8 mars 1960, à la page 3, précise que M. Barrette avait fait cette suggestion en janvier, devant une délégation de la Chambre de commerce provinciale.

16. Joseph-Ernest Laforce (1879-1977), correspondant parlementaire à Ottawa jusqu'en 1912, est ensuite nommé agent de rapatriement du gouvernement fédéral aux États-Unis (1914-1926). Il sera plus tard sous-ministre de la colonisation (1936-1939) et siégera au conseil de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal de 1933 à 1961. Il sera aussi directeur de la Commission du service civil de la province de Québec de 1944 à 1960.

17. *Le Soleil* du 8 mars 1960, à la page 3, souligne que M. Hamel a lu en Chambre l'extrait de baptême de M. Laforce.

18. La Commission de classification des salaires des employés civils est en effet une de ces commissions dont le travail semble ne jamais finir et contre lesquelles l'opposition critique tant. Elle a été instituée en 1945. (Pour une liste détaillée de ces commissions, voir *La Presse* du 13 février 1960, à la page 1)

19. Bien que l'adoption de cet item n'apparaisse pas dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, *Le Soleil* du 8 mars 1960, à la page 3, et *La Presse* du même jour, à la page 25, indiquent clairement que la question de M. Hamel y réfère. De plus, *Le Soleil* indique que tous les crédits du Conseil exécutif ont été adoptés au cours de la séance. Par conséquent, nous avons ajouté cet item et renuméroté le suivant.

Séance du mardi 8 mars 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Économie de Belleterre

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 300 pour favoriser la stabilité économique de la ville et de la région de Belleterre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 300.

Adopté.

Questions et réponses:

Établissement de terrains de pique-nique le long des routes

M. Hamel (Saint-Maurice) s'étonne de la déclaration de l'honorable A. Hamilton¹, annonçant aux Communes que le gouvernement provincial participera à l'établissement de terrains pour pique-nique le long des routes. Pendant combien de temps encore, dit-il, la politique des autorités actuelles du Québec sera-t-elle annoncée d'abord à Ottawa?

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai lu la nouvelle dans le journal. C'était la première fois que j'entendais parler de la chose.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est pis.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Un fonctionnaire de la province avait dit qu'à Québec on étudierait la possibilité d'aménager des terrains. C'est sans doute de là que vient l'affirmation de M. Hamilton...

Subsides:

**Budget des dépenses
1960-1961**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)
et M. Caron (Maskinongé)²

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) soulève la question du travail du samedi dans les bureaux du gouvernement de la province de Québec, et il demande s'il ne serait pas justifiable d'accorder maintenant toute la journée du samedi aux employés civils. Très nombreux sont ceux d'entre eux qui viennent trouver les députés pour les prier d'intervenir à ce sujet. C'est ce qui se fait de plus en plus dans l'industrie privée et dans tous les grands bureaux d'affaires. De mauvaises langues disent même que la besogne qui est abattue le matin de ce jour-là ne pèserait pas lourd dans la balance...

Dans ces conditions, je me demande si l'on ne devrait pas donner suite à la réclamation des fonctionnaires... D'autant plus que, en dehors des services publics et des travaux d'entretien, personne ne travaille plus le samedi matin. Je suis convaincu qu'en ce qui concerne les employés du Parlement, on pourrait sans inconvénient leur donner congé toute la journée du samedi. En dehors de Québec et de Montréal, bien des bureaux du gouvernement sont fermés et les employés disposent de la matinée du samedi.

Il m'arrive de venir au parlement dans la matinée du samedi. Je n'ai pas alors l'impression d'une atmosphère de travail intense. Et je ne pense pas qu'aucun rouage de l'administration se trouverait paralysé du fait qu'on se priverait des services des fonctionnaires pendant ces quelques heures.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dit qu'il ne peut pas parler au nom de tous ses collègues. Il s'agit là d'une politique du gouvernement, dit-il. Mais on sait que déjà les employés du gouvernement ne travaillent pas le samedi durant l'été, du 1^{er} juillet au 1^{er} septembre. Quant au reste de l'année, il ne m'appartient pas de répondre, car cette question relève de l'Exécutif de la province de Québec.

Et malgré ce qu'on dit, il se fait encore du travail assez important le samedi, en dehors de la période de vacances. Il ne faut pas oublier qu'au ministère de la Voirie par exemple, les employés n'ont environ que 100 jours l'été pour travailler à la construction et à la réparation des routes à cause de notre climat. On ne pourrait que difficilement laisser aller la demi-journée. Si nous supprimons le travail du samedi, les travaux pourraient en être considérablement retardés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les estimés budgétaires du gouvernement de Québec devraient être préparés plus en détail, afin de mieux renseigner les députés sur les intentions du gouvernement relativement aux travaux à faire dans la province de Québec, comme cela se fait dans les autres provinces, les plus petites, telles que Terre-Neuve, et la plus grande, l'Ontario. Ces estimés fournissent des renseignements détaillés sur tous les crédits principaux.

(Il (M. Lapalme) brandit les budgets déposés dans d'autres provinces pour montrer la différence qui existe entre la brochure tenant lieu du budget au Québec et les volumes servant à un usage analogue dans le reste du Canada.)³

Il donne lecture de passages des prévisions budgétaires de l'administration fédérale et de Terre-Neuve pour montrer qu'on y décrit très exactement les travaux à faire, par exemple, sur telle ou telle route entre telle ou telle ville.

Le budget de la province dépasse maintenant \$600,000,000, dit-il, et celui de la voirie est de plus de \$100,000,000, je ne comprends pas que le gouvernement s'accroche à une formule qui avait peut-être sa raison d'être quand les revenus annuels du Québec se chiffraient seulement par quelque \$10,000,000... En Ontario, il y a même, dans le discours sur le budget, des indications très précises sur les intentions des autorités au sujet de la mise en chantier de certains travaux de voirie.

À Québec, les 100 pages du budget - il y en a 600 à Ottawa - ne fournissent que peu de renseignements. Pourquoi le gouvernement du Québec ne peut-il pas nous donner tous les

renseignements dont nous avons besoin? Dans le secteur des travaux publics seulement, on nous demande d'approuver des crédits dont le montant s'élève à plus de \$62,000,000, et pourtant, nous ne savons pas ce que le gouvernement prévoit en faire.

Et qui plus est, si l'on s'en tenait strictement au Règlement, il serait absolument impossible pour les membres de l'Assemblée législative de discuter de certaines dépenses, car les crédits dans certains cas sont ouverts non pas chaque année par la députation, mais automatiquement par une loi permanente. C'est ainsi que la législation affecte \$62,000,000 à la construction et à la réfection de chemins en 1960-1961; alors, régulièrement, il ne devrait pas y avoir de débat sur les dépenses projetées de \$62,000,000; selon la règle, on ne pourrait en parler qu'une fois les dépenses faites, soit après l'exercice financier, quand les sommes apparaîtront dans les *Comptes publics*.

Le gouvernement, pour s'excuser, ne doit pas invoquer le prétexte que cela dépend du vérificateur des comptes. Quand nous attirons l'attention des autorités provinciales sur le problème, nous nous adressons, en fait, par leur truchement, au vérificateur... La question relève de la responsabilité du cabinet. Je ne sais pas ce qu'il finira par faire dans ce domaine, mais je crois que mes remarques sont fondées...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): À propos des sommes à voter qui apparaissent dans les estimés budgétaires de la voirie, le chef de l'opposition est mal venu de reprocher au gouvernement le manque de détails. Le budget fédéral comporte peut-être une nomenclature plus considérable, mais les détails qui y apparaissent ne signifient pas grand-chose. On inscrit souvent dans les estimés des montants qui ne sont pas dépensés et qui sont reportés sur le budget de l'année suivante. On voit ainsi les mêmes montants revenir six ou sept années consécutives. Quant aux estimés budgétaires d'Ontario, ils sont aussi laconiques que ceux de Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mais on trouve les détails sur les travaux projetés dans le discours du budget du ministre des Finances...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le discours du budget n'engage personne. Ce qui engage, ce sont les estimés budgétaires qu'on vote. Les crédits ne sont pas votés lors de la présentation du discours du budget, mais plutôt lors de l'étude des

crédits. Et pourtant, les prévisions budgétaires du ministère de la Voirie en Ontario sont beaucoup moins détaillées que celles de la province de Québec. Il cite un poste budgétaire de \$187,000,000 du budget ontarien sur lequel les députés n'ont à peu près pas de renseignements.

Je trouve néfaste cette attitude de l'opposition de toujours citer en exemple le gouvernement fédéral et la province d'Ontario, surtout quand ils n'ont pas d'exemple à nous donner. Ce n'est d'ailleurs pas l'habitude du chef de l'opposition d'agir ainsi. C'étaient jusqu'ici ses partisans, comme le député de Saint-Maurice (M. Hamel), qui avaient l'habitude de louer tout ce qui se fait en Ontario.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce que je trouve néfaste, c'est l'affirmation du ministre quand il dit que le discours du budget ne veut rien dire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai jamais dit que tout est bon, que tout est régulier en Ontario. Il y a des choses irrégulières parfois aussi en Ontario. Mais la différence avec Québec, c'est que ceux qui commettent des irrégularités en Ontario ne sont pas promus. Ils démissionnent...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): C'est une autre attaque sournoise du député de Saint-Maurice. Il est hors d'ordre.

M. Brown (Brome): Quel poste le dénommé James A. Jolley occupe-t-il au ministère de la Voirie, étant donné qu'il est celui qui dit aux équipes de voirie où travailler et où ne pas travailler dans mon comté? Cet homme est le patroneux dans Brome, celui qui s'est présenté contre moi comme candidat pour l'Union nationale aux dernières élections.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Jolley n'occupe pas de poste officiel et je ne le connais même pas.

M. Lafrance (Richmond) se plaint, lui aussi, du fait que son adversaire aux dernières élections, Ephrem Jacques, exerce le même pouvoir dans son comté et que cela entraîne des extravagances et du gaspillage et provoque de véritables scandales.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nos ordres sont formels. Nous voulons que les travaux soient exécutés proprement, avant et après les élections. Car nous faisons des travaux chaque année

nous, et non pas seulement à la veille des élections. Je ne dis pas que sur 15,000 employés estivaux, il ne s'en glisse pas un, parfois, dans le sixième rang d'une paroisse, qui se rende coupable d'un acte répréhensible. Mais dès que nous le découvrons, nous exerçons contre lui les sanctions de la loi.

Il y a 16 ans que je dirige le ministère de la Voirie et notre administration est propre. J'ai un personnel compétent et dévoué dont je suis fier. Au lieu de faire des insinuations, qu'on ait donc le courage de porter des accusations précises, si on est capable.

M. Brown (Brome) voudrait obtenir du ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) les noms et adresses de tous les journaliers qui ont participé aux travaux de voirie dans son comté.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je veux parler franchement au député. Je n'ai pas l'intention de mettre le ministère de la Voirie à la disposition du député de Brome pour relever, à travers les listes de paie, les noms de tous les journaliers qui ont travaillé quelques jours ou un mois dans son comté. Il m'a avoué lui-même qu'il voulait se servir de ces noms pour envoyer des cartes de Noël. J'aime autant lui dire tout de suite que c'est une impossibilité afin qu'il n'ait pas de désappointement⁴.

Le ministère de la Voirie emploie environ 15,000 journaliers chaque année pour l'exécution des travaux à travers la province. S'il fallait que tous les députés nous demandent la même chose que le député de Brome (M. Brown), il nous faudrait un personnel chargé uniquement de préparer des listes de noms.

Un député de l'opposition tente d'entamer une discussion sur l'administration générale du ministère de la Voirie⁵.

M. le président rappelle le député à l'ordre.

M. Levesque (Bonaventure) en appelle à la Chambre de la décision du président du comité.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur l'item numéro 1, "Service civil", du budget du ministre de la Voirie, on veut faire une discussion

sur l'administration générale du ministère, et plus particulièrement sur la construction et la réfection de chemins.

J'ai alors décidé qu'en comité des subsides, le débat doit porter exclusivement sur l'article à l'étude (note 2, sous l'article 381, paragraphe 1), en l'occurrence l'item numéro 1, "Service civil".

L'honorable député de Bonaventure (M. Levesque) en appelle à la Chambre de ma décision.

Un vote enregistré ayant été demandé la question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Talbot, Vachon, 52.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Turpin, 12.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Le comité poursuit l'étude de l'item 1 des crédits du ministère de la Voirie: "Service Civil".

La résolution est adoptée.

À midi trente minutes, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures⁶

En comité:

La Chambre poursuit l'étude des crédits du ministère de la Voirie.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente-trois millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix millions deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961⁷.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): En 1958-1959, le ministère de la Voirie a entretenu 33,725 milles de chemin d'hiver, soit par intermédiaires, soit par ses propres employés. Dans ce dernier cas, le gouvernement a maintenu ouverts à la circulation avec son propre outillage 4,442 milles de route. Le reste a été entretenu par les municipalités grâce aux subventions généreuses du gouvernement.

M. Brown (Brome) félicite le gouvernement d'avoir augmenté les subventions aux municipalités pour ces travaux d'entretien. Les municipalités, dit-il, avaient été heureuses d'apprendre de feu l'honorable Paul Sauvé, l'automne dernier, que les subventions aux municipalités pour l'entretien des routes d'hiver seraient augmentées à compter de cet hiver.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Sans contester les mérites de M. Sauvé, je dois dire que c'est le Conseil exécutif qui a décidé cette augmentation l'automne dernier. Il doit donc en avoir le mérite.

M. Brown (Brome) soulève la question du déblaiement des routes quand sévit la tempête. Les machines, dit-il, devraient entrer tout de suite en action pour maintenir les chemins ouverts à la circulation.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le gouvernement paie les octrois et c'est aux

municipalités de prendre les mesures nécessaires en cas de tempête. Le gouvernement n'a rien à voir là-dedans.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Quelle dépense additionnelle représente, pour le gouvernement, l'augmentation des subventions?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il s'agit d'une dépense additionnelle de \$2,250,000.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): La décision du gouvernement d'augmenter ces subventions a réglé le problème de l'entretien des routes d'hiver dans les quatre comtés du Nord-Ouest québécois. Nous avons donc raison de prétendre qu'en déboursant deux ou trois millions de plus, le gouvernement pourrait régler à la satisfaction générale le problème du déneigement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

Du consentement unanime de la Chambre, les députés conviennent de discuter l'item statutaire S-2 "Construction et réfection de chemins, Statuts refondus, chapitre 141"⁸.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le ministère de la Voirie a l'intention de se livrer, au cours de l'exercice fiscal qui commencera le 1^{er} avril prochain, à des dépenses ordinaires de \$48,787,000 et à des dépenses d'immobilisation de \$63,100,000.

En passant, le ministère de la Voirie a des études de faites pour des travaux d'une valeur d'au-delà de \$1,000,000,000. Il est obligé de s'en tenir à des limites compatibles avec les disponibilités budgétaires. Mais ceux qui vont être réalisés dans les régions de Montréal et de Québec sont déjà très imposants.

Ils ont fait l'objet d'études approfondies. Plusieurs sont en voie d'exécution, d'autres seront mis en chantier cette année et poursuivis ensuite sans délai. Il est impossible pour l'instant de donner une estimation précise des coûts engagés pour certains projets du ministère, les calculs n'étant pas finalisés.

Les régions métropolitaines de Montréal et de Québec bénéficieront de l'exécution de travaux pour plusieurs millions de dollars suivant un plan d'ensemble bien défini. Ça fait longtemps que nous avons des plans directeurs au ministère de la Voirie, et nous procédons suivant ces plans dans l'aménagement du réseau routier. Mais nous n'avons pas toujours l'argent pour les mettre à exécution.

Pour la région de Montréal, nous allons commencer cette année les travaux que M. Sauvé avait annoncés l'automne dernier. Il s'agit d'une nouvelle voie qui partira du boulevard Métropolitain pour se rendre jusqu'à Saint-Michel-de-Vaudreuil. Ces travaux seront exécutés en collaboration avec le ministère des Travaux publics, qui construira deux ponts considérables: l'un entre l'Île de Montréal et l'Île Perrot, et l'autre, entre l'Île Perrot et Vaudreuil.

Tout ne sera pas complété cette année. Le coût approximatif des travaux sera de \$22,000,000 pour les ponts et de \$8,000,000 pour la route, soit \$30,000,000 en tout que le gouvernement entend dépenser pour faciliter et accélérer la circulation à l'entrée ouest de la métropole. Une somme d'environ \$3,000,000 sera dépensée dès cette année. Des sondages vont se faire au printemps, partout, ce qui nous permettra de préparer des estimés définitifs.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les ponts actuels vont demeurer?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Oui, de même que la route actuelle. Celle que nous allons construire sera une route à quatre voies, divisées par un terre-plein, sans accès, pour la circulation rapide. Elle sera au moins aussi large que le boulevard Métropolitain dont elle sera le prolongement. Il y aura un viaduc à deux milles du premier pont pour traverser la voie ferrée.

C'est ainsi que le ministère a décidé de procéder à la réfection de la route qui se prolonge de Dorion jusqu'à la frontière de l'Ontario. Il s'agit de l'aménagement d'une route à quatre voies divisées qui s'étendra sur une distance de 25 milles. C'est un projet à l'étude.

Un autre projet important est celui de l'aménagement d'une nouvelle route parallèle à la route no 2 entre Charlemagne et Berthier. Cette nouvelle voie servirait pour la circulation rapide. On conserverait l'ancienne route 2 dans son état actuel. On en est venu à cette décision parce que l'élargissement de la route no 2 à cet endroit nécessiterait des expropriations à un coût prohibitif. On dépensera là quelques centaines de milliers de

dollars cette année, si les plans sont prêts à temps. L'autoroute gigantesque passerait complètement en dehors de tous les centres habités et serait à six voies avec un talus au centre.

Pour ce qui concerne la région de Québec, le ministère de la Voirie a préparé, après une longue étude, tout un ensemble de projets destinés à décongestionner la circulation à l'intérieur de la capitale et dans les environs. Les travaux gigantesques, entrepris en vue de la création d'un réseau de voies de dégagement aux abords de la Vieille Capitale, coûteront à la province une somme de près de \$30,000,000 au total. On en effectuera une nouvelle tranche cette année. (Exhibant un gros rapport) Le plan d'ensemble pour la région de Québec est contenu dans ce gros volume.

Un député de l'opposition demande si cet ouvrage va être publié.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous ne pouvons pas le publier. Il est fait pour l'utilité du ministère. Ce serait extrêmement dangereux de publier nos projets à l'avance, car il en résulterait une spéculation effrénée sur les terrains. Il nous faut parfois faire de cinq à six tracés différents pour dépister les spéculateurs.

Pour cette année, le ministère entend dépenser entre \$4,000,000 et \$5,000,000 dans la région de Québec. On terminera d'abord, à l'entrée sud du pont de Québec, entre ce dernier et le pont des Chaudières, le détour qui a été commencé l'an dernier pour que la circulation venant du nord puisse, sans interrompre celle qui vient du sud, obliquer à gauche pour prendre les routes de Montréal ou de Sherbrooke. Les véhicules venant de l'est par la route 2 emprunteront de la Chaudière, un coude aménagé dans le cap, de façon à pouvoir s'engager sur le pont de Québec sans croiser la circulation venant en sens inverse. On évitera ainsi bien des embouteillages aux heures de pointe. Cet ingénieux détour est presque terminé et il pourra être pavé au début de l'été. Si l'on pense au nombre de routes importantes qui se rejoignent à cet endroit et à l'impossibilité d'y construire un rond-point à cause de la présence du chemin de fer et de la rivière Chaudière, on aura une idée de l'ingéniosité à laquelle ont dû avoir recours les ingénieurs du ministère de la Voirie provinciale pour permettre à la circulation de se compénétrer sans arrêt. Ils croient y avoir réussi d'une façon satisfaisante.

De plus, faisant suite aux importants travaux exécutés l'an dernier au rond-point du pont de

Québec et qui ont permis de refaire cette intersection pour qu'elle puisse recevoir allègrement la circulation des nouvelles voies d'accès, le ministère de la Voirie a entrepris des travaux considérables pour l'élargissement du boulevard Laurier, à partir du rond-point jusqu'à l'avenue des Gouverneurs. Durant l'été, on a construit une tuyauterie d'égouttement, afin de permettre l'élargissement de l'emprise du boulevard. Ces travaux permettront la construction de six voies de roulement divisées, au lieu de quatre, ayant 12 pieds de largeur chacune. Au centre on aura une bande de gazon. Des intersections seront aménagées à l'avenue des Gouverneurs pour recevoir avec aisance la circulation du boulevard Saint-Cyrille, et à la rue de l'Église. Il y aura des refuges pour les arrêts d'autobus. Dans certains cas, nous prévoyons même des rues d'accès.

Tous ces travaux seront à la charge du ministère de la Voirie. La cité de Sainte-Foy construira pour sa part, de chaque côté du boulevard Laurier, des rues parallèles pour faciliter la circulation locale au bénéfice de la population des quartiers domiciliaires, ainsi que de la clientèle du centre d'achat.

Nous continuerons aussi les travaux commencés l'été dernier pour prolonger le boulevard Charest entre l'avenue Saint-Sacrement et le boulevard Champigny à Sainte-Foy. Nous en ferons une route à quatre voies avec terre-plein au centre, mais les plans permettront éventuellement de l'élargir pour en faire une route à six voies. La section a une longueur de trois milles et l'on compte la mettre en service au milieu de cette année.

À partir du rond-point du pont de Québec, nous avons déjà le boulevard Champigny que la ville de Sainte-Foy nous demande d'appeler désormais le boulevard Duplessis et qui passe sous le chemin Sainte-Foy pour aller rejoindre la route 2 à Champigny; et le boulevard Henri IV, qui s'arrête actuellement de l'autre côté du chemin Sainte-Foy. Ce boulevard Henri IV sera éventuellement prolongé jusqu'au nouveau boulevard Charest. Nous ne pouvons pas construire cette dernière section avant d'avoir terminé le boulevard Charest.

Nous allons aussi continuer la construction du boulevard Laurentien, qui partira de Notre-Dame-des-Laurentides pour conduire jusqu'au boulevard Wilfrid Hamel à Québec, près du Colisée. Ce sera une route de grande circulation à quatre voies avec terre-plein. On a travaillé à son achèvement sur plus de la moitié de son parcours à partir de la 45^e rue à Charlesbourg, et le ministère de la Voirie vient de signer un contrat pour terminer l'artère jusqu'au

carrefour du boulevard Hamel et de la rue Dorchester. Le boulevard Laurentien sera également relié à la route du Lac Beauport.

À l'intersection du boulevard Laurentien et du boulevard Hamel, nous allons construire une intersection en feuille de trèfle à voies superposées. Les plans sont déjà finis. Les passages supérieurs et inférieurs faciliteront le trafic à cet endroit. Ce dispositif sera construit en ciment, la circulation sera ainsi distribuée sans aucun croisement. Ces voies étagées constitueront une réalisation marquante de technique routière moderne.

De plus, on procède actuellement à l'achat des terrains nécessaires pour élargir le boulevard Hamel pour en faire une route à six voies non divisées, et nous allons le prolonger en ligne droite vers l'ouest jusqu'à la route 2C et l'avenue Saint-Sacrement.

Le ministère des Travaux publics construira un pont sur la rivière Saint-Charles, entre Jésus-Ouvrier à Québec-Ouest et l'extrémité du cimetière Saint-Charles, près de l'avenue Saint-Sacrement. Une bonne partie de la circulation qui encombre la basse-ville sera ainsi détournée.

Avec le parachèvement de ces travaux, Québec possèdera des entrées et des voies de dégagement magnifiques, dignes de la capitale provinciale.

En passant, il (l'honorable M. Talbot) rend hommage à l'excellent esprit de collaboration de la ville de Québec et des agglomérations voisines, ainsi que de leurs maires, notamment l'honorable Wilfrid Hamel⁹ pour la préparation et l'exécution de ces travaux.

Lorsque les voies d'accès à la Vieille Capitale seront terminées, nous prévoyons aussi la construction d'autres grandes voies de dégagement qui entoureront la région métropolitaine entre l'Ancienne-Lorette et le boulevard Sainte-Anne, mais pour un avenir un peu plus lointain. Le boulevard Laurentien, la route Sainte-Claire, le boulevard Henri IV, la route no 2 en direction de Montréal via la rive nord et le boulevard Champigny s'y jetteront. On commencera par réunir le plus rapidement possible le boulevard Laurentien et les routes 54C et 54 qui chevauchent actuellement sur la 1^{re} avenue et le boulevard Henri-Bourassa.

Ces travaux d'aménagement de boulevards métropolitains autour de Québec sont le résultat d'un volumineux mémoire préparé par les techniciens de la voirie et qui a servi à tracer le plan d'ensemble de ces voies de dégagement.

M. Levesque (Bonaventure) pose une question.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) donne quelques précisions au sujet des intentions du gouvernement au sujet de la route reliant le pont de Québec au rond-point de Lévis. Cette partie de la route no 2 est fort achalandée, dit-il. Nous sommes à étudier le problème que cause la circulation, surtout aux heures de pointe, sur cette route entre le pont de Québec et le rond-point à Lévis. Il y a possibilité de faire un tracé tout à fait nouveau dans cette section de la route 2. Il ne fait pas de doute que les améliorations au pont de Québec auront pour effet d'accélérer la circulation entre Lévis et le pont de Québec.

Il poursuit son énumération des travaux prévus ou à faire durant les prochains mois.

On complètera jusqu'à Magog cette année les travaux d'élargissement de la route no 1 entre Sherbrooke et Magog. La chaussée comprendra quatre pistes de roulement. Nous étudions la possibilité de poursuivre les travaux au-delà de Magog, vers Montréal.

On asphaltera le nouveau tronçon de la route no 2 qui permet aux véhicules de contourner Notre-Dame-du-Portage.

Du côté de Sainte-Anne-de-la-Pérade, on poursuivra la construction de la partie de la route no 5. On la refera entre Princeville et Plessisville. On construira un nouveau chemin de contournement et on établira une nouvelle voie de communication entre Stanstead et les États-Unis.

M. Lafrance (Richmond): Est-ce que le gouvernement songe à refaire la route 5 dans le comté de Richmond?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Cette question, comme plusieurs autres du genre, font l'objet de considération de la part de mon ministère.

On installera un passage supérieur dans Gaspé-Sud de manière que le chemin passe au-dessus de la ligne du C.N.R. à cet endroit.

Le gouvernement est prêt à entreprendre les travaux d'approche du nouveau pont sur la Richelieu, construit sous la juridiction des Travaux publics. La voirie consacrera \$1,500,000 à cet endroit seulement.

On reconstruira la route de plaisance à Masson, sur une distance de 18 milles.

Le ministère de la Voirie posera l'asphalte au cours de l'été entre Saint-Roch-de-Mékinac et Saint-Tite.

La route 9 sera élargie entre Saint-Hubert et Belœil. Le ministère projette aussi d'installer les

dalles de ciment sur la route 9 entre Saint-Hilaire et Belœil, où la route a été élargie, et on étudie également la possibilité de doubler cette voie entre Saint-Hyacinthe et Drummondville, en lui faisant contourner Saint-Hyacinthe, si les plans sont prêts. En ce moment, cette route traverse la ville de Saint-Hyacinthe et cela provoque des embouteillages à l'heure de pointe.

On fera au complet la route 11 entre Saint-Jérôme et Sainte-Adèle, pour élargir ce tronçon d'environ 14 milles de la route des Laurentides, avec une voie de contournement d'un mille à Sainte-Adèle pour faciliter la circulation. L'autoroute des Laurentides se termine à Saint-Jérôme, et il s'agit d'assurer que la circulation à la sortie des voies rapides de l'autoroute ne s'engouffre pas dans un couloir trop étroit qui l'étouffe. On veut en somme que les avantages de l'autoroute ne se perdent pas par suite d'un raccordement avec une route inadéquate.

Selon un autre plan, un tronçon de trois quarts de mille de nouvelle route pourrait être construit menant à l'aéroport de Dorval via la Côte-de-Liesse.

Le gouvernement a également l'intention de construire une nouvelle route entre Longueuil, le pont Victoria et Laprairie en bordure de la Voie maritime du Saint-Laurent. Le développement industriel est considérable dans cette région et le gouvernement a l'intention de prendre les mesures nécessaires pour parer à l'augmentation de la circulation que ce développement entraînera. Pour réaliser ce projet dont on étudie présentement la possibilité, le gouvernement de la province devra conclure des ententes avec Ottawa.

Le gouvernement entend consacrer \$750,000 cette année en marge de la construction des approches au pont Taschereau, sur la route no 3, avec raccordement au boulevard Taschereau, soit environ la moitié du coût total des travaux prévus. Des travaux semblables seront exécutés près des nouveaux ponts sur la rivière Châteauguay, le pont Mercier du côté de Ville LaSalle ainsi que sur une voie d'évitement de Caughnawaga sur la route 2.

Des travaux de voirie seront encore exécutés cette année entre Saint-Simon et Baie-Sainte-Catherine. Il reste six milles à faire, nous en ferons trois cette année.

La distance entre Tadoussac et Baie-Comeau est de 130 milles, dont 82 milles ont déjà été pavés; il reste une route de 48 milles à faire. Nous consacrerons \$500,000 cette année à cette route. Par ailleurs, il ne reste plus que 26 milles à faire entre Godbout et Baie-Comeau, afin de permettre aux

véhicules automobiles d'accéder librement à cette région éloignée de la province. Le gouvernement consacrera \$3,500,000 pour le parachèvement de la route en question qui fait partie de la route Baie-Comeau-Sept-Îles.

La route de Jonquière à Saint-Bruno sera refaite, avec construction d'un viaduc au-dessus des voies des Chemins de fer nationaux à cet endroit.

On dotera d'un revêtement permanent la section de la route 23 qui a été refaite entre Lévis et Saint-Henri.

Je n'ai fait qu'une revue à vol d'oiseau de tous les projets que nous avons mis à l'étude. D'autres projets de moindre importance seront exécutés durant l'été. Et je puis ajouter que nous n'oublierons pas pour autant la voirie rurale, parce que les cultivateurs ont droit eux aussi à d'excellentes routes.

M. Levesque (Bonaventure) cite un témoignage paru dans un journal au nom de M. Paul Trépanier, président de la Chambre de commerce de Granby¹⁰, qui dit qu'il n'y a aucun plan d'ensemble pour le réseau routier du Québec et qu'on en est encore au pavage d'élection de vieilles routes sinueuses, pour s'attirer les faveurs des électeurs. M. Trépanier, dit-il, ajoutait que c'était le règne de la ristourne à la caisse électorale.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) proteste. Le député, dit-il, n'a pas le droit, en lisant un article, de dire ce qu'il n'aurait pas le courage de dire lui-même directement.

M. Levesque (Bonaventure) répond qu'il n'a pas de leçons à recevoir du ministre. Qu'il attende, dit-il, et il verra si j'ai le courage d'accuser. C'est mon intention de le faire. Il (M. Levesque) insiste pour continuer à lire son texte.

L'honorable M. Johnson (Bagot): On assiste à un manque de responsabilité étonnant de la part de certains députés de l'opposition. Voici un député qui se lève et, au lieu de formuler des critiques précises, se cache derrière un autre dont il ne connaît pas la compétence, avec un petit air d'innocence, pour essayer de salir l'un des hommes les plus propres de la Chambre. Qu'il ait donc le courage de porter des accusations, s'il en est capable au lieu de lire celles des autres.

M. le président (M. Caron) cite au député de Bonaventure (M. Levesque) l'article des

règlements qui interdit à un député de se servir d'expressions offensantes à l'endroit d'un collègue.

M. Levesque (Bonaventure) cite des parties du mémoire que la Chambre de commerce de la province de Québec a présenté l'automne dernier au gouvernement, à la suite d'une étude approfondie de la question de la circulation par un comité spécial d'experts.

Il (M. Levesque) dit que, s'il invoque le témoignage de la Chambre de commerce de la province de Québec, c'est que celle-ci, avant d'agir, a reçu des centaines de récriminations et de recommandations relatives à l'état de notre voirie et que, devant ce cri général de protestation, elle a décidé de former un comité spécial pour étudier la question.

Le mémoire dit que ce qui frappe en premier lieu celui qui étudie notre système de voirie, c'est le manque de planification, en vue de l'avenir, surtout si on songe qu'en 1970 nous aurons dans le Québec 2,146,000 voitures et ce chiffre montera à 3,440,000 en 1980. Aujourd'hui le nombre d'autos dépasse le million, et nous nous dirigeons rapidement vers une période de saturation dont nos routes ne pourront pas prendre soin. Il faudrait prévoir pour les besoins de l'avenir. Or, nous ne rencontrons même pas les besoins actuels. Nos routes sont congestionnées.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité poursuit l'étude de l'item statutaire S-2 "Construction et réfection de chemins, Statuts refondus, chapitre 141".

M. Levesque (Bonaventure): Le gouvernement s'en tient au vieux système qui consiste à faire un petit bout de chemin ici et un petit bout de chemin là, sans plan d'ensemble. L'augmentation constante du nombre des automobiles nécessite une planification de tout le programme de voirie du gouvernement. Le ministre a parlé cet après-midi de projets dont le coût total serait de \$1,000,000,000, et il avait en sa possession un volume qu'il a dit contenir un plan directeur pour la région métropolitaine de Québec.

C'était la première fois que le ministre de la Voirie parlait d'un plan directeur en cette Chambre, mais il a refusé de donner des détails à la Chambre sous prétexte qu'il fallait éviter la spéculation avant les expropriations.

Évidemment, la Chambre de commerce n'est pas au courant que ce plan directeur existe et elle croit, comme nous, aussi longtemps que le ministre ne nous aura pas renseignés, que ce plan n'existe pas. La vérité, c'est que tout marche au petit bonheur, au lieu de préparer en vitesse un réseau routier qui sera capable d'absorber le trafic énorme de l'avenir.

Il insiste sur la nécessité de routes dont les accès sont contrôlés, surtout quand on contourne les grandes villes. Il faut prendre des mesures, dit-il, pour empêcher la construction autour de ces artères destinées à accélérer la circulation.

Il ne nie pas qu'il y ait eu des améliorations dans sa région de la Gaspésie. Mais, dit-il, il ne faut pas croire qu'avant l'Union nationale il n'y avait rien dans la péninsule. Au point de vue voirie, tout ce qu'on a fait fut de refaire l'asphalte de la route à mesure qu'elle se brisait. Il n'y a plus de poussière, mais la route manque d'accotements et les automobilistes qui doivent arrêter, pour changer un pneu par exemple, doivent rester en partie sur l'asphalte. Il n'y a pas de place à côté de la partie pavée.

Il veut parler de la route Trans-Canada et il demande au ministre de la Voirie (M. Talbot) pourquoi le gouvernement laisse les citoyens de Québec payer des taxes dont le produit sert à faire cette route dans les autres provinces.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) s'objecte à ce que le député prenne cette tangente contraire aux règlements de la Chambre. Il reproche au député de Bonaventure d'avoir ignoré ce que le gouvernement a fait en travaux de voirie depuis 15 ans et lui reproche aussi d'avoir commencé par porter un jugement sur la voirie à l'aide d'un article de journal rapportant une déclaration d'un inconnu au lieu de se servir d'un jugement d'un ingénieur compétent en voirie. Personne n'a entendu parler de ce M. Trépanier, dit-il, qui ne doit pas être bien connu dans la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est le président de la Corporation des architectes.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Personne ne lui reconnaît de la valeur dans les questions de voirie. Et le député de Bonaventure n'a cité sa déclaration que parce qu'elle contenait des choses

désagréables pour le gouvernement. C'est le seul jugement sur la voirie que le député de Bonaventure a pu produire, et c'est celui d'un petit blanc-bec quelconque.

Il faut savoir d'où nous sommes partis. En 1944...

M. Levesque (Bonaventure): Je soulève un point d'ordre. C'est vous-même, M. le président (M. Ross), qui avez forcé le député de Saint-Maurice, aujourd'hui même, à ne pas ressasser les années passées quand vous avez décidé qu'il fallait s'en tenir à l'année 1959-1960 pour le passé et à l'année 1960-1961 pour les estimés budgétaires.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il est étonnant de recevoir des leçons de ce genre de la part de l'opposition, relativement aux décisions du président du comité plénier. S'il y a des gens qui se sont moqués des décisions du président, ce sont bien les députés libéraux.

Il dit qu'il n'a fait que suivre le chemin tracé par le député de Bonaventure.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit qu'il appuie le député de Bonaventure sur le point d'ordre soulevé. Votre décision de ce matin était bien fondée, M. le président, quand j'ai voulu mentionner que le gouvernement s'est servi du ministère de la Voirie depuis quelques années pour voler les élections...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je soulève un point d'ordre. C'est la vingtième fois que le député de Saint-Maurice salit ainsi le Parlement provincial.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre veut remonter à 1944 quand, cet avant-midi, il fut défendu de remonter même à 1952.

M. le président (M. Ross) admet que sa décision du matin était fondée, mais il déclare qu'il lui faut entendre le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) avant de décider si la réponse qu'il donnera n'enfreindra pas ou enfreindra la décision rendue précédemment.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) reproche au député de Bonaventure d'avoir jugé à sa façon l'œuvre de la voirie depuis 15 ans. Il nous a accusés, dit-il, de ne pas avoir de plan d'ensemble. C'est cette œuvre que je veux rappeler ce soir.

Pour juger de l'œuvre de l'Union nationale dans le domaine de la voirie, il faut tenir compte de ce qui se passait dans ce même domaine en 1944. Il n'y avait rien. Pas une seule route numérotée n'était pavée. On parlait du boulevard Perron en Gaspésie. Ce boulevard, c'était un chemin de lièvre, c'était des bouts de chemin qu'on avait reliés les uns aux autres. En somme, la voirie dans la province à ce moment-là était inexistante.

Il (l'honorable M. Talbot) fait une comparaison entre ce qu'il appelle les mesquineries des régimes libéraux pour la voirie et les générosités du gouvernement actuel. Lorsque l'Union nationale a pris le pouvoir, dit-il, il en avait coûté des millions à la province pour répandre du gravier sur les routes tellement notre voirie était en mauvais état. L'administration libérale était telle que les ingénieurs du département de la Voirie avaient quitté le gouvernement pour aller tenter leur chance aux États-Unis. On ne payait pas les fonctionnaires.

On a augmenté les salaires, il nous a fallu acheter de la machinerie, embaucher des ingénieurs et préparer un plan directeur pour la voirie de la province. Je tiens ici à ouvrir une parenthèse pour rendre hommage à mon personnel. Certains fonctionnaires du ministère de la Voirie sont au poste depuis 30 ans. Ce sont des gens d'expérience, des gens de métier sur lesquels je me fie beaucoup, étant donné que moi, je ne suis pas ingénieur.

Je crois que la province de Québec peut être fière de la voirie qu'elle a maintenant. Il y a maintenant une bonne voirie dans toute la province, dans tous les comtés. Nous avons refait les grandes routes. Nous sommes dans le Québec la province qui a le plus de routes asphaltées du pays. Nous avons fait refaire en permanence 7,707 milles de routes et construit 4,801 ponts. Nous avons pris aussi les mesures pour faire disparaître 50 traverses à niveau¹¹ et établi 255 systèmes de protection aux approches de traverses dangereuses.

Nous ne prétendons pas avoir tout fait, mais nous avons, certes, fait beaucoup. Dans l'ensemble, la province de Québec peut être fière de la voirie qu'elle a. Autrefois, lorsque nous nous rendions aux États-Unis, nous avions un complexe d'infériorité tant nos routes étaient dans un état pitoyable à comparer à celles de nos voisins, les Américains. Aujourd'hui, c'est le contraire; il suffit de voyager sur les routes de l'État du Vermont pour s'en rendre compte.

Et ce qu'il convient de souligner tout particulièrement, c'est que tout le travail effectué au cours des quinze dernières années n'a entraîné

aucune dette. Nous avons tout fait cela à même les revenus ordinaires de la province. D'autres provinces ont fait beaucoup dans ce domaine, mais elles ont endetté leur gouvernement respectif pour des milliards.

Nous avons voulu relier les villes et les villages aux grandes agglomérations. C'est ainsi, par exemple, que la région du Saguenay, que nous ne pouvions atteindre que trois mois par année en utilisant un chemin poussiéreux et cahoteux, est aujourd'hui accessible 12 mois par année. On avait négligé cette région. Et pourtant, cette région regroupe quelques-unes des plus grandes industries de la province et compte plus de 200,000 habitants.

Ce que j'ai dit pour la région du Saguenay s'applique aussi pour celle de la Gaspésie. La Gaspésie n'avait pas un mille de route pavée lorsque nous avons pris le pouvoir. Nous avons fait des travaux extraordinaires, tant dans Gaspé-sud que dans Gaspé-nord.

Grâce à l'Union nationale, on fait facilement aujourd'hui le tour de la Gaspésie; il y a aussi des voies secondaires comme celle qui relie Sainte-Anne-des-Monts à New Richmond, la route de l'Anse-Pleureuse à Murdochville et Gaspé. Ce dernier tronçon est en construction.

En 1941-1942, les libéraux ont dépensé \$65,000 en Gaspésie...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est un défi à votre décision, M. le président. Si le ministre a le droit de parler de ces années, nous allons parler des enfants de Bonaventure inscrits sur la liste de paie...¹²

L'honorable M. Barrette (Joliette): Qu'est-ce qui arrive aux gens de l'opposition...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Qu'est-ce qui arrive? C'est qu'on a été empêché cet après-midi de parler de faits remontant quelques années en arrière. Le ministre viole la décision du président de la Chambre.

M. le président (M. Ross): Depuis quelque temps, les tempéraments s'échauffent. C'est une atmosphère électorale qu'on respire ici depuis quelque temps. Nous sommes à l'Assemblée législative. Il faut revenir à l'item sur lequel doit porter la discussion: construction et réfection des routes. J'espère que la Chambre consentira pour sa bonne renommée d'ailleurs à s'en tenir à la discussion portant sur l'item 6. Je formule ce vœu, car je ne

voudrais pas avoir recours aux grands moyens. Il (M. le président) mentionne les articles du Règlement qu'il pourrait invoquer pour rappeler les députés à l'ordre... d'une façon plus forte...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): En 1941-1942, ses amis libéraux consacraient à la Gaspésie...

Des voix: À l'ordre.

M. le président (M. Ross): Le député de Bonaventure (M. Levesque) a dit, à la fin de son exposé, qu'il y avait quelque chose en Gaspésie avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. Le ministre est à répondre...

(Le tumulte s'accroît et couvre la voix du président du comité)

M. le président (M. Ross): Si le bruit continue, je vais être obligé d'appliquer strictement les règlements et de faire rapport à l'Orateur...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Alors si le député n'aime pas que je lui rappelle les mesquineries de ses amis, je lui parlerai des générosités du gouvernement actuel à l'endroit de son propre comité. En 1957-1958, au chapitre de la construction de routes seulement, nous avons consacré \$976,566.53 à sa circonscription; \$50,536.46 en 1958-1959, et \$698,851.18 pour la dernière année. Mais que le député ne s'attende pas à recevoir de tels montants pour la prochaine année...

Des voix: Oh! Oh!

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le député de Bonaventure a parlé du mémoire de la Chambre de commerce. Nous avons été heureux de l'accueillir parce qu'il était présenté dans un bon esprit. Mais, si l'on jette un coup d'œil sur les suggestions qu'il contenait dans sa deuxième partie, suggestions dont on prévoyait la réalisation échelonnée sur une période de 10 ans, on se rend compte que 50 % au moins de ces suggestions sont déjà en cours d'exécution.

Ici, je voudrais dire pourquoi la province de Québec n'a pas voulu participer au programme de la construction de la route Trans-Canada, pourquoi nous n'avons pas voulu être partie aux ententes. On a laissé entendre, de l'autre côté, toutes sortes de choses. Or, si nous n'y avons pas participé, c'est

d'abord et avant tout parce qu'un principe était en jeu, le principe de l'autonomie provinciale. C'est ce principe qui nous a dirigés. Je le dis ici pour dissiper tout le malentendu qu'on a laissé subsister à ce sujet.

La Constitution établit clairement que la voirie est de juridiction exclusivement provinciale. Le paragraphe 10 de l'article 92 de la Constitution est indiscutable à ce sujet. C'est si indiscutable que les plus grands centralisateurs mêmes n'ont pas osé le nier. C'était leur sentiment, mais si on proclamait cette juridiction provinciale dans les paroles, il n'en allait malheureusement pas de même dans les actes, si l'on fait exception des 50 premières années de la Confédération, alors qu'il n'y a pas eu d'empiétement fédéral dans ce domaine.

Le premier empiétement, au fait, remonte à 1912, sous un gouvernement fédéral conservateur. On a voulu alors passer une loi qui aurait permis à Ottawa de contribuer à la construction de routes. La loi, heureusement, fut bloquée par la majorité libérale au Sénat.

Le même gouvernement toutefois, en 1916, envoyait ses ingénieurs faire un tracé à travers le pays en vue d'une route Trans-Canada, tout en se défendant de porter atteinte à la juridiction des provinces en matière de voirie. Puis, en 1919, c'était une autre loi en vertu de laquelle Ottawa voulait contribuer pour \$1,000,000 à la voirie. L'honorable Ernest Lapointe¹³, un libéral, s'y opposa en faisant remarquer que si le fédéral versait une telle contribution, il serait amené à décider de la qualité et du site des chemins à construire.

Plus tard, ce fut la fameuse enquête Rowell-Sirois¹⁴ instituée par Ottawa, sous un gouvernement libéral, pour consacrer la mainmise du pouvoir central sur l'autonomie provinciale. Son rapport devait devenir la grande charte, la bible de tous les centralisateurs. Les enquêteurs en question n'ont pas osé nier eux non plus la juridiction provinciale en matière de voirie, mais ils ont donné des moyens canailles au gouvernement fédéral pour mettre la main sur cette même voirie. Pour ce faire, le fédéral n'aurait qu'à déclarer une route d'importance nationale.

Le gouvernement, apparemment, n'a pas voulu accepter cette suggestion immédiatement, mais, quelques années plus tard, on voyait surgir le projet de la route Trans-Canada que le grand centralisateur C. D. Howe¹⁵ présentait comme quelque chose qui ne porte atteinte en aucune façon à l'autonomie des provinces en matière de voirie. Mais, pour se rendre compte du contraire, on n'a qu'à prendre connaissance du projet d'entente soumis aux provinces.

Ottawa offrait aux provinces de contribuer sur une base de 50-50 à la construction de ladite route. Il s'agissait pour les provinces de signer le projet d'accord ou de contrat préparé par Ottawa. Il y a eu au moins trois de ces projets de soumis au gouvernement du Québec. Le troisième, probablement le moins détestable, comportait un grand nombre de clauses comportant des violations flagrantes de l'autonomie provinciale. Il (l'honorable M. Talbot) dit qu'il citera des extraits du 3^e formulaire préparé à cet effet et demande quel député de ce Parlement aurait voulu y souscrire.

Tout d'abord, dans ce projet de contrat qu'on voulait nous faire signer, on stipulait que, relativement aux dispositions déclaratoires, la loi d'interprétation qui prévaudrait serait celle du fédéral, non celle de la province de Québec. Ce projet de contrat remonte à 1950 ou 1951.

Quant aux termes du contrat lui-même ou de l'arrangement à conclure avec Ottawa, plusieurs clauses étaient nettement inacceptables.

Celle-ci, par exemple, qui disait que la province devrait obtenir la permission écrite du ministre fédéral pour faire exécuter des travaux en régie. Cette autre, également, qui stipulait que la province ne pourrait conclure d'ententes avec les municipalités pour les parties de routes construites dans leurs limites qu'après approbation préalable par Ottawa des termes de ladite entente.

Il en était de même de bien d'autres clauses. L'une d'elles aurait laissé à Ottawa le pouvoir de décider quel montant raisonnable et justifié aurait dû être exigé par la province pour une partie de route déjà construite. C'est Ottawa qui se serait prononcé sur le bien-fondé des factures présentées. Il en aurait été de même pour les nouveaux tronçons de route à construire. L'évaluation aurait toujours été faite unilatéralement par le ministre ou le cabinet fédéral.

Le projet de contrat prévoyait encore que s'il y avait désaccord entre le ministre provincial et le ministre fédéral sur des questions de génie ou de construction, c'était la décision du ministre fédéral qui prévalait, et celle-ci était finale. Une clause disait notamment que c'est le gouverneur en conseil qui décide de la contribution fédérale et que sa décision est finale.

Le gouvernement fédéral décide sur tous les points et détails. On parlait d'une contribution fédérale de l'ordre de 50 %, mais la réalité, comme on le voit, était tout autre. Il y a plusieurs dépenses que le gouvernement fédéral ne prend pas en considération. Ottawa ne participe pas financièrement à l'érection de nouvelles clôtures ou de barrières

pour les clôtures déjà en place, ni au déménagement ou à l'ajout d'égouts, de services publics et de panneaux de signalisation. Il existe déjà au Québec de belles routes qui sillonnent la province de long en large et qui servent de liaison transcanadienne. La province était à la merci d'Ottawa. Elle n'avait rien à dire. Qui dans l'Assemblée législative aurait signé un tel contrat au nom du Québec? Pas un député n'aurait voulu signer un tel contrat. Quant à moi, j'aurais cru salir mon nom en l'apposant au bas d'un tel document.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre de la Voirie a répété le discours qu'il prononce chaque année durant la discussion de ses crédits, et qui recommence à zéro. L'avenir pour eux, c'est quelque chose qui se prépare au jour le jour. Le ministre est vraiment ineffable quand il nous parle d'un plan d'ensemble. Jamais nous n'avons pu avoir la moindre idée du grand plan d'ensemble du ministre de la Voirie depuis qu'il nous en parle. Au lieu de préparer l'avenir, le ministre reste dans le passé, pendant que moi j'essaie de le ramener au présent.

En 1953, j'ai demandé à M. Duplessis de construire une autoroute dans le nord de Montréal. Il a refusé en donnant comme raison que les autoroutes sont ennuyeuses et causent des accidents. J'ai répété la même demande en 1954 et en 1955. On a encore répondu non. Tout à coup, en 1956, à la veille de l'élection, on a annoncé qu'on construirait l'autoroute.

Le voilà, le fameux plan d'ensemble. Il consiste à faire attendre la population pendant des années en niant les besoins, puis à promettre ce qu'on a toujours refusé quand on s'aperçoit qu'il peut y avoir un avantage électoral.

Le ministre nous a-t-il dit où il construirait la prochaine autoroute? Non. Un bout ici et un bout là. Il en décidera non pas suivant un plan d'ensemble qui n'existe pas, mais suivant le rendement électoral qu'on en escompte, voilà le plan d'ensemble du ministre.

Il (M. Lapalme) se demande s'il ne faudrait pas que les députés de l'opposition aillent montrer au ministre de la Voirie les routes morcelées qu'il y a à l'étendue de la province. Ce sont pour la plupart, dit-il, des bouts pavés aboutissant à des sections non pavées. Ce que je trouve grave dans toute cette affaire de voirie, c'est le manque de planification.

Pendant des années, il a qualifié d'idiote la route 9 commencée par l'honorable T.-D. Bouchard. Et voilà maintenant qu'il se vante de l'avoir construite. Est-ce en vertu de son plan d'ensemble

que le ministre continue de construire des routes à deux voies, quand ces routes sont depuis longtemps tenues pour désuètes aux États-Unis? Où est-il donc, le plan d'ensemble du ministre? Il nous a montré cet après-midi une belle reliure qui contiendrait le petit plan du grand plan d'ensemble en disant: "Le voici, mon plan d'ensemble, mais je ne peux pas le montrer". Un bout ici et un bout là. Voilà le plan d'ensemble du ministère. S'il en a d'autres, il les cache sous prétexte d'éviter la spéculation. Point n'est besoin de ces détails, point n'est besoin des numéros de cadastre pour annoncer que le gouvernement va construire une autoroute entre Montréal et Québec.

Quant à la route transcanadienne, c'est une chose qui remonte assez loin. Le ministre a cité un projet de contrat, et il a dit qu'il ne voulait pas signer une chose pareille pour ne pas salir son nom. Est-ce que les ministres de la Voirie de l'Ontario, du Manitoba et des autres provinces ont sali leurs noms? C'est de quoi on vient de les accuser.

Personne ne conteste que la voirie est du domaine provincial. Mais il s'est trouvé à un moment donné qu'il n'y avait pas de route traversant tout le pays. Le gouvernement canadien avait intérêt à ce qu'une telle route se construise et il a offert sa collaboration financière. Neuf provinces ont signé. Seule la province de Québec n'a pas signé. Est-ce parce que l'autonomie était en jeu? Nous croyons plutôt qu'elle n'a pas signé parce que le gouvernement actuel ne voulait pas s'obliger à demander des soumissions publiques comme le réclamait Ottawa.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le chef de l'opposition aurait-il signé le contrat que j'ai lu?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Non, mais j'aurais fait mon possible pour en venir à une entente avec Ottawa. J'aurais fait une contre-proposition à Ottawa. Et c'est ce que M. Paul Sauvé voulait faire. Il a dit: "Oubliez pour le moment la raison d'autonomie. Une importante question de piastres et de cents se mêle à ce projet... La province de Québec a construit entièrement à ses frais une grande partie de la route. Pourquoi n'irions-nous pas chercher une compensation financière? Pourquoi serions-nous les dupes"¹⁶?

Nous sommes les dupes parce qu'il y a des hommes comme le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) qui font des discours comme celui qu'il vient de faire. Tout ce qu'il y a de plus nationaliste dans la province de Québec supplie le gouvernement

depuis 10 ans de conclure un accord. Le gouvernement ne parle pas d'autonomie quand il reçoit de l'argent pour les hôpitaux. On a collaboré avec Ottawa sans invoquer la raison d'autonomie dans des domaines infiniment plus délicats que celui de la route transcanadienne.

Non seulement l'ancien premier ministre a fait cette déclaration à M. Jean-Charles Harvey¹⁷, mais il l'a même amplifiée dans une entrevue à la télévision.

Sait-on seulement où passerait la route transcanadienne si le gouvernement provincial actuel arrivait à s'entendre avec Ottawa? Quand l'on pense traverser le Québec directement à partir du Témiscamingue, il faut passer par l'Ontario. Et quand nous parlons de tout cela au ministre de la Voirie, il nous répond: "J'ai un milliard à dépenser." Voilà bien la mentalité du régime.

Le gouvernement de Québec pouvait avoir raison de rejeter l'offre fédérale, mais a-t-il fait une contre-proposition pour essayer d'en arriver à une entente? Jamais! Il ne voulait pas en arriver à un accord parce que c'était un gouvernement libéral à Ottawa. Mais maintenant, le climat, l'atmosphère des relations Québec-Ottawa a bien changé. Ce sont les amis de l'Union nationale qui sont en selle sur la colline fédérale. On cherche maintenant les rencontres, on est prêt à formuler des propositions. On ne comprend plus l'autonomie de la même façon.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le chef de l'opposition n'a réussi qu'à être amusant, et à se contredire plusieurs fois. Au cours de l'après-midi et de la soirée, le ministre de la Voirie a eu toutes les difficultés du monde à parler de ses projets, à exposer ce qui se fait actuellement dans son département et ce qui va se faire. Chaque fois, l'opposition a formulé des objections, multiplié les interruptions, demandé des rappels à l'ordre. Elle l'a fait parce qu'elle ne voulait pas entendre le ministre parler de son plan d'ensemble.

On a dit que chaque année le ministre de la Voirie refait le même discours. Non. Mais, chaque année, il fait un grand discours pour montrer ce qu'il a réalisé au cours des 12 derniers mois et pour dire comment il a l'intention d'appliquer son plan directeur dans toutes les régions. Et tout le monde admet que, chaque année, il se fait des travaux très importants de voirie dans chacune des régions de la province.

Ce que l'on veut, du côté de l'opposition, c'est de tenter de minimiser le travail considérable du ministre de la Voirie. Y a-t-il, dans la province de Québec, une personne sensée qui ne reconnaîtrait pas

que dans toutes les parties du Québec, tous les ans, des routes ont été refaites ou construites? Il n'est pas un comté, pas une municipalité qui n'ait eu sa part. Comme c'est son devoir, le ministre essaie de dire chaque année ce qu'il a l'intention d'accomplir. Il a le droit de parler tous les ans de ses œuvres. Il doit parler de ces œuvres magnifiques mais chaque année l'opposition s'efforce de l'empêcher de dire ce qui se fait dans le domaine de la voirie. Je voudrais bien qu'on répète les discours de l'opposition sur les tribunes à travers la province. Mais il n'y a pas une seule municipalité où de tels discours seraient bien accueillis.

Ailleurs au Canada, pas un seul gouvernement n'a fait plus pour le réseau routier que celui du Québec. En Ontario, une grande partie des chemins est construite et entretenue par les municipalités et les conseils de comté. Au Québec, le gouvernement exécute des travaux partout quels que soient les comtés, quelle que soit la couleur du député... Le ministre a doté la province d'un réseau routier qui remplace les sentiers de lièvres qu'on voyait sous les libéraux.

Il (l'honorable M. Barrette) reproche au député de Bonaventure (M. Levesque) d'avoir fait des insinuations contre le ministre et formulé des critiques injustes, lui dont le comté a plus obtenu en travaux de voirie que plusieurs comtés ministériels, dont celui du premier ministre lui-même.

Il dit que ses adversaires demandent au gouvernement de ne pas parler du passé, mais qu'eux-mêmes y reviennent toujours. Et le député de Saint-Maurice, dit-il, a cité ses discours d'autrefois, mais il ne se les rappelle pas tous, et je pourrai lui rafraîchir la mémoire un jour.

L'opposition s'est vantée d'avoir été la première à réclamer l'autoroute des Laurentides, mais sous le gouvernement libéral, il n'y avait pas de voirie. Dans de nombreuses municipalités, comme celle de Sainte-Famille (Joliette), la population a dû payer pendant des années pour de vieilles routes tracées par les libéraux, des chemins de lièvres, longtemps après leur disparition.

L'opposition veut tenter aujourd'hui de faire croire à la population que le gouvernement a rejeté l'offre fédérale en ce domaine parce qu'il ne voulait pas demander de soumissions publiques et non pour raison d'autonomie. Voilà la réponse que j'attendais du chef de l'opposition. C'est encore la peau de M. Lesage qu'on veut sauver, lui qui a accepté la formule fédérale et qui l'a sans doute préconisée parce qu'il était membre du cabinet lorsque la proposition a été faite.

Avec cette formule, Ottawa aurait tout décidé. Il aurait pu faire passer la route au cercle polaire sans

tenir compte des besoins de la province de Québec. De plus, c'est une autre brèche que l'on voulait pratiquer dans le rempart de l'autonomie provinciale. En face de telles formules, nous ne changerons pas... Si un jour nous concluons une entente avec Ottawa au sujet de routes, elle sera semblable à celle que nous avons conclue à propos des universités. Nous récupérerons les millions qu'Ottawa nous a pris en même temps que nos droits perdus et nous conserverons ceux que nous avons, mais jamais autrement.

Il rappelle cette demande du chef de l'opposition: "les ministres des autres provinces se sont donc salis en signant l'entente?" Cela m'étonne de voir de chef de l'opposition reprendre cet argument, dit-il. À son avis, la province de Québec est donc une province comme les autres. Je dis: les ministres des autres provinces peuvent signer ces contrats s'ils le veulent, c'est leur affaire, ça ne change rien à leur situation, ils n'ont rien à perdre. Mais nous ne sommes pas dans le même cas. Ici, une telle signature changerait quelque chose. On nous conseille de faire une telle entente avec Ottawa aux conditions d'Ottawa. Non, nous disons, nous: si nous en faisons, nous le ferons aux conditions de Québec.

Et qu'on ne vienne pas prétendre que le ministre de la Voirie n'a pas de plan directeur, de plan d'ensemble. C'est l'affirmation la plus absurde. Tout le monde dans la province le sait. Il se construit 25 grandes routes à la fois dans toutes les parties du Québec. On a parlé de l'honorable Bouchard: il a construit une route qui dirigeait tout vers Saint-Hyacinthe... L'Union nationale veut tenir compte des intérêts de l'ensemble de la population et de toutes les régions...

Il (l'honorable M. Barrette) rapporte la déclaration d'un député qui, en 1949, réclamait aux Communes la création d'un ministère fédéral de la Voirie. C'est à la suite de cette suggestion, dit-il, qu'Ottawa commença à faire ses offres aux provinces. Le gouvernement de Québec les a refusées les unes après les autres après les avoir examinées, parce que les conditions nous auraient livrés pieds et poings liés aux gens d'Ottawa...

Avant de terminer, je tiens à féliciter le ministre de la Voirie de l'intérêt qu'il porte à son travail et au réseau routier de la province, ainsi que ses collaborateurs du département, des gens qui connaissent la province de Québec aussi bien que ce bout de papier que j'ai devant moi et qui sont des modèles de dévouement.

Je félicite le ministre de son attitude patriotique en face d'Ottawa. Ce n'est pas avec l'appât de millions qu'on nous fera marcher. Nous

saurons prendre notre temps. Mais nous saurons aller chercher en temps et lieu l'argent qui nous appartient, et cela, sans sacrifier les droits du Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre parle de plan d'ensemble mais cet après-midi, il nous a dit qu'il n'avait qu'une partie du plan d'ensemble. Je pose la question suivante au gouvernement: quelles sont les propositions faites par la province au fédéral en marge de la route Trans-Canada?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il n'était pas question de faire des propositions. C'était à prendre ou à laisser.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Comment se fait-il que le fédéral a soumis trois projets à la province si c'était à prendre ou à laisser? Le gouvernement vient d'admettre qu'il n'a pas soumis une seule proposition. J'ai bien l'impression qu'avec un changement comme celui qu'on peut noter entre les relations de Québec et Ottawa depuis quelque temps, les contre-propositions viendront plus rapidement...

Quand la province accepte des octrois fédéraux pour l'enseignement spécialisé, cela ne fait pas tort à l'autonomie. On fait une question de race avec l'autonomie...

Le ministre de la Voirie a été muet pendant 16 ans; il se débourre maintenant...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il n'est pas question de race ou de religion lorsqu'on parle d'autonomie, mais plutôt du droit de s'administrer nous-mêmes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): M. Sauvé appelait cela le droit de ne pas être dupe plus longtemps sur la question d'autonomie...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je considère que le débat est terminé sur cette question. C'est un item statutaire. Le débat a déjà duré quatre heures. Il dit qu'il aurait pu refuser ce débat.

M. Hamel (Saint-Maurice): Un débat de quatre heures, c'est trop long pour discuter un item de \$62,000,000 d'après le ministre?

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Puisqu'on a convenu de laisser faire le débat, ce ne serait pas juste, pour les députés qui n'ont pas encore parlé sur la question, de l'interrompre brusquement.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Le ministre aurait pu me permettre de dire un mot. Je ne parle jamais en Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a là une question de justice. Est-ce un privilège que j'ai eu de prononcer un discours sur la construction des routes?

Des voix ministérielles: Oui.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si c'est un privilège, comme cela est régulier dans le gouvernement, j'y renonce rétroactivement.

M. Levesque (Bonaventure) rappelle comment la discussion a commencé. J'ai avisé le ministre, dit-il, que, si on ne pouvait traiter de la construction des routes en comité, l'opposition allait le faire en présentant une motion de non-confiance. Si on prive un seul membre de la Chambre de parler de la question, c'est une grave injustice qu'on commet à son égard, on le prive de son droit de parole.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je permets au député de Saint-Louis de parler.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le voilà maintenant qu'il choisit ses orateurs en Chambre... Quelle est la différence entre le geste du ministre et le bâillon?

(M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) et M. Lafrance (Richmond) se trouvent tous les deux debout alors que le président du comité plénier (M. Caron) se lève.)

M. Lafrance (Richmond) demande la parole.

M. le président (M. Caron) refuse de l'entendre.

M. Lafrance (Richmond) dit qu'il veut parler sur le point d'ordre et qu'on ne l'empêchera pas de le faire.

M. le président demande au député de Richmond de reprendre son siège.

M. Lafrance (Richmond) refuse.

M. le président décide de faire un rapport contre le député de Richmond à l'Orateur de la Chambre.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de la discussion sur l'item S-2 des crédits de la Voirie, un point d'ordre a été soulevé par le ministre de la Voirie (M. Talbot). On a parlé de part et d'autre sur le point d'ordre. Je me suis levé pour rendre ma décision alors que personne n'avait manifesté le désir de parler davantage. Après quoi, le député de Richmond (M. Lafrance) s'est levé, alors que j'étais déjà debout, et il a persisté à vouloir parler après avoir été rappelé à l'ordre plusieurs fois, et a même proféré des menaces. Je considère que sa conduite est inique en plus d'être une cause de désordre et de scandale¹⁸, et je vous fais rapport en conséquence.

Directives de l'Orateur:

Quand le député est tenu de s'asseoir

M. l'Orateur rappelle aux membres de la Chambre que le Règlement exige que tout député doit s'asseoir quand l'Orateur ou le président du comité se lève et que cette disposition est essentielle au maintien du bon ordre en Chambre ou en comité plénier. Cette disposition a pu être oubliée de temps en temps, mais elle devrait être observée plus scrupuleusement pour éviter des scènes disgracieuses. Me basant sur le rapport du président du comité, il est indiscutable que la façon d'agir du député de Richmond (M. Lafrance) était irrégulière, tout à fait répréhensible et contraire au bon ordre et au Règlement. Dans les circonstances, je puis, soit nommer, soit réprimander ou avertir le député. Prenant un moyen terme, je préviens le député que sa conduite est irrégulière et contraire aux règlements et je lui demande de coopérer avec tous les autres membres de la Chambre au maintien du bon ordre. L'honorable député est donc prié de bien vouloir se conformer aux exigences du Règlement.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

M. le président, considérant le point d'ordre soulevé plus tôt par le ministre de la Voirie

(l'honorable M. Talbot), demande que l'on mette fin au débat sur l'item statutaire. Ce débat, dit-il, n'a pu avoir lieu que du consentement unanime de la députation, et dès que ce consentement unanime a cessé, il faut revenir au Règlement qui l'interdit. C'est la décision que je rends...

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de cette décision.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur les crédits de la Voirie, à la demande du député de Bonaventure (M. Levesque) et du consentement unanime de la Chambre, on a convenu de discuter l'item statutaire S-2 "Construction et réfection de chemins, Statuts refondus, chapitre 141".

On a discuté sur cet item durant quatre heures, après quoi l'honorable ministre de la Voirie (M. Talbot) a demandé de retourner à l'étude de l'item 7.

Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, j'ai décidé que, vu que l'unanimité venait de cesser, le comité devait nécessairement suivre la procédure indiquée au règlement et passer à l'item 7.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Caron, Chalifour, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 48.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

M. Hamel (Saint-Maurice) veut continuer la discussion sur les dépenses faites, au cours du dernier exercice, en vertu du même item.

M. le président déclare que le sens de sa décision est qu'il faut passer à l'item suivant.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection du public aux passages à niveau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de réfection occasionnés par le drainage (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 50.

NOTES

1. Francis Alvin George Hamilton (né en 1912), ministre du Nord canadien et des Ressources nationales (1957-1960), puis ministre de l'Agriculture (1960-1963) dans le gouvernement Diefenbaker.
2. Durant cette séance du comité des subsides, M. Caron et M. Ross se sont partagé le fauteuil du président et il est difficile de savoir lequel présidait et à quel moment. Lorsque les journaux nous renseignent à ce propos, nous indiquons le nom du président entre parenthèses.
3. *Le Soleil* du 9 mars 1960, à la page 14, mentionne que M. Lapalme avait sur son pupitre les estimés budgétaires des gouvernements d'Ottawa, de Terre-Neuve et de l'Ontario. Le journal rappelle aussi que ce n'est pas la première fois que M. Lapalme intervient pour demander des estimés plus détaillés.
4. *Le Montréal-Matin* du 9 mars 1960, à la page 12, souligne que M. Brown a beaucoup insisté pour obtenir cette liste, ce qui explique la réponse ironique du ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot).
5. Le peu d'information que nous avons à ce sujet provient du rapport du président du comité des subsides contenu dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, pages 627 et 628, et du vote qui a suivi. Aucun journal ne fait mention ni du débat qui a sans doute eu lieu, ni du vote.
6. Aucun journal ne précise à quel endroit dans le débat et à quelle heure les travaux ont été suspendus pour le dîner. Seul *The Montreal Daily Star* du 9 mars 1960, à la page 1, souligne que la journée a été divisée en trois séances et que les députés ont siégé pendant neuf heures. L'heure habituelle de suspension est 12 h 30 et l'heure habituelle de reprise est 3 heures.
7. *Le Soleil* du 9 mars 1960, à la page 14, écrit que le crédit pour les chemins d'hiver s'élève plutôt à \$12,250,000, ce qui inclut toutefois un montant statutaire de \$2,000,000 (Voir *Comptes publics 1961*, page 539).
8. Encore une fois, aucun journal ne fait mention de ce consentement unanime de la Chambre. Seuls les rapports du président du comité des subsides contenus dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, page 629, en font mention.
9. Wilfrid Hamel (1895-1968), député libéral (Saint-Sauveur) de 1939 à 1948 et ministre d'État, puis ministre des Terres et Forêts dans le cabinet Godbout. Il fut ensuite maire de Québec de 1953 à 1965.
10. Paul-O. Trépanier (né en 1923), sera par la suite maire de Granby de 1964 à 1982.
11. Il s'agit du chiffre du *Soleil* du 9 mars 1960, à la page 6. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 7, parle plutôt de 80 traverses à niveau.
12. Au cours de la campagne électorale de 1952, des chèques auraient été remis en paiement de travaux de voirie à des enfants du comté de Bonaventure. À ce sujet, voir Georges-Émile Lapalme, *Mémoires. Le vent de l'oubli*, tome 2, Montréal, Leméac, 1970, p. 197-198.
13. Ernest Lapointe (1876-1941), avocat et député fédéral de Kamouraska (1904-1919) et de Québec-Est (1919-1941). Il fut ministre de la Marine et des Pêcheries de 1921 à 1924, puis ministre de la Justice de 1924 à 1930 et de 1935 à 1941.
14. La Commission royale d'enquête sur les relations fédérales-provinciales (ou Commission Rowell-Sirois), présidée par N. W. Rowell, puis par Joseph Sirois, a été constituée unilatéralement par le gouvernement fédéral en 1937, afin d'examiner "les bases sur lesquelles repose le Pacte confédératif [...] ainsi que l'attribution des pouvoirs législatifs à la lumière des développements économiques et sociaux des derniers 70 ans." La Commission dépose en 1940 un rapport dans lequel elle recommande notamment que le gouvernement fédéral détienne tous les pouvoirs en matière d'impôt sur le revenu des particuliers et des corporations et qu'elle assume la responsabilité de l'assurance-chômage.
15. Clarence D. Howe (1886-1960), homme fort du Parti libéral fédéral de 1935 à 1957, fut notamment ministre des Munitions et des Approvisionnements à partir de 1940, puis ministre de la Reconstruction à partir de 1944 et ministre de l'Industrie et du Commerce, de 1948 à 1957.
16. M. Lapalme a déjà fait allusion à cette déclaration de M. Sauvé lors de la séance du 24 novembre 1959. Il avait alors dit qu'il citait un article du *Petit-Journal* du 20 septembre 1959.
17. Jean-Charles Harvey (1891-1967), romancier et journaliste. Il fait ses études classiques au Séminaire

de Chicoutimi à partir de 1905, puis chez les jésuites de 1908 à 1913. Il fréquente ensuite l'Université Laval à Montréal, mais devient reporter au *Canada* dès 1914, à *La Patrie* en 1915 et à *La Presse* de 1916 à 1918. Il est ensuite rédacteur publicitaire jusqu'en 1922 pour la compagnie La Machine agricole nationale de Montmagny. Il devient courriériste parlementaire, puis rédacteur en chef au *Soleil* de 1927 à 1934. Récipiendaire du prix David pour *L'Homme qui va* en 1929, il est forcé de quitter son poste après le scandale qui éclate à la parution de son roman *Les Demi-civilisés* et devient directeur du bureau de la statistique du gouvernement du Québec. Il collabore cependant au *Canada* en 1935 et fonde, en 1937, le journal *Le Jour* qui est publié jusqu'en 1946. À partir de cette date, il donne de nombreuses conférences. Il est également journaliste à la pige pour Radio-Canada en 1947, commentateur à CKAC en 1951 et directeur du *Petit Journal* et de *Photo-Journal* de 1953 à 1966. Il collabore aussi à plusieurs périodiques dont notamment *La Revue moderne*, *Le Cri de Québec*, *Vivre*, *Jeunesse* et *l'Ordre*.

18. L'utilisation des mots "inique" et "scandale" n'est pas anodine puisque ce sont les mots employés par M. Lafrance à l'endroit de M. Caron lors d'une causerie tenue le 14 février 1960. L'affaire avait rebondi en Chambre lors de la séance du 19 février 1960, et depuis, M. Caron a entamé une poursuite en dommages contre M. Lafrance pour une somme de \$25,000.

Séance du mercredi 9 mars 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Bernard (Drummond):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal, lequel rapport se lit comme suit:

Attendu que les principales organisations municipales de la province de Québec par la voix de leurs représentants ont exposé que le projet du Code municipal auquel réfère le bill 26 concernant la révision du Code municipal de la province de Québec, ne devrait pas être adopté par l'Assemblée législative au cours de la présente session.

Attendu que l'Union des municipalités de la province de Québec, l'Union des conseils de comtés, l'Association des secrétaires de municipalités, l'Association du Barreau rural et l'Institut des comptables agréés de la province de Québec, entre autres, ont fait des suggestions qui méritent d'être étudiées attentivement.

En conséquence, votre comité, à l'unanimité, est d'opinion que l'étude du nouveau Code municipal soit remise pour considération à la prochaine session, afin de permettre aux associations d'exposer d'une façon plus élaborée leurs points de vue sur cet important projet.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Loi
des compagnies**

L'honorable M. Rivard (Montmagny)
propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 299 modifiant la loi des compagnies de Québec.

L'amendement a simplement pour but de décréter que les corporations enregistrées sous deux noms, l'un français et l'autre anglais, pourront utiliser l'un ou l'autre dans le cours normal de leurs affaires.

M. Hamel (Saint-Maurice): (En souriant)
Cela signifie, par exemple, que Quebec Natural Gas, en français la Corporation de gaz naturel du Québec, pourra se servir uniquement d'un de ses deux noms?

L'honorable M. Rivard (Montmagny):
C'est exactement cela.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 39 modifiant la loi de l'instruction publique, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 36 est modifié au sous-paragraphe 485a, aux 3^e, 4^e et 5^e lignes de la page 15, en remplaçant les mots "technicienne diplômée en sciences familiales" et les initiales "T.D.S.F." par les mots "technicienne en sciences familiales" et les initiales "T.S.F."

2. L'article 45 est modifié en remplaçant les trois premières lignes du sous-article 525 se lisant comme suit "Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser" par ce qui suit:

"525. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut en tout temps, aux conditions qu'il détermine, autoriser".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 58 concernant une aide financière aux universités de la province, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié, dans la 2^e ligne, en remplaçant les mots "à compter de l'année fiscale" par ce qui suit "à compter de l'année financière".

2. L'article 3 est modifié:

a) dans les 2^e et 3^e lignes, en remplaçant les mots "l'année fiscale" par les mots "l'année financière";

b) dans la 4^e ligne, en remplaçant le mot "fiscales" par le mot "financières";

c) dans la 10^e ligne, en remplaçant les mots "telle année fiscale." par les mots "telle année financière."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 190 modifiant la charte de la cité d'Outremont, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a) en remplaçant les trois dernières lignes qui se lisent comme suit: "valeur locative de telle habitation pour fins du prix ou taux de l'eau perçu par la cité de Montréal" par ce qui suit:

"valeur locative de telle maison d'habitation ou partie de maison d'habitation pour fins du prix ou taux de l'eau perçu par la cité de Montréal";

b) le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe d:

"Les personnes mentionnées aux sous-paragraphe *b*, *c* et *d* du paragraphe 1 du présent article ne votent que pour un candidat dans le quartier sur la liste duquel elles sont inscrites comme électrices, suivant une rotation commençant par le quartier sud en 1960 et se continuant par le quartier nord en 1961 et le quartier ouest en 1962, pour ensuite suivre le même cours d'année en année."

2. L'article 5 est remplacé par le suivant:

"5. Le conseil de la cité a le pouvoir d'ordonner, par résolution, qu'une consultation populaire ou référendum soit tenu, afin de connaître l'opinion des électeurs propriétaires, en nombre et en valeur, sur l'opportunité de construire des édifices ou bâtiments pour fins municipales ou communautaires. Dans l'exercice de ce pouvoir, le conseil pourra ordonner que des bureaux de scrutin soient organisés à cette fin sous la responsabilité du greffier de la cité ou de son assistant.

"Ce scrutin est tenu dans les trente jours de la date de l'adoption de la résolution par le conseil, et après avis donné publiquement et par lettre adressée à chacun des électeurs propriétaires au moins quinze jours avant le scrutin.

"La tenue de cette consultation ou référendum ne dispense le conseil de l'accomplissement d'aucune autre formalité qui peut être requise, selon le cas, soit par la charte de la cité, soit par toute autre loi.

De plus, cette consultation populaire ne peut être tenue entre le 15 juin et le 15 septembre de chaque année.

3. L'article 7 est remplacé par le suivant:

"7. a) L'article 40 de la loi 5 George V, chapitre 93, amendé par l'article 8 de la loi 14 George V, chapitre 92, ainsi que l'article 44 de la loi 5 George V, chapitre 93, sont abrogés, et dans les matières qui suivent, la cité d'Outremont est régie par la loi des cités et villes sous réserve des dispositions contenues dans les alinéas suivants du présent article.

"b) Nonobstant toutes dispositions à ce contraire, tout règlement amendant le règlement 470 tel qu'amendé à date et actuellement en vigueur et tout règlement modifiant les zones dans la municipalité, prescrivant les matériaux extérieurs, l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées et l'usage de tout immeuble s'y trouvant, ou la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé entre les constructions et les lignes de lots, celui qui doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules et la manière d'aménager cet espace, doivent, après leur adoption par le conseil, être approuvés au scrutin secret par le vote de la majorité en nombre et en valeur des électeurs propriétaires exerçant leur droit de vote, conformément à la procédure prescrite par les articles 399 à 410 de la loi des cités et villes.

"Seuls sont admis à voter sur un tel règlement les électeurs propriétaires d'immeubles situés dans la zone où s'applique le règlement proposé.

"Pour les fins des présentes, le territoire de la cité est divisé en cinq zones délimitées de la façon suivante:

"Zone numéro 1: La zone numéro 1 comprend le quartier sud tel qu'il existe actuellement pour les fins d'élections municipales.

"Zone numéro 2: La zone numéro 2 comprend cette partie du quartier nord tel qu'il existe actuellement pour les fins d'élections municipales, située au sud de la rue Bernard.

"Zone numéro 3: La zone numéro 3 comprend cette partie du quartier nord tel qu'il existe actuellement pour les fins d'élections municipales, située au nord de l'avenue Bernard.

"Zone numéro 4: La zone numéro 4 comprend cette partie du quartier ouest tel qu'il existe actuellement pour les fins d'élections municipales, située au sud de la rue Van Horne.

"Zone numéro 5: La zone numéro 5 comprend cette partie du quartier ouest tel qu'il existe actuellement pour les fins d'élections municipales, située au nord de la rue Van Horne.

"De plus, ce scrutin secret ne peut être tenu entre le 15 juin et le 15 septembre de chaque année.

"c) La hauteur maximum actuellement prévue au règlement numéro 470, tel qu'amendé à date pour les maisons appartements, ne peut être modifiée que par règlements adoptés conformément aux dispositions du paragraphe *b* du présent article.

"d) Aucune construction ne pourra être commencée sur un terrain ou partie de terrain qui n'est pas régi actuellement par les dispositions du Règlement numéro 470 tel qu'amendé à date et sur tout terrain qui deviendra partie du territoire de la cité d'Outremont avant que l'usage en ait été déterminé par un règlement du conseil adopté suivant les procédures établies et prévues au paragraphe *b* du présent article.

"Tout terrain qui deviendra partie du territoire de la cité d'Outremont doit, pour fins des présentes et de réglementation en matière d'urbanisme, être compris dans celle des zones décrites au paragraphe *b* du présent article qui sera contiguë au terrain annexé."

4. L'article 8 est remplacé par le suivant:

"8. La convention intervenue devant M^e Édouard Cholette, notaire, le 7 février 1929, entre la cité d'Outremont et Honorat Gladu, sous le numéro 27,191 des minutes de son répertoire, pour une période de vingt et un (21) ans, renouvelée à son expiration le 1^{er} novembre 1959, est prolongée pour une période indéterminée, de façon à constituer une servitude contre la partie de ruelle désignée à ladite convention, portant le numéro 282 de la subdivision du lot originaire numéro 33 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, en faveur des lots portant les numéros 279, 280, 281, 299 et 300 de la subdivision dudit lot 33 auxdits plan et livre de renvoi officiels.

"Cette servitude est régie par les dispositions du Code civil relatives aux servitudes et par les clauses non incompatibles de ladite convention, sauf la prohibition d'aliéner à l'article 4, laquelle est abolie. De même la clause relative au paiement d'un loyer annuel de \$50 est modifiée et remplacée par le paiement d'une somme de quinze cents (\$1,500) dollars pour tenir lieu soit de loyer futur ou d'indemnité.

"Le présent article ne porte pas atteinte au cens d'éligibilité des propriétaires des immeubles décrits dans ladite convention."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 249 concernant la ville de Belleterre, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié, dans le deuxième paragraphe, en remplaçant, dans les trois premières lignes, les mots "la compagnie Canada Veneers Limited ou Canada Veneers of Quebec Limited" par ce qui suit:

"La Cie de contreplaqués du Canada (Québec) Ltée - Canada Veneers (Quebec) Co. Ltd."

2. L'article 1 est modifié, dans la deuxième ligne, en remplaçant les mots "autorisé à émettre un permis" par les mots "autorisé à émettre un permis par résolution".

3. Les articles 1, 2, 3 et 4 sont modifiés en remplaçant, partout où ils apparaissent, les mots "la compagnie Canada Veneers Limited, Canada Veneers of Quebec Limited" par les mots "La Cie de contreplaqués du Canada (Québec) Ltée - Canada Veneers (Quebec) Co. Ltd."

Projets de loi:

Loi de l'instruction publique

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 39 modifiant la loi de l'instruction publique.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Aide aux universités

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 58 concernant une aide financière aux universités de la province.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Belleterre

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 249 concernant la ville de Belleterre.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte d'Outremont

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 190 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Question de privilège:**Article paru
dans un journal de l'Estrie**

M. Hamel (Saint-Maurice) (Brandissant un exemplaire d'un quotidien des Cantons-de-l'Est), demande au premier ministre s'il approuve la tactique d'un certain candidat à la mairie de Napierville qui a déclaré, dans une immense annonce payée, que s'il était élu, le gouvernement de l'Union nationale accorderait toutes sortes de subventions à la municipalité¹.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Avec son peu de sérieux, le député de Saint-Maurice ne manque jamais de nous divertir au début de chaque séance. Il aime poser des questions. Il en profite pour se faire de la publicité, grâce à la complaisance de certains journaux qui se font un devoir de reproduire toutes les questions qu'il pose, qui les corrigent au besoin, mais ne se soucient pas toujours de reproduire toute la ou les réponses qui sont faites. Je ne connais pas le candidat dont il parle et si le député a des informations à demander, qu'il s'adresse à lui directement.

M. Hamel (Saint-Maurice) tente d'intervenir à nouveau².

M. l'Orateur évoque l'article du Règlement selon lequel il ne peut y avoir de débat sur une pareille question.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je voulais simplement ajouter que ce candidat a été battu.

Questions et réponses:

**L. Tremblay, M. Bonin, N. Dorion,
U. Caumartin, B. Lafleur, J.-C. Fournier**

M. Parent (Hull): 1. Les personnes ci-après mentionnées ont-elles été à l'emploi du gouvernement de la province de Québec ou de l'un de ses organismes, depuis le 1er avril 1945 jusqu'au 31 décembre 1959:

M. Léo Tremblay, de Québec?
M. Marcel Bonin, de Joliette?
M. Napoléon Dorion, Sainte-Anne-de-Beaupré?
M. Urbain Caumartin, instituteur, de Québec?

M. Bruno Lafleur, journaliste, de Québec?

M. Jean-C. Fournier, publiciste, de Montréal?

2. Dans l'affirmative, donner:

a) Le nom du département de l'office, régie ou commission, etc., où ces susdites personnes sont ou ont été employées.

b) La date de leur entrée respective en fonction, ainsi que la date de cessation respective de leur emploi, selon le cas.

c) Le salaire gagné annuellement par chacune de ces personnes, ainsi que le montant annuel de toute autre rémunération, honoraire, etc.

d) La fonction remplie par chacune de cesdites personnes.

L'honorable M. Barrette (Joliette): 1. Oui.

2. a, b, c, et d.

M. Léo Tremblay - Commission du salaire minimum - 16-09-48, \$2,500.00 par année, teneur de livres - 16-06-50, \$3,500.00 par année, inspecteur en chef district de Québec, démission le 15-02-52 - Réengagement du 01-11-52 au 30-04-59, enquêteur et officier spécial à \$3,500.00 par année.

M. Marcel Bonin a été employé comme commis-étudiant au département du Travail du 16-06 au 01-09-56, à \$125.00 par mois - du 01-08-57 au 30-10-59, il fut inspecteur à la Commission du salaire minimum, au traitement de \$3,000.00 par année.

M. Napoléon Dorion - inspecteur au département de la Santé, du 01-03-46 au 15-01-49. Il a reçu les sommes suivantes:

Année 1945-1946	
(du 1 ^{er} au 31-03-46).....	\$ 100.00
Année 1946-1947	1,245.48
Année 1947-1948	1,555.80
Année 1948-1949	
(du 01-04-48 au 15-01-49)	1,330.00

Le 16-01-49, transféré à la Commission des liqueurs de Québec, au salaire de \$3,000.00 par année, à titre d'officier spécial.

M. Urbain Caumartin - Commission des liqueurs de Québec, 01-12-47 au 15-09-59, au salaire de \$1,404.12, à titre d'enquêteur spécial.

M. Bruno Lafleur - Commission des liqueurs de Québec depuis le 05-09-45, au salaire annuel de \$3,120.00, à titre de publiciste.

M. Jean-C. Fournier - question répondue le 27-01-59 suivant qu'il appert à la page 348 des *Journaux de l'Assemblée législative* pour les années 1958-1959. Il remplit aujourd'hui les mêmes fonctions, aux mêmes conditions.

Best Auto Service

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien de véhicules automobiles le gouvernement ou ses offices, régies, commissions, etc. ont-ils achetés directement ou indirectement depuis le 9 juillet 1953 jusqu'à date, de la compagnie "Best Auto Service, Limited", de Donnacona, et pour quel montant total?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Une automobile pour le département de l'Instruction publique: \$1,663.26.

Gérard Martel

M. Hamel (Saint-Maurice): 1. Quels sont les prénoms au long et l'adresse de M. G. Martel dont le nom apparaît dans les *Comptes publics de la province pour l'exercice financier 1958-1959*, en regard des montants sous les rubriques et se rapportant aux items mentionnés ci-dessous:

Département	Item	Page	Montant
Industrie et Commerce.....	Subventions.....	252	\$ 1,000.00
Instruction publique	Automobile-achat...	262	3,199.09
Procureur Général.....	Autres dépenses	341	2,041.61
Voirie.....	Réparations et pièces.....	473	7,517.19
Voirie.....	Dépenses d'équipes	474	3,103.23

2. À quel titre ces montants ont-ils été payés? S'agit-il de services rendus, de marchandises ou effets fournis, etc.?

3. Quelle est la nature exacte des services rendus, des marchandises fournies, etc., dans chaque cas?

4. Quelle est la profession, l'occupation ou le métier de ce M. G. Martel?

5. Quel est le numéro du certificat d'enregistrement émis au nom dudit G. Martel et la date de son émission par le gouvernement de la province, selon les dispositions de l'article 3 de la loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province (4 George VI, chapitre 14)?

6. Quel le montant ledit G. Martel a-t-il transmis au ministre des Finances au cours de l'exercice 1958-1959 selon les prescriptions des articles 9 et 10 de ladite loi?

7. Une licence de commerçant d'automobiles a-t-elle été émise en 1959 au nom dudit G. Martel

selon les prescriptions de l'article 21 de la loi des véhicules automobiles et, dans l'affirmative, à quelle date?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): 1. M. Gérard Martel, Les Escoumins, comté de Saguenay.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): M. Gilles Martel, 137 rue Leclerc, Donnacona, comté de Portneuf.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): M. Gilles Martel, 137 rue Leclerc, Donnacona, comté de Portneuf.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): M. Gilles Martel, 137, rue Leclerc, Donnacona, comté de Portneuf; M. Gérard Martel, Amos, Québec.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): 2. et 3. Octroi de \$1,000 accordé pour aider au développement de son entreprise de manufacturier de portes et de châssis.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le montant de \$3,199.09 concerne l'achat d'une voiture Dodge, avec équipement.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le montant de \$2,041.61 concerne l'achat d'une voiture Dodge usagée reconditionnée.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le montant de \$7,517.19 représente de la marchandise fournie au département de la Voirie, soit pneus, chambres à air, antigel, prestone et accumulateur électrique.

Le montant de \$3,103.23 représente des dépenses pour nourriture et transport d'équipes d'arpentage et de journaliers du département de la Voirie pour le comté d'Abitibi-Est.

4. Lequel des trois G. Martel précités?

5. 6. et 7. Répondues par 4.

Dulac Potato Chips inc.

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): Relativement à la compagnie Dulac Potato Chips inc. dont le nom est mentionné à la page 251 des *Comptes publics de la province pour l'exercice clos le 31 mars 1959* sous la rubrique "Industrie et Commerce, subvention: \$1,000.00":

1. En quelle année cette compagnie a-t-elle été incorporée? Quels en étaient les promoteurs ainsi que le montant du capital initial?

2. Quels sont d'après le dernier rapport transmis au secrétaire de la province, en conformité de l'article 4 de la loi concernant les renseignements relatifs aux compagnies (Statuts refondus 1941, chapitre 281):

a) Les noms, prénoms et adresses des directeurs et officiers de ladite compagnie?

b) La date de ce rapport?

c) Le montant du capital de la compagnie?

3. Combien de camions, de livraison, camionnettes et autres véhicules-moteurs de toutes sortes cette compagnie a-t-elle fait enregistrer en son nom en 1959, selon les prescriptions de la loi des véhicules-moteurs de la province?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Quant à ce qui concerne le département de l'Instruction publique:

1. Dulac Potato Chips inc. a été constitué en corporation par lettres patentes émises le 10 mars 1953 en vertu des dispositions de la première partie de la loi des compagnies de Québec (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 276), avec un capital-actions de \$200,000 divisé en 20,000 actions de \$10 chacune dont 15,000 actions privilégiées de \$10 chacune. Les requérants, premiers directeurs ou directeurs provisoires étaient les suivants:

Gilles de Billy, avocat, 2040 Bourbonnière, Sillery; André Gagnon, avocat, 1134 de Montigny, Sillery; Claude Gagnon, avocat, 67 Calixa-Lavallée, Québec.

2. Le dernier rapport transmis par cette compagnie suivant les dispositions de l'article 4 de la loi concernant les renseignements relatifs aux compagnies (*ibid.*, chapitre 281) était pour le terme expiré le 30 juin 1959. D'après ce rapport:

a) Les noms, prénoms, adresses de ses officiers et directeurs étaient les suivants: Mme Viateur Dulac, présidente. M. Roland Dulac, vice-président. M. Maurice Dulac, trésorier, M. Cyrille Dulac, directeur, 9 rue Saint-Cyrille, Sainte-Marie de Beauce, Québec, M. Paul-R. Thivierge, c.a., secrétaire, 59, 1^{re} Av., Saint-Rodrigue, Québec.

b) Ce rapport était en date du 13 juin 1959.

c) Le montant du capital-actions de la compagnie et le nombre d'actions dont il se compose est décrit comme suit:

\$200,000, soit 20,000 actions à \$10 chacune dont 15,000 privilégiées à \$10 chacune et 5,000 ordinaires à \$10 chacune.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Quant à ce qui concerne le département des Finances:

3. 31.

Flottage de billots

M. Brown (Brome): Relativement à la page 82 des *Comptes publics pour l'année fiscale se terminant le 31 mars 1959*, "Ressources hydrauliques, barrages pour flottage de billots, \$17,111.50":

a) Quelles étendues d'eau entrèrent ou entrent en ligne de compte au cours de la période mentionnée dans les *Comptes publics*?

b) Quelles personnes ou compagnies utilisèrent chacune des étendues affectées?

c) Quel fut le loyer exigé dans chaque cas?

d) Pendant combien de temps dans chaque cas les billots furent-ils flottés?

L'honorable M. Johnson (Bagot): (Voir le tableau à la page suivante)

A <i>Rivières</i>	B <i>Compagnies</i>	C <i>Loyers</i>
Ruisseau Eagle, lac Noir	Canadian International Paper	\$ 25.00
Riv. Gatineau, lac Sugar Loaf.....	"	10.00
Ruisseau Deverick, lac Long 72	"	150.00
Ruisseau Rupert, lac Maison-Pierre.....	"	400.00
Riv. Rouge, lac Rouge	"	200.00
Ruisseau Eagle, lac Noir	"	175.00
Ruisseau Green, lac Green.....	"	150.00
Ruisseau Chaud, lac Chaud.....	"	100.00
Riv. Gatineau, lac Poigan.....	"	300.00
Riv. Gatineau, lac Sugar Loaf.....	"	360.00
Riv. Picamoc, lac Otter	"	100.00
Riv. Picamoc, lac Dumont, 3	"	675.00
Riv. Gens de Terre, lac Travers ou St-Amour	"	1,500.00
Riv. Hibou, lac David	"	650.00
Riv. Hibou, lac Pythonga	"	800.00
Riv. à l'Aigle, lac Mer Bleue	"	250.00
Ruisseau Doyle, lac Doyle, 5	"	100.00
Riv. Wabano, lac Carpe Rouge.....	"	545.00
Riv. Blanche, lac Blanc, 192.....	"	174.00
Riv. Batiscan, lac Gertrude, 193	"	75.00
Ruisseau Deverick, lac Long, 72	"	<u>150.00</u>
		\$ 6,890.00
Riv. Bourlamarque.....	J. A. Dufresne, Red'd	70.00
Riv. Madawaska, lac Grand Squatteck	Fraser Companies, Ltd.	500.00
Riv. Petit Pabos.....	Gaspesia Sulphite Com.	100.00
Riv. Outaouais.....	Gatineau Boom Company	106.00
Riv. Matane.....	Hemmermill Paper Company	
Riv. Matane, Grand Lac.....	"	\$ 110.00
Matane.....	"	<u>\$ 100.00</u>
		<u>210.00</u>
		\$ 7,876.00
	<i>Montant reporté</i>	\$ 7,876.00
Rivière-du-Lièvre, lac Culotte	James Maclaren Co., Ltd.	
		\$ 4,400.00
Rivière-du-Lièvre, lac Castelneau	"	220.00
Rivière Kiamika, lac Franchère	"	<u>350.00</u>
		\$ 4,970.00
	Price Brothers & Co. Ltd.	
Riv. Saguenay, P. Décharge.....		900.00
Riv. Saguenay, P. Décharge.....	"	150.00
Riv. Alex. lac des Grandes Pointes.....	"	216.00
Riv. Alex. lac à Diner	"	93.50
Riv. aux Écorces, lac aux Écorces	"	180.00
Riv. Alex., lac Alex.....	"	115.00
Riv. Rimouski, No. 8	"	200.00
Riv. Rimouski, No 9	"	138.00
Riv. Touladi, lac Touladi	"	<u>700.00</u>
		2,692.50

	Quebec		
	North Shore		
Riv. Amédée, Anglais.....	Paper Cie.	422.00	
Riv. Manicouagan.....	"	1,106.00	
Riv. à la Chasse.....	"	25.00	
			1,553.00
	St. Maurice River Boom &		
Riv. Saint-Maurice, Grandes Pointes.....	Driving Company	20.00	
	Total		\$ 17,111.50

L'article 31 de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 98) prescrit qu'il est permis lors de la crue des eaux, au printemps, en été et en automne à toute personne société ou compagnie, de faire flotter et de descendre les bois, radeaux et embarcations dans les rivières, lacs, étangs, criques et cours d'eau en cette province.

Il est impossible pour le département des Ressources hydrauliques de contrôler la période de temps pendant laquelle les billots sont flottés, ce privilège étant laissé à la discrétion de chaque personne ou compagnie opérant légalement dans les lacs et rivières et autres cours d'eau de la province.

Eudore Maheux

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. M. Eudore Maheux de Sainte-Germaine de Dorchester, employé par la compagnie de Téléphone de Dorchester comme homme de ligne, a-t-il été à l'emploi du gouvernement de la province de Québec ou de l'un de ses organismes depuis le 1^{er} avril 1952 jusqu'au 31 décembre 1959?

2. Dans l'affirmative, donner:

- a) Le nom du département de l'office, régie ou commission, etc. où ce M. Eudore Maheux a été employé?
- b) La date de son entrée en fonction ainsi que la date de cessation de son emploi, selon le cas?
- c) Le salaire gagné annuellement par M. Eudore Maheux, ainsi que le montant annuel de toute autre rémunération, honoraires, etc.?
- d) La fonction remplie par cette dite personne?

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare qu'il refuse de répondre maintenant à cette question parce qu'il a été donné assez de renseignements concernant le sujet auquel elle réfère lors du débat sur les subsides du ministère de la Colonisation³. Nous n'avons pas d'autres réponses à donner que celles qui furent fournies par le ministre.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre avait précisément refusé de répondre à mes questions en affirmant qu'il répondrait à la question inscrite au *Feuilleton*.

L'honorable M. Barrette (Joliette): À ma connaissance personnelle, le député n'a même pas pu identifier le Maheux en question dans ses échanges avec le ministre.

Robert A. Guay Construction

M. Brown (Brome): 1. Relativement aux 19 contrats accordés à Robert A. Guay Construction Ltd. pour la construction de ponts dans les comtés de Brome et de Shefford, mentionnés dans la réponse donnée par le ministre des Travaux publics, rapportée aux pages 272 et 273 des *Procès-verbaux* de l'Assemblée législative pour la présente session, ainsi que pour les autres ponts construits dans le comté de Missisquoi et mentionnés dans les Comptes publics de la façon suivante:

Pont construit à	Comptes publics	Montants	
Bedford	1957-1958	433	43,630.98
Clarenceville	1956-1957	441	74,988.46
Cowansville	1957-1958	435	111,070.97
Cowansville	1958-1959	435	88,027.64
Dunham.....	1958-1959	435	24,639.75
Sweetsburg.....	1955-1956	409	138,442.10
St-Armand.....	1956-1957	441	90,663.65
St-Armand Ouest	1957-1958	433	33,442.92

Quels sont:

- a) Les noms des soumissionnaires pour la construction de chacun de ces ponts avec, dans chaque cas, le montant de sa soumission?
- b) Le nom de l'entreprise à laquelle dans chaque cas le contrat a été accordé, et pour quel montant?

c) Le montant qui a été subseqüemment payé à date dans chaque cas, ainsi que le montant de la balance due s'il en est?

2. Des soumissions publiques par la voie des journaux ont-elles été demandées dans chaque cas et, dans l'affirmative, donner le nom des divers journaux qui ont publié de telles annonces de demandes de soumissions publiques dans chaque cas?

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare qu'il refuse de répondre maintenant à cette question parce qu'on a donné assez de renseignements concernant le sujet auquel elle réfère lors du débat sur les subsides du ministère des Travaux publics.

Pont Lafleur à Sutton

M. Brown (Brome): 1. Relativement au pont construit à Sutton sur l'embranchement de la rivière Sutton, connu sous le nom de pont Lafleur au prix de \$59,373.55 par la compagnie Robert Guay Construction, alors que la soumission était de \$53,145.95, tel que mentionné dans le document no 79 de la session en cours, le gouvernement pourrait-il expliquer la raison d'une dépense de \$200.00 pour puisards et où ils sont situés?

2. Quelles ententes furent conclues entre le gouvernement et la compagnie Robert Guay Construction Company pour le pavage des établissements commerciaux de MM. Racette et Bazinet?

3. À quel montant se chiffre la valeur des services, travaux, etc., consentis au bénéfice du projet par le gouvernement et/ou la compagnie Robert Guay Construction pour MM. Bazinet et Racette?

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare qu'il refuse de répondre maintenant à cette question parce qu'on a donné assez de renseignements concernant le sujet auquel elle réfère lors du débat sur les subsides du ministère des Travaux publics.

Demande et dépôt de documents:

Employés publics dans Brome

M. Brown (Brome) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste indiquant les noms, prénoms et l'adresse des employés du gouvernement provincial et tout organisme qui tombent sous la juridiction du gouvernement et qui

assument une fonction publique dans le comté de Brome définissant, en regard de chaque nom, l'occupation particulière de chaque employé, à l'exception des agents secrets qui dépendent de la Sûreté provinciale.

Adopté.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre un document préparé suivant entente avec le représentant de Brome (M. Brown). (Document de la session no 91)

Impôt sur les corporations

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés depuis le 2 mars 1950 jusqu'au 15 novembre 1959 se rapportant à la loi de l'impôt sur les corporations (11 George VI, chapitre 33, et amendements).

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise⁴.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel Hyde, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Talbot, Thibault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 58.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

Hydro-Québec et le système de distribution de gaz (ordre)

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Une copie de tous les contrats, options et conventions passés, depuis le 1^{er} janvier 1955 jusqu'au 10 juin 1958, relativement à la vente par la Commission hydroélectrique de Québec de son système de distribution de gaz dans la région de Montréal.

2. Une copie de tous les documents et de toute correspondance échangée depuis le 1^{er} janvier 1955 jusqu'au 10 juin 1958 entre, d'une part, le gouvernement de la province, aucun de ses membres officiers ou employés, la Commission hydroélectrique de Québec, aucun de ses membres, officiers ou employés et, d'autre part, toute personne, compagnie ou corporation relativement à la vente par Hydro-Québec de son système de distribution de gaz dans la région de Montréal.

Adopté.

L'honorable M. Johnson (Bagot) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 92)

Hydro-Québec et le système de distribution de gaz (adresse)

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 1^{er} janvier 1955 jusqu'au 10 juin 1958, relatifs à ou concernant:

- a) le système de distribution de gaz de la Commission hydroélectrique de Québec;
 - b) la Corporation de gaz naturel du Québec;
 - c) la vente ou le projet de vente dudit système de distribution de gaz entre Hydro-Québec et la Corporation de gaz naturel du Québec;
 - d) la Montréal Coke and Manufacturing Company;
 - e) la Keystone Transports Limited.
- Adopté.

L'honorable M. Johnson (Bagot) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 93)

Service d'inspection des produits des pêcheries

M. Levesque (Bonaventure) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la

Chambre une copie de tous télégrammes, lettres ou autres messages échangés entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 1^{er} janvier 1957 jusqu'au 31 décembre 1959, relativement au transfert du service d'inspection des produits des pêcheries du gouvernement provincial au gouvernement fédéral.

Adopté.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre, un document préparé suivant entente avec le représentant de Bonaventure (M. Levesque). (Document de la session no 94)

Droits de coupe

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie des décrets adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'au 31 décembre 1959, concernant des réductions de droits de coupe.

Adopté.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) déclare qu'aucun décret n'a été adopté concernant des réductions de droits de coupe. (Voir document no 22)

Abattoir en Abitibi

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance, mémoire, rapport et autres documents échangés entre le gouvernement, aucun de ses membres et officiers, et toute personne, société, corporation, etc., depuis le 1^{er} janvier 1955 jusqu'au 15 novembre 1959, relativement au projet de construction d'un abattoir en Abitibi.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel Hyde, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-

Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Talbot, Thibault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 58.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

Pollution de la rivière Saint-François

M. Brown (Brome) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous documents, mémoires ou autres communications, du 1^{er} janvier 1950 à date, relatifs à la pollution de l'eau de la rivière Saint-François, depuis sa source jusqu'à l'embouchure, qu'il s'agisse de la diminution de la pollution, des études ou rapports d'entretien la concernant.

Adopté.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) dépose sur le bureau de la Chambre, un document qui est le résumé d'un rapport concernant ladite rivière. (Document de la session no 95)

Pollution des eaux

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie des 273 demandes qui, selon les déclarations de l'honorable M. Barrette faites en Chambre le jeudi 18 février, ont été reçues par le gouvernement de la part de municipalités en vue d'obtenir des octrois pour combattre la pollution des eaux actuellement sous étude par le département de la Santé et celui des Affaires municipales.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare qu'il y a 273 municipalités éligibles aux bénéfices de la loi et qu'il n'est pas dans l'intérêt public de préparer une copie de toutes ces demandes qui sont d'ailleurs volumineuses et dont la préparation exigerait trop de temps.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde,

Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspésie-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Talbot, Thibault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 58.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

Quebec Cartier Mining Company et les installations à Gagnonville

M. Brown (Brome) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous documents et de toute correspondance échangés depuis le 1^{er} janvier 1959 au 25 février 1960, entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, compagnie ou corporation, concernant la faillite de compagnies exécutant des contrats ou sous-contrats pour compléter les installations à Gagnonville, autrefois Lac Barbell, à proximité de mont Reed, actuellement sous étude et aménagées par la Quebec Cartier Mining Company.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare que le gouvernement n'a rien à faire avec l'objet de cette motion et que la loi de faillite est sous la juridiction du fédéral.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson,

Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 58.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

Motions des députés:

Comité d'enquête sur les sinistrés de Rimouski

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 2 mars courant, sur la motion du représentant de Rimouski (M. Dionne) proposant:

Qu'un comité spécial de sept membres soit institué avec mission de faire enquête sur l'application de la loi pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski (14-15 George VI, chapitre 5) et ses amendements, et plus particulièrement sur les raisons qui ont empêché et empêchent encore tous les sinistrés répondant aux exigences de la loi de bénéficier également des avantages prévus par ladite loi et de faire ensuite au gouvernement les recommandations nécessaires pour que tous les sinistrés et la ville de Rimouski soient traités avec justice.

Que les honorables MM. Barré, Bourque, Dozois et Rivard, et MM. Hamel, Lapalme et Dionne composent ledit comité spécial.

M. Dionne (Rimouski) exprime sa satisfaction de constater que le montant de \$85,269.40 avait été remboursé à la ville de Rimouski, pour l'administration de la loi concernant les sinistrés, comme l'avait annoncé, la semaine dernière, l'honorable premier ministre⁵. Le premier ministre, dit-il, avait alors déclaré que cette somme avait été payée, il y a quatre semaines, à la suite d'une demande du maire de Rimouski qui avait écrit à ce sujet cinq ou six semaines auparavant.

Il (M. Dionne) fait une mise au point à ce sujet. La lettre du maire de Rimouski, dit-il, était datée du 18 janvier et cette somme n'a pas été payée par la province, mais par le fonds spécial "Gagnon-Rivard" constitué pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski et de Cabano. Le chèque du gouvernement a été reçu par la ville de Rimouski, le 1^{er} mars, soit cinq semaines après que la motion réclamant une

enquête par un comité de sept membres de la Chambre ait été inscrite au *Feuilleton* de la Chambre.

Durant huit ans, la ville de Rimouski a supporté ce déficit et a payé l'intérêt sur ce montant, pendant que l'argent dû à la ville dormait dans le fonds Gagnon-Rivard. Il a fallu la succession de trois premiers ministres, trois discours du député de Rimouski et des démarches répétées pour obtenir ce résultat. Il a fallu que j'inscrive cette motion pour que le gouvernement bouge enfin et paie à la ville ce qui lui était dû. Si on ajoute à ce montant de \$85,000 les intérêts que la ville de Rimouski a été forcée de payer en attendant que le gouvernement décide de rembourser et le salaire du personnel employé à l'administration de la loi, c'est \$30,000 ou \$40,000 qu'il faudrait ajouter à la somme originale. Pendant que l'argent dormait dans les coffres provinciaux, la ville de Rimouski a vu son fonds de pension gravement affecté. Il est inconcevable de penser que, pendant tout ce temps, l'argent était là, disponible. En bon administrateur, le procureur général (l'honorable M. Rivard) devrait dire à la Chambre combien il reste d'argent dans ce fonds.

Relativement à la ristourne de 2 % à laquelle avaient droit les sinistrés de Rimouski en vertu de la loi d'aide votée par l'Assemblée législative, sur 114 qui se sont prévalus de la loi, seulement 32 reçoivent la ristourne. Les autres ne la reçoivent pas sans qu'aucune raison valable n'ait jamais été clairement donnée. Pourquoi la loi ne s'applique-t-elle pas à tous ceux qui ont perdu leurs biens dans cette conflagration? Cette loi ne faisait aucune distinction et tous les emprunteurs devraient recevoir la ristourne.

Il dit qu'il regrette également que l'on ait limité à \$8,000 la somme applicable à la construction d'une maison à deux logis, alors qu'avec la loi provinciale d'aide à l'habitation, un citoyen ordinaire, non sinistré, peut emprunter \$10,000 et recevoir la ristourne de 3 % sur l'intérêt qu'il paie. Pourquoi être plus sévère pour un sinistré que pour le citoyen ordinaire?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Rimouski (M. Dionne) nous dit deux choses: que le gouvernement n'a pas payé une somme d'une trentaine de mille dollars qui aurait pu être réclamée par la ville de Rimouski pour l'administration du fonds de secours aux sinistrés; et que la loi, votée pour aider à la reconstruction des maisons des sinistrés, ne s'est pas appliquée également pour tout le monde. Je crois que cette deuxième assertion n'est pas juste et que la première

ne l'est pas non plus. La loi adoptée par la Législature à la suite de l'incendie dévastateur qui a détruit la partie ouest de la ville était destinée à aider les familles, qui avaient perdu leur maison, à la reconstruire. Cette loi permettait le paiement d'une ristourne de 2 %, mais il fallait que le propriétaire habite la maison avec sa famille, qu'il s'agisse d'une maison familiale ou semi-familiale.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est là qu'est le désaccord.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il fallait en somme rester dans l'esprit de l'aide à l'habitation. Pour avoir droit à la ristourne provinciale de 2 %, le propriétaire devait se conformer à la loi de l'habitation. Si un sinistré s'est construit un immeuble de trois ou quatre logements pour faire de la spéculation, ou s'il s'est construit un édifice commercial, il ne peut s'attendre de recevoir le bénéfice de la loi.

J'ai dit au maire de Rimouski, M. Roméo Crevier, que s'il se trouvait des cas où, d'après le conseil municipal, des gens auraient dû recevoir le bénéfice de la loi et ne l'ont pas reçu, le conseil n'avait qu'à nous faire la demande et que nous allions l'agréer volontiers. C'est le conseil municipal qui est le mieux en mesure de nous faire des représentations à ce sujet. Un comité d'enquête n'est pas nécessaire. Je ne connais pas de meilleurs juges en la matière que les élus de la population de Rimouski. Les sinistrés non satisfaits n'ont qu'à s'adresser au conseil municipal. Nous nous rendrons aux demandes du conseil, sans même faire enquête.

En supposant qu'il y aurait 8 à 10 cas de la sorte, cela pourrait représenter tout au plus \$2,000 ou \$3,000 par année. C'est un bien petit montant, comparé aux \$2,425,000 donnés par le gouvernement provincial aux sinistrés de Rimouski et aux \$474,000 versés aux mêmes sinistrés par le comité provincial de secours organisé par l'ancien premier ministre Duplessis.

Le maire m'a demandé que le déficit du fonds de secours soit payé par la province. J'ai répondu que nous avions encore dans le fonds de secours un montant de \$107,000, dont \$80,000 provenant d'un philanthrope qui a mis cet argent à la disposition du premier ministre pour être distribué aux sinistrés un peu partout dans la province. Nous avons décidé de prendre les \$85,000 dans ce fonds, de sorte qu'il n'en coûtera rien aux contribuables.

Pourquoi faire une motion de blâme à l'adresse d'un gouvernement qui a tant donné? S'il

reste encore \$30,000 à payer, qu'on en fasse la preuve et nous allons le payer. Je suis étonné que le député de Rimouski ne songe qu'à blâmer le gouvernement, après l'effort extraordinaire qui a été fait. La ville de Rimouski a été reconstruite. J'ai eu l'occasion de m'y rendre et c'est une très jolie ville. Au lieu de blâmer le gouvernement qui a généreusement contribué à cette reconstruction, on ferait mieux d'exprimer des remerciements à l'endroit de M. Duplessis et de tous ceux qui ont aidé les gens de Rimouski.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il a écouté les deux discours prononcés sur le sujet par le député de Rimouski. Je fais allusion à son discours avant la période des fêtes et à celui qu'il vient de prononcer. J'ai aussi écouté le premier ministre.

Je dois souligner que le gouvernement n'a pas été le seul à venir en aide aux sinistrés de Rimouski. Le gouvernement d'Ottawa a également fait sa part et des souscriptions sont venues de toutes les parties de l'univers.

Contrairement à l'interprétation que lui a donnée le premier ministre, il ne s'agit pas d'une motion de blâme, mais d'une procédure visant à clarifier une situation qui menace de s'éterniser. La motion du député de Rimouski demande simplement au gouvernement de s'intéresser aux problèmes des sinistrés qui n'ont pas pu obtenir d'aide à date.

Lorsque le député de Rimouski a prononcé son premier discours de la session en marge des sinistrés de Rimouski, je me souviens avoir noté de l'indifférence générale du côté de l'Union nationale. Il est temps de régler le problème des sinistrés, de tous les sinistrés. Depuis 10 ans qu'on échange des lettres à ce sujet. C'est curieux que l'affaire se règle après l'intervention du député de Rimouski à ce sujet. Si le discours et cette motion du député ont réussi à éveiller le gouvernement en marge de ce problème, le député aura rendu grand service à ses concitoyens. On a réglé ou à peu près le cas de la ville, mais pas celui des sinistrés. En fait, 82 personnes qui sont vraiment des sinistrés n'ont pas reçu les mêmes avantages que les autres. La loi ne fait aucune distinction entre les maisons familiales et celles qui peuvent également abriter un commerce, il n'y a pas de raison que l'Office du crédit agricole ait refusé une soixantaine des demandes des sinistrés de Rimouski.

Le premier ministre a dit qu'il s'agissait simplement de quelques milliers de dollars. C'est pourtant fort important pour les sinistrés. Sur 32 prêts consentis aux sinistrés, la moyenne n'était

que de \$3,000, alors que, dans le cas des prêts consentis selon la loi provinciale de l'habitation, la moyenne est de \$9,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quatre-vingt-deux sinistrés sont chargés de dettes et \$100 par année pour ces gens, c'est important en dépit de ce qu'en pense le premier ministre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai dit bien au contraire que nous étions prêts à répondre à la requête que pourrait nous faire le conseil municipal au sujet de toute demande des sinistrés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'y a rien dans la loi qui oblige le gouvernement à suivre une procédure semblable. Il s'agit de sinistrés ou ils ne sont pas sinistrés. S'ils le sont, cela signifie qu'ils ont droit à la ristourne de 2 %, à moins qu'un arrêté ministériel ne les ait rayés de la liste des bénéficiaires possibles. Je tiens à faire remarquer à la Chambre que la loi permettait d'avoir recours à une pareille procédure. Je ne peux pas toutefois prêter des intentions mauvaises au gouvernement.

M. l'Orateur: Il n'est pas permis au député de prêter des intentions semblables au gouvernement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Me serait-il alors permis de lire la loi? Elle dit que le gouvernement peut déterminer les dispositions des prêts. Je retire toute insinuation que l'on pourrait voir dans mes paroles. Mais j'estime que tous les sinistrés ont droit à la ristourne de 2 %.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le gouvernement a respecté la loi. Mais ceux qui ont construit en vue de spéculer ou ceux qui ont construit des édifices commerciaux n'ont pas reçu la ristourne.

M. Hamel (Saint-Maurice): La seule condition selon la loi pour bénéficier de la ristourne, c'est qu'il fallait tomber dans la catégorie des sinistrés. Si on ne traite pas tous les sinistrés sur un pied d'égalité, c'est qu'on les traite d'une façon non équitable. Je félicite le député de Rimouski pour avoir réclamé avec autant d'ardeur la justice pour tous ses concitoyens.

Il (M. Hamel) conseille au gouvernement de bannir le mot "générosité" de son vocabulaire. On fait de la générosité avec son propre argent, dit-il, non avec l'argent des autres, encore moins avec celui des contribuables. Avec l'argent de la province, on n'a pas le droit d'être généreux, il faut être juste.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) communique à la Chambre des détails qu'il vient d'obtenir de l'Office du crédit agricole. Cet organisme, dit-il, a accepté 32 demandes sur les 92 qui lui ont été soumises. Les 60 personnes qui n'ont pas eu le bénéfice de la loi ne remplissaient pas les conditions imposées par la loi, soit parce qu'ils n'habitaient pas la maison reconstruite, soit parce qu'ils y avaient installé des commerces, soit encore parce qu'il s'agissait de maisons à trois logements ou plus ou dont le coût dépassait les barèmes établis dans les règlements. Ce sont là les faits précis. Chaque demande d'aide qui a été rejetée avait été étudiée attentivement.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Dans le fonds des sinistrés de Rimouski, il y avait une souscription de \$60,000 faite par la ville de Montréal. Il y avait aussi des dons provenant d'autres villes, et le gouvernement devrait être félicité pour l'initiative qu'il a prise au lieu de tenter de le blâmer par la motion du député de Rimouski.

M. Dionne (Rimouski): La loi a été passée dans le but exprès d'aider à rebâtir la ville de Rimouski après la destruction de plusieurs magasins et maisons d'habitation. Le gouvernement a mis presque 10 ans avant de s'occuper de ces cas où il fallait rebâtir. Le fonds provincial a été établi par le *Montreal Star* et a été grandement apprécié. Il n'était nullement question de priver des bénéfices de la loi ceux qui ont rebâti avec des magasins en dessous de leurs demeures. Plusieurs personnes qui remplissaient les conditions de la loi ont été laissées de côté. Il ne doit pas y avoir deux poids et deux mesures, et j'ose espérer que le gouvernement va cesser de jouer sur les lois comme il le fait actuellement⁶.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson,

Johnston, Labbé, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Provost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 59.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 174 revisant et refondant la charte de la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté au troisième alinéa de l'article 594, après le mot "réservée", dans la quatrième ligne:

"Elles cessent de comprendre l'intérêt et le fonds d'amortissement sur la dette lorsque celle-ci est éteinte."

2. L'article 638 est modifié au paragraphe 3 en biffant, dans les deux dernières lignes, ce qui suit "8-9 Elizabeth II, bill 100, a. 3, ptie" et en ajoutant après les mots "la valeur locative des églises pour la même fin." ce qui suit:

"; cependant le coût de la fourniture de l'eau peut, au gré du cimetière de l'est de Montréal, être également établi au moyen d'un compteur. (8-9 Elizabeth II, bill 140, a. 3, ptie)."

3. L'article 662 est modifié en biffant, à la page 235, le paragraphe 5.

4. L'article 803 est modifié au sous-paragraphe s en biffant, dans les 1^{re} et 2^e lignes, les mots "dont le capital payé excède un million de dollars".

Projets de loi:

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 174 revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Motions des députés:

Péages sur les ponts Jacques-Cartier et Victoria

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 9 décembre dernier, sur la motion du représentant de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre) proposant que:

Attendu que l'existence du régime des droits de péage sur les ponts constitue une entrave à la libre et rapide circulation des véhicules-moteurs;

Attendu qu'il importe, dans l'intérêt de l'économie de la province, de faire disparaître autant que possible les obstacles à la circulation;

Attendu que le gouvernement de la province de Québec a aboli, en 1942, les péages sur les ponts provinciaux;

Cette Chambre prie le gouvernement de cette province d'entreprendre les démarches nécessaires auprès des autorités concernées en vue d'obtenir la suppression des péages sur les ponts Jacques-Cartier et Victoria entre Montréal et la rive sud du fleuve Saint-Laurent, de façon à faire disparaître des obstacles à la libre et rapide circulation des véhicules-moteurs.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) rappelle que le débat sur la question a commencé en décembre. C'est deux ponts relèvent présentement de l'autorité fédérale, dit-il. Une intervention des autorités du Québec est nécessaire.

En 1900, la population de la rive sud était peu nombreuse et les échanges entre cette rive et Montréal étaient limités. La situation a bien changé. Le Grand Montréal est en pleine expansion et a besoin d'expansion; le Saint-Laurent coule aujourd'hui au centre même de ce Grand Montréal qui s'étend de plus en plus vers le sud. Le fleuve a cessé d'être une ligne de démarcation, il coule en plein cœur de l'immense agglomération. Le développement se fait de la Richelieu jusqu'à Valleyfield; quantité de fermes sont vendues; d'autres sont l'objet de promesses de vente. Un peu partout surgissent des îlots de construction dans la région. Le pays s'industrialise de Sorel à Longueuil.

Toute la rive sud de Montréal se développe rapidement, et des industries sidérurgiques importantes s'y installent. Il en résulte un trafic intense entre l'île de Montréal et la rive sud. En un an, quelque 19,000,000 d'automobiles passent sur les ponts Jacques-Cartier et Victoria. Avec le développement économique de la rive sud, l'encombrement ne peut

qu'empirer d'année en année. Il est temps d'abolir le péage, car il en résulte un ralentissement de la circulation. Les Montréalais étouffent dans leur île et tout le district pour son essor économique a besoin de communications plus rapides.

De tous les ponts qui desservent l'Île, seuls deux sont à péage. Pourquoi? L'honorable P. Sévigny⁷ a annoncé le 24 janvier qu'un autre pont serait construit du côté est de l'Île de Montréal, à l'est du pont Jacques-Cartier avec l'aide du gouvernement provincial. M. Sévigny s'est prononcé alors contre le péage sur ce pont.

En 28 ans, les recettes au pont Jacques-Cartier ont été de \$24,923,000. Il aurait rapporté de \$8,000,000 à \$12,000,000 de plus si l'encassement du péage avait été bien fait. Quant au pont Victoria, il a été construit en 1860; les travaux d'édification ont coûté \$1,883,679 en comptant le coût du revêtement des voies destinées aux véhicules automobiles. Il a été payé peut-être 10 ou 15 fois par le produit des droits de péage. Déjà, en 1943, il avait rapporté quelque \$7,000,000. Le Grand Tronc a reçu un octroi de \$500,000 pour certains travaux au pont Victoria en 1900 et, depuis cette date, la Montreal and Southern Counties Railway verse annuellement au C.N.R. \$50,000 en retour de l'utilisation d'une voie passant sur ce pont.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Vous pouvez blâmer vos amis libéraux à Ottawa pour ces péages.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): L'importance des deux ponts est considérable... Et pour la population de la région et pour celle de toute la province! Est-ce qu'il ne pourrait pas y avoir une entente entre le gouvernement provincial, la cité de Montréal et le gouvernement fédéral en vue de l'abolition du péage? S'il n'y a pas d'autres moyens, est-ce qu'il ne pourrait pas se faire que le gouvernement provincial achète ces deux ponts qui appartiennent au gouvernement fédéral? Est-ce que Québec ne pourrait pas acheter au moins le pont Jacques-Cartier?

Si une telle transaction était conclue, il faudrait qu'Ottawa tienne compte de la dépréciation et aussi du fait que le prix de construction du pont Jacques-Cartier aurait été moindre s'il s'était agi d'un pont ordinaire et s'il n'avait pas fallu surélever le tablier pour permettre le passage des bateaux.

La situation actuelle ne peut pas durer. Actuellement, les droits perçus pour le passage sur les deux ponts constituent un fardeau extrêmement lourd dont se plaignent les usagers, les sociétés de

transport, par exemple. Le passage sur le pont Jacques-Cartier coûte \$7 aller et retour pour un camion. On ne paie plus de péage au pont de Québec, ouvrage qui dépend de l'administration fédérale. Pourquoi n'en serait-il pas de même au pont Jacques-Cartier ou au pont Victoria?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je sais bien que le péage sur des ponts à circulation considérable devient un embarras. Dans le cas du pont Victoria, il y a longtemps qu'il est payé, quoique son entretien coûte très cher, m'a-t-on dit. Quant au pont Jacques-Cartier, je ne crois pas qu'il soit payé. Il n'y a que depuis quelques années que les recettes sont suffisantes pour couvrir les dépenses et réduire le déficit de ce pont.

Du côté est de l'Île de Montréal, il faut un autre pont. Il faut aussi un pont à Trois-Rivières avec une entente avec le fédéral pour que ce pont permette la circulation des navires sous la travée. On ne doit pas ignorer non plus les Cantons-de-l'Est et la Mauricie, leur développement ne devrait plus être entravé à cause de l'insuffisance de voies de communication. De toute façon, il n'y a pas de raison pour qu'il n'y ait pas de pont sur le Saint-Laurent entre la Vieille Capitale et la métropole.

Je crois qu'on devrait confier aux députés conservateurs et aux ministres fédéraux de la région de Montréal cette tâche. Le ministre adjoint à la Défense, Pierre Sévigny, représente cette région et peut-être qu'on devrait lui confier la tâche de demander l'abolition du péage.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il a fait l'annonce à Toronto de la date des élections au Québec, il pourrait peut-être régler quelques-uns de nos autres problèmes.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je propose donc que le député de Saint-Hyacinthe retire sa motion. Confions la tâche à M. Sévigny et aux autres députés fédéraux de la région. De toute façon, le gouvernement provincial a tant de demandes à formuler à l'adresse d'Ottawa qu'il vaudrait mieux lui épargner les revendications au sujet des ponts. Je ne crois pas que le gouvernement provincial doive intervenir auprès d'Ottawa pour demander lui-même l'abolition du péage. Tout ce que nous pourrions faire, c'est exprimer le vœu que les représentants de la région à Ottawa s'occupent de la question et fassent pression auprès du gouvernement pour l'abolition des péages.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) appuie la proposition du premier ministre et dit qu'en effet,

ce serait un excellent moyen de respecter l'autonomie de nos législateurs d'Ottawa.

(Rires de la Chambre)

Des voix: Que le député de Saint-Hyacinthe retire sa motion! Il faut en finir.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Que le député de Saint-Hyacinthe retire sa motion qu'il avait soumise à la Chambre basse avec l'appui du député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde).

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) refuse de retirer sa motion.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Parent), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Propagande en faveur de la sécurité routière (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) souligne le travail accompli par le ministère des Transports dans ce domaine. La propagande en faveur de la sécurité routière, dit-il, s'intensifie continuellement. Elle est de première importance, car la chose se résume à l'éducation du public à qui il faut constamment rappeler les exigences de la loi et de la prudence. Ce travail se fait de concert avec les 171 comités provinciaux de sécurité routière, les ligues de sécurité, etc., qui se dévouent à cette cause dans les diverses régions de la province.

Les officiers du ministère ont multiplié les conférences dans les écoles, apprenant aux jeunes les précautions à prendre lorsqu'ils s'engagent dans la voie publique. Cent mille enfants ont entendu de ces conférences auxquelles participent à l'occasion des officiers de la route. Le ministère utilise aussi des films dont un en couleur intitulé *Stop* qui a été fort apprécié. Les conseils de prudence ont été aussi multipliés dans les journaux, à la radio et à la télévision. La publicité à la télévision sous forme d'annonces-éclair aurait été la plus efficace.

Cette propagande n'a pas permis de réduire encore le pourcentage des accidents mortels sur nos routes au bas niveau désiré, mais elle a eu sûrement de très bons effets. En 1945, alors qu'il y avait 170,644 véhicules enregistrés dans la province, la moyenne des accidents mortels par 100,000 véhicules était de 174.1; en 1959, alors que le nombre des véhicules avait atteint 1,075,000, ce pourcentage était tombé à 81. Il reste encore beaucoup à faire, mais il y a tout de même lieu de se féliciter des résultats obtenus.

Pour ces résultats obtenus, il y a lieu de remercier tous ceux qui ont coopéré à notre travail. Un merci bien spécial doit aller à l'excellent sous-ministre, M. Jacques Verreault, aux corps publics, au comité provincial de sécurité routière, aux clubs sociaux, aux comités locaux et ligues de sécurité, à la presse, à la radio et à la télévision, qui contribuent à faire un succès des campagnes de sécurité devenues annuelles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il me semble que les slogans sur les panneaux-réclames publicitaires le long des routes sont bons. Mais est-ce qu'ils attirent suffisamment l'attention?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): On pourrait peut-être changer le lettrage pour les couleurs?

M. Lapalme (Montréal-Outremont) suggère que le ministère lance un programme d'annonces illustrées, surtout à la télévision, afin de promouvoir la sécurité routière. On pourrait consulter des spécialistes en ce domaine. Au lieu de montrer des scènes d'accidents, peut-être pourrait-on illustrer certains conseils ou règlements de la circulation par des dessins?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai l'intention de faire un résumé du nouveau code de la route, de le faire imprimer en fascicule qui serait donné en même temps que le permis aux automobilistes.

Cette mesure contribuera à sensibiliser les automobilistes à la sécurité routière.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce fascicule pourrait contenir des illustrations...

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) suggère que le ministère réserve régulièrement le même espace dans certains journaux pour illustrer les règlements et les conseils de sécurité.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Il serait peut-être sage de prévoir que les camions lourds devraient comporter un assistant pour le chauffeur.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): La suggestion aurait dû être faite lors de l'adoption du Code de la route. Elle pourra être reprise quand il sera question de la loi en question, c'est-à-dire lorsqu'il y aura des amendements à y apporter.

Il déclare enfin que son ministère va entreprendre une nouvelle campagne sécuritaire en mai. Il aura recours aux services de l'Office de publicité provinciale, dit-il, et il y aura aussi des annonces dans les journaux et à la télévision.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant à dix heures et demie, demain matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 30.

NOTES

1. Nos recherches dans *La Tribune* ne nous ont pas permis de retrouver la publicité en question. Les élections municipales à Napierville ont eu lieu le 7 mars 1960 et la population a alors élu un nouveau maire en la personne de Maurice Bourgeois.

2. *Le Devoir* du 10 mars 1960, à la page 1, souligne que M. Hamel a tenté "à plusieurs reprises et de plusieurs façons d'ajouter quelque chose à sa question", mais l'Orateur l'en a empêché.

3. Ce débat a eu lieu à la séance du 23 février 1960.

4. En plus de celui-ci, trois autres votes seront tenus concernant des documents que le gouvernement refuse de déposer. *La Presse* du 10 mars 1960, à la page 53, mentionne toutefois que les députés ont voté une seule fois pour couvrir tous les refus.

5. L'annonce a eu lieu à la séance du 4 mars 1960.

6. *Le Soleil* du 10 mars 1960, à la page 13, précise que le débat en marge de la motion de M. Dionne a duré deux heures.

7. Pierre Sévigny (né en 1917) fut député conservateur de la circonscription de Longueuil à la Chambre des communes de 1958 à 1963. Il fut notamment Orateur suppléant de la Chambre et ministre adjoint à la

Défense nationale dans le cabinet Diefenbaker.
L'Action catholique du 10 mars 1960, à la page 22,
précise également que M. Sévigny est le représentant
de Montréal dans le cabinet fédéral.

Séance du jeudi 10 mars 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Organismes provinciaux

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 81 concernant certains organismes provinciaux et certains fonctionnaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du notariat

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 72 modifiant la loi du notariat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Divisions d'enregistrement, Gatineau et Hull

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 297 concernant les divisions d'enregistrement de Gatineau et de Hull.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture ait lieu à la présente séance.

Charte d'Outremont

M. Tremblay (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour examiner les amendements du Conseil législatif au bill 190 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Le comité étudie l'amendement 1, qui se lit comme suit:

1. L'article 1 est modifié:

a) en remplaçant les trois dernières lignes qui se lisent comme suit: "valeur locative de telle habitation pour fins du prix ou taux de l'eau perçu par la cité de Montréal" par ce qui suit:

"valeur locative de telle maison d'habitation ou partie de maison d'habitation pour fins du prix ou taux de l'eau perçu par la cité de Montréal";

b) le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe *d*:

"Les personnes mentionnées aux sous-paragraphe *b*, *c* et *d* du paragraphe 1 du présent article ne votent que pour un candidat dans le quartier sur la liste duquel elles sont inscrites comme électrices, suivant une rotation commençant par le quartier sud en 1960 et se continuant par le quartier nord en 1961 et le quartier ouest en 1962, pour ensuite suivre le même cours d'année en année."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) explique que les remarques qu'il va faire sur le bill d'Outremont n'ont aucun caractère partisan. J'ai des amis et des adversaires au conseil municipal d'Outremont, dit-il, mais pas d'ennemis. En fait, je les ai tous accueillis ici à Québec, et nous avons causé, sans partisanerie aucune, des problèmes d'Outremont. De plus, il n'y a pas eu de politique de parti.

Il rend hommage au président du comité des bills privés. Sous sa conduite cette année, dit-il, les discussions ont été parfaitement objectives. Nous nous sommes entendus à l'unanimité pour accorder aux locataires d'Outremont un droit de vote complet et intégral. Pourquoi avoir modifié cela au Conseil législatif?

Les administrateurs d'Outremont n'étaient pas présents lors de ce dernier amendement et, apparemment, ils n'ont pas été consultés. L'amendement proposé par le Conseil législatif détermine le droit de vote des locataires. Il a pour effet de réduire les locataires au statut d'électeur à un tiers. Ils n'auront le droit d'élire qu'un seul des trois échevins dans chaque quartier de la ville. Cette disposition empêchera la ville d'Outremont, qui y songeait, à accorder à ses locataires un droit de vote complet en leur imposant une taxe locative. Même si cette taxe est mise en force, le droit de vote des locataires continuera d'être limité par la loi.

Je propose donc que l'on revienne à la rédaction que nous avons adoptée à l'unanimité au

comité des bills privés de l'Assemblée législative, ou bien alors que nous biffions complètement l'article pour accorder à Outremont le loisir de reconnaître complètement le droit de suffrage de ses locataires.

À Québec, par exemple, les locataires ne paient pas de taxe d'eau et ont un droit de vote entier à l'échevinage. Il (M. Lapalme) fait des comparaisons avec Westmount. Les deux villes se ressemblent par plus d'un aspect. Elles sont toutes deux construites sur le flanc du Mont-Royal. Elles sont voisines. Dans les deux, le nombre des propriétaires dépasse celui des locataires. Il s'agit dans les deux cas de centres résidentiels avec des quartiers d'affaires assez limités quant à leur étendue.

Westmount a accordé le droit de vote à ses locataires. Un droit de vote qui n'est limité par aucune restriction. Pourquoi alors ceux d'Outremont ne jouiraient-ils pas du même droit? Limiter le droit des locataires d'Outremont serait en somme les ostraciser par comparaison avec ceux de Westmount.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):

Le principe du droit de vote limité pour les locataires est reconnu dans un grand nombre de cités et villes de la province de Québec. À mon avis, c'est explicable et ça l'est à Outremont plus que n'importe où ailleurs. La situation particulière d'Outremont rend le vote intégral pour les locataires injuste dans une certaine mesure. À Outremont, les trois quarts¹ du territoire appartiennent à environ 25 % des électeurs. Si l'on donne à tous les locataires le droit de vote sans restriction, les propriétaires seront gouvernés par les non-propriétaires. À Westmount, 75 % des électeurs sont propriétaires de leur propre terrain.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) met cette affirmation en doute.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose de présenter une modification à la loi qui permettra à tous les électeurs d'avoir voix au chapitre dans le choix du maire.

L'amendement numéro 1 est modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

"Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le maire continue d'être élu par les électeurs de toute la municipalité."

L'amendement 1 est adopté.

Les amendements 2 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a étudié les amendements du Conseil législatif.

M. Tremblay (Maisonnette) propose: Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative agréée les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 190 modifiant la charte de la cité d'Outremont, mais en les amendant comme suit: en ajoutant, après l'amendement numéro 1, le paragraphe suivant:

"Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le maire continue d'être élu par les électeurs de toute la municipalité."

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté après division.

Loi des arpenteurs

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que le bill 83 modifiant la loi des arpenteurs et des arpentages soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit surtout de clauses concernant des questions de régie interne. Le bureau de direction des arpenteurs-géomètres de la province de Québec pourra désormais fixer lui-même la date de l'Assemblée générale annuelle des arpenteurs. Cette assemblée devra avoir lieu soit en mai ou juin de chaque année.

L'autre modification à la loi a trait aux amendes qui peuvent étre imposées à ceux qui exercent illégalement la profession d'arpenteur. L'amende sera maintenant de \$100 à \$200 pour une première infraction et de \$200 à \$500 pour toute infraction subséquente. Le défaut de paiement de l'amende imposée entraînera un emprisonnement n'excédant pas trois mois pour une première infraction et un emprisonnement n'excédant pas six mois pour toute infraction subséquente.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 83 sans l'amender.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des dentistes

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que le bill 73 modifiant la loi des dentistes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le principal changement vise le droit de pratique d'étrangers qui ont terminé leur cours, même s'ils n'ont pas encore obtenu leur citoyenneté canadienne. Pour obtenir la citoyenneté canadienne, il faut avoir vécu pendant au moins cinq ans au pays. Le cours en art dentaire est de quatre ans. L'immigrant qui a terminé ce cours peut obtenir un permis du Collège des chirurgiens dentistes lui permettant de pratiquer avant d'obtenir sa citoyenneté canadienne.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'adoption de ce bill aura pour effet de réduire considérablement le nombre des bills spéciaux au comité des bills privés.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 73 sans l'amender.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des compagnies

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill 299 modifiant la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Plusieurs sociétés commerciales ou industrielles, incorporées sous une double raison sociale dont l'une n'était que la traduction de l'autre, se croyaient obligées d'utiliser les deux à la fois sur les contrats, les chèques ou autres documents semblables. Ce bilinguisme simultané manquait pour le moins d'élégance. Le bill 299 précise que l'usage de l'un ou l'autre nom suffira en toute circonstance.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 299 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Divisions d'enregistrement, Gatineau et Hull

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 297 concernant les divisions d'enregistrement de Gatineau et de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

La mesure était réclamée par la population des circonscriptions de Gatineau et de Hull. Cela mettra fin à une situation paradoxale: certains citoyens de Hull n'auront plus à se rendre au bureau d'enregistrement de Gatineau.

M. Parent (Hull) dit qu'il préconisait le changement depuis longtemps et il en remercie le gouvernement. Il soulève la question des frontières apparentes mal définies entre les deux comtés

électoraux. Certains, dit-il, ont prétendu qu'aux élections de 1956, des gens avaient illégalement voté dans le comté de Hull alors qu'ils auraient dû voter dans Gatineau.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le bill 297 ne concerne que les divisions d'enregistrement. C'est la loi de la division territoriale qui fixe les limites des comtés électoraux. Mais comme cette loi stipule que le comté de Hull comprend le territoire de la cité de Hull, il ne devrait pas y avoir de difficultés.

M. Parent (Hull) est satisfait de ces explications.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 297 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège des opticiens

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 84 concernant le Collège des optométristes et opticiens de la province de Québec.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué. Il subsiste des divergences d'opinion parmi les membres de ces professions, dit-il. Tant qu'on ne présentera pas un front commun, le Parlement ne pourra pas légiférer à leur sujet et le bill ne pourra être présenté en Chambre.

Adopté. Ledit bill est alors retiré².

À midi trente minutes, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Couturier), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les crédits demandés, exprime l'avis que le gouvernement devrait étudier l'opportunité de redistribuer aux corporations municipales, en tout ou en partie, les paiements de péréquation que la province reçoit du gouvernement fédéral suivant un barème fixe qui tiendrait compte du chiffre de la population ainsi que la proportion des taxes municipales payées par les contribuables et les compagnies dans chaque municipalité."

Mon devoir m'impose d'attirer l'attention de la Chambre sur un problème que je considère comme extrêmement important. Depuis un certain nombre d'années, la province s'est fortement industrialisée, nous avons toujours reconnu ce fait. Nos divergences de vues avec le gouvernement portaient sur le degré de l'industrialisation qui n'a pas été aussi rapide au Québec que dans la plupart des autres parties du Canada.

Le résultat a été que certaines municipalités se sont développées considérablement aux abords des centres industriels; leur population s'est accrue énormément; ce sont des villes-dortoirs. Il (M. Hamel) cite l'exemple de Shawinigan-Sud, certainement une des plus belles villes de mon comté, dit-il, où j'ai été élevé, où j'ai commencé mes études. La population était alors de 1,500 âmes. Aujourd'hui, elle dépasse 12,000 âmes. Shawinigan-Sud est le dortoir de Shawinigan.

Dans le cas de telles agglomérations, il faut donner une expansion incroyable aux services municipaux, mais malheureusement, les revenus de l'administration locale ne s'accroissent pas suffisamment pour faire face à ces nouvelles obligations.

Dans ces localités, les déficits budgétaires suivent les déficits: \$31,652 à Sainte-Foy; \$16,615 à

Brompton; \$44,953 à Roberval... Un déficit de \$100,000 en perspective à Hull. Les mémoires présentés par des organismes tels que l'Union des maires et des municipalités ou l'Association des secrétaires-trésoriers ne cessent de mettre en lumière ce problème crucial.

Les difficultés financières rencontrées par les administrations municipales viennent de ce que ces dernières sont régies par le Code municipal et une loi des cités et villes datant de plus d'un siècle. Or, à cette époque, les municipalités avaient globalement des revenus plus élevés que ceux des gouvernements. On plaça alors un fardeau très lourd sur les épaules des administrations locales dans une quantité de domaines: chemins, égouts, aqueducs, protection des biens et des citoyens contre le feu et contre les voleurs, une grande partie de l'assistance-publique, éclairage des rues, etc.

Les budgets municipaux étaient, à ce moment-là, deux, trois, quatre fois plus élevés que les revenus de la province. Mais, depuis ce temps, les proportions ont changé. Le gouvernement fédéral s'est adjudgé la part du lion, les provinces ont aussi augmenté considérablement leurs revenus et les municipalités ne perçoivent plus qu'une petite part des impôts.

Par exemple, les revenus de 1926 ont été de: Ottawa, \$370,000,000; les provinces, \$148,000,000; les municipalités et les commissions d'écoles, \$228,000,000.

Les revenus de 1936 étaient passés à: Ottawa, \$399,000,000; les provinces, \$251,000,000; les municipalités et les commissions scolaires, \$330,000,000.

Les revenus de 1939 avaient atteint: Ottawa, \$455,000,000; les provinces, \$292,000,000; les municipalités et les commissions des écoles, \$331,000,000.

Les revenus de 1946 se chiffraient par: Ottawa, \$2,595,000,000; les provinces, \$515,000,000; les municipalités et les administrations scolaires, \$386,000,000.

Les revenus de 1952 s'élevaient à: Ottawa, \$4,500,000,000; les provinces, \$1,119,000,000; les municipalités et les commissions d'école, \$698,000,000.

Bref, l'écart ne fait que grandir d'année en année. De 1926 à 1952, les revenus d'Ottawa ont été multipliés par 12; les revenus des provinces par 7.5; les revenus des municipalités et des écoles par 2.5 seulement.

Le gouvernement peut prétendre qu'il a enlevé aux municipalités une bonne partie de leur responsabilité financière, mais en fait les

administrations municipales trouvent que les dépenses, dans certains domaines, n'ont pas diminué. Il dira: "Nous allons alléger le fardeau des municipalités au point de vue de l'assistance publique..." Mais le coût de l'assistance publique a tellement augmenté que le compte des municipalités dans ce domaine n'a pas dû diminuer.

La situation est d'autant plus tragique que les administrations municipales sont très endettées. La dette par habitant est de \$28 à Terre-Neuve; \$59 à l'Île-du-Prince-Édouard; \$91 en Nouvelle-Écosse; \$98 en Saskatchewan; \$112 au Manitoba; \$125 au Nouveau-Brunswick; \$179 en Ontario; \$190 au Québec; \$204 en Colombie-Britannique; \$239 en Alberta. On voit que la dette par habitant est au Québec de \$21 plus élevée que dans l'ensemble du Canada.

C'est que le système de taxation en usage dans les municipalités est devenu désuet. La principale source de revenus des municipalités, c'est l'impôt foncier, qu'elles exploitent déjà à son extrême limite. La position financière des municipalités est très difficile et pourtant elles taxent au maximum. Elles ne peuvent exiger plus. L'impôt sur le revenu a été mis en vigueur, en premier lieu, par les municipalités, et c'est la ville de Montréal qu'il l'a imposé la première dans le Québec. Il (M. Hamel) attire l'attention de la Chambre sur le sort fait au petit propriétaire dans la partie rurale de la province de Québec. C'est dans les campagnes, en effet, qu'il y a le plus grand nombre de propriétaires, dit-il, et ces derniers sont taxés de façon particulièrement lourde.

C'est un impôt rigide, qui ne suit pas la courbe de l'expansion économique et des obligations municipales. Les administrations locales s'endettent si rapidement qu'elles doivent aujourd'hui consacrer 60 % de leur budget aux frais de la dette consolidée des municipalités, intérêts et amortissements, et il ne reste que 40 % pour l'administration et les améliorations.

Il y a moyen de solutionner ce problème angoissant. Il (M. Hamel) propose deux solutions: 1°. Il faudrait modifier les lois de la province de Québec pour diminuer les obligations des municipalités. Mais ce ne serait pas la solution la plus sage, dit-il, car les corporations municipales peuvent exécuter à meilleur compte que le gouvernement provincial les travaux publics; ou, 2°. Il faut rétablir l'équilibre et ramener les municipalités à la situation financière qu'elles avaient autrefois.

Pour rétablir l'équilibre financier des municipalités, il n'y a qu'un seul moyen, c'est que le gouvernement provincial établisse envers les

municipalités un système de péréquation comme le fédéral en a établi un envers les provinces. Il suggère au gouvernement provincial de répartir entre les municipalités la somme qu'il reçoit du fédéral comme paiement de péréquation. Cette année, dit-il, c'est \$63,000,000 que Québec a reçu et ce serait suffisant pour guérir bien des maux municipaux.

Cette solution, dit-il, a le double mérite de conserver aux municipalités leur autonomie et de leur donner des revenus additionnels dont elles ont absolument besoin. Et on éviterait que des candidats aux élections municipales aient recours aux moyens employés, par exemple, dans Napierville par un candidat se réclamant du gouvernement de la province et qui promettrait que, s'il était élu, tous les travaux municipaux seraient faits par le gouvernement, au moyen d'octrois³.

On ne devrait pas établir la péréquation en tenant seulement compte de la population. Il faudrait payer ces subsides en proportion des taxes payées par les citoyens et par les corporations, avec un barème dans le genre de celui qui a été adopté pour les commissions scolaires. Un tel subside réglerait les déficits des corporations municipales et permettrait aux municipalités de continuer à progresser. De cette façon, on pourrait équilibrer les revenus des administrations municipales, aider les villes qui n'ont pas ou presque pas d'industries et qui doivent taxer à la limite le petit contribuable, comme Shawinigan-Sud ou d'autres villes-dortoir du genre.

Si le gouvernement provincial n'établit pas cette péréquation dans la province de Québec, le gouvernement d'Ottawa l'établira éventuellement, car depuis 20 ans ou 25 ans, l'intrusion du gouvernement d'Ottawa dans les domaines relevant de l'autorité des provinces a été favorisée par l'abstention des provinces.

La tentation sera d'autant plus forte pour le fédéral que les maires des grandes municipalités du Québec sont déjà allés rencontrer le premier ministre du Canada à Ottawa pour demander de l'aide. Depuis 20 ans, le gouvernement fédéral cherche tous les prétextes pour entrer dans le domaine des taxes directes ou pour y demeurer. Si le gouvernement provincial ne comble pas les besoins des municipalités, celles-ci se tourneront nécessairement vers Ottawa. Toute hésitation de la part de Québec est une invitation à l'intrusion du fédéral.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Saint-Maurice vient de dire que le développement industriel de Québec a été moins rapide que celui enregistré dans les autres provinces.

Il serait facile de démontrer le contraire. Je le ferai dans d'autres occasions.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce que j'ai dit, c'est que le développement industriel n'avait pas suivi l'élan manifesté dans la majorité des autres provinces.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je ne vois pas de différence. De toute façon, ce développement industriel a amené le développement rapide dans plusieurs municipalités. Il existe un problème à Shawinigan-Sud, j'en suis au courant. Il y a des problèmes analogues dans d'autres municipalités.

Les municipalités ont peut-être eu tendance, dans le passé, à rejeter leur fardeau sur les épaules du gouvernement, au lieu de s'acquitter elles-mêmes de leurs tâches en utilisant leurs pouvoirs de taxation. La conséquence, c'est que les gouvernements supérieurs ont fini par assumer des fonctions qui, souvent, auraient pu être mieux remplies par les municipalités. Et la centralisation des tâches a entraîné avec elle la centralisation des sources de revenus.

Ce qu'il convient de souligner, c'est que nous avons pris les mesures nécessaires dans les circonstances pour venir en aide aux municipalités. On déplore souvent que les gouvernements fédéral et provincial ont trop de revenus par rapport à ceux des municipalités. Il faut se rappeler que les exigences de la population sont plus considérables envers ces gouvernements qu'à l'égard des municipalités. Il souligne les délégations nombreuses qui viennent demander au gouvernement un appui financier de plus en plus considérable. Certes, dit-il, les gouvernements municipaux pourraient jouer une partie du rôle du gouvernement provincial dans certains domaines s'ils avaient les revenus nécessaires.

Les gouvernements municipaux n'ont peut-être pas les revenus qu'ils devraient avoir. Mais il est un fait certain, c'est que les municipalités reçoivent dans une proportion de plus en plus grande des subventions de l'État provincial et elles s'accroîtront encore beaucoup. À l'heure actuelle, le gouvernement provincial fait son gros possible pour leur venir en aide. Je crois qu'il est juste de dire que le gouvernement provincial donne aux municipalités la part du lion des revenus qu'il perçoit chaque année.

Le député de Saint-Maurice a dit que si le gouvernement provincial n'établit pas cette péréquation dans la province, le gouvernement fédéral l'établira éventuellement. Je tiens à souligner que l'intrusion du fédéral dans plusieurs domaines

peut s'expliquer par le fait que les gouvernements provinciaux de jadis ont permis ces intrusions. Mais tous ces gouvernements ont disparu.

Il (l'honorable M. Barrette) donne toute une série de chiffres pour démontrer dans quelle proportion la province vient en aide aux corporations municipales et scolaires. Sur un revenu total de \$546,859,000, dit-il, le gouvernement accorde aux corporations municipales et aux commissions scolaires la somme de \$355,000,000, soit 65 % de son budget total.

Si j'avais demandé au député de Saint-Maurice, avant de fournir ces chiffres, si une proportion de 50 % du budget de la province consacré aux corporations municipales et scolaires était suffisante, il aurait certes répondu dans l'affirmative. Or, nous donnons plus que cela. Par exemple, en subventions directes, les corporations scolaires reçoivent \$63,433,000. Cette statistique réfère aux subventions de l'année fiscale 1958-1959. Les municipalités bénéficient aussi de nombreux octrois de la province.

L'assistance publique coûte quelque \$24,000,000 par année à la province; l'entretien des chemins de campagne l'hiver coûte environ \$8,500,000 par année au gouvernement, et cela, sans parler des versements pour les allocations sociales, les dépenses relatives aux pensions de vieillesse, à la protection de la jeunesse, aux travaux d'aqueducs et d'égouts, etc. Dans les divers domaines de la voirie, des travaux publics et du bien-être social, le gouvernement assume aujourd'hui une foule de fonctions qui autrefois relevaient des municipalités.

Le gouvernement est bien d'avis qu'il faut se rendre aux demandes des municipalités dans la mesure du possible. Nous allons continuer de les aider, mais il serait injuste de nous blâmer quand nous consacrons déjà les deux tiers du budget de la province à des mesures efficaces destinées à aider les municipalités et les commissions scolaires. C'est déjà considérable. C'est pour cette raison que j'estime que l'amendement du député de Saint-Maurice n'est pas acceptable.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le fédéral peut tenir à l'endroit de la province des propos analogues à ceux du premier ministre de la province. Cela équivaut à dire: tout ce que nous dépensons sert à vous protéger, à vous aider. Le fédéral peut prétendre aussi qu'il fait beaucoup pour la province, dans le domaine de la défense, dans celui du commerce, et même dans le domaine des mesures sociales. Mais est-ce que cela libère le fédéral de sa responsabilité de laisser aux provinces de revenus suffisants à leurs besoins?

Je tiens aussi à faire observer au premier ministre qu'il n'a pas été question dans mon discours des commissions scolaires. Pour aider les commissions scolaires, le gouvernement a présenté cette année des lois que l'opposition a appuyées et dont on pourra mieux apprécier les résultats plus tard. Il faudra observer si ces mesures sont suffisantes. J'ai traité du problème financier des municipalités. S'il a été possible d'établir des barèmes de subventions pour les commissions scolaires, il doit être possible d'en établir aussi pour les municipalités.

Quant à l'assistance publique, il y a bien des années que le fardeau de cette mesure est partagé par différents gouvernements.

Je crois sincèrement que si on veut éviter l'intrusion du fédéral dans ce domaine, il est temps que la province vienne en aide aux municipalités par l'établissement d'un système de paiements de péréquation administré par la province.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise⁴.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lalapme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 55.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

Le comité siège ainsi durant quelque temps et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 13 relatif à la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements;
- bill 33 concernant la taxe municipale de vente et la taxe scolaire d'éducation;
- bill 57 modifiant la loi du département des Pêcheries;
- bill 60 concernant les universités, le fonds d'éducation et l'impôt sur les corporations;
- bill 69 modifiant la loi facilitant l'accès aux études supérieures;
- bill 88 modifiant la loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 3 Loi concernant les investissements immobiliers des universités;
- 9 Loi modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;
- 13 Loi relative à la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements;
- 15 Loi modifiant la loi des pensions;
- 30 Loi modifiant la loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation;
- 31 Loi modifiant la loi du département de la Colonisation;

33 Loi concernant la taxe municipale de vente et la taxe scolaire d'éducation;

39 Loi modifiant la loi de l'instruction publique;

42 Loi modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation;

44 Loi pour augmenter et généraliser les subventions aux corporations scolaires afin d'aider au paiement des traitements du personnel enseignant;

46 Loi modifiant la loi du Barreau;

50 Loi pour augmenter et généraliser les subventions aux institutions d'enseignement classique et à certaines autres écoles;

51 Loi modifiant la loi de la Législature;

53 Loi modifiant la loi électorale de Québec;

56 Loi concernant certains titres de propriété de la Cie du Marché central métropolitain ltée;

57 Loi modifiant la loi du département des Pêcheries;

58 Loi concernant une aide financière aux universités de la province;

60 Loi concernant les universités, le fonds d'éducation et l'impôt sur les corporations;

64 Loi concernant le système administratif de la cité de Montréal;

65 Loi constituant en corporation la Fondation cardinal Léger;

66 Loi concernant l'assurance-hospitalisation;

68 Loi modifiant la loi des assurances de Québec;

69 Loi modifiant la loi facilitant l'accès aux études supérieures;

71 Loi concernant la cité de Montréal, la cité d'Outremont et la Compagnie du cimetière du Mont-Royal;

80 Loi modifiant la loi de la convention collective;

88 Loi modifiant la loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal;

126 Loi annexant certains territoires à la cité de Sainte-Thérèse;

152 Loi octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud;

161 Loi modifiant la charte de la ville de Bromptonville;

162 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

165 Loi prolongeant de deux années la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 146, concernant une taxe de vente dans le comté de Lac-Saint-Jean-Est;

166 Loi concernant la ville de Boucherville;
170 Loi modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain;
173 Loi modifiant la charte de la ville de Rosemère;

174 Loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal;

175 Loi changeant le nom de famille de Russell Lukasiewicz en celui de Lukas;

176 Loi modifiant la charte de la ville d'Anjou;

184 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;

188 Loi modifiant la charte de la cité de Hull et concernant la commission des écoles catholiques de Hull et les syndics des écoles dissidentes de la cité de Hull;

189 Loi modifiant la charte de L'Industrielle compagnie d'assurance sur la vie;

193 Loi concernant la succession de feu Maurice Michaud;

202 Loi pour valider le titre de Westminster Paper Company Limited sur certaines propriétés;

207 Loi concernant la ville de Saint-Bruno-de-Montarville;

209 Loi concernant le décès et la succession du docteur Alyre Aubin;

210 Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil;

216 Loi érigeant en corporation de ville la municipalité de Sainte-Monique des Saules;

224 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent;

226 Loi attribuant certains pouvoirs aux commissaires de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Foy;

227 Loi modifiant la charte de la ville de Lac-Mégantic;

235 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;

236 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme;

239 Loi modifiant la charte de la cité de Thetford Mines;

242 Loi modifiant la charte de la ville de Repentigny;

244 Loi concernant la paroisse Saint-Charles-de-Lachenaie;

245 Loi modifiant la charte de la cité des Sept-Îles;

249 Loi concernant la ville de Belleterre.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures⁵

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides⁶.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions neuf cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Garage du département (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et l'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) offre d'aller essoucher à plein temps, à la main et avec l'aide d'un cheval, si on le paie le prix que le gouvernement paie les entrepreneurs pour un tel travail à l'heure actuelle. Je sais qu'il existe des cas, dit-il, où des entrepreneurs ont reçu \$10 pièce pour l'arrachage de

souches d'un diamètre de quatre pouces. Les travaux de drainage des terres, incluant le déboisement et l'essouchement, coûtent au moins 40 % trop cher à la province.

La raison pour laquelle les prix sont si élevés est que le ministère de l'Agriculture a refusé de procéder à des appels d'offres pour les travaux effectués à contrat. Le ministère de l'Agriculture pourrait réaliser une économie de 40 % à 50 % des sommes affectées aux travaux d'amélioration des cours d'eau en vue d'un meilleur drainage des terres, s'il demandait des soumissions publiques avant d'accorder les contrats et fixait des prix beaucoup plus bas. Avec les quelque \$4,000,000 ainsi économisés, on pourrait mettre en œuvre avantageusement un plan d'ensemble de drainage des terres dont l'absence est fortement déplorée à l'heure actuelle. Les prix actuels sont variables et fantaisistes. Ainsi, on donne \$245 à un entrepreneur pour le déboisement d'un arpent et jusqu'à \$350 à un autre. Dans presque tous les cas, le déboisement coûte environ \$350 l'acre, l'essouchement coûte \$375 et les travaux de nettoyage coûtent \$275. La plupart des entrepreneurs qui ont obtenu ces contrats feraient le même travail pour \$100 de moins l'acre, et c'est ce que ça nous coûterait si on procédait à des appels d'offres.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les prix varient parce que la nature du travail n'est pas la même partout. Le gouvernement actuel a fait énormément pour le drainage. Il serait absurde d'élaborer un plan directeur pour le drainage, car il y a entre 3,000 et 4,000 réseaux hydrographiques distincts dans la province.

Depuis 1945 jusqu'au 1^{er} avril 1959, le ministère de l'Agriculture a creusé 1,489 moyens cours d'eau et 1,831 petits cours d'eau⁷, ce qui a permis de récupérer 1,286,552 acres de terre au bénéfice de 55,000 cultivateurs⁸. Nous avons accompli cette tâche avec un budget plutôt modique. Nous ne faisons pas de politique en ce domaine. Nous accordons les contrats à des entrepreneurs compétents, capables d'accomplir leur besogne à la satisfaction des cultivateurs.

Il (l'honorable M. Barré) déclare qu'il ne fait aucunement confiance au système des appels d'offres, car on ne connaît pas nécessairement le niveau de compétence des entrepreneurs présentant les soumissions les plus basses. Nous avons des entrepreneurs locaux qui sont fiables et bien équipés, dit-il, et qui exécutent les travaux à des prix relativement bas. Nous avons eu de mauvais

entrepreneurs. Ils sont pour la plupart des libéraux ou des agents des libéraux. Je me rappelle avoir rendu visite à un de ces types. Il avait reculé son tracteur dans la clôture d'un voisin. La vache de l'agriculteur s'est échappée dans le champ de céréales du voisin. Mais l'entrepreneur s'en moquait. Un autre a mis le feu aux huiles usées de son tracteur et a réduit en cendres le bosquet du voisin. Mais il a refusé de payer, étant donné que son contrat ne faisait pas mention des incendies.

Il (l'honorable M. Barré) conteste au député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) le droit de s'ériger en juge. Il dit: "C'est trop cher..." Je me défie des gens dont la compétence est soi-disant universelle, qui décident tout. Il dit qu'il préfère écouter les avis de ses ingénieurs et experts que ceux du député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy). Il est toujours facile de se proclamer grand connaisseur, dit-il, mais plus difficile d'en fournir des preuves.

Nous avons un système qui a donné de bons résultats et nous allons le conserver. Des travaux de creusage ont été faits partout, et certains comtés représentés par des députés oppositionnistes ont reçu plus que d'autres qui ont élu des députés ministériels. C'est la preuve que nous ne faisons pas de politique.

M. Gosselin (Compton) remercie le ministre de l'Agriculture (M. Barré) d'avoir fait procéder aux travaux de drainage qui ont permis la récupération de terres le long de la rivière au Saumon dans les Cantons-de-l'Est; cela a aidé les agriculteurs.

M. Brown (Brome) s'élève contre les propos du député de Compton (M. Gosselin), déclarant qu'avant le drainage, les agriculteurs habitant le long de cette rivière possédaient 367 vaches et qu'ils n'en ont pas une de plus depuis que le drainage a été effectué. La plupart des agriculteurs disent que le drainage ne fait pas particulièrement leur affaire, car à l'époque où il y avait des inondations, les terres agricoles s'en trouvaient fertilisées et produisaient plus.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) pose une question à propos d'une dépense prévue de \$2,000,000 pour travaux d'amélioration de fermes avec tracteurs loués.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le ministère paie une subvention de \$5 l'heure à raison de 10 heures par ferme. Cette subvention est payée directement à l'entrepreneur qui a fait le travail, mais il faut que l'agronome et le cultivateur signent la réclamation, en plus de l'entrepreneur lui-même.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Pourquoi le gouvernement n'accepterait-il pas, comme le lui a demandé l'U.C.C.⁹, de payer la subvention à des cercles agricoles ou à des cultivateurs qui se grouperaient ensemble pour engager eux-mêmes l'entrepreneur?

L'honorable M. Barré (Rouville): Parce que le contrôle deviendrait beaucoup plus difficile. Cette politique d'amélioration des fermes est une des plus belles du gouvernement et aussi une des plus difficiles à surveiller. Si n'importe qui pouvait mettre la main dans le sac, imaginez-vous la difficulté de contrôler la dépense. L'important ce n'est pas de faire plaisir à tel ou tel propriétaire de tracteur, mais de rendre service aux cultivateurs. Nous n'engageons que les entrepreneurs qui font bien leur travail, à la satisfaction des cultivateurs. Le système actuel est le plus facile à contrôler. Il est en application depuis 16 ans et il n'y a jamais eu de critiques sérieuses.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il y a eu des abus pourtant.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il peut y en avoir eu dans mon dos. Mais le député peut être sûr que je réprimerai tous les abus qui seront portés à ma connaissance. Et les dangers d'abus seraient plus considérables si n'importe qui pouvait s'acheter un tracteur et se faire embaucher par un cercle agricole ou par les cultivateurs eux-mêmes.

M. Dionne (Rimouski) intervient¹⁰.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) intervient.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions trois cent quarante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles et subventions s'y rapportant (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il y a quatre ans, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) avait promis de déménager la ferme-école d'élevage d'animaux à fourrure plus loin, afin de débarrasser la ville de Courville des embarras et des odeurs provenant de la présence de cette ferme dans le centre de la ville. Les gens de Courville se plaignent des inconvénients que leur cause cette ferme. Malgré la promesse du ministre, la ferme est

encore au même endroit en 1960 et les citoyens veulent que cette ferme disparaisse. Il (M. Courcy) demande au ministre de l'Agriculture si le problème sera réglé cette année, comme le désire particulièrement le maire C.-N. Dorion.

L'honorable M. Barré (Rouville): L'opinion n'est pas unanime à Courville à ce sujet. Il y a des partisans du déménagement et des adversaires. Le gouvernement a investi une forte somme dans cette ferme-école; la rebâtir ailleurs maintenant nécessiterait une dépense encore plus considérable. Sans compter que l'élevage des animaux à fourrure n'a plus la même vogue qu'autrefois. On pourrait décider éventuellement de l'abandonner.

Les cages des animaux ont été transportées à l'autre bout de la ferme, derrière un rideau boisé. Il y a deux ans, la ville de Courville a manifesté le désir d'obtenir de l'espace, à travers la ferme, pour passer des rues, afin de favoriser le développement de la ville. J'ai demandé à la ville de faire faire un plan par un arpenteur, de me faire rapport, et je me suis engagé à demander au cabinet provincial la permission de donner le terrain nécessaire. Je n'ai pas eu de nouvelles depuis ce temps-là.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Alors, dans l'opinion du ministre, il n'est pas possible de déménager cette ferme?

L'honorable M. Barré (Rouville): Ce ne serait pas pratique, d'autant plus que cette ferme ne constitue pas la nuisance que l'on dit. Le plus sage, pour le moment, serait de permettre à la ville de Courville de prendre le terrain nécessaire pour passer des rues à travers la ferme, pour aider au développement. Et, dans deux ou trois ans, il sera plus facile au gouvernement de voir ce qu'il y a à faire. Déménager la ferme ailleurs maintenant serait une décision prématurée.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) aborde la question des bourses d'étude accordées à certains étudiants de l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe. Il donne lecture d'une lettre portant que la recommandation du député serait nécessaire pour l'obtention de ces bourses.

L'honorable M. Barré (Rouville) nie catégoriquement.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose l'ajournement de la Chambre. Si l'on veut parler des bourses, dit-il, nous en parlerons demain.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté cinq résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Il s'agit du chiffre du *Montreal Daily Star* du 10 mars 1960, à la page 22. *Le Devoir* du 12 mars 1960, à la page 3, écrit plutôt que les propriétaires d'Outremont détiennent 90 % du territoire.

2. *La Tribune* du 11 mars 1960, à la page 20, souligne que les quatre bills précédents ont été adoptés en moins d'une demi-heure.

3. Rappelons que la veille, lors de la séance du 9 mars 1960, M. Hamel a posé une question au premier ministre au sujet de ce candidat aux élections de Napierville.

4. *Le Montréal-Matin* du 11 mars 1960, à la page 5, précise que le débat sur la motion de M. Hamel a duré environ une heure.

5. Bien que plusieurs journaux du 11 mars 1960, dont *La Presse*, à la page 33, et *The Montreal Daily Star*, à la page 14, mentionnent que les crédits du ministère de l'Agriculture ont été étudiés en soirée, aucun journal ne précise l'heure et le moment de la suspension des travaux pour le souper. Nous avons

donc inséré la suspension à un endroit qui semblait opportun et nous avons inscrit l'heure habituelle de suspension et de reprise.

6. *Le Nouvelliste* du 11 mars 1960, à la page 1, souligne que l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture a donné lieu à la séance la moins mouvementée de la session. M. Lapalme et plusieurs autres députés de l'opposition se sont absentés et les galeries se sont progressivement vidées, si bien qu'à la fin de la soirée, il ne restait en Chambre que le premier ministre, quelques ministres et députés et les journalistes.

7. *The Montreal Daily Star* du 11 mars 1960, à la page 14, soutient plutôt que ces travaux ont été effectués "l'an passé seulement", ce qui paraît peu probable. Nous avons donc conservé la version du *Montréal-Matin* du même jour, à la page 2, qui rapporte que ces travaux ont été étalés sur 15 ans.

8. Ce chiffre est rapporté par *L'Action catholique* du 12 mars 1960, à la page 17, et *La Presse* du 11 mars 1960, à la page 20. *Le Montréal-Matin* du 11 mars 1960, à la page 2, écrit plutôt "155,000 cultivateurs".

9. Créée en 1924, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) était à la fois un groupe de pression et un syndicat agricole. M. Barré en fut cofondateur et président de 1924 à 1926.

10. *Le Nouvelliste* du 11 mars 1960, à la page 1, souligne que MM. Dionne et Turpin ont pris la parole lors de l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, sans pour autant préciser à quel moment, ni pour quelle raison.

Séance du vendredi 11 mars 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Pension des députés

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 75 modifiant la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, concernant les membres de l'Assemblée législative.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Aéroport dans Charlevoix

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 293 concernant la construction d'un aéroport par les corporations des comtés de Charlevoix-Est et de Charlevoix-Ouest.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi du marché central
métropolitain**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 294 modifiant la loi concernant la construction d'un marché central des produits agricoles, dans la région métropolitaine de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
syndicats coopératifs**

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 78 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi du marché central
métropolitain**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en

comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 294 modifiant la loi concernant la construction d'un marché central des produits agricoles, dans la région métropolitaine de Montréal.

Adopté.

Subsides:

**Budget des dépenses
1960-1961**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions trois cent quarante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles et subventions s'y rapportant (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) soutient que pour obtenir une bourse du gouvernement en vue de s'inscrire à l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe, il faut d'abord obtenir une recommandation du député de l'Union nationale. Il fait part à la Chambre de l'échange de lettres entre le département de l'Agriculture et un M. Daniel Vermette, âgé de 20 ans, élève à l'École de Saint-Hyacinthe, fils de M. Georges-H. Vermette, de Saint-Agapit dans le comté de Lotbinière.

M. Vermette a demandé une bourse pour la poursuite de ses études à l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe. Dans une lettre adressée à l'honorable Paul Sauvé, M. Vermette avait souligné que sur les six élèves suivant les cours de technologie laitière à l'école de Saint-Hyacinthe, cinq étaient boursiers et que seul son fils ne l'était pas. De son côté, par le courrier, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a répondu à M. Vermette que le nombre des bourses est limité à cinq annuellement, que ces cinq bourses avaient déjà été accordées lorsque M. Vermette avait fait sa demande et que pour augmenter ce nombre, il faut des raisons

particulières. Cette réponse est erronée, le prospectus de l'école en question mentionne sept bourses, et non pas seulement cinq, et rien ne se rapporte à la situation financière de la famille.

La candidature de M. Vermette à l'obtention d'une bourse avait été appuyée par le directeur de l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe, M. H.-L. Bérard. Dans une lettre du 19 février 1959, il dit entre autres: "En ce qui concerne la lettre de recommandation, celle que peut vous fournir M. Camirand ne satisfait pas aux exigences des autorités. Vous devez de plus fournir une lettre de recommandation de la part de votre représentant à l'Assemblée législative". On fait de la politique dans l'octroi de bourses pour l'École de laiterie.

M. Bernatchez (Lothbinière): Au contraire, c'est la demande de bourse qui avait été faite dans un but politique, afin d'embarrasser le gouvernement. M. l'Orateur, le député d'Abitibi-Ouest parle à travers son chapeau. Il tire des conclusions contraires à la vérité. Il faut tenir compte de la situation financière en octroyant des bourses. Le gouvernement accorde des bourses à des gens qui sont dans l'impossibilité de payer les cours à leurs enfants.

Daniel Vermette est le fils de Georges-H. Vermette, propriétaire d'une laiterie qui vaut au-delà d'un demi-million, peut-être trois quarts de million de dollars. Si le ministre de l'Agriculture doit donner des bourses à des fils de millionnaires, il ne restera rien pour les familles qui n'ont pas les moyens de faire instruire leurs enfants.

Mais j'irai plus loin, si on mettait la question financière de côté, je n'aurais pas d'objection à ce que le fils de M. Vermette obtienne une bourse de façon à ce qu'il apprenne mieux à l'École que chez lui. Je serais même favorable à une bourse pour son père, afin de lui enseigner premièrement à peser le lait, deuxièmement à faire l'épreuve du gras et, troisièmement, à apprendre à fabriquer du beurre selon les prescriptions de la loi. L'entreprise de M. Vermette a transgressé la loi des produits laitiers. Il (M. Bernatchez) parle d'une saisie de 150,000 livres de beurre.

Et, M. l'Orateur, permettez-moi d'attirer l'attention de la Chambre sur l'attitude du député d'Abitibi-Ouest, lui qui, à l'extérieur, sur les tribunes publiques, prêche la défense du cultivateur et qui se lève en Chambre pour prendre la défense de ceux qui transgressent les lois les plus élémentaires. Il est hanté, comme son chef, par la recherche de petits scandales. Il affirme des choses qu'il ne peut prouver. Voilà qu'on crie au martyr quand la

législation est appliquée. Ces gens-là voudraient que la loi soit faite à leur mesure...

Je termine, nous avons pris trop de temps de la Chambre pour une banalité de cette sorte.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le prospectus de l'École de laiterie qui annonce sept bourses ne mentionne aucune condition pour l'octroi de ces bourses... Tous les élèves, sans distinctions, des écoles d'agriculture de la province ont droit à des bourses... D'autre part, la lettre du directeur de l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe adressée à M. Vermette souligne qu'il faut obtenir une recommandation de son député dans toute demande pour bénéficier d'une bourse d'études.

L'honorable M. Barré (Rouville): Cette lettre n'engage en aucune façon le gouvernement, mais elle est parfaitement explicable, vu que M. Vermette est le propriétaire d'une entreprise qui semble très florissante. Si nous accordions des bourses aux fils de millionnaires, il n'en resterait pas pour les fils de cultivateurs.

M. Vermette n'a pas pris les bons moyens pour obtenir ce qu'il désirait. D'ailleurs, d'après les informations que j'ai obtenues à son sujet depuis quelques jours, j'ai décidé de ne pas payer la bourse réclamée.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): C'est parce qu'il n'a pas voulu s'humilier et qu'il ne s'est pas agenouillé devant le député de l'Union nationale de Lothbinière (M. Bernatchez) que le ministre dit qu'il a mal manœuvré.

L'honorable M. Barré (Rouville) fait lecture d'une lettre que M. Vermette père a adressée à M. Paul Sauvé, le 19 novembre dernier. Dans cette lettre, dit-il, M. Vermette déclare qu'on n'a pas donné suite à la demande de son fils pour l'obtention d'une bourse et il ajoute: "Je ne peux m'expliquer ce que le député a à voir dans cette affaire, puisqu'il ne connaît même pas mon fils. Est-ce que nous aurons encore sous le gouvernement que vous dirigez à souffrir de cette politique mesquine et injuste?"

L'individu en question a voulu faire de la petite politique, c'est évident. Autrement, il aurait suivi une autre méthode en vue de l'obtention d'une bourse. Il semble qu'il cherchait un refus pour ensuite en faire grand état. Il y a cinq bourses, mais il y a eu des années où il y en avait davantage, sept et même neuf bourses.

M. Vermette s'est conduit comme un petit politicien de bas étage. Je ne retire rien de la lettre

que j'ai écrite à M. Vermette, à savoir qu'il est de ceux qui devraient avoir du remords à la suite de la mort prématurée de l'ancien premier ministre Sauvé. Mais ceux qui ont contribué à la perte de M. Sauvé, par leurs récriminations injustes et leurs demandes impossibles comme celle-là, sont incapables de remords.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je tiens en premier lieu à répondre à la dernière déclaration du ministre. Je dis que ce qui a causé la mort prématurée de M. Sauvé, c'est le fait de constater l'incompétence de ses ministres, lui qui avait une conception meilleure de la politique que celle de tous ses collègues.

Le gouvernement continue de mal renseigner la Chambre...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Si le député continue, je me verrai dans l'obligation de vous demander de faire rapport à l'Orateur, M. le président.

M. le président: Le député n'a pas le droit d'imputer des motifs indignes au gouvernement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre a dit qu'il y avait sept bourses.

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai dit cinq.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre a d'abord dit six ou sept, puis, 20 minutes plus tard, il a dit qu'il s'agissait d'une circulaire de 1952. Le prospectus 1959-1960 parle de sept bourses.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cela démontre le peu de respect du gouvernement pour les députés. Je prends pour acquis que le ministre a parlé de cinq bourses. Pourquoi dire cinq quand il y en a sept? Qui est-ce que le ministre veut tromper?

M. le président: Je répète qu'on ne peut imputer de motifs à un membre de cette Chambre et je rappelle à l'ordre le député de Saint-Maurice.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je retire mes paroles et les présente de la façon suivante: quels sont ceux qui ont été trompés par les paroles du ministre? Les députés ou les étudiants? Pourquoi dire cinq bourses quand il y en a sept?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ça, c'est grave!

M. Hamel (Saint-Maurice): Oui, c'est grave de donner à la Chambre et à la députation des renseignements contradictoires. Je n'ai pas d'objection à ce qu'à chance égale on donne la préférence à des amis, mais quand cela coûte 37 % de plus que le prix normal...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député perd complètement la tête!

M. le président: Le député est hors d'ordre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député insinue des choses. Il fait cela avec intention. Il se place délibérément dans la situation d'être hors d'ordre.

Il le fait parce qu'il a des comparses qui imprimeront ce qu'il a dit en Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice) donne lecture du prospectus de l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe et donne les conditions pour l'obtention des bourses. Nulle part, dit-il, il est écrit qu'il faudra se traîner à genoux devant le député pour l'obtenir. Il y a toujours des limites...

L'honorable M. Johnson (Bagot): À vos insultes!

M. Hamel (Saint-Maurice): Le prospectus parle d'une bourse de \$560. Il n'est pas question des moyens des parents.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Voulez-vous dire que nous aurions dû accorder la bourse à ce fils d'un homme riche?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis en faveur que le gouvernement respecte la loi.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le gouvernement respecte la loi. C'est votre candidat qui ne la respecte pas.

M. Lafrance (Richmond): Je soulève un point d'ordre. C'est vraiment une tactique de la part du premier ministre de hacher les discours du député de Saint-Maurice avec des points d'ordre. Voilà 17 fois qu'il l'interrompt. Je demande qu'il soit rappelé à l'ordre comme les autres.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre peut-il nous dire s'il y a cinq ou sept bourses?

L'honorable M. Barré (Rouville): (Courroucé)

Il n'est pas question de pèlerinage ni de courbette devant le député. Il regrette que le député de Saint-Maurice le prenne sur ce ton. Ce n'est pas convenable pour le "salon de la race".

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous, on n'applaudit pas avec nos bottines...

L'honorable M. Barré (Rouville): La lettre de M. Vermette père était une lettre-crachat. Nous n'avons pas le droit de donner des bourses à des gens qui n'en ont pas besoin et qui cherchent surtout à se faire refuser.

Je suis tenu par mon devoir de favoriser plutôt ceux qui en ont besoin. Il n'y a rien de répréhensible dans ma manière d'agir.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) demande au ministre de l'Agriculture s'il a décidé, oui ou non, de donner la bourse demandée par le fils Vermette.

L'honorable M. Barré (Rouville): Jusqu'à avant-hier je n'avais rien décidé, mais après ce qu'il s'est passé aujourd'hui, j'ai décidé de ne pas payer cette bourse.

La résolution est adoptée¹.

À midi trente minutes, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures²

En comité:

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas un million neuf cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinquante-deux mille (sic) dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Établissement des fils de cultivateurs (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sociétés d'agriculture (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas six cent soixante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Brown (Brome) réclame l'élaboration d'un plan d'ensemble susceptible de guider les cultivateurs au milieu des transformations économiques des prochaines années³. Il est temps, dit-il, pour ceux qui se préoccupent du bien de l'agriculture, de s'arrêter, de regarder autour d'eux, de profiter des leçons du passé et de faire un examen approfondi des positions actuelles pour établir le plan directeur qui nous guidera dans l'avenir.

Les experts jettent aujourd'hui le cri d'alarme parce que les revenus nets de la ferme sont à la baisse, pendant que le coût de production augmente et que la concurrence se fait de plus en plus serrée.

Il souligne les principales parties du rapport qui a été préparé par deux experts du Collège MacDonald, MM. David L. MacFarlane et John D. Black. Ces experts, dit-il, ont étudié les tendances à une augmentation dans la demande des produits agricoles, la tendance relative à une augmentation de l'élevage des animaux, le fait de la réduction de 20 % dans la main-d'œuvre agricole et le fait économique d'une diminution de 15 % dans le nombre des fermes.

Il y a un besoin urgent d'enseigner de façon concrète aux cultivateurs la façon de faire des ajustements dans la conduite de leurs opérations agricoles, en prenant en considération les ressources actuelles de la ferme individuelle. Prenant comme base l'année 1970, les deux experts du collège MacDonald ont établi ce à quoi on doit s'attendre dans 10 ans: une augmentation de 28 %, de 1955 à 1970 dans le prix de la nourriture des animaux. À cause de cela, il faudra que l'agriculture québécoise et canadienne produise beaucoup plus.

Il faudra produire 80,000,000⁴ de boisseaux de blé, 425,000,000 de boisseaux d'avoine, 154,000,000 de boisseaux d'orge, 38,000,000 de boisseaux de blé d'Inde, 25,000,000 de tonnes de foin, 5,000,000 de boisseaux de seigle et 2,000,000 de boisseaux de graines de lin. Ces chiffres sont basés sur l'évolution démographique prévue pour cette période au Québec.

En 1970, la consommation du bœuf, du veau, du porc, de la volaille aura augmenté de façon

considérable, mais il y a danger que l'industrie laitière ne soit pas aussi prospère qu'on pourrait le croire, car, depuis 1945, la consommation par habitant des produits laitiers a diminué. La consommation de produits laitiers liquides, ayant atteint le niveau record de 469 livres par habitant en 1945, s'est stabilisée à 400 livres par habitant depuis 1948. Il s'agit là d'un signal d'alarme qu'on ne doit pas négliger: avec l'augmentation de la population, il y aura naturellement augmentation de la demande, mais elle ne sera pas comparable à la demande en bœuf, en porc et en volaille, où les chiffres montent en flèche.

Bien plus, dans le compartiment du beurre, la tendance est alarmante. La consommation par habitant avant la guerre était de 31 livres, elle a diminué à 21 livres en 1955. En 1970, les experts croient que la consommation du beurre s'établira à 18.5 livres par tête. De 1940 à 1955, le beurre est disparu en tant que produit du commerce. Avec l'introduction sur le marché, en 1949, de la margarine et autres produits du même genre, la consommation du beurre par tête a diminué immédiatement de 15 % et, depuis ce temps, la vente de margarine a augmenté régulièrement de 3 % par année.

Dans le domaine des exportations de bœuf, de 1953 à 1956, le Canada a été un gros exportateur. Les indices sont qu'en 1970 notre pays ne pourra plus vendre son bœuf à l'étranger.

Il faudra de toute nécessité ajuster nos opérations agricoles aux besoins nouveaux. Mais les cultivateurs ne prendront le virage que s'ils sont convenablement guidés. D'où la nécessité d'études en profondeur, de politiques nouvelles, de plans d'avenir.

L'honorable M. Barré (Rouville): Depuis 15 ans, l'agriculture a justement progressé suivant un plan d'ensemble conçu en tenant compte des besoins futurs, mais assez souple pour être adapté aux circonstances.

Il me serait facile de montrer comment ce plan s'est appliqué jusqu'à maintenant, mais ce serait sortir des cadres fixés pour l'étude des crédits. Notre agriculture progresse rapidement. Ces progrès sont tellement évidents qu'il faudrait se boucher les yeux pour ne pas les voir.

La résolution est adoptée⁵.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission de l'industrie laitière (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent dix-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office du crédit agricole (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention additionnelle pour aider à la construction et aux opérations d'un marché central à Montréal (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de recherches agricoles (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de terrains et constructions (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas six mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pensions spéciales, etc. (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - ministère des Finances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage divers (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - Bureau de l'auditeur (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions deux cent quatre-vingt-dix mille dollars soit

ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - Bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de collection (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande au ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) s'il est absolument nécessaire que les automobilistes arborent deux plaques de licence sur leur voiture.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La police de la route a demandé de conserver ce système.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au ministre des Finances si son département a donné le contrat d'impression de ces plaques après soumissions publiques.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Elles sont fabriquées à Montmagny, par un M. Morin qui offre le meilleur prix au gouvernement. Aucune autre industrie n'est intéressée à les fabriquer à ce prix. Depuis 12 ans, le prix des plaques par unité n'a augmenté que d'un cent et demi.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 21. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - Service des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et de bureau (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité de révision des lois d'assurance (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) annonce que le rapport final de la Commission de révision des lois d'assurance a été remis à son ministère. C'est le fruit d'une longue étude, à laquelle se sont livrés des juristes éminents de la province. Les conclusions de ce comité constituent un volumineux bouquin.

Cette commission avait été instituée en 1949 et elle se composait de Me Bernard Devlin, c.r., M. le notaire Marcel Faribault et de M. Georges Trudel. Elle avait pour secrétaires MM. A. Dansereau et Yves Gabias. L'un des commissaires est décédé (Me Bernard Devlin), et deux autres ont été nommés juges, notamment Me Yves Gabias, de Trois-Rivières, mais le travail a été terminé quand même.

M. Hamel (Saint-Maurice) se dit heureux d'apprendre la chose. Mais c'est une assez curieuse coïncidence, dit-il, que le rapport arrive alors que la plupart des commissaires sont décédés ou devenus juges.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) intervient⁶.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 24. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Honoraires pour la garde des valeurs et dépenses diverses (service de la dette publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté⁷.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 63 concernant l'enregistrement des véhicules automobiles et la réglementation de la circulation routière, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 38 est modifié en remplaçant le dernier alinéa commençant par les mots "Tout propriétaire d'entreprise de transport" et se terminant par les mots "déterminées par l'article 49*d*, par ce qui suit:

"Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article ayant trait à la limitation des heures de travail des chauffeurs ou conducteurs d'autobus ne s'appliquent pas à un service exclusivement affecté au transport en commun des voyageurs dans une ville, une cité ou un territoire urbain. Dans ce cas, tout chauffeur ou conducteur d'autobus doit s'abstenir de conduire un tel véhicule sur un parcours excédant deux cent cinquante milles par vingt-quatre heures.

"Est coupable, au même degré que le chauffeur ou le conducteur à son emploi, et passible des mêmes sanctions, déterminées par l'article 49*d*, tout propriétaire d'entreprises de transport qui permet ou tolère que son employé commette ou qui l'incite à commettre une contravention aux dispositions du présent article relatives à la durée maximum de travail quotidien des chauffeurs ou conducteurs d'autobus ou de véhicules de livraison, ou ayant trait au parcours maximum de deux cent cinquante milles fixé par l'alinéa précédent."

2. Ce qui suit est ajouté, à la suite de l'article 47, comme article 48:

48. L'article 61 de ladite loi est modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Nonobstant les dispositions du paragraphe 1^o du présent article, un conseil municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du ministre des Transports et Communications, imposer une taxe ou un honoraire de licence aux rouliers publics dont les véhicules sont utilisés exclusivement au transport interurbain de marchandises et qui

détiennent de la Régie des transports, une autorisation à cette fin."

3. Les articles 48, 49, 50, 51, 52, 53 et 54 deviennent respectivement articles 49, 50, 51, 52, 53, 54 et 55.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 67 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant le troisième paragraphe commençant par les mots "Les dispositions de l'alinéa précédent" et se terminant par les mots "consenti après cette date."

2. Ce qui suit est ajouté à la suite de l'article 1, comme article 2:

"2. Les dispositions de l'article 1 de la présente loi sont applicables:

"*a*) au renouvellement ou à la prolongation, après échéance, de tout prêt consenti avant l'entrée en vigueur de la présente loi et qui jusque-là bénéficiait de la contribution gouvernementale d'intérêt autorisée par la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;

"*b*) à tout prêt nouveau consenti après l'entrée en vigueur de la présente loi, par une société au sens du paragraphe *e* de l'article 1 de la loi pour améliorer les conditions de l'habitation et qui rencontre les exigences des autres dispositions de ladite loi;

"*c*) à tout prêt ou solde de tout prêt consenti, par une société au sens du paragraphe *e* de l'article 1 de ladite loi, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi et qui rencontre les exigences des autres dispositions de ladite loi, mais seulement, en ce qui concerne ces prêts ou soldes de prêts, quant à l'intérêt échéant après l'entrée en vigueur de la présente loi."

3. L'article 2 devient article 3.

Projets de loi:

Enregistrement des véhicules automobiles et Code de la route

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 63 concernant l'enregistrement des véhicules automobiles et la réglementation de la circulation routière.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des conditions de l'habitation

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 67 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Un juge de la Cour des sessions, dit-il, ou un juge de district ou un juge de la Cour du bien-être social aura droit à une pension annuelle égale à trois-quarts du traitement dans le cas de retraite prise avant 20 ans de service pour cause d'invalidité; une pension annuelle égale aux trois quarts du traitement dans le cas de retraite après une démission à la suite de 20 ans de service.

En vertu du projet de loi, une pension correspondant au quart du traitement de juge des sessions, de district ou du bien-être social sera accordée à la veuve. De plus, le sort de la veuve déjà pensionnée avant le 15 février 1960 est amélioré; elle recevra \$3,500 par an.

D'autre part, le bill no 74 accroît de quatre le nombre de juges de la Cour du bien-être social et de deux celui des juges de district. À l'heure actuelle, des cours de cette nature siègent à Montréal, Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke. Il y aura peut-être lieu d'en instituer aussi dans d'autres centres de la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans quelle ville? À Hull? À Verdun?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Verdun a demandé une cour depuis longtemps. C'est dans la circonscription judiciaire de Montréal. On avait songé à y envoyer siéger un juge de la métropole, mais apparemment cela ne répondrait pas aux besoins de Verdun. Le bill 74 prévoit la nomination de cinq autres juges de la Cour supérieure à Montréal et aussi d'un juge additionnel dans le district de Trois-Rivières. Il dit qu'il a reçu du Barreau de

Montréal un mémoire recommandant la nomination de 10 autres juges de la Cour supérieure pour ce district judiciaire.

Avec l'exiguïté de l'espace disponible au palais de justice, dit-il, c'est déjà un problème que de loger cinq nouveaux juges. Mais la demande de cinq juges additionnels est amplement justifiée. L'an prochain, le gouvernement avisera aux moyens à prendre pour remédier à la situation.

Il cite des statistiques mettant en lumière le travail considérable de la Cour supérieure à Montréal. C'est ainsi que quelque 2,405 causes ont été entendues par ce tribunal en 1958, dit-il.

Sur les 31 juges, deux ou trois sont régulièrement assignés à des fonctions spéciales, comme l'honorable juge Wilfrid Lazure, qui doit présider la Cour des assises criminelles. En 1958, le juge Lazure a présidé à 133 procès aux assises et 70 appels. Pour 1959, dans le Grand-Montréal, le nombre des causes inscrites et non entendues en novembre était de 11,536⁸.

M. Hamel (Saint-Maurice) reconnaît qu'une augmentation du nombre des juges de la Cour supérieure s'impose. Il insiste sur les besoins nouveaux dans la circonscription judiciaire trifluvienne.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 74 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose: 1. Que les articles 236, 236a, 237, 238, 239 et 240 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts

refondus, 1941, chapitre 15), modifiés par les Statuts subséquents, soient abrogés et soient remplacés par les articles suivants:

"236. Une pension annuelle égale aux trois quarts du traitement attaché à la fonction de juge des sessions est accordée à tel juge qui, durant les vingt premières années d'exercice de sa charge, établit à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil qu'il est atteint d'une incapacité permanente l'empêchant d'en remplir utilement les fonctions et donne sa démission.

"237. Une pension annuelle égale aux trois quarts du traitement attaché à la fonction de juge des sessions est accordée à tel juge qui donne sa démission après avoir rempli sa charge durant au moins vingt ans.

"238. Lorsqu'un juge des sessions atteint l'âge de soixante-quinze ans, il cesse de remplir ses fonctions et est admis à la retraite; dans ce cas, il est accordé à tel juge une pension annuelle égale au traitement attaché à cette fonction.

"Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'il le croit conforme aux intérêts de la justice, autoriser tout juge des sessions à continuer l'exercice de ses fonctions après avoir atteint l'âge de soixante-quinze ans. Dans ce cas, l'admission à la retraite avec pension a lieu à compter de la démission de ce juge ou à la date fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil dans cette autorisation.

"239. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans tous les cas où un juge des sessions est atteint d'une incapacité permanente l'empêchant de remplir utilement ses fonctions, mettre tel juge à sa retraite en lui accordant, selon le cas, la pension prévue aux articles 236 et 237.

"240. Toute mise à la retraite en vertu des articles précédents a les mêmes effets qu'une démission acceptée."

M. Hamel (Saint-Maurice): La loi est passablement généreuse en ce sens qu'un juge qui monte sur le banc à 74 ans pourra bénéficier, à 75 ans, de sa pleine pension. Si je suis nommé juge à 74 ans, est-ce qu'à 75 ans j'aurai droit à la pleine pension?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Oui, mais que le député ne se fasse pas d'illusion, car même à 74 ans il sera encore beaucoup trop jeune si l'on considère son âge mental...

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose:

2. Que l'article 240*a* de ladite loi, édictée par l'article 5 de la loi 9 George VI, chapitre 18, soit abrogé.

Adopté.

3. Que l'article 242 de ladite loi, modifié par des Statuts subséquents, soit remplacé par le suivant:

"242. À compter du premier jour du mois qui suit le décès d'un juge des sessions, une pension annuelle égale au quart du traitement attaché à la fonction de juge des sessions est accordée à sa veuve. Cette pension lui est versée sa vie durant et pendant viduité, par versements mensuels égaux payables d'avance le premier de chaque mois, et elle est incessible et insaisissable."

Adopté.

4. Que l'article 242*b* de ladite loi, édicté par l'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 23, soit modifié en y retranchant, dans la deuxième ligne, le nombre "236*a*".

Adopté.

5. Que l'article 243 de ladite loi, modifié par des Statuts subséquents, soit remplacé par le suivant:

"243. Sous les réserves stipulées à l'article 242 quant aux pensions des veuves de juges de sessions, les pensions ci-dessus prévues sont viagères; elles sont payées mensuellement à même le fonds consolidé du revenu et elles sont incessibles et insaisissables."

Adopté.

6. Que l'article 266*b* de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, modifié par des Statuts subséquents, soit de nouveau modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"Le nombre de ces juges, y compris le juge en chef, ne doit pas excéder quinze."

Adopté.

7. Que l'article 266*e* de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, et modifié par des Statuts subséquents, soit de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Les dispositions des articles 217, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 242*b* et 243 s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux juges de la Cour du bien-être social."

Adopté.

8. Que l'article 274 de ladite loi, modifié par des Statuts subséquents et remplacé par l'article 4 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 23, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"274. Les articles 217, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 242*b* et 243 s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux juges de district nommés en vertu de la présente section."

Adopté.

9. Que l'article 289 de ladite loi, modifié par des Statuts subséquents, soit de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

"4. Le nombre des juges de district ne doit en aucun temps excéder cinquante, y compris le juge en chef de district et le juge en chef adjoint de district."

Adopté.

10. Que les pensions payées à des veuves le 15 février 1960, en vertu ou par application de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) ou de toute disposition législative antérieure que cette loi a remplacée, soient portées, à compter du premier janvier 1960, à trois mille cinq cents dollars par année.

Adopté.

11. Que les pensions des juges des sessions, des juges de district et des juges de la Cour du bien-être social qui étaient à la retraite au moment de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront, à compter du premier jour du mois suivant cette entrée en vigueur, payées, suivant le cas, selon les barèmes spécifiés respectivement à l'article 236, à l'article 237 ou à l'article 238 de la loi des tribunaux judiciaires, tels que modifiés par ladite loi qui accompagne les présentes résolutions et sur la base des traitements payés aux juges en fonction lors de ladite entrée en vigueur, comme si ces juges à la retraite avaient démissionné ou avaient été mis à la retraite immédiatement après l'entrée en vigueur de ladite loi.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 74 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 74 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 74 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des coroners et loi électorale

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 89 modifiant la loi des coroners et la loi électorale de Québec, relativement à certaines pensions⁹.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose:

1. Que l'article 75 de la loi des coroners (Statuts refondus, 1941, chapitre 22) soit remplacé par le suivant:

"75. Les articles 236, 238, 239, 240, 241, 242 et 243 de la loi des tribunaux judiciaires s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux coroners qui reçoivent un traitement fixe en vertu des articles 69, 70 et 72".

Adopté.

2. Que l'article 8 de la loi électorale de Québec (9 George VI, chapitre 15), remplacé par l'article 5 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 32, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"8. Les articles 221, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243 et 269 de la loi des tribunaux judiciaires, concernant la révocation et la pension des juges de district, s'appliquent, *mutatis mutandis*, au président général des élections."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 modifiant la loi des coroners et la loi électorale de Québec, relativement à certaines pensions, soit maintenant lu une deuxième fois.

La législation relative aux pensions accordées en vertu de la loi des tribunaux judiciaires touche deux hommes de la ville de Québec, Dr Foy et Dr Jacques Roussel, qui touchent un salaire annuel de \$3,800 et \$3,000 respectivement. Deux coroners de Montréal retireront un avantage de la législation. Le Président général des élections est François Drouin, qui reçoit un salaire annuel de \$14,000.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Économie de Belleterre

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 300 pour favoriser la stabilité économique de la ville et de la région de Belleterre soit maintenant lu une deuxième fois.

Le gouvernement provincial, par le bill 300, se fait autoriser à accorder une concession forestière à la Compagnie de contre-plaqué du Canada (Québec) ltée. L'étendue de cette concession forestière sera d'un minimum de 80 milles carrés, mais ne devrait pas dépasser 130 milles carrés. Le prix sera de \$1,000 le mille carré. Sans le projet de loi, l'avenir de la future fabrique de contre-plaqué serait compromis.

Belleterre est en train de devenir une ville fantôme. L'établissement de l'usine de contre-plaqué prévu par la loi aura pour effet de faire revivre cette agglomération qui comptait, avant la fermeture d'une mine d'or, quelque 3,000 habitants. À l'usine même, la compagnie emploiera, dès le début des opérations, 75 personnes et 250 travailleurs dans la forêt.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il conviendrait que la compagnie accorde surtout du travail aux gens de Belleterre.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 300 pour favoriser la stabilité économique de la ville et de la région de Belleterre.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à concéder à la Cie de contre-plaqué du Canada (Québec) ltée une concession forestière d'une étendue minimum de quatre-vingts milles carrés, mais qui ne devra pas dépasser cent trente milles carrés, au prix de mille dollars le mille carré et aux autres conditions qu'il jugera opportun de fixer.

Adopté.

2. Que le permis accordé le 24 novembre 1959, à Canada Veneers Limited ou Canada Veneers of Québec Limited, pour la coupe de bois dans le territoire décrit à l'article 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, soit ratifié et confirmé.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le

bill 300 pour favoriser la stabilité économique de la ville et de la région de Belleterre.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 300 pour favoriser la stabilité économique de la ville et de la région de Belleterre.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 300 sans l'amender.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'adoption

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 modifiant la loi de l'adoption soit maintenant lu une deuxième fois.

Tous les amendements apportés à la loi de l'adoption ont été suggérés par les divers organismes tels Caritas Canada et autres. En somme, la législation s'inspire de la doctrine chrétienne et elle veut aider l'enfance abandonnée. C'est le fruit des suggestions qui nous ont été faites par diverses agences sociales directement intéressées à cette question de l'adoption.

Le nouveau texte, tout en conservant la condition que l'adoptant et l'adopté soient de même foi religieuse, n'exige pas qu'elle résulte du baptême de l'adopté, permettant ainsi l'adoption d'enfants non baptisés par des personnes de même foi religieuse.

Les modifications apportées à la loi de l'adoption accorderont une protection accrue aux parties engagées dans un processus d'adoption et il y a aussi des dispositions qui ont pour but de sauvegarder le caractère confidentiel dont la loi de l'adoption entoure les procédures en adoption.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie le premier paragraphe de l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 4 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"4. Dans les cas ci-dessus prévus, l'adoptant, qui ne doit être ni l'époux, ni l'épouse, ni le frère, ni la sœur de l'adopté, doit avoir au moins vingt ans de plus que l'adopté et professer la même foi religieuse que celle à laquelle appartient ce dernier."

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés: "par le baptême".

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité étudie le préambule de l'alinéa *b* de l'article 5, qui se lit comme suit:

"*b*) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:"

Cet article est amendé et le préambule de l'alinéa *b* est remplacé par "*b*) en ajoutant au paragraphe 3 les alinéas suivants:"

"Dans les cas de révocation de l'adoption, prononcée en vertu des dispositions de l'article 19 de la présente loi, ou de décès des parents adoptifs, ou lorsqu'une seconde demande d'adoption est accordée aux termes de l'article 23, mention en doit être faite au moyen d'une note marginale en regard du certificat du jugement d'adoption transcrit dans le double registre mentionné au paragraphe 1 du présent article."

"Lorsqu'un jugement d'adoption est accordé à un requérant domicilié hors de la province de Québec et qui n'y a pas antérieurement résidé, les dispositions énoncées au présent paragraphe et au paragraphe 1 ne s'appliquent pas quant au lieu où réside le requérant. Les formalités ci-dessus énoncées doivent cependant être remplies telles que prescrites, et l'endroit où est située l'institution qui avait antérieurement et en dernier lieu charge de l'enfant ou, à défaut de telle institution, le domicile de l'enfant détermine le choix de la société religieuse, de la municipalité ou du juge de paix dont le double registre doit servir aux transcriptions,

inscriptions et attestations prescrites par le présent article."

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 6 et 7 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 28 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi après-midi, à trois heures.

Adopté.

La séance est levée.

question. Nous avons donc inséré la discussion dans cet item d'ordre général.

4. Chiffre du *Soleil* du 12 mars 1960, à la page 13. *La Réforme* du 19 mars 1960, à la page 10, mentionne plutôt "86 millions" de boisseaux de blé.

5. *L'Action catholique* du 12 mars 1960, à la page 21, mentionne qu'après cette discussion, on a terminé rapidement et presque sans discussion l'étude des crédits de l'Agriculture. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 7, précise pour sa part que l'étude des crédits de d'Agriculture s'est terminée à 3 h 30 de l'après-midi.

6. *Le Soleil* du 12 mars 1960, à la page 13, mentionne que M. Hyde a participé à la discussion des crédits du ministère des Finances, sans toutefois rapporter ses paroles ni dire à quel moment de l'étude il est intervenu.

7. *L'Action catholique* du 12 mars 1960, à la page 22, souligne que tous les crédits du ministère des Finances ont été adoptés en quelques minutes.

8. Il s'agit du chiffre de *La Presse* du 12 mars 1960, à la page 17. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 9, écrit plutôt "11,400".

9. *Le Soleil* du 12 mars 1960, à la page 46, précise que le bill 89 n'a donné lieu à aucun débat.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 12 mars 1960, à la page 3, souligne que le débat concernant cette bourse refusée a duré une heure et demie.

2. En l'absence d'indication dans les journaux, nous avons inséré la suspension des travaux pour le dîner après cette discussion qui a duré assez longtemps pour occuper toute la matinée.

3. Aucun journal ne précise à quel item les députés sont rendus lorsque M. Brown soulève cette

Séance du lundi 14 mars 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Loi de la municipalisation
de l'électricité**

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 289 modifiant la loi de la municipalisation de l'électricité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la
revision du Code civil**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 86 modifiant la loi concernant la revision du Code civil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Subventions
pour la culture**

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 290 concernant l'octroi de certaines subventions pour des fins culturelles.

Le gouvernement de Québec va donner à diverses œuvres culturelles des subventions qui se totaliseront à \$340,000, en plus des sommes déjà prévues dans le budget.

La mesure ne vaudra toutefois que pour une année. Les subventions qui se renouvelleront ensuite d'année en année seront subséquemment portées au budget. Nous procéderons cette année au moyen d'un projet de loi parce que le budget était déjà déposé lorsque le gouvernement a décidé d'accorder à certaines œuvres une aide additionnelle. Toutes les subventions seront mentionnées dans le projet de loi, avec les noms de leurs destinataires.

La subvention la plus importante en sera une de \$135,000 pour les Jeunesses musicales du

Canada. Elle aidera à la construction, au coût de \$150,000 à \$175,000, d'une salle de concerts d'été sur le Mont Orford, site du camp musical très suivi chaque été.

Le mouvement des Jeunesses musicales du Canada compte présentement 30,000 membres dans la province de Québec, contre 5,000 à 6,000 seulement dans le reste du pays. Le secteur québécois de ce mouvement est en train de dépasser en importance celui de la France elle-même.

L'Orchestre symphonique de Québec sera au nombre des bénéficiaires. Il recevra désormais \$30,000 par année du gouvernement provincial. Les Concerts symphoniques de Montréal recevront aussi une subvention.

Le projet de loi prévoit aussi une subvention de \$50,000 au Musée des beaux-arts de Montréal, à l'occasion de son centenaire.

Dans le dernier cas, comme dans celui des Jeunesses musicales, il s'agit des subventions spéciales, qui ne se renouvelleront pas dans les années subséquentes.

Mais il a été entendu avec le bureau de direction de l'Orchestre symphonique de Québec, que préside M. Pierre Côté, que la subvention de \$30,000 accordée à cet organisme se répéterait désormais chaque année.

Ce qui permettra à l'orchestre québécois de se développer davantage, d'augmenter le nombre de ses concerts et d'embaucher des artistes de toute première valeur. On veut en faire un orchestre de très haute réputation, vraiment digne de la capitale provinciale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code civil

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 291 modifiant le Code civil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Code de
procédure civile**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 292 modifiant le Code de procédure civile.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la revision du Code civil

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 86 modifiant la loi concernant la revision du Code civil.

Adopté.

Subventions pour la culture

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 290 concernant l'octroi de certaines subventions pour des fins culturelles.

Adopté.

Assainissement de la rivière Laitet

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 288 pour contribuer à l'assainissement de la rivière Laitet, dans la cité de Québec.

Un député de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) déclare que la subvention provinciale visant les travaux d'assainissement s'établira à \$1,200,000¹.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des services publics

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 281 modifiant la loi des services publics.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des valeurs mobilières

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 287 modifiant la loi des valeurs mobilières de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'acquisition de territoires forestiers

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 285 modifiant la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Essor industriel de Matane

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 284 pour assurer la stabilité et l'essor industriel de la ville et de la région de Matane.

M. Hamel (Saint-Maurice): (Souriant) Est-ce que la date des prochaines élections générales est indiquée dans le bill?

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des terres et forêts

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 283 modifiant la loi des terres et forêts.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des services publics

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 281 modifiant la loi des services publics.

Adopté.

Assainissement de la rivière Laitet

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 288 pour contribuer à l'assainissement de la rivière Laitet, dans la cité de Québec.

Adopté.

Loi de l'acquisition de territoires forestiers

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre,

à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 285 modifiant la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers.

Adopté.

Essor industriel de Matane

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 284 pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane.

Adopté.

Loi des terres et forêts

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 283 modifiant la loi des terres et forêts.

Adopté.

Questions et réponses:

Commission de revision des lois d'assurances

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande au ministre des Finances (M. Bourque) s'il a l'intention de déposer sur le bureau de la Chambre basse le rapport rédigé par la Commission qui avait été chargée de reviser les lois régissant les assurances.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je vais d'abord le présenter à mes collègues du cabinet. Après quoi, je suivrai les instructions que le Conseil des ministres me donnera.

Projets de loi:

Loi électorale

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 modifiant la loi électorale de Québec relativement aux nouveaux

districts électoraux de Duplessis et de Saguenay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

M. le président: Le comité étudie les articles 4 à 6.

L'honorable M. Barrette (Joliette) annonce que le comté de Saguenay portera dorénavant le nom de "Comté de Hauterive". Il dit qu'il présente cet amendement à la demande de plusieurs associations de la Côte-Nord. Le nouveau nom, dit-il, nous a été recommandé par l'évêque Mgr Couturier, et diverses associations.

La ville de Hauterive, fondée par son Excellence Mgr Napoléon-Alexandre Labrie² pour devenir le siège de l'évêché du golfe Saint-Laurent, est situé à quelque six ou sept milles à l'ouest de Baie-Comeau. Elle grandit rapidement et son nom a déjà été donné au district judiciaire, avant de l'être au comté lui-même.

On évitera ainsi beaucoup de confusion, car le nom de Saguenay évoque plutôt la région de Chicoutimi, qui n'est elle-même qu'une partie de ce que l'on désigne depuis les premiers temps de la colonie comme le royaume du Saguenay.

Les articles 4 à 6 sont modifiés en remplaçant le mot "Saguenay" par le mot "Hauterive".

Les amendements sont adoptés

Les articles 4 à 6, ainsi amendés, sont adoptés.

L'article 7 est adopté.

Les notes et le titre sont modifiés en remplaçant le mot "Saguenay" par le mot "Hauterive".

Les amendements sont adoptés.

Les notes et le titre, ainsi amendés, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 87 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté à l'unanimité.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Division territoriale

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 concernant la division territoriale de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) formule le regret qu'on n'ait pas donné suite à une motion qu'il présentait à la Chambre le 26 novembre 1959, et dans laquelle il réclamait la formation d'un comité parlementaire composé de 15 membres de tous les partis politiques pour étudier la révision complète de la carte électorale. Il dit qu'il a suivi la suggestion de feu le premier ministre Paul Sauvé qui lui avait conseillé d'attendre, pour discuter de la motion, que le gouvernement présente un projet de loi concernant la division territoriale de la province.

Je me rappelle même que M. Sauvé a dit que je retirerais ma motion lorsque je prendrais connaissance du contenu du projet de loi du gouvernement. J'ai accepté, croyant que nous aurions enfin droit à une révision complète. Je dois dire, aujourd'hui, que je suis très déçu. En face du bill que l'on nous propose aujourd'hui, il semble bien que cette motion n'a plus sa raison d'être, puisque le projet de loi indique bien la volonté du gouvernement de se limiter à la création de deux comtés seulement.

Ma motion proposait de refaire en entier la carte électorale. Cela aurait été d'autant plus nécessaire que si nous nous fions à la tradition, il y aura des élections cette année.

M. Hamel (Saint-Maurice): Certainement! M. Pierre Sévigny³ a annoncé que ce sera le 8 juin.

L'honorable M. Barrette (Joliette): (Souriant) Qui est cet homme?

M. Hamel (Saint-Maurice): Tiens! Nous revoilà au: "Je ne connais pas cet homme...!"

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'y repenserai un de ces soirs et je donnerai ma réponse au premier ministre.

Le fait de diviser en deux comtés la circonscription de Laval, la plus peuplée de la province, constitue une amélioration. De même pour la division de l'immense circonscription de Saguenay. Mais la création de ces deux nouveaux comtés ne règle qu'une petite partie du problème. Le gouvernement actuel se livre seulement au rapiéçage de cette carte électorale en divisant de temps à autre quelques circonscriptions. On pose ici et là un emplâtre, mais on ne s'attaque pas à l'ensemble du problème. Il serait pourtant facile de réparer certaines injustices flagrantes.

La véritable solution aurait été que les autorités provinciales décident de procéder à une redistribution plus générale, afin de faire disparaître plusieurs inégalités en ce qui concerne aussi bien le territoire que la population de certains comtés, comme le demande le Parti libéral depuis de nombreuses années.

Il (M. Lapalme) dit que dans certaines circonscriptions rurales, le nombre d'électeurs est d'environ le dixième du nombre d'électeurs dans certaines circonscriptions urbaines. Il y a certes lieu de tenir compte de la géographie, mais il faut tenir compte aussi de la démocratie.

Un comté comme celui des Îles-de-la-Madeleine, qui n'a qu'un peu plus de 5,000 électeurs, ne doit pas être morcelé; une telle circonscription doit rester intacte. Mais Montréal, par exemple, doit avoir un nombre plus élevé de comtés. Un comité de la Chambre aurait pu, avec l'aide de spécialistes, préparer une redistribution des comtés. Il y aurait eu deux barèmes généraux: le territoire et la population. Je ne prétends pas, loin de là, qu'il s'agisse là de barèmes fixes. Il n'est pas possible d'établir une égalité entre tous les comtés et cela se comprend facilement.

Mais il est facile de constater, en consultant le rapport des élections de 1956, que certaines circonscriptions renfermaient 100,000 électeurs et plus, alors que d'autres, presque voisins, n'en comptaient que 10,000 ou 12,000. La disparité est surtout flagrante dans la région de Montréal. Je note, par exemple, que normalement les comtés fédéraux sont plus grands que les comtés provinciaux parce qu'il y a 75 députés fédéraux comparativement à 93 députés provinciaux pour la province de Québec.

Cependant, comment expliquer alors que, dans l'Île de Montréal, la représentation fédérale, avec 20 députés à Ottawa, est plus nombreuse que la représentation provinciale, qui comprend 15 députés? Il dit que le fait de représenter 65,000 électeurs ne lui donne pas plus d'influence qu'une personne qui en représente 10,000.

À quel moment la carte électorale sera-t-elle révisée de manière qu'au Québec la démocratie ne soit plus un vain mot? J'affirme qu'actuellement il y a injustice pour toute la province, et spécialement pour la région de Montréal. Il y a une douzaine de comtés dont il faudrait modifier les limites. Beaucoup de gens seront désappointés du fait que deux comtés seulement sont visés par la loi. Mais là encore, nous voterons pour le petit pain, même si nous en avions souhaité un gros.

M. Pouliot (Laval): Le chef de l'opposition semble désappointé parce qu'on ne forme pas un comité pour étudier une révision des comtés de la province. Si le district de Montréal est représenté à Ottawa par 20 députés, c'est que les problèmes à régler ne sont pas du tout les mêmes que ceux des députés provinciaux. Il est normal que les comtés urbains soient plus peuplés que les comtés ruraux. Dans les comtés ruraux, il faut plus de députés pour la population dispersée sur de longues distances que dans les comtés urbains, où les électeurs sont groupés autour du député. Leurs représentants à la Législature provinciale doivent effectuer de nombreux déplacements pour répondre aux besoins de la population.

En 1940, le gouvernement Godbout a passé une loi afin de donner le droit de vote aux femmes. Le nombre des électeurs dans la province s'en trouvant doublé, passant de 753,000 en 1939 à 1,864,000 en 1944, pourquoi alors les autorités libérales n'ont-elles pas procédé à la révision de la carte électorale? On s'est contenté au contraire de subdiviser cinq petits comtés et de porter le nombre total des circonscriptions électorales de 86 à 91.

Dans sept comtés de l'Île de Montréal, le nombre des électeurs n'a presque pas varié entre 1944 et 1956. Ces comtés sont ceux de Laurier, Mercier, Sainte-Marie, Saint-Henri, Saint-Louis, Verdun et Maisonneuve. De tous les comtés de l'Île, c'est dans le comté de Laval que l'accroissement du nombre des électeurs a été le plus marquant: en 12 ans, le nombre des électeurs est passé de 54,000 à 135,000. C'est pourquoi on divise ce territoire. Je suis heureux de remercier le gouvernement et le premier ministre d'avoir songé à subdiviser cette année un comté aussi peuplé.

M. Hamel (Saint-Maurice): Des ouvriers travaillaient à Labrieville en juin 1956, mais on a empêché le Parti libéral d'y envoyer des gens pour exposer son programme parce qu'ils n'étaient pas munis de saufs-conduits pour franchir les barrières. Le premier ministre peut-il nous donner publiquement l'assurance que les gens des comtés de Duplessis et de Haute-rieville pourront, durant la prochaine campagne électorale, recevoir librement la visite des orateurs libéraux qui voudront leur faire le portrait exact de l'Union nationale?

M. Ouellet (Saguenay): Il est étrange d'entendre parler ainsi le député de Saint-Maurice. Moi-même, je n'ai pu me rendre à Labrieville; c'était à cause de l'ouvrage en cours. Cela n'a pas empêché les ouvriers de cette ville de voter tous pour moi.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Si le député de Saint-Maurice veut aller là-bas, je m'engage à lui faciliter l'entrée partout où il voudra aller, surtout s'il a l'intention de prêcher comme il le fait ici en Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Depuis 1956, la situation a changé à Labrieville, on pourrait maintenant s'y rendre librement. Mais ce qui nous inquiète, c'est le nouveau chantier de l'Hydro-Québec sur la rivière Manicouagan. Des partisans de l'Union nationale disent déjà que le Parti libéral ne pourra pas y aller pour la campagne électorale. Le député de Saguenay (M. Ouellet) affirmait tout à l'heure qu'en 1956 il ne s'est pas rendu à Labrieville. Mais il a oublié d'ajouter que ses agents, eux, y ont été, alors que l'opposition n'a pu communiquer avec les gens de l'endroit qu'à l'aide de tracts lancés par avion du haut des airs. Ce qui s'est passé à Labrieville est en voie de se répéter à Manicouagan.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Il faut dire qu'en 1956, les barrières le long du chemin conduisant à Labrieville ne dépendaient pas toutes du gouvernement. Il y a des précautions à prendre sur les chantiers de construction. Pour ce qui est de Manicouagan, ce n'est pas une ville. Les employés qui y travaillent viennent d'un peu partout. Reste à savoir si, d'après la loi, ces gens-là ont le droit de voter sur les lieux mêmes de leur travail. De toute façon, on peut être assuré que le gouvernement facilitera la liberté du vote là-bas comme ailleurs.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La question du vote à Manicouagan est très importante.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au premier ministre de prendre les mesures nécessaires pour que, s'il décide que l'incident de Labrieville ne doit pas se répéter ailleurs, il veille à ce que sa décision ne soit pas contrecarrée par des fonctionnaires ou même par le ministre des Ressources hydrauliques qui a son mot à dire.

Il (M. Hamel) évoque un incident qui se serait produit à Sept-Îles à l'occasion des élections générales du 20 juin 1956. Le 19 juin, dit-il, soit la veille du scrutin, un excavateur serait arrivé à Sept-Îles pour des travaux de terrassement à l'emplacement du futur hôpital. Les électeurs sont allés aux urnes le lendemain. Et le surlendemain, l'excavateur est reparti.

M. Ouellet (Saguenay): C'est faux! Il n'y a jamais eu de pelle mécanique. Ce sont des racontars.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. À compter de l'entrée en vigueur de la présente loi,

"a) le district électoral actuel de Laval cesse d'exister et il est remplacé par les districts électoraux de Bourget et de Laval, dont les limites sont respectivement déterminées par les articles 4 et 6;

"b) le district électoral actuel de Saguenay cesse d'exister et il est remplacé par les districts électoraux de Duplessis et de Saguenay, dont les limites sont respectivement déterminées par les articles 5 et 7."

Cet article est amendé et les mots "par les districts électoraux de Duplessis et de Saguenay" sont remplacés par "par les districts électoraux de Duplessis et de Haute-rieville".

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 déterminant les limites du district électoral Bourget⁴.

Cet article est amendé et les mots "une ligne brisée limitant vers le sud-ouest les lots 333, 334, 335, 338, 339, 340, 341, 342 et 343 prolongée jusqu'à l'axe de la montée Saint-Michel." sont remplacés par "une ligne brisée limitant vers le nord-ouest les lots 333 et 334; partie de la ligne nord-est du lot 334; la ligne nord-ouest des lots 335 et 338; partie de la ligne sud-ouest du lot 339; la ligne nord-ouest des lots 339, 340, 341, 342 et 343 prolongée jusqu'à l'axe de la montée Saint-Michel."

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. La description du district électoral de Laval (paragraphe 34 de l'article 6 de ladite loi) est remplacé par la suivante:

"34. Laval: Le district électoral de Laval est formé de l'Île Jésus et de la partie de l'Île de Montréal renfermé dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne nord-est du lot 124 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet avec la rive sud-est de la Rivière-des-Prairies; de là, successivement, la dite ligne nord-est du lot 124 prolongée jusqu'à l'axe du boulevard Gouin; ledit axe du boulevard Gouin jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 126; ledit prolongement et la ligne nord-est du lot 126 jusqu'à ce qu'elle rencontre le côté sud-est de la montée Saint-Michel; puis, de là, suivant l'axe de la montée Saint-Michel jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 126; ledit prolongement de ladite ligne nord-est du lot 126 se prolongeant dans la ligne nord-est des lots 127, 128 et 133; partie de la ligne nord-ouest et nord-est du lot 134; la ligne nord-est et la ligne sud-est du lot 163; une ligne brisée limitant vers le nord-est le lot 164; la ligne nord-est du lot 332 jusqu'à l'axe du chemin de la côte Saint-Michel..."

"Ce district électoral comprend aussi les îles situées dans la rivière Jésus ou des Mille-Isles et dans la Rivière-des-Prairies désignées aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre des paroisses de Sainte-Rose, Saint-François-de-Sales, Saint-Vincent-de-Paul, Saint-Martin, Sainte-Dorothée, Sault-au-Récollet et du village de Sainte-Rose."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"34. Laval: Le district électoral de Laval est formé de l'Île Jésus et de la partie de l'Île de Montréal renfermé dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne nord-est du lot 124 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet avec la rive sud-est de la Rivière-des-Prairies; de là, successivement, la dite ligne nord-est du lot 124 prolongée jusqu'à l'axe du boulevard Gouin; ledit axe du boulevard Gouin jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 126; ledit prolongement et la ligne nord-est du lot 126 jusqu'à ce qu'elle rencontre le côté sud-ouest de la montée Saint-Michel; puis, de là, suivant l'axe de la montée Saint-Michel jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 126; ledit prolongement de ladite ligne sud-est des lots 126, 127, 128 et 133; partie de la ligne nord-est et la ligne sud-est du lot 134; la ligne sud-est et partie de la ligne sud-ouest du lot 163; une ligne brisée limitant vers le sud-est le lot 164; la ligne nord-est du lot 332 jusqu'à l'axe du chemin de la côte Saint-Michel...

"Ce district électoral comprend aussi les îles situées dans la rivière Jésus ou des Mille-Isles et dans la Rivière-des-Prairies désignées aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre des paroisses de Sainte-Rose, Saint-François-de-Sales, Saint-Vincent-de-Paul, Saint-Martin, Sainte-Dorothée, Sault-au-Récollet et du village de Sainte-Rose ainsi que l'île aux Vaches et les îles avoisinantes annexées à la ville de Saint-François par 7-8 Elizabeth II, ch. 113, a. 6."

Les amendements sont adoptés.

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie les articles 7 et 8.

Ces articles sont amendés en remplaçant le mot "Saguenay" par le mot "Hauterive".

L'amendement est adopté.

Les articles 7 et 8, ainsi amendés, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. L'article 19 de ladite loi, modifié par l'article 25 de la loi 8 George VI, chapitre 6, est de nouveau modifié en y ajoutant après le mot "Saguenay", dans la quatrième ligne du paragraphe 3°, les mots "tel que décrit au paragraphe 74 de l'article 7 de la présente loi".

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"9. L'article 19 de ladite loi, modifié par l'article 25 de la loi 8 George VI, chapitre 6, est de nouveau modifié en remplaçant les mots "le district électoral de Saguenay", dans la quatrième ligne du paragraphe 3°, par les mots "les districts électoraux de Duplessis et de Saguenay tels que décrits respectivement aux paragraphes 19a et 72 de l'article 6 de la présente loi".

L'amendement est adopté.

L'article 9, ainsi amendé, est adopté.

L'article 10 est adopté.

Le comité étudie l'article 11.

L'article est amendé en remplaçant le mot "Saguenay" par le mot "Hauterive".

L'amendement est adopté.

L'article 11, ainsi amendé, est adopté.

L'article 12, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 47 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Organismes provinciaux

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 concernant certains organismes provinciaux et certains fonctionnaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) n'a pas d'objection en ce qui a trait aux salaires de l'assistant-procureur général et du secrétaire de la Commission des accidents du travail, mais il en formule à l'égard des membres de la Commission du service civil et de l'Office de l'autoroute des Laurentides.

La Commission du service civil, dit-il, agit comme intermédiaire entre les employés de la province et le gouvernement. Il serait anormal qu'elle relève du lieutenant-gouverneur en conseil pour la fixation des salaires de ses membres. Désormais, les membres de cette commission seront moins indépendants du cabinet, puisque celui-ci pourra modifier leurs salaires à volonté. Si la loi fixait ces salaires, les membres de la Commission seraient bien plus indépendants et ils n'auraient pas sans cesse suspendue au-dessus de leur tête cette épée de Damoclès. Cette loi est un accroc de première grandeur à l'indépendance de la Commission du service civil.

Il (M. Lapalme) exprime la même opposition, pour les mêmes raisons, à la fixation des salaires des membres de l'Office de l'autoroute par le gouvernement.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les fonctionnaires visés par cette loi sont les seuls de tout le service civil dont les traitements sont encore fixés par des lois, ce qui oblige le gouvernement à revenir devant les Chambres et à les modifier par des lois quand c'est nécessaire. Dans le passé, il a souvent fallu soumettre des amendements de ce genre à l'Assemblée législative.

Au fond, il y a bien peu de différence entre les deux manières car, lorsqu'une loi est présentée par le gouvernement pour fixer le salaire du fonctionnaire, ce salaire a été, en premier lieu, fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Les augmentations de salaires, dans le cas à l'étude, devraient donc être décidées d'abord par le cabinet, avant d'être soumises à la Chambre. La procédure sera simplifiée par cette nouvelle façon d'agir. Désormais, ces fonctionnaires seront placés dans leur catégorie.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit que les raisons évoquées par le premier ministre ne l'ont pas convaincu.

Les membres de la Commission du service civil doivent relever du Parlement, dit-il, et non pas du gouvernement.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 81 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'assistance publique

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (M. Bertrand) explique la portée des amendements que cette loi apporte à la loi générale de l'assistance publique. Ces amendements sont nombreux, dit-il, et ils équivalent, en somme, à une refonte quasi complète de la législation.

Il souligne qu'une étude très sérieuse a été faite de la loi d'assistance publique par les principaux officiers de son département, avec le résultat que le projet de loi en discussion étend à un plus grand nombre de personnes les bénéfices de la sécurité sociale dans le Québec.

Le changement le plus important, dit-il, est le dégrèvement plus considérable accordé aux municipalités. L'automne dernier, une délégation de l'Union des municipalités de la province de Québec avait rencontré l'honorable Paul Sauvé pour lui demander d'accorder des dégrèvements accrus aux municipalités. Les délégués avaient proposé de réduire de 24 % à 15 % la part des cités et villes, et de ramener à 10 % ou 12 % la part des municipalités rurales.

Le gouvernement va plus loin que ce que demandaient les municipalités, et la loi actuelle réduit de 24 % à 12 % la part des cités et villes dans l'assistance publique, et de 15 % à 8 % celle des autres municipalités. La décision que nous avons prise à ce sujet est dans la ligne de conduite jusqu'ici suivie par le gouvernement de l'Union nationale. En 1952, la part des municipalités était réduite de 33 % à 15 % et, en 1957, le gouvernement diminuait de 33 % à 24 % la contribution des cités et villes.

Mais il y a plus, dans certains cas, comme pour les foyers pour personnes âgées, pour les inadaptés mentaux, les écoles de protection, etc.; toute contribution des cités et villes et des municipalités disparaît et le gouvernement, dans ces cas, assume à lui seul tous les frais.

En prenant comme base les comptes envoyés l'an dernier par le gouvernement aux municipalités, au total de \$12,300,000, l'effet de cette loi sera un dégrèvement additionnel de \$7,200,000 par année pour les gouvernements municipaux. Ceux-ci n'auront que \$5,300,000 à payer en 1960-1961.

Dans la province d'Ontario, la part du gouvernement dans l'assistance publique est de 80 % et celle des municipalités est encore de 20 %. Dans la province de Québec le gouvernement paiera désormais 90 %, ne laissant que 10 % des dépenses aux municipalités. Cela dénote combien le gouvernement a voulu non seulement se rendre aux demandes des municipalités, mais également aller bien au-delà de ce qu'on espérait. Avec l'adoption de cette loi, la province de Québec sera désormais la mieux organisée de toutes les provinces canadiennes pour la sécurité sociale.

Le bill comporte aussi d'autres amendements. Il étend le bénéfice de la loi à de nouvelles catégories de personnes et inclut explicitement les organismes de bienfaisance au nombre des institutions d'assistance publique.

Il cite le rapport de la commission Tremblay⁵ qui déclarait que la province de Québec n'est pas en retard dans le domaine de la sécurité sociale. Le nouveau projet de loi constitue un complément important à la législation provinciale sur la sécurité sociale. Depuis 1946, dit-il, la province de Québec et le gouvernement fédéral ont payé, au 31 décembre 1959, une somme globale de \$600,000,000 dans le domaine de la sécurité sociale, ce qui fait que la province de Québec est la première dans ce domaine de toutes les provinces canadiennes.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *e*) de l'article 3, qui se lit comme suit:

"*e*) "institution d'assistance" ou "institution d'assistance publique": toute institution ou organisme de bienfaisance qui, gratuitement, reçoit, garde, soigne, hospitalise ou assiste des personnes nécessiteuses et qui est reconnue comme telle par le lieutenant-gouverneur en conseil; ces mots comprennent également tout organisme gouvernemental désigné par le ministre et toute corporation municipale locale qui peuvent effectuer des versements d'assistance en conformité des dispositions de la présente loi et des règlements;"

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La définition des institutions d'assistance ainsi que les articles 30*a* et 33*a* du projet de loi constituent une délégation totale de pouvoirs discrétionnaires au gouvernement qui pourra, à son gré, modifier tout notre système d'assistance publique.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) nie que ce soit cela.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Une fois cette loi votée, la Législature n'a plus à intervenir et le gouvernement ajoutera ou soustraira des institutions ou des municipalités à l'opération de la loi d'assistance publique. Il pourra reconnaître ou ne pas reconnaître ces institutions comme il le voudra.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Il n'est pas possible d'appliquer efficacement une loi de l'assistance publique à moins d'avoir les pouvoirs demandés. Car il faut prévoir tous les cas. Si le gouvernement peut reconnaître des agences sociales il peut en créer lui-même quand le besoin se fait sentir. Le but de la loi est de permettre à toutes les personnes nécessiteuses, qui ne bénéficient pas des autres lois de sécurité sociale dans la province de Québec, d'obtenir l'aide du gouvernement de leur province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les pouvoirs accordés au gouvernement couvrent entièrement tout le champ d'action de l'assistance publique. Le gouvernement peut établir de nouvelles formes d'assistance et il peut libérer complètement les corporations municipales qu'il désire favoriser. En somme, les municipalités dépendront du gouvernement et non plus de la loi. C'est de la discrétion totale.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi):

Dans le cas des mères nécessiteuses, la loi actuelle permet une certaine discrétion au gouvernement. Il est impossible d'agir autrement. D'ailleurs, le gouvernement n'a pas plus de pouvoirs qu'auparavant, mais la loi actuelle complète les définitions des institutions qui peuvent en bénéficier.

Il faut prendre en considération le fait que le service d'assistance publique se trouve souvent en face de cas de misères qu'il faut secourir. Les municipalités ne sont appelées à payer une contribution que lorsqu'elles sont appelées à juger des cas qu'on leur soumet. Quand elles refusent de payer, il reste que les services de l'assistance publique doivent quand même intervenir. Sans la discrétion que nous demandons, le service de l'assistance publique ne peut pas répondre à tous les cas.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie les paragraphes 1 et 2 de l'article 17, qui se lisent comme suit:

"17. L'article 23 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 8, est remplacé par le suivant:

"23. Nulle institution d'assistance publique ne peut recevoir une personne nécessiteuse aux frais du gouvernement et des municipalités s'il n'est remis aux autorités de telle institution:

"1° Une demande d'admission signée devant deux témoins par la personne nécessiteuse ou un de ses parents, amis ou protecteurs, comprenant le nom, les prénoms, l'occupation, l'âge et le domicile de la personne nécessiteuse, rédigée suivant la formule 1;

"2° Un certificat suivant la formule 2, signé par le maire de la municipalité locale où cette personne nécessiteuse a son domicile ou par une autre personne que le conseil autorise spécialement à cette fin et qu'il désigne parmi ses membres ou parmi les officiers de la municipalité;"

Cet article est modifié en changeant:

a) au paragraphe 1°, en remplaçant les mots "suivant la formule 2" par les mots "conformément aux règlements";

b) au paragraphe 2°, en remplaçant le nombre "2" par les mots "prescrite par les règlements".

Les amendements sont adoptés.

L'article 17, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 18 à 20 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 21, qui se lit comme suit:

"21. L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"26. La personne nécessiteuse ne peut être conduite à une institution d'assistance publique, ni y être recueillie, sans la production de la demande et des certificats qui doivent l'accompagner. En cas d'urgence et de nécessité absolue, les autorités de l'institution d'assistance publique peuvent se dispenser d'exiger le certificat du médecin, s'il est requis; mais ce certificat doit leur être remis dans les huit jours qui suivent l'admission."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Avec cet article, les autorités de l'hôpital pourront encore exiger ce certificat, avec le résultat que l'on verra encore des malades obligés de se promener d'un hôpital à l'autre. La nouvelle loi n'améliore pas cette situation.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): On n'a jamais refusé à ma connaissance des malades...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a eu des cas pénibles.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Ce sont des malheureuses exceptions alors.

L'article 21 est adopté.

Le comité étudie l'article 22, qui se lit comme suit:

"22. L'article 27 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "qu'un" par les mots "qu'une personne nécessiteuse"."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"22. L'article 27 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "qu'un malade soit admis" par les mots "qu'une personne nécessiteuse soit admise".

L'amendement est adopté.

L'article 22, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 23 et 24 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 25, qui se lit comme suit:

"25. Ladite loi est modifié en y ajoutant, après l'article 30, le paragraphe et l'article suivant:

"§ 1a. - De l'éligibilité à certains versements d'assistance

"30a. Des prestations d'assistance peuvent aussi être faites à des personnes nécessiteuses non hospitalisées et non assistées en vertu d'autres dispositions de la présente loi.

"C'est prestations sont incessibles, insaisissables et exemptes de toutes taxes provinciales et municipales.

"Les circonstances dans lesquelles elles peuvent être accordées, les formalités relatives à la demande d'assistance, à son examen et à sa décision, les sanctions au cas de fraude et toute autre matière se rapportant à ces prestations sont déterminées par les règlements."

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): On a voulu mettre en vigueur l'entente fédérale-provinciale à propos des chômeurs nécessiteux. On élargit ainsi la portée de la législation. La nouvelle loi vise à assurer, en effet, qu'aucune catégorie dans le besoin ne soit laissée sans secours.

Un député de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Les agences sociales diocésaines, maintenant assimilées aux institutions d'assistance publique, resteront toujours soumises à l'autorité religieuse. Mais comme elles devront administrer l'argent du gouvernement, elles devront, à cet égard, se conformer aux règlements qui seront édictés sous l'empire du projet de loi une fois sanctionné.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) pose une question.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) promet d'étudier la possibilité de combler le décalage qui existe dans les diverses lois d'assistance sociale pour les jeunes de 16 à 18 ans. Mais, d'autre part, il faut

remarquer que, avec la nouvelle loi, la contribution municipale est supprimée dans plusieurs cas et réduite considérablement dans d'autres.

Cet article est amendé et les mots "le paragraphe et l'article suivant" sont remplacés par "le titre et l'article suivant".

L'amendement est adopté.

L'article 25, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 26 et 27 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 33b de l'article 28, qui se lit comme suit:

"33b. Le domicile d'une femme mariée nécessiteuse, non judiciairement séparée de corps ou dont le mari est disparu depuis au delà d'un an, s'établit, pour les fins de la présente loi, comme si elle était veuve."

Cet article est amendé et le mot "ou" est remplacé par "et".

L'amendement est adopté.

L'article 28, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 34 de l'article 29.

L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe 34:

"Dans tel cas et nonobstant toute loi à ce contraire, telle municipalité peut faire opérer tel remboursement par voie d'exécution sur les immeubles de la personne hospitalisée, ou ceux des personnes obligées légalement ou conventionnellement à son entretien, quel que soit le montant du jugement qu'elle obtient, ou la municipalité peut, dans le cas où la personne hospitalisée n'était pas domiciliée dans les limites de son territoire lors de son entrée dans l'institution d'hospitalisation, exercer son recours en remboursement contre la municipalité où la personne hospitalisée avait son domicile; mais tel recours par une municipalité se prescrit par trois ans de la date du paiement fait au gouvernement."

L'amendement est adopté.

L'article 29, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 30 à 45 sont adoptés.

Le comité étudie les articles 46 à 48.

Les articles 46 à 48 sont retirés, et en conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Les articles 49 et 50, devenus 46 et 47, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 36 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté à l'unanimité.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Fertilisation des terres

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 pour aider à la fertilisation des terres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 77 pour aider à la fertilisation des terres.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose:
1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux agriculteurs de la province des

subventions pour l'achat d'engrais chimiques et d'affecter à cette fin, à même le fonds consolidé du revenu, une somme de six millions de dollars.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La subvention n'aura-t-elle pas pour effet de faire hausser les prix des engrais chimiques?

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai eu la même inquiétude que le chef de l'opposition. Mais nous avons obtenu l'assurance des principales entreprises productrices d'engrais chimiques qu'elles ne hausseront pas le prix des engrais d'ici le 1^{er} juillet 1960.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Personne ne profitera de cette loi, sauf les cultivateurs à l'intention desquels elle est votée.

À la suite d'un entretien que j'ai eu avec les principaux producteurs d'engrais chimiques, nous avons obtenu l'assurance suivante: les prix des engrais chimiques n'augmenteront pas d'ici le 1^{er} juillet prochain; ils resteront ensuite les mêmes pendant une autre période de 12 mois si aucune force majeure dans les conditions du marché ne vient obliger les compagnies à majorer leurs prix.

Cette mesure aidera quelque 40,000 à 50,000 cultivateurs. Ils recevront chacun environ une moyenne de \$100 pour les aider à acheter des engrais chimiques dont ils auront besoin afin d'accroître la productivité de leurs terres.

Il s'agit d'une aide directe de \$5,000,000 à \$6,000,000.

En somme, nous donnons d'un seul coup à nos cultivateurs un montant égal à celui que représentaient pour eux toutes les autres subventions du gouvernement.

Notre loi va diminuer le coût de l'exploitation agricole et augmenter les revenus des cultivateurs. C'est une très belle loi, l'une des meilleures qui n'aient jamais été présentées dans l'intérêt de la classe agricole.

M. Bernatchez (Lotbinière) félicite et remercie le gouvernement. La mesure à l'étude, dit-il, est marquée par le souci du gouvernement de venir en aide aux cultivateurs, surtout aux cultivateurs moyens et ceux dont les revenus ne facilitent pas l'achat en grande quantité d'engrais chimiques.

C'est en somme une autre démonstration de la part du gouvernement, une démonstration de son désir d'aider le cultivateur. Sous les régimes libéraux, les cultivateurs ne recevaient pas d'aide pour

diminuer leur coût de production et augmenter leurs revenus.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les cultivateurs de la province doivent faire face à une forte concurrence. L'emploi d'engrais chimiques contribuera à baisser le prix de revient de la production agricole. Cela permettra aux cultivateurs de mieux lutter contre les prix des produits de l'étranger.

Il fallait commencer par améliorer les sols, soit par le drainage et autres mesures. Nous sommes arrivés au point où les sols sont prêts à recevoir de l'engrais chimique sans danger d'en perdre des quantités considérables dans des terres mal drainées.

C'est pourquoi j'estime que la subvention relative à l'achat d'engrais chimiques arrive à son heure.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cette loi vient à point, c'est-à-dire à la veille des élections provinciales.

L'honorable M. Barrette (Joliette): La loi vient au moment où les cultivateurs en ont besoin, c'est-à-dire à la veille des semences.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a contradiction entre les paroles du député de Lotbinière (M. Bernatchez) et celles du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré).

Le député de Lotbinière reproche aux libéraux de n'avoir rien fait ou de n'avoir donné que des subventions minimes, sans mentionner cependant quel était le prix des engrais chimiques à ce moment-là.

Le ministre de l'Agriculture, lui, dit qu'il ne fallait pas donner de subventions jusqu'à maintenant pour les engrais chimiques parce qu'il fallait commencer par égoutter les terres.

D'après lui, si le gouvernement a attendu jusqu'à 1960 pour donner des subventions, ce n'est pas parce qu'il s'agit d'une année d'élection, mais parce que les terres n'étaient pas prêtes à recevoir les engrais chimiques.

Le ministre de l'Agriculture a tout de même été réaliste sur un point. Il m'a comparé à quelqu'un qui chante en passant devant un cimetière. Il a parfaitement raison. Je me trouve devant le cimetière de l'Union nationale.

La résolution est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

La Chambre poursuit la prise en considération d'un projet de résolutions relatives au bill 77 pour aider à la fertilisation des terres.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose:
2. Que, à même cette somme, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder, chaque année, à tout cultivateur de profession qui exploite, à titre de propriétaire, d'usufruitier ou de locataire, une ferme d'une superficie d'au moins vingt arpents, une subvention jusqu'à concurrence de trente pour cent du coût d'achat d'engrais chimiques destinés à la fertilisation de sa ferme, cette subvention ne devant cependant pas excéder cent dollars par année pour une même ferme.

Il (M. Barré) propose un amendement en vertu duquel les cultivateurs possédant 10 arpents de terre en culture au lieu de 20 auront droit à la subvention.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-il possible qu'un cultivateur de profession n'ait que 10 arpents de terre?

L'honorable M. Barré (Rouville): Dans certaines conditions bien particulières, oui.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Qui a demandé cet amendement au ministre?

L'honorable M. Barré (Rouville): La Coopérative de tabac jaune de Joliette.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est celle de Montcalm. En 1935, il se cultivait cinq arpents de tabac. Aujourd'hui, il y en a plus de 5,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): La loi dit que le gouvernement "pourra" payer la subvention. Pourquoi le gouvernement ne dit pas qu'il "paiera". Dans la loi des universités, le gouvernement ne se laisse pas de latitude. Dans le cas de la subvention de \$1.75 par tête de population pour les octrois aux universités, la loi dit que le gouvernement "paiera" et non pas "pourra payer". Alors pourquoi le gouvernement ne traite-t-il pas les cultivateurs comme il traite les

universités? Je me demande si ce n'est pas le gouvernement d'Ottawa qui a forcé le gouvernement de Québec à éviter la discrétion traditionnelle de l'Union nationale.

Des voix ministérielles: Hors d'ordre! Hors d'ordre!

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce pour permettre aux organisateurs politiques de faire du chantage à la veille des élections? J'imagine les organisateurs politiques allant de maison en maison pour dire aux cultivateurs: "Il y a le 20 juin, mais il y a aussi le 21, jour de la vengeance ou de la récompense..."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): M. Sévigny a annoncé les élections pour le 8 juin!

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est vrai. Alors, on dira: "Il y a le 8 juin mais il y a aussi le 9." Cette loi sera une arme de plus dans les mains des organisateurs de l'Union nationale. Pourquoi le gouvernement agit-il toujours comme s'il était affolé par la peur des élections? Loin de moi la pensée de dire qu'il fera du chantage avec cette loi, mais pourquoi ne songe-t-il pas à se protéger contre ses propres faiblesses? Le seul moyen de démontrer qu'il est sérieux, c'est, pour le gouvernement, de faire pour les cultivateurs ce qu'il a fait pour les universités.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il n'y a pas d'organismes là-dedans. Les agriculteurs sont libres d'acheter leurs fertilisants où ils veulent. C'est l'agronome, et l'agronome seul, qui recommandera le paiement de la subvention.

Je ne suis pas un universitaire et j'admire la plupart de ceux qui le sont, mais je puis dire que jamais les cultivateurs n'ont hésité quand est venu le temps d'aider les universités. Je ne comprends pas que certaines gens insultent le gouvernement quand vient le temps d'aider les cultivateurs.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre n'a pas répondu à ma question. Pourquoi nos bons cultivateurs recevront-ils comme une faveur du gouvernement, non comme un droit, ce que les universités recevront comme un droit?

Je suis en faveur qu'on accorde aux cultivateurs les mêmes droits qu'aux universités. On a constaté que certains règlements ont empêché la moitié des sinistrés de Rimouski de recevoir la ristourne provinciale.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Parlons d'abord de Rimouski. J'ai déclaré que tout citoyen qui prétend avoir droit à la ristourne pourra s'adresser au conseil municipal de Rimouski. Nous accepterons le jugement du conseil. Rimouski a reçu \$2,500,000 du gouvernement, plus \$480,000 à même le fonds spécial et au moins \$1,200,000 sous forme de provisions et de matériaux.

Le bill actuellement à l'étude dit "pourra" parce que toutes les lois sont faites comme cela.

M. Hamel (Saint-Maurice): Et la loi des universités?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le lieutenant-gouverneur en conseil n'est jamais obligé de payer. De 40,000 à 50,000 cultivateurs auront droit à la subvention sur rapport de l'agronome. C'est clair, la loi ne peut être faite autrement. Je répète ce que j'ai dit cet après-midi:

Nos bons habitants recevront de \$4,000,000 à \$5,000,000 grâce à cette loi-là. Aucun organisateur n'aura affaire à cela. Si l'opposition n'a pas confiance aux agronomes, qu'elle le dise. Elle sait très bien qu'il ne saurait être question d'organismes. Nous n'avons pas besoin d'en ajouter d'autres, nous en avons en quantité. Quatre-vingt-dix pour cent des cultivateurs votent pour nous.

M. Hamel (Saint-Maurice) se dit surpris d'entendre le premier ministre dire que toutes les lois sont faites comme cela. J'ai ici le bill 58 relatif aux universités, qui est libellé comme suit: "Le ministre des Finances paiera chaque année..."

L'honorable M. Barrette (Joliette): Dans le cas des universités, il n'y a pas de factures, pas de rapports à faire. D'ailleurs, il ne s'agit pas des universités, mais du bill 77.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le patroneux va-t-il se faire poser au "flash" chaque fois qu'un chèque entrera dans la paroisse?

L'honorable M. Johnson (Bagot): Dans le bill 58, il n'est pas question de factures. Il n'y a pas de preuve à fournir. Mais il y a quand même une section de cette loi où il est dit que:

"Il est loisible au surintendant de l'Instruction publique..." D'ailleurs, l'Union nationale a fait ses preuves, car il y a plus de libéraux que de partisans de l'Union nationale qui ont le prêt agricole provincial.

La résolution est amendée et les mots "d'au moins 20 arpents" sont remplacés par les mots "d'au moins 10 arpents".

L'amendement est adopté.

La résolution, ainsi amendée, est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Les résolutions relatives au bill 77 aidant à la fertilisation des terres, soient renvoyées de nouveau au comité plénier avec instructions de les modifier, de façon à prévoir que la subvention pour l'achat d'engrais chimiques soit obligatoirement accordée à tout cultivateur qui remplit les conditions prescrites par les règlements à être établis."

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il est hors d'ordre à sa face même et qu'on ne peut amender une résolution recommandée par le lieutenant-gouverneur.

M. Hamel (Saint-Maurice): Tout le monde, excepté le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot), sait que la Chambre peut amender une résolution. Cela se pratique depuis 1867. Il (M. Hamel) cite l'article 566 des règlements à l'appui de ses dires:

"Un comité plénier peut apporter n'importe quel amendement à un bill public, pourvu que cet amendement se rattache au sujet du bill ou soit conforme à des instructions spéciales, et qu'il ne soit ni incompatible avec le principe qui a été affirmé à la deuxième lecture, ni contraire aux règles et aux ordres de la Chambre."

Décisions de l'Orateur:

Amendement d'une résolution à incidence financière

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, donne lecture de l'article 155 du Règlement et réfère spécifiquement la Chambre à la note 2 sous ledit article, où il est dit que seul un ministre peut proposer une charge sur le peuple ou sur le Trésor. L'article 566 ne s'applique pas aux "money bills". C'est pour les lois ordinaires. Il s'est présenté plusieurs cas semblables à celui-ci, et il a toujours été décidé que de tels amendements étaient irréguliers. Pour ces raisons, le présent amendement est déclaré irrégulier et nul.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Turcotte, Vachon, 55.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est alors adoptée à l'unanimité. Les résolutions relatives au bill 77 sont agréées et renvoyées au comité plénier chargé d'étudier ledit bill.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 77 pour aider à la fertilisation des terres.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter des règlements conciliables avec les dispositions de la présente loi, pour en assurer l'exécution et le bon fonctionnement."

M. Levesque (Bonaventure): De quelle façon les octrois seront-ils payés aux cultivateurs? Par la poste ou par personne interposée?

L'honorable M. Barré (Rouville): Comme la loi s'appliquera à 50,000 cultivateurs environ, il faudra des règlements et une surveillance active pour éviter la fraude. C'est l'agronome du comté qui aura la responsabilité de l'application de cette loi et qui devra contresigner les reçus donnés au vendeur par l'acheteur.

Quant à l'envoi des chèques, je n'ai pour ma part jamais vu la couleur de ceux qui sont envoyés à mes électeurs de Rouville.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si, dans les règlements qui seront édictés à ce sujet par le gouvernement, il y aura ce qu'on a vu la semaine dernière, à savoir une lettre de fonctionnaire déclarant que, pour obtenir telle chose, il fallait la recommandation du patronage du comté.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y aura des règlements qui seront observés et les agronomes seuls auront affaire là-dedans.

M. Hamel (Saint-Maurice) fait remarquer que cette déclaration ne répond pas à sa question.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est une très belle loi qui, selon les députés de l'opposition, était réclamée depuis longtemps. Cependant, les députés libéraux tentent d'en diminuer l'importance par un débat qui porte à faux.

Ce sera une loi efficace car elle s'appliquera à 50,000 cultivateurs et peut-être plus. Elle diminuera le coût d'exploitation, la dépense de \$4,000,000 à \$5,000,000, peut-être plus. Ce sont les agronomes qui vont surveiller l'application de la loi.

Le député de Saint-Maurice procède toujours de la même façon. Parce que c'est une bonne mesure, il essaie d'en minimiser l'importance, de nous prêter des intentions que nous n'avons pas, de ravalier la discussion de cette loi à une question de petit patronage politique. J'aimerais que les cultivateurs de la province de Québec soient ici ce soir pour l'entendre; ils comprendraient mieux encore pourquoi les libéraux ne les ont pas plus aidés. De toute façon, l'opposition ne réussira pas à diminuer l'importance de cette loi et ce que les cultivateurs sauront demain, c'est qu'ils vont recevoir \$4,000,000 à \$5,000,000 de plus. Ils vont acheter plus d'engrais chimiques qu'autrefois et il n'est pas du tout question des organisateurs politiques dans l'opération de cette loi. C'est ce qui prouve la bonne foi du gouvernement car des mesures seront prises pour éviter que la politique soit mêlée à cette question.

L'article 3 est adopté.

L'article 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 77 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Un vote enregistré ayant été demandé par les ministériels, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Talbot, Thibeault, Turcotte, Turpin, Vachon, 68.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 77 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter⁶.

Protection de la jeunesse

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 concernant la protection de la jeunesse soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi que le bill modifie date de 1950. Auparavant, dans la législation provinciale, il était question de jeunes délinquants, de placement d'enfants dans les prisons et les écoles de réforme. La loi de 1950 fit disparaître cette terminologie par esprit humanitaire et ne parla plus que de protection et de rééducation de la jeunesse. C'était une manifestation de l'esprit profondément humain et chrétien de l'honorable Paul Sauvé. La loi s'inspirait de la déclaration des Nations Unies pour les droits des enfants.

D'ailleurs, la mesure législative recueillait bien des éloges de toutes parts et tout spécialement des juristes français. Par exemple du R. F. Jacques, des frères de la Charité, qui était alors supérieur du Mont Saint-Antoine ou encore du juge Jean Chazal de Paris, le président international des juges de cours pour enfants.

De 1946-1947 à 1959, le gouvernement provincial a dépensé la somme de \$40,841,000 pour la protection de la jeunesse. Le bill no 37 améliore encore la loi de 1950.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il ne partage pas entièrement l'avis du ministre. Parmi les modifications qu'on propose, dit-il, il y en a de bonnes, mais il y en a de mauvaises. Il est difficile de se prononcer au sujet du principe de la loi, car les modifications s'inspirent de principes différents.

Le projet de loi énonce en termes trop vagues les circonstances dans lesquelles le juge peut intervenir, c'est-à-dire définir quand un enfant est en danger. Il va mettre sur les parents le fardeau de l'entretien de l'enfant que le juge leur aura enlevé. Le projet de loi permet au juge d'intervenir à peu près chaque fois qu'il le jugera à propos. Par exemple le juge pourra intervenir dans chaque cas où l'enfant présentera un trouble sérieux du caractère. Cela permettra donc au juge d'enlever un enfant même à des parents dignes.

Ce qui se dégage de tout ceci, c'est la liberté illimitée du juge. On consacre un principe très dangereux. On ouvre la porte à l'arbitraire. C'est contraire au droit naturel que de permettre à l'État, au juge, de se substituer aux parents.

Aussi, le libellé de la loi permettra à la Cour de bien-être social de condamner des parents pour négligence à l'endroit de leurs enfants, même là où le droit criminel ne prévoit pas leur culpabilité.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Nous n'avons pas en vue de prendre le contrôle des enfants. Ils appartiennent aux parents selon le droit naturel et le droit civil. Il s'agit seulement de protéger les jeunes qui sont en danger moralement, qu'il s'agisse d'enfants abandonnés ou de jeunes délinquants. Le juge n'interviendra que dans les cas où il sera prouvé que les parents ne s'occupent pas de leur enfant. Le droit naturel est respecté. Nous comptons sur le discernement des juges et des autres autorités dans l'exercice de leurs pouvoirs. Si ça ne fonctionne pas, nous pourrions changer la loi l'année prochaine.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 15 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 14-15 George VI, chapitre 56, est de nouveau remplacé par les suivants:

"15. Lorsqu'un enfant est particulièrement exposé à des dangers moraux ou physiques, en raison de son milieu ou d'autres circonstances spéciales, et a besoin pour ces raisons d'être protégé, toute personne en autorité peut le conduire ou le faire conduire devant un juge. Un juge peut aussi, sur information qu'il estime sérieuse à l'effet qu'un enfant se trouve dans les conditions ci-dessus décrites, ordonner qu'il soit amené devant lui.

"Sans restreindre la portée générale des dispositions de l'alinéa précédent, les enfants dont les parents, tuteurs ou gardiens sont jugés indignes, les orphelins de père et de mère dont personne ne prend soin, les enfants illégitimes ou adultérins abandonnés, ceux que leur milieu expose particulièrement à la délinquance, les enfants incontrôlables qui accusent généralement des traits de pré-délinquance, ainsi que ceux qui présentent des troubles caractériels sérieux, peuvent être considérés comme se trouvant dans les conditions visées par l'alinéa précédent.

"Pendant toute la durée de l'instance, le juge peut, en cas d'urgence, prendre au bénéfice de l'enfant telle mesure de protection provisoire qu'il estime utile, en confiant celui-ci à toute personne, foyer, société, centre d'accueil ou institution susceptible de le recueillir temporairement.

"Il est également loisible au juge, chaque fois qu'il le croit à propos, d'émettre un ordre de conduire ou d'amener devant lui tout enfant dont le cas est pendant devant la cour.

"Le juge fait enquête, en la forme judiciaire, sur les circonstances particulières dans lesquelles se trouve l'enfant.

"Avis par écrit de cette enquête et du temps et du lieu où elle sera tenue doit être signifié au père et à la mère ou à l'un d'eux, au tuteur ou à ceux qui ont la garde de l'enfant; ceux-ci ont droit d'être entendus et de soumettre toute preuve que le juge estime pertinente."

"[...]"

M. Lapalme (Montréal-Outremont) trouve qu'on accorde beaucoup de liberté au juge en ce qui concerne l'application de cette clause.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): La loi vise à aider les enfants et non pas à les punir. La loi de la protection de la jeunesse est en vigueur depuis plusieurs années et aucune plainte n'a été faite relativement à l'objection du chef de l'opposition. De toute façon, si, après l'expérience, on croit qu'il serait opportun d'amender la loi, nous reviendrons en Chambre.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 et 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. L'article 18 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"18. Lorsque le ministre décide, à la suite d'une recommandation qui lui est faite en vertu de l'article 15a ou de l'article 16 ou par suite de l'application de l'article 17, qu'un enfant doit être confié à une école, à une institution d'assistance publique ou à une agence sociale, il signe, en tenant compte de leur classification, un ordre d'admission. Copie de cet ordre est transmise au directeur ainsi qu'à la corporation municipale intéressée.

"Cet ordre constitue l'autorité nécessaire pour conduire et placer l'enfant dans cette école ou institution ou le confier à une agence sociale, ainsi que pour le paiement des frais occasionnés par son transfert subséquent, le cas échéant, aux termes des articles 22 et 23."

Cet article est amendé et les mots "pour le paiement des frais" sont remplacés par "pour assurer le paiement des frais".

L'amendement est adopté.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté.

L'article 8 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 22 de l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. L'article 22 de ladite loi est remplacé par les suivants:

"22. Le directeur d'une école ou d'une institution d'assistance publique peut, lorsqu'il le juge dans l'intérêt d'un enfant, lui permettre, sous sa surveillance, de s'absenter de cette école ou de cette institution pour suivre des cours nécessaires à son instruction ou à sa formation professionnelle, ou pour séjourner temporairement dans sa famille ou dans une autre famille jugée digne."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) souligne l'à-propos de cette disposition de la loi. Les dispositions relatives à la liberté, dit-il, m'apparaissent plus intéressantes que celles qui prévoient l'incarcération.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 et 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12, qui se lit comme suit:

"12. L'article 27 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"27. Lorsqu'un enfant est confié à une école, ainsi que dans tous les cas des articles 22 et 23, le

coût moyen des frais de garde de l'enfant est payé en entier par le gouvernement.

"Lorsqu'un enfant est confié à une institution d'assistance publique, les frais de garde de l'enfant sont payés et répartis suivant les dispositions de la loi de l'assistance publique de Québec.

"Cependant, le juge peut en tout temps émettre un ordre enjoignant au père et à la mère, ou à l'un d'eux, ou à toute autre personne légalement tenue à l'entretien de l'enfant, de verser mensuellement au département la totalité ou une partie que le juge détermine des frais de garde d'un enfant, conformément au coût réel payé, ou au coût moyen établi en vertu de la présente loi, ou conformément au taux fixé par la loi de l'assistance publique de Québec dans le cas d'un enfant placé dans une institution d'assistance publique en vertu d'un ordre du ministre, donné à la suite d'une recommandation visée à l'article 15a. Dans ce cas, la municipalité ne peut réclamer de qui que ce soit un montant supplémentaire."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) s'insurge contre le fait que le juge peut ordonner que les parents paient en tout ou en partie les frais de la garde de l'enfant dans une institution donnée.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Il ne s'agit pas de la jeunesse normale. Si les parents sont en état de payer, est-il juste de demander à l'État de le faire?

Par le nouveau projet, les municipalités bénéficieront d'un dégrèvement de \$500,000 pour l'année 1960, car elles n'auront plus à payer pour la garde de cette jeunesse délinquante.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose une question au sujet du taux moyen.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Le taux moyen est de \$2.18 par jour pour la garde de ces enfants.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ainsi, il coûtera quelque \$1,044 au père de famille pour défrayer les frais de l'enfant que l'État a placé. C'est fort onéreux, surtout quand on sait qu'on peut envoyer un enfant au cours classique pour \$550 par année. Cette somme est trop élevée pour des parents aux moyens modestes.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): La comparaison ne tient pas. Je dois dire au député de Saint-Maurice que, dans 75 % des cas, il faut commencer par habiller l'enfant. Souvent, il est

malade, il a besoin de soins médicaux. On ne réclamera aucun montant des parents s'ils sont incapables de payer.

M. Hamel (Saint-Maurice): Mais qui décidera qu'ils sont incapables de payer? Qu'est-ce qu'un indigent, qu'est-ce qu'une personne nécessiteuse?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Un indigent est celui qui n'a pas les moyens de subvenir à ses besoins. La définition est assez imprécise, mais il faut admettre que les juges sont généralement assez larges dans son interprétation.

L'article 12 est adopté.

Les articles 13 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17, qui se lit comme suit:

"17. L'article 38 de ladite loi est remplacé par les suivants:

"38. Lorsqu'un enfant s'évade d'une école ou de toute autre institution à laquelle il a été confié en vertu de la présente loi, ou refuse ou néglige d'y retourner après l'expiration d'une permission accordée en vertu de l'article 22, le directeur doit prendre les mesures nécessaires pour l'y ramener.

"Tout agent de la paix ou autre personne autorisée à cette fin par le directeur peut, sans mandat, prendre charge de l'enfant et le ramener à cette école ou institution ou à une autre école ou institution désignée par le ministre.

"38a. Tout enfant qui s'évade d'une école ou d'une autre institution à laquelle il a été confié en vertu de la présente loi, ou refuse ou néglige d'y retourner après l'expiration d'une permission d'absence ou néglige ou refuse de se conformer aux règlements de l'école ou de telle autre institution peut, sur rapport motivé du directeur de l'école ou de cette institution, être conduit devant le juge. Celui-ci peut imposer à cet enfant, en considération des motifs particuliers de son retour devant lui, tout ordre et toutes conditions qu'il estime dans l'intérêt de l'enfant."

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Les enfants qui s'enfuient à répétition de ces endroits seront, de façon générale, envoyés dans une école spéciale à sécurité plus élevée, à Rivière-des-Prairies.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cet article accorde passablement de latitude au juge.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Le juge agira toujours d'après le rapport du directeur d'école. Il y a lieu de faire l'expérience de ce texte.

L'article 17 est adopté.

Les articles 18 à 20 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 48*b* de l'article 21, qui se lit comme suit:

"21. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 47, les suivants:

"48*b*. Tout renvoi dans une loi, une proclamation, un arrêté en conseil ou un autre document, à la loi de la protection de la jeunesse, et d'un renvoi à la présente loi."

Cet article est amendé et les mots "et d'un renvoi" sont remplacés par "est un renvoi".

L'amendement est adopté.

L'article 21, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 22 à 24 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 37 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Aéroport dans Charlevoix

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 293 concernant la construction d'un aéroport par les corporations des comtés de Charlevoix-Est et de Charlevoix-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Le ministre fédéral des Transports, dit-il, exige que les deux corporations de comté achètent

des propriétés voisines de l'aéroport, pour assurer une plus grande sécurité.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 293 sans l'amender.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions des députés:

Indemnité parlementaire de feu l'honorable Paul Sauvé

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que: Attendu que le député du district électoral de Deux-Montagnes à l'Assemblée législative et alors premier ministre de la province, l'honorable Paul Sauvé, est décédé dans le cours de la présente session après avoir rempli fidèlement ses devoirs parlementaires durant une partie importante de la session;

Cette Chambre recommande que la balance de l'indemnité parlementaire payable pour la présente session soit payée à la veuve de l'honorable Paul Sauvé⁷.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Bien qu'avare de détails en Chambre, M. Maltais s'est entretenu avec les journalistes après la séance. Plusieurs journaux du 15 mars, dont *L'Action catholique*, à la page 1, *L'Événement*, à la page 1, et *The Quebec Chronicle-Telegraph*, à la page 2, décrivent plus longuement les travaux qui seront exécutés pour assainir la rivière Lairet.

2. Napoléon-Alexandre Labrie (1893-1973), fondateur et évêque du diocèse du Golfe Saint-Laurent (1945-1957) et fondateur de la ville de Hauterive en 1948.

3. Pierre Sévigny (né en 1917), député conservateur de la circonscription de Longueuil à la Chambre des communes, de 1958 à 1963. Il fut notamment Orateur suppléant de la Chambre et ministre adjoint à la Défense nationale dans le cabinet Diefenbaker.

4. *Le Montréal-Matin* du 15 mars 1960, à la page 7, précise que les amendements suivants ont été demandés par M. Georges Côté, directeur du service d'arpentage de la province.

5. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

6. *Le Nouvelliste* du 15 mars 1960, à la page 10, précise que la discussion en marge du bill 77 a duré deux heures.

7. *La Presse* du 15 mars 1960, à la page 45, souligne que la décision de payer ce montant à Mme Sauvé fait suite à une entente entre les chefs des deux partis.

Séance du mercredi 15 mars 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Loi
des cités et villes**

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill 38 vise à accorder de plus grands pouvoirs aux cités et aux villes, notamment dans le domaine de l'urbanisme. Les pouvoirs octroyés aux cités et villes sont la conséquence du développement extraordinaire de la province. Il y a quelque 20 ans, les problèmes d'urbanisme étaient presque inconnus dans la province de Québec. Ils ont pris, depuis lors, avec raison, une importance particulière qui ne fait que s'accroître. Il existe déjà dans la législation certaines clauses concernant le zonage, les plans d'ensemble, etc., mais les pouvoirs ainsi octroyés sont flous. C'est pourquoi, dans ce champ, l'adoption du bill 38 s'impose. On précise les attributions, on en étend la portée. Le projet de loi porte également sur les annexions, sur l'indemnisation des conseillers municipaux, etc.

Certaines municipalités se sont tellement développées depuis 10 ans que la loi générale des cités et villes ne suffisait plus. On s'en rendait compte par le nombre de plus en plus élevé de porte-parole de conseils municipaux qui, chaque année, venaient demander au Parlement des pouvoirs supplémentaires. En vertu de certains amendements à la loi des cités et villes, les municipalités régies partiellement par cette loi, et partiellement par une charte spéciale, n'auront plus besoin de se présenter à Québec pour exercer les pouvoirs prévus par la loi des cités et villes. Il leur suffira de procéder par lettres patentes. Le bill 38 évitera bien des voyages à Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) souligne l'importance d'éviter ces marches annuelles. Il (M. Lapalme) dit qu'il ne voit aucune objection de

principe à l'ensemble de cette mesure, mais qu'il a reçu des protestations contre certaines dispositions de la part du Barreau et de quelques corporations municipales.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)¹
et M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifié en remplaçant les deux premiers alinéas du paragraphe 2, par les suivants:

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la demande du conseil d'une corporation municipale visée au sous-paragraphe a, b ou c du paragraphe 1 ci-dessus, émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation en remplaçant des dispositions qui s'y trouvent par celles qui, dans la présente loi, se rapportent aux mêmes sujets.

"Subordonnement aux prescriptions de l'alinéa suivant du présent paragraphe, les modifications ainsi faites par lettres patentes ont la même valeur et le même effet que si elles l'étaient par une loi spéciale."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare que des avocats lui ont demandé de s'opposer à la disposition no 1. Il sera difficile pour les avocats et pour la magistrature, dit-il, de s'y retrouver dans le fouillis des textes. L'étude des Statuts ne les renseignera pas nécessairement sur toutes les lois qui touchent une ville ou une cité en particulier.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): La clause existait déjà dans l'ancienne loi avec une portée moindre qui la rendait inopérante. Les modifications aux chartes seront publiées dans la

Gazette Officielle. Il pense, dit-il, à faire publier par son ministère une brochure annuelle qui informerait toutes les parties intéressées des changements effectués par lettres patentes au cours de l'année précédente.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre des Affaires municipales devrait se faire un devoir de transmettre aux avocats et à la magistrature les changements apportés à la loi d'année en année, au Code municipal ou à la loi des cités et villes, par lettres patentes et autrement.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie le 5^e alinéa du paragraphe 13a de l'article 3, qui se lit comme suit:

"Le secrétaire-trésorier ou selon le cas, le greffier agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit la résolution et soumet celle-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur cette résolution. Si, avant qu'il se soit écoulé deux heures depuis l'ouverture de l'assemblée, vingt électeurs présents et habiles à voter, ou la majorité des électeurs intéressés lorsque leur nombre est inférieur à quarante, demandent que la résolution soit soumise pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, le président de l'assemblée doit fixer le jour du vote sur cette résolution à une date appropriée dans les quinze jours suivant cette assemblée; dans ce cas, le vote est pris en la manière prévue aux articles 399 à 410 inclusivement, dont les dispositions s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ladite résolution."

Cet alinéa est amendé et les mots "ou la majorité des électeurs intéressés lorsque leur nombre est inférieur à quarante" sont retranchés.

L'amendement est adopté

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 35, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le mot "recensement" dans la sixième ligne du paragraphe 1, les mots "et d'un certificat du secrétaire-trésorier ou

du greffier de la municipalité attestant l'approbation du projet d'érection par les électeurs-propriétaires, la date et le lieu du scrutin tenu à cette fin et le total des votes en nombre et en valeur, donnés pour et contre le projet."

Cet article est amendé et les mots "par les électeurs-propriétaires, la date et le lieu du scrutin" sont remplacés par "par les électeurs-propriétaires et, selon le cas, la date et le lieu du scrutin".

L'amendement est adopté

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie le 7^e alinéa du paragraphe 26a de l'article 7, qui se lit comme suit:

"Le montant total que la corporation peut affecter chaque année aux fins du présent article ne doit pas excéder le pourcentage budgétaire approuvé, préalablement par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale de Québec. Cette approbation est valable aussi longtemps qu'elle n'est pas révoquée ou modifiée."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que le ministre a étudié la possibilité de fixer un pourcentage général du budget des municipalités affecté à des subventions, qui serait le même pour tous?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Ce serait difficile. Ainsi, certaines municipalités, comme Montréal-Est, ont un budget considérable et des moyens financiers que d'autres municipalités n'ont pas, et peuvent peut-être accorder 5 % ou 10 % de leur budget à de telles fins. Par contre, d'autres petites municipalités n'en ont pas les moyens. Il ne serait pas pratique dès lors, de fixer un barème général de 8 % ou 10 % du budget.

L'article 7 est adopté.

L'article 8 est adopté.

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. Ladite loi est modifiée en y intercalant, après l'article 42, le suivant:

"42a. Si le conseil de la corporation municipale dont il s'agit d'annexer le territoire ou une partie du territoire désapprouve le règlement ou

refuse ou néglige d'en décider dans les soixante jours de la transmission qui lui est faite d'une copie conforme de ce règlement, le conseil de la corporation municipale qui désire l'annexion peut, sur requête reçue dans les soixante jours suivants, portant la signature de 75 % en nombre et de 50 % en valeur des électeurs-proprétaires du territoire en question, adopter le règlement d'annexion avec la même validité et le même effet que s'il avait été approuvé à la fois par le conseil de la municipalité où se trouve ce territoire et par les électeurs-proprétaires suivant les dispositions des articles 33 à 41."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il s'agit en somme d'un mariage forcé. Dans le cas d'une municipalité régie par le Code municipal et d'une ville, l'application de la nouvelle loi ne sera pas facile, car le Code municipal tient compte de l'actif et du passif. Selon la nouvelle loi, c'est le gouvernement qui décidera en dépit des dispositions prévues dans le Code municipal.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Le gouvernement tiendra compte de la clause du Code municipal relative à l'actif et au passif. En dernière analyse, c'est le gouvernement provincial qui approuvera les cas d'annexions quand on ne pourra pas s'entendre entre municipalités voisines à ce sujet.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déplore le fait que les municipalités ont de plus en plus recours à l'intervention du gouvernement.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Il est difficile de faire des lois susceptibles de tout prévoir. Il est possible qu'avec l'expérience il soit nécessaire de modifier la loi dans le sens désiré par le chef de l'opposition.

L'article 9 est adopté.

L'article 10 est adopté.

Le comité étudie les premier et deuxième alinéas du paragraphe 64 de l'article 11, qui se lisent comme suit:

"Le conseil peut, par le vote des deux tiers des échevins, adopter un règlement accordant une rémunération au maire et aux échevins pour leurs services comme tels.

"Ce règlement doit, pour entrer en vigueur et devenir exécutoire, être approuvé par les électeurs

municipaux propriétaires d'immeubles imposables de toute la municipalité, suivant la procédure prévue pour l'approbation des règlements d'emprunts à l'article 593 et s'il y a lieu, aux articles 399 à 410 inclusivement."

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): On suivra dans ce cas la procédure établie en ce qui a trait au règlement d'emprunt.

L'article 11 est adopté.

Les articles 12 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie le deuxième alinéa du paragraphe 1 de l'article 17, qui se lit comme suit:

"Tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe et toute partie d'un tel règlement divisant la municipalité en zones, prescrivant les matériaux extérieurs, l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées et l'usage de tout immeuble s'y trouvant, ou la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé entre les constructions et les lignes de lots, celui qui doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules et la manière d'aménager cet espace, ne peut être modifié ou abrogé que par un autre règlement approuvé conformément aux dispositions suivantes:"

L'alinéa est amendé en ajoutant, après les mots "divisant la municipalité en zones" les mots "ou en secteurs pour fins de votation,"

L'amendement est adopté.

Le comité étudie le 7^e alinéa du paragraphe 1 de l'article 17, qui se lit comme suit:

"Au cas de votation, elle a lieu à la date fixée par le président de l'assemblée des électeurs et conformément à la procédure prescrite par les articles 399 à 410. Dans aucun cas, le règlement ne peut être approuvé par les électeurs à moins qu'un tiers de ceux qui ont le droit de voter sur ce règlement et qui résident dans la municipalité n'aient exercé leur droit de vote. Seuls sont admis à voter sur le règlement d'abrogation ou de modification, ou sur la partie d'un règlement relative à telle abrogation ou modification, les électeurs propriétaires d'immeubles situés dans la zone ou le secteur affecté par ledit règlement ou ladite partie du règlement."

L'alinéa est amendé en ajoutant, après les mots "les électeurs propriétaires d'immeubles situés dans" les mots "la municipalité ou, selon le cas, dans".

L'amendement est adopté.

L'article 17, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 18 et 19 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 20, qui se lit comme suit:

"20. Le paragraphe 8° de l'article 426 de ladite loi est modifiée en ajoutant après le mot "matériaux" dans la sixième ligne, les mots "et des plantations".

Cet article est amendé et les mots "et des plantations" sont remplacés par "en des arbres et arbustes".

L'amendement est adopté

L'article 20, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 21 à 23 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 24, qui se lit comme suit:

"24. Le paragraphe 4°a de l'article 429 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"4°a Pour établir, aménager, maintenir et améliorer des centres de loisirs et des terrains de jeux; et aussi pour conclure des ententes avec toute corporation scolaire ou institution d'enseignement pour établir, aménager, maintenir et améliorer en commun des centres de loisirs et des terrains de jeux et déterminer la part contributive de chacune des parties à de telles ententes;"

Cet article est amendé et les mots "ou institution d'enseignement" sont remplacés par ", institution d'enseignement ou toute autorité religieuse".

L'amendement est adopté

L'article 24, ainsi amendé, est adopté.

L'article 25 est adopté.

Le comité étudie le troisième alinéa du paragraphe 8 de l'article 26, qui se lit comme suit:

"Pour fixer l'emplacement des rues publiques ou privées, ainsi que des ruelles ou places publiques sur les terrains que les propriétaires subdivisent en lots à bâtir; pour prohiber telles subdivisions et emplacements de rues ainsi que les ruelles ou places

publiques qui ne concordent pas avec le plan directeur de la municipalité et obliger les propriétaires de rues et de ruelles privées à indiquer, de la manière que le conseil le stipule, leur caractère de voies privées;"

Cet alinéa est amendé et le mot "telles" est remplacé par "tels".

L'amendement est adopté

L'article 26, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 27 à 29 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 30, qui se lit comme suit:

"30. Le paragraphe 32° de l'article 429 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"32° Pour réglementer la plantation, la culture et la conservation des arbres dans les rues, squares et parcs de la municipalité; pour obliger tout propriétaire à garnir son terrain de gazon, d'arbustes ou d'arbres; pour interdire la plantation de peupliers et de saules en deçà d'une distance que le conseil détermine de tout trottoir, chaussée et tuyau souterrain;"

Cet article est amendé et les mots "chaussée et tuyau souterrain" sont remplacés par "chaussée ou tuyau souterrain".

L'amendement est adopté

L'article 30, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le deuxième alinéa du paragraphe 430 de l'article 31, qui se lit comme suit:

"Avant l'expiration de ce terme de cinq ans, le conseil peut, par règlement, prolonger pour une autre période de cinq ans et, de la même manière, de cinq ans en cinq ans par la suite, le caractère obligatoire de ces plans ou cartes."

L'alinéa est amendé en ajoutant, après les mots "par règlement" les mots ", et suivant la même procédure,".

L'amendement est adopté

L'article 31, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 32 à 35 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 36, qui se lit comme suit:

"36. L'article 522 de ladite loi, modifié par l'article 9 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 19, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Les dispositions ci-dessus du présent article cessent de s'appliquer à ces terres et constructions dès qu'elles font l'objet d'une transaction ayant pour effet de transférer la propriété à une personne, société ou corporation qui les ont acquises pour fins de lotissement, de développement domiciliaire, industriel ou commercial, de spéculation ou d'opérations immobilières quelconques".

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il a reçu un certain nombre de protestations au sujet de cet article.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): On vise ici les terres en culture qui n'en sont pas et qui paralysent le progrès de la municipalité. Un spéculateur achète une terre, y fait pacager une vache pour obtenir qu'elle soit taxée comme terre en culture et attend son prix. La municipalité perd des taxes et c'est le spéculateur qui encaisse. La chose ne sera plus possible avec la nouvelle clause.

L'article 36 est adopté.

Les articles 37 et 38 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 39, qui se lit comme suit:

"39. L'article 602 de ladite loi, modifié par l'article 12 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 36, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le ministre des affaires municipales peut aux mêmes conditions, nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, approuver des modifications aux règlements d'emprunt adoptés en vertu de la loi concernant certains travaux municipaux dans le cas de travaux urgents ou de travaux exécutés à la suite d'une ordonnance du ministre de la santé en vertu de la loi de l'hygiène publique de Québec."

L'article est amendé en ajoutant, après les mots "ministre de la santé", les mots "ou de la Régie des services publics".

L'amendement est adopté

L'article 39, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 604e de l'article 40, qui se lit comme suit:

"604e. Le conseil peut transporter à ce fonds les arrérages de taxes à la fin de chaque année. Il peut aussi employer les deniers disponibles de ce

fonds à l'achat d'obligations du Canada ou de la province de Québec qui restent à l'actif dudit fonds."

Le paragraphe est amendé en ajoutant, après les mots "de la province de Québec", les mots "ou d'obligations garanties par le gouvernement de la province de Québec,"

L'amendement est adopté

L'article 40, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 41 et 42 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 43, qui se lit comme suit:

"43. L'article 668 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le deuxième alinéa, le suivant:

"Cependant, lorsqu'il s'agit d'une pièce émise par la cour ou par le juge, à la suite d'une infraction à un règlement municipal ou à la loi des véhicules automobiles, cette signification peut valablement être faite en étant adressée par courrier recommandé à l'adresse donnée par l'inculpé lors de la commission de l'infraction ou à l'adresse qu'il a donné au service des véhicules automobiles du bureau du revenu de la province."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait part de certaines objections à l'article 43, qui permet aux cités et villes de signifier des procédures par courrier recommandé, plutôt que par huissier.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Je vois que le chef de l'opposition est président honoraire de la corporation des huissiers.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai perdu contact avec les huissiers, mais pas avec les avocats. Je n'en connais pas qui approuvent cette mesure. C'est contraire à l'économie de notre Code de procédure civile.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Ça ne change pas grand-chose en pratique, car les villes avaient l'habitude de nommer un de leurs constables huissier. La signification par la poste épargne des frais considérables aux contribuables et même aux accusés.

L'article 43 est adopté.

Est ajouté, après l'article 43, l'article suivant:

"44. Les dispositions de l'article 36 de la présente loi s'appliquent à l'avenir, à compter

inclusivement de la confection ou de la revision du prochain rôle d'évaluation municipale, aux terres et constructions qui ont fait, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, l'objet d'une transaction visée audit article 36."

Le nouvel article 44 est adopté.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

L'article 45 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 38 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter².

Loi du notariat

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 modifiant la loi du notariat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 72 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

À midi trente minutes, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

Projets de loi:

Centre sportif Paul Sauvé

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 concernant le Centre sportif Paul Sauvé de la Palestre nationale soit maintenant lu une deuxième fois.

La Palestre nationale existe depuis plus de 40 ans. Elle s'est illustrée, tant par le dévouement de ceux qui l'ont maintenue en existence que par le succès des athlètes qu'elle a formés. L'an dernier, par exemple, elle a obtenu trois championnats internationaux et huit championnats nationaux. Cette institution a connu des débuts difficiles au point de vue financier et a dû faire appel à la générosité du public à plus d'une occasion. C'est ainsi qu'en 1954, la Palestre avait une dette de \$92,000 et elle devait envisager l'exécution de travaux urgents de l'ordre de \$125,000. Deux ans plus tard toutefois, la dette était effacée et les travaux étaient effectués, sans dettes additionnelles. Le gouvernement lui avait payé une subvention de \$50,000.

Les locaux de la Palestre, rue Cherrier, étaient devenus trop exigus. Ses dirigeants ont décidé de construire un nouvel édifice dans le nord-est de la ville. La Palestre a déjà recueilli \$725,000 au moyen d'une souscription publique. L'objectif était de \$1,000,000, mais il sera sûrement atteint lorsque la souscription se continuera en 1961.

En outre, la cité de Montréal a vendu à la Palestre, pour un montant de \$15,000, un terrain propice à l'édification du centre sportif, qui valait \$750,000 situé entre les rues Bellechasse et Beaubien et donnant sur le boulevard Pie-IX. Avec la subvention et la garantie financière qu'elle reçoit aujourd'hui du gouvernement, la Palestre voit son organisation assise sur des bases très solides et peut aller de l'avant.

Les travaux ont pu commencer. Le gouvernement provincial se doit de faire sa part, car la Palestre est une œuvre exceptionnelle. Elle est une école qu'il faut encourager. Elle a été une pionnière dans le domaine des loisirs organisés dont on reconnaît

l'importance, particulièrement depuis une quinzaine d'années. L'Association contractera un emprunt de \$2,000,000 pour une période de 20 ans. Les versements annuels de \$40,000 qu'elle recevra du gouvernement seront placés en fiducie. L'intérêt s'ajoutant au capital, les montants représenteront, en 1980, une somme globale de \$1,400,000, qui assurera le financement de toute l'entreprise.

Il (l'honorable M. Custeau) saisit l'occasion pour remercier, en son nom et au nom des administrateurs de la Palestre, le public de sa générosité, les autorités municipales de Montréal et le gouvernement provincial de leur aide efficace. Il souligne les démarches couronnées de succès qu'il a faites successivement auprès de feu Paul Sauvé, d'abord, puis du premier ministre actuel, pour assurer la continuation de l'entreprise et son financement.

Nous avons été heureux de recommander aux administrateurs de la Palestre de donner au futur centre sportif le nom de Paul Sauvé, en hommage de reconnaissance à son dévouement inlassable pour la jeunesse. Le nom de Paul Sauvé, aujourd'hui, est synonyme de gentilhommie et de droiture. Il peut être offert en exemple à la jeunesse, que nous avons tous à cœur de conduire dans les sentiers droits. Nous perpétuerons donc le nom de celui qui a été un grand administrateur, un soldat héroïque et un père de famille exemplaire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) se dit parfaitement d'accord pour approuver le projet de loi, mais souligne que, vu la part très grande prise par les autorités municipales et provinciales pour la réalisation de ce centre, et vu aussi la souscription très généreuse des citoyens, la Palestre devrait songer à ouvrir les portes de son nouveau centre le plus possible à la jeunesse qui n'est pas en mesure d'en profiter en payant. Les heures mises à la disposition des jeunes plus ou moins argentés, dit-il, devraient être plus nombreuses que présentement. Je comprends que ce centre ne peut accueillir tous les jeunes gratuitement, mais vu qu'il aura reçu une part généreuse des fonds publics, il devrait songer à faire la plus large possible la part réservée à ceux qui ne peuvent payer pour pratiquer l'athlétisme³.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité siège durant quelque temps et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 85 concernant le Centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose: Que les dépenses occasionnées au gouvernement par l'exécution des engagements contractés en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 85 concernant le Centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 85 concernant le Centre sportif Paul Sauvé de la Palestre nationale.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 85 sans l'amender.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du marché central métropolitain

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 294 modifiant la loi concernant la construction d'un marché central des produits agricoles, dans la région métropolitaine de Montréal.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 16, soit remplacé par le suivant:

"1. Pour coopérer à la construction de ce marché central, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à même le fonds consolidé du revenu, accorder une subvention n'excédant pas un million cinq cent mille dollars."

Les autorités du Québec, dit-il, ont décidé d'accorder \$500,000 de plus à la direction du marché à cause de ces circonstances: le million déjà octroyé a été dépensé pour l'aménagement des lieux; les promoteurs du projet ont vu leurs obligations financières augmenter par suite de la hausse du taux d'intérêt ainsi que des nouvelles restrictions dont le crédit a été l'objet depuis quelque temps.

Il (l'honorable M. Barré) insiste sur l'importance économique de ce marché central, non seulement pour la région métropolitaine de Montréal, mais aussi pour la province toute entière.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 294 modifiant la loi concernant la construction d'un marché central des produits agricoles, dans la région métropolitaine de Montréal.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 294 modifiant la loi concernant la construction d'un marché central des produits agricoles, dans la région métropolitaine de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 294 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté à l'unanimité.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des produits laitiers

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 modifiant la loi des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

On veut donner aux cultivateurs, dit-il, toutes les garanties qui leur sont nécessaires.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les permis d'exploitation d'une fabrique ne seront émis qu'avec le consentement de l'inspecteur général. On m'a fait observer que tout ceci se fera de façon secrète. Et donc avant l'émission d'un permis nouveau, les fabriques existantes ne seront pas en mesure de faire valoir leur point de vue. Ce problème pourrait être résolu en tenant des audiences publiques avant l'émission des permis et en faisant l'annonce de ces audiences dans les journaux. La Fédération des syndicats des producteurs de lait de la province a rencontré le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) à ce sujet. En attendant de plus amples explications du ministre, l'opposition va voter le bill sur division en deuxième lecture.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 dont le premier paragraphe se lit comme suit:

"2. L'article 4 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"4. Nul ne peut exploiter une fabrique sans avoir au préalable obtenu de l'inspecteur général un permis indiquant la nature des opérations autorisées. Ce permis est octroyé gratuitement sur demande écrite, à l'époque et aux conditions exigées en vertu de cette loi ou de ses règlements. Avant d'émettre ce permis, l'inspecteur général doit s'assurer que toutes les conditions requises pour l'obtention de ce permis ont été remplies."

L'honorable M. Barré (Rouville): Au sujet de la demande de la Fédération, le procédé d'émission des permis est sensiblement le même que ce qu'il était jusqu'ici. Or, il n'y a jamais eu de plaintes. L'inspecteur général a toujours pris les précautions voulues.

Le projet de loi ne change pas grand-chose à la loi existante à part abroger une disposition qui

obligeait l'inspecteur général à établir la solvabilité du demandeur. C'était chose difficile et, avec nos nouvelles garanties, la solvabilité est assurée. De toute façon, très peu de permis sont émis et il serait inutile de tenir des audiences publiques.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comment est nommé l'inspecteur général?

L'honorable M. Barré (Rouville): Il était là déjà quand je suis arrivé au ministère. C'est un homme honnête et compétent. Je n'ai pas songé à le remplacer.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Est-ce que l'inspecteur général a l'autorité pour empêcher la vente de la margarine?

L'honorable M. Barré (Rouville): L'inspecteur général s'occupe des produits laitiers et pas des autres...

M. Lafrance (Richmond): Il arrive qu'on retravaille le beurre et qu'on vende de la margarine... La loi qui prohibe le commerce de la margarine est une simple loi de façade... L'inspecteur général, qui a le droit d'accorder des permis d'exploitation, devrait aussi avoir celui d'enlever les permis au cas où la législation est violée.

L'honorable M. Barré (Rouville): La juridiction de l'inspecteur général et la juridiction de la police sont deux choses différentes. Chaque fois que l'inspecteur général a signalé une infraction à la loi, la police a fait son travail.

Un député de l'opposition: Ça n'arrive pas souvent.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a des causes que nous avons gagnées, d'autres que nous avons perdues en raison du manque de soutien de la population. Mais j'ai fait de mon mieux pour que la loi soit respectée.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): On manufacture des succédanés du beurre, on les présente dans des paquets de même apparence que le beurre, de même format, de même couleur... On vend ces succédanés et, pendant ce temps, 60,000,000 de livres de bon beurre restent invendues dans les entrepôts... L'inspecteur général et les agents du ministère devraient surveiller l'application de la loi pour qu'elle soit plus stricte.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre sait-il qu'il se vend de la margarine dans toutes les épiceries de la province?

M. le président rappelle les députés à l'ordre. Qu'on s'en tienne à l'examen du projet de loi à l'étude, dit-il.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe *b* de l'article 3 qui se lit comme suit:

"*b*) en remplaçant le paragraphe 7° par le suivant:

"7° De fixer, dans les limites de tout territoire de la province qu'elle désigne, les prix du lait, du lait modifié ou de la crème, en tenant compte de la valeur des produits, des conditions de leur production, de leur manipulation, de leur livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;"

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Est-ce qu'il y aurait moyen d'étudier la possibilité de vendre meilleur marché le lait au consommateur qui va lui-même le chercher au magasin?

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose la même question avec des mots différents.

L'honorable M. Barré (Rouville): En théorie, cela peut paraître faisable... En pratique, je ne crois pas qu'une ménagère tienne, pour économiser un demi-sou, à aller elle-même prendre son lait chez l'épicier... De plus, c'est bien souvent la même personne qui distribue le lait à domicile et qui ravitaillait le détaillant.

Or, comme ce dernier n'achète fréquemment que de petites quantités, étant donné que peu de gens achètent de façon régulière leur lait au magasin, il ne peut compter sur une différence importante de prix...

Il appartient à la Commission de l'industrie laitière d'étudier le problème posé par l'opposition et de décider s'il est possible de vendre le lait moins cher chez le commerçant.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): J'ai entendu dire que la différence pourrait être de 10 % ou de 15 %. Ça n'est pas négligeable. L'Association des consommateurs préconise la mesure.

L'honorable M. Barré (Rouville): La Commission de l'industrie laitière résoudra le problème s'il n'est pas insoluble... De toute façon, la différence ne pourrait être tellement appréciable, vu que c'est la même entreprise qui livre le lait et à la maison et à l'épicerie...

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Il y a quelque chose qui ne marche pas dans cette histoire. À Brockville, en Ontario, on paie quatre cents de moins quand on achète deux pintes de lait et sept cents de moins quand on achète trois pintes de lait au magasin, à comparer au prix que l'on paie à l'achat d'une seule bouteille. J'ai les chiffres... Mais, dans notre province, nous payons la bouteille exactement le même prix, que nous achetions une seule pinte de lait ou trois.

M. Brown (Brome): Le prix du lait a augmenté. On devrait étudier tous les moyens possibles de le réduire... C'est l'intermédiaire qui cause l'augmentation du prix de détail. En 1939, le consommateur payait quatre cents de plus la pinte que ce que le producteur recevait, mais depuis l'année dernière, cet écart est monté à 11 cents.

Si l'on consommait plus de lait dans chacune de nos familles, il n'y aurait plus de surplus de lait. Pour accroître la consommation, qu'on travaille donc à diminuer le prix de cette denrée alimentaire.

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 41 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi d'une école de médecine vétérinaire

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 62 modifiant la loi autorisant l'établissement d'une école provinciale de médecine vétérinaire.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. Le bill est alors retiré.

Subventions pour la culture

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 290 concernant l'octroi de certaines subventions pour des fins culturelles.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser, aux conditions qu'il déterminera et pour l'année financière 1960-1961, le paiement, à même le fonds consolidé du revenu, des subventions suivantes: cent trente-cinq mille dollars aux Jeunesses Musicales du Canada - Jeunesses Musicales of Canada, trente mille dollars à l'Orchestre symphonique de Québec, cinquante mille dollars au Montreal Museum of Fine Arts, dix mille dollars à les Grands Ballets canadiens, vingt-cinq mille dollars à le Théâtre du Nouveau Monde inc.-The New World Theatre Inc., dix mille dollars à le Théâtre international de Montréal - Montreal International Theatre, dix mille dollars au Centre marial canadien, dix mille dollars à l'Orchestre symphonique de Montréal - Montreal Symphony Orchestra, ainsi que cinquante mille dollars pour contribuer à la fondation d'une école canadienne de théâtre et vingt mille dollars pour aider à l'édition d'ouvrages spéciaux.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 290 concernant l'octroi de certaines subventions pour des fins culturelles soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure met une somme totale de \$340,000 à la disposition d'une dizaine d'organismes qui s'appliquent à donner sa plus haute expression à la civilisation canadienne-française dans les divers domaines du théâtre, de la musique, des beaux-arts et de l'édition.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le gouvernement aurait dû inclure ces sommes dans le budget du secrétaire provincial au moment où il a été présenté pour approbation il y a deux semaines.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Ce bill a été rendu nécessaire à la suite des demandes de subventions qui ont été formulées après l'adoption des crédits du Secrétariat provincial. Chaque année, tous les ministères préparent leur budget à la fin octobre, et quoique les prévisions budgétaires ne fassent l'objet d'un examen que durant la session, certains organismes présentent leur demande lorsque le budget a déjà été dressé.

Il y a dans le bill certains items qui ne reviendront jamais, comme celui de \$135,000 pour aider les Jeunesses musicales du Canada à construire un théâtre d'été au mont Orford dans les Cantons-de-l'Est.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) s'informe si l'octroi du Montréal Museum of Fine Arts, un montant de \$50,000 accordé à l'occasion du centenaire de l'institution, sera renouvelé.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) répond que c'est possible qu'une somme soit placée plus tard dans le budget de son département.

L'Orchestre symphonique de Québec, par décision de ses directeurs, deviendra permanent. Un budget a été établi et le gouvernement a cru bon d'assurer à cet orchestre un octroi annuel de \$30,000. Cette subvention aurait été placée dans les estimés budgétaires si une décision avait été prise plus vite. L'Orchestre symphonique de Québec pourra désormais grouper des artistes de première valeur et se tailler une réputation enviable sur le continent.

Dans le cas des Jeunesses musicales, nous aurions mis également la somme de \$135,000 dans le budget, mais la demande n'a été faite qu'à la fin de janvier ou au début de février, alors que le budget du secrétaire provincial a été préparé en novembre 1959.

Il (l'honorable M. Prévost) dit qu'il a reçu à ce sujet la visite du directeur général, M. Lefebvre, qui est revenu d'Europe avec cette idée de construire un théâtre d'été au mont Orford. Ces théâtres d'été existent en certains endroits de l'Europe, et le gouvernement a cru qu'il serait bon d'aider à réaliser ce projet dans la province de Québec. Le coût des travaux est estimé à \$150,000 ou \$160,000, et on veut que l'édifice soit prêt pour le mois de juin cette année.

Dix mille dollars sont accordés en supplément à l'Orchestre symphonique de Montréal. Cet orchestre rayonne de plus en plus dans la province de Québec et son influence s'accroît dans les milieux artistiques.

Le Théâtre du Nouveau Monde de Montréal recevra \$25,000. C'est, sinon le meilleur, du moins l'un des meilleurs théâtres de notre province et l'une des compagnies les plus en vedette au Canada. Cette troupe a vécu du dévouement admirable de ses directeurs, notamment MM. Jean-Louis Roux⁴ et Jean Gascon⁵.

On sait que, depuis plusieurs mois, il y a une crise dans le théâtre et on en cherche les causes. Le Théâtre du Nouveau Monde s'est intéressé au problème. Au début, cette crise était reliée à l'apparition de la télévision puis, par la suite on a réussi à greffer le théâtre à la TV.

D'un autre côté, la qualité de nos artistes augmente sans cesse. Le Conservatoire d'art dramatique de Montréal sous la direction de M. Valcourt⁶ produit d'excellents sujets et plusieurs de ces derniers continuent dans la carrière. À l'automne, le gouvernement ouvrira à Québec, dans l'ancien temple Trinity, trois classes d'art dramatique qui seront le noyau initial de la section québécoise du Conservatoire. Il fallait un local approprié, car l'art dramatique ne s'enseigne vraiment que sur les planches, alors que le professeur peut corriger le geste, la diction, etc.

Les Grands Ballets canadiens recevront une subvention de \$10,000. Cette institution date de sept ans et elle vit du dévouement de sa directrice, Mme Ludmilla Chiriaeff⁷. C'est l'œuvre d'une femme qui aime l'art de la chorégraphie, qui voulait l'enseigner aux jeunes et créer un ballet canadien qui serait la copie d'aucun autre.

À ses frais, cette femme a établi chez elle une école née de son dévouement. Depuis un an, cette troupe de ballet rayonne dans la province et, au mois d'août

1959, elle a participé à un concours international aux États-Unis et la critique a été élogieuse. Les Grands Ballets canadiens étaient d'ailleurs la seule troupe canadienne invitée à ce concours.

Le Théâtre International de Montréal que dirige Mme Jeanine Beaubien⁸ recevra un octroi de \$10,000. Ce théâtre est installé dans une ancienne poudrière à l'Île Sainte-Hélène et il mérite l'encouragement pratique du gouvernement.

Le Centre marial canadien dirigé par M. Roger Brion a son siège à Nicolet et obtient \$10,000. Ce mouvement connaît du succès dans la diffusion d'une doctrine et il convient de le favoriser en aidant à son développement.

Une somme de \$50,000 aidera éventuellement à la création d'une école canadienne de théâtre qui sera bilingue et dont on projette l'établissement dans la ville de Montréal qui est le centre tout désigné pour cette fin. Cette somme sera versée si l'école est mise sur pied, comme le désire un groupe de comédiens dirigés par Jean Gascon et Jean-Louis Roux. Le groupe étudie la question depuis plus d'un an.

Un octroi de \$20,000 aidera au lancement d'ouvrages spéciaux. C'est à la suggestion du sous-secrétaire, M. Raymond Douville⁹, que cette initiative est prise. Il s'agit évidemment d'éditer autre chose que des banalités...

M. Hamel (Saint-Maurice): Tel que *Quinze ans de réalisations...*¹⁰

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Dans le domaine juridique, par exemple, le nombre des acheteurs d'un ouvrage de très grande valeur n'est pas si grand. Il s'agit surtout d'aider à la diffusion des ouvrages spécialisés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il vaudrait mieux penser à la longue liste des ouvrages en usage dans les universités de la province de Québec et qui viennent des États-Unis. S'il y a des éditions spéciales à encourager, c'est dans ce coin-là que le gouvernement devrait regarder.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dit que le sous-ministre de son département a pensé à cela également.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Code civil,
nantissement agricole**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 modifiant le Code civil, relativement au nantissement agricole, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité étudie le deuxième alinéa du paragraphe 1979*a* de l'article 1, qui se lit comme suit:

"Il doit, si les conditions du prêt l'exigent, assurer les effets nantis contre les risques de feu, de vol, de dommages matériels et de responsabilité publique et les tenir assurés pendant toute la durée du prêt."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le paragraphe en question n'a pas sa raison d'être. Il n'est pas nécessaire de dire dans une loi que l'emprunteur devra observer les conditions du prêteur.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'Union nationale parle depuis des années des réalisations du gouvernement dans le domaine agricole. L'Union nationale a sauvé l'agriculture, mais voilà qu'aujourd'hui, non seulement on hypothèque les fermes, mais on veut aussi hypothéquer les animaux et l'outillage. Si on est obligé d'arriver à cette mesure, c'est que cela ne va pas chez les cultivateurs...

M. Levesque (Bonaventure) appuie les remarques faites par le chef de l'opposition au sujet du paragraphe 2 de l'article premier. Le paragraphe en question est tout à fait superflu, dit-il. Le gouvernement devrait le biffer.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le chef de l'opposition et le député de Bonaventure

(M. Levesque) ont raison en principe. Mais les députés savent qu'il y a, dans le Code civil, beaucoup de répétitions semblables à celle dont il est question ici.

Il ne faut pas perdre de vue que cette loi s'applique aux cultivateurs. Il faut qu'elle soit suffisamment claire et détaillée pour que les notaires et autres personnes qui seront appelées à expliquer la loi aux futurs emprunteurs connaissent exactement la portée de la loi. De toute façon, si l'opposition insiste, il n'y a pas d'objection à biffer le deuxième paragraphe de l'article premier.

L'amendement est adopté.

Le deuxième alinéa du paragraphe 1979*a* de l'article 1 est biffé.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 1979*b* dudit code, édicté par l'article 1 de ladite loi 4 George VI, chapitre 69, est remplacé par le suivant:

"1979*b*. Ce nantissement doit être constaté par un bordereau rédigé en quatre exemplaires et contenant l'énumération des effets nantis; un de ces exemplaires est retenu par chacune des parties, un autre est transmis à l'Office du crédit agricole du Québec, et le quatrième est déposé dans un registre spécialement tenu à cette fin et constamment à jour par le secrétaire-trésorier ou le greffier de la municipalité où est située la ferme de l'emprunteur. La radiation du nantissement est constatée par le dépôt d'un reçu du prêteur au bureau du secrétaire-trésorier ou du greffier et par l'annotation que celui-ci est tenu d'en faire à ce registre. Cet officier a droit à un honoraire de un dollar sur chaque dépôt de bordereau et sur chaque radiation de nantissement.

"Dans les territoires non organisés en municipalité, le dépôt du bordereau et du reçu a lieu au bureau de l'Office du crédit agricole du Québec."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'expression "honoraire" ne s'emploie pas au singulier.

Il (M. Lapalme) suggère que l'enregistrement concernant les prêts en vertu du bill se fasse à un seul endroit, au bureau d'enregistrement plutôt que chez le greffier de l'hôtel de ville.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le bureau d'enregistrement, dans certains comtés, se trouve éloigné des agglomérations nouvelles. C'est plus

pratique pour l'emprunteur futur de se rendre au bureau du greffier ou à celui du secrétaire-trésorier.

Les prêts seront consentis soit par les caisses populaires, soit par les banques à charte. Mais, dans 90 % des cas, les prêts viendront des caisses populaires.

Cet article est amendé et les mots "à un honoraire" sont remplacés par "à des honoraires".

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

L'article 3 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 82 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des syndicats coopératifs

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 78 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) demande que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Cette mesure, dit-il, avait été présentée à la demande de la Fédération des Caisses populaires Desjardins.

Elle ne contenait pas toutes les suggestions faites par la Fédération, mais seulement celles que j'appellerais les moins contentieuses. Toutefois, depuis que le bill est imprimé, j'ai reçu de nombreux messages. J'ai dû en recevoir une quarantaine depuis deux jours.

Il s'agissait surtout de problèmes d'ordre administratif que la Fédération voulait résoudre. Plusieurs des dispositions contenues dans le projet de

loi ont une valeur indiscutable et je suis convaincu que toutes ont été sollicitées de bonne foi.

On ne dira jamais trop de bien des caisses populaires. Elles constituent une formule idéale pour favoriser l'épargne et l'entraide mutuelle.

Si l'union fait la force sur le plan local, il en est de même sur le plan régional ou provincial. La Fédération joue un rôle très important et ses directives facilitent la bonne marche des affaires dans chacune des caisses. Elle contribue aussi à unifier ce vaste mouvement des unions régionales et des caisses populaires qui ont surgi un peu partout dans la province. Les montants considérables d'épargnes qui y sont déposés doivent être protégés. Il faut se réjouir de ce que très peu de caisses populaires aient connu des situations difficiles depuis leur fondation.

Qu'il y ait lieu d'apporter certaines modifications dans les pouvoirs de la Fédération, c'est possible et même plausible. Il y a dans cet organisme central et dans les unions régionales des économistes et des experts dont la mission est en définitive de mieux servir les sociétaires.

Il semble cependant que certains des amendements suggérés par la Fédération, et dont quelques-uns ne font pas partie du bill 78, aient soulevé certaines appréhensions chez les gérants locaux, qui sont l'âme dirigeante des caisses et qui exercent une influence considérable dans leur milieu. Des unions régionales qui ont communiqué avec moi, aucune ne s'oppose au bill. Mais plusieurs gérants de caisses ont suggéré que l'étude du projet de loi soit retardée, pour permettre à tous les intéressés d'en poursuivre l'étude.

Vu que c'est le rôle de la Législature de favoriser l'union et la compréhension, surtout quand il s'agit de problèmes administratifs internes, je crois qu'il est préférable de retirer le bill pour le moment, quitte à en présenter un autre à l'automne suivant les recommandations qui nous auront été faites par la grande majorité des intéressés.

Adopté. Ledit bill est alors retiré.

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"La Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement n'ait présenté au cours de la présente session aucune mesure législative efficace pour remédier au chômage qui sévit dans un grand nombre de localités de cette province."

C'est un problème que le gouvernement semble avoir perdu de vue. Au cours de la présente session, il a été question des universités et de bien d'autres choses. Mais nous avons oublié une catégorie de gens dont la situation est particulièrement grave: les chômeurs.

D'après les derniers chiffres, il y en a présentement 782,500 au Canada, dont 232,000 en Ontario et 246,600 dans le Québec. C'est dire qu'en notre province, actuellement, 14 % de la main-d'œuvre ne trouve pas à s'employer. Même quand ils touchent les prestations, ces chômeurs n'ont pas ce qu'il faut pour faire vivre décemment leur famille. C'est encore plus grave quand ils ne reçoivent plus de prestations parce qu'ils sont en chômage depuis trop longtemps.

Pourquoi avons-nous plus de chômeurs que les autres provinces? Certains disent qu'il y a du chômage parce que les syndicats sont trop exigeants et demandent de trop gros salaires. Or, le salaire hebdomadaire moyen n'est que \$71.22 dans la province de Québec, contre \$77.68 en Ontario, \$80 en Colombie-Britannique et \$74.36 pour l'ensemble du Canada¹¹.

S'il y a plus de chômeurs dans le Québec, ce n'est donc pas parce que les salaires y sont plus élevés qu'ailleurs. C'est même dans les Maritimes que les salaires sont plus bas, et c'est précisément là qu'il y a le plus de chômeurs proportionnellement au chiffre de la population.

La province de Québec comprend 28 % de la main-d'œuvre canadienne et compte 34 % des chômeurs du Canada. Il y a là quelque chose d'anormal. Si la situation était la même partout, on pourrait peut-être dire que ça dépend d'Ottawa; mais puisqu'elle est plus grave dans le Québec, cela doit dépendre pour une bonne part du gouvernement du Québec.

On a prétendu aussi que le chômage était dû à l'immigration. Encore là, les chiffres contredisent cette assertion. De 1955 à 1959, il est entré 404,179 immigrants en Ontario, qui n'a pourtant que

10 % des chômeurs du Canada. Et il en est entré seulement 156,324 dans le Québec, qui a 34 % des chômeurs du Canada.

On dit aussi que s'il y a du chômage, c'est parce que les gens ne veulent plus travailler. Or, la durée moyenne de la semaine de travail est de 42.4 heures dans le Québec, contre seulement 41.3 heures en Ontario, 39 heures en Saskatchewan, 37.9 heures en Colombie-Britannique, etc. Les semaines plus longues doivent plutôt constituer une cause de chômage.

La raison fondamentale de la situation dans le Québec, c'est qu'en dépit de toutes les vantardises du gouvernement, les investissements *per capita* dans le Québec sont inférieurs à ceux de la majorité des autres provinces. C'est là qu'est le problème. Notre province s'industrialise, mais pas au même rythme que le reste du pays.

De 1952 à 1954, les investissements *per capita* ont été de \$3,705 en Ontario, de \$4,594 en Colombie-Britannique et de \$5,325 en Alberta contre seulement \$2,565 dans la province de Québec. La moyenne pour tout le Canada a été de \$3,395. Le Québec est plus touché par le chômage parce qu'il n'a pas profité du développement industriel en temps de prospérité.

C'est pourquoi les économistes sérieux qui ne sont pas de la crèche disent qu'il faut faire quelque chose, sans quoi on va arriver à un désastre.

Nous constatons après 16 ans que c'est dans le Québec que les heures de travail sont les plus longues de tout le Canada. Quant aux salaires, nous sommes au 5 ou au 6^e rang dans le pays. Là non plus le succès n'a pas été très éblouissant. Le gouvernement a donc essayé de faire oublier cela, en employant des méthodes publicitaires du genre de celles utilisées par les nazis de 1935 à 1940, qui martèlent que le parti en cause est le meilleur.

L'honorable M. Barrette (Joliette) soulève un point d'ordre à l'encontre de ces paroles, alléguant qu'elles sont antiparlementaires au sens du paragraphe 20 de l'article 285 du Règlement.

Décisions de l'Orateur:

Retrait de paroles antiparlementaires

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que l'on ne peut se servir de paroles offensantes pour l'une ou l'autre

des deux Chambres (article 285 du Règlement, paragraphe 20), que les paroles prononcées par l'honorable député de Saint-Maurice (M. Hamel) sont de cette nature, et qu'elles doivent donc être retirées.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Lafontaine, Langlais, Larouche, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 52.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. l'Orateur demande à l'honorable député de Saint-Maurice (M. Hamel) de retirer les paroles qu'il a prononcées.

M. Hamel (Saint-Maurice) acquiesce à cette demande.

Le gouvernement a jugé qu'il fallait éblouir les gens. Le premier ministre a rencontré un nommé Stenger, et il lui a payé \$36,450 pour préparer un rapport qui aurait pu être fait par un étudiant de troisième année dans une de nos universités. C'est une compilation de statistiques dans laquelle on a soigneusement ignoré toutes les comparaisons défavorables à la province de Québec, pour que nous ne sachions pas quelle était notre situation relative par rapport au reste du Canada.

Dans le rapport Stenger, on trouve quantité de photos, de graphiques, de couleurs mais aucun plan, aucune suggestion, aucune solution.

Le gouvernement a voulu faire plus. Le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) a dit que ce sont les jeunes qui sont le plus affectés par le

chômage. Il leur conseille quoi? De s'enrôler dans l'armée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Cette information est fausse et le député le sait. J'ai parlé aux membres du Club Richelieu à Sherbrooke. J'ai dit qu'il était impossible de donner du travail à tous les étudiants en été. Je leur ai conseillé de s'enrôler pour deux mois dans l'armée ou dans la marine, où ils recevront une excellente formation. Je l'ai fait, moi, et je ne l'ai jamais regretté.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je prends la parole de l'honorable colonel. Mais je me rappelle qu'il y a quelques années à peine, le gouvernement tenait un autre langage.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Budget des dépenses 1960-1961

Le débat se poursuit sur l'amendement du député de Saint-Maurice qui se lit comme suit: Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"La Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement n'ait présenté au cours de la présente session aucune mesure législative efficace pour remédier au chômage qui sévit dans un grand nombre de localités de cette province."

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement a été inactif pendant 16 ans et a négligé les problèmes fondamentaux. Et aujourd'hui, à la veille de l'élection, sentant que le peuple gronde, il se lance, creuse la Lairet, donne de l'argent aux universités, aux collèges classiques, bref, tente de reprendre le terrain perdu avant la confession générale de l'été prochain. Le gouvernement ne fera pas oublier son incurie dans ce domaine par les millions qu'il jette à droite et à gauche dans sa crainte du verdict prochain de l'électorat.

Ce n'est certes pas cela qui va régler le problème du chômage. Pour le régler, il faut s'attaquer aux causes mêmes de l'état de choses que l'on déplore. Loin de moi l'idée de tenir le gouvernement de Québec responsable sur toute la

ligne, car il y a des causes du chômage qui dépendent du gouvernement fédéral. Ce que je reproche au gouvernement c'est:

1. d'avoir perdu, de 1947 à 1957, une somme globale de \$750,000,000 que le fédéral offrait à la province de Québec pour toutes sortes de raisons et que le gouvernement de Québec a refusée. Imaginez tout le bien que pareille somme, mise en circulation chez nous, aurait causé dans le peuple;

2. de n'avoir pas reconstitué le conseil économique que tout le monde réclame à grands cris, notamment M. Esdras Minville¹², conseil qui ferait un bien meilleur travail qu'un certain économiste qui n'a travaillé qu'à trouver des explications pour l'inertie du gouvernement;

3. de n'avoir pas fait un mouvement pour favoriser la navigation d'hiver jusqu'à Québec et Trois-Rivières, afin de soulager le chômage particulièrement considérable dans la région de Québec en hiver;

4. de n'avoir pas entrepris des travaux publics. Nous en avons beaucoup à faire dans la province et le gouvernement aurait dû les entreprendre, non pas dans le but de faire quelques millionnaires de plus en payant des prix exorbitants, mais pour aider la population en employant à 100 % l'argent de la province.

Il ne faut pas compter sur l'assurance-chômage pour régler le problème et il faut trouver des sources d'emploi pour les jeunes qui sortent des écoles. On ne peut tout de même pas les placer sous l'assurance-chômage dès leur sortie du collège.

Il (M. Hamel) déclare qu'il ne comprend pas comment le gouvernement peut fermer les yeux sur le problème du chômage en même temps qu'il prend des mesures pour venir en aide aux universités.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le discours que vient de prononcer le député de Saint-Maurice est sans suite. Il sera bien difficile d'y répondre. Il a fait le tour de la province, du pays, dans un résumé de tout ce qu'il a dit dans des discours précédents. Le député a traité au moins de 30 sujets. Pour pouvoir répondre à un pareil discours point par point, il aurait fallu le faire prendre en sténographie.

Le député a dit qu'il y avait 800,000 chômeurs au Canada. Ces chiffres cités par des journaux ne sont pas conformes à la vérité. Le gouvernement fédéral a démenti immédiatement ces chiffres, mais ça ne le dérange pas, lui.

Le député de Saint-Maurice a dit que nous avions pensé aux universités et que le gouvernement n'a pas semblé s'inquiéter du sort des chômeurs. Tous

les moyens sont bons pour le député de Saint-Maurice. Il tente par celui-là de soulever une catégorie de gens contre une autre classe. Je regrette pour lui qu'il ait prononcé ces paroles. Le député de Saint-Maurice est prêt à prendre tous les moyens pour essayer d'amoindrir le prestige du gouvernement. S'il pouvait parvenir à amener les chômeurs contre le gouvernement, avec quel plaisir il le ferait!

Le gouvernement actuel s'est intéressé aux universités et aux universitaires, aux instituteurs et aux élèves. Mais il s'est aussi préoccupé du sort des chômeurs. Il s'est intéressé au sort de toutes les classes de la société contrairement à ce qu'avait fait l'ancien régime. L'ancien gouvernement ne faisait rien pour les universités et pour l'éducation. Nous l'avons constaté lorsque, après tout ce que nous avons fait depuis 15 ans, nous avons constaté qu'il y avait encore beaucoup à accomplir.

Que faisait l'ancien gouvernement d'autre part, pour les chômeurs? En 1940, alors que les usines de guerre fonctionnaient dans la province, le gouvernement libéral en était rendu à faire atteler les chômeurs à de lourds chariots pour remplacer les chevaux. Et on ne les payait que 10 cents de l'heure¹³. Tout le monde s'en souvient. C'était la politique de M. Bouchard, approuvée par M. Godbout et tous les libéraux. C'était la politique des pitons et des secours directs du gouvernement libéral. Mais cela ne se reverra plus dans la province, car les gens qui se sont rendus coupables de pareilles choses ne viendront plus au pouvoir. Si jamais l'Union nationale est battue aux "polls", ce n'est pas le Parti libéral qui nous remplacera, jamais.

Le député de Saint-Maurice a dit encore que les syndicats étaient trop exigeants...

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Ce n'est pas ce que j'ai dit. Dans certains milieux, parmi les chambres de commerce, on dit que les syndicats se montrent parfois trop exigeants...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Voilà maintenant que le député de Saint-Maurice accuse les chambres de commerce et les hommes d'affaires de se montrer trop exigeants.

Le député de Saint-Maurice a dit que je faisais des "mamours" à Ottawa. Parlons-en donc! Si j'ai fait ce que le député appelle des "mamours" à Ottawa, c'était pour aller chercher \$25,000,000 destinés à nos universités, c'était pour récupérer un droit de taxation de \$10,000,000 par année, c'était pour obtenir qu'Ottawa sorte du domaine de

l'éducation. À chaque fois que je pourrai, par des "mamours", obtenir autant d'Ottawa pour ma province, je le ferai. J'ai parlé franchement et poliment aux autorités d'Ottawa, comme on sait le faire entre amis, et c'est ainsi que j'ai pu obtenir pour ma province la rétrocession de pouvoirs de taxation que le gouvernement libéral avait cédés à Ottawa. Cela m'a permis de trouver \$25,000,000 pour aider les universités et l'éducation dans la province.

Le député de Saint-Maurice a cité la statistique fédérale et provinciale. Cela n'intéresse pas la population. Il a cherché à trouver les chiffres qui pourraient servir contre le gouvernement. Le député de Saint-Maurice s'est donné pour mission de diminuer et de déprécier sa province...

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas la province que je déprécie. Je ne fais qu'évaluer le gouvernement à sa juste valeur.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Saint-Maurice s'est torturé les méninges pour trouver quelque chose de défavorable au gouvernement... Il fouille les annuaires, tous les documents qui lui tombent sous la main, dans l'espoir de trouver quelque chose qui soit nuisible à sa province. Il fait des efforts constants pour déprécier sa province, pour ne citer que des chiffres qui pourraient paraître défavorables au gouvernement. Mais il ne se préoccupe pas de chercher dans la colonne voisine ou dans la ligne suivante ce qui pourrait nous être favorable. Dans le document qu'il cite, on pourrait pourtant trouver à la ligne suivante quelque chose de favorable à la politique de l'Union nationale.

Il (l'honorable M. Barrette) fait ensuite allusion aux termes employés par le député de Saint-Maurice quand il a comparé les méthodes du gouvernement à celles d'un certain pays étranger. Quand un gouvernement veut établir une dictature, dit-il, il ne commence pas, comme l'a fait celui de Québec, par convoquer les recteurs des universités, les directeurs des collèges, en leur disant: quels sont vos besoins, et ne leur donnant ensuite tout ce qu'ils réclament. Il ne donne pas des dizaines de millions, sans condition, aux universités. Tout le monde sait que c'est exactement le contraire qui est fait lorsque l'on veut manipuler la pensée des gens. Lorsqu'un gouvernement agit comme nous l'avons fait, cela démontre sa bonne foi, son désir de travailler à la grandeur de sa province et du pays.

Pendant un débat de plusieurs jours à Ottawa, tous les députés libéraux fédéraux ont affirmé que le

problème du chômage est une question qui relève du gouvernement d'Ottawa. Et pourquoi en est-il ainsi? Parce que M. Godbout a cédé, par une simple lettre, tous les droits de la province en matière d'assurance-chômage.

Si on écarte le chômage saisonnier, le taux de chômage est peu élevé au Québec. Le problème ne devrait même pas être soulevé, car les libéraux n'ont pas comparé les statistiques de façon appropriée. Il y a du chômage. Il en aura toujours, à chaque hiver au Canada et dans la province de Québec.

Quant à la question des salaires, c'est normal qu'ils soient plus élevés en Colombie-Britannique qu'ils le sont ici. Les salaires les plus élevés sont ceux payés en Californie et en Colombie-Canadienne. Le taux des salaires augmente au Canada de l'extrémité est à l'extrémité ouest. C'est la même chose aux États-Unis. Nous subissons l'influence américaine...

Il reste que le nombre des travailleurs a considérablement augmenté dans la province. En 1946, on comptait 1,293,000 travailleurs dans la province, alors qu'en 1959, on en dénombrait 1,660,000. Cela s'explique par le développement de nos ressources, par le climat favorable que nous trouvons dans la province pour les investissements de capitaux canadiens et étrangers. De 1947 à 1959, les nouveaux investissements de capitaux dans la province s'établissent à \$24,048,000,000. Ce chiffre éloquent indique que les investissements ont été plus considérables dans la province que partout ailleurs. On vient d'ailleurs de partout pour constater sur place le gigantesque développement de la province. On reste étonné des progrès que nous avons réalisés. Pourquoi faut-il que ce soit un député du Parlement de Québec qui soit le seul à nier ce progrès?

La moyenne des salaires est plus élevée en Ontario et en Colombie-Canadienne qu'elle ne l'est dans la province de Québec. Cela est dû au fait que nous avons ici des industries légères et des jeunes travailleurs. Nous n'avons pas encore suffisamment d'industries lourdes. Mais la proportion des industries lourdes par rapport aux industries secondaires augmente constamment. Pour cette raison, dans bien peu d'années, nous paierons ici les plus hauts salaires du pays. En 1941, alors que je siégeais de l'autre côté, je réclamaï des salaires plus élevés que ceux qui étaient payés à ce moment. Nous avions alors une Commission du salaire minimum qui avait fixé des taux de salaire horaire de 10, 11 et 12 cents. Cette année-là, la Commission publia une ordonnance augmentant le barème des salariés de 10 %, soit un cent de l'heure. Mais cette ordonnance

fut aussitôt abolie par le gouvernement libéral. On regrettait d'avoir donné cette augmentation de un cent.

Pendant la guerre, les libéraux d'Ottawa, appuyés par les libéraux du Québec, ont bâti des usines de guerre dans la province. Mais ici, il n'était question que de poudre, de petites cartouches, des ateliers qui ne devraient plus avoir d'utilité à la fin des hostilités, alors que, dans les autres provinces, on fabriquait la grosse machinerie.

Mais, malgré cette expérience malheureuse, les investissements ont pu être plus considérables dans certaines villes de la province par rapport aux chiffres correspondants en Ontario. Ainsi, de 1947 à 1959, les investissements à Toronto se sont établis à \$1,613,000,000 et à Montréal à \$2,247,000,000. Les capitaux engagés dans la construction manufacturière se sont élevés à \$399,000,000 à Toronto et à \$574,000,000 à Montréal.

Il (l'honorable M. Barrette) prend la défense de M. Alfred Stenger. Il s'agit d'un homme distingué, dit-il. C'est un Canadien, en dépit des doutes que veut laisser planer sur son compte le député de Saint-Maurice. M. Stenger a publié plusieurs brochures sur l'influence économique, l'éloignement des marchés, la main-d'œuvre dans une douzaine d'endroits.

Ce que je prêchais, il y a 16 ans, je le prêche encore aujourd'hui. Le député de Saint-Maurice ne saurait en dire autant. Il donnerait cher, j'en suis sûr, pour pouvoir faire oublier des déclarations d'autrefois, lui qui a été de tous les partis politiques possibles, qui sert aujourd'hui le parti qu'il combattait, il n'y a pas si longtemps¹⁴.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand je combattais les libéraux, c'était à l'époque où plusieurs de ceux qui sont aujourd'hui ministres étaient des libéraux...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il y a bien d'autres paroles que le député aimerait n'avoir jamais dites. C'est lui qui disait qu'un député inféodé à un vieux parti ne peut rien faire. Malheureusement pour lui, l'Union nationale n'est pas un vieux parti.

M. Lafrance (Richmond): Parlez-nous de chômage!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je suis à répondre au troisième sous-chef du Parti libéral... C'est le député qui parlait du Parti libéral en disant: "ses trahisons et ses mensonges sèment la méfiance et l'anarchie..."

M. Hamel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, je n'ai jamais dit ça, et le premier ministre, comme le plus humble des députés, doit prendre ma parole.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est encore le député de Saint-Maurice (M. Hamel) qui disait à Limoilou: "Ne choisissez jamais un chef venant du fédéral..."

Il (l'honorable M. Barrette) dit que, quant à lui, il n'a jamais agi différemment dans l'opposition ou au pouvoir. Quand on vient dire que c'est la faute du gouvernement provincial s'il y a plus de chômeurs chez nous qu'ailleurs, dit-il, c'est oublier tout ce que ce gouvernement a fait, c'est oublier que nous avons créé, depuis quelques années, 400,000 nouveaux emplois permanents, que nous consacrons \$365,000,000 de notre budget à des fins municipales et scolaires, en grande partie à ouvrir des chantiers de construction devant donner de l'ouvrage. Le député de Saint-Maurice déprécie sa province et prend une attitude qui ne lui fait pas honneur.

La vérité, c'est que notre gouvernement a peut-être fait autant dans ce domaine que toutes les industries réunies, que nous avons fait plus, en tout cas, que tous les gouvernements qui nous ont précédés.

(Applaudissements à droite)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pour essayer d'évaluer le discours que vient de prononcer le chef du gouvernement, je m'imagine pour un instant que je suis un chômeur. Je ne vois pas ce qu'un chômeur peut retirer d'un tel discours.

Le premier ministre a dit que les chiffres sur le chômage cités par le député de Saint-Maurice (M. Hamel) avaient été contredits par les autorités fédérales. *La Presse* d'aujourd'hui écrit que la situation est devenue alarmante, qu'il y a 86,900 chômeurs à Montréal seulement, que cela dépasse les pires années de la dépression. Si j'étais un de ces 86,900 chômeurs, je me demande quel soulagement cela m'apporterait qu'on me dise que c'est un problème fédéral. Pour le chômeur, c'est un problème familial.

Le premier ministre a répondu avec de faux-fuyants; il est retourné aux années de la guerre, alors que la motion parle du chômage ce soir. Ottawa a démenti les chiffres cités par le député de Saint-Maurice, prétend le premier ministre. Or, dans le *Hansard* du 3 mars 1960, M. Michael Starr¹⁵ déclarait que, au 18 février, il y avait au Canada 800,494 demandes d'emploi non satisfaites. Et il faut tenir compte d'autres catégories qui n'entrent pas dans ce chiffre.

On dit de l'autre côté de la Chambre que le chômage relève du fédéral. Mais alors pourquoi, s'il ne se reconnaît aucune responsabilité, le gouvernement a-t-il autorisé les municipalités à participer aux travaux d'hiver? Les municipalités relèvent de la province, et si elles ont des obligations à l'endroit des chômeurs, le gouvernement provincial doit en avoir une lui aussi. Les autres provinces l'ont reconnu. Elles ne se sont pas contentées d'autoriser leurs municipalités à participer à ces ententes, elles ont fait leur part. Chez nous, on a dit aux municipalités qu'elles pouvaient coopérer avec Ottawa, mais on n'a apporté aucune aide financière.

Si les statistiques de 1953, 1954, 1957, n'intéressent pas le gouvernement, comment peut-il s'intéresser aux statistiques de 1930? Jamais gouvernement n'a eu les yeux aussi rivés sur le passé et ne s'est à tel point désintéressé du présent. Qu'est-ce que ça va donner aux chômeurs s'il est au pouvoir pour gérer la province des années 1930? On dirait que les problèmes actuels sont trop lourds sur les épaules de ces gens. Ça a toujours été les mêmes faux-fuyants. Y a-t-il eu quelque chose de constructif dans le discours du premier ministre? On peut bien donner un chèque en vertu de l'assurance-chômage, mais ça n'ouvre pas des horizons économiques. Ça donne seulement la pitance quotidienne. C'est du travail qu'il faut donner. Au lieu de cela, alors qu'il y a 86,000 sans-travail dans l'Île de Montréal, on prend un grand livre et on dit aux chômeurs: "Vous n'êtes pas chômeurs parce que le livre affirme qu'on est riche"... Le premier ministre m'a passé son livre. J'y ai trouvé un actif, mais pas un passif. Tout est rose. Tout est beau. Tout a été fait de façon tendancieuse.

Nous, quand nous faisons des comparaisons, nous les faisons à armes égales. Nous considérons le Québec globalement, nous considérons l'Ontario globalement. Mais le gouvernement oublie que, dans la province de Québec, les plus grandes richesses sont à Montréal. Tout y est centralisé. En Ontario, il y a une immense ceinture industrielle; nous n'avons rien de comparable dans notre province. Le livre en question de M. A. Stenger, c'est de la propagande en faveur d'un parti politique et cette propagande a été payée par les contribuables de la province.

Le député de Saint-Maurice n'a pas attaqué la province, mais le gouvernement. Mais la discussion a dégénéré en une attaque personnelle du premier ministre contre le député. Est-ce que ça sert les chômeurs de ce soir? Le député de Saint-Maurice aurait pu prononcer des paroles terribles contre le premier ministre, mais qu'est-ce que ça aurait changé

au problème du chômage? Ça ne créerait pas un bureau d'orientation économique.

Le premier ministre a dit que son parti n'est pas un vieux parti, mais son parti est un parti démesurément vieilli, parce que seul le passé l'intéresse et qu'il craint l'avenir. Il faut cesser de n'avoir d'yeux que pour le passé. C'est l'avenir qui est en jeu. Et, pour le préparer, il nous faut un conseil d'orientation économique.

Le gouvernement de l'Union nationale improvise sa politique au jour le jour. S'il ne craignait pas de reconnaître qu'il y a du chômage, il établirait un programme économique pour que le chômage ne soit plus une chose chronique dans une province aussi riche que la nôtre. Le chômage ne se règle pas en bâtissant une ou deux écoles. Cela, c'est faire des travaux d'urgence. C'est pourquoi on lit à travers tout le Canada, dans les journaux spécialisés en économie politique, on lit des appels aux gouvernements de la nation pour leur demander de prendre des mesures à long terme, afin de faire régresser le chômage et qu'il diminue progressivement pour qu'il n'y en ait plus dans quelques années.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le débat sur le chômage fait à Québec par les libéraux est parfaitement bien orchestré avec celui qui a eu lieu à Ottawa ces jours derniers de la part des libéraux fédéraux. Une fois de plus, ce qui se passe actuellement ici, c'est à la suite d'un mot d'ordre venu d'Ottawa. C'est un écho de la succursale fédérale.

Des discussions comme celle de ce soir, nous en avons eues chaque fois que le mot d'ordre est venu des chefs fédéraux du parti. On veut ameuter la population et lancer un écran de fumée pour cacher les réalisations de l'Union nationale, particulièrement au cours de la présente session.

Les premiers mots du chef de l'opposition ont été: "Si j'étais chômeur ce soir..." Quelle méchanceté contre le chef *extra muros*! Il y a actuellement, en dehors de cette Chambre, un chômeur de luxe qui passe son temps à voyager dans la province pour la discréditer et discréditer les siens.

On a cité le ministre fédéral du Travail pour affirmer qu'il y aurait 800,000 chômeurs au Canada. Ce n'est pas cela, puisqu'il s'agit de gens qui ont enregistré des demandes d'emploi. Il peut y avoir, en effet, des personnes qui, tout en travaillant, souhaitent améliorer leur sort.

Le chômage est d'abord une responsabilité fédérale, car c'est le gouvernement central qui a les leviers de commande dans le domaine de la douane, de l'accise, du commerce, de l'immigration. C'est lui

qui peut accepter des milliers d'immigrants qui viennent encombrer le marché de l'emploi.

Cela ne veut pas dire toutefois que la province n'a pas sa part de responsabilités. Mais le gouvernement de Québec s'est magnifiquement et efficacement acquitté de cette responsabilité. Il y a les travaux de voirie, la construction d'écoles, d'hôpitaux, d'instituts familiaux, de barrages qui donnent des milliers et des milliers d'emplois. L'Hydro-Québec à elle seule paie \$2,000,000 par semaine en salaire.

De nouveaux centres industriels surgissent partout. Et nos lois sur l'enseignement n'auront-elles pas pour conséquence de mieux préparer les jeunes et de leur permettre d'occuper des emplois rémunérateurs? Les libéraux de l'opposition n'ont pas dit cela, car il faut absolument amener la population contre l'Union nationale.

Le chef de l'opposition a tenu des propos démagogiques...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette expression a été déclarée non parlementaire. Je demande au ministre de la retirer.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je la retire et dis que ce sont des propos écorchés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cela aussi c'est contre le Règlement. J'espère que le ministre aura la décence ou la politesse de retirer ses paroles avant que l'Orateur ne l'y force.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je serai bon prince, je les retirerai. Je dis que les propos du chef de l'opposition sont des propos en l'air... comme cela arrive trop fréquemment.

On a osé dire qu'il vient moins de capitaux dans la province de Québec? Il faut vraiment être à court d'arguments pour employer un tel langage. À un seul endroit, à la mine Matagami Lake, il se dépensera \$50,000,000. D'ailleurs, l'opposition a changé de chanson, elle qui nous reprochait il y a quelques mois encore d'accepter trop de capitaux étrangers dans la province.

Depuis le début de la session, nous avons chaque jour constitué un plan ordonné contre le chômage. Nos lois pour aider les universités, toute notre législation aboutira à la création d'un nombre considérable d'emplois.

Le gouvernement de l'Union nationale continuera à faire son devoir en dépit des vociférations de l'opposition.

M. Lafrance (Richmond): Les libéraux du Québec se sont toujours préoccupés du chômage, même quand d'autres libéraux étaient au pouvoir à Ottawa. Ils ont présenté plusieurs motions du même genre. Ce qui les inquiète, ce n'est pas le sort d'un parti, mais celui de la collectivité québécoise.

Le chômage est un cancer social qui ronge l'économie de la nation, et c'est la plus grande menace suspendue sur la tête de notre démocratie, car si celle-ci ne peut pas donner du travail à ceux qui la composent on acceptera toutes sortes d'idées dangereuses.

Il (M. Lafrance) propose plusieurs remèdes pour remédier à la situation du chômage:

1. Prendre conscience de la gravité du problème.

2. Faire instituer une enquête sur le problème du chômage par le Conseil supérieur du Travail.

3. Utiliser les ressources naturelles de notre province pour créer des emplois pour nos gens.

4. Réduire les heures de travail et donner à l'ouvrier la semaine de 40 heures.

5. Garder les jeunes à la classe jusqu'à 16 ans et les empêcher de travailler avant cet âge.

6. Faire une campagne d'achat des produits de chez nous au lieu d'acheter des produits étrangers.

7. Demander une conférence fédérale-provinciale sur le chômage.

8. Créer un conseil d'orientation économique pour dresser un plan d'ensemble.

En terminant, il prédit la défaite du gouvernement aux prochaines élections générales.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) propose la tenue d'une conférence qui grouperait à la fois les représentants des gouvernements fédéral et provincial, les autorités patronales et syndicales. Il ne s'agit pas de dire que la question relève d'Ottawa, dit-il, mais il convient de prendre les moyens d'étudier le problème sérieusement.

Il tient à souligner le rôle important assumé dans la province par la petite industrie. Le gouvernement s'est intéressé plus à la grosse entreprise qu'à l'industrie moyenne, dit-il. Je fais remarquer que la grosse entreprise peut plus facilement rencontrer ses obligations vis-à-vis les gouvernements que la petite industrie peut le faire. La petite entreprise ne va pas sur le marché des obligations; elle ne fait pas d'émissions d'obligations comme peut le faire la grande industrie.

Si le gouvernement ne veut pas étudier le problème du chômage, qu'il ait le courage de le dire franchement.

M. Brown (Brome) propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. M. Ross a présidé le début de la séance du comité, mais a vraisemblablement été remplacé en cours de séance, puisque c'est M. Caron qui signe les articles 28 à 45.

2. *La Presse* du 16 mars 1960, à la page 45, précise que la discussion en marge du bill 38 a duré près de deux heures.

3. *Le Montréal-Matin* du 16 mars 1960, à la page 5, souligne que lors d'une entrevue avec des journalistes après la séance, M. Cuséau a annoncé que le vœu de M. Lapalme serait pleinement exaucé.

4. Jean-Louis Roux (né en 1923), dramaturge, comédien et cofondateur (avec Éloi Gandmont) du Théâtre d'Essai, qui devient le Théâtre du Nouveau Monde (TNM) en 1951.

5. Jean Gascon (1921-1988), comédien et metteur en scène, participe à la fondation du TNM en 1951 dont il sera le directeur jusqu'à 1966.

6. Jean Valcourt (décédé en 1969), comédien français venu au Québec en 1958 prendre la direction du Conservatoire d'art dramatique de Montréal. La même année, il fonde le Conservatoire d'art dramatique de Québec. Il dirigera ces deux institutions jusqu'à sa mort.

7. Ludmilla Chiriaeff (1924-1996), danseuse, chorégraphe et fondatrice de Grands Ballets canadiens à Montréal en 1958.

8. Jeanine Beaubien (et non Jeannette Beaubien comme le rapporte *Le Soleil* du 16 mars, à la page 31), née en 1923, fonde le Théâtre international de Montréal (dit La Poudrière) en 1958 dont elle sera la directrice jusqu'en 1982.

9. Raymond Douville (1905-1997), journaliste et éditeur, fut sous-ministre du secrétariat de la province de 1959 à 1972. Voir à son sujet, *Les Cahiers des dix*, no 55 (2001), p. 25.

10. *Quinze années de réalisations: Les faits parlent* est un ouvrage de Robert Rumilly qui constitue une œuvre de propagande unioniste diffusée en vue des élections générales de 1956.

11. Les chiffres du salaire hebdomadaire moyen diffèrent légèrement selon les journaux du 16 mars. Ainsi, alors que *Le Soleil*, à la page 29, parle d'un salaire moyen de \$71.22 au Québec et de \$74.36 pour l'ensemble du Canada, le *Montreal Daily Star*, à la page 35, rapporte plutôt \$74.36 pour le Québec et \$77.68 pour l'Ontario. *The Quebec Chronicle*, à la page 3, parle quant à lui de \$71.22 au Québec, \$77.68 en Ontario, mais de \$80 en Colombie-Britannique et \$73.37 pour l'ensemble du Canada.

12. Esdras Minville (1896-1975) fut professeur et ensuite directeur de l'École des hautes études commerciales (HEC). En plus de ses activités aux HEC, il collabora à de nombreuses revues et rédigea plusieurs ouvrages dans lesquels il développa une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme qui faisait la promotion de la libération économique des Canadiens français. Il fut également membre de la commission Tremblay.

13. Il s'agit de la version d'un journal partisan, le *Montréal-Matin* du 17 mars 1960, à la page 21. *Le Soleil* du 16 mars 1960, à la page 34, plus libéral, dit plutôt que les chômeurs étaient payés 10 cents par jour, et non pas 10 cents de l'heure.

14. René Hamel fut élu député du Bloc populaire à la Chambre des communes en 1945 dans la circonscription de Saint-Maurice-Laflèche, puis fut candidat indépendant défait en 1949. Il fut ensuite élu à l'Assemblée législative en 1952 comme libéral de la circonscription de Saint-Maurice.

15. Michael Starr, ministre du Travail dans le cabinet Diefenbaker de 1957 à 1963.

Séance du mercredi 16 mars 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Remboursement de droits:

**Corporation interurbaine
de l'Île-Jésus**

M. Pouliot (Laval) propose que le bill 225 modifiant la charte de la corporation interurbaine de l'Île-Jésus ayant été mis de côté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Projets de loi:

**Loi des
marchés agricoles**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 286 modifiant l'article 28 de la loi des marchés agricoles du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

Abattoir

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 282 pour encourager l'élevage des animaux de boucherie dans l'ouest de la province.

Il (l'honorable M. Barré) souligne l'intérêt que portent quatre ou cinq comtés de l'ouest du Québec à l'abattage, notamment les deux comtés d'Abitibi, le comté de Rouyn-Noranda et le comté de Témiscamingue. Nous voulons, dit-il donner aux gens de cette région un abattoir, ce qui évitera des frais élevés de transport.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

**Loi de la
petite industrie**

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 280 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

**Loi de
l'exploitation des forêts**

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 279 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à la présente séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 279 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté.

**Loi de la
petite industrie**

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à la présente séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 280 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie.

Adopté.

Abattoir

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour

prendre en considération un projet de résolution relative au bill 282 pour encourager l'élevage des animaux de boucherie dans l'ouest de la province.

Adopté.

Questions et réponses:

Pierre Rochette

M. Parent (Hull): 1. Quels sont le prénom au long et l'adresse de la place d'affaires de P. Rochette dont le nom apparaît comme suit dans les *Comptes publics* de la province:

<i>C. P. 1956-1957, C-20, page 455</i>	
P. Rochette	\$ 13,882.99
<i>C. P. 1957-1958, C-20, page 446</i>	
P. Rochette	3,994.13
<i>C. P. 1958-1959, C-20, page 451</i>	
P. Rochette	5,377.60

2. Quel est le numéro du certificat d'enregistrement émis au nom dudit P. Rochette et la date de son émission par le gouvernement de la province, selon les dispositions de l'article 3 de la loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province (4 George VI, chapitre 14)?

3. Quels montants ledit P. Rochette a-t-il transmis au ministre des Finances au cours de chacune des susdites années, selon les prescriptions des articles 9 et 10 de ladite loi?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. Pierre, 608 av. Monseigneur Taché, Québec.

2. Aucun.

3. Renseignements confidentiels et privilégiés.

**Émile Gagnon, J.-Eugène Gagnon,
Joseph-Édmond Gagnon**

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): Quels sont les prénoms au long et l'adresse de la ou des personnes suivantes dont le ou les noms apparaissent dans les *Comptes publics de la province pour l'exercice financier 1957-1958* aux pages, sous les rubriques et pour les montants indiqués en regard de chaque nom avec mention, selon le cas, de la fonction pour laquelle un salaire a été payé et la date de la nomination à cette fonction ou de toutes autres fins particulières pour lesquelles ces sommes d'argent ont été ainsi payées:

Noms	Départements	Pages	Montants
J.-E. Gagnon	"Bien-être Social et Jeunesse"	167	\$ 2,400.00 1,339.88
J.-E. Gagnon	"Voirie"	462	5,504.96
J.-E. Gagnon	"Voirie"	482	18,748.90
E. Gagnon	"Voirie"	480	7,454.45

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi):

Quant à ce qui concerne le département du Bien-être social et de la Jeunesse: (Voir le tableau ci-dessous)

Noms	Pages	Montants
Gagnon, Joseph-Edmond	167	\$2,400.00 Salaire
Hébertville-Station		
Gagnon, Joseph-Edmond	167	1,339.88 Frais de voyage
Hébertville-Station		

Date d'entrée en fonction: 1^{er} mai 1950, à titre d'enquêteur.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):

Quant à ce qui concerne le département de la Voirie: (Voir le tableau ci-dessous)

Noms	Pages	Montants
Gagnon, J.-Eugène	462	\$5,504.96
Chicoutimi		Pour achat de quincaillerie et de matériaux
Gagnon, J.-Eugène	482	18,748.90
Chicoutimi		Pour achat de quincaillerie et de matériaux
Gagnon, Émile	480	7,454.45
Princeville		Indemnité payée pour expropriation

Gilles Martel

M. Hamel (Saint-Maurice): Relativement à M. Gilles Martel de Donnacona de qui le gouvernement a acheté des automobiles, pièces et accessoires d'automobiles tel que mentionné dans la réponse consignée à la page 691 des *Procès-verbaux de l'Assemblée législative* pour la présente session:

1. Quel est le numéro du certificat d'enregistrement émis au nom dudit Gilles Martel, de Donnacona, par le gouvernement de la province

selon les prescriptions de l'article 3 de la loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province (4 George VI, chapitre 14), et quelle est la date d'émission dudit certificat?

2. Une licence de commerçant a-t-elle été émise au nom dudit Gilles Martel, de Donnacona, depuis 1953 selon les prescriptions de l'article 21 de la loi des véhicules automobiles et, dans l'affirmative, à quelle(s) date(s)?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. et 2. Aucun.

Château Normandie

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quels sont les nom, prénom et adresse du vendeur de l'hôtel Château Normandie, de Québec, dont le gouvernement vient de se porter acquéreur?

2. À quelle date le gouvernement s'est-il porté acquéreur de cette propriété, et quel en a été le prix d'achat?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1. Les Entreprises équitables ltée, 113 rue Saint-Pierre, Québec.

2. Transaction non complétée et le contrat n'est pas encore passé, mais le prix d'achat est de \$340,000.

Demande et dépôt de documents:

Achat par le gouvernement d'automobiles dans Portneuf

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel):

1. Quels sont les noms et adresses des personnes, sociétés, corporations, etc., du comté de Portneuf de qui le gouvernement de la province a acheté des véhicules automobiles au cours des années 1958 et 1959 avec, dans chaque cas, la date de tels achats et le montant payé?

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 96)

Enquête sur le logement à Hull

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit que les autorités provinciales vont répondre favorablement à la demande de Hull au sujet de l'enquête sur le logement dans cette ville. Ottawa doit payer 75 % des frais de cette enquête, Hull 25 %¹.

Corporation municipale de Louiseville

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion du représentant de Saint-Maurice (M. Hamel) proposant qu'il soit produit sur le bureau de la Chambre:

Une copie de toute correspondance, mémoire, télégramme, etc., échangés entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, la corporation municipale de Louiseville, aucun de ses membres ou officiers, et la corporation municipale de Jonquière, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'au 30 novembre 1959, relativement au recouvrement d'une somme de \$33,000 versée par erreur par le ministère provincial des Finances à la Corporation municipale de Louiseville au lieu de celle de Jonquière.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) déclare qu'aucune correspondance n'a été échangée à ce sujet et une entente est intervenue entre le ministère provincial des Finances et la Corporation municipale de Louiseville pour le remboursement, sur une base mensuelle, de la somme impliquée.

Conférences fiscales fédérales-provinciales et la péréquation

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion du représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme) proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre:

Une copie de toute correspondance, télégramme, mémoire, etc., échangés entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement du Canada, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 1^{er} janvier 1959 jusqu'au 30 novembre 1959, relativement aux conférences fiscales fédérales-provinciales des 6 et 7 juillet, et des 15 et 16 octobre 1959, ainsi qu'au problème de la répartition fiscale et à la formule des paiements de péréquation.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare qu'il s'agit de mémoires établissant l'ordre du jour des conférences qui ont eu lieu à huis clos en juillet et en octobre 1959. Cette documentation est trop volumineuse pour être produite. Quant à la correspondance, elle est de nature personnelle et confidentielle.

Hôpitaux psychiatriques à Joliette et à L'Annonciation

M. Parent (Hull) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats accordés depuis le 1^{er} janvier 1952 jusqu'à date, relativement à la construction et à l'aménagement des hôpitaux pour maladies mentales qui ont été érigés à Joliette et à L'Annonciation.

Adopté.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 97)

Navire *Torlundy* (devenu le *Saint-Barnabé*) et frais payés à Wilbrod Langlais

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre:

a) Une copie de toute correspondance, mémoire, télégramme, rapport et autres documents échangés entre le gouvernement, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société, corporation, et aussi avec le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers ou tout autre gouvernement, etc., depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'au 31 janvier 1960, au sujet du navire *Torlundy* devenu depuis le *Saint-Barnabé*, que le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse a acheté en Europe par l'intermédiaire de M. Wilbrod Langlais;

b) Une copie de toutes les factures, états de compte, de toutes les pièces justificatives, ainsi qu'une copie de tous les chèques avec leur endossement, relatifs au paiement à M. Wilbrod Langlais par le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, le 19 décembre 1958, d'un montant de \$2,000, d'un autre montant de \$4,592.20, le 14 janvier 1959, et de tous autres paiements faits audit Wilbrod Langlais par le gouvernement de la province de Québec, pour frais de voyage, frais de représentation, commission ou autres déboursés, en rapport avec le susdit navire.

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) dépose sur le bureau de la Chambre, quant au paragraphe b de la motion ci-dessus, un document préparé suivant entente avec l'honorable chef de l'opposition. (Document de la session no 98)

Analyses et perspectives économiques du Québec

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion du représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme) proposant:

Qu'il soit produit en duplicata sur le bureau de la Chambre les analyses et monographies économiques et les études statistiques mentionnées par le premier ministre dans sa réponse du 17 février 1960 qui est consignée aux pages 533 et 534 des *Procès-verbaux de l'Assemblée législative* (JAL, p. 498-500) pour la présente session, et pour lesquelles le gouvernement a payé la somme de \$36,450 à un M. Alfred Stenger.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare qu'il a informé l'honorable chef de l'opposition de l'endroit où il pourrait prendre connaissance des documents dont il a demandé la production, documents qui sont trop volumineux pour qu'on puisse en faire des copies.

Motions des députés:

Duplicata des documents déposés en Chambre

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion du représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme) proposant:

Qu'à l'avenir les documents dont la Chambre ordonnera la production soient produits en duplicata, un exemplaire étant destiné aux archives et le second au motionnaire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans tous les cas où les documents demandés ne constituent pas des originaux, je demande tout simplement que la sténo chargée de les copier mette un papier carbone et une feuille de plus, de façon à en faire deux exemplaires au lieu d'un.

Actuellement, le député doit aller prendre connaissance du document aux archives de la Chambre. Il peut lui suffire de prendre des notes, mais il est d'autres cas où il a besoin de tout le

document. Dans la première partie de la session, le prédécesseur du premier ministre actuel avait laissé entendre que la production se ferait en double. Il n'y aurait pas d'inconvénient, il me semble, à accepter cette demande. Je crois bien qu'un jour on finira par procéder au moyen de photocopies et, alors, ce sera encore beaucoup plus facile de remettre un exemplaire du document au député que la chose intéresse.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je conçois fort bien qu'il est plus facile aujourd'hui de fournir des copies avec les appareils qui sont à notre disposition.

Mais, pour se rendre à la demande du chef de l'opposition, je crois qu'il faudrait amender les règlements.

Puisque la session achève, je suggère que nous nous en remettions à ce que décidera l'Orateur jusqu'à ce qu'on en vienne à un accord qui satisfasse tous les députés.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) fait quelques remarques.

Brise-glaces pour le fleuve Saint-Laurent

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Couturier), que:

Attendu que le commerce maritime assure des avantages économiques indiscutables aux nations qui le pratiquent;

Attendu que la voie maritime du fleuve Saint-Laurent a été l'un des principaux facteurs qui ont contribué au progrès économique du Canada en général et de la province de Québec en particulier;

Attendu que jusqu'en ces dernières années la navigation sur le fleuve Saint-Laurent était limitée à trois saisons de l'année, cessant pendant la saison d'hiver à cause de la présence des glaces;

Attendu que l'arrêt de la navigation durant l'hiver est cause de ralentissement économique et de chômage dans les ports fluviaux du Saint-Laurent;

Attendu que, par suite des progrès de la technique en général et de la technique navale en particulier au cours des dernières années, il a été démontré que la navigation est tout à fait possible sur le fleuve Saint-Laurent l'hiver, voire même au cours des saisons d'hiver les plus rigoureuses - comme ce fut le cas au cours de l'hiver exceptionnellement froid de 1958-1959;

Attendu qu'au cours de la présente saison d'hiver 1959-1960, des navires en nombre plus considérable ont remonté le fleuve Saint-Laurent jusqu'au port de Québec, voire même dans un cas jusqu'au port de Trois-Rivières, sans trop de difficultés, pour y apporter et y prendre des marchandises, activant de ce fait l'activité économique du Canada en général et de la province de Québec en particulier;

Attendu que d'après les affirmations de capitaines et de propriétaires de navires et aussi de plusieurs experts en la matière, la navigation d'hiver pourrait se pratiquer avec assez de facilité sur le fleuve Saint-Laurent avec l'assurance de l'assistance de brise-glaces lorsque nécessaire;

Cette Chambre prie respectueusement les autorités fédérales de bien vouloir prendre sans retard les mesures nécessaires pour assurer les services d'un nombre suffisant de brise-glaces aux fins de faciliter la circulation des navires sur le fleuve Saint-Laurent en hiver, et que copie de la présente résolution soit adressée à l'honorable John Diefenbaker, premier ministre du Canada, à l'honorable George Hees, ministre des Transports, ainsi qu'aux représentants de la province de Québec au Sénat et à la Chambre des communes du Canada.

J'ai l'honneur de remplacer le député de Québec-Ouest (M. Galipeault). Je lui souhaite, au nom de la Chambre, le plus prompt rétablissement².

La première question qui se pose: est-il physiquement possible d'avoir la navigation d'hiver régulièrement sur le Saint-Laurent? Oui. La meilleure des preuves, c'est ce qui se fait depuis deux ans. Des navires viennent régulièrement dans le port de Québec, même au plus rigoureux de la saison. Dix-neuf navires ont remonté le fleuve jusqu'à Québec entre les mois de décembre et de mars depuis deux ans. Il (M. Hamel) rend hommage à l'excellent travail effectué en ce domaine par le Bureau métropolitain du commerce et de l'industrie et par la Chambre de commerce de Québec.

Y a-t-il des obstacles à la réalisation du projet? Ils sont de deux sortes: physiques et politiques.

Les obstacles physiques peuvent être surmontés facilement de deux façons. En aval de l'Île-aux-Coudres, le fleuve ne gèle pas d'une rive à l'autre et les navires peuvent se frayer un chemin entre les glaces flottantes à l'aide d'instruments modernes. Il suffira, pour les aider, de faire patrouiller les champs de glaces par des avions à l'aide du radar et de diffuser rapidement les renseignements obtenus. En amont de l'Île aux Coudres, avec des brise-glaces en nombre suffisant!

Mais les obstacles politiques sont plus difficiles à franchir. Des gens dans les Maritimes prétendent qu'en favorisant la navigation sur le Saint-Laurent l'hiver jusqu'à Québec ou à Trois-Rivières, on exposerait les ports de Halifax et de Saint-Jean à perdre une partie de leur achalandage. Les députés fédéraux des circonscriptions voisines de ces ports ont ameuté les Communes et le gouvernement d'Ottawa à ce sujet.

Cette attitude est pour le moins étonnante. Quand il s'est agi de canaliser le Saint-Laurent jusqu'aux Grands Lacs, les ports de Québec et de Montréal pouvaient craindre de voir diminuer leur activité. Pourtant, il n'y a pas eu de tollé général en notre province contre le projet de canalisation. On a compris que c'était une question d'intérêt général. En fait, d'après ce qu'on sait maintenant, il semble d'ailleurs que ces craintes n'étaient pas fondées. Les craintes des Maritimes au sujet de la navigation d'hiver s'avéreront probablement aussi vaines.

De toute façon, on ne devrait pas s'opposer à un progrès qui servirait l'intérêt du pays tout entier. Comment le gouvernement fédéral peut-il sacrifier dans le cas présent les intérêts du Québec, soit de 30 % de la population du pays, par crainte d'un danger hypothétique que courraient Saint-Jean et Halifax?

Il (M. Hamel) cite des chiffres mettant en lumière l'activité du port de Québec: 23,000 navires y sont venus de 1952 à 1956, dit-il. La durée de la période de navigation n'a pourtant été en moyenne que de 244 jours par an. Le tonnage moyen annuel a été de 3,400,000 tonnes. Si l'on avait la navigation d'hiver, le port serait ouvert 309 jours par année et le tonnage serait porté à 4,300,000. Et le port de Québec, qui fait vivre actuellement de 6,200 à 6,300 personnes, rapporterait non plus une cinquantaine de millions de dollars par année mais quelque \$60,000,000 ou \$75,000,000.

La navigation d'hiver ne pourrait qu'augmenter l'activité du port de Québec. Elle serait aussi un remède au chômage saisonnier. Ses bienfaits se feraient sentir dans tous les secteurs de la vie économique.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Chalifour), que le débat soit maintenant ajourné³.

Adopté.

Comité de révision des circonscriptions électorales

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion du représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme) proposant:

Qu'un comité spécial de quinze membres soit institué avec mission de préparer une révision des circonscriptions électorales de façon à donner pleine justice à toutes les régions de la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. Ladite motion est alors retirée.

Travaux de la Chambre:

Suspension de l'article 114 du Règlement concernant l'ordre des Travaux du mercredi

La Chambre convient, à l'unanimité, de passer outre aux règlements réservant la journée du mercredi aux questions et motions des députés, et de se former en comité des subsides.

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

Conformément l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 15 mars courant, sur l'amendement du député de Saint-Maurice (M. Hamel) à la motion du ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'amendement se lit comme suit: Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"La Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement n'ait présenté au cours de la présente session aucune mesure législative efficace pour remédier au chômage qui sévit dans un grand nombre de localités de cette province."

M. Brown (Brome) renonce à son droit de parole pour hâter la fin de la session.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bellemare, Bernard, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Levasseur, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 59.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Études et travaux sur rivières (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) donne lecture d'une communication du notaire Noël Lavoie, maire de l'Abord-à-Plouffe, au sujet des fréquents débordements de la rivière des Prairies. En 1945, dit-il, 200 familles ont dû être évacuées à cause des inondations, à l'Abord-à-Plouffe seulement. L'hiver dernier, la même chose s'est produite dans la période des Fêtes et 30 familles ont dû chercher refuge ailleurs. Le notaire Lavoie signale que la

responsabilité de cet état de choses incombe à l'Hydro-Québec, à cause du barrage de Saint-Vincent-de-Paul. Cette responsabilité a d'ailleurs été reconnue par la Cour supérieure et la Cour d'appel à la suite des inondations de 1945.

La Corporation interurbaine de l'Île Jésus a aussi adopté une résolution pour demander qu'une étude soit faite pour trouver aussi vite que possible le moyen de prévenir les inondations de la rivière. La solution consisterait à draguer le cours d'eau, surtout dans le voisinage du pont du C.P.R., où se forment les embâcles.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Il s'agit d'un vieux problème. Il est exact que l'Hydro-Québec a déjà été tenue responsable des dommages causés par les inondations de 1945. En outre, une vingtaine de pétitions de droit doivent être soumises bientôt au procureur général, en vue de poursuites judiciaires contre l'Hydro à la suite des inondations de l'hiver dernier.

Les inondations sont dues en partie au barrage acquis par l'Hydro en 1944 lors de l'expropriation de la Montréal Power, et aussi aux travaux faits par certains propriétaires riverains et qui sont de nature à aggraver le problème. Le barrage empêche la glace d'atteindre de façon normale le fleuve Saint-Laurent. L'hiver dernier, l'Hydro a coopéré dans toute la mesure du possible pour secourir les sinistrés et la province a même demandé l'intervention de l'armée, qui a fait un excellent travail.

Il est certain que ce problème doit être réglé. Je l'ai déjà dit au notaire Lavoie, et aussi au député de Laval qui s'est beaucoup occupé de la question. J'ai le plaisir d'annoncer à la Chambre que nous sommes très avancés dans la solution de ce problème, puisque j'ai devant moi une demande de l'Hydro qui veut se faire autoriser à construire un barrage de contrôle au coût de \$2,000,000 au Cap Saint-Ignace, entre l'Île Bizard et l'Île de Montréal, à l'embouchure du lac des Deux-Montagnes. Les travaux débiteront bientôt. Le barrage va réduire sensiblement la formation de glaces. En résumé, le problème sera réglé sous peu.

M. Pouliot (Laval) remercie le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) de cette initiative. Il (M. Pouliot) rappelle que lors des inondations de l'hiver dernier, il s'est empressé de coopérer avec les autorités concernées pour apporter le soulagement nécessaire aux victimes des inondations. Il dit qu'il a coopéré avec le ministère aussi lors de l'enquête qui a été faite pour trouver les

moyens d'empêcher les débordements futurs de la rivière des Prairies. Le projet annoncé par le ministre, dit-il, est le résultat de cette enquête. Il y avait chez nous des inondations déplorables, je suis heureux que le ministre nous apporte aujourd'hui une si bonne réponse.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Les glaces bloquent sur le pont du C.P.R., en face de Bordeaux, se mettent soudain en marche, et vont s'accumuler sur le barrage de l'Hydro, et cela provoque des inondations.

L'honorable M. Johnson (Bagot): La construction du barrage au Cap-Saint-Ignace aura précisément pour effet de diminuer ce danger. Ce barrage aura deux bons buts: contrôler l'accumulation des glaces et permettre à l'Hydro-Québec de produire un peu plus d'électricité à son usine de Sault-au-Récollet. Les vannes du nouveau barrage seront partiellement ou complètement fermées pendant une brève période au début de l'hiver. Cela permettra de réduire le flux de la rivière des Prairies à approximativement 35,000 pieds cubes par seconde. La réduction du flux de la rivière accélérera la formation d'une masse de glace solide aux abords de l'île Paton, prévenant ainsi l'accumulation additionnelle de glace, en amont de la centrale énergétique de Sault-aux-Récollets.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande au ministre des Ressources hydrauliques si le rapport de l'Hydro-Québec pour l'année 1959 sera bientôt prêt.

L'honorable M. Johnson (Bagot): On me dit qu'il est sous presse. Je l'envoierai à tous les députés dès que je l'aurai.

M. Levesque (Bonaventure) demande au ministre des Ressources hydrauliques s'il a reçu des demandes de la part de certaines municipalités gaspésiennes pour les travaux à faire sur les rivières Matapédia et Cascapédia, qui causent souvent de graves inondations. Il demande au ministre des Ressources hydrauliques de faire des travaux de protection dans ces deux municipalités, afin d'éviter la répétition des désastres de l'an dernier.

L'honorable M. Johnson (Bagot): C'est la Commission des Eaux courantes qui s'occupe de ces questions. Les demandes du genre de celles que présente le député affluent de partout.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande au ministre des Ressources hydrauliques (M. Johnson) des renseignements sur les affaires d'Hydro-Québec.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Il n'y a rien dans les estimés en discussion qui permette de discuter d'Hydro-Québec. La Chambre n'est pas appelée à voter les sommes d'argent nécessaires à l'Hydro.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) intervient pour parler des affaires d'Hydro, principalement de la société Autair Helicopter Services qui loue des appareils à cette société de la couronne.

Il dit qu'il a été informé du fait que cette corporation n'a pas son siège social dans Québec, qu'elle a une base d'opérations à Saint-Eugène, à quelques milles de la frontière québécoise, dans une province voisine, ce qui lui permet d'éviter de payer la taxe de vente imposée par le gouvernement du Québec. Pourtant, en 1959-1960, cette compagnie a reçu du gouvernement du Québec une somme de \$109,000. Il est facile pour cette compagnie de se faire livrer ses matériaux à Saint-Eugène, d'éviter la taxe de vente puis de traverser chez nous avec ses hélicoptères pour travailler pour le gouvernement.

Il y a là un important principe de fiscalité à préserver. Il faudrait que le gouvernement voie à ce que les compagnies qui travaillent pour la province soient incorporées dans Québec et paient toutes les taxes imposées aux citoyens québécois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): À la fin de l'année, ces compagnies viennent réclamer une remise sur la taxe qu'elles ont payée sur l'essence achetée pour leurs appareils. À ce moment, nous voyons à percevoir la taxe de vente s'il y a lieu. À tout événement, je vais surveiller de près la question que signale le chef de l'opposition.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôt et outillage (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

Le comité étudie l'item statutaire accordant un crédit de \$200,000 à la Régie de l'électricité et du gaz, en vertu de la loi 13 George VI, chapitre 21 et ses amendements.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans Montréal, le taux de l'électricité a augmenté sensiblement depuis quelques années. Par exemple, le cas d'un citoyen qui consommait, en mars 1954, 5,139 kilowatts devait alors verser à Hydro-Québec \$46.78. La même personne utilisait 5,154 kilowatts en février 1960, et devait alors déboursier \$71, pour une augmentation de consommation de 15 kilowatts.

Lorsque l'individu en question s'est plaint à l'Hydro, on lui a répondu que, si c'était trop cher, il pouvait se chauffer au gaz naturel. Je pourrais citer plusieurs cas semblables.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Je tiens d'abord à faire remarquer que la question soulevée ne relève pas de la juridiction du ministère des Ressources Hydrauliques. Cela est de la juridiction d'un organisme qui échappe au contrôle du ministère.

Il (l'honorable M. Johnson) parle d'un tarif spécial mis en vigueur par l'Hydro pour ceux qui se chauffent à l'électricité. Dans l'ensemble, dit-il, le taux de l'électricité a baissé de 40 % de 1946 à 1958. À l'exception de la plainte à laquelle a fait allusion le chef de l'opposition, nous n'avons pas reçu de plaintes quant aux taux de l'électricité.

Dans le cas mentionné par le chef de l'opposition, il s'agit d'électricité utilisée pour le chauffage. L'Hydro n'encourage pas les systèmes de chauffage à l'électricité. Elle tient à garder l'énergie pour le progrès industriel. Le chauffage des maisons à l'électricité n'est pas appelé à se populariser, du moins pas dans un avenir rapproché.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) pose une question à propos du chauffage à l'électricité.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le programme de publicité faite par l'Ontario en vue de chauffer les maisons à l'électricité n'a pas duré longtemps. À peine 52 maisons ont été aménagées avec le système de chauffage à l'électricité à la suite de cette campagne.

L'électricité se vend moins cher dans le Québec que partout ailleurs au pays⁴. Nous pouvons disposer autant d'électricité que toutes les autres provinces ensemble. C'est ce qui incite d'importantes industries à s'installer chez nous. À cause de l'abondance et du coût très bas de l'énergie électrique, une industrie sidérurgique peut épargner \$30,000,000 en s'installant dans le Québec plutôt que dans une autre province.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Si la province possède autant d'énergie, je me demande

pourquoi le gouvernement ne prend pas les moyens pour en faire bénéficier la population.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert pour "Divers travaux de construction, réfection de barrages (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

Pension des députés

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 modifiant la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, concernant les membres de l'Assemblée législative soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En vertu de la loi telle qu'adoptée au début, les députés devaient participer à ce plan contributoire. L'an passé, un amendement a été apporté pour spécifier que les députés étaient libres de le faire. Le texte de l'amendement est ambigu. Est-ce que le bill établit clairement qu'un député qui siège en cette Chambre, disons depuis 1956, et n'a pas signifié son intention de participer au plan ne sera pas requis de le faire et ne sera pas placé dans l'obligation de verser les contributions dues? Je ne voudrais pas être obligé, demain, de payer \$4,000 ou \$5,000.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous verrons à ce que celui qui a rédigé la loi s'assure

bien, au Conseil législatif, qu'il n'y ait pas ambiguïté à ce sujet.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Est ajouté, après l'article 4, l'article suivant:

"5. L'article 67 de la loi de la Législature (Statuts refondus, 1941) chapitre 4, modifié par l'article 3 de la loi 1-2 Elizabeth II chapitre 37 et par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II chapitre 18, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

"3. Pour les fins du présent article, le mot "pension" ne comprend pas une pension versée en vertu des lois suivantes du Parlement du Canada: chapitre 18, 15-16 George VI, et chapitre 329, Statuts révisés du Canada 1952."

Le nouvel article 5 est adopté.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie le titre du bill 75 qui se lit comme suit:

"Loi modifiant la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, concernant les membres de l'Assemblée législative"

Le titre est amendé et se lit alors comme suit:

"Loi modifiant la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, concernant les membres de l'Assemblée législative et la loi de la Législature."

L'amendement est adopté.

Le titre, ainsi amendé, est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 75 après l'avoir amendé ainsi que le titre. Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Assainissement de la rivière Lairet

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 288 pour contribuer à l'assainissement de la rivière Lairet, dans la cité de Québec, soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est un très vieux problème. Cette rivière, qui traverse le quartier Limoilou avec force méandres, est une disgrâce et un danger public. La salubrité publique exige son assainissement. On veut faire des travaux sur une distance de trois milles.

Il (M. Maltais) rappelle les nombreuses requêtes formulées soit par la Chambre de commerce, les clubs sociaux, les médecins et des groupes de citoyens en faveur de l'élimination de cet égout à ciel ouvert.

Avec les plans des ingénieurs, dit-il, on redressera le parcours de cette rivière et on le réduira de deux milles. La partie qui restera à assainir ne sera plus que de trois quarts de mille. Une bonne partie de ce parcours se trouve à proximité du parc Cartier-Brébeuf acquis par le fédéral il y a quelque temps. Il est possible qu'Ottawa veuille s'en charger.

Les travaux envisagés en vertu du bill seront de l'ordre de \$1,600,000. C'est dire que le gouvernement provincial en paiera les trois quarts.

En plus de faire disparaître un égout à ciel ouvert, ces travaux permettront de récupérer passablement de terrain et d'ouvrir de nouvelles rues, de procéder à l'élimination de certains ponts et d'améliorer l'apparence générale de ce secteur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit combien il se réjouit du projet de loi à l'étude. Je ne puis discuter des motifs qui font hésiter Ottawa ou lui font refuser d'intervenir, dit-il, mais il est sûrement dans l'ordre de se réjouir de voir que le gouvernement provincial ait décidé de passer à l'action.

Il (M. Lapalme) dit qu'il veut relever un oubli fait par le ministre dans la nomenclature de ceux qui ont réclamé ces travaux depuis des années. Parmi ceux-là, dit-il, le député de Québec-Est (l'honorable M. Maltais) aurait pu mentionner son propre prédécesseur en cette Chambre comme député de Québec-Est, M. Antonin Marquis, un libéral.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 288 pour contribuer à l'assainissement de la rivière Lairet, dans la cité de Québec.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) propose: Que le gouvernement de la province de Québec soit autorisé à accorder à la cité de Québec, pour l'assainissement de la rivière Lairet dans son territoire, une subvention de un million deux cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu, en trois versements annuels, égaux et consécutifs, à compter inclusivement de l'année qui sera fixée par la convention prévue à l'article 4 de la loi qui accompagne la présente résolution.

M. Levesque (Bonaventure) demande au député de Québec-Est s'il y a eu entente par écrit entre la ville de Québec et le gouvernement.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) répond qu'il y a un dossier volumineux à ce sujet, mais qu'il ne l'a pas étudié en entier. Il dit qu'il ne croit pas qu'il y ait eu entente entre les deux autorités, mais de nombreuses discussions ont eu lieu depuis deux ou

trois ans à ce sujet. D'ailleurs, dit-il, les plans ont été préparés par les ingénieurs de la ville de Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La ville de Québec s'engage-t-elle à procéder aux travaux en même temps que le gouvernement? Je comprends que Québec doit fournir une somme de \$400,000 et le gouvernement provincial \$1,200,000. La dépense sera-t-elle concurrente?

L'honorable M. Barrette (Joliette): On exigera que la ville de Québec dépense la somme qu'elle s'est engagée à fournir. Ce n'est que juste.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est): La ville de Québec est maintenant assurée d'une contribution des trois-quarts de la part du gouvernement. Elle va sûrement procéder à l'exécution des travaux le plus rapidement possible. Cependant, c'est la ville elle-même qui a la responsabilité des travaux à faire.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 288 pour contribuer à l'assainissement de la rivière Lairet, dans la cité de Québec.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 288 pour contribuer à l'assainissement de la rivière Lairet, dans la cité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 288 sans l'amender.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté à l'unanimité.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des services publics

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 281 modifiant la loi des services publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill 281 a pour but de nommer deux régisseurs de plus à la Régie des services publics. Ainsi, il sera possible de faire siéger les commissaires en deux groupes simultanément, soit dans la même ville, soit dans deux localités différentes. L'augmentation constante du nombre des causes justifiait ce changement.

Adopté à l'unanimité. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 281 modifiant la loi des services publics.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose: Que la Régie des services publics sera composée de six régisseurs, dont un président et un ou deux vice-présidents, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe leur traitement.
Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 281 modifiant la loi des services publics.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 281 modifiant la loi des services publics.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 3 de la loi des services publics (Statuts refondus, 1941, chapitre 143) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Une corporation municipale est également régie par la présente loi en ce qui concerne les taux exigés et le service fourni à un autre système d'aqueduc et d'égout relié à celui de cette corporation municipale, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire de cette dernière."

Cet article est amendé et les mots "système d'aqueduc et d'égout" sont remplacés par "système d'aqueduc ou d'égout".

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 281 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté à l'unanimité.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 83 modifiant la loi des arpenteurs et des arpentages;
- bill 89 modifiant la loi des coroners et la loi électorale de Québec, relativement à certaines pensions;
- bill 297 concernant les divisions d'enregistrement de Gatineau et de Hull;
- bill 299 modifiant la loi des compagnies de Québec.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il accepte l'amendement apporté par l'Assemblée législative aux amendements du Conseil législatif au bill 190 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Projets de loi:

Code civil

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 291 modifiant le Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 291 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'exploitation des forêts

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 279 modifiant la loi pour

prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

M. le président propose que l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 25, modifié par des Statuts subséquents, soit de nouveau modifié

a) en remplaçant le paragraphe 9 du deuxième alinéa par la suivant:

"9. Saint-Raymond Paper Limited: 400 milles carrés,";

b) en y ajoutant, après le paragraphe 21 du deuxième alinéa, les paragraphes suivants:

"22. Howard-Bienvenu Inc.....	100 milles carrés
"23. J. H. Normick Limitée.....	100 milles carrés
"24. La Cie Gagnon Limitée.....	100 milles carrés
"25. Northwood Lumber Inc.	100 milles carrés
"26. Laberge & Laberge Ltée.....	60 milles carrés
Résolution à rapporter	

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que cette résolution soit maintenant agréée. Adopté, après division.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 279 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la petite industrie

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 280 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose: Que l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 19, modifié par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 40, est remplacé par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 10, sont de nouveau remplacés par le suivant:

"2. La superficie du domaine concédé ne doit pas excéder en totalité seize cents milles carrés, ni cinquante milles carrés par concessionnaire."

Il y a actuellement des demandes sérieuses pour quelque 500 milles carrés à 600 milles carrés. En portant de 1,400 à 1,600 milles carrés la superficie du territoire boisé du domaine de la couronne qui peut être concédé à la petite industrie pour des fins de stabilisation, on permettra de satisfaire une bonne partie des demandes.

Parmi les demandes, il y en a une pour accorder une concession forestière à différentes industries du comté de Maskinongé.

Un député interroge le député de Maskinongé (M. Caron) à ce sujet.

M. Caron (Maskinongé) précise que par cette loi, il s'attendait à assurer l'approvisionnement de bois à quelques industries, scieries et autres situées dans différentes paroisses du nord du comté de Maskinongé. Grâce à cette mesure, dit-il, des dizaines d'ouvriers sont assurés d'un gagne-pain pour une période prolongée.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 280 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Cette question avait été soulevée par le député de Hull (M. Parent) lors de la séance du 2 décembre

1959 et, le lendemain, M. Sauvé avait répondu que si la ville de Hull renouvelait son désir de faire une enquête, il répondrait favorablement.

2. M. Galipeault est absent de la Chambre depuis plusieurs semaines pour des raisons de santé.

3. *Le Soleil* du 17 mars 1960, à la page 15, souligne que l'ajournement a été proposé à la surprise générale. L'ajournement du débat à pareille date signifie que la motion ne reviendra pas devant la Chambre avant la prochaine session, subissant ainsi un "enterrement de première classe".

4. Dans son édition du 21 mars, à la page 3, *Le Devoir* cite des chiffres portant sur le coût de l'énergie en 1953, tirés du rapport de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada (commission Gordon). Ces chiffres démontrent que si les grandes industries paient l'électricité moins cher au Québec qu'ailleurs au pays, les particuliers du Québec la paient plus cher que la moyenne nationale.

5. *La Presse* du 17 mars 1960, à la page 59, souligne que ce projet a été adopté en dépit des objections de l'opposition, sans toutefois rapporter les objections en question.

Séance du jeudi 17 mars 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier¹

La séance est ouverte à 10 h 30².

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Coopératives

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 296 concernant les coopératives.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Achat
du pont
Jacques-Cartier**

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) demande au premier ministre si la province songe à acheter le pont Jacques-Cartier.

L'honorable M. Barrette (Joliette) ne répond pas.

Projets de loi:

**Code
de
procédure civile**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 292 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 30a dudit Code, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 45, est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "En temps de guerre tout" par le mot "Tout".

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"3. L'article 30a dudit Code, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 45, est modifié en retranchant, dans la première ligne, les mots "En temps de guerre".

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. Ledit Code est modifié en y ajoutant, après l'article 70a, le suivant:

"70b. Dans les districts judiciaires relevant de la juridiction du juge en chef ou du juge en chef adjoint, les rôles d'audition des causes sont préparés sur les instructions ou selon les directives de l'un ou de l'autre de ces juges, selon leur compétence respective, et la décision finale de toute question ayant trait à la préparation et à la confection de ces rôles relève exclusivement de l'autorité de l'un ou de l'autre de ces juges, selon le cas."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"5. Ledit Code est modifié en y ajoutant, après l'article 70a, le suivant:

"70b. Dans les districts judiciaires de Québec et de Montréal relevant de la juridiction du juge en chef ou du juge en chef adjoint, les rôles d'audition des causes sont préparés sur les instructions ou selon les directives de l'un ou de l'autre de ces juges, selon leur juridiction respective, et la décision finale de toute question ayant trait à la préparation et à la

confection de ces rôles relève exclusivement de l'autorité de l'un ou de l'autre de ces juges, selon le cas.

"Dans les districts autres que ceux de Québec et de Montréal, les pouvoirs ci-dessus conférés au juge en chef ou au juge en chef adjoint seront exercés par le juge désigné pour administrer la justice dans ces districts."

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 6 à 12 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 13, qui se lit comme suit:

"13. L'article 537 dudit Code, modifié par l'article 5 de la loi 1 George V (1910), chapitre 43, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Néanmoins, et sous réserve des dispositions d'exception contenues à l'alinéa précédent, tout jugement peut aussi être rendu en le déposant au greffe de la cour, à la date qu'il porte, sous la signature du juge qui l'a rendu; dans ce cas, le protonotaire, ou un député protonotaire spécialement autorisé à cette fin par le protonotaire, doit immédiatement donner à toutes les parties intéressées, par lettre recommandée, un avis du dépôt de ce jugement."

Cet article est amendé et les mots "et à leurs procureurs" sont ajoutés après les mots "les parties intéressées".

L'amendement est adopté.

L'article 13, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le troisième alinéa du paragraphe 1227a de la version anglaise de l'article 14 qui se lit comme suit:

"The chief justice may, however, whenever he deems it expedient, order a motion, incidental proceeding or appeal contemplated by this article to be heard by five judges."

Cet article est amendé et les mots "it expedient" sont remplacés par "it proper".

L'amendement est adopté.

L'article 14, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 15, qui se lit comme suit:

"15. L'article 1245 dudit Code est modifié, en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Toutefois, lorsqu'un ou plusieurs juges ont produits des notes de délibérations exposant les motifs du jugement, ainsi que les motifs de dissidence, s'il en est, et les noms des juges qui ont concouru dans le jugement et de ceux qui se sont déclarés dissidents, il suffit que le jugement contienne un dispositif décidant l'appel et adjugeant sur les dépens."

Cet article est amendé et les mots "et les noms des juges" sont remplacés par "avec les noms des juges".

L'amendement est adopté.

L'article 15, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 16 et 17 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 292 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des valeurs mobilières

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 287 modifiant la loi des valeurs mobilières de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Les changements ont été demandés par les commissaires eux-mêmes et ils ont été soumis à des représentants des deux Bourses de Montréal.

Un des amendements autorise la Commission des valeurs mobilières à accorder une exemption d'enregistrement dans le cas de valeurs mobilières que l'on va coter à une bourse reconnue à l'extérieur de la province. L'Ontario accorde ce privilège depuis plusieurs mois. Comme le Québec n'avait pas la

même disposition, des sommes importantes ont quitté notre province pour la Bourse de Toronto.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Les articles 1 à 20 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 21, qui se lit comme suit:

"21. L'article 63 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"63. La commission peut, en tout temps, émettre un ordre d'interdiction à un courtier, à un vendeur, à un émetteur de valeurs mobilières ou à toute personne ou compagnie, enregistrés ou non, de faire le commerce de valeurs mobilières ou d'une ou de plusieurs catégories de valeurs mobilières qu'elle détermine, même après l'octroi d'une permission en vertu de l'article 50.

"À compter de la réception de cet ordre, le courtier, le vendeur, l'émetteur de valeurs mobilières ou la personne ou compagnie à qui cet ordre est adressé doit s'abstenir, tant qu'il n'a pas été révoqué, de faire le commerce de valeurs mobilières ou de toute catégorie de valeurs mobilières indiquée dans l'ordre d'interdiction.

"Toute transaction de valeurs mobilières en violation de cet ordre constitue une infraction.

"Sous réserve de toute sanction et de tout autre recours prévus par la présente loi ou par toute autre loi, la commission peut, dans le cas de contravention à un ordre d'interdiction donné en vertu du présent article, intenter tout recours en injonction devant la Cour supérieure pour contraindre le contrevenant à cesser de faire le commerce de valeurs mobilières ou de toute catégorie de valeurs mobilières mentionnée dans l'ordre d'interdiction.

"La demande d'injonction constitue une instance par elle-même; elle n'a pas besoin d'être accompagnée de l'émission d'un bref d'assignation.

"Aucun cautionnement n'est exigible pour l'émission de l'injonction, intérimaire ou interlocutoire.

"Au surplus, l'instance en injonction prévue par le présent article est sujette à l'application des règles du Code de procédure civile concernant l'injonction."

L'honorable M. Rivard (Montmagny): (Au cours de la discussion) Il y a eu dans le passé plusieurs enquêtes dans des cas de fraudes de la part de courtiers en valeurs mobilières. On peut dire que, d'une façon générale, on a chassé ceux qui avaient recours à des pratiques illégales.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La Commission des valeurs mobilières a déjà tous les moyens voulus pour protéger le public. On ne devrait pas mettre de côté l'économie de notre loi générale.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Si nous voulons empêcher les actes frauduleux, nous devons accorder à la Commission, qui l'a demandée, une injonction d'un type spécial.

L'article 21 est adopté.

Les articles 22 à 36, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 287 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des marchés agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 286 modifiant l'article 28 de la loi des marchés agricoles du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Dans la clause originale, il était dit que les négociations devraient s'engager entre les offices de producteurs et les "premiers acheteurs". Dans le

domaine du bois à pâte, il était souvent difficile de déterminer qui était ce premier acheteur. L'amendement dit qu'en cas de contestation sur ce point, l'Office des marchés agricoles pourra en décider en dernier ressort, après avoir entendu les parties intéressées.

Cet amendement devrait rendre service à la classe agricole. Par la suite, il y aura peut-être lieu de faire d'autres améliorations.

M. Levesque (Bonaventure) félicite le gouvernement de cette initiative qui avait fait l'objet d'une délégation cette semaine.

Il (M. Levesque) déplore toutefois que l'on ait attendu l'approche de grands événements pour apporter cette amélioration que réclamaient depuis longtemps les cultivateurs. Depuis plusieurs années, dit-il, les prix payés pour le bois provenant des boisés de fermes sont anormalement bas, en dépit de plusieurs augmentations successives dans les prix du papier.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) félicite également le gouvernement de cette initiative.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 286 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande s'il est bien nécessaire que les procureurs de la couronne aient des bureaux au palais de justice.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Il est nécessaire et essentiel que les procureurs de la couronne aient un bureau pour y garder leurs dossiers et où l'on puisse les rencontrer. Il y a de tels bureaux à Montréal, à Québec, à Sherbrooke, à Trois-Rivières, à Montmagny, à Rimouski, à Hull, à Joliette et dans tous les districts judiciaires.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) suggère que les procureurs de la couronne, du moins ceux des grands centres qui ont des assistants, deviennent des employés à plein temps avec des salaires appropriés, de façon à ce qu'ils puissent consacrer tout leur temps aux affaires de la couronne. Il y a une anomalie à ce sujet. Leur responsabilité est telle qu'il conviendrait que les procureurs s'occupent uniquement de représenter la couronne.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Je suis de l'avis du chef de l'opposition, il faut tendre à un système qui accorderait aux procureurs de la couronne un traitement suffisant pour vivre sans qu'il leur soit nécessaire d'avoir une pratique privée. En vertu du système actuel, les procureurs de la couronne ont deux bureaux, l'un se trouvant au palais de justice du district où le procureur habite, et l'autre, étant son bureau privé. Les procureurs de la couronne devraient jouir d'une indépendance complète au point de vue traitement, être inamovibles. Ainsi, il serait plus facile de convaincre un avocat d'abandonner toute pratique privée et de se consacrer entièrement aux intérêts du ministère public. Cela est de nature à améliorer la justice. S'il était possible d'établir un système assurant un emploi à plein temps aux procureurs de la couronne, le gouvernement n'y serait pas opposé.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille

dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureaux d'enregistrement (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelques jours après la dernière session, il s'est produit dans la région de Montréal, à l'Abord-à-Plouffe, certains événements. Il y a eu un procès en annulation d'élections municipales.

Des dépositions faites et du jugement rendu, il appert qu'il y a eu manipulation des bulletins de vote durant la période pendant laquelle les boîtes de scrutin ont été en la possession de la police provinciale. L'élection a été annulée parce que des bulletins de vote avaient été maculés.

Deux choses pouvaient alors frapper ceux qui ont à cœur les institutions démocratiques: premièrement, c'est que la police provinciale a eu les boîtes de scrutin en sa possession, et deuxièmement, chose fort troublante, c'est que les bulletins de vote ont été maculés durant cette période.

Une chose est certaine, c'est que la police est intervenue dans cette municipalité, qu'il y a eu des irrégularités, et je n'ai vu nulle part qu'il y ait eu enquête par les autorités. Quelle version le département du procureur général donne-t-il de cette ténébreuse affaire?

L'honorable M. Rivard (Montmagny) répond par la lecture d'un rapport du lieutenant Favreau, de la police provinciale à Montréal. Selon ce document officiel, dit-il, il appert que l'officier-rapporteur de l'Abord-à-Plouffe ait disparu à la fin de la journée et que le chef Sigouin ait demandé de l'aide à l'assistant procureur général vers minuit, disant que si la police provinciale ne prenait pas charge des boîtes, il n'avait pas les hommes nécessaires pour les protéger. Me Charles-Edouard Cantin, l'assistant-procureur

général, a alors donné l'ordre au lieutenant Favreau, à Montréal, de se rendre dans cette municipalité pour rétablir l'ordre.

Durant la journée du vote, il y avait eu huit arrestations pour supposition de personne. Vers 10 h 30 du soir, Me Robert Hodge, procureur de l'Abord-à-Plouffe, avait averti le département du procureur général que le président d'élection, Yvon Lavoie, était disparu et que le chef de police municipale Sigouin demandait de l'aide.

Dans son rapport au département, le lieutenant Favreau dit qu'il a reçu ordre du capitaine Marcel Patenaude d'aller chercher les boîtes de scrutin. Il y est allé vers minuit et demi, en compagnie du chef Sigouin, et les a transportées au palais de justice de Montréal dans une cellule du cinquième étage, où elles ont été gardées jour et nuit par un policier jusqu'au moment où elles ont été remises au juge Lamarre. Précédemment, disait le lieutenant Favreau, des scellés y avaient été apposés en présence de témoins qui avaient signé un certificat à cet effet.

S'il y a eu manipulation, elle a eu lieu avant que les boîtes ne soient remises à la police provinciale. Il convient d'ajouter qu'avant d'aller chercher les boîtes, on avait inutilement tenté de trouver l'officier-rapporteur. À minuit, on ne l'avait pas trouvé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À quelle heure la police provinciale est-elle arrivée à l'Abord-à-Plouffe?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): À minuit et quinze minutes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je voulais savoir s'il y avait eu enquête. J'ai la réponse.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande au procureur général (M. Rivard) où on en est rendu avec le projet de créer une école de formation pour la police provinciale.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Il existe déjà une école à la Palestre nationale pour les policiers du district de Montréal, où les policiers provinciaux sont entraînés à l'année longue, et une autre au Manège de Beauport pour ceux du district de Québec. L'année dernière, 400 hommes ont été formés dans les deux villes. Nous voulons en arriver à créer une école permanente où les policiers des municipalités pourront également suivre des cours avec nos hommes.

Mon intention est de voir à ce que cette école permanente soit prête le plus vite possible. À Montréal, dans le moment, le cours est de deux mois. Par surcroît, nous envoyons nos hommes les mieux doués suivre des cours spéciaux avec la Gendarmerie royale. Quelques-uns sont même allés aux États-Unis.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) rappelle qu'il a lu dans *Le Soleil*, en janvier, que des cours de perfectionnement étaient organisés à Québec pour les agents de district. C'est une bonne chose.

Il (M. Lapalme) regrette que la police provinciale ne soit pas un corps homogène. Il y a la gendarmerie, dit-il, la police judiciaire, la police de la route, la police des liqueurs. Il y a une dizaine d'années, j'ai connu un homme qui était dans le commerce. Trois mois plus tard, j'ai eu la surprise de le retrouver dans la police judiciaire de la province de Québec. Comment se fait-il que du jour au lendemain on entre dans la police judiciaire? Quel entraînement fait-on subir aux agents?

En citant ce cas, je songe à l'entraînement intensif et très long que subissent les agents de la Gendarmerie royale du Canada et du FBI aux États-Unis. Il faut se hâter de donner à la police provinciale le prestige qui devrait être le sien. Pour cela, il faut choisir les hommes avec soin et leur donner une longue formation.

Il (M. Lapalme) rappelle que deux ou trois fois, dans la pratique de sa profession, il a eu affaire à des agents de la police provinciale, et il s'est souvent demandé si on savait le français ou l'anglais, car des rapports qu'il a lus étaient bien difficiles à déchiffrer.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai vu parfois des rapports préparés par des avocats qui ne valaient pas mieux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne demande pas que les membres de la police soient de l'Académie française, mais il faudrait qu'ils suivent des cours.

Compétence, intégrité, discipline et indépendance de toutes les influences politiques, telles devraient être les grandes qualités d'un tel corps. Nous sommes loin de cet idéal. J'ai l'impression, par exemple, que sous tous les gouvernements il y a toujours eu, au sein de la police provinciale, une sorte de section politique. J'ai fait cette expérience sous deux administrations. Il faut que la police soit au-dessus de tout soupçon. Malheureusement, la

police de la province de Québec, au point de vue de l'indépendance politique, n'est pas au-dessus de tout soupçon et cela est de notoriété publique.

Il y a une réputation de discipline rigoureuse qui s'attache à la Gendarmerie royale du Canada. Je me demande si, dans l'école dont on considère la création, on ne devrait pas former un corps de police d'une nature telle que si les hommes politiques passent, la police demeure un corps de police dont la réputation ne défaille pas, quel que soit le parti au pouvoir.

Les membres de la police devraient aussi être mis sur le même pied que les fonctionnaires, avec des salaires fixés par des barèmes.

Je ne crois pas que le procureur général puisse se cacher la tête dans le sable. On sait ce qui se passe et il y a des abus de pouvoir criants de la part de la police. Il faut absolument que la police soit mise une fois pour toutes hors de la politique.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le chef de l'opposition a parfaitement raison quand il dit que la police doit être au-dessus de tous les intérêts politiques. De ce côté, il y a eu des progrès considérables qui ont été réalisés.

Chose certaine, si je prends tous les chefs de la police du district de Québec, le chef Léon Lambert en tête, qui ont été tous nommés par l'ancien régime et que nous avons gardés parce qu'ils étaient compétents, je puis dire qu'ils ne font pas de politique.

Effectivement, je me souviens encore du chef Lambert remerciant le gouvernement actuel après une élection pour n'avoir pas été obligé à des pratiques de nature politique comme l'ancien régime l'y astreignait.

Il est certain que la police peut être améliorée, mais on est dans l'erreur si on croit qu'on passe sans transition de la vie civile à la police judiciaire. On entre en premier lieu dans la gendarmerie. Puis on subit un entraînement. Après examen, si le futur gendarme prouve qu'il a du jugement et du flair, on le place à côté d'un membre de la police judiciaire pendant six mois. Il entrera alors dans la police judiciaire s'il est jugé apte à cette fonction de responsabilité.

Il (l'honorable M. Rivard) convient que les agents ne sont pas des écrivains ni des académiciens, mais dit qu'il se souvient du chef McCarthy, sous l'ancien régime, qui signait ses rapports avec une croix. Qu'il y ait des policiers qui manquent de jugement, dit-il, je suis prêt à l'admettre, et quand on me trouve des faits, je prends les mesures nécessaires.

Depuis que j'en ai la charge, la police ne fait pas de politique et on ne lui demande pas d'en faire. Qu'on se rappelle cependant que le rôle que doit jouer la police ne la rend pas populaire. Très souvent, le policier doit mener des enquêtes qui ne lui apportent aucun plaisir et il arrive qu'il marche sur les pieds de certains, mais nous ne devons pas oublier qu'il est en général un père de famille honnête, et qu'il ne fait que son devoir. Souvent, faire respecter la loi provoque de l'animosité. Il doit souvent troubler des habitudes et enlever certaines libertés que les gens croient avoir. Et ceux qui s'en plaignent ne sont pas d'habitude les gens qui observent le plus scrupuleusement les lois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'est pas tant sur ces petits faits que sur la réputation de la police. Quand je parlais d'une police qui doit être au-dessus de tout soupçon, je pense en premier lieu à un cas particulier dont j'ai eu à me plaindre personnellement, car, dans l'élection d'Outremont, en 1953, c'est contre la police provinciale que j'ai dû me battre.

Il se peut que les chefs n'aient pas donné d'ordre à cet effet, mais il y a des sous-chefs qui ont agi à leur place. Au Canada, la RCMP est populaire et sa réputation est légendaire dans le monde, malgré que ses agents soient très durs. Il faut arriver à ce que la police provinciale de Québec gagne une réputation semblable. Ce qui lui manque le plus, dans le moment, ce sont des cadres que l'on pourra former quand la province aura une école permanente.

Ce que je veux, c'est que notre police ait une réputation...

L'honorable M. Rivard (Montmagny): ... Qu'elle commence à avoir et vers laquelle nous tendons. Nous voulons une école provinciale pour donner à la police la fierté de son uniforme.

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce que les remarques du procureur général valent aussi bien pour la police de la route que pour la police judiciaire?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Il est plus difficile d'avoir le même contrôle sur la police de la route qui est souvent seule dans des districts éloignés. Je dois dire qu'un plus grand nombre de policiers de la route ont été licenciés pour des raisons de discipline et de conduite incompatible avec l'éthique de la police provinciale. Nous avons des équipes volantes qui peuvent se rendre n'importe où pour voir ce qui se passe. Si l'on constate que des

policiers se rendent coupables d'actes incompatibles avec leurs fonctions, l'on sévit.

M. Levesque (Bonaventure): Quand on parle d'actes incompatibles, est-ce que l'on inclut, par exemple, la politique?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Si un policier se sert de son uniforme pour des fins politiques, il sera réprimandé ou destitué... Mais je tiens à dire que le policier a droit à son opinion et qu'il a également le droit de la communiquer comme n'importe qui.

M. Levesque (Bonaventure): Ça peut conduire à des abus...

L'honorable M. Rivard (Montmagny): S'il y a des abus, vous n'avez qu'à me les signaler...

M. Lafrance (Richmond) manifeste l'intention de parler de la police des liqueurs...

L'honorable M. Rivard (Montmagny) s'y objecte. Il n'y a aucun item dans ces crédits pour cette police, dit-il.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) souligne la gravité de la situation qui existe à Montréal au chapitre des vols simples et des vols avec violence. On ne fait probablement pas montre d'assez de sévérité dans les condamnations, dit-il. Il y a quelque chose qui ne va pas quelque part. On a l'impression que certaines personnes ou sociétés font des pressions sur les procureurs de la couronne pour que ces voleurs ne soient pas condamnés. Et les sentences sont parfois bien bénignes en comparaison des crimes commis. Il (M. Rochon) cite en particulier des crimes commis sur des vieillards. On devrait prévoir le fouet dans ces cas-là, dit-il.

On se montre trop large également en ce qui a trait à l'octroi des cautionnements. Il (M. Rochon) cite le cas des membres des cagoules rouges qui ont été remis en liberté grâce à des cautionnements. Et pourtant, dit-il, il s'agit de gens dangereux. D'après les journaux, quelques-uns du groupe avaient commis leurs vols pour lesquels ils ont été arrêtés alors qu'ils bénéficiaient déjà d'un cautionnement. Il ne devrait pas y avoir de cautionnement, enfin, dans les cas de hit-and-run.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) félicite le député de Montréal-Saint-Louis d'avoir attiré l'attention du public sur ce problème. Il

(l'honorable M. Rivard) se dit d'accord avec les remarques du député. Les procureurs de la couronne, dit-il, ont ordre de réclamer la plus grande sévérité du tribunal. Il y a lieu d'espérer que ceux qui ont la responsabilité d'exercer la justice imposeront des punitions exemplaires quand la culpabilité de l'accusé est établie.

Un député pose une autre question.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le département du procureur général tente d'abolir la distinction entre procureur senior et procureur junior. Cela est fait à Montréal et Québec déjà.

La résolution est adoptée.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

En comité:

Le comité reprend l'étude des crédits du département du procureur général.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration des palais de justice et prisons, entretien des prisonniers (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait allusion aux accusations excessivement graves portées dans le livre de Jacques Hébert: "Scandale à Bordeaux"³.

Le ministre a déjà dit que les révélations n'étaient pas conformes aux faits. Mais depuis ce temps, le ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc) a déclaré pour sa part, à l'automne 1959, que la situation des lieux où se déroule l'action du livre est anormale. Il y avait surplus de malades à l'hôpital de Bordeaux. La situation reste grave encore en 1960.

Il (M. Lapalme) souligne les différentes violations de la loi et les différentes coutumes bien établies dans la prison de Bordeaux. Quelques jours après la publication du livre de M. Hébert, dit-il, Radio-Canada a fait à la télévision une émission spéciale en marge des révélations contenues dans le livre. Deux gardes de la prison de Bordeaux étaient alors interrogés. Leurs témoignages à la télévision révélaient qu'ils avaient connaissance de certaines révélations faites dans le livre de M. Hébert. Il était notamment question d'une sorte de trafic de la drogue au sein de la prison de Bordeaux.

Ce qu'il convient de ne pas oublier à ce sujet, c'est le fait que même si le gouverneur de la prison de Bordeaux a parlé de réformes en cours, il n'a pas nié ce qui avait été écrit par M. Hébert et dit par les gardes à la télévision. Certaines informations du journaliste proviennent de documents. Il a cité des écrits. Il est impossible que tout ce témoignage soit faux.

De tout cela il se dégage deux choses: les violeurs de la loi continuent leur travail derrière les murs de la prison; et deuxièmement il apparaît nécessaire que le système prenne fin, que des réformes sérieuses soient annoncées à ce sujet. Devant pareilles accusations, celles du journaliste et des gardes, il me semble qu'il soit inconcevable que le procureur général soit demeuré silencieux. Je laisse la parole au procureur général.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Et le procureur général la prend! Bien des gens dans cette province se servent de leur plume pour chercher à attirer l'attention, pour exploiter la curiosité morbide de leurs lecteurs en puisant dans la misère humaine ce qu'il y a de plus triste et de plus laid. Il y a aussi des gens qui font de la littérature morbide leur évangile de vérité. Le livre *Scandale à Bordeaux*, dont le chef de l'opposition n'a pu dire que c'est un livre littéraire, est une saleté à tout point de vue, une saleté contre certaines personnes, sur lesquelles je donnerai des précisions si on me les demande, et une saleté politique aussi.

Voici que l'auteur va chercher l'histoire d'un pauvre malheureux dont je cacherai le nom pour le moment et qu'il s'appelle du nom d'emprunt Pierre Dupont. Pierre Dupont qui a maintenant 24 ans a été placé dès l'âge de 12 ans dans des foyers d'adoption. Puis, à cause de son comportement, il a été logé dans diverses institutions durant les sept années suivantes. En 1954, il a été congédié du Mont Saint-Louis pour avoir blessé un compagnon de travail à l'aide d'un couteau.

La même année il a été placé au foyer d'adoption de Boucherville. On s'est inquiété à son sujet parce qu'il avait sur lui un couteau et une arme à feu. On l'a de nouveau congédié. On lui a trouvé de l'emploi chez un fermier. Le directeur de l'agence lui remet les \$207 qui représentent ses économies accumulées. Le 12 décembre 1954, il se rend chez un fermier qui l'avait déjà hébergé, du nom de Sénécal et décharge sur lui une arme à feu. Le malheureux fermier est blessé très gravement. C'est là le héros de Jacques Hébert.

Puis, Pierre Dupont va tout raconter à l'agence sociale. Il est arrêté et accusé de tentative de meurtre, incarcéré à Bordeaux sous observation en attendant de comparaître aux Assises. Mais la société d'adoption obtient en sa faveur qu'on change le chef d'accusation. Pierre Dupont est condamné à passer deux ans dans le Centre de réhabilitation de Saint-Vincent-de-Paul.

Libéré au bout de 16 mois, il harcèle le directeur de la société d'adoption qui l'avait constamment aidé, va chez lui, l'inquiète ainsi que sa femme, repart et, trois jours plus tard, lui téléphone pour lui dire qu'il lui avait rendu visite avec l'intention de l'abattre.

On arrête Pierre Dupont de nouveau et on trouve encore un couteau sur lui. On lui fait subir un examen mental. Le docteur dit qu'il constitue un danger pour la société et qu'il ne peut recommander sa libération. C'est là le héros que nous présente Jacques Hébert.

Vous pensez bien que c'était notre devoir de ne pas oublier le rapport du médecin. Il (l'honorable M. Rivard) donne lecture du rapport du médecin, le docteur Huard, en date du 10 novembre 1959.

Dans un premier rapport, dit-il, en 1955, le médecin n'avait pas recommandé l'internement de Pierre Dupont dans un établissement psychiatrique mais, note M. Huard, "nous faisons des réserves sérieuses, mais on ne concluait pas encore à l'irresponsabilité du prévenu."

En avril 1957 par contre, le médecin recommandait l'admission de Pierre Dupont à l'hôpital de Bordeaux en faisant observer qu'il s'agissait d'un arriéré mental, qu'il avait un quotient intellectuel considérablement inférieur à la moyenne, qu'il souffrait de troubles graves du caractère et du comportement, bref que c'était un malade pouvant être dangereux. Ce deuxième diagnostic se basait sur des faits nouveaux indiquant un paranoïaque socialement inadaptable.

Les arriérés mentaux sont innombrables dans le monde; ils ne sont pas tous dans des établissements

psychiatriques parce qu'ils ne constituent pas tous une menace. Pierre Dupont fut admis le 28 septembre 1958 à Bordeaux, souffrant d'une débilité mentale congénitale. Il a reçu les soins que nécessitait son état; comme les autres détenus il a eu une nourriture saine et équilibrée. Son état physique est bon, mais il est sous observation. La situation décrite par Jacques Hébert est contraire à la vérité.

Il (l'honorable M. Rivard) parle ensuite d'un rapport du colonel Germain⁴, gouverneur de la prison de Bordeaux depuis 1956. Il ressort, dit-il, qu'en 1957-1958 et 1959, une hausse du barème des salaires a permis de mieux sélectionner les gardiens. On leur donne constamment des cours pour qu'ils puissent mieux rééduquer les prisonniers. Depuis le 1^{er} juin 1957, sur les 400 gardiens, plus de 200 ont été remplacés. Les détenus ont eux-mêmes renouvelé complètement les 90 % des aménagements. La prison modernisée fait maintenant l'honneur de la province de Québec. Les détenus, sauf les malades, sont occupés chaque jour à des travaux manuels. On s'efforce de les rééduquer par le travail. Ils doivent faire un minimum de six heures de travail manuel par jour. Leur réhabilitation morale et physique est assurée. On leur assure un régime alimentaire sain. On leur donne tous les soins médicaux et dentaires voulus.

Bien des prisonniers n'avaient pas chez eux une nourriture aussi équilibrée. En 1959, il y a eu 53,000 consultations au dispensaire. Il y a maintenant deux aumôniers catholiques au lieu d'un seul. On a encouragé les sociétés d'aide aux prisonniers. Il y a eu ainsi 1,474 visites en 1959. Des progrès énormes, comparables à ceux des plus grands hôtels ont été apportés au point de vue de l'hygiène et au système de chauffage et de ventilation.

La situation anormale qu'on a citée à la prison de Bordeaux provenait de ce que les hôpitaux pour malades mentaux de Saint-Jean-de-Dieu et de Saint-Michel-Archange étaient devenus insuffisants. Des familles de malades étaient parfois obligées d'aller devant la cour pour obtenir, à la suite d'accusations factices, l'examen mental et l'incarcération à Bordeaux. Dans ces conditions, l'hôpital de Bordeaux s'est trouvé submergé.

Mais la situation a changé. Depuis un an et demi, on dirige des malades mentaux de Bordeaux vers l'ancien hôpital Sainte-Justine qui a été réaménagé. C'est le cas de 400 patients maintenant hospitalisés à Sainte-Justine. On répare deux autres étages de cet établissement pour recevoir d'autres malades de Bordeaux. J'espère qu'avec les projets que nous avons, Bordeaux n'aura plus d'aliénés mentaux dans ses murs d'ici à deux ans.

On a voulu créer du drame avec une histoire malheureuse. Le gouvernement a confiance en la personne du gouverneur de cette prison qui a entrepris des réformes depuis plusieurs années. Il nous fait actuellement honneur.

Il (l'honorable M. Rivard) donne lecture de la dédicace que Jacques Hébert a inscrite dans l'exemplaire de son livre à l'intention du gouverneur de la prison de Bordeaux. On peut y lire: "En espérant que ce petit livre ne nuira pas au programme de réformes qu'il a mis en œuvre et que l'opinion publique incitera les autorités gouvernementales à collaborer à ce travail essentiel."

Je suis heureux que la question ait été soulevée, car elle m'a fourni l'occasion d'exposer devant la Chambre les réformes que nous avons instaurées et de placer devant la population de la province la situation exacte qui règne à Bordeaux, situation qui est normale. Bordeaux, il va sans dire, n'est pas une maison de pension, ni une maison luxueuse. Les prisons demeurent des prisons et elles ne sont pas des lieux de repos ni de loisirs. Mais c'est une institution où les condamnés doivent purger leur peine, tout en bénéficiant d'efforts de réhabilitation.

Relativement au trafic des drogues, qu'on me nomme une seule prison au Canada et dans toute l'Amérique où il n'y a pas de commerce de drogue! Mais qu'on me nomme surtout un seul employé de la prison de Bordeaux qui, s'étant livré au commerce de la drogue et ayant été démasqué, n'a pas été renvoyé! Qu'on m'en nomme!

Il termine en exprimant l'espoir que ses explications feront de la lumière au sujet d'un prétendu scandale qui n'a jamais existé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La déclaration du procureur général produit exactement la même impression que celle qui a été faite à la télévision par le gouverneur. On a entrepris des réformes. Mais une situation antérieure avait existé qui correspondait en petit ou en grand à ce que décrit le livre. On a changé 200 gardiens sur 400. C'est un formidable chambardement. On les a changés pour une raison. Si le gouvernement a fait des réformes, ce n'est pas pour son plaisir.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Ce n'est toujours pas à cause du livre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je comprends que le livre a été écrit après. Mais ce que je trouve fantastique, c'est qu'à la télévision les

anciens employeurs du détenu en question se sont déclarés prêts à le reprendre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Si le chef de l'opposition veut discuter avec la télévision, je dételle.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Personne n'a dit que le détenu en question était un homme de génie, mais personne non plus n'a demandé sa libération. À part de raconter la vie assez triste d'un individu, le livre décrivait un climat. Et il faut bien que ce climat ait existé pour qu'on ait admis la nécessité d'opérer un changement total. Ce climat a été dénoncé, dans le temps, par plusieurs députés de l'opposition, entre autres MM. Jean-Paul Noël et Yvon Dupuis. Si la situation est maintenant changée, tant mieux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Coroners (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

Aide aux fermes

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 pour aider à

l'organisation et à l'amélioration des fermes soit maintenant lu une deuxième fois.

L'agriculture est une industrie essentielle au pays de Québec. Sa principale caractéristique est d'être une agriculture familiale. D'après le rapport du recensement de 1951, 96.9 % des fermes sont cultivées par leurs propriétaires dans la province de Québec, alors que la proportion pour l'ensemble du Canada n'est que de 74.5 %.

Cette agriculture familiale, il faut la maintenir. Elle diffère totalement de l'agriculture industrialisée, à gros capital et à gros rendement. Son objectif n'est pas le profit, mais l'épanouissement de la famille. D'autre part, il faut admettre que même l'agriculture familiale a besoin de capital. Elle a besoin de crédit, car dans l'économie moderne tout repose sur le crédit.

Cette initiative était devenue nécessaire pour assurer la survie de l'agriculture familiale, à un moment où nous assistons à une montée effarante des taux d'intérêt. L'un des problèmes les plus sérieux pour les agriculteurs qui ont des difficultés financières en ce moment est l'impossibilité d'obtenir des prêts à court terme en raison des taux d'intérêt élevés.

Le gouvernement de Québec n'a aucun contrôle sur les taux d'intérêt. Le système monétaire ne relève pas de lui. Tout ce qu'il peut faire, c'est de mettre l'excellent crédit de la province au service du peuple, au service des cultivateurs en particulier.

La loi que j'ai l'honneur de présenter est actuellement nécessaire. Elle est courageuse. J'admets qu'elle est tardive. Mais je prétends qu'elle ne manque pas de prudence.

D'après le dernier rapport du crédit agricole, en date du 29 février 1960, 50,881 cultivateurs ont emprunté \$179,302,895 depuis le début de 1937. Et le gouvernement n'a perdu en tout que \$3,848. Ça prouve qu'on peut faire confiance aux cultivateurs.

Pour le crédit agricole, nous avons demandé \$10,000,000 au début. Il a fallu demander par la suite d'autres montants, qui se totalisent à \$190,000,000.

Pour l'application de cette nouvelle loi, je demande un premier montant de \$12,000,000 pour venir au secours des cultivateurs qui ont besoin de crédit et qui sont incapables de l'obtenir avec les taux actuels de l'intérêt. Nous voulons les aider. Car la situation actuelle pourrait devenir critique si elle se prolongeait.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) vient de refaire

son discours annuel en disant que le gouvernement a sauvé le cultivateur.

Au sujet du bill à l'étude, je tiens à rappeler que l'opposition libérale réclame des crédits à la production agricole depuis des années. Cette mesure aurait dû venir il y a six ou sept ans, mais lorsque nous la suggérons, on nous accusait de soulever des appétits stériles.

Si le gouvernement veut réellement prendre ses responsabilités, il faudrait qu'il apporte un amendement de façon à garantir le rachat des obligations. Les caisses populaires pourraient prêter plus facilement si le gouvernement garantissait les obligations des cultivateurs contractés en vertu de cette nouvelle mesure.

M. Bernatchez (Lotbinière): La nouvelle loi jouera un rôle important dans l'économie de notre agriculture. Cette mesure permettra aux cultivateurs d'acheter comptant et de réaliser ainsi des économies appréciables.

Il parle longuement de ce qu'il appelle le danger de l'intégration verticale dans le domaine agricole. Le meilleur moyen de combattre ce danger, dit-il, c'est d'assurer des sources de crédits suffisantes aux cultivateurs. C'est d'ailleurs ce que fait le gouvernement avec toutes ses lois agricoles.

Cette législation aura pour effet d'accélérer la production agricole. Elle complète admirablement la loi du prêt agricole. Elle permettra de moderniser les fermes et d'accélérer la production.

Au total le gouvernement dispose cette année de \$67,000,000 pour l'agriculture, soit 10 % du budget de la province. Cette année le gouvernement a ajouté à la législation agricole 12 nouvelles lois.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 79 pour aider à l'organisation et à l'amélioration des fermes.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que pour faciliter davantage l'organisation et l'amélioration des fermes dans la province, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter aux fins de la loi qui accompagne la présente résolution, à même le fonds consolidé du revenu, une somme de douze millions de dollars.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 79 pour aider à l'organisation et à l'amélioration des fermes.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 79 pour aider à l'organisation et à l'amélioration des fermes.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité étudie la version anglaise du paragraphe *a* de l'article 1 qui se lit comme suit:

"*a.* "farmer": the owner or holder with a location ticket of a farm which he operates himself, living on it permanently and deriving from it the greater part of his income;"

Cet article est amendé et les mots "holder with a location ticket" sont remplacés par "holder under a location ticket".

L'amendement est adopté.

L'article 1 dans sa version anglaise, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie la version anglaise de l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. In order to further facilitate the organization and improvement of farms in the province, the Lieutenant-Governor in Council may appropriate, for the purpose of this act, out of the consolidated revenue fund, a sum of twelve million dollars."

Cet article est amendé et les mots "In order to further facilitate" sont remplacés par "In order further to facilitate".

L'amendement est adopté.

L'article 2 dans sa version anglaise, ainsi amendé, est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie la version anglaise du paragraphe *b* de l'article 4, qui se lit comme suit:

"*b.* the purchase of farm implements or equipment or agricultural machinery, including a farm tractor, except any other vehicle within the meaning of the Highway Code."

Cet article est amendé et les mots "except any other vehicle" sont remplacés par "but excepting any other vehicle".

L'amendement est adopté.

L'article 3 dans sa version anglaise, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 1 à 9 dans leur version française sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. Tout prêt dont une portion de l'intérêt est assumé par le gouvernement en vertu de la présente section peut être reconnu et garanti par l'emprunteur au moyen d'un acte de nantissement ou d'hypothèque, selon que la garantie porte sur des meubles ou des immeubles.

"Les dispositions de l'article 1979*b* du Code civil sont applicables dans les cas d'actes de nantissement."

Cet article est amendé et les mots "garanti par l'emprunteur au moyen d'un acte de nantissement ou d'hypothèque," sont remplacés par "garanti par l'emprunteur, soit au moyen d'un acte de nantissement, d'un billet à ordre ou d'une reconnaissance de dette, soit d'un acte notarié,".

L'amendement est adopté.

L'article 10, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 11, qui se lit comme suit:

"11. Un même agriculteur peut bénéficier en même temps de la contribution d'intérêt visée par l'article 3 et de celle que prévoit l'article 6, pourvu que le montant emprunté à la fois pour l'une ou plusieurs des fins de l'article 4 et pour l'une ou plusieurs des fins de l'article 7 n'excède pas en totalité quatre mille dollars."

Cet article est amendé et les mots suivants sont retranchés: "pourvu que le montant emprunté à la fois pour l'une ou plusieurs des fins de l'article 4 et pour l'une ou plusieurs des fins de l'article 7 n'excède pas en totalité quatre mille dollars."

L'amendement est adopté.

L'article 11, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 12 à 21, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 79 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Eessor industriel de Matane

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 284 pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure permet au gouvernement d'acheter, au prix de \$200,000, l'actif de la compagnie Price à Matane. Avec ses dépendances, cet actif a une valeur de près de \$600,000.

On espère le vendre ou le louer à une autre entreprise.

Une compagnie, la Richmond Pulp and Paper, semble peut-être intéressée à acheter l'usine de Matane aujourd'hui fermée. On songe à aménager une pulperie. J'espère que ces lois permettront de ramener la prospérité à Matane et je remercie deux anciens premiers ministres, MM. Duplessis et Sauvé, de s'être si activement intéressés à la solution de ce problème, de même que le premier ministre actuel (l'honorable M. Barrette), mon prédécesseur au ministère (l'honorable M. Bertrand) et le député de Matane (M. Gaboury), qui y ont également consacré leur attention. C'est le fruit de tout ce travail, dit-il, qu'on met aujourd'hui à la disposition de la population de Matane.

M. Levesque (Bonaventure): Le gouvernement a vu la situation se détériorer d'année en année et n'est pas intervenu. Il se met en marche maintenant que l'usine est fermée et à la veille d'une élection.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) explique que ce n'est que lundi qu'il a reçu de Price Brothers la résolution concernant la vente des actifs.

M. Levesque (Bonaventure): Le gouvernement aurait dû, il y a longtemps déjà, offrir à la compagnie Price ce qu'il propose aujourd'hui à d'autres. Le gouvernement expérimente en ce domaine. Comment croire qu'une autre entreprise réussira là où la Price a failli.

Il souhaite de tout cœur le redressement de la situation. La population industrielle de Matane a assez souffert, dit-il.

La Madawaska Corporation rouvrira son moulin de Carleton l'année prochaine. Le bois de sciage flottera le long de la rivière Cascapedia jusqu'à la baie de Fundy, où il sera usiné au moulin.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Les mêmes avantages qui sont inclus dans la loi ont été offerts à Price Brothers, mais la compagnie a refusé.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 284 pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose: Que les montants nécessaires à l'acquisition de l'actif mobilier et immobilier mentionné à l'article 1 de la loi qui accompagne la présente résolution et les dépenses occasionnées au gouvernement par l'application de ladite loi seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 284 pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 284 pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 284 sans l'amender.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des terres et forêts

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 283 modifiant la loi des terres et forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 283 modifiant la loi des terres et forêts.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose: Que la loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1941, chapitre 93) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 108, le suivant:

"108a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en outre, aux conditions qu'il détermine dans l'intérêt de la population de la région concernée, dans le cas d'une industrie qui dépend entièrement ou en grande partie d'une forêt domaniale pour son exploitation,

"a) autoriser le ministre des Terres et Forêts à conclure avec le propriétaire d'une telle industrie une convention par laquelle le ministre consent, pendant la période jugée suffisante pour assurer la stabilité de l'industrie, à lui céder un droit de coupe sur pied à même une forêt domaniale;

"b) advenant le cas où, en vertu de quelque loi, le gouvernement deviendrait propriétaire d'une telle industrie, autoriser le ministre des Terres et Forêts à conclure une convention avec toute personne, société ou corporation apte à exploiter une telle industrie, pour lui en confier l'exploitation et lui céder, à même une forêt domaniale, le droit de coupe

sur pied nécessaire pour assurer la stabilité de cette exploitation pendant la période de la convention.

"Lorsque le gouvernement exécute en régie, suivant les dispositions de l'article 108, des opérations de nettoyage dans une forêt domaniale, il peut autoriser le ministre des Terres et Forêts à conclure avec toute personne, société ou corporation exploitant une industrie visée par l'article a ou par le paragraphe b du présent article, une convention par laquelle le ministre s'engage à vendre, chaque année à telle personne, société ou corporation le produit de la coupe des quantités de bois déterminées par le plan d'aménagement de la forêt domaniale et nécessaires au fonctionnement normal de l'industrie concernée."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 283 modifiant la loi des terres et forêts.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 283 modifiant la loi des terres et forêts.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 283 sans l'amender.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'acquisition de territoires forestiers

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 285 modifiant la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)⁵

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose: Que l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 38, modifié par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 23, soit remplacé par le suivant:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Terres et Forêts à acquérir, de gré à gré, par échange ou par expropriation, dans les districts électoraux de Rimouski, Matane, Matapédia et Saguenay, tout territoire détenu ou l'ayant été à titre de seigneurie, ainsi que tout territoire ou terrain possédé en franc-alleu qu'il juge constituer une entrave ou un obstacle sérieux au progrès agricole ou industriel de ces régions."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que cette résolution soit maintenant agréée.
Adopté, après division.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 285 modifiant la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté à l'unanimité.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Abattoir

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 282 pour encourager l'élevage des animaux de boucherie dans l'ouest de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

À l'heure actuelle, les animaux doivent être expédiés à Montréal, et les villes minières doivent importer la plupart des aliments dont elles ont besoin. Le site de l'abattoir n'a pas encore été choisi. Certains le voudraient à Taschereau, d'autres à Rouyn, d'autres à Cadillac, d'autres à Belcourt.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) remercie le gouvernement de cette initiative qui permettra aux cultivateurs et aux colons de mieux profiter des marchés qui se trouvent à leur porte.

M. Larouche (Témiscamingue) remercie également le gouvernement de cette initiative.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 282 pour encourager l'élevage des animaux de boucherie dans l'ouest de la province.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que, pour réaliser la construction d'un abattoir dans la région de l'ouest de la province, le leader du gouvernement en conseil pourra, à même le fonds

consolidé du revenu, autoriser le paiement d'une ou de plusieurs subventions n'excédant pas en totalité un million de dollars.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 282 pour encourager l'élevage des animaux de boucherie dans l'ouest de la province.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 282 pour encourager l'élevage des animaux de boucherie dans l'ouest de la province.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie le titre du bill qui se lit comme suit:

"Loi pour encourager l'élevage des animaux de boucherie dans l'ouest de la province."

Le titre est amendé et se lit alors comme suit:

"Loi pour encourager l'établissement d'un abattoir dans l'ouest de la province."

L'amendement est adopté.

Le titre, ainsi amendé, est adopté.

Le préambule est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 282 après avoir amendé le titre.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la municipalisation de l'électricité

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 289 modifiant la loi de la municipalisation de l'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article fait rapport que le comité a adopté le bill 289 sans l'amender.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la revision du Code civil

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 modifiant la loi concernant la revision du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Le travail de révision, fait sous la direction de l'honorable juge Thibault Rinfret, est à peu près terminé. Reste maintenant à nommer quatre codificateurs qui prépareront un projet définitif de nouveau code civil. C'est l'objet de cette mesure. La nouvelle codification du Code civil sera prête pour être soumise à la législature à la prochaine session provinciale.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si le travail de révision a été soumis au Barreau.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) répond par la négative.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne peux donc pas faire autrement que d'adopter le bill sur division.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 86 modifiant la loi concernant la revision du Code civil.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer quatre codificateurs pour étudier les rapports, avis, projets d'amendements et recommandations de ce juriste, ainsi que les suggestions et renseignements qui pourront leur parvenir d'autres sources, et pour préparer un projet définitif de nouveau Code civil. Le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera les honoraires de ces codificateurs et pourra leur adjoindre, pour les assister dans leur travail, les secrétaires, commis et autres employés dont il juge les services utiles et dont il fixera la rémunération.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 86 modifiant la loi concernant la revision du Code civil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article fait rapport que le comité a adopté le bill 86 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 28 modifiant la loi de l'adoption;
- bill 288 pour contribuer à l'assainissement de la rivière Lairet, dans la cité de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 41 modifiant la loi des produits laitiers;
- bill 73 modifiant la loi des dentistes de Québec;
- bill 77 pour aider à la fertilisation des terres;
- bill 81 concernant certains organismes provinciaux et certains fonctionnaires;
- bill 82 modifiant le Code civil relativement au nantissement agricole;
- bill 85 concernant le Centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale;
- bill 290 concernant l'octroi de certaines subventions pour des fins culturelles;
- bill 293 concernant la construction d'un aéroport par les corporations des comtés de Charlevoix-Est et de Charlevoix-Ouest;
- bill 294 modifiant la loi concernant la construction d'un marché central des produits agricoles, dans la région métropolitaine de Montréal;
- bill 300 pour favoriser la stabilité économique de la ville et de la région de Bellemare.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 36 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté à la suite de l'article 46, comme article 47:

"47. Le supplément de contribution aux frais d'entretien des personnes nécessiteuses occasionné au gouvernement par l'application de l'article 28 de la présente loi sera payé à même le fonds consolidé du revenu; toutefois, en ce qui concerne la partie de ces contributions qui relève du département du Bien-être social, elle sera, après le 31 mars 1960, payée à même les sommes votées annuellement à cette fin par la Législature."

L'article 47 devient article 48.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 37 concernant la protection de la jeunesse, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté à la suite de l'article 23, comme article 24:

"24. Le supplément de dépenses occasionné au gouvernement par l'application de l'article 12 de la présente loi sera payé, à compter du 1^{er} janvier 1960 et jusqu'au 31 mars 1960, à même le fonds consolidé du revenu; il sera par la suite payé à même les sommes votées annuellement à cette fin par la Législature."

L'article 24 devient article 25.

Projets de loi:

Loi de l'assistance publique

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 36 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Protection de la jeunesse

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 37 concernant la protection de la jeunesse.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 75 modifiant la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, concernant les membres de l'Assemblée législative et la loi de la Législature, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article est modifié:

a) en biffant, dans les 6e et 7e lignes, les mots "dans les 60 jours de son assermentation comme tel";

b) en ajoutant, à la fin de l'article, après le mot "participer", ce qui suit:

"Cet avis peut être donné par un membre de l'Assemblée législative en tout temps après son assermentation comme tel."

2. L'article 4 est modifié:

a) en remplaçant, dans les 6e et 7e lignes, les mots "dans les 60 jours de ladite date" par ce qui suit: "en tout temps après cette date,";

b) en ajoutant, à la fin de l'article, après les mots "visée par l'article 3.", ce qui suit:

"Si le député n'a, avant cet avis, versé aucune contribution à ce système de pensions, la présente loi est considérée comme ne lui ayant jamais été impliquée."

3. Ce qui suit est ajouté, à la suite de l'article 5, comme article 6:

"6. Les dispositions de l'article 3 de la présente loi ont leur effet depuis le 18 décembre 1958, date de l'entrée en vigueur de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 25."

4. L'article 6 devient article 7.

Projets de loi:**Pension des députés**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 75 modifiant la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, concernant les membres de l'Assemblée législative et la loi de la Législature.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 72 modifiant la loi du notariat, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans les 2e et 3e lignes du paragraphe 15 de l'alinéa c, les mots "testaments notariés reçus dans la province" par ce qui suit:

"testaments reçus par les notaires de la province".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 74 modifiant la loi des tribunaux judiciaires, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 6 est modifié en biffant, dans les 8e et 9e lignes du sous-article 242, les mots "payables d'avance le premier de chaque mois".

Projets de loi:**Loi du notariat**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 72 modifiant la loi du notariat.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des tribunaux judiciaires

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 74 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain à 10 h 45 du matin.

Adopté.

La séance est levée à 7 h 50.

NOTES

1. La Saint-Patrice n'a pas été célébrée à l'Assemblée législative car, selon le *Montreal Daily Star* du 17 mars 1960, à la page 57, presque tous les députés arboraient un ruban vert. Pour sa part, le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) "portait un gigantesque œillet vert".

2. Selon *Le Nouvelliste* du 18 mars 1960, à la page 1, et *The Quebec Chronicle* du même jour, à la page 3, il s'agit de la plus longue séance de la session, les députés ayant siégé presque sans interruption de 10 h 30 du matin jusqu'à 7 h 50 le soir, ne s'arrêtant que brièvement pour le dîner.

3. Dans l'ouvrage *Scandale à Bordeaux*, publié au début de l'année 1959, Jacques Hébert raconte le sort réservé à un jeune enfant illégitime qui croupit à la prison de Bordeaux et dont il a pu voir le dossier. C'est l'une des premières phases d'une controverse qui, plusieurs décennies après, désignera les victimes de ces mauvais traitements en tant qu'"orphelins de Duplessis".

4. Alors que la plupart des journaux précisent que le gouverneur de la prison de Bordeaux est le colonel Germain, le *Montréal-Matin* du 18 mars 1960, à la page 5, écrit plutôt "colonel Gernaey".

5. La copie officielle du projet de loi ne portant pas la signature du président du comité plénier, aucune source ne confirme que M. Ross présidait l'étude du bill 285. Cependant, comme il a présidé l'étude de tous les autres projets de loi, tout porte à croire qu'il présidait également celle-ci.

Séance du vendredi 18 mars 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports du comité spécial:

**Comité spécial d'étude d'un
journal officiel des débats parlementaires**

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité formé pour faire enquête sur les possibilités d'organiser un système de rapport verbatim des débats de l'Assemblée législative.

Québec, le 18 mars 1960

À l'honorable Maurice Tellier, c.r.,
Orateur de l'Assemblée législative

Monsieur l'Orateur,

Conformément au mandat qui lui a été confié le 2 décembre 1959, le comité de l'Assemblée législative formé dans le but de faire enquête sur les possibilités de l'organisation d'un système qui permettrait un rapport verbatim des débats de l'Assemblée législative, désire faire rapport du travail qu'il a accompli.

Ce comité a fait enquête auprès des autorités gouvernementales de la province d'Ontario, de la province du Manitoba et de la province de Saskatchewan, afin de connaître quel était le système adopté par ces Législatures pour la publication d'un *Hansard*.

Il appert que, dans chacune de ces Législatures, les débats sont transcrits conformément à un système d'enregistrement sur bandes sonores dont la reproduction est ensuite reprise par des sténodactylos, imprimée, copiée ou polycopiée suivant les désirs de chacune des Législatures.

Il nous semble que le coût initial de ces systèmes, l'installation des appareils d'enregistrement est assez élevé. Il nous semble également que la rapidité de la transcription de ces discours ne servirait pas utilement les membres de la Galerie de

la Presse que l'on voulait assister spécialement, comme l'avait d'ailleurs déclaré feu l'honorable M. Sauvé lors de la proposition qu'il a faite de créer le comité chargé de faire étude dans ce domaine.

Il nous semble que le système le plus effectif, qui rendrait le plus de services, serait celui d'engager un nombre suffisant de sténographes ou de sténotypistes qui enregistreraient les débats et qui les transcriraient suivant le système adopté à la Chambre des communes à Ottawa. Cette transcription pourrait être par la suite polycopiée à un nombre suffisant pour satisfaire les membres de l'Assemblée de même que ceux de la Galerie de la Presse.

Nous devons dire, cependant, que nous n'avons pas étudié le coût de cette organisation et nous prions respectueusement le gouvernement de cette province d'étudier la question, afin de déterminer s'il serait possible de procéder à l'organisation d'un système de ce genre pour la prochaine session de la Législature.

Nous ajoutons les documents que nous avons reçus des différentes Législatures en réponse aux demandes d'informations que nous avons faites¹.

Antoine Rivard
G.-É. Lapalme
G. Caron

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Coopératives

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 296 concernant les coopératives.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Ce projet de loi est excessivement important. Avant de soumettre à la Chambre la proposition, je crois qu'il est bon de souligner l'importance de la coopération dans la province de Québec et de faire l'historique de ce mouvement.

Une coopérative est une entreprise économique que des personnes associées sur une base d'égalité possèdent, dirigent et contrôlent pour satisfaire certains besoins économiques qui leur sont communs.

Deux éléments sont essentiels dans la coopération:

1. une association de personnes, ayant des besoins économiques communs qui constituent l'élément moral et social;

2. une entreprise possédée en commun, ayant pour but de satisfaire ces besoins. Ce qui forme l'élément matériel, c'est l'instrument que les intéressés utilisent pour satisfaire leurs besoins économiques communs.

Bref, une coopérative groupe des personnes qui sont à la fois ses propriétaires et ses usagers, et les associés sont sur un pied d'égalité. C'est la règle de l'égalité qui régit les relations des sociétaires entre eux. Ils sont libres d'adhérer ou de quitter la coopérative. Autre principe à souligner, les profits nets de la coopérative sont distribués entre les membres au *pro rata* des opérations.

Les coopératives sont au nombre de 2,500 environ dans la province de Québec et elles groupent 1,200,000 personnes au dire du Conseil de coopération.

Le projet de loi fait suite à la présentation d'un mémoire le 19 janvier 1960 au Conseil exécutif de la province par le président du Conseil de la coopération. Le mémoire demandait diverses choses, notamment la refonte de la législation régissant les coopératives de la province dès la présente session. C'était là le point capital. À la page 9, on soulignait certains faits nouveaux, survenus depuis le 2 juin 1959, et la vérification du bien-fondé de certaines suggestions déjà formulées au gouvernement.

Le projet de loi est très volumineux. Il porte le no 296. Il sera à la disposition des organismes intéressés dans environ une semaine. Il a été impossible de le compléter plus tôt. Il est important qu'il soit examiné par les intéressés et qu'au cours des prochains mois, ces derniers puissent penser aux recommandations à faire.

M. Lafrance (Richmond): Nous n'avons pas le texte du bill. Il est impossible de faire un débat.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Un télégramme que nous adresse M. L. Filion du Conseil de la coopération souligne le désir du Conseil de voir retardée l'étude du projet de loi, et son opinion que cette étude ne peut être faite avant la fin de la présente session. M. Filion a demandé de faire une grande publicité autour du bill pour que tous ceux qui sont intéressés puissent en prendre connaissance et faire connaître leur point de vue d'ici la prochaine session. Le projet de loi compte

111 articles et, vraiment, il a été impossible d'en arriver à un meilleur résultat que de terminer il y a quelques jours à peine le travail de rédaction.

Les membres de l'Assemblée législative seront d'avis qu'à cause de son extrême importance, il est bon de remettre l'étude du projet de loi à la prochaine session, ce qui va permettre au gouvernement de recueillir les suggestions et de faire en sorte que nous ayons la meilleure législation possible pour régir le mouvement coopératif. Le projet de loi touche à tous les secteurs de la coopération, sauf les caisses populaires, les coopératives agricoles et les coopératives d'électricité. Tous les autres organismes coopératifs sont concernés. Le texte français est prêt, mais pas le texte anglais.

Il (l'honorable M. Prévost) propose donc d'ajourner l'étude du projet de loi et demande aux intéressés d'en étudier la teneur au cours des prochains mois afin de transmettre, d'ici le 1^{er} août prochain, leurs suggestions au sous-secrétaire de la province, Me Lucien Darveau, qui se chargera de les communiquer au gouvernement après le premier août.

Adopté. Ledit bill est alors retiré.

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"La Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement actuel n'ait pas pris les mesures qui s'imposent pour mettre fin au gaspillage des fonds publics ainsi qu'au népotisme"².

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Au moment où cette session se termine, je veux discuter de l'administration financière de la province, non pas au point de vue budgétaire, mais au point de vue des dépenses et de la surveillance des fonds publics pour en empêcher le gaspillage. Le gouvernement actuel

est au pouvoir depuis 16 ans. Le gouvernement actuel a dépensé en 16 ans \$5,000,000,000.

À différentes reprises dans le passé, nous avons critiqué la façon d'administrer du présent gouvernement et dénoncé le gaspillage en nous basant sur une autorité et sur des faits. L'autorité la mieux placée, c'était l'auditeur général de la province qui, dans son rapport annuel, reprochait au gouvernement de payer les plus hauts prix du marché. Malgré cela, cette pratique s'est continuée à tel point que l'ancien premier ministre, M. Duplessis, déclarait un jour qu'il fallait payer les plus hauts prix du marché pour encourager le commerce local. On érigeait ainsi en système ce que l'auditeur de la province dénonçait.

Pourtant, en 1936, dans un discours à Baie-du-Febvre, le premier ministre Duplessis disait que, simplement en suivant la loi, le gouvernement pouvait économiser au moins \$2,000,000 par année. Or, en 1936, le budget de la province n'était que de \$40,000,000. Combien pourrait-on économiser aujourd'hui avec un budget de plus de \$600,000,000?

Par la suite cependant, malgré cette déclaration catégorique, cette violation de la loi a continué sous M. Duplessis et sous l'administration actuelle. On est allé jusqu'à s'en vanter en Chambre. Et si M. Duplessis avait raison, c'est \$30,000,000 que le gouvernement pourrait économiser aujourd'hui en suivant le principe qu'il avait alors énoncé.

Dans combien d'autres cas n'assistons-nous pas au gaspillage des fonds publics? Il y a toute une série de faits que nous avons dénoncés dans le passé, mais sur lesquels il nous faut revenir parce que le délit continue.

Depuis la fin de la guerre surtout, on a assisté au spectacle d'une administration créant commission sur commission et n'exigeant même pas qu'elles présentent des rapports. L'une des plus célèbres fut sans doute celle de la codification des lois municipales qui dure depuis 1945, soit pendant 16 ans, et qui a célébré l'an dernier ses noces de fer-blanc, émergeant aux fonds publics pour des centaines de mille dollars.

En 1945-1946, on créait la Commission de reclassification des employés civils, qui a coûté à la province \$194,000. Au bout de 16 ans, n'ayant pas fini son travail, elle a été forcée par M. Sauvé de le terminer en deux mois.

En 1949, il y a eu la Commission de la refonte des Statuts qui a coûté \$255,000 à date, puis ce fut, en 1954-1955, la Commission de révision des lois minières qui a coûté \$204,000. En 1952, c'était la Commission des lois des syndicats coopératifs qui nous a valu une dépense de \$113,000.

Ce fut ensuite la loi relative aux problèmes d'hospitalisation. Depuis 1954-1955, cette commission nous a coûté \$275,000. La Commission de révision du Code civil, contre laquelle nous avons protesté, et dont on a renouvelé le mandat d'année en année, a coûté au Trésor provincial la somme de \$143,000.

Il y eut ensuite le comité chargé d'étudier les problèmes de voirie, comme si le ministère de la Voirie, avec ses experts, avait besoin d'un tel organisme. Cette commission, créée en 1955-1956, a coûté \$175,000. La Commission de la pollution des eaux, créée en 1956-1957, a coûté \$151,000.

Toutes ces commissions, presque toutes inutiles parce que le gouvernement avait déjà à son service les experts qu'il fallait pour étudier ces problèmes, ont coûté globalement à la province la somme de \$1,788,000, en pure perte, depuis 15 ans. Et, pendant ces 15 ans, quand l'opposition réclamait des dépenses essentielles, on nous représentait que le gouvernement, administrant l'argent des contribuables, devait économiser. Et, tout de suite après, on passait à la vapeur d'autres créations de commissions pour favoriser des amis politiques. Tout cela constitue un gaspillage éhonté des fonds publics. On a ainsi dilapidé des millions et des millions de dollars qui auraient pu servir à améliorer le sort de la population.

Il (M. Lapalme) passe ensuite aux *Comptes publics*. Il rappelle en premier lieu ce qu'il qualifie de "scandale des enfants de Bonaventure"³. On trouve dans les *Comptes publics* les noms de gens qui sont payés par le gouvernement, dit-il, alors que leurs occupations normales ne leur permettent pas de faire un travail quelconque pour la province.

L'opposition a demandé au gouvernement de lui fournir la liste des employés de la Commission du salaire minimum à la date du 1^{er} novembre. En consultant la liste fournie, on s'aperçoit que des personnes ont cessé de travailler à la Commission la veille du 1^{er} novembre. Il y a M. Marcel Bonin, du Club de hockey Canadien qui, depuis 1957, reçoit \$3,000 par année de la Commission du salaire minimum...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le reçoit-il encore?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Par une drôle de coïncidence, le salaire a été arrêté la veille.

Pendant que M. Bonin allait jouer au hockey aux États-Unis, la province lui payait un salaire. Puis il y a M. Urbain Caumartin⁴, directeur de l'école Sacré-Cœur à Québec, qui a reçu \$1,500 par année de la Commission des liqueurs.

Un autre nom apparaît, celui de M. Jean-C. Fournier, de Montréal, qui reçoit également un salaire de \$3,000 par année comme publiciste de la Commission des liqueurs. Ce M. Fournier est le publiciste et le panégyriste de l'Union nationale, ce qui ne l'a pas empêché de recevoir \$110,000 du gouvernement comme propriétaire de Huot publicité et de vendre, comme propriétaire de Canadian Foods, 4,500⁵ tasses de café par jour aux employés de l'Hydro-Québec à Bersimis.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il vend le café au char!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Avez-vous déjà entendu parler d'un publicitaire d'une Commission des liqueurs vendant du café? La Commission des liqueurs a-t-elle besoin de réclame pour vendre ses produits? Elle a pourtant un autre publiciste, en la personne de M. Bruno Lafleur, au salaire de \$3,120 par année, et cela, depuis 1945.

Il y a le long des routes des affiches du ministère des Transports et Communications proclamant la nécessité de ne pas prendre des liqueurs fortes pendant qu'on conduit une automobile. Cependant, M. Fournier, publiciste de la Commission des liqueurs, fait de la publicité, ou est supposé en faire, pour augmenter la consommation de la boisson.

Et comment M. Jean-Marie Savignac peut-il trouver le temps de gagner les \$9,000 par année qu'il reçoit de la province comme membre de la Régie des loyers, quand on sait que sa position de président du comité exécutif de Montréal lui donne presque autant d'ouvrage qu'au premier ministre de la province de Québec, toute proportion gardée?

Veut-on avoir une idée du système? Dans une lettre en date du 14 janvier 1950, l'inspecteur en chef de la Commission des liqueurs à cette date, adressait au président de la Commission une lettre dans laquelle il déclarait: "De plus, j'avais sur ma liste de paie 19 inspecteurs dont les salaires varient de \$140 à \$250 par mois, et ce, depuis quatre ans, qui ne s'étaient jamais présentés au bureau. Et ce, malgré mes protestations. Vous me disiez toujours: Il faut bien les endurer, ce sont des ordres."

Des copies de cette lettre ont été envoyées au premier ministre, à des conseillers législatifs, à un juge, etc.

Les exemples de gaspillage, on les trouve dans tous les départements. J'ai ici une copie photostatée d'un chèque au montant de \$150, portant la date du 31 mai 1955 et fait à l'ordre de J.-B. Loiseau. Ce monsieur avait été condamné pour avoir tué du

gibier en temps défendu. Pour l'amadouer lors de l'élection partielle de Saint-Hyacinthe, on a décidé de lui rembourser une partie de l'amende. Et on lui a fait un chèque pour du travail supposément fait pour la province, alors qu'il n'a jamais travaillé pour la province.

Voici un autre chèque, en date du 23 mai 1956, fait à l'ordre de Pierre Lévesque. Ce chèque est censé représenter un octroi de pêcheur et son destinataire est un mécanicien.

Ces quelques faits, qui établissent un système, un système qui dure, pourraient être infiniment multipliés si nous ne nous trouvions pas à un certain moment devant un voile qui cache une partie de l'administration. On récompense des amis, on leur paie des salaires à ne rien faire, alors qu'on prétend le manque de disponibilités financières pour accomplir dans d'autres domaines les réformes sociales qui s'imposent.

Comment les députés peuvent-ils être tenus au courant de l'administration quand on voit des choses comme celles-ci? Voici des états de compte envoyés au ministère des Travaux publics par la Compagnie de construction Crémazie Ltée, propriété de M. Georges Gagné, au sujet des travaux faits pour la construction d'un pont sur le Richelieu, entre Saint-Jean et Iberville. J'y lis ce qui suit: "16 février 1959, salaires confidentiels, \$6,850; 15 mars 1959, salaires confidentiels, \$6,500; 15 avril 1959, salaires confidentiels, \$6,500." Et ainsi de suite jusqu'en mars 1960. Cette classification est utilisée pour une année entière et personne ne sait qui a été payé de cette façon.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Est-ce que ces montants sont payés par le gouvernement? Si un employeur veut payer des salaires confidentiels, c'est son affaire. Et la pratique peut être justifiable.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mais cet employeur travaillait à commission pour le gouvernement. Ce sont des états de compte qu'il envoie au ministère des Travaux publics pour se faire rembourser du paiement de "salaires confidentiels", sur lesquels il touche lui-même une commission.

Quand on voit tout cela, on se dit que M. Duplessis n'avait pas tort de croire que le gouvernement pouvait économiser \$2,000,000 par année. Si l'on suivait la loi, ce sont des dizaines de millions que l'on pourrait économiser aujourd'hui, avec un budget qui dépasse les \$600,000,000.

Je propose donc l'amendement suivant: "Cette Chambre, tout en étant prête à voter les

subsidés nécessaires à l'administration de la province, regrette que le gouvernement actuel n'ait pas pris les mesures qui s'imposent pour mettre fin au gaspillage des fonds publics ainsi qu'au népotisme."

L'honorable M. Barrette (Joliette): Voilà que le chef de l'opposition imite le député de Saint-Maurice (M. Hamel).

(Applaudissements)

Je dis que le chef de l'opposition imite le député de Saint-Maurice (M. Hamel) et que le chef *extra muros* imite le chef de l'opposition...

Le chef de l'opposition nous a accusés d'avoir dépensé \$5,000,000,000 depuis 15 ans? Je ne crois pas que cela puisse prendre la forme d'une accusation. Nous avons employé cet argent à améliorer les conditions de vie du peuple; nous l'avons servi, nous avons fait de la province de Québec la plus riche du Canada. Nous avons payé quelque 13 % de cet argent aux déshérités, aux cultivateurs, aux ouvriers, aux orphelins et aux veuves. Cette politique a rendu la province plus prospère, elle l'a placée au premier rang de la Confédération.

On nous rendra aussi le témoignage que nous avons développé nos ressources naturelles. Nous avons attiré sur nous les yeux du monde entier et nous avons contribué à attirer chez nous des capitaux de l'ordre de \$24,000,000,000.

On accuse le gouvernement de payer trop cher pour ses achats? On a dit que le premier ministre Duplessis avait déclaré qu'il fallait acheter chez les individus, même si cela coûtait plus cher. Ce n'est pas cela qu'il a dit. Il a affirmé que pour les petits achats, il fallait encourager les marchands locaux, même si cela devait coûter un peu plus cher. Ce n'est pas une question de favoriser des amis, mais d'aider l'essor des petits commerces. Je suis prêt à prendre cette déclaration à mon compte et je redirai à l'acheteur de la province que telle est notre politique pour les achats de \$3,000 à \$4,000 au plus. S'il s'agit d'achats considérables, soit d'un montant de \$100,000 ou plus, c'est clair que nous devons continuer à acheter là où c'est le moins cher.

L'acheteur de la province fait des achats pour \$40,000,000 ou \$50,000,000 par année. Il y a quelques jours, lors de l'étude des crédits du Conseil exécutif, l'acheteur en chef de la province, M. Alfred Hardy⁶, était ici, prêt à répondre à toutes les questions. L'opposition n'en a pas posé une seule. L'acheteur, je l'affirme, fait économiser à la province des millions de dollars en achetant là où les prix sont les meilleurs.

Le chef de l'opposition a parlé des commissions d'enquête. La Commission du service civil, prétend-il, a fait en six semaines un travail qu'elle avait commencé il y a des années. C'est précisément parce qu'elle travaillait depuis longtemps à la classification qu'elle a pu la terminer à la fin de l'année dernière.

La Commission d'enquête sur l'hospitalisation a fait de nombreux rapports. Elle en fait continuellement. C'est grâce à ce travail qu'on a réussi à construire et à agrandir plus de 100 hôpitaux dans la province depuis 1944. Nous abordons maintenant le problème des malades mentaux et sommes à construire des hôpitaux à Joliette et Trois-Rivières. Il y en aura un troisième à Sherbrooke et un quatrième ailleurs. Les hôpitaux ont toujours été construits avec l'aide de la Commission. La Commission accomplit un travail considérable et je rends hommage à ses membres.

L'enquête sur les lois minières est terminée. Le président a donné sa démission en présentant son dernier rapport. J'espère qu'on pourra le distribuer bientôt.

L'enquête sur la pollution des eaux est maintenant assez avancée pour que le ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc) soit en mesure d'annoncer une loi pour la prochaine session.

Toutes ces commissions d'enquête sont composées d'experts et elles font un travail que les ministres n'auraient certainement pas le temps de faire eux-mêmes. Cela a, dit le chef de l'opposition, coûté \$1,795,000? Même si cela avait coûté \$5,000,000, ce serait encore peu pour la masse d'informations essentielles qu'elles ont recueillies. Le budget a été de \$6,000,000,000 si j'accepte le chiffre du chef de l'opposition? Cela ne ferait alors que $\frac{1}{35}^{\circ}$ ou $\frac{1}{40}^{\circ}$ de 1 % pour les commissions, lesquelles ont étudié les principales questions. Partout, dans la province, on voit les fruits de leur excellent travail.

Le chef de l'opposition a également parlé des chèques payés à des enfants dans le comté de Bonaventure. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) n'est pas en Chambre et il en a profité pour amener cela.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'en ai déjà parlé et le ministre a admis que j'avais raison. Il a dit qu'on avait exigé des remboursements.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Exactement. Le gouvernement a fait une enquête. Il s'est rendu compte des irrégularités et il a exigé le remboursement. Voilà comment il agit; il n'a pas attendu les dénonciations de l'opposition pour les faire rembourser.

Il survient à l'occasion des cas de malhonnêteté et nous sévissons toujours lorsque ces cas sont exposés.

Le chef de l'opposition a parlé de certains salaires payés à certaines gens. Nous n'avons rien à cacher. Si le gouvernement avait quelque chose à cacher au sujet de chèques faits à l'ordre de celui-ci ou de celui-là, il ne produirait pas les renseignements sur lesquels se base l'opposition.

Dans plusieurs départements, il y a du travail spécial, travail qui ne peut être fait que le soir ou en fin de semaine. J'ai moi-même eu dans mon département trois anciens députés libéraux à temps partiel. La Commission du salaire minimum engage du personnel à temps partiel pour conduire des enquêtes spéciales. C'est ce que faisait Marcel Bonin. À la Commission du salaire minimum, il ne s'agit pas de deniers publics. Cette commission ne coûte pas un sou au gouvernement. Les employeurs qui contribuent à ce fonds sont au courant et ils sont d'accord avec cette façon de faire. Ils sont heureux que ça se passe comme cela, car ils ont à leur service la meilleure commission en Amérique.

M. Savignac travaille au sein d'une commission utile et il ne s'agit pas d'un travail à plein temps.

Le chef de l'opposition a aussi mentionné des choses d'il y a cinq, 10 ans. On parle du passé de l'autre côté, nous, nous parlons de ce qui se passe aujourd'hui.

Il (l'honorable M. Barrette) parle de la question des salaires confidentiels. On laisse entendre, dit-il, que le gouvernement a payé des choses qui n'auraient pas dû l'être? Tout est payé après vérification par l'auditeur, c'est une excellente protection à la fois pour le gouvernement et pour le public. Que le chef de l'opposition porte donc des accusations précises s'il en est capable. De nous accuser de gaspiller des millions relève de l'imagination pure et simple, si vous êtes incapable d'avancer des preuves.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Impossible... puisqu'il s'agit de salaires confidentiels!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Qu'il donne des noms.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce sont des salaires confidentiels!

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'auditeur n'aurait jamais accepté pareille chose, même si certaines catégories d'employés et certains services, en vertu de conventions de travail, sont confidentiels.

Je m'insurge contre cette dialectique. Si on sait de choses qu'on les dise, nous agirons. Nous n'avons personne à favoriser et nous ne craignons personne.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'auditeur de la province a révélé, dans les *Comptes publics de 1951*, que le service général des achats ne suivait pas la pratique établie dans l'industrie et le commerce, à savoir des méthodes d'affaires. Cette déclaration est loin d'être conforme avec celle que le premier ministre vient de faire à l'effet que le gouvernement tente d'encourager le commerce local. C'est pour atteindre ce but, probablement, que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) achète dans Dorchester les graines de semence destinées à l'Abitibi.

C'est ça encourager le commerce local? Le premier ministre est mal renseigné. Le gouvernement achète ses graines de semence pour les colons, d'amis du régime comme des barbiers, des gérants de compagnie de téléphone, à 7 cents plus cher la livre que sur le marché populaire.

Le rapport de l'auditeur de la province, publié dans les *Comptes publics de l'année 1951* dit: "Les achats de la province sont faits sous l'autorité de la loi instituant un service général des achats. Ce service ne tient pas suffisamment compte des méthodes d'affaires pratiquées dans le commerce et l'industrie, et approuve souvent des achats au plus haut prix du marché.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le député n'a pas tout lu ce qui est écrit dans ce paragraphe. Il n'a pas mentionné les mots "petites quantités". Quand on cite, on doit le faire honnêtement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Voilà une autre tactique du ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson). Il porte des accusations à mon endroit, puis demande ensuite des explications.

Il (M. Hamel) relit la déclaration faite par l'auditeur de la province dans les *Comptes publics de 1951*. J'ai dit à la Chambre qu'il s'agissait du rapport de 1951, dit-il. Le ministre parle d'un autre rapport.

À midi trente minutes, la Chambre suspend ses travaux⁷.

Reprise de la séance à 3 heures

Le débat se poursuit sur l'amendement du député de député de Montréal-Outremont (M. Lapalme).

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre a parlé des commissions en disant, entre autres, que le travail de certaines a été nécessaire en vue de la construction d'hôpitaux. Dans bien des cas, on a annoncé la construction des hôpitaux avant que la commission ne soit formée.

Si on veut garder le respect de la masse de la population, il faut toujours s'en tenir à la vérité. Or, il s'est établi dans la province un système qui tend à jeter du discrédit sur la Législature et la députation. Le Parlement ne doit pas être le carrefour pour faire des affaires personnelles⁸. L'administration de la province ne doit pas être une foire où l'on offre tout ce qui se vend et ne se vend pas. Nous avons une responsabilité d'assurer le respect de l'Assemblée législative et des députés. Il est temps de faire un examen de conscience sérieux.

Il nous appartient de condamner les méthodes qui ne correspondent pas à la bonne réputation de l'Assemblée législative. Le leader de l'opposition a démontré comment l'on se livrait au gaspillage des fonds publics et au népotisme. Il a dénoncé ce gaspillage éhonté qui se pratique depuis 16 ans. Et, après ces accusations, l'on a droit de se rappeler ce que M. Duplessis disait un jour, à savoir qu'un gouvernement, après 15 ans de pouvoir, est un gouvernement... mais je ne puis employer le qualificatif de l'ancien premier ministre, car il serait antiparlementaire.

L'honorable M. Johnson (Bagot) accuse le député de Saint-Maurice de ne pas dire toujours la vérité.

M. Hamel (Saint-Maurice) affirme que les faits qu'il expose sont basés sur des documents.

Il (M. Hamel) dit qu'il veut donner des exemples et tente de parler des avions vendus au gouvernement par l'entremise de Bégin Automobile, de Dorchester.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur: Le règlement ne permet pas de revenir sur un débat antérieur durant la même session.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je parlerai donc d'un autre scandale, celui d'un terrain vendu par Baribeau Etchemin inc. au ministère de la Colonisation et revendu, en partie, pour \$1 à Mme J.-D. Bégin, épouse du ministre de la Colonisation.

En 1947, la caisse populaire a vendu un terrain avec dépendances à Baribeau Etchemin inc. pour un montant qu'on peut établir apparemment à \$2,000⁹. Or, en 1955, Baribeau Etchemin inc. revendait la principale partie de ce terrain au ministère de la Colonisation pour un montant de \$70,000. Et, en 1958, Baribeau Etchemin inc. vendait le résidu de ce terrain à Mme Madeleine Perron, femme de M. J.-D. Bégin, ministre de la Colonisation, pour "\$1 et autres bonnes et valables considérations dûment acquittées".

Je me suis demandé quelles pouvaient être ces "considérations". Je crois avoir trouvé l'explication dans les *Comptes publics* de la province. On y voit que la compagnie Baribeau Etchemin a reçu d'importants montants du ministère de la Colonisation: \$190,700 en 1954-1955; \$199,995.70 en 1955-1956; \$115,000 en 1956-1957; \$28,000 en 1957-1958 et \$242,614 en 1958-1959, soit, en tout, \$777,205 en cinq ans.

Il (M. Hamel) parle de Georges Gagné de Montréal qui, grâce à différentes raisons sociales, a reçu \$3,000,000 de l'administration de Québec pour la construction de divers ponts. On dirait une bête à sept têtes qui mange le budget provincial, dit-il.

Passons à un autre cas de népotisme. Je vois par les *Comptes publics* qu'en 1958-1959, Arthur Cloutier et fils, une entreprise de frais funéraires, a reçu du gouvernement la somme de \$9,475. Or, le président de cette compagnie est M. Maurice Cloutier. J'ai lieu de croire que ce Maurice Cloutier est le député ministériel de Québec-Centre. S'il se sent blessé par ce que je dis, c'est parce qu'il n'a pas la conscience en paix¹⁰.

(Protestations à droite)

M. l'Orateur rappelle le député de Saint-Maurice à l'ordre. Les règlements de la Chambre défendent de porter atteinte à la réputation d'un député, dit-il, à moins de procéder par motion annoncée.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans ce cas, je passe à un autre cas. Les *Comptes publics* de la dernière année révèlent que le gouvernement a loué des bureaux de la compagnie Édifice Langlais Limitée, au prix de \$35,349.85 et qu'il y a fait des réparations pour \$25,104. Le propriétaire de cette compagnie est M. Wilbrod Langlais, frère du député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais). C'est en analysant des faits de ce genre que je conclus au népotisme.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Parlez-nous d'Antoine Taschereau¹¹. Ça, c'était du népotisme!

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre nous demande de parler du présent et voilà que le procureur général veut retourner à 30 ans en arrière. Dirigeons-nous maintenant du côté du député de Portneuf (M. Chalifour).

L'honorable M. Johnson (Bagot) soulève un point d'ordre. On ne peut pas attaquer un député sans en avoir donné avis par une motion, dit-il. Le député attaqué doit avoir le loisir de préparer sa défense, le tout, tel que plus explicitement prévu par l'article 196 du Règlement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai attaqué personne.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le député de Saint-Maurice, après avoir attaqué le député des Îles-de-la-Madeleine s'apprête à attaquer celui de Portneuf. Il profite du dernier jour de la session.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça fait mal... on a peur!

L'honorable M. Rivard (Montmagny) veut intervenir.

M. l'Orateur menace le député de Saint-Maurice d'expulsion. Par deux fois déjà, dit-il, il a été averti de ne pas attaquer les députés.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) demande au député de Saint-Maurice, s'il a le courage de porter des accusations précises, de le faire en suivant les règlements. Les méthodes employées par le député de Saint-Maurice ne sont pas très dignes.

Il y a des règlements en cette Chambre qui doivent être observés jusqu'à la fin. Si le député prétend qu'il ne veut rien dire contre les députés, il n'y a rien dans son discours. Mais, on se rappelle qu'il a commencé par parler de méthodes qui sont indignes de la Législature. C'est ce qu'il y a de grave dans ses propos. Quand un député a le courage de se battre visière levée...

M. Hamel (Saint-Maurice) proteste. (Les paroles du député de Saint-Maurice se perdent dans le brouhaha)

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Suivant l'article 196 des règlements, un député qui veut porter des accusations doit lire de son siège une déclaration où il expose les faits en termes directs et modérés. La Chambre procède à une enquête, afin de

savoir si l'accusation est fondée. Et c'est sur sa décision que le député peut agir.

M. Lafrance (Richmond): Le député de Saint-Maurice n'attaque pas tellement les députés que le gouvernement qui leur permet de profiter de leur poste de représentants du peuple.

Décisions de l'Orateur:

Langage antiparlementaire et procédure pour une motion de privilège

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'il désire attirer l'attention de la Chambre sur les dispositions de l'article 196 du Règlement, qu'on a cité à propos, et qui exigent qu'on donne d'abord avis d'une accusation qu'on veut porter contre un collègue, pour ensuite procéder à une enquête, si la Chambre décide que l'accusation est suffisante pour la justifier. (Voir décision de l'Orateur du 12 janvier 1960, page 310 des *Procès-Verbaux*).

De plus, le paragraphe 17 de l'article 285 du Règlement défend de se servir d'un langage violent, même à l'égard d'étrangers, et le député de Saint-Maurice (M. Hamel) ne peut continuer d'accuser des membres de la Chambre, ou des personnes qui leur sont apparentées, de la manière dont il le fait présentement.

Je demande au député de Saint-Maurice de s'en tenir aux règlements, et je rappelle encore une fois au député que l'article 74 des règlements m'autorise à le nommer après deux rappels à l'ordre.

Un député ministériel: C'est ce qu'il veut.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Lizotte, Maltais, Miquelon,

Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Tremblay, Turcotte, 58.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Hamel (Saint-Maurice) proteste contre les empêchements qu'on lui met à poursuivre son discours. Si nous ne pouvons pas faire ici le portrait de l'Union nationale, dit-il, nous irons alors sur les tribunes publiques dénoncer cette manière d'agir. Le peuple saura cependant que les ministériels ont refusé que je fasse ce portrait ici.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Ce que la Chambre ne veut pas, c'est qu'on viole ses règlements.

M. Hamel (Saint-Maurice): Tous les députés doivent jouir des mêmes droits dans cette Chambre.

Je veux parler du pont de Saint-Jean, construit au coût de plus de \$7,000,000 par la compagnie Crémazie Construction. Comme je ne pouvais obtenir tous les renseignements en Chambre, je suis allé au ministère des Travaux publics. Ce fut un pèlerinage, j'allais dire un chemin de croix. Je voulais obtenir les états mensuels soumis par la Compagnie de construction Crémazie au ministère des Travaux publics.

M. l'Orateur: Je regrette d'interrompre le député, son temps est expiré.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si on enlève les interruptions inutiles faites par les députés ministériels, il me resterait encore du temps.

M. l'Orateur: C'est le député qui a demandé le vote sur ma décision. Cela a pris du temps alloué au député.

M. Hamel (Saint-Maurice): (En reprenant son siège) C'est une violation des privilèges des députés...

M. l'Orateur: C'est injuste de parler ainsi. Si nous n'étions pas à la dernière journée de la session, je ferais retirer les paroles du député. Mais, à ce moment-ci, ce serait inutile. Mais je l'avertis qu'il a

déjà été rappelé à l'ordre deux fois et qu'en une autre occasion, je serai obligé d'appliquer le règlement contre lui.

L'honorable M. Barrette (Joliette) tente d'intervenir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) proteste.

L'honorable M. Johnson (Bagot) fait allusion à la déclaration du député de Saint-Maurice quand il dit que la Chambre lui a refusé de faire le portrait de l'Union nationale. Voici une admission d'un député qui siège à l'Assemblée législative depuis huit ans, dit-il, et qui n'a pas encore eu le temps de faire le portrait de l'Union nationale. Il essaie de le faire à la dernière minute de la session, sur une motion de non-confiance.

La motion de non-confiance traite de gaspillage des fonds publics et accuse le gouvernement de népotisme. Pourquoi l'opposition n'a pas porté ses accusations alors que les estimés des différents ministères se trouvaient devant la Chambre, alors que chaque ministre avait avec lui ses dossiers, son sous-ministre et pouvait fournir tous les renseignements désirés? Elle ne l'a pas fait. Elle a préféré attendre la fin de la session, arriver à la dernière journée avec des insinuations alors que certains ministres sont absents de la Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous avons tenté de parler de toutes ces choses plus tôt, mais on ne nous l'a pas permis.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le chef de l'opposition, par sa motion de non-confiance, n'a fait que suivre les instructions du Club de Réforme¹².

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre vient de violer la décision que vous venez de rendre. Il doit retirer ses paroles.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Je dirai que le député d'Outremont n'exécute pas les instructions du Club de Réforme.

Les membres de la gauche me font penser à des chasseurs qui, n'ayant pas trouvé de gibier après plusieurs jours de pérégrinations en forêt, décident finalement de tirer en l'air pour dépenser leurs balles. Les chasseurs de l'opposition ont eu depuis novembre toutes les occasions possibles pour tirer sur le gibier de ce côté-ci.

(Protestations à gauche)

M. l'Orateur avertit les députés qu'ils doivent respecter le décorum.

L'honorable M. Johnson (Bagot) se demande si le chef de l'opposition ne voulait pas jeter du discrédit sur certains anciens libéraux éminents en critiquant le paiement de salaires à des juges et autres personnages qui ont siégé dans les commissions provinciales.

Si vraiment le gouvernement a consacré \$1,795,000 à des commissions comme l'a laissé entendre l'opposition, ce ne serait pas beaucoup, étant donné l'intérêt de la documentation recueillie et la compétence des gens qui firent partie de ces organismes, les T. Rinfret, les J.-P. Pouliot, et autres.

Au sujet des observations de l'auditeur sur les achats, dans les *Comptes publics de 1943-1944*, sous un régime libéral, le vérificateur général critiquait les achats effectués, disait-il, de personnes qui ne sont pas des marchands réguliers et à des prix souvent supérieurs à ceux du marché pour des quantités semblables.

(Protestations à gauche)

M. l'Orateur dit qu'il regrette de voir les députés de la gauche se moquer des règlements et respecter si peu le décorum. On contribue ainsi, dit-il, à donner à la province une impression de la Chambre qui ne convient pas au "salon de la race".

L'honorable M. Johnson (Bagot) aborde la question des salaires confidentiels dont avait parlé le chef de l'opposition le matin. Cette désignation, dit-il, a été adoptée pour désigner les salaires autres que ceux des métiers. Il s'agit alors des salaires des ingénieurs, des commis de bureau, des magasiniers, etc.

Il donne lecture de la liste des noms auxquels correspondent les salaires confidentiels mentionnés par le chef de l'opposition.

Il offre de déposer cette liste si l'opposition veut déposer aussi le document dont elle s'est servie.

L'opposition refuse.

L'honorable M. Johnson (Bagot) dépose quand même la liste des salaires confidentiels de la Crémazie Construction ltée.

Dépôt de documents:

Salaires de Crémazie Construction

L'honorable M. Johnson (Bagot) dépose sur le bureau de la Chambre une liste des salaires

confidentiels de la Crémazie Construction ltée, Entrepreneurs généraux, Montréal, Québec. (Document de la session no 99)

(Pendant le dépôt du document, le tumulte s'installe et les interpellations fusent d'un côté à l'autre de la Chambre.)

M. l'Orateur: (Tendant de rétablir l'ordre) Le désordre n'est pas de mise dans le "salon de la race".

M. Hamel (Saint-Maurice) affirme que lorsqu'il est allé voir le dossier au département des Travaux publics, ce document n'y était pas.

L'honorable M. Barrette (Joliette) demande au député de Saint-Maurice de porter des accusations. Si l'opposition a été trompée par un officier du ministère, dit-il, nous allons le traduire à la barre de la Chambre pour voir où est la vérité.

L'honorable M. Johnson (Bagot): C'est vrai que nous avons dépensé \$5,000,000,000. Mais, sur cette somme, \$1,000,000,000 a été dépensé en immobilisations, tout en diminuant la dette qui n'est plus que de \$194,000,000.

L'opposition a donné dans ce débat la preuve de son incompétence. Elle n'est pas à la hauteur de sa tâche. La motion n'a qu'un but, celle de lancer à ce moment, à la veille peut-être des élections, des insinuations. L'opposition n'a pas réussi à salir les membres du gouvernement et elle le regrette. Depuis que je siège ici, depuis 1944¹³, j'ai connu bien des groupes d'opposition. Mais je dois noter que, depuis 1952, il y a une baisse sensible dans l'attitude de l'opposition. Autrefois, les débats se faisaient sur un ton plus digne. Par la faute d'un homme, nous avons aujourd'hui nettement l'impression que c'est à la baisse de l'autre côté de la Chambre...

M. Hamel (Saint-Maurice) se lève.

Des députés ministériels: Il s'est reconnu!

M. Hamel (Saint-Maurice): Oui, je me suis reconnu. Il (M. Hamel) proteste contre l'accusation qui ne cite pas exactement les statistiques... (Ses paroles se perdent dans le tumulte)

(Désordre dans la Chambre)

L'honorable M. Johnson (Bagot) dit qu'il regrette que des députés de l'opposition aient

contribué à donner à l'Assemblée législative une réputation qu'elle ne mérite pas. Ce n'est pas un rideau de fumée, mais un rideau qui viendrait de la rivière Lairet que le député de Saint-Maurice a voulu tendre.

Nous avons, nous, un premier ministre qui a siégé dans l'opposition, qui a vivement combattu, mais qui n'a jamais été obligé de retirer une seule de ses paroles. Et jamais un membre de l'opposition de 1934 à 1944 n'a été expulsé de la Chambre. Les gens de la gauche auraient le droit de lancer des insinuations, de salir tout le monde et nous n'aurions pas le droit, nous, de dire que nous avons un premier ministre propre, un grand monsieur?

Le métier d'homme politique n'est pas facile. Des hommes s'y usent. Mais ce n'est que depuis quelques années qu'on se décourage de faire de la politique parce que, dans cette Chambre, contrairement à la tradition dont la province était fière, il est venu des gens qui font une réputation injustifiée à la province et à ses hommes politiques.

L'opposition mérite qu'on dénonce ses tactiques. Elle ne respecte pas le Règlement, elle tronque les textes, elle rabâche de vieilles affaires dont elle s'était déjà servie en 1948, 1952 et 1956...

Le peuple est tanné. Le peuple est tanné de certains députés de l'opposition qui crachent en l'air et qui se salissent tellement qu'ils ne sont plus montrables.

M. Caron (Maskinongé): Il y a quatre mois que la Chambre est en session et l'opposition aurait eu tout le temps voulu pour présenter sa motion auparavant, sans attendre à la dernière minute.

Lorsque des accusations sont portées, on doit se demander quel est le degré de crédibilité de l'accusateur. L'accusateur que nous avons entendu cet après-midi a été de tous les partis politiques. Il est un ancien membre du Bloc populaire, un ancien créditiste, et maintenant un libéral, non par conviction politique mais par opportunisme.

M. Hamel (Saint-Maurice) proteste.

M. l'Orateur: Je dois rappeler aux honorables membres de cette Chambre que le Règlement devra être respecté jusqu'à la fin.

M. Caron (Maskinongé): Voilà l'immigrant politique qui est venu porter des accusations cet après-midi. C'est cet homme-là qui insultait le Parti libéral. Il (M. Caron) donne lecture d'anciennes déclarations du député de Saint-Maurice.

Quelqu'un a parlé de tempête dans un verre d'eau. Il s'agit plutôt d'un cyclone dans la boîte crânienne du député de Saint-Maurice, parce que le propre d'un cyclone, c'est de tourner et de faire le vide...

M. Hamel (Saint-Maurice): En 1935-1936, le député de Maskinongé était dans les rangs du Parti libéral. Alors quand son chef prétendait que les rouges étaient corrompus, il était là.

(D'autres invectives sont lancées de part et d'autre de la Chambre)

M. Caron (Maskinongé) reproche à l'opposition d'avoir attendu que des députés ministériels soient absents pour porter contre eux des attaques.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si les députés ne sont pas à leur siège, ce n'est pas notre faute.

M. Levesque (Bonaventure) invoque les stipulations de l'article 286 du Règlement pour dire que le député de Maskinongé n'a pas le droit d'accuser indirectement l'opposition d'avoir recours à des moyens indignes.

M. Caron (Maskinongé): Nous sommes fatigués, en cette Chambre, d'être attaqués par des gens qui sont loin d'avoir la réputation d'honnêteté qui caractérise ce côté-ci de la Chambre. S'il m'était donné de mettre la main dans les portefeuilles des membres de l'opposition, je trouverais les trente deniers, preuve de la trahison de Judas...

M. Lapalme (Montréal-Outremont) soulève un point d'ordre. Le débat dégénère en plate-forme politique, dit-il. Je demande, M. l'Orateur que le député de Maskinongé retire ses paroles.

M. Caron (Maskinongé): J'ai fait allusion aux 30 deniers de Judas, je n'ai traité personne de Judas.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande que le député de Maskinongé retire ses précédentes paroles.

M. Caron (Maskinongé): Eh bien! Je retire mes mains de sa poche, mais je lui laisse les 30 deniers.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande que les paroles qu'a prononcées le député de Maskinongé soient inscrites dans le *Procès-verbal*.

M. l'Orateur¹⁴: Ça été retiré.

M. Caron (Maskinongé): Le député de Saint-Maurice a fait du show politique. Il a parlé de centaines de milliers de dollars versés, par exemple, à Baribeau Etchemin, mais il n'a pas mentionné ce que Baribeau Etchemin a livré en retour.

M. Levesque (Bonaventure): En dépit des nombreux discours des ministériels, pas un ministre n'a été capable de répondre aux graves accusations portées par le chef de l'opposition. Les ministériels n'ont fait qu'amender le débat à un bas niveau. Quand le leader de l'opposition dit que le gouvernement a dépensé près de \$2,000,000 inutilement, aucun ministre n'a répondu à cela.

Il (M. Levesque) répond au premier ministre qui a dit que les salaires des employés étaient une question qui ne relevait pas du gouvernement et démontre le contraire en référant aux Statuts de la province.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Des \$5,000,000,000 dépensés par le gouvernement depuis 15 ans, le gouvernement a dépensé près de \$1,000,000,000 pour les investissements; une somme à peu près identique pour les lois sociales et la santé publique; \$883,000,000 pour l'éducation, plus d'un milliard de dollars si on tient compte des dépenses votées aux fins éducationnelles cette année.

De 1867 à 1944, soit durant une période de 77 ans, les gouvernements ont consacré aux fins de l'éducation une somme totale de \$185,000,000, alors que durant, les six dernières années, le gouvernement actuel a dépensé \$182,000,000.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 14.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond,

Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Tremblay, Turcotte, 52.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 7 h 30

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions quatre cent trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Services de protection de la jeunesse (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit millions neuf cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Services d'assistance sociale (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) exprime des doutes sur l'efficacité de la vérification des comptes des centres de bien-être social dans la

province de Québec. Dans plusieurs cas, dit-il, des sommes énormes sont distribuées par le jeu de la politique locale.

Il (M. Lapalme) parle plus particulièrement du cas d'une paroisse du comté de Maskinongé, Sainte-Ursule, où, dit-il, presque tout le monde, à partir du maire qui signe les cartes, reçoit de l'argent du Centre du bien-être social de Trois-Rivières.

Le maire, dit-il, M. Alcide Pichette, retirait de l'argent de l'assistance sociale en signant lui-même les formules nécessaires, tant pour sa femme que pour ses enfants. Un fils, Paul, 11 ans, a reçu \$254 en 1956, \$191 en 1957, et \$193 en 1958. Sa sœur Pauline, 10 ans, a reçu \$254 en 1957, \$191.10 en 1958, et \$193 en 1959. L'épouse du maire, par le ministère de la Santé, a reçu \$2,091 pour une grave maladie.

J'ai une longue liste de gens de Sainte-Ursule qui reçoivent ainsi de l'argent. Je ne sais pas si tout le monde a remboursé, mais j'ai fait faire une enquête sur la situation financière du maire. C'est un organisateur du bien-être social et il a une fabrique qui emploie 50 ouvrières. Il a également une propriété qui a belle apparence. De plus, il a obtenu un contrat de \$54,000 pour la construction d'une école.

C'est un cas, mais j'en ai d'autres dans la même paroisse où des montants considérables sont en jeu. Dans bien des cas, il s'agit de gens qui ont de belles propriétés, même des propriétés commerciales.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) fait remarquer au chef de l'opposition que cet homme ne relève pas du ministère, mais qu'il est employé du Centre social de Trois-Rivières.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce centre de Trois-Rivières a reçu environ \$1,000,000 et des gens solvables en ont reçu une partie. Notamment, M. André Baril aurait reçu \$3,100 pour son fils étudiant au Séminaire de Trois-Rivières, et \$3,191 pour sa fille étudiante. Il y a eu des remboursements qui représentent environ 15 % des sommes payées, mais je ne sais pas si le maire de Sainte-Ursule a remboursé.

Je suis convaincu qu'au service de l'assistance sociale, il y a des sommes énormes qui sont distribuées sans justification.

M. Caron (Maskinongé): Tout le monde connaît le maire de Sainte-Ursule comme un homme pauvre. Il est faux de prétendre qu'il est un homme financièrement bien. Il (M. Caron) affirme qu'il a lui-même été obligé de lui endosser un billet à la

caisse populaire de l'endroit l'an dernier, pour l'empêcher de tomber en faillite. Sa maison, d'une valeur de \$10,000 est hypothéquée pour une valeur de \$9,000.

Quant à son usine, il faut savoir que c'est une remise contenant quelques machines à coudre. Mme Pichette y travaille en personne pour une compagnie de Montréal qui en est le véritable propriétaire. C'est l'homme le plus honnête et le plus pauvre de la paroisse. Relativement au contrat de \$54,000, un frère du maire, entrepreneur à Montréal, est allé lui aider. En somme, on tente encore de faire une tempête dans un verre d'eau.

Quant au maire Baril, de Sainte-Angèle-de-Prémont, c'est un homme qui vit sur une terre de roches. Il méritait d'être aidé et l'a été.

Chaque fois qu'il y aura de tels cas, je me ferai un devoir de les soulager.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si tout ce que j'ai dit est faux, alors pourquoi a-t-on fait arrêter quelqu'un de Louiseville pour un vol de \$5,000? Quant à ce qu'a dit le député de Maskinongé, seuls les règlements de la Chambre m'obligent à prendre sa parole.

Ce qui est vrai, c'est que l'argent entrait dans la famille Pichette des deux côtés à la fois et que le maire Pichette a rénové une grande fabrique où il emploie 50 personnes. J'avertis le député de Maskinongé que mon enquête a été poussée plus loin qu'il ne le croit. Il faut que le gouvernement surveille de plus près la distribution des fonds de l'assistance publique.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-trois millions trois cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocation d'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans, aux invalides et aux aveugles (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lafrance (Richmond) suggère que le gouvernement provincial augmente la pension accordée aux personnes âgées de 65 à 70 ans qui se trouvent dans le besoin.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Il s'agit d'une pension accordée en vertu d'une loi fédérale-provinciale. Chaque gouvernement contribue dans la proportion de 50 % dans l'octroi de ces allocations d'assistance aux personnes dans le besoin

âgées de 65 à 70 ans. Il serait difficile dans les circonstances de modifier la loi d'assistance-vieillesse.

M. Lafrance (Richmond): Le gouvernement pourrait au moins tenter de conclure des arrangements avec les intéressés à ce sujet.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de protection et autres institutions (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze millions sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la jeunesse; écoles d'enregistrement spécialisé, écoles professionnelles privées, aide à l'établissement des jeunes (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande des détails au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Bertrand) en marge de l'achat d'un bateau en Angleterre pour l'École de Marine de Rimouski et des frais de voyage de M. Wilbrod Langlais, frère du député ministériel des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), qui s'est rendu à deux reprises en Europe pour conclure la transaction.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) répond qu'il a déjà produit tous les documents demandés à ce sujet par l'opposition. Comme il nous fallait remplacer le *Saint-Barnabé I*, dit-il, M. Sauvé a demandé à M. Langlais, à cause de son expérience et de ses connaissances approfondies en ce domaine, de nous trouver un autre bateau. M. Langlais a

d'abord cherché au pays, puis il est allé en Europe. Il a trouvé un navire, acheté au prix de \$126,000 et qui, une fois transformé pour convenir à l'école de marine, vaudra au moins \$550,000. Il ne nous aura coûté que la moitié de ce montant et nous prétendons avoir fait un bon marché.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À quelles dates ont été faits chacun des deux voyages de M. Langlais en Europe?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Le premier voyage a été fait du 2 au 25 octobre 1958, et le second, du 7 au 28 novembre 1958.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que le ministre a des détails sur le premier voyage?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): M. Langlais est allé visiter des navires en Angleterre, en Écosse, en France, en Hollande et en Belgique. Les montants payés à M. Langlais l'ont été pour des frais de voyage et pour une commission. En tout, ils équivalent à moins de 5 % du prix du navire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai ici une lettre que l'auditeur de la province, M. J.-A. Vézina, a adressée le 17 décembre 1958 au sous-ministre de la Jeunesse. M. Vézina écrit qu'il y a des pièces justificatives pour \$1,139 sur une réclamation de \$1,812 et pour \$942 sur une seconde réclamation de \$1,779. Il demande aussi plus de détails au sujet de l'achat d'un "suit case" chez Simpson's en Angleterre et sur un voyage à Bruxelles. L'auditeur veut savoir s'il ne s'agirait pas là de dépenses personnelles.

La ville de Bruxelles est située dans la plaine belge et il n'y a pas là, que l'on sache, de bateaux à vendre. Par contre, l'Exposition internationale de Bruxelles battait son plein quand M. Langlais y est allé. Il y avait donc, dans les dépenses de voyage réclamées par M. Langlais, des montants de \$673 et de \$836 pour lesquels il n'y avait pas de pièces justificatives. On a fait certains rajustements dans son compte et, finalement, M. Langlais a reçu le plein montant de sa réclamation.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Une commission de 5 % eût sûrement été jugée raisonnable dans un pareil cas. Elle eût représenté un montant de \$6,300. M. Langlais avait sûrement droit aussi à \$2,000 ou \$3,000 pour frais de voyage. Or, il n'a reçu en tout que \$6,592, commission et frais de

voyage compris. Il me semble que les propos du chef de l'opposition portent un peu à l'exagération.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il ne s'agit pas des propos du chef de l'opposition, mais des propos de l'auditeur. Or, toutes les réclamations critiquées par l'auditeur ont finalement été payées à M. Langlais. Et on lui a payé \$3,000 de commission en plus.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Je maintiens qu'une commission de 5 % eût été normale dans les circonstances. M. Langlais est un homme honnête et l'auditeur a fait son devoir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le bateau n'était même pas capable de prendre la mer quand on l'a acheté. Avant d'être mis en service, il devra subir des réparations dont le coût sera supérieur à son prix d'achat. On dit qu'il coûtera \$375,000 une fois les réparations faites? Qu'on démarque bien ce chiffre. Nous verrons bien plus tard s'il correspond à la vérité. C'était presque un bateau de rebut. Quand on se plaint de ce que nos chantiers maritimes n'aient pas d'ouvrage, il me semble qu'on devrait chercher à leur en donner au lieu d'envoyer des gens se promener à l'exposition de Bruxelles. Au lieu d'acheter un bateau en Angleterre, le gouvernement provincial aurait mieux fait de le faire construire aux chantiers maritimes de Lauzon, en assurant de l'emploi à nos travailleurs.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): C'était un bateau de plaisance qu'il a fallu transformer pour les besoins de l'École de Marine. Il en eût coûté \$1,000,000 pour le faire construire au pays. Le *Barnabé II* n'aura coûté que la moitié de ce prix.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Avez-vous demandé des soumissions?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Nous avons demandé des cotations à un architecte naval. Le bateau ne coûte que \$126,000 d'achat. Une fois réparé, au coût de \$200,000, il va être presque totalement neuf.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) parle du cas de M. Louis-Philippe Beaudoin, ancien directeur de l'École des arts graphiques, à Montréal. On a affirmé, dit-il, que M. Beaudoin avait démissionné pour cause de mauvaise santé. Or, on me dit que cet homme est bien portant.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Personnellement, je préfère me fier à la lettre de M. Beaudoin. Il parle de son état de santé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette démission n'aurait-elle pas quelque rapport avec la faillite de la compagnie Matériel d'Imprimerie ltée?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Encore une fois, je m'en tiens à la lettre de M. Beaudoin.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Sait-on que le gouvernement était un client de cette maison qui a fait faillite, une des plus grosses faillites de la province? Sait-on que cette firme a vendu au gouvernement des machines communistes? On n'a certes pas oublié pourtant la propagande de l'Union nationale sur les "œufs communistes" lors de la dernière campagne électorale¹⁵. Avant de porter des accusations au sujet du communisme, il me semble que le gouvernement devrait se regarder lui-même.

Un député ministériel: Ça ne nous fait rien, cette affaire de communisme.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Moi ça me fait quelque chose, car on a écrit chez moi pour demander si j'étais un communiste. Mes enfants se sont fait insulter à ce sujet.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Nous avons des enfants nous aussi, et ils se font demander si nous ne sommes pas des voleurs à la suite des accusations portées par l'opposition.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 13. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.
Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'enseignement spécialisé: construction et agrandissement (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.
Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Voies et moyens:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1961, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$392,551,700.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Projets de loi:

Loi des subsides No 3, 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 59 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1961, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 38 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 86 modifiant la loi concernant la revision du Code civil;
- bill 279 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;
- bill 280 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie;
- bill 281 modifiant la loi des services publics;
- bill 286 modifiant l'article 28 de la loi des marchés agricoles du Québec;
- bill 287 modifiant la loi des valeurs mobilières de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 79 pour aider à l'organisation et à l'amélioration des fermes;
- bill 282 pour encourager l'établissement d'un abattoir dans l'ouest de la province;
- bill 283 modifiant la loi des terres et forêts;
- bill 285 modifiant la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers;
- bill 289 modifiant la loi de la municipalisation de l'électricité.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 284 pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié:

- a) en retranchant, dans les 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 9^e et 10^e lignes du premier alinéa, les mots suivants:
"et que Hammermill Paper Company et Madawaska Corporation limitée ont cessé, pour une

période indéterminée, l'exploitation de leurs domaines boisés des bassins supérieurs des rivières Matane, Cap-Chat et Cascapédia essentiels à l'alimentation des industries forestières de la région;"

b) en remplaçant, dans les deux dernières lignes du 2^e alinéa les mots "de ces compagnies et par la fermeture de la scierie de Matane;" par ce qui suit: "de cette compagnie;"

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 291 modifiant le Code civil, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 4 est modifié:

a) en retranchant, dans les 4^e, 5^e, 6^e et 7^e lignes de la page 2, les mots "et la production d'une réclamation en vertu de l'article 697 ou de l'article 697c du Code de procédure civile".

b) ce qui suit est ajouté, à la fin de l'article, comme paragraphe, après les mots "comportent la demande":

"La production d'une réclamation en vertu de l'article 697 ou de l'article 697c du Code de procédure civile interrompt la prescription. Cette interruption se continue, dans le cas de l'article 697, aussi longtemps que la saisie-arrêt est tenante et, dans le cas de l'article 697c, aussi longtemps que le débiteur fait des dépôts pour le bénéfice de ses créanciers en vertu des articles 697a et 697b dudit code, même s'il ne satisfait pas entièrement aux exigences de ces articles."

Projets de loi:

Essor industriel de Matane

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 284 pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Code civil

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 291 modifiant le Code civil.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 87 modifiant la loi électorale de Québec relativement aux nouveaux districts électoraux de Duplessis et de Hauterive sous le titre de: "loi modifiant la loi électorale du Québec relativement aux nouveaux districts électoraux de Duplessis et de Saguenay", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est modifié en remplaçant le nom "Hauterive" par le nom "Saguenay".

2. L'article 4 est modifié en remplaçant dans les première et deuxième lignes de la page 2 le nom "Hauterive" par le nom "Saguenay".

3. L'article 5 est modifié en remplaçant dans la dernière ligne le nom "Hauterive" par le nom "Saguenay".

4. L'article 6 est modifié en remplaçant dans la dernière ligne le nom "Hauterive" par le nom "Saguenay".

Projets de loi:

Loi électorale

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 87 modifiant la loi électorale de Québec relativement aux nouveaux districts électoraux de Duplessis et de Saguenay.

L'honorable M. Barrette (Joliette): On ne changera pas le nom du comté de Saguenay en celui de Hauterive comme il avait été question plus tôt.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 47 concernant la division territoriale de la province, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant dans la quatrième ligne du paragraphe *b* le nom "Hauterive" par le nom "Saguenay".

2. L'article 7 est modifié en remplaçant dans la première ligne du sous-article 72 le nom "Hauterive" par le nom "Saguenay".

3. L'article 8 est modifié en remplaçant dans la première ligne du sous-article 74 le nom "Hauterive" par le nom "Saguenay".

4. L'article 9 est modifié en remplaçant dans la quatrième ligne de la page 7 le nom "Hauterive" par le nom "Saguenay".

5. L'article 11 est modifié en remplaçant dans la quatrième ligne le nom "Hauterive" par le nom "Saguenay".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 292 modifiant le Code de procédure civile, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, à la suite de l'article 13, comme articles 14 et 15:

"14. L'article 697 dudit code, modifié par l'article 5 de la loi 1 George V (1910), chapitre 42, par l'article 1 de la loi 25-26 George V, chapitre 102, par l'article 6 de la loi 3 George VI, chapitre 96, par l'article 6 de la loi 4 George VI, chapitre 70, par l'article 12 de la loi 7 George VI, chapitre 47, par l'article 3 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 45, et par l'article 1 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 42, est de nouveau modifié en retranchant l'alinéa qui se lit comme suit:

"La production d'une réclamation en vertu du présent article en interrompt la prescription."

"15. L'article 697^c dudit code, remplacé par l'article 6 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 45, est modifié en retranchant l'alinéa qui se lit comme suit:

"La production d'une réclamation en vertu du présent article en interrompt la prescription."

2. Les articles 14, 15, 16 et 17 deviennent respectivement articles 16, 17, 18 et 19.

Projets de loi:

Division territoriale

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 47 concernant la division territoriale de la province.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Code de procédure civile

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 292 modifiant le Code de procédure civile.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

18 mars 1960

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 59 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1961, et pour d'autres fins", et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

28 Loi modifiant la loi de l'adoption;

36 Loi modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;

37 Loi concernant la protection de la jeunesse;

38 Loi modifiant la loi des cités et villes;

41 Loi modifiant la loi des produits laitiers;
47 Loi concernant la division territoriale de la province;

63 Loi concernant l'enregistrement des véhicules automobiles et la réglementation de la circulation routière;

67 Loi modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;

72 Loi modifiant la loi du notariat;

73 Loi modifiant la loi des dentistes de Québec;

74 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

75 Loi modifiant la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, concernant les membres de l'Assemblée législative et la loi de la Législature;

77 Loi pour aider à la fertilisation des terres;

79 Loi pour aider à l'organisation et à l'amélioration des fermes;

81 Loi concernant certains organismes provinciaux et certains fonctionnaires;

82 Loi modifiant le Code civil relativement au nantissement agricole;

83 Loi modifiant la loi des arpenteurs et des arpentages;

85 Loi concernant le Centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale;

86 Loi modifiant la loi concernant la revision du Code civil;

87 Loi modifiant la loi électorale de Québec relativement aux nouveaux districts électoraux de Duplessis et de Saguenay;

89 Loi modifiant la loi des coroners et la loi électorale de Québec, relativement à certaines pensions;

190 Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont;

279 Loi modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;

280 Loi modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie;

281 Loi modifiant la loi des services publics;

282 Loi pour encourager l'établissement d'un abattoir dans l'ouest de la province;

283 Loi modifiant la loi des terres et forêts;

284 Loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane;

285 Loi modifiant la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers;

286 Loi modifiant l'article 28 de la loi des marchés agricoles du Québec;

287 Loi modifiant la loi des valeurs mobilières de Québec;

288 Loi pour contribuer à l'assainissement de la rivière Laitet, dans la cité de Québec;

289 Loi modifiant la loi de la municipalisation de l'électricité;

290 Loi concernant l'octroi de certaines subventions pour des fins culturelles;

291 Loi modifiant le Code civil;

292 Loi modifiant le Code de procédure civile;

293 Loi concernant la construction d'un aéroport par les corporations des comtés de Charlevoix-Est et de Charlevoix-Ouest;

294 Loi modifiant la loi concernant la construction d'un marché central des produits agricoles, dans la région métropolitaine de Montréal;

297 Loi concernant les divisions d'enregistrement de Gatineau et de Hull;

299 Loi modifiant la loi des compagnies de Québec;

300 Loi pour favoriser la stabilité économique de la ville et de la région de Belletre.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

59 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1961, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de clore la quatrième session de la vingt-cinquième législature de la province de Québec par le discours suivant:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

La session qui se termine a été marquée d'un deuil profond, créé par le décès soudain du chef du

gouvernement, l'honorable Paul Sauvé; et par l'assermentation du nouveau premier ministre.

Une législation abondante et bienfaisante a caractérisé les activités nombreuses et variées de la quatrième session de notre vingt-cinquième législature.

La classe ouvrière et la classe agricole furent l'objet d'une législation de nature à stimuler leur progrès économique et social.

De nouvelles lois, de nouveaux crédits, et de nouvelles garanties, qui apportent à notre classe agricole une stabilité et une sécurité accrues, rendront le travail des cultivateurs plus facile et plus lucratif sur des fermes plus modernes.

La formation nécessaire des élites intellectuelles reçoit une impulsion nouvelle. Nos universités et nos collègues bénéficieront d'une assistance financière considérable qui leur permettra d'accomplir leur mission essentielle dans un climat dégagé des soucis matériels.

Depuis l'école du rang jusqu'à l'université, l'enseignement public a été l'objet d'une sollicitude remarquable. La contribution de nos corporations municipales à l'assistance publique a été considérablement diminuée.

La santé publique a particulièrement retenu l'attention du gouvernement.

La législation fiscale adoptée durant la session a placé en vive lumière la volonté profonde du gouvernement de réaffirmer le principe essentiel de l'autonomie provinciale. Nos droits constitutionnels et nos pouvoirs fiscaux apparaissent inséparables. Le gouvernement a de nouveau proclamé son intention d'exercer les droits et d'assumer les obligations qui lui appartiennent et qui lui incombent en vertu de la Constitution.

La contribution du Québec à la grandeur du Canada doit s'accomplir selon les enseignements du passé et les promesses de l'avenir.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au moment de proroger la quatrième session de la vingt-cinquième législature, je prie la divine Providence de répandre ses bénédictions sur la province de Québec et sur le Canada. Je demande à Dieu de donner au monde une paix équitable et durable qui devra être imprégnée des principes immuables de la justice et de la charité.

M. l'Orateur du Conseil législatif: C'est la volonté et le désir de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die* et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 18 mars 1960, à la page 16, précise que parmi la correspondance annexée au rapport du comité, on trouve une lettre du premier ministre du Manitoba, écrite en français, une lettre de l'Orateur de la Législature ontarienne et une lettre du greffier de l'Assemblée législative de la Saskatchewan.

2. D'après le *Quebec Chronicle-Telegraph* du 19 mars 1960, à la page 3, cette motion de blâme inattendue a engendré un débat qui dura plus de 4 h 30 et se termina à 6 heures, si bien que, selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 3, il fallut remettre à plus tard la cérémonie de prorogation qui était prévue pour la fin de l'après-midi. *Le Nouvelliste*, à la page 1, souligne que les députés ont profité d'une assistance nombreuse dans les galeries, dont les membres du Conseil législatif, qui attendaient la prorogation.

3. M. Lapalme fait sans doute allusion à la campagne électorale de 1952 où des chèques en paiement de travaux de voirie auraient été remis à des enfants du comté de Bonaventure. (Voir aussi la séance du 8 mars 1960 et les pages 1041 et 1042 de la présente séance)

4. L'orthographe de ce nom varie entre "Gaumartin" et "Caumartin" dans nos sources. Une majorité de celles-ci nous font pencher en faveur de la seconde graphie.

5. Chiffre de *L'Action catholique* du 19 mars 1960, à la page 3. *Le Progrès du Saguenay* du 21 mars 1960, à la page 6, mentionne plutôt "1,500 tasses" de café.

6. Il s'agit bien d'Alfred Hardy, comme le rapporte *La Presse* du 19 mars 1960, à la page 2, et non Marc

Hardy comme le rapporte le *Montreal Daily Star* du 18 mars 1960, à la page 2. Alfred Hardy fut l'acheteur en chef de la province de 1937 à 1960, il sait donc de quoi il parle lorsqu'il publie, en 1979, un ouvrage intitulé *Patronage et Patroneux*.

7. Aucun journal ne précise clairement s'il y a eu suspension des travaux de la Chambre pour le dîner. Cependant, certains passages des résumés de *La Presse* du 18 mars 1960, à la page 2, et de *La Patrie* du 27 mars 1960, à la page 96, laissent sous-entendre que le débat a eu lieu en deux parties et que M. Hamel avait commencé son discours avant la suspension. Nous avons donc inséré la suspension à cet endroit, en indiquant les heures habituelles de suspension et de reprise.

8. Nous avons conservé la version du *Devoir* du 19 mars 1960, à la page 2, qui attribue ces paroles à M. Hamel. Cependant, *Le Soleil* du même jour, à la page 13, attribue des paroles presque identiques au premier ministre, qui se lisent comme suit: "M. Barrette insiste sur la nécessité de toujours dire la vérité à l'Assemblée législative si celle-ci doit conserver le respect de la population. Le Parlement ne doit pas être le carrefour où on règle des affaires personnelles."

9. Il s'agit du chiffre du *Devoir* du 19 mars 1960, à la page 2. *The Quebec Chronicle-Telegraph* du même jour, à la page 3, soutient plutôt que le terrain fut acheté pour \$17,000.

10. *Le Devoir* du 19 mars 1960, à la page 2, souligne que M. Cloutier n'était pas en Chambre.

11. Antoine Taschereau était le frère du premier ministre Louis-Alexandre Taschereau. Au printemps 1936, lors de l'enquête du comité des comptes publics, et devant l'insistance de Maurice Duplessis, Antoine Taschereau dut admettre qu'en plus de cumuler les tâches dans la fonction publique, il avait touché \$14,624 d'intérêts sur des fonds publics entre 1915 et 1922 et qu'il n'avait pas encore remboursé l'argent. À ce sujet, voir Conrad Black, *Duplessis. L'ascension*, tome 1, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, pages 253-254.

12. Le Club de la Réforme est un club politique du Parti libéral à Québec, où Jean Lesage parle régulièrement.

13. *Le Devoir* du 19 mars 1960, à la page 2, écrit 1944, mais il s'agit sans doute d'une erreur, car M. Johnson a été élu pour la première fois en 1946.

14. *Le Nouvelliste* du 19 mars 1960, à la page 1, rapporte que le président du comité est alors M. Ross. Il s'agit sans doute d'une erreur, puisque la Chambre ne s'est pas encore formée en comité et que tous les journaux soulignent que, durant ce débat, M. Tellier est à son siège d'Orateur. De toute façon, M. Ross participant au vote sur la motion, ne pouvait siéger comme Orateur.

15. Lors de la campagne électorale de 1956, comme en 1952 d'ailleurs, la propagande de l'Union nationale consistait en grande partie à accuser les libéraux d'avoir des liens avec les communistes. On reprochait notamment aux libéraux fédéraux de faire du commerce avec les pays communistes, et d'acheter des "œufs communistes". Voir Georges-Émile Lapalme, *Mémoires. Le vent de l'oubli*, tome 2, Leméac, 1970, pages 205-206.

